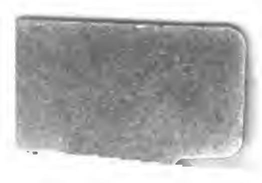

HD WIDENER
HW IIPZ G



MÉMOIRES

DE

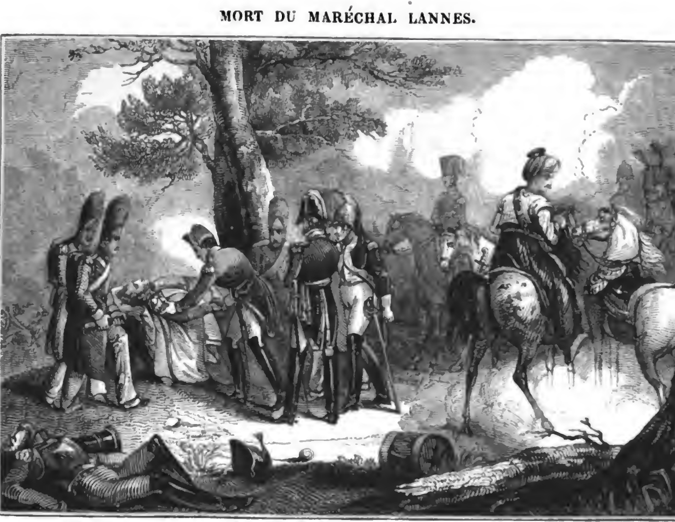
M. DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT.

TOMES SEPTIÈME ET HUITIÈME.

DE L'IMPRIMERIE DE G. WOODFALL, ANGEL COURT, SKINNER STREET.

MORT DU MARÉCHAL LANNES.



London: Published by Henry Colburn and Richard Bentley. 1831.
Samuel Bentley, Printer.

NAPOLEON

[illegible]

TOME [illegible]

PARIS: ET À LONDRES
[illegible]



MÉMOIRES

DE

M. DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT;

SUR

NAPOLEON,

LE DIRECTOIRE, LE CONSULAT, L'EMPIRE, ET LA RESTAURATION.

AVEC DES NOTES

AJOUTÉES DES MÉMOIRES DE NAPOLEON ÉCRITES À ST. HÉLÈNE, DES MÉMOIRES
DU DUC DE ROVIGO, DE CELLES DU GÉNÉRAL RAPP, DE M. CONSTANT,
ET DE PLUSIEURS AUTRES SOURCES AUTHENTIQUES.

...." Eh bien, Bourrienne, vous serez aussi immortel, vous.
—Et pourquoi, général ?—N'êtes-vous pas mon secrétaire ?
—Dites-moi le nom de celui d'Alexandre ?...."

TOMES SEPTIÈME ET HUITIÈME.

PARIS: ET À LONDRES
CHEZ COLBURN ET BENTLEY.

1831.

TABLE

DU SEPTIEME VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

Page

CHAPITRE XXIII.

CHAPITRE XXIV.

PIECES AUTOGRAPHES.

No. 1.

No. 2.

No. 3.

N°. 13.

N°. 14.

Notes et Eclaircissemens historiques.

TABLE

DU HUITIÈME VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

CHAPITRE XXIII.

MÉMOIRES CONTEMPORAINS.

MÉMOIRES

DE

M. DE BOURRIENNE.

TOME VII.

MÉMOIRES

DE

M. DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

Premier temps de mon établissement à Hambourg.—Abolition du calendrier républicain.—Armemens en Autriche.—Communication d'une note diplomatique.—Griefs de Napoléon contre l'empereur d'Autriche.—Apologie de la conduite de Bonaparte faite par lui-même.—L'empereur au sénat.—Projet d'organisation de la garde nationale.—Napoléon à Strasbourg.—Mot de Bonaparte sur Mack.—Proclamation de l'empereur.—Prétention de Napoléon d'être toujours attaqué.—Reconnaissance sous les murs de Vienne.—Un plan de campagne.—Colère feinte et satisfaction réelle de l'empereur.—Le capitaine Bernard en Illyrie.—Long oubli.—Besoin de connaître Raguse.—Le colonel Bernard aide-de-camp de Napoléon.—Avancement rapide et mérité.—Le premier officier du génie et niaiserie de Clarke.

J'étais déjà depuis trois mois à Hambourg, lorsque j'appris qu'enfin l'empereur venait d'en finir avec la seule chose qui rappelait encore la république, c'est-à-dire, le calendrier républicain. Ce calendrier avait été une des plus niaises inventions de la révolution, car la désignation des mois ne pouvait jamais s'appliquer par tout, même en se bornant à la France ; et, en effet, les grains de la provence n'attendaient pas pour être mûrs le soleil du mois de messidor. Ce fut le 9 septembre qu'un sénatus-consulte décida qu'au premier janvier suivant les mois et les jours reprendraient leurs anciens noms. Je me rappelle avoir lu avec intérêt le rapport de Laplace au sénat, et j'avoue que pour ma part je fus

très-satisfait de voir le calendrier grégorien, remis en vigueur de droit, comme il l'était déja de fait. C'était surtout en pays étranger que nous sentions les inconvéniens d'un système différent de celui qui était usité par tout le monde.

Ce fut peu de jours après la réhabilitation de l'ancien calendrier que l'empereur partit pour l'armée. A Hambourg, j'étais, comme on peut le croire, très-avide de nouvelles, j'en recevais beaucoup de l'intérieur de l'Allemagne et de quelques amis de Paris ; et c'est au dépouillement de cette correspondance que je dois la possibilité de présenter à mes lecteurs un tableau abrégé et vrai de la situation des affaires publiques au moment de l'entrée en campagne de Napoléon. J'ai dit dans les volumes précédens quelle avait été sa constante tactique pour se faire déclarer la guerre, afin de se conserver l'apparence d'un sincère amour pour la paix : sa carrière en offre peu d'exemples aussi frappans que tout ce qui précède la première conquête de Vienne. Il était bien évident que la transformation de la république Cisalpine en royaume d'Italie, que la réunion de Gênes à la France, étaient des actes contraires aux traités, cependant l'empereur n'en prétendit pas moins que c'etait l'Autriche qui leur portait atteinte. La vérité est que l'Autriche armait le plus secrètement possible et réunissait ses troupes sur les frontières de la Bavière ; un corps autrichien pénétra même dans quelques provinces de l'électorat : dès-lors Napoléon put prendre pour prétexte la nécessité de venir au secours des alliés de la France.

Je reçus à Hambourg une copie d'une note fort curieuse, dans laquelle l'empereur énumérait ses griefs contre l'Autriche ; il y vantait beaucoup sa modération, se faisait valoir d'avoir souffert sans opposition l'acquisition de Lindau, acquisition faite par l'Autriche, postérieurement au traité de Lunéville. La note dont je parle avait été destinée à la diète, alors assemblée à Ratisbonne. « L'empereur, y disait-on, avait feint d'ignorer que la dette de Venise, non-seulement n'était point acquittée, mais était demeurée anéantie, nonobstant la lettre et l'esprit du traité de Campo-Formio et du traité de Lunéville : il s'est tû sur les dénis de justice que ses sujets de Milan et de Mantoue éprouvaient à Vienne, où, malgré les stipulations formelles, aucun d'eux n'a été payé,

et sur la partialité avec laquelle l'Autriche a reconnu par le fait ce droit si monstrueux de blocus qu'a voulu s'arroger l'Angleterre ; et lorsque la neutralité du pavillon autrichien, tant de fois violée au détriment de la France, n'a provoqué de la part de la cour de Vienne aucune plainte, il a fait encore à l'amour de la paix un sacrifice, en gardant le silence."

Les faits articulés dans la note étaient vrais, mais Napoléon ne disait pas que sa complaisance à fermer les yeux sur quelques-uns de ces faits venait seulement du désir qu'il avait de voir l'Autriche en faire assez pour légitimer une attaque, en mettant en apparence le bon droit du côté du gouvernement français ; aussi, à ces plaintes, opposait-il le tableau très-opposé de sa conduite envers l'Autriche. " L'empereur des Français, était-il dit dans la même note, a évacué la Suisse, rendue tranquille et heureuse par l'acte de médiation ; il n'a laissé en Italie que le nombre de troupes indispensable pour soutenir les positions qu'il devait occuper à l'extrémité de la Péninsule, dans la vue de protéger son commerce du Levant, et de s'assurer un objet de compensation qui pût déterminer l'Angleterre à évacuer Malte, et la Russie à évacuer Corfou ; il n'a laissé sur le Rhin et dans l'intérieur de son empire que le nombre de troupes indispensable pour la garde des places. Livré tout entier aux opérations d'une guerre qu'il n'a point provoquée, qu'il soutient, autant pour les intérêts de l'Europe que pour les siens, et dans laquelle son principal but est le rétablissement de l'équilibre dans le commerce, et l'égale souveraineté de tous les pavillons sur les mers, il a réuni toutes ses forces dans des camps sur les bords de l'Océan, loin des frontières autrichiennes ; il a employé toutes les ressources de son empire à construire des flottes, à lever des marins, à creuser des ports : et c'est dans le moment même où il se repose avec une entière confiance sur l'exécution des traités qui ont rétabli la paix sur le continent, que l'Autriche sort tout à coup de l'état de repos, organise ses forces sur le pied de guerre, envoie une armée dans ses états d'Italie, en établit une autre tout aussi considérable dans le Tyrol : c'est dans ce moment qu'elle fait des levées de chevaux, qu'elle forme des magasins, qu'elle fait travailler à des fortifications de campagne ; qu'elle effraie par tous ces préparatifs les peuples de la Ba-

vière, de la Souabe et de la Suisse, et découvre ainsi l'intention évidente de faire une diversion aussi réellement favorable à l'Angleterre, et plus nuisiblement hostile envers la France que ne pourrait l'être une campagne ouverte et une guerre déclarée. Dans d'aussi graves circonstances, et ayant vainement tenté d'amener la cour de Vienne à des sentimens réellement pacifiques, malgré ses déclarations réitérées de n'avoir aucune intention hostile contre la France, l'empereur des Français croit devoir déclarer de son côté qu'il considérera comme une déclaration de guerre, formellement dirigée contre lui, toute agression qui serait portée contre le corps germanique et spécialement contre la Bavière, l'empereur étant bien déterminé à ne séparer jamais les intérêts de son empire de ceux des princes d'Allemagne qui lui sont attachés."

Je reçus cette note le 15 septembre. Douze jours après, le jour anniversaire du premier vendémiaire, qui allait figurer pour la dernière fois dans les fastes de la république impériale, Napoléon se rendit au sénat, et partit le lendemain pour l'armée.

Dans la séance mémorable qui précéda son départ, l'empereur fit présenter un projet de sénatus-consulte relatif à la réorganisation des gardes nationales ; le ministre des relations extérieures lut un exposé de la conduite réciproque de la France et de l'Autriche depuis la paix de Lunéville, exposé dans lequel les torts de la France étaient voilés avec une merveilleuse adresse *. Enfin, avant de lever sa séance, l'empereur prit la parole, et dit aux sénateurs :

" Dans les circonstances présentes de l'Europe, j'éprouve " le besoin de me trouver au milieu de vous, et de vous faire " connaître mes sentimens.

" Je vais quitter ma capitale pour me mettre à la tête de " l'armée, porter un prompt secours à mes alliés, et dé- " fendre les intérêts les plus chers de mes peuples.

" Les vœux des éternels ennemis du continent sont accom- " plis : la guerre a commencé au milieu de l'Allemagne. " L'Autriche et la Russie se sont réunis à l'Angleterre, et " notre génération est entraînée de nouveau dans les calami-

* Voir aux notes et éclaircissemens historiques, à la fin du volume.

" tés de la guerre. Il y a peu de jours, j'espérais encore
" que la paix ne serait point troublée ; les menaces et les
" outrages m'avaient trouvé impassible : mais l'armée autri-
" chienne a passé l'Inn, Munich est envahie ; l'électeur de
" Bavière est chassé de sa capitale ; toutes mes espérances se
" sont évanouies.

" C'est dans cet instant que s'est dévoilée la méchanceté
" des ennemis du continent. Ils craignent encore la mani-
" festation de mon profond amour pour la paix ; ils craig-
" naient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient
" creusé sous ses pas, ne revînt à des sentimens de justice et
" de modération ; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je
" gémis du sang qu'il va en coûter à l'Europe ; mais le nom
" Français en obtiendra un nouveau lustre.

" Sénateurs, quand à votre vœu, à la voix du peuple Fran-
" çais tout entier, j'ai placé sur ma tête la couronne impé-
" riale, j'ai reçu de vous, de tous les citoyens, l'engagement
" de la maintenir pure et sans tache. Mon peuple m'a donné
" dans toutes les circonstances des preuves de sa confiance
" et de son amour. Il volera sous les drapeaux de son em-
" pereur et de son armée, qui dans peu de jours auront dé-
" passé les frontières.

" Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent maintenir la
" patrie hors de l'influence de l'Angleterre qui, si elle pré-
" valait, ne nous accorderait qu'une paix environnée d'igno-
" minie et de honte, et dont les principales conditions se-
" raient l'incendie de nos flottes, le comblement de nos ports
" et l'anéantissement de notre industrie.

" Toutes les promesses que j'ai faites au peuple Français
" je les ai tenues.

" Le peuple Français, à son tour, n'a pris aucun engage-
" ment avec moi qu'il n'ait surpassé. Dans cette circon-
" stance, si importante pour sa gloire et la mienne, il con-
" tinuera à mériter ce nom de grand-peuple, dont je le saluai
" au milieu des champs de bataille.

" Français, votre empereur fera son devoir, mes soldats
" feront le leur ; vous ferez le vôtre."

Ce discours produisit à Hambourg une très vive sensation ; pour moi, j'y reconnus la jactance accoutumée de Napoléon ; mais cette fois, les événemens semblèrent prendre à tâche

de la justifier. L'empereur a pu faire des campagnes plus savantes que celle d'Austerlitz ; mais il n'en est point qui aient été environnées d'autant de prestiges. Tout y parut tenir du merveilleux, et je pensai souvent à la joie secrète que Bonaparte devait éprouver, d'être enfin sur le point d'entreprendre une grande guerre en Allemagne, désir qu'il m'avait si souvent manifesté. Il se rendit d'abord à Strasbourg, où l'accompagna Joséphine, et c'est alors que je reçus le conte de Giulio que j'ai rapporté à la fin de mon dernier volume.

Tous les rapports que je recevais étaient d'accord avec les correspondances particulières, pour peindre l'incroyable enthousiasme qui enflamma l'armée, quand elle apprit qu'elle allait marcher sur l'Allemagne. Pour la première fois, Napoléon eut recours à des moyens de transports accélérés ; vingt mille voitures transportèrent son armée comme par enchantement, des rives de l'Océan, sur les bords du Rhin. Toutes les jeunes ambitions étaient comme électrisées, à l'idée d'une campagne prochaine ; tous rêvaient la gloire, un prompt avancement, l'espoir de se signaler sous les yeux d'un chef idole de son armée, et qui savait si bien entraîner les hommes dans la sphère de son incroyable activité. Aussi, pendant son court séjour à Strasbourg, l'empereur put-il avec quelque raison prophétiser le succès qui l'attendait sous les murs de Vienne. J'ai su par Rapp, qui l'accompagnait, qu'il dit devant un grand nombre de personnes, en quittant Strasbourg : "On dirait que j'ai fait le plan de campagne "de Mack. Les fourches caudines * sont à Ulm." L'expérience a prouvé que Napoléon ne s'était pas trompé, et je dois à cette occasion relever un bruit calomnieusement répandu à cette époque, et méchamment répété depuis. On a dit que Mack avait été d'intelligence avec Bonaparte, qu'il avait acheté de ce général l'ouverture des portes d'Ulm ; j'ai acquis la preuve positive, que cette assertion était d'une insigne fausseté ; je sais bien que ce qui a pu lui donner quelque poids, a été l'intercession de Napoléon, après la campagne, pour que Mack ne fût pas mis en jugement ; en cela, il n'obéit qu'à un mouvement d'humanité.

* Napoléon se servait très-souvent de cette expression quand il voyait une armée ennemie concentrée sur un point, et qu'il en prévoyait la défaite.

En entrant en campagne, Napoléon alla se jeter à la tête des Bavarois, avec lesquels il battit l'armée ennemie, avant que ses propres troupes fussent arrivées. Dès qu'elles furent réunies, afin d'exciter encore plus, s'il était possible, le zèle et le dévoûment de cette admirable armée, il fit mettre à l'ordre du jour la proclamation suivante :

" Soldats,

" La guerre de la troisième coalition est commencée. " L'armée autrichienne a passé l'Inn, violé les traités, attaqué " et chassé de sa capitale notre allié. Vous-mêmes, vous " avez dû accourir à marches forcées, à la défense de nos " frontières. Mais déjà, vous avez passé le Rhin : nous ne " nous arrêterons plus, que nous n'ayons assuré l'indé- " pendance du corps germanique, secouru nos alliés, et con- " fondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne ferons " plus de paix sans garantie : notre générosité ne trompera " plus notre politique.

" Soldats, votre empereur est au milieu de vous. Vous " n'êtes que l'avant-garde du grand peuple ; s'il est néces- " saire, il se lèvera tout entier à ma voix pour confondre et " dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or " de l'Angleterre.

" Mais, soldats, nous aurons des marches forcées à faire, " des fatigues et des privations de toute espèce à endurer : " quelques obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons, et " nous ne prendrons de repos que nous n'ayons planté nos " aigles sur le territoire de nos ennemis."

On voit que partout, dans les notes confidentielles de ses agens diplomatiques, dans ses discours, dans ses proclamations, Napoléon se présentait toujours comme étant attaqué, et peut-être y mettait-il tant d'affectation que cela aurait suffi pour faire connaître la vérité à ceux qui ont pu apprendre à lire sa pensée autrement qu'il ne l'exprimait par ses paroles.

A l'époque de l'entrée en campagne de Napoléon, se rapporte un fait dont j'eus plus tard connaissance et d'où date la fortune d'un homme d'un grand mérite. L'empereur était encore à Strasbourg lorsqu'il demanda au général Marescot, commandant en chef l'arme du génie, si dans ce corps fertile

en jeunes talens, il y en avait un que l'on pût charger d'une mission délicate ; il fallait un jeune homme brave, prudent, instruit, pour pousser une reconnaissance aussi loin qu'il le pourrait. L'officier que choisit le général Marescot était un simple capitaine du génie, nommé Bernard, ancien élève de l'école polytechnique. Ce jeune homme partit pour sa mission sans que personne eût fait grande attention à lui. Il s'avança presque jusqu'à Vienne, et revint au quartier-général de l'empereur lors de la capitulation d'Ulm. Bonaparte voulut l'interroger lui-même et fut fort satisfait de ses réponses. Non content de répondre verbalement aux questions de Napoléon, le capitaine Bernard avait rédigé un rapport sur ce qu'il avait observé, sur les routes à suivre ; il disait entre autres choses qu'il y aurait un grand avantage à faire avec l'armée une pointe sur Vienne en négligeant les places fortes ; que maître de la capitale de l'Autriche, l'empereur dicterait des lois à toute la monarchie autrichienne. " J'étais auprès de l'empereur, me dit Rapp, quand il entretint le jeune officier du génie ; quand il eut lu son rapport, figure-toi qu'il se mit dans une colère épouvantable : " Comment ! " s'écria-t-il, vous êtes bien hardi ! bien osé ! Un petit of-" ficier qui se permet de me tracer des plans de campagne ! " Allez attendre mes ordres."

Dans ce qu'on vient de lire et dans ce que j'ai encore à ajouter sur la carrière du capitaine Bernard, on reconnaît Napoléon tout entier. Rapp me dit que quand le jeune officier fut sorti, l'empereur changea tout à fait de ton. " Voilà, dit-il, un jeune homme de mérite ; il a bien vu ; je " ne veux pas l'exposer à un coup de fusil ; j'en aurai peut-" être besoin plus tard ; allez dire à Berthier de lui faire ex-" pédier un ordre pour qu'il se rende en Illyrie."

L'ordre fut expédié, et le capitaine Bernard, ardent comme l'étaient ses camarades à l'approche d'une campagne, se vit privé d'y prendre part, et regarda comme une punition ce qui n'était de la part de l'empereur qu'un calcul et une précaution pour se conserver un jeune homme qu'il avait su apprécier. A la fin de la campagne, lorsque l'empereur donna de l'avancement aux officiers qui s'y étaient le plus distingués, le nom du capitaine Bernard que l'on croyait en disgrâce ne se trouva pas porté sur la liste de Berthier,

parmi les capitaines du génie, dont il proposait la promotion au grade de chef de bataillon. L'empereur inscrivit lui-même le nom de Bernard avant celui de tous les autres officiers. Cependant l'empereur l'oublia long-temps, et ce fut un hasard qui lui rappela cet officier. Je n'ai jamais eu de relations personnelles avec M. Bernard, mais j'ai su par Rapp, comment il devint plus tard son collègue en qualité d'aide-de-camp de l'empereur, et je raconterai ici cette particularité, bien qu'elle se rapporte à une époque plus éloignée.

L'empereur étant à Paris, quelque temps avant son départ pour la campagne de 1812, voulut avoir des renseignemens exacts sur Raguse et sur l'Illyrie. Il fit venir Marmont dont les réponses ne le satisfirent pas complètement; il interrogea encore plusieurs généraux, mais le résultat de ces interrogatoires était toujours: "C'est bien, mais ce n'est pas tout à "fait cela, je ne connais pas Raguse." Alors il fit venir le général Dejean qui avait remplacé M. de Marescot dans les fonctions de premier inspecteur-général du génie. "Avez-"vous, lui demanda-t-il, parmi vos officiers, quelqu'un qui "connaisse bien Raguse?" Alors Dejean cherchant dans sa mémoire, répondit à l'empereur: "Sire, il y a un chef de bataillon qui y a été long-temps oublié et qui connaît parfaite-"ment l'Illyrie.—Comment s'appelle-t-il?—Bernard.—"Ah!.. attendez... Bernard!.. Je connais ce nom là. "Où est-il?—Sire, il est à Anvers, employé aux travaux des "fortifications.—Une dépêche télégraphique; qu'au reçu de "l'ordre il monte à cheval et se rende ici à franc-étrier."

On sait avec quelle promptitude les ordres de l'empereur étaient exécutés. Peu de jours après le chef de bataillon Bernard fut à Paris chez le général Dejean et bientôt dans le cabinet de l'empereur. Napoléon reconnut tout de suite son faiseur de plans de campagne, lui fit trés-bon accueil, et lui dit pour toute question, ainsi que cela lui était arrivé très-souvent en ma présence quand il voulait connaître une spécialité: "Parlez-moi de Raguse!" Le premier consul me dit un jour que par cette manière d'interroger il était plus sûr de savoir ce qu'un homme avait remarqué de plus intéressant sur un pays. Quoi qu'il en soit, il fut pleinement satisfait de la manière dont M. Bernard lui parla de l'Illyrie, et quand le

chef de bataillon eut fini de parler, Napoléon lui dit : " Colonel Bernard, actuellement je connais Raguse." Ensuite l'empereur causa avec lui familièrement, entra dans beaucoup de détails sur le système de fortifications établi à Anvers, s'en fit apporter le plan, essaya d'en critiquer quelques parties en indiquant comment, s'il en faisait le siége, il mettrait la défense en défaut. Le nouveau colonel expliqua si bien à l'empereur, comment, lui, il se défendrait contre ses attaques, que Bonaparte en fut enchanté et donna immédiatement à son jeune interlocuteur une marque de distinction qu'il n'a, à ma connaissance, accordée que cette seule fois. Comme l'empereur allait présider le conseil d'état, il dit au colonel Bernard de l'y accompagner, et plusieurs fois, pendant la séance, il lui demanda son avis sur les points que l'on discutait. En sortant de la séance. Napoléon lui dit : " Bernard, vous êtes mon aide-de-camp." Après la campagne, il fut fait général de brigade, puis, bientôt aprés, général de division, et aujourd'hui il est reconnu par toute l'Europe comme le premier officier du génie qui existe. Une niaiserie de Clarke a privé la France d'un homme aussi distingué, qui a refusé les offres brillantes que lui firent plusieurs souverains de l'Europe pour se retirer aux E'tats-Unis d'Amérique, où il commande le génie et où il a construit les fortifications du côté des Florides, travail que les ingénieurs regardent comme un chef-d'œuvre.

J'ai été informé de toutes les circonstances que l'on vient de lire, tant par Rapp que par d'autres personnes dignes de foi : j'y trouve, comme je l'ai dit, le caractère de Napoléon tout entier ; j'y vois surtout un exemple remarquable de ce coup-d'œil d'aigle, qui lui faisait deviner le mérite partout où il se trouvait, et de cette sorte d'instinct qui le poussait à s'en emparer comme d'une chose émanée de lui et qui devait y revenir.

CHAPITRE II.

Une victoire par jour.—Rapidité de la marche de Napoléon.—Murat à Wertingen.—Conquête du duché de Ney.—L'armée française devant Ulm.—Extraits de ma correspondance.—Mission du général Ségur.—Intempérie de la saison.—Le général Ségur chez Mack.—Singulière obstination de

Mack, et son erreur sur la marche des Russes;—état de situation d'Ulm. Plaintes de Mack contre Ney.—Désespoir et fermeté de Mack.—Huit jours ou la mort.—Le prince de Lichtenstein au Quartier-général de l'empereur.—Proposition rejetée, et hauteur de Napoléon.—Paroles de Bonaparte entendues par Rapp.—Capitulations signées par Berthier et Mack.——Incroyable sécurité du cabinet de Vienne.—Lyon promis au roi de Sardaigne.—Bonaparte avant et après une victoire.—Les généraux prisonniers devant l'empereur.—Paroles de consolation.—Profonde pensée de l'empereur sur l'avenir de la Russie.

Si je voulais donner une idée de la brillante campagne de 1805, il me faudrait, en faisant un extrait de tous les rapports, de toutes les lettres que je recevais à Hambourg, m'assimiler en quelque sorte aux faiseurs d'almanach, et marquer au moins une victoire par jour, ou un de ces rapides mouvemens que la présence de Napoléon imprimait à son armée, et qui contribuèrent si puissamment à ses prodigieux triomphes, durant une campagne de trois mois. En effet, n'est-ce pas une chose jusqu'alors inouie, que la promptitude des premières opérations de l'empereur? Le 24 septembre, il avait quitté Paris, et les hostilités étaient commencées le 2 d'octobre; le 6 et le 7, les Français avaient passé le Danube, et tourné l'armée ennemie; le 8, Murat, au combat de Wertingen sur le Danube, avait fait deux mille prisonniers autrichiens, parmi lesquels se trouvait, entre autres officiers généraux, le comte d'Auffemberg. Le lendemain, les Autrichiens défaits se repliaient à Gunzbourg, devant nos valeureuses phalanges qui, poursuivant le cours de leurs triomphes, entrèrent le 10 à Augsbourg, et le 12 à Munich. En recevant mes dépêches, je croyais lire des récits fabuleux. Deux jours après l'entrée des Français à Munich, c'est-à-dire le 14, un corps autrichien de six mille hommes, se rendait à Memmingen, au maréchal Soult, tandis que Ney conquérait, les armes à la main, son futur duché d'Elchingen. Enfin, le 17 d'octobre, arriva la fameuse capitulation d'Ulm, et le même jour, les hostilités commençaient en Italie entre les Français et les Autrichiens, commandés, les uns par Masséna, les autres par le prince Charles. Je suis persuadé que Napoléon regretta vivement que ce prince n'eût pas le commandement des troupes qu'il allait combattre en personne, car je l'ai souvent entendu se plaindre de l'impéritie des généraux ennemis; habile à profiter de leurs

fautes, il lui semblait quelquefois que ces fautes attentaient à sa gloire, en rendant la victoire plus facile, et, jamais peut-être, aucun homme n'a autant souhaité de rencontrer des ennemis dignes de lui.

Je trouve dans ma correspondance de la fin d'octobre 1805, quelques détails relatifs à la capitulation d'Ulm, qui me semblent assez intéressans pour que je les rapporte ici. Pendant son séjour à Augsbourg, Napoléon fit connaissance avec l'évêque de cette ville, ancien électeur de Trèves. Ce digne prélat, croyant être redevable à l'empereur, de son riche évêché, s'attacha sincèrement à lui, et depuis, témoigna dans toutes les circonstances un grand dévouement à sa personne. A Augsbourg, Bonaparte s'arrêta quelques momens pour juger les mouvemens qu'allait opérer l'armée autrichienne; puis il s'approcha d'elle avec une rapidité si incroyable, que l'archiduc Ferdinand se trouva trop heureux de pouvoir repasser le Danube. Mais toutes les autres forces autrichiennes furent refoulées dans Ulm, dont la garnison s'élevait à près de trente mille hommes, au moment de la reddition de cette place réputée imprenable.

Le général de Ségur, qui depuis fut au service de Murat à Naples, fut chargé des premières ouvertures auprès de Mack, pour engager ce général à se rendre. Je pense qu'on lira avec plaisir le rapport qu'il en fit pour être mis sous les yeux de l'empereur.

"Hier, 24 vendémiaire, (16 octobre) l'empereur m'a fait appeler dans son cabinet; il m'a ordonné d'aller à Ulm, de décider Mack à se rendre dans cinq jours, et s'il en exigeait absolument six, de les lui accorder. Je n'ai pas reçu d'autres instructions. La nuit étant noire; un ouragan terrible venait de s'élever, il pleuvait à flots: il fallait passer par des chemins de traverse, et éviter des bourbiers où l'homme, le cheval et la mission pouvaient finir avant terme. J'ai été presque jusqu'aux portes de la ville, sans trouver nos avant-postes; il n'y en avait plus: factionnaires, vedettes, grandes-gardes, tout s'était mis à convert; les parcs d'artillerie même étaient abandonnés; point de feux, point d'étoiles. Il a fallu errer pendant trois heures pour trouver le général. J'ai traversé plusieurs villages, et questionné inutilement ceux qui les remplissaient.

" J'ai enfin trouvé un trompette d'artillerie à moitié noyé dans la boue, sous son caisson ; il était raide de froid. Nous nous sommes approchés des remparts d'Ulm. On nous attendait sans doute ; car, au premier appel, M. de Latour, officier parlant bien français, s'est présenté. Il m'a bandé les yeux, et m'a fait gravir par-dessus les fortifications. J'observai à mon conducteur que la nuit était si noire qu'elle rendait le bandeau inutile ; mais il m'objecta l'usage. La course me paraissait longue. Je fis causer mon guide : mon but était de savoir qu'elles troupes renfermait la ville. Je lui demandai si nous étions encore loin de la demeure du général Mack et de celle de l'archiduc. C'est tout près, me répondit mon guide. J'en conclus que nous tenions dans Ulm tout le reste de l'armée autrichienne. La suite de la conversation me confirma dans cette conjecture. Nous arrivâmes enfin dans l'auberge où le général en chef demeurait. Il m'a paru grand, âgé, pâle ; l'expression de sa figure annonce une imagination vive. Ses traits étaient tourmentés par une anxiété qu'il cherchait à cacher. Après avoir échangé quelques complimens, je me nommai ; puis, entrant en matière, ju lui dis que je venais de la part de l'empereur le sommer de se rendre, et régler avec lui les conditions de la capitulation. Ces expressions lui parurent insupportables, et il ne convint pas d'abord de la nécessité de les entendre. J'insistai, en lui observant qu'ayant été reçu, je devais supposer, ainsi que l'empereur, qu'il avait apprécié sa position : mais il me répondit vivement qu'elle allait bien changer ; que l'armée russe s'approchait pour le secourir, qu'elle nous mettrait entre deux feux, et que peut-être ce serait bientôt à nous à capituler. Je lui répliquai que, dans sa position, il n'était pas étonnant qu'il ignorât ce qui se passait en Allemagne ; qu'en conséquence, je devais lui apprendre que le maréchal Bernadotte occupait Ingolstadt et Munich, et qu'il avait ses avant-postes sur l'Inn, où les Russes ne s'étaient pas encore montrés. " Que je sois le plus grand . . . . . , s'écria " le général Mack, tout en colère, si je ne sais pas, par des " rapports certains, que les Russes sont à Dachau ! Croit-on " m'abuser ainsi ? Me traite-t-on comme un enfant ? Non, " monsieur de Ségur. Si dans huit jours je ne suis pas se-" couru, je consens à rendre ma place, à ce que mes soldats

" soient prisonniers de guerre, et leurs officiers prisonniers " sur parole. Alors, on aura eu le temps de me secourir, " j'aurai satisfait à mon devoir: mais on me secourra, j'en " suis certain !—J'ai l'honneur de vous répéter, monsieur le " général, que nous sommes non-seulement maîtres de Da- " chau, mais de Munich: d'ailleurs, en supposant vraie votre " erreur, si les Russes sont à Dachau, cinq jours leur suffi- " sent pour venir nous attaquer, et Sa Majesté vous les ac- " corde.—Non, Monsieur, reprit le maréchal; je demande " huit jours. Je ne puis entendre à aucune autre proposi- " tion; il me faut huit jours, ils sont indispensables à ma " responsabilité.—Ainsi, repris-je, toute la difficulté consiste " dans cette différence de cinq à huit jours! Mais je ne con- " çois pas l'importance que votre excellence y attache, quand " Sa Majesté est devant vous, à la tête de plus de cent mille " hommes, et quand les corps du maréchal Bernadotte et du " général Marmont suffisent pour retarder de ces trois jours " la marche des Russes, même en les supposant où ils sont " encore bien loin d'être.—Ils sont à Dachau, répéta le géné- " ral Mack.—Eh bien! soit, monsieur le baron, et même à " Augsbourg; nous en sommes d'autant plus pressés de ter- " miner avec vous: ne nous forcez donc pas d'emporter Ulm " d'assaut; car alors, au lieu de cinq jours d'attente, l'empe- " reur y serait dans une matinée.—Ah! Monsieur, répliqua " le général en chef, ne pensez pas que quinze mille hommes " se laissent forcer si facilement; il vous en coûterait cher! " Quelques centaines d'hommes, lui répondis-je, et à vous, " votre armée et la destruction d'Ulm, que l'Allemagne vous " reprocherait; enfin tous les malheurs d'un assaut, que Sa " Majesté veut prévenir par la proposition qu'elle m'a chargé " de vous faire.—Dites, s'écria le maréchal, qu'il vous en " coûterait dix mille hommes! La réputation d'Ulm est assez " connue.—Elle consiste dans les hauteurs qui l'environnent, " et nous les occupons.—Alors donc, Monsieur, il est impos- " sible que vous ne connaissiez pas la force d'Ulm! Sans " doute, monsieur le maréchal, et d'autant mieux que nous " voyons dedans.—Eh bien! Monsieur, dit alors ce malheu- " reux général, vous y voyez des hommes prêts à se dé- " fendre j'usqu'à la dernière extrémité, si votre empe- " reur ne leur accorde pas huit jours. Je tiendrai long-

" temps ici. Il y a, dans Ulm, trois mille chevaux que
" nous mangerons, plutôt que de nous rendre, avec autant de
" plaisir que vous le feriez à notre place.—Trois mille che-
" vaux ? répliquai-je ; ah ! Monsieur le maréchal, la disette
" que vous devez éprouver est donc déjà bien grande, puis-
" que vous songez à une si triste ressource ? "

" Le maréchal se dépêcha de m'assurer qu'il avait pour dix jours de vivres ; mais je n'en crus rien. Le jour commençait à poindre ; nous n'avancions pas. Je pouvais accorder six jours ; mais le général Mack tenait si obstinément à ses huit jours, que je jugeai cette concession d'un jour inutile ; je ne la risquai pas. Je me levai, en disant que mes instructions m'ordonnaient d'être revenu avant le jour, et, en cas de refus, de transmettre, en passant, au maréchal Ney l'ordre de commencer l'attaque. Ici le général Mack se plaignit de la violence de ce maréchal envers un de ses parlementaires, qu'il n'avait pas voulu écouter. Je profitai de cet incident pour bien faire remarquer qu'en effet le caractère du maréchal était bouillant, impétueux, impossible à contenir ; qu'il commandait le corps le plus nombreux et le plus rapproché ; qu'il attendait avec impatience l'ordre de livrer l'assaut, et que c'était à lui que je devais le transmettre en sortant d'Ulm. Le vieux général ne s'est point laissé effrayer ; il a insisté sur les huit jours, en me pressant d'en porter la proposition à l'empereur.

" Ce malheureux général est prêt à signer la perte de l'Autriche et la sienne ; et pourtant dans cette position désespérée, où tout en lui doit souffrir cruellement, il ne s'abandonne pas encore ; son esprit conserve ses facultés, sa discussion est vive et tenace. Il défend la seule chose qui lui reste à défendre, le temps. Il cherche à retarder la chute de l'Autriche, dont il est cause ; il veut lui donner quelques jours de plus pour s'y préparer : lui, perdu, il dispute encore pour elle. Entraîné par son caractère plus politique que militaire, il veut encore jouer au plus fin contre le plus fort ; sa tête s'égare dans une foule de conjectures.

" Le 25, vers neuf heures du matin, j'ai retrouvé l'empereur à l'abbaye d'Elchingen, où je lui ai rendu compte de cette négociation ; il en a paru satisfait : il m'a fait rappeler, et, comme je tardais, il a envoyé le maréchal Berthier me

porter par écrit les propositions nouvelles qu'il voulait que je fisse signer au général Mack sur-le-champ. L'empereur accordait au général autrichien huit jours, mais à dater du 23, premier jour du blocus ; ce qui les réduisait en effet aux six jours que j'avais pu d'abord proposer, et que je n'avais pas voulu concéder.

" Toutefois, en cas d'un refus obstiné, j'étais autorisé à dater ces huit jours du 25, et l'empereur gagnait encore un jour à cette concession. Il tient à entrer promptement dans Ulm pour augmenter la gloire de sa victoire par sa rapidité, pour arriver à Vienne avant que cette ville soit remise de sa stupeur et que l'armée russe ait pu se mettre en mesure, et, enfin, parce que les vivres commencent à nous manquer.

" Le major-général, maréchal Berthier, me prévint qu'il s'approcherait de la ville, et que, les conditions réglées, il serait bien aise que je l'y fisse pénétrer.

" Je suis rentré dans Ulm vers midi, toujours avec les mêmes précautions ; mais cette fois j'ai trouvé le général Mack à la porte de la ville. Je lui ai remis l'ultimatum de l'empereur ; il est allé le discuter avec plusieurs généraux, parmi lesquels je crus remarquer un prince de Lichtenstein, et les généraux Klénau et Giulay. Un quart d'heure après, il revint disputer encore avec moi sur la date. Un malentendu lui persuada qu'il obtenait les huit jours entiers à partir du 25. Alors, avec une émotion de joie bien singulière : " Monsieur de Ségur ! mon cher monsieur de Ségur ! " s'écria-t-il, je comptais sur la générosité de l'empereur : je " ne me suis pas trompé . . . Dites au maréchal Berthier que " je le respecte . . . Dites à l'empereur que je n'ai plus que " de légères observations à faire ; que je signerai tout ce que " vous m'apportez . . . Mais dites à sa majesté que le géné- " ral Ney m'a traité bien durement ; . . . que ce n'est pas " ainsi qu'on traite . . . Répétez bien à l'empereur que je " comptais sur sa générosité " . . . Puis, après une effusion de cœur toujours croissante, il ajouta : " Monsieur de Ségur, " je tiens à votre estime ; je tiens beaucoup à l'opinion que " vous aurez de moi : je veux vous faire voir l'écrit que " j'avais signé ; car j'étais décidé." En parlant ainsi, il déploya une feuille de papier où je lus ces mots : *Huit jours ou la mort !* signé *Mack*.

Le prince Maurice de Lichtenstein avait aussi été envoyé en parlementaire au quartier-général, où il fut, conformément à l'usage, conduit à cheval et les yeux bandés. Rapp m'a parlé depuis de cette entrevue, où il se trouva auprès de Napoléon avec plusieurs de ses aides-de-camp. Je crois qu'il m'a dit que Berthier y était aussi. Figure-toi, me dit Rapp, l'étonnement, ou plutôt la confusion du pauvre prince quand on lui eut débandé les yeux : il ne savait rien de rien, et ne se doutait même pas que l'empereur fût encore arrivé à l'armée. Quand il sut qu'il était en présence de Napoléon, il ne put vaincre un mouvement de surprise, qui n'échappa pas à l'empereur, et il avoua ingénument que le général Mack ne se doutait pas de sa présence sous les murs d'Ulm. Le prince de Lichtenstein demanda à capituler, à la condition que la garnison d'Ulm aurait la permission de retourner en Autriche. Cette prétention, dans la position où il était, ajouta Rapp, fit sourire l'empereur : "Vous n'y " pensez pas, lui dit-il, je n'ai aucune raison pour accueillir " votre demande ; qu'ai-je à gagner ? huit jours ? dans huit " jours vous êtes à moi sans conditions. Est-ce que vous " croyez que je ne suis pas instruit de tout ? . . . Vous at- " tendez les Russes ? . . . c'est tout au plus s'ils sont en " Bohême. Si je vous laisse sortir, qui m'assure que vous " n'irez pas les rejoindre et vous battre ensuite contre moi ? " Vos généraux m'ont trompé assez souvent, et je n'en veux " plus être dupe. A Marengo, j'eus la faiblesse de laisser " sortir d'Alexandrie les troupes de Mélas : il promettait de " traiter de la paix ; qu'arriva-t-il ? deux mois après, Mo- " reau eut à combattre la garnison d'Alexandrie. Cette " guerre-ci n'est point d'ailleurs une guerre ordinaire. Après " la conduite de votre gouvernement, je ne suis tenu à aucun " ménagement ; je n'ai aucune foi dans ses promesses. C'est " vous qui m'avez attaqué. Si je consentais à ce que vous " demandez, Mack s'engagerait ; je le sais, mais en le sup- " posant de bonne-foi, sera-t-il le maître de tenir sa parole ? " pour lui, oui : mais pour son armée, non. Si l'archiduc Ferdi- " nand était encore avec vous, je pourrais me fier à sa parole, " parce qu'il serait responsable des conditions, et qu'il ne " voudrait pas se déshonorer ; mais je sais qu'il a quitté " Ulm ; il a passé le Danube, mais je saurai l'atteindre.

" Tu ne peux pas te figurer, poursuivit Rapp, l'embarras du prince de Lichtenstein, à peine remis de son étonnement pendant que l'empereur lui parlait. Pourtant il se remit un peu, et assura que, sans les conditions qu'il était chargé de proposer, l'armée ne capitulerait pas. " En ce cas, lui dit " Napoléon, vous pouvez retourner auprès de Mack, car je " ne vous accorderai jamais de pareilles conditions. Se " moque-t-on de moi ? Tenez, voilà la capitulation de Mem- " mingen ; montrez-là à votre général ; qu'il se rende aux " mêmes conditions, je n'en veux pas d'autres. Vos officiers " seuls retourneront en Autriche ; mais les soldats seront " prisonniers. Dites-lui bien qu'il se dépêche, car je n'ai " pas de temps à perdre. Plus il tardera, plus il aggravera " sa position et la vôtre. J'aurai demain ici le corps devant " lequel Memmingen a capitulé, et nous verrons. Que " Mack sache bien qu'il n'a pas d'autre parti à prendre que " de se conformer à ma volonté."

Ce ton impérieux que Napoléon employait avec ses ennemis lui réussissait presque toujours, et produisit auprès de Mack son effet accoutumé. Le jour même où le prince de Lichtenstein était venu au quartier-général, Mack lui écrivit qu'avec tout autre il n'aurait pas traité à de pareilles conditions, mais qu'il cédait à l'ascendant de sa fortune, et le lendemain Berthier fut envoyé dans Ulm d'où il revint avec les capitulations signées ; ainsi Napoléon ne s'était pas trompé sur les *fourches caudines* de l'armée autrichienne. La garnison d'Ulm sortit avec ce qu'on appelle les honneurs de la guerre, et fut conduite prisonnière en France. J'ai eu occasion de remarquer que, en général, de toutes les troupes que Napoléon eut à combattre pendant sa carrière militaire, les troupes autrichiennes étaient celles qui se rendaient le plus facilement prisonnières de guerre.

Quels changemens quinze jours de succès couronnés par la prise d'Ulm avaient apportés dans la situation des affaires ! Je sus à Hambourg par mes agens à quel degré de folie s'étaient exaltées les espérances des ennemis de Napoléon avant son entrée en campagne. La sécurité du cabinet de Vienne était vraiment inexplicable ; non-seulement on n'y redoutait point cette série de victoires qui rendirent Bonaparte maître de toute la monarchie autrichienne, mais les acolytes de Drake

et les intrigans de sa sorte traitaient d'avance la France comme un pays conquis, disposaient de quelques-unes de nos provinces; et dans l'excès de leur démence, pour n'en citer qu'un trait, ils avaient promis la ville de Lyon au roi de Sardaigne pour le dédommager de la possession momentanée du Piémont.

Napoléon qui s'irritait avec tant de violence contre les obstacles, et qui traitait avec tant de hauteur quiconque osait résister à son inflexible volonté, n'était plus le même homme, lorsque, vainqueur, il admettait en sa présence les généraux vaincus. Il les consolait de leur malheur, et ses consolations, je puis l'assurer, n'étaient pas chez lui le résultat d'un mouvement d'orgueil dissimulé sous les dehors d'une feinte générosité. Tout en profitant de leur défaite, il les plaignait sincèrement; combien de fois ne m'a-t-il pas dit: " Qu'un " général doit être malheureux le lendemain de la perte d'une " bataille!" Et lui-même avait éprouvé ce malheur, quand il fut obligé de lever le siége de Saint-Jean d'Acre. En ce moment, il aurait, je crois, fait étrangler Djezzar; mais si Djezzar se fût rendu, il l'aurait traité avec les mêmes distinctions qu'il prodigua à Mack et aux autres généraux de la garnison d'Ulm; quand ils furent admis en sa présence, je suis sûr qu'il souffrait de leur douleur. Ces généraux étaient au nombre de dix-sept, parmi lesquels on remarquait le même prince de Lichtenstein qui, la veille, avait été si surpris de voir l'empereur; le général Klénau et le baron de Giulay qui avaient acquis une assez belle réputation militaire dans les guerres précédentes, et le général Fresnel, dont la position était plus délicate que celle de ses compagnons d'infortune, puisqu'il était Français et émigré.

" Tous ces généraux, me dit Rapp, faisaient réellement peine à voir; ils s'inclinèrent respectueusement devant l'empereur ayant Mack à leur tête. Ils gardaient un morne silence, et ce fut Napoléon qui leur adressa la parole. Il leur dit: " Messieurs, je plains d'aussi braves gens que vous " d'être victimes des sottises d'un cabinet qui se nourrit de " projets insensés, et qui ne craint pas de compromettre " la dignité de la nation autrichienne, en trafiquant des ser- " vices de ses généraux. Vos noms me sont connus; ils le " sont honorablement partout où vous avez combattu. Ex-

" aminez la conduite de ceux qui vous ont compromis. Quoi " de plus inique que de venir, sans déclaration de guerre, me " prendre à la gorge? n'est-ce pas se rendre coupable envers " les peuples que d'attirer chez eux une invasion étrangère? " n'est-ce pas trahir l'Europe que d'immiscer des hordes " asiatiques dans ses débats. En bonne politique, le conseil " Aulique, au lieu de m'attaquer, aurait dû rechercher mon " alliance pour refouler les Russes dans le Nord. Cette al- " liance de votre cabinet sera éternellement une chose mon- " strueuse dans l'histoire; c'est l'alliance des chiens, des " bergers et des loups contre les moutons; une pareille con- " ception n'a pu sortir de la tête d'un homme d'Etat. Il est " heureux pour vous-mêmes que je n'aie pas succombé dans " la lutte injuste où l'on m'a provoqué, sans cela le cabinet " de Vienne n'aurait pas tardé à reconnaître sa faute, et peut- " être qu'il le paiera cher un jour."

CHAPITRE III.

Ménagemens envers les officiers prisonniers.—Proclamation de l'empereur à ses soldats.—Immenses résultats d'une campagne de quinze jours;—éloquence militaire de Napoléon.—Les soldats français et les soldats russes.—Les extrémités de l'univers et exagérations.—Dix mille prisonniers faits par Murat.—Combat de Caldiéro en Italie.—Lettre de Duroc.—L'empereur satisfait de mes services.—François Ier vengé par Napoléon.—Affaire des Margraviats.—Tentatives pour retarder la marche de l'empereur.—Mission inutile, et M. de Giulay.—Les premières aigles françaises prises par les Russes.—Humeur de Napoléon.—Le pont de Vienne.—Heureuse témérité de Lannes et de Murat.—La prise de Vienne, due à une ruse.—Récit de Lannes, sa bravoure et sa gaité.—Influence de l'action de Lannes et de Murat sur les suites de la campagne d'Austerlitz.—Mission de Savary auprès de l'empereur Alexandre.—Le roi des Romains.—Raisonnemens judicieux d'Alexandre.

En même temps que Napoléon ménageait l'amour-propre de ses prisonniers aux dépens de leur gouvernement, il voulut témoigner à l'armée sa vive satisfaction, et pour cela, il publia une proclamation remarquable, dans laquelle on trouve en quelque sorte un résumé de tout ce qui s'était passé depuis l'entrée en campagne. La voici:

" Soldats de la grande armée!

" En quinze jours nous avons fait une campagne. Ce que

" nous nous proposions de faire est rempli: nous avons chassé " de la Bavière les troupes de la maison d'Autriche, et réta- " bli notre allié dans la souveraineté de ses états.

" Cette armée qui, avec autant d'ostentation que d'impru- " dence, était venue se placer sur nos frontières, est anéan- " tie.

" Mais qu'importe à l'Angleterre! son but est rempli: " nous ne sommes plus à Boulogne, et son subside ne sera ni " plus ni moins grand.

" De cent mille hommes qui composaient cette armée, " soixante mille sont prisonniers: ils vont remplacer nos con- " scrits dans les travaux de la campagne.

" Deux cents pièces de canon, tout le parc, quatre-vingt- " dix drapeaux, tous leurs généraux, sont en notre pou- " voir. Il ne s'est pas échappé de cette armée quinze mille " hommes.

" Soldats! je vous avais annoncé une grande bataille; " mais, graces aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai " pu obtenir les mêmes résultats sans courir aucune chance; " et, ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un " pareil résultat ne nous affaiblit pas de quinze cents hommes " hors de combat.

" Soldats! ce succès est dû à votre confiance sans bornes " dans votre empereur, à votre patience à supporter les fa- " tigues et les privations de toute espèce, à votre rare intré- " pidité.

" Mais nous ne nous arrêterons pas là. Vous êtes impa- " tients de commencer une seconde campagne.

" Cette armée russe que l'or de l'Angleterre a transportée " *des extrémités de l'univers*, nous allons lui faire éprouver le " même sort.

" A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur de " l'infanterie française; c'est là que va se décider, pour la " seconde fois, cette question qui l'a déjà été une fois en " Suisse et en Hollande, si l'infanterie française est la pre- " mière ou la seconde de l'Europe.

" Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je puisse " avoir de la gloire à acquérir. Tout mon soin sera d'obtenir " la victoire avec le moins d'effusion de sang possible: mes " soldats sont mes enfans."

Cette proclamation m'a toujours paru un chef-d'œuvre d'éloquence militaire ; Napoléon en donnant des louanges à ses soldats irritait en même temps leur amour-propre en leur signalant les Russes comme capables de leur disputer le premier rang parmi les soldats de l'Europe, et il concluait en les appelant ses enfans. Il faut avoir été témoin, comme je l'ai été si souvent, de la prodigieuse exaltation que les paroles de Napoléon produisaient dans son armée pour pouvoir se la figurer.

Cependant la seconde campagne que, selon Napoléon, ils brûlaient de commencer ne se fit pas attendre, et les hostilités furent poussées sur tous les points avec cette vigueur et cet enthousiasme qui enflammaient toute l'armée. Dieu sait aussi quels contes on faisait courir sur les Russes que Bonaparte faisait pompeusement venir *des extrémités de l'univers :* ils étaient des sauvages à demi-nus, pillant, dévastant, brûlant tout; on en avait vu égorger et manger des enfans ; que sais-je? Enfin ce fut à cette époque que fut inventée la dénomination si célèbre, depuis, de barbares du Nord. Quoi qu'il en soit, deux jours aprés la capitulation d'Ulm, Murat fit aussi, de son côté, capituler le général Warneck, enfermé dans la place de Trochtelfingen, et lui fit dix mille prisonniers, de sorte que, sans compter les tués et les blessés, l'armée autrichienne se trouvait déjà diminuée de plus de cinquante mille hommes au bout de vingt jours de campagne. Le 27 d'octobre l'armée française passa l'Inn et pénétra ainsi sur le territoire autrichien, et s'empara immédiatement de Salzbourg et de Braunau. Dans tous les avis qui me venaient de l'armée, il était sans cesse question de l'incroyable enthousiasme qui enflammait les troupes, c'était partout des prodiges de valeur, et l'armée d'Italie, sous les ordres de Masséna, obtenait aussi de grands avantages. Le jour même où la grande armée se rendit maîtresse des deux forteresses dont je viens de parler, c'est-à-dire le 30 octobre, l'armée d'Italie, ayant passé l'Adige, livrait un combat sanglant à Caldiero et faisait aux Autrichiens cinq mille prisonniers.

Il n'y a point d'exagération à dire que dans la prodigieuse campagne, que l'on a pris l'habitude de désigner sous le nom de campagne d'Austerlitz, les exploits de nos troupes allaient plus vite que la pensée. Chaque courrier que je recevais

m'apportait des nouvelles encore plus favorables que celles que j'espérais. Quoique je fusse déjà informé de l'occupation de Lintz dès le 2 novembre, et que j'eusse également appris la marche hardie de Ney sur Inspruck, ce qui nous rendait maîtres du Tyrol, j'avoue que je fus aussi surpris que satisfait quand je reçus un mot de Duroc, envoyé par voie extraordinaire et qui m'annonçait seulement d'une manière très-laconique. " Nous sommes à Vienne ; l'empereur se porte bien ; il est plus satisfait que jamais ; il est très-content de ce que je lui ai dit des services que tu lui rends à Hambourg, et il parut également content de ma mission de Berlin, quoique tu saches bien que je n'ai pu réussir à rien; mais il ne doute pas de mon zèle. Il m'attendait avec impatience, je ne lui ai pas caché les tergiversations dont j'avais été témoin. Autant que tu le pourras, tiens-toi au courant de ce qui se passe en Prusse et mande-le moi."

La lettre de Duroc était datée du 13 d'octobre, et ces mots : "*Nous sommes à Vienne*", me semblèrent le rèsultat d'un rêve. La capitale de l'Autriche, cette ville qui, depuis un temps immémorial, n'avait pas été occupée par des étrangers ; cette ville, que Sobieski avait sauvée de la valeur ottomane, était devenue la proie de l'aigle impérial de France, qui vengeait ainsi, après trois siècles, et au bout d'une campagne de quarante jours, les humiliations imposées jadis à François Ier par *l'Aquila Griffagna* de Charles-Quint *.

Duroc avait quitté l'empereur avant la levée du camp de Boulogne ; sa mission à Berlin étant terminée, il rejoignit l'empereur à Lintz. Duroc s'était bien formé en diplomatie depuis sa première mission au commencement du consulat, mission qui, on doit se le rappeler, avait eu pour objet de raconter prudemment au roi de Prusse les principaux évé-

* Dès que Napoléon fut empereur, il se déclara solidaire de toutes les injures faites aux rois qu'il appelait ses prédécesseurs. Tout ce qui avait été la France, était pour lui sacré, et on le verra plus tard enlever avec joie la colonne de Rosbach au territoire prussien. Ici, je me suis permis de faire allusion au passage fameux d'une satyre de Paul-Jove :

Aquila Griffagna, che dui becchi porta per meglio divorar.

On sait que Paul-Jove, célèbre critique du commencement du seizième siècle, avait fait la satyre dont je parle en faveur de François Ier, contre Charles-Quint. S'étant brouillé avec le roi de France, Paul-Jove alla offrir sa plume à l'empereur d'Allemagne, qui ne lui répondit que par la citation du passage de sa satyre qui m'est revenu à la mémoire en écrivant ceci.

nemens de l'expédition d'Egypte. Si sa derniére mission avait été sans résultats positifs, au moins il avait pu observer que malgré les velléités du cabinet prussien à faire cause commune avec l'Autriche et la Russie, il y régnait encore une certaine incertitude qqi l'empêcherait de se déclarer en cas de succès de la part de Napoléon ; mais, Ulm rendu tranquillisa Napoléon sur Berlin. Ce fut aussi à Lintz, que l'empereur reçut la visite de l'électeur de Bavière qui n'était pas encore rentré dans sa capitale, quand Bonaparte y arriva. La Prusse avait témoigné, comme on l'a vu, un vif mécontentement de la violation du territoire des deux margraviats de Bareüth et d'Anspach, mais cette affaire s'était arrangée parce que le roi de Prusse n'osa pas se décider ; on crut un moment qu'il avait enfin pris parti contre les Français, et je sais que M. Delaforest en donna avis à l'empereur ; mais, comme je viens de le dire, Napoléon était rassuré par ses succès. La Prusse ne bougea pas, et, comme on le verra plus tard, paya cher ses tergiversations.

Avant de m'occuper de la singulière mission de M. de Haugwitz auprès de l'empereur Napoléon, et du résultat de cette mission que les circonstanses rendirent diamétralement opposée à son but, je dois raconter ce que j'appris d'autres négociations entamées par l'Autriche auprès de Napoléon, dans le but trop évident de retarder sa marche pour qu'il pût en être dupe. M. de Giulay, l'un des généraux compris dans la capitulation d'Ulm, était retourné auprès de son souverain auquel il avait rendu compte de ce désastreux événement ; il ne dissimula ni à l'empereur François, ni au cabinet de Vienne, la destruction de l'armée autrichienne, et l'impossibilité d'arrêter la marche rapide de l'armée française. D'après ce rapport, M. de Giulay fut envoyé en parlementaire au quartier-général de Napoléon, pour l'assurer des intentions pacifiques de son maître et demander un armistice. Le piège était trop grossier pour qu'un homme aussi fin que Napoléon ne le vît pas tout de suite. Bonaparte qui voulait toujours faire croire à son sincère amour pour la paix, bien qu'il rayonnât de joie à la seule idée de poursuivre le cours d'une guerre si bien commencée et de battre les Russes, chargea le général Giulay d'assurer à l'empereur d'Autriche qu'il ne souhaitait pas moins la paix que lui, et

qu'il était prêt à en traiter; mais sans pour cela suspendre le cours des opérations. Bonaparte ne pouvait, en effet, sans une imprudence dont il était incapable, consentir à un armistice, puisque M. de Giulay, chargé des pouvoirs de l'Autriche, n'en avait reçu aucun de la Russie; puisque la Russie pouvait ne pas reconnaître l'armistice et arriver à temps pour défendre Vienne, dont l'occupation devait être si importante pour l'armée française. Les Russes marchaient en effet au devant de nos troupes, et le corps de notre armée commandé par le maréchal Mortier, sur la rive gauche du Danube, éprouva même, dans une première rencontre, un échec qui mit l'empereur de très-mauvaise humeur. C'était la première fois dans la campagne que la fortune lui montrait une opposition, bien légère à la vérité; mais la prise par les Russes des trois premiers aigles dont l'ennemi se fût emparé, lui causa une vive contrariété, et le fit rester quelques jours de plus qu'il ne le voulait à Saint-Polten, où il était alors.

La prise de Vienne fut due à l'heureuse témérité de deux hommes, qui ne se le cédaient en rien en bravoure et en audace, à Murat et à Lannes. On parla beaucoup, dans le temps, de la ruse téméraire de ces deux maréchaux, qui parvinrent à empêcher la destruction imminente d'un pont de Vienne, nommé le pont du Thabor, et sans lequel l'armée n'aurait pu pénétrer dans la capitale de l'Autriche sans d'incroyables difficultés, puisque Vienne se serait trouvée défendue par le Danube. Voici comment cet acte de courage et de présence d'esprit, qui eut une si grande influence sur les suites de la campagne, m'a été raconté depuis par Lannes, qui m'en parla gaiement, sans se faire valoir, et plutôt comme d'un tour qu'il avait joué aux Autrichiens, que comme d'une action d'éclat. Les entreprises les plus audacieuses étaient si simples, si naturelles pour lui, qu'il était souvent le seul à n'y rien voir d'extraordinaire. Quels hommes ont été victimes de l'ambition de Napoléon !

Lannes me dit donc un jour, je crois que ce fut pendant la campagne de Prusse : “ Figure-toi que j'étais un jour à me promener avec Murat, sur la rive droite du Danube où étaient nos corps d'armée, quand, arrivés à l'extrémité du pont du Thabor, nous vîmes, sur la rive gauche occupée par les Autrichiens, que l'on exécutait des travaux, dans le but évident

de faire sauter le pont à l'approche de nos troupes. Ces b . . . . là avaient l'air de travailler à notre barbe ; mais nous leur avons donné une bonne leçon. Notre plan convenu et bien arrêté, nous revînmes donner des ordres, et je confiai le commandement de ma colonne de grenadiers à un officier dont je connaissais le courage et l'intelligence. Nos dispositions prises, je retournai avec Murat et deux ou trois autres officiers sur le pont. Là, nous nous avançames tout doucement, et avec tant de tranquillité, qu'on nous prit pour de simples officiers. Nous entrâmes en conversation avec le commandant d'un poste placé au milieu du pont ; nous l'entretînmes sans affectation dans des idées d'un armistice* qui devait être probablement conclu. Tout en causant avec les officiers autrichiens, nous fîmes en sorte de les faire regarder du côté de la rive gauche, et alors, conformément aux ordres que nous avions donnés, ma colonne de grenadiers débusqua sur le pont. Les canoniers autrichiens de la rive gauche, voyant leurs officiers au milieu de nous, n'osèrent tirer ; ma colonne s'avança au pas redoublé ; Murat et moi, en tête, nous gagnâmes ainsi la rive gauche. Tous les artifices préparés pour faire sauter le pont, furent jetés dans la rivière ; et mes hommes s'emparèrent des batteries destinées à défendre la tête du pont. Enfin, nos pauvres diables d'officiers autrichiens furent tout stupéfaits, quand je leur dis qu'ils étaient nos prisonniers ; il fallut même les bousculer un peu."

Tel fut, autant que ma mémoire me le rappelle, le récit de Lannes, qui riait de bon cœur en me parlant de la consternation des officiers autrichiens quand ils s'aperçurent de la sottise qu'ils avaient faite. Lannes ne se doutait pas de l'importance de son entreprise quand il la réalisa, mais elle lui fut révélée peu de temps après. Non-seulement il avait assuré au reste de l'armée française un moyen sûr et facile d'entrer dans Vienne, mais il avait, sans le savoir, mis un obstacle insurmontable à la réunion des armées russes du corps autrichien commandé par l'archiduc Charles, et que ce prince pressé par Masséna, ramenait en toute hâte dans le cœur des

* On croyait d'autant plus à Vienne, à la conclusion d'un armistice, que l'on avait vu le baron de Giulay y passer pour se rendre au quartier-général de l'empereur, et qu'il n'était pas encore de retour, lors de l'entreprise aussi heureuse que téméraire de Lannes et de Murat.

états héréditaires, où il se doutait bien qu'une grande bataille aurait lieu. Le prince Charles, pour le dire en passant, était dans une position fort désagréable ; obligé de prendre part à une guerre qu'il avait hautement désapprouvée, il n'avait eu à commander que le corps d'armée secondaire, chargé d'observer l'Italie ; sa réputation, justement acquise, pouvait se trouver compromise par le résultat de la guerre : elle ne le fut pas, parce qu'il n'eut pas à lutter directement contre Napoléon, mais depuis lors il renonça à prendre un commandement dans les armées autrichiennes.

Aussitôt que les corps de Murat et Lannes eurent pris possession de Vienne, l'empereur donna l'ordre à toutes les divisions de l'armée de se diriger sur cette capitale, qui devint en quelque sorte la capitale de l'armée française, et l'empereur, comme s'il eût habité Saint-Cloud, établit son quartier-général à Schœnbrunn, d'où il traça les opérations qui restaient à exécuter, tant pour forcer le corps du prince Charles à se jeter sur la Hongrie, que pour faire marcher l'armée à la rencontre des Russes. Il ne laissa à Vienne et dans les environs que quatre divisions, sous le commandement du maréchal Mortier et du général Marmont, et suivit la route de Znaim, point sur lequel on savait, d'après les rapports adressés à l'empereur, que se concentrait le gros de l'armée russe ; mais cette armée ayant fait un mouvement vers Brunn, et Napoléon en ayant été informé, se dirigea de ce côté ; ainsi, les deux armées se cherchant mutuellement, la question ne pouvait rester long-temps indécise.

Murat et Lannes commandèrent constamment l'avant-garde pendant ces marches forcées et pour ainsi dire miraculeuses ; la haute prévision de l'empereur sembla s'accroître encore pendant les opérations qui précédèrent la bataille d'Austerlitz ; il est certain, et tant d'officiers qui en ont été témoins, me l'ont si bien assuré, que je ne puis en douter, il est certain qu'il désigna lui-même à l'avance le terrain sur lequel il lui convenait d'attirer l'armée russe, et qu'il recommanda à ses généraux d'en bien examiner les sinuosités, leur assurant qu'ils auraient un rôle à y jouer.

Cependant, afin de mieux persuader aux peuples que son désir était de conclure la paix aussitôt qu'on lui ferait des propositions raisonnables, Napoléon s'était fait suivre de

c 2

près par son ministre des relations extérieures, qui déjà était installé à Vienne avec la chancellerie française. Clarke fut nommé gouverneur-général de cette capitale. L'empereur avant d'en venir aux mains chargea le général Savary d'une mission auprès de l'empereur Alexandre; j'eus dans le temps connaissance de cette mission, mais seulement comme d'un fait que dans ma position je ne pouvais ignorer; je n'en ai connu les détails circonstanciés que par le récit qu'en a fait le duc de Rovigo dans ses mémoires apologiques. Quelque soin qu'il se soit donné pour faire croire à la sincérité de Napoléon dans ses propositions pacifiques, les faits mêmes sur lesquels il appuie ses conclusions, conduisent, en les examinant bien, à des conclusions toutes contraires. Napoléon voulait dicter ses conditions, avant l'issue d'une bataille dont le succès pouvait sembler douteux au jeune empereur de Russie, et ces conditions étaient déjà celles qu'il put imposer quand la victoire se fut prononcée en faveur de nos aigles. Il est clair, pour quiconque réfléchit, qu'en proposant toujours ce à quoi il savait bien qu'on ne pouvait consentir sans déshonneur, il se donnait l'air d'un pacificateur et s'assurait le plaisir de la guerre. Le duc de Rovigo prouve sans le vouloir ce que je dis, quand il rapporte ces paroles de l'empereur Alexandre: « Il faudrait que « les propositions qui l'ont précédée fussent conformes aux « sentimens qui ont dicté la démarche de votre maître au- « près de moi. Elle fait le plus grand honneur à sa modé- « ration; mais est-ce vouloir la paix que de proposer des « conditions aussi désastreuses pour un état, que celles qui « sont offertes au roi des Romains *?»

L'empereur Alexandre ne se trompait pas non plus, quand le duc de Rovigo lui ayant, pour bonne raison, dit qu'il était naturel de chercher à diminuer la puissance de son ennemi, il lui répondit: « C'est précisément cette disposition à dimi- « nuer la puissance de ses voisins et à augmenter la sienne, « qui lui suscite continuellement des guerres. Vous êtes « déjà une nation si forte pour vous-mêmes, par votre ré- « union sous les mêmes lois, par l'uniformité de vos habitudes « et de votre langage, que vous inspirez naturellement de

* C'est ainsi que l'empereur Alexandre désignait l'empereur François II.

" l'effroi. Qu'avez-vous besoin de vous agrandir continuelle-
" ment ? "

La raison n'était-elle pas du côté du jeune prince qui s'exprimait de la sorte ? et qu'aurait-t-on pensé de lui, si, traitant séparément, abandonnant son allié, il avait, pour éviter une bataille que l'on se flatte toujours de gagner, il avait laissé l'Autriche envahie à la discrétion d'un vainqueur exigeant ?

CHAPITRE IV.

Mes fonctions à Hambourg.—Le roi de Suède à Stralsund.—Bulletin envoyé par moi, sur la position des armées russes.—Débarquement des Anglais dans l'Elbe et le Weser.—Causes de la satisfaction de l'empereur.—Duroc et l'empereur Alexandre à Berlin.—Dumouriez et la femme Saint-Martin.—Recrutement des Anglais dans le Hanôvre.—Anecdote racontée par Rapp.—La fille de M. de Marbœuf et Napoléon.—Trahison du roi de Naples.—Le soleil d'Austerlitz.—Insolence du prince de Dolgorowski, et les hauteurs de Montmartre.—Récit que me fait Rapp de la bataille d'Austerlitz.—Mort du colonel Morland.—Rapp à Austerlitz, et Kellermann à Marengo.—Rapp blessé, et le tableau de Gérard.

Je viens de dire une partie de ce que j'appris des événemens qui se passèrent sur le théâtre de la guerre avant la bataille d'Austerlitz. Je vais maintenant raconter ce que je fis à Hambourg, afin de seconder les succès de l'armée française, dans le sens de mes instructions : je dirai ensuite ce que j'ai su relativement à cette bataille mémorable et au traité de Presbourg qui changea la forme politique de l'Europe en créant de nouveaux royaumes.

J'avais envoyé un agent au devant des troupes russes qui s'avançaient à marches forcées sur les bords de l'Elbe. Cet agent m'écrivit de Gadbusch qu'une colonne russe, suivant la route de Wissembourg, passerait l'Elbe à Boëtzembourg ; une autre colonne qui venait par Rhéna et Platzeburg, devait passer ce fleuve à Lauenburg ; une troisième colonne venant par Custrin et Grabo, devait le passer à Domïtz. On supposait alors que ces troupes qui avaient mis une grande hésitation dans leurs opérations, se dirigeraient sur la Hol-

lande par les duchés de Bremen et d'Oldenbourg. A ces nouvelles, l'électorat de Hanôvre fut évacué par les Français, et le général Barbou qui y commandait, se concentra dans Hameln.

Le 2 novembre 1805, le roi de Suède arriva à Stralsund. Je prévins le gouvernement que son armée donnerait probablement aux opérations de l'armée combinée, une autre tournure; car jusqu'à ce moment l'indécision de sa marche, l'incertitude de ses mouvemens, les contre-ordres successifs, n'avaient pas permis d'apercevoir un plan déterminé. Il paraissait d'abord que toutes les troupes suédo-russes passeraient l'Elbe sur le même point, à Lauenbourg, à six milles de Hambourg; et il n'y avait pas encore, le 5 novembre, un seul Russe sur la rive méridionale de l'Elbe.

La première colonne de la grande armée russe avait passé à Varsovie le 1er novembre; le 2, on attendait le grand-duc Constantin avec les gardes. Cette colonne qui se montait à six mille hommes, était la première qui traversait la Pologne prussienne.

Dans ce moment, nous étions encore menacés de voir débarquer incessamment dans le Weser et dans l'Elbe, l'armée hanôvrienne augmentée de quelques milliers d'Anglais. Leur projet était vraisemblablement, ou d'attaquer la Hollande, ou de tenter quelque opération sur les derrières de la grande armée française.

Le gouvernement français tenait beaucoup à avoir des détails exacts sur la marche des troupes suédo-russes dans le Hanôvre, et sur celle de l'armée russe pour la Pologne. Mes agens à Varsovie et à Stralsund me servaient on ne peut pas mieux. J'envoyai le bulletin suivant:

" Les troupes russes sont en pleine marche vers le Hanôvre, elles passent l'Elbe à deux endroits distans l'un de l'autre de trois lieues, Lauenbourg et Boltzbourg. Les troupes suédoises vont suivre.

" Le roi de Suède vient aussi dans le Hanôvre. Il a quitté Stralsund le 9 novembre.

" Il règne en Hanôvre une très-grande disette de grains et de tous autres objets de première nécessité. Il n'y a aucune espèce de magasins, et je ne sais pas comment feront les anglo-suédo-russes pour y rester long-temps, d'autant plus

que les troupes prussiennes contribuent à la consommation et à la chèrté des vivres.

" La première colonne de la troisième armée russe, qui passe à Varsovie, a traversé cette ville le 2 novembre ; elle était composée de quatre mille hommes, et accompagnée du général prince Volkonski, du lieutenant-général Von Essen, du prince de Mecklenbourg, des lieutenans-généraux Bourke et Steinow. Cette colonne avait avec elle douze canons de 12, quatorze de 9, vingt-deux de 6 ; total, quarante-huit. Trois cents hommes d'artillerie légère.

" La deuxième colonne a traversé Varsovie le 4. Elle est composée de deux mille quatre cents grenadiers, deux mille hommes d'infanterie, cinq cents cosaques, dix pièces de canon, soixante-dix charriots.

" *Force de l'armée combinée dans le Hanôvre.*

" Quinze mille Russes, huit mille Suédois, douze mille Anglais ; total, trente-cinq mille hommes. Voilà ce qu'il y aura de réuni, d'ici à quinze jours, dans l'électorat. L'opinion générale est que ces troupes sont destinées à faire une diversion en Hollande.

" Les Anglais débarquent dans l'Elbe et le Weser, où ils sont arrivés sur cent six bâtimens. La traversée ayant été plus longue qu'on ne pensait, la plupart des chevaux ont péri faute de fourrages ; un bâtiment de transport, portant deux cents hommes, a échoué à l'embouchure du Weser ; on n'a pu sauver personne.

" Le roi de Suède est attendu à Lunebourg aujourd'hui ou demain. Il paraît que le roi de Prusse va occuper Bremen, pour empêcher, dit-il, que d'autres ne s'en emparent : c'est du moins ce que m'écrit notre commissaire des relations commerciales dans cette ville."

C'est probablement à cause de ce bulletin que Napoléon dit à Duroc qu'il était content de mes services ; on verra par une autre lettre de lui, antérieure à celle que j'ai citée, pourquoi l'empereur, tout en rappelant Duroc, ne lui témoigna aucune crainte sur la Prusse, puisque Duroc espérait encore un raccommodement général lorsqu'il quitta Berlin. La Prusse était bien décidée à faire la guerre, mais avec l'enne-

mi qu'elle avait en tête, elle ne savait à quelles mesures s'arrêter. Voici cette lettre :

" Mon cher Bourrienne, Sa Majesté ayant jugé mes services nécessaires à l'armée, m'a rappelé près d'elle. J'ai eu hier mon audience de congé du roi et de la reine, et j'ai été traité avec infiniment de bonté. Sa Majesté m'a fait remettre son portrait enrichi de diamans.

" L'empereur Alexandre partira probablement demain, et l'archiduc Antoine aussi incessamment. Nous ne pouvons qu'espérer que leur réunion ici apportera des facilités pour un accommodement général.

" Duroc."

Toutes les fois que les armées étrangères étaient en mouvement contre la France les émigrés reprenaient quelque espoir, se figurant, bien à tort, que les puissances coalisées contre Napoléon travaillaient pour leur cause ; plusieurs même prirent du service dans les armées russe et autrichienne. Le général Dumouriez était de ce nombre. Je fus informé qu'il était débarqué à Stade, le 21 novembre ; on ignorait où il devait se rendre. Mais un nommé Saint-Martin, dont la femme vivait avec Dumouriez, et qui avait passé avec ce général d'Angleterre à Stade, vint à Hambourg en prenant beaucoup de précautions pour se cacher, et acheta, sous des noms supposés, deux voitures qu'il fit sur-le-champ passer à Stade ; lui-même y retourna aussitôt. Je reçus quelques reproches pour n'avoir pas fait arrêter ce Saint-Martin, mais il était muni d'un brevet attestant qu'il était au service de l'Angleterre, et j'ai déjà dit que cette seule circonstance était à Hambourg une sauve-garde contre laquelle on ne pouvait rien.

La Prusse, à cette époque, voulait occuper Hambourg. Il en fut fortement question dans le cabinet de Berlin, mais la Russie qui voulait bien s'agrandir, ne voulait pas que d'autres s'agrandissent, et s'y opposa ; la chose en resta là. C'est peut-être ce qui contribua le plus à maintenir la neutralité de la Prusse.

Dans le mois de décembre 1805, le recrutement anglais dans le Hanôvre continuait sans interruption et avec un succès prodigieux. Il y avait des jours où l'on enlevait jusqu'à

cent hommes. La grande misère qui régnait dans l'Allemagne ravagée par la guerre et par l'occupation de tant d'armées; la haine que l'on portait aux Français, et le haut prix de l'engagement, procuraient aux Anglais autant d'hommes qu'ils en voulaient.

Le roi de Suède, méditant son échauffourée en Hanôvre, avait avec lui une imprimerie de campagne, pour publier les bulletins de la *grande armée* suédoise. Le premier de ces bulletins annonçait à *l'Europe*, que sa majesté suédoise allait partir de Stralsund, que son armée prendrait position, partie entre Nelsen et Haarburg; et partie entre Domïtz et les frontières de Hambourg.

Le 7 décembre 1805, commencèrent les hostilités entre les Russes et la garnison de Hameln, où s'était retiré le général Barbou.

Les Anglais avaient dans ce moment plusieurs bâtimens chargés d'argent pour leur recrutement.

Je fus informé, le 20 décembre, que Dumouriez avait pris la route de la Moravie. Depuis son arrivée à Stade, on n'entendit plus parler de lui. On croyait alors qu'il serait employé dans l'armée russe en Moravie; d'autres personnes disaient qu'il commanderait celle qui arriverait de Varsovie. Enfin, beaucoup assuraient qu'il avait été en Moravie, pour concerter le plan de l'expédition projetée en Hollande, et qu'il devait y retourner pour diriger cette expédition.

Je reviens actuellement aux renseignemens que j'ai eus sur les opérations de la grande armée, car les dernières nouvelles que je reçus des espérances, ou, pour mieux dire, des intrigues de Dumouriez, étaient, ainsi qu'on peut le juger en comparant les dates, postérieures à la bataille d'Austerlitz, qui eut lieu le 2 décembre, jour anniversaire du couronnement de Napoléon.

Quelques anecdotes particulières à Bonaparte se rapportent à cette campagne: j'en retrouve une dans mes notes, que j'écrivis quand elle me fut racontée par Rapp. Quelques jours avant son entrée à Vienne, Napoléon étant à cheval sur la route, vêtu, comme il l'était toujours en campagne, d'un uniforme de colonel des chasseurs de la garde, vit une voiture qui venait à sa rencontre; c'était une calèche découverte, dans laquelle se trouvait une dame en pleurs et un

prêtre. Napoléon s'arrêta pour demander à cette dame où elle allait, et quelle pouvait être la cause de ses larmes. Ne connaissant pas l'empereur, elle lui dit: "Monsieur, j'ai été
" pillée dans une campagne, à deux lieues d'ici, par des
" soldats qui ont tué mon jardinier. Je vais trouver votre
" empereur qui a beaucoup connu ma famille, à laquelle il a
" de grandes obligations.—Votre nom ?—De Bunny ; je suis
" la fille de M. de Marbœuf, autrefois gouverneur de la
" Corse.—Je suis charmé, madame, répliqua Napoléon avec
" beaucoup d'amabilité, de trouver l'occasion de vous être
" agréable. C'est moi qui suis l'empereur."

" Tu ne saurais te peindre, me dit Rapp, avec quelle distinction l'empereur traita madame de Bunny : il la rassurait, la plaignait, s'excusait presque du malheur qui lui était arrivé. " Veuillez, lui dit-il, madame, aller m'attendre à mon
" quartier-général ; je vous y rejoindrai promptement ; tout
" ce qui appartient à M. de Marbœuf a droit à mes égards."
L'empereur lui fit sur-le-champ donner un piquet de chasseurs de sa garde pour l'escorter, la revit dans la journée, la combla d'attentions et la fit largement indemniser des pertes qu'elle avait pu faire.

Pendant le temps qui précéda la bataille d'Austerlitz, les différens corps de l'armée sillonnaient l'Allemagne et l'Italie dans tous les sens, et tendaient vers Vienne, comme vers un centre unique. Dans les premiers jours de novembre, le corps commandé par le maréchal Bernadotte, arriva à Salzbourg, au moment où l'empereur venait d'avancer son quartier-général jusqu'à Braunau où l'on trouva de nombreux magasins d'artillerie, et une quantité énorme de provisions de toute nature. La jonction du corps que Bernadotte avait commandé en Hanôvre, était, pour Napoléon, d'une trop grande importance, pour qu'il ne lui eût pas donné l'ordre de se porter vers lui dans le plus bref délai possible, et, par conséquent, par le chemin le plus court, et ce fut là ce qui contraignit le maréchal à passer sur le territoire des deux margraviats.

A cette époque, nous étions en paix avec Naples ; l'empereur avait même, dès les mois de septembre, conclu avec Ferdinand IV. un traité de neutralité ; ce traité permit à Carra-Saint-Cyr, qui occupait Naples, d'évacuer cette ville,

LA VEILLE D'AUSTERLITZ.



London Published by Henry Colburn and Richard Bentley. 1831.
Samuel Bentley, Printer.

[illegible] sa faiblesse son revers [illegible] jour [illegible]

[illegible] [illegible] enfin et [illegible] les corps [illegible]

[illegible] [illegible] à ses [illegible] France [illegible] [illegible]. La veille [illegible] pereur Alex[illegible] envoyé en pa[illegible] Napoléon un de ses [illegible]-de-camp, le [illegible] De[illegible] celui-ci ne put contenir [illegible] suffisance en présence même de l'empereur : et comme ils étaient seuls, on n'eût [illegible] point les impertinences de l'aide-de-camp ; mais Rapp [illegible] entendu Napoléon s'écrier, en le [illegible] sur les hauteurs de Montmartre, que [illegible] réponse [illegible] à de pareilles impert[illegible] [illegible]

[illegible] qui devait en fai[illegible]

Quant à la bataille [illegible] presque [illegible]



de rejoindre avec ses troupes le corps de Masséna dans la haute Italie, et de le suivre jusqu'à la grande armée où ils arrivèrent le 28 novembre. Cependant, à peine les troupes placées sous le commandement de Carra-Saint-Cyr eurent-elles quitté le territoire napolitain, que le roi de Naples, mal conseillé par ses ministres et surtout par la reine Caroline, rompit le traité de neutralité, ordonna des armemens contre la France, ouvrit ses ports aux ennemis de l'empereur, et reçut dans ses états douze mille Russes et huit mille Anglais. Ce fut en apprenant cette nouvelle, que dans un de ses plus violens bulletins, Napoléon qualifia la reine de Naples de nouvelle Frédégonde, et le gain de la bataille d'Austerlitz ayant donné à ses menaces une autorité toute puissante, le sort de Naples fut décidé, et peu après Joseph fut appelé à faire sa première station royale sur le trône napolitain.

Enfin arriva le grand jour où, selon l'expression de Napoléon, se leva le soleil d'Austerlitz. Toutes nos forces étaient concentrées sur un même point, à quarante lieues environ au-delà de Vienne. Il ne restait plus que des débris inaperçus de l'armée autrichienne, le corps du prince Charles n'ayant pu triompher des savantes manœuvres qui le tenaient éloigné de la ligne des opérations ; mais les Russes, à eux seuls, nous étaient supérieurs en nombre, et la masse de leur armée était presque entièrement composée de troupes fraîches. Les illusions étaient grandes dans le camp ennemi. Le nord de l'Europe a ses gascons tout aussi bien que le midi de la France ; la jeunesse russe, ainsi que je l'ai su depuis, s'exprimait avec jactance. La veille même de la bataille, l'empereur Alexandre ayant envoyé en parlementaire auprès de Napoléon un de ses aides-de-camp, le prince Dolgorowski, celui-ci ne put contenir sa suffisance en présence même de l'empereur ; comme ils étaient seuls, on n'entendit point les impertinences de l'aide-de-camp, mais Rapp m'a dit avoir entendu Napoléon s'écrier, en le congédiant : " Vous seriez " sur les hauteurs de Montmartre, que je ne répondrais qu'à " coups de canon à de pareilles impertinences ! " Mot bien remarquable, quand on se transporte, par la pensée, à l'époque qui devait en faire une prophétie.

Quant à la bataille proprement dite, j'en puis parler presque comme si j'y avais assisté, car, quelque temps après,

j'eus la vive satisfaction de voir, à Hambourg, mon ami Rapp, auquel l'empereur avait donné, pour la Prusse, une mission, dont l'objet se rattachait à des choses dont je parlerai plus tard. Je me trouvais heureux de pouvoir le féliciter de la part, que je savais déjà, qu'il avait eue au succès de cette mémorable journée.

“ Quand nous arrivâmes à Austerlitz, me dit Rapp, les Russes ignoraient les savantes dispositions de l'empereur pour les attirer sur le terrain qu'il avait désigné d'avance, et voyant d'ailleurs nos avant-gardes se replier devant les leurs, se regardaient déjà comme des vainqueurs. A les entendre, il suffisait de leur garde pour obtenir un triomphe facile, mais l'action s'engagea, et sur tous les points ils éprouvèrent une vive résistance. A une heure la victoire était encore incertaine, car ils se battent supérieurement. Ils voulurent tenter un dernier effort en dirigeant des masses serrées contre notre centre. La garde impériale se déploya; l'artillerie, la cavalerie, l'infanterie marchèrent sur un pont qu'attaquaient les Russes, et ce mouvement que l'inégalité du terrain cachait à Nepóléon, ne fut pas aperçu par nous. J'étais en ce moment auprès de lui à attendre ses ordres. Alors nous entendîmes un bruit de mousqueterie très-nourri. C'était une de nos brigades que les Russes culbutaient. A ce bruit l'empereur me donna l'ordre de prendre des mamelouks, deux escodrons de chasseurs, un de grenadiers de la garde, et d'aller reconnaître l'état des choses. Je partis au galop, et je n'étais pas à une portée de canon, que je reconnus le désastre. La cavalerie russe était au milieu de nos carrés et sabrait nos soldats. J'aperçus dans l'éloignement des masses de cavalerie et d'infanterie qui formaient la réserve des Russes. En ce moment l'ennemi s'avança à notre rencontre, quatre pièces d'artillerie arrivèrent au galop et se rangèrent immédiatement en bataille. J'avais à ma gauche le brave Morland, et le général d'Allemagne à ma droite: “ Allons, mes enfans! criai-je à ma troupe, voilà vos frères, vos amis que l'on égorge; vengeons-les, vengeons nos drapeaux! en avant!” Ce peu de mots enleva mes soldats; nous fondîmes de toute la vitesse de nos chevaux sur l'artillerie qui fut enlevée. La cavalerie ennemie qui nous attendait de pied ferme fut culbutée par la vigueur du même



BATAILLE D'AUSTERLITZ.



London : Published by Henry Colburn and Richard Bentley. 1831.
Samuel Bentley, Printer.

BATAILLE D'AUSTERLITZ.



London : Published by Henry Colburn and Richard Bentley. 1831.
Samuel Bentley, Printer.

choc; elle s'enfuit en désordre passant comme nous sur les débris de nos carrés. Cependant les Russes se rallièrent, mais un escadron de grenadiers à cheval vint me renforcer, et je pus alors attendre de pied ferme les réserves de la garde russe. Nous chargeâmes de nouveau, et cette charge fut terrible; le brave Morland y fut tué à côté de moi; c'était une véritable boucherie où nous combattions corps à corps, et nous étions tellement mêlés, que ni de l'un ni de l'autre côté l'infanterie n'osa tirer de peur de tuer les siens. Enfin l'intrépidité de nos troupes renversa tous les obstacles, et les Russes s'enfuirent en désordre sous les yeux des deux empereurs de Russie et d'Autriche qui s'étaient placés sur un monticule pour être témoins de la bataille. Ils ont dû être contens, ajouta Rapp, car je puis t'assurer qu'ils en ont vu une belle. Pour moi, mon ami, je n'ai jamais passé une si belle journée. L'empereur m'a comblé. Quand je suis arrivé auprès de lui pour lui rendre compte du gain de la bataille, j'avais mon sabre cassé, et comme la petite blessure que je reçus à la tête saignait beaucoup, j'étais tout couvert de sang. Il m'a nommé général de division. Les Russes ne sont pas revenus à la charge; nous leur avons tout pris, leurs canons, leur bagage, et le prince Repnin était au nombre des prisonniers."

Ainsi me parla Rapp, et dans les longues et intéressantes conversations que j'eus avec cet excellent homme, j'appris beaucoup d'autres détails qui trouveront leur place plus tard. Ici, j'ai voulu seulement rapporter ce qu'il me dit d'une bataille fameuse dont il fut le héros, comme Kellermann l'avait été de Marengo. Voir à la fin du volume quelques nouveaux détails sur la bataille de Marengo et sur la part importante qu'y eut le maréchal Bessières. Que reste-t-il actuellement d'Austerlitz? le souvenir, la gloire, et le magnifique tableau de Gérard, dont le sujet avait été inspiré à l'empereur, par la vue de Rapp couvert de sang.

CHAPITRE V.

Fin des hostilités avec l'Autriche.—Mission du prince de Lichtenstein auprès de l'empereur.—Entrevue des deux empereurs.—Missions de Savary auprès de François II. et d'Alexandre.—Traité de Presbourg.—Le roi d'Italie non enchaîné par les promesses de l'empereur des Français.—La Bavière et le Wurtemberg érigés en royaumes.—M. d'Haugwitz à Schœnbrunn.—Hauteur et sévérité de Napoléon.—Traité conclu par M. d'Haugwitz sans pouvoirs.—Second traité de la Prusse conclu à Berlin avec les Anglais.—Cruelle position du roi de Prusse et son mécontentement de la conduite de M. d'Haugwitz.—Titre d'empereur refusé par Alexandre à Napoléon.—Empire de Napoléon sur lui-même.—Itinéraire de Rapp après Austerlitz.—Consolations données à Marmont.—L'empereur à Munich et mariage d'Eugène.

Rapp n'était pas venu immédiatement de Vienne à Hambourg, après la bataille d'Austerlitz. Napoléon l'avait envoyé au château même d'Austerlitz, pour se faire guérir du coup de lance qu'il avait reçu à la tête, blessure qui heureusement ne fut pas dangereuse. La guerre était terminée avec l'Autriche, mais elle ne l'était pas encore avec la Russie qui avait encore assez de ressources, sinon pour prendre une revanche complète contre les armées françaises, du moins pour se soustraire à la honte de solliciter la paix immédiatement après une défaite.

Le lendemain de la bataille, l'empereur étant encore au château d'Austerlitz, reçut dans la soirée une visite du prince Lichtenstein, le même que Mack lui avait envoyé en parlementaire sous les murs d'Ulm. Cette fois, il était chargé d'une mission de l'empereur François II., mission qui, comme on le sut bientôt, avait pour objet de demander une entrevue à Napoléon. La demande fut acceptée, et l'on régla, sur-le-champ, le cérémonial qui serait observé le lendemain. Le 4 décembre, Napoléon se rendit à cheval au lieu convenu, c'est-à-dire à un moulin, situé à trois lieues d'Austerlitz. Napoléon se trouva le premier au rendez-vous, où il ne tarda pas à voir arriver l'empereur d'Autriche en calèche. Dès que Napoléon l'aperçut, il mit pied à terre et s'avança à sa rencontre, entouré de ses aides-de-camp. Lauriston, de qui je tiens ces détails, l'accompagnait, ayant

eu, me disait-il, le bonheur d'arriver à la grande armée, assez à temps pour prendre part à la bataille d'Austerlitz. Napoléon embrassa François II. en l'abordant. Pendant leur entrevue, Napoléon n'eut auprès de lui que Berthier, et l'empereur d'Autriche que le prince de Jean de Lichtenstein, de sorte que les aides-de-camp ne purent rien entendre d'une conversation qu'il est facile de se figurer. Il me semble voir Bonaparte s'efforçant de séduire son ennemi vaincu, par ses paroles insinuantes dont il possédait le secret à un si haut degré, et tâchant, en quelque sorte, de se faire pardonner sa gloire par les dehors d'une modestie affectée ; et l'on peut également se peindre l'humiliation du futur beau-père de Napoléon, forcé d'obéir à l'impérieuse loi de la nécessité. Quelle position pour l'héritier du trône de Charles-Quint ! Les empereurs restèrent ensemble près de deux heures, et s'embrassèrent encore avant de se quitter. L'empereur revenant doucement vers son armée devait intérieurement se complaire dans son orgueil satisfait ; mais ne perdant jamais de vue un seul instant les intérêts de sa politique, il interrompit les méditations dans lesquelles, me dit Lauriston, il semblait absorbé, pour envoyer un aide-de-camp auprès de l'empereur d'Autriche.

Ce fut Savary que Bonaparte chargea de cette mission : elle avait pour but de faire connaître à l'empereur François qu'en le quittant il allait se rendre, par ordre de Napoléon, au quartier-général de l'empereur Alexandre, pour y attendre son adhésion à ce qui pouvait le concerner des conditions convenues dans la conférence des empereurs de France et d'Autriche. Alexandre consentit à tout, disant que, puisque le roi des Romains se trouvait satisfait des promesses de Napoléon, et qu'il n'était venu que pour ce monarque, il se trouvait dégagé, n'ayant aucun vœu à former pour lui-même. Ainsi se terminèrent les hostilités de cette campagne, dont le résultat éleva la gloire de Napoléon au plus haut degré de splendeur.

Les chancelleries de France et d'Autriche, se réunirent à Presbourg, et les négociations n'y furent pas bien difficiles, puisque l'un des deux partis pouvait tout demander, et que l'autre ne pouvait presque rien refuser, aussi ces négociations ne furent-elles pas de longue durée, et dès le 25 dé-

cembre, c'est-à-dire trois mois, jour pour jour, après le départ de Paris de Napoléon, ses plus hautes espérances étaient réalisées. La Russie, qui avait pris part à la guerre, n'en prit aucune aux négociations ; les hostilités cessèrent entre elle et la France, mais sans conclusion de traité de paix.

L'empereur avait annoncé solennellement au Sénat qu'il ne voulait aucun agrandissement pour la France, et en ce moment il tint parole, mais voici comment : jugeant apparemment que les promesses de l'empereur des Français n'engageaient point le roi d'Italie, il fit céder, par le traité de Presbourg, non point à la France, mais au royaume d'Italie, les anciens états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie vénitienne. En vertu du même traité, l'électeur de Bavière reçut, avec le titre de roi, la principauté d'Eichstett, une partie du territoire de Passau, le Tyrol, et l'importante ville d'Augsbourg. L'électeur de Wurtemberg fut aussi élevé à la dignité royale, et toutes les possessions autrichiennes dans la Souabe, le Brisgaw et l'Orteneau, furent partagées entre ce prince, le nouveau roi de Bavière et l'électeur de Bade, créé grand duc de Bade. Pour avoir l'air de concéder à l'Autriche quelques dédommagemens, on lui donna Salzbourg et Berchtolsgaden. La principauté de Wurtzbourg, érigée en grand-duché, fut promise à l'évêque de Salzbourg, en échange de son évêché. Ainsi Napoléon récompensait le bon accueil qu'il avait reçu en se rendant à Vienne, par le don d'une province. En même temps Napoléon fit renconnaître, par le traité de Presbourg, l'indépendance de la république Batave et de la république Helvétique, régie par l'acte de médiation. Je me borne à rappeler quelques unes des principales clauses de ce traité, en vertu duquel l'ordre Teutonique fut détruit. Ces grands changemens dans les délimitations territoriales des Etats de l'Europe, les puissances secondaires agrandies aux dépens de l'Autriche, ne contribuèrent pas peu à m'expliquer ce que Bonaparte m'avait dit, dans notre dernier entretien, de ses vues sur l'Allemagne, et l'on peut assurer que la campagne d'Austerlitz fit concevoir à Napoléon le protectorat de la confédération du Rhin.

Après la bataille d'Austerlitz, Napoléon s'était établi à Brunn, où il resta quelques jours, pour surveiller de près

l'exécution de ses ordres relativement aux cantonnemens de ses troupes. Il fit constater les pertes qu'il avait éprouvées, envoya ses aides-de-camp visiter les hôpitaux et remettre de sa part un Napoléon à chaque soldat blessé. A tous les officiers blessés il fit aussi distribuer des gratifications, selon leur grade, depuis cinq cents jusqu'à trois mille francs, et puis il prit la route de Schœnbrunn où il arriva sans s'arrêter à Vienne qu'il traversa pendant la nuit. Ce fut là que, dès le lendemain de son arrivée, il reçut, pour la première fois, M. de Haugwitz, qui déjà depuis quelque temps était à Vienne, où il négociait avec M. de Talleyrand et le ministre de Prusse, et se trouvait, il faut l'avouer, dans la position la plus critique où pût être placé un diplomate.

M. de Haugwitz fut fort mal reçu, comme on peut le croire. Etant à Vienne pour y attendre l'issue des événemens, ces événemens n'avaient pas pris une tournure favorable aux intentions de la Prusse. Napoléon, placé par la victoire dans la plus brillante situation, traita l'envoyé de Berlin avec la plus grande hauteur et beaucoup de sévérité. "Est-ce une conduite loyale, lui dit-il, que celle de votre maître avec moi? Il serait plus honorable pour lui de m'avoir ouvertement déclaré la guerre, quoiqu'il n'eût aucun motif pour le faire. Alors il aurait servi ses nouveaux alliés, parce que j'y aurais regardé à deux fois avant de livrer bataille. Vous voulez être les alliés de tout le monde; cela n'est pas possible; il faut opter entre eux et moi. Si vous voulez aller avec ces messieurs, je ne m'y oppose pas; mais si vous restez avec moi, je veux de la sincérité, ou je me sépare de vous. Je préfère les ennemis francs à de faux amis. Qu'est-ce que cela signifie? vous vous dites mes alliés et vous souffrez en Hanôvre un corps russe de trente mille hommes, qui communique par vos états avec la grande armée russe; rien ne peut justifier une pareille conduite; c'est un acte patent d'hostilité. Si vos pouvoirs ne sont pas assez étendus pour traiter toutes ces questions, mettez-vous en règle: moi, je vais marcher sur mes ennemis partout où ils se trouvent."

L'empereur était si animé, et élevait si fort la voix, me dit Lauriston, que nous l'entendions très-distinctement, quoique nous fussions dans la pièce à côté.

On voit combien était délicate la position de M. d'Haugwitz; d'autant plus que les griefs que Napoléon imputait à la Prusse n'étaient pas tous sans fondemens, ainsi qu'on va le voir. La vérité est que M. d'Haugwitz n'était venu de Berlin qu'en qualité d'observateur, n'ayant que des instructions conditionnelles. L'empereur, battu par les armées combinées de l'Autriche et de la Russie, M. d'Haugwitz avait mission de déclarer alors *franchement* l'alliance de la Prusse avec la Russie et l'Autriche. Mais la victoire remportée par les Français, et les immenses résultats de cette victoire ne lui permirent pas d'avouer même l'objet de sa mission. Voyant que la prusse allait être seule contre la France victorieuse, que la paix allait sans doute être prochainement conclue; atteré, d'ailleurs, par les paroles menaçantes de Napoléon qui ne menaçait pas en vain, M. d'Haugwitz, ne trouvant aucun autre moyen de conjurer l'orage prêt à fondre sur la Prusse, prit sur lui, sans y être autorisé par son souverain, de signer un traité en vertu duquel les margraviats de Bareuth et d'Anspach furent échangés contre le Hanôvre.

Je n'ai aucune raison, aucun motif pour chercher à justifier la conduite de M. d'Haugwitz; je dis seulement ce que j'en pense et ce que j'en pensai alors. Sans aucun doute, si M. d'Haugwitz avait été dans la position d'un négociateur ordinaire, il n'y aurait pas eu assez de reproches à lui adresser, pour la maladresse inouie qu'il aurait montrée en échangeant les deux margraviats contre une province qui appartenait à l'Angleterre, avec laquelle il fallait en définitive arriver à un réglement de comptes.

Mais si l'espérance était encore à Berlin, le désespoir se montrait à Vienne aux yeux de l'envoyé de Prusse, qui crut sauver le tout en sacrifiant une partie.

Pendant que ces choses se passaient à Vienne, je reçus de Berlin des bulletins qui m'annonçaient que M. de Hardenberg venait d'y signer, *par ordre de son maître*, un autre traité avec l'Angleterre, ce qui rendait la position de la Prusse envers ses deux alliés simultanés, extrêmement difficile et compliquée. Il fallait absolument sortir de cet embarras, et il ne se présentait aucune voie de salut; pourtant il était indispensable de se déclarer: avec Napoléon il n'y avait aucun

espoir de se réfugier dans la position douteuse d'une neutralité. Ainsi, la Prusse ne pouvait éviter la guerre, et il ne lui restait plus que le choix de la soutenir, soit contre la France, soit contre l'Angleterre. Par son traité avec l'Angleterre, la Prusse recevait quinze cent mille livres sterlings de subsides, et pendant qu'au quartier-général français on ignorait complètement cette seconde négociation, et qu'on ne doutait pas de la validité de celle que la nécessité avait inspirée à M. d'Haugwitz, le général russe Buxhoewden, à la tête d'un corps de trente mille hommes, passait la Vistule à Varsovie, et se dirigeait par Breslaw sur la Bohême. C'était un des résultats du voyage de l'empereur Alexandre à Berlin; ce prince avait entraîné le roi de Prusse à faire cause commune avec lui, l'Autriche et l'Angleterre ne supposant pas que la France pût triompher d'une aussi formidable coalition; mais la fortune de Napoléon en ordonna autrement. Duroc était à Berlin pendant qu'Alexandre déterminait le roi de Prusse, mais les négociations politiques entre les deux souverains furent si adroitement voilées sous les apparences d'entrevues seulement amicales, et on continua lui-même à le traiter si bien, qu'il lui fut impossible aussi bien qu'à M. Delaforest, malgré leur rare sagacité, de rien découvrir de positif sur le parti auquel se déterminait le cabinet de Berlin. Peut-être le roi de Prusse ne le savait-il pas encore bien lui-même, et d'ailleurs il y avait dissidence dans ce cabinet où M. de Hardenberg et la reine penchaient plus contre la France que ne le faisait Frédéric-Guillaume.

Aussitôt que M. d'Haugwitz eut conclu à Vienne le traité dont j'ai parlé, il se mit en route pour revenir à Berlin. Il rencontra en chemin M. Pfuhl qui se rendait à Vienne, et le fit revenir sur ses pas avec lui. En ce moment toutes les diplomaties étaient en mouvement, quoique Bonaparte en eût singulièrement simplifié les rouages; en effet, pour lui, le code diplomatique se réduisait à ces deux mots: " Ma volonté ou la guerre."

Aussitôt que M. d'Haugwitz fut arrrivé à Berlin, le roi lui manifesta le vif mécontentement que lui causait le traité qu'il avait conclu à Vienne. Jamais souverain ne s'était, en effet, trouvé dans une plus cruelle perplexité. Que pouvait-il faire? . . . La guerre à la France? . . . mais alors, s'il jetait

les yeux sur le triomphe de nos armées, la prudence lui ordonnait de reculer. D'un autre côté comment rompre avec l'Angleterre ? comment déchirer si subitement le traité conclu tout à l'heure avec elle ?

Dans la difficulté de cette position, on eut recours à un de ces biais politiques capables de retarder le danger, mais non pas de l'éviter. On imagina de refuser la clause du traité par laquelle la France concédait à la Prusse la propriété du Hanôvre, à moins que l'on n'obtînt la sanction de l'Angleterre, chose que l'on savait bien que l'on n'obtiendrait pas. On sacrifia les deux margraviats pour éviter le courroux de Napoléon, et le Hanôvre ne fut reçu que comme un dépôt jusqu'à la conclusion d'une paix générale. Après tout, l'empereur, en donnant le Hanôvre à la Prusse, ne lui donnait rien, puisque ce royaume, qui ne lui avait appartenu que par droit d'occupation militaire, n'était plus occupé depuis le moment où Napoléon, au commencement de la campagne de Vienne, eut rappelé le corps d'armée placé sous les ordres de Bernadotte.

Le colonel Pfuhl avait été envoyé à Vienne pour porter à M. de Haugwitz la nouvelle du traité conclu avec l'Angleterre, mais la victoire sous nos drapeaux avait marché plus vite que les négociations du cabinet de Berlin. Cependant les Russes s'étaient retirés du champ de bataille d'Austerlitz, mais sans renoncer à toute action hostile ; l'empereur Alexandre ne consentait à reconnaître Napoléon ni comme empereur des Français, ni comme roi d'Italie ; je me rappelle même avoir entendu dire qu'ayant eu l'occasion d'écrire à Napoléon, avant la bataille d'Austerlitz, Alexandre avait seulement mis pour suscription à sa lettre : *Au chef du gouvernement français.*

L'empereur avait appris à Vienne la désastreuse nouvelle du combat de Trafalgar, nouvelle qui ne fut connue que par les bruits publics et par les papiers étrangers, alors à l'index en France ; car il voulut si bien ensevelir ce désastre dans l'oubli, qu'aucune feuille publique n'en put parler avant la restauration, dans toute l'étendue de la juridiction de l'empire. Les détails n'en furent point secrets à Hambourg ; le commerce en fut d'abord informé, et je les appris par le rapport de mes agens avant d'en avoir reçu la confirmation offi-

cielle dans une dépêche du ministre des relations extérieures, alors à Vienne. L'amiral Villeneuve qui commandait avec Gravina les flottes combinées de France et d'Espagne, sortit de Cadix dans le but d'attaquer la flotte anglaise commandée par le fameux amiral Nelson. Nous avions trente et un vaisseaux, et les Anglais trente-trois, et le malheureux Villeneuve fut battu, comme il l'avait déjà été par l'amiral Calder, dans une circonstance que j'ai rapportée. Jamais plus grande bataille navale n'avait ensanglanté les mers depuis la fameuse Armada. L'issue du combat équivalut pour nous à la destruction de notre flotte, puisque nous perdîmes dix-huit vaisseaux; les treize autres rentrèrent à Cadix, mais prodigieusement avariés. Cette journée fut fatale aux trois amiraux; Nelson y perdit la vie, Gravina y fut grièvement blessé et mourut des suites de ses blessures, et Villeneuve, prisonnier des Anglais, fut conduit en Angleterre et enfin se donna la mort.

Napoléon fut profondément affligé de cette nouvelle, mais il n'en laissa rien voir dans le premier moment, et je crus d'autant plus volontiers ce qu'on me dit à cet égard, que je savais que Bonaparte ne s'occupait jamais de deux choses à la fois avec un égal intérêt. Quand quelques événemens venaient à la traverse de ses projets, il en faisait, pour ainsi dire, provision pour l'avenir, afin d'y revenir en temps opportun, mais il chassait de sa pensée avec un incroyable empire sur lui-même, tout ce qui aurait pu le distraire de sa pensée dominante du moment. Ce fut ainsi qu'entièrement absorbé dans l'espoir de terminer par un grand coup la campagne de Vienne, il laissa provisioirement Trafalgar de côté; c'est cette aptitude à n'avoir qu'un but à la fois qui lui a si souvent fait atteindre son but, et, dans le cas présent, je dois ajouter que Napoléon ayant conquis sa gloire sur terre, son orgueil ne lui permettait pas d'admettre la mer comme un élément digne d'entrer en rivalité avec la terre. S'il eût sérieusement porté ses vues sur la restauration de la marine française, aurait-il si long-temps gardé Decrès au ministère?

Il en fut de même que du combat de Trafalgar, à l'égard des fâcheuses nouvelles qui arrivèrent à Napoléon de Paris à Vienne sur la crise financière qui marqua son absence; il remit à s'en occuper à son retour, et j'ajourne moi-même ce

que j'ai à en dire jusqu'au chapitre suivant, pour rappeler ici ce que j'appris par Rapp sur son itinéraire après la guérison de sa blessure, et sur ce qui se passa à Munich lors du mariage d'Eugène avec la princesse Auguste de Bavière; Rapp venait d'y assister, quand l'empereur lui donna la mission pour la Prusse, à laquelle je dus la vive satisfaction de le revoir. J'insiste beaucoup sur l'amitié que j'avais pour Rapp, car elle était pleine et entière entre nous; il ne la cacha pas même à Napoléon pendant ma disgrâce, et quiconque a vécu à la cour de l'empereur sait qu'il fallait pour cela plus de courage encore que pour enlever une redoute ou exécuter la plus brillante charge de cavalerie. Rapp était doué de ces deux courages, et de plus, d'une extrême bonté et d'une franchise qui le mit aussi pour un temps dans la disgrâce de Napoléon. La seule chose que l'on pût reprocher à Rapp, c'était une extrême prévention contre les nobles; et je suis persuadé que si, par la suite, il ne fut pas duc, la manière trop vive dont il avait souvent exprimé son opinion sur la noblesse, en fut la seule cause. L'empereur ne le fit comte que parce qu'il voulait que ses aides-de-camp eussent un titre.

" Nous étions depuis quinze jours à Schoenbrunn, me dit Rapp, mais je n'avais pas encore repris mon service, lorsque l'empereur me fit appeler. Il me demanda si j'étais en état de voyager. Sur l'assurance que je lui en donnai: " En ce " cas, me dit-il, va-t-en raconter les détails de la bataille " d'Austerlitz à Marmont, afin de le faire enrager de n'y " être pas venu." Je partis, et, conformément aux instructions que j'avais reçues de l'empereur, je me rendis à Gratz, où je trouvai Marmont qui effectivement était désolé de n'avoir pu prendre part à cette grande bataille. Je lui dis, toujours, conformément aux ordres de l'empereur, que l'on avait entamé des négociations, mais que rien n'était encore fini, qu'ainsi à tout événement il devait se tenir en mesure. Je pris connaissance de la situation dans laquelle il se trouvait en Styrie avec son armée, et du nombre d'ennemis qu'il avait devant lui. L'empereur voulait qu'il envoyât un grand nombre d'espions en Hongrie, et qu'il lui rendît un compte détaillé du contenu de leurs rapports. Après cela, je pris la route de Laybach où je trouvai Masséna à la tête du hui-

tième corps d'armée, et je lui fis connaître que l'intention de l'empereur était qu'il se rendît en toute hâte sur Vienne, dans le cas où il apprendrait la rupture des négociations. Je continuai l'itinéraire qui m'était indiqué jusqu'à Venise, et ensuite jusqu'à la rencontre de troupes de Carra-Saint-Cyr, qui avait eu ordre de rebrousser chemin et de se diriger de nouveau sur Naples, aussitôt que l'empereur apprit la trahison du roi de Naples, et le débarquement des Anglais et des Russes. Quand j'eus rempli ces différentes missions, je passai à Clagenfurth, où je vis le maréchal Ney, et enfin je rejoignis l'empereur à Munich. J'eus bien du plaisir à y retrouver nos amis et cette bonne Joséphine qui est toujours aussi affable que tu l'as connue. Pour moi, j'ai été enchanté, quand à mon arrivée j'ai appris que l'empereur avait adopté Eugène. J'ai assisté aux fêtes de son mariage avec la princesse Augusta. Quant à cela, tu sais que les fêtes ne sont pas ce qui m'amuse le plus, et l'empereur devrait bien nous dispenser de faire des fonctions de chambellan. Eugène ne se doutait de rien quand l'empereur lui a envoyé l'ordre de venir en toute hâte ; lui aussi n'est pas changé ; c'est toujours notre ancien camarade ; il n'était pas d'abord trop content de faire un mariage politique ; mais, depuis qu'il a vu sa femme, il est enchanté, et il a raison, car je t'assure qu'elle est charmante."

CHAPITRE VI.

Campagne de Vienne.—Discrédit des billets de banque.—Avances inconsidérées du Trésor.—M. Ouvrard.—Soixante millions avant le 18 brumaire.—Incroyable discrétion de M. Ouvrard et impatience de Bonaparte.—Souvenirs du consulat.—Opinion de Bonaparte sur les gens riches.—Sa haine contre les faiseurs d'affaires.—Argent prêté à madame Bonaparte.—Berthier et madame Visconti.—Association entre un roi et un particulier.—Dètails intéressans que me donne M. Ouvrard à Hambourg.—M. de Barbé-Marbois, Despréz et Wanlerberghe.—Courses continuelles de M. Ouvrard.—Retour de Napoléon à Paris.—Brusque destitution de M. Barbé-Marbois.—Quatre-vingt-sept millions exigés par Bonaparte.—La grande affaire manquée.

J'ai dit que je consacrerais ce chapitre à la crise financière qui jeta un si grand désordre sur la place de Paris, et par contre-coup répandit des inquiétudes dans toutes les villes

qui étaient en relation directe d'affaires avec la capitale de l'empire français ; je n'entrerai point à cette occasion dans des détails techniques sur les finances en général, je dirai seulement ce que j'ai su d'une manière positive, ce que j'ai vu de l'effet causé par cette crise dans les pays anséatiques que je connaissais déjà bien, après six mois environ de séjour à Hambourg. Il pourra m'arriver, cependant, de jeter quelques regards en arrière sur des faits dont je fus témoin, et qui se rattachent aux embarras financiers de la fin de 1805.

Au moment où l'empereur devait espérer que la nouvelle de ses glorieux succès relèverait en France l'esprit public, il fut informé que des inquiétudes se répandaient, et que la banque était assaillie par ceux qui voulaient le remboursement des billets dont on fit bien vite le trafic, et qui perdirent jusqu'au delà de cinquante pour mille. Je lus des lettres adressées à de fortes maisons de Hambourg, dans lesquelles on parlait même d'un papier monnaie. Le papier sur Paris se fit pendant quelque temps à vingt-deux pour cent au-dessous du pair. Les fonds publics baissèrent, et l'empereur éprouvait la plus vive humeur ; on a déjà vu que peu de choses l'inquétaient autant que les variations de ce thermomètre de l'opinion publique ; j'ai dit aussi pourquoi, en cette circonstance, il dissimula son humeur : une autre chose l'occupait.

J'ai su dans le temps par les correspondances de Paris avec la ville que j'habitais, ville très-intéressée, par son immense commerce, à connaître les dispositions financières du gouvernement, qu'une immense opération, imaginée par M. Ouvrard, avec l'Espagne, et qui devait lui livrer à un prix bien au-dessous du prix réel, les piastres fortes de l'Amérique espagnole, le força d'y mettre les fonds que lui et ses associés employaient au service des vivres. Il fallait d'autres capitaux, car ce service, fait en grand, exige beaucoup d'avances, et chacun sait quelle était à cette époque la lenteur des paiements du Trésor. Il paraît que le Trésor se prêta à un accommodement qui, certes, lorsqu'on est aussi bien convaincu que je le suis de l'inattaquable moralité, de la rigide probité de celui qui le dirigeait alors, ne devait pas tourner au détriment de l'Etat. On prit la chose autrement, et l'on vit des anticipations toujours funestes dans des avances pour un ser-

vice essentiel. Des mesures furent prises pour que la crise passât promptement ; elles réussirent.

On va juger actuellement quelle influence peuvent exercer les spéculations hardies d'un homme entreprenant sur la situation financière d'un empire. Ce que j'ai à dire sur la révolution de bourse qui causa de si vives alarmes à Napoléon, met d'ailleurs dans tout leur jour les dangers qui peuvent résulter d'un excès de confiance mal placée, et quelle subversion cela peut amener dans les affaires.

J'ai beaucoup connu M. Ouvrard, et dans ce que j'ai à en dire il ne peut rien y avoir de désobligeant, ni qui lui puisse être désagréable. J'ai vu naître la plupart des faits que je vais rapporter ; les autres je les tiens de M. Ouvrard lui-même, qui, lors d'un voyage qu'il fit à Hambourg en 1808, me parla avec beaucoup de détails de son immense affaire avec le roi d'Espagne. Je suis resté convaincu d'une chose, c'est que si cette affaire eût été poursuivie, non-seulement elle aurait été prodigieusement avantageuse à M. Ouvrard, mais en même temps elle pouvait l'être beaucoup à l'Espagne, qu'elle tirait de la misère, et aussi à la France, dont elle eût dès-lors relevé et soutenu le crédit ébranlé. Entre autres choses, je me rappelle que M. Ouvrard me dit qu'avant le 18 brumaire il avait eu en sa possession soixante millions, sur lesquels il ne devait rien à personne.

On a beaucoup parlé de ce financier célèbre : les prodigieuses variations que sa fortune a éprouvées, l'agitation de sa vie, les immenses opérations dont il s'est occupé, tant de mouvement, enfin la hardiesse de ses entreprises, exigent que pour porter un jugement sur M. Ouvrard, on y apporte de la maturité et de la réflexion. Il est impossible que le fils d'un papetier, qui par ses seuls moyens parvient à jouer le rôle qu'il a rempli, soit un homme ordinaire. On peut dire de M. Ouvrard ce que Beaumarchais a dit de lui-même : sa vie a réellement été un combat. Je le connaissais depuis long-temps, et je l'ai beaucoup vu dans ses rapports avec Joséphine ; j'ai toujours remarqué en lui, avec un rare savoir-faire, beaucoup de loyauté, une grande générosité que rehaussait le rare mérite de la plus constante et de la plus loyale discrétion. Aucune puissance humaine, aucune considération, pas même l'ingratitude de ceux qu'il obligeait, n'étaient ca-

pables de lui faire avouer qu'il eût fait tel ou tel sacrifice dans le temps où, sous le directoire, la fortune publique étant à l'encan, les affaires ne se terminaient que l'argent à la main. J'ai toujours attribué à cette sécurité que M. Ouvrard inspirait à ceux qui lui rendaient des services, la facilité avec laquelle il obtint la direction de tant d'entreprises qui ont amené dans sa fortune des chances si diverses. Je crois avoir déjà parlé de l'impatience que la discrétion de M. Ouvrard causait au premier consul; il s'y prit de toutes les manières pour en obtenir le nom des personnes qui en avaient reçu de ces subsides, que dans le langage vulgaire on nomme *des pots-de-vin*, et que les dames appellent *des épingles;* mainte et mainte fois j'ai vu Bonaparte employer tous les moyens possibles pour arriver à son but; je l'ai vu chercher à effrayer M. Ouvrard par des menaces, puis essayer de le séduire par des promesses fallacieuses, sans pouvoir jamais en obtenir la moindre révélation capable de compromettre qui que ce fût.

Ici il est indispensable que j'interroge mes anciens souvenirs pour arriver de proche en proche aux causes qui ont préparé et amené la crise financière de 1805. Pendant que nous étions encore au Luxembourg, ce fut, je me le rappelle, le 25 janvier 1800, Bonaparte me dit en déjeûnant: "Bourrienne, mon parti est pris, je fais arrêter Ouvrard.—Général, avez-vous des preuves contre lui?—Des preuves? ... c'est un faiseur d'affaires, un accapareur d'affaires; il faut qu'il regorge. Tous les fournisseurs, tous les munitionnaires sont autant de fripons. Comment ont-ils fait leur fortune? aux dépens de l'Etat. Je ne dois pas souffrir un tel désordre. Ils avaient des millions, ils déployaient un luxe insolent quand mes soldats n'avaient ni pain ni souliers! Je ne veux plus de cela. Au surplus j'en parlerai aujourd'hui même au conseil, et je verrai ce que j'aurai à faire."

J'attendis avec impatience son retour du conseil pour savoir ce qui s'y serait passé. "Eh bien! général? lui demandai-je.—L'ordre est donné." J'étais inquiet sur le sort de M. Ouvrard que l'on venait de traiter plus à la turque qu'en citoyen d'une république; mais j'appris le soir que l'ordre n'avait pu être exécuté parce qu'on ne l'avait pas trouvé.

Le lendemain je sus positivement qu'une personne que je ne veux pas nommer, qui assistait au conseil et qui très-probablement avait des obligations à Ouvrard, et le nombre de ceux qui lui en avaient était grand, écrivit au crayon un billet pour le prévenir de la décision emportée par le premier consul pour son arrestation. Cette personne sortit un moment, et envoya le billet à Ouvrard par son domestique. Ce fait doit être connu de beaucoup de personnes parmi celles qui ont servécu à l'époque dont je parle, car je me rappelle que, dans le temps, je l'ai raconté à qui a voulu l'entendre.

Après s'être soustrait au mandat d'arrestation lancé contre lui, Ouvrard, au bout de quelques jours, se rendit en prison. Bonaparte, dans le premier moment, avait été furieux de le voir échappé à sa colère ; sa mauvaise humeur éclata encore au moment où il devait cependant être satisfait, car en m'apprenant qu' Ouvrard s'était constitué prisonnier, il me dit : "L'imbécille ! il ne sait pas ce qui l'attend. Il veut faire " croire au public qu'il n'a rien à craindre, qu'il a les mains " *blanches ;* mais c'est un mauvais jeu ; il n'y gagnera pas " avec moi. On aura beau dire, soyez sûr de cela, Bour-" rienne, quand un homme a tant d'argent, il ne peut pas " l'avoir acquis légitimement . . . et puis, tous ces gens-là " sont dangereux avec leur fortune. Il ne faut pas, dans un " temps de révolution, qu'un homme ait plus de trois mil-" lions, et c'est encore beaucoup."

Avant de se constituer prisonnier, Ouvrard avait eu le temps de mettre à l'abri des perquisitions de la police ceux de ses papiers où auraient pu se trouver compromis les noms des personnes qui avaient eu affaire à lui, et j'ai même lieu de penser que, dans la police même, quelques personnages ne furent pas trop contrariés de ce que M. Ouvrard avait pu prévenir leur zèle dans l'exécution des ordres du premier consul. Les scellés furent cependant apposés sur ses papiers ; on n'y trouva rien qui pût instruire Bonaparte de ce qu'il voulait absolument savoir. Pourtant sa curiosité fut satisfaite sur un point : parmi les papiers d'Ouvrard, on en trouva quelques-uns qui prouvaient qu'il avait *prêté* de l'argent à madame Bonaparte.

Comme Ouvrard avait beaucoup d'amis, ceux-ci remuèrent

tant qu'ils purent pour trouver quelqu'un qui fut en position de parler au premier consul en sa faveur; mais c'était une commission dont personne n'osa se charger, parce que, prévenu comme il l'était, Bonaparte aurait vu dans la moindre tentative une démarche intéressée; c'était à tel point que quelqu'un en ayant parlé à Berthier avec beaucoup d'instances, Berthier répondit: "Cela est impossible; il dirait "qu'il y a là-dessous de l'argent pour madame Visconti."

Je ne me rappelle plus à quelle circonstance M. Ouvrard dût sa liberté, mais ce qu'il y a de certain, c'est que sa captivité ne fut pas de longue durée. A sa sortie de prison, Bonaparte lui demanda douze millions que M. Ouvrard refusa.

A son avénement au consulat, Bonaparte avait trouvé M. Ouvrard chargé de tous les approvisionnemens de la flotte espagnole sous les ordres de M. de Massaredo. Cette enterprise l'avait mis en relation avec le trop fameux prince de la Paix.

Ce service dura trois ans et produisit à M. Ouvrard un bénéfice net de quinze millions. Cette somme consistait en quatre millions de piastres fortes à trois francs et quelques centimes la piastre, qui vaut cinq francs quarante centimes; mais pour les recevoir à cette valeur, il fallait que M. Ouvrard les allât toucher au Mexique, et il était fort disposé à le faire; mais il craignit des obstacles de la part du premier consul, et malgré son intelligence habituelle, il fut victime de ses précautions. A sa prière, M. de Talleyrand se chargea de solliciter auprès du premier consul l'autorisation de lui délivrer un passeport. J'étais dans le cabinet, et il me semble encore entendre le *non* tout sec que M. de Talleyrand obtint pour toute réponse. Quand je fus seul avec le premier consul, il me dit: " Vous le croyez bien, n'est-ce pas " Bourrienne, Ouvrard aurait fait de bonnes affaires avec ce " prince de la Paix? Mais aussi, pourquoi l'imbécille me " fait-il demander un passeport par Talleyrand? Cela m'a " inspiré de la méfiançe. Pourquoi ne pas prendre un " passeport comme tout le monde le fait? Est-ce que c'est " moi qui les donne? C'est un sot, tant pis pour lui."

Je fus d'autant plus fâché de ce refus, que M. Ouvrard

m'avait donné à entendre qu'il me ferait prendre part aux opérations qu'il pourrait faire en Espagne, et qu'elles seraient prodigieuses.

M. Ouvrard, retenu par ses affaires à Paris, ne put aller en Espagne, ni par conséquent au Mexique. Il y envoya son frère que je vis à son retour. Il me parla en homme fort instruit de ce qu'il avait vu. Il me dit qu'il avait trouvé en caisse soixante et onze millions de piastres appartenant à la couronne d'Espagne. Il me cita un fait qui justifie tout ce qu'on pouvait dire alors de la loyauté espagnole: les quatre millions de piastres données à M. Ouvrard en paiement de ses fournitures pour l'escadre espagnole à Brest, étaient mises à part dans des caisses sur lesquelles était indiqué qu'elles appartenaient à son frère.

En 1802, une affreuse disette étant venue désoler la France, il fallut y porter remède, et ce fut M. Ouvrard qui se chargea, en communauté avec Wanlerberghe, de faire venir des grains de l'étranger pour prévenir les troubles qui prennent si facilement naissance au sein d'une disette. Pour le paiement de ces grains, les maisons qui les avaient expédiés tirèrent sur eux pour vingt-six millions de francs de traites sur le Trésor, ainsi que le portait leur marché avec le gouvernement; mais aux échéances, le Trésor refusa de payer, déclarant qu'il n'avait pas d'argent. Au bout de six mois, on leur offrit de les payer, mais à la condition que le gouvernement retiendrait à son profit la moitié de leur droit de commission. Les munitionnaires refusèrent; alors le Trésor trouva plus économique de ne rien payer, et la dette resta là.

Lié par tant d'intérêts, que la volonté du premier consul pouvait compromettre à tout jamais, malgré tant de fonds engagés pour les services, ou plutôt à cause même de ces fonds, M. Ouvrard, pour ne pas se brouiller avec Bonaparte, se chargea encore, en commun avec Wanlerberghe, du service de la marine pendant six ans et trois mois; si bien, que, par suite de tous ces services accumulés, la créance des munitionnaires s'éleva à soixante-huit millions.

Ce long retard que le Trésor apportait dans les paiemens, les frais de négociations, les intérêts des avances firent monter à plus de quarante millions les déboursés des entrepreneurs; tout cela jetait un discrédit affreux dans les relations des

fournisseurs secondaires avec ceux qui traitaient directement avec le gouvernement, et ce discrédit commença à influer sur le Trésor, causa ses premiers embarras, embarras qui augmentèrent avec l'inquiétude générale. Ouvrard, Wanlerberghe et Séguin, par leurs immenses capitaux, leur crédit et leurs relations, pouvaient remédier le plus efficacement à la détresse du Trésor. Ouvrard, pour sa part, prêta cinquante millions peu de temps avant la création de l'empire, mais il comprit dans cette somme pour une valeur de vingt millions d'ordonnances non payées, demanda des obligations des receveurs-généraux, et exigea en outre un escompte de trois quarts pour cent, inférieur à l'escompte public d'alors. Au mois de juin, un mois environ après que le premier consul eut pris le titre d'empereur, le ministre du Trésor demanda encore une avance de cent cinquante millions. Ouvrard eut recours à Wanlerberghe et à Séguin pour pouvoir satisfaire à ces nouveaux besoins du gouvernement impérial; et cette circonstance lui donna l'occasion de placer, pour une somme considérable, des ordonnances de la marine et de la guerre que l'on n'acquittait pas. Les trois associés versèrent de la sorte cent deux millions au Trésor, et reçurent une valeur de cent cinquante millions en obligations des receveurs-généraux. Ce fut M. Desprez qui se chargea d'effectuer le versement des cent deux millions, et les trois associés lui vendirent les obligations dont ils étaient porteurs. Cette cession n'eut pas lieu sans des sacrifices considérables; mais la perte qu'ils éprouvèrent n'était rien en comparaison des quarante-huit millions en ordonnances qu'ils avaient donnés pour comptant, valeurs qui pouvaient ne pas rentrer, ayant ainsi forcé le gouvernement à s'acquitter d'une dette pour pouvoir en contracter une autre plus considérable.

M. Ouvrard conclut ensuite un traité avec le ministre du Trésor, pour le service du Trésor pendant l'année 1805. Les sommes pour lesquelles il s'était engagé pouvaient s'élever à quatre cents millions. M. Ouvrard eut, dans cette affaire, un bonheur encore plus grand, du moins en apparence, que dans celles dont j'ai parlé précédemment, car il pouvait donner comme comptant les ordonnances qu'il recevait pour ses services de la marine et de la guerre, dont il continuait à être chargé.

On doit se rappeler que l'Espagne avait conclu avec la France un traité par lequel elle s'était engagée à nous payer un subside de soixante et douze millions de francs. Trente-deux millions étaient échus, et l'Espagne ne les payant pas, on voulut envoyer Ouvrard à Madrid pour en faire effectuer le paiement. Mais Ouvrard, attaché à Paris par tant de liens d'affaires, craignait que son absence ne fût particulièrement préjudiciable à l'opération qu'il avait faite avec Desprez, et il alléguait la nécessité de sa présence à Paris pour pouvoir parer aux événemens. On parvint à le rassurer sur Desprez; alors il se décida à aller à Madrid pour y recevoir les trente deux millions dont j'ai parlé. Ils furent passés à son nom, et il en fit, avant de partir, le versement au Trésor. Cette détermination fut l'effet de l'assurance que donna à Ouvrard M. de Barbé-Marbois, homme probe par excellence, que le traité avec Desprez serait exécuté; et ce fut dans ce voyage à Madrid que commença la gigantesque affaire de l'Amérique.

L'Espagne ne demandait pas mieux que de payer les trente-deux millions de subsides échus; la loyauté espagnole souffrait même de ce retard, mais les caisses étaient à sec, et la bonne volonté de payer ne suffit pas pour les remplir; pour surcroit de malheur l'Espagne était en proie à une affreuse disette. Dans cet état de choses Ouvrard proposa au gouvernement espagnol de payer à la France les millions échus, de mettre un terme à la disette et d'avancer des fonds au trésor espagnol. Pour cela il demandait deux conditions: 1° le commerce exclusif des Amériques, et, 2° le droit d'extraire pour son compte tout l'or et l'argent appartenant à la couronne, et la faculté de faire des emprunts garantis par les trésoreries d'Espagne et acquittés par elles.

Dès la fin de juillet 1805, la gêne qui depuis quelque temps commençait à se faire sentir dans les finances en Europe, prit un degré d'accroissement effrayant. Dans de telles circonstances Ouvrard était d'autant plus intéressé à faire effectuer le payement des trente-deux millions dont il avait fait l'avance au trésor impérial, que, d'une part, on lui avait compté seulement à trois francs les piastres qui valaient cinq francs quarante centimes, et que, d'autre part, on lui avait laissé soupçonner que le trésor ne lui donnerait

aucune autre garantie de remboursement que la cession de la créance sur l'Espagne. Ouvrard connaissait sa position, car dès le mois d'août M. de Barbé-Marbois le pressait de terminer avec l'Espagne, lui disant que cela l'intéressait essentiellement. Le ministre du Trésor ajoutait, avec sa loyale franchise, que sans le succès de l'affaire des Amériques il ne voyait aucun moyen de régler ses avances. Effrayé par cet avis Ouvrard redoubla d'efforts et parvint à signer avec le roi Charles IV un traité de société dans lequel il était dit: " Ouvrard et compagnie sont autorisés à introduire, dans " *tous* les ports du Nouveau-Monde, *toutes* les marchandises " et denrées nécessaires à sa consommation, et à exporter de " *toutes* les Colonies espagnoles, pendant *toute* la durée de la " guerre avec l'Angleterre, *toutes* les productions des Co- " lonies et *toutes* les matières d'or et d'argent qui en pro- " viendraient." Ce traité n'avait de valeur que pendant la durée de la guerre avec l'Angleterre; il était convenu également que le bénéfice résultant des opérations de la société serait partagé par moitié entre elle et le roi Charles IV.

On va voir les conséquences de cet étonnant traité entre un roi et un particulier. Immédiatement après la signature de cet acte, Ouvrard reçoit des traites de la trésorerie de Madrid pour une valeur de cinquante-deux millions cinq cent mille piastres, faisant deux cent soixante-deux millions cinq cent mille francs; mais ces piastres étaient à prendre en Amérique, et il fallait, en vertu du traité, faire face aux besoins les plus urgens du gouvernement espagnol, et surtout mettre un terme à la famine, ce qui exigeait de nouvelles avances, et des avances énormes, puisque M. Ouvrard devait commencer par fournir deux millions de quintaux de grains qui revenaient à vingt-six fr. le quintal. Or, pour réaliser des bénéfices, pour être remboursé de ses avances a la trésorerie de Paris, il fallait faire passer les piastres en Europe. Après quelques difficultés le gouvernement anglais consentit à faciliter l'exécution de cette opération en fournissant quatre frégates pour le transport des piastres.

Ouvrard n'avait encore qu'ébauché ces immenses opérations, quand l'empereur se précipita du camp de Boulogne sur l'Allemagne. On peut concevoir combien sa présence à

Madrid était indispensable à Ouvrard ; il fut rappelé à Paris par le ministre du Trésor avec lequel il régla ses comptes. Il fallait de l'argent à l'empereur pour la guerre qu'il allait faire ; pour en procurer au Trésor, Ouvrard fut envoyé à Amsterdam pour traiter avec la maison Hope ; il réussit dans sa négociation, et M. David Parish devint l'agent de cette compagnie.

Cela fait, Ouvrard revint en toute hâte à Madrid ; mais, au milieu des espérances les plus flatteuses, des projets les plus gigantesques, des plus immenses entreprises, il se trouva tout-à-coup menacé d'une crise effrayante. M. Desprez, comme je l'ai dit, agréé par le Trésor, s'était chargé à ses risques et périls, et sans la garantie d'Ouvrard, d'exécuter le traité dont j'ai parlé relativement au versement de cent cinquante millions pour l'année 1804, et de quatre cents millions pour l'année 1805. Voilà que dans cette position le ministre du Trésor se croit en droit de demander à Ouvrard de mettre à sa disposition dix millions de piastres, prises sur celles qu'il a reçues de l'espagne ; le ministre ajoute qu'il en a disposé, et que les moyens qu'il a mis à la disposition de ses associés pour leur faciliter le service de la guerre et de la marine, doivent le déterminer à verser au Trésor cette somme de cinquante millions de francs, qu'enfin dans un moment si urgent, il a pu regarder son assentiment comme donné, pensant bien qu'il ne l'aurait pas refusé.

L'embarras du Trésor et la loyauté du ministre déterminèrent Ouvrard à envoyer les dix millions de piastres. Mais peu de jours après cet envoi, Ouvrard voit arriver à Madrid un commissaire de la trésorerie, porteur d'une dépèche ministérielle, dans laquelle on lui demande de faire à ce commissaire la remise de *toutes* les valeurs qu'il avait à sa disposition, et en même temps on l'appelait à Paris.

Le Trésor était alors dans le plus grand embarras et l'alarme était généralle. En voici les causes : Le trésor avait prévenu, par une circulaire, les receveurs-généraux que Desprez, ainsi que je l'ai déjà dit, était porteur de toutes leurs obligations. On les autorisait aussi à lui envoyer en compte courant tous les fonds qu'ils avaient de disponibles. Peut-être cette autorisation fut-elle une grande faute ; quoi qu'il en soit, Desprez, encouragé par cette complaisance du Trésor,

avait invité les receveurs-généraux à lui envoyer tous les fonds qu'ils pourraient se procurer au-dessous de huit pour cent, leur en offrant un intérêt plus éléve. On conçoit qu'à de telles conditions, et surtout si l'on se rappelle l'immense crédit dont jouissait alors la maison Desprez, nantie d'ailleurs de tous ses engagemens, les receveurs-généraux expédièrent des sommes considérables, qui, de tous les points de la France, arrivèrent à Desprez, dans des caisses. Enivré de ce succès, Desprez se laissa aller à des opérations qu'on ne peut expliquer dans sa position; il prêta au commerce de Paris plus de cinquante millions, ce qui le mit dans une grande pénurie d'espèces. Dans la nécessité de se procurer de l'argent, il déposa à la banque ces mêmes obligations des receveurs-généraux dont je viens de parler, et qui se trouvaient acquittées par les sommes qui lui avaient été envoyées en compte courant. La banque, pour le remboursement des billets de Desprez, s'adressa aux receveurs-généraux dont elle avait les obligations en garantie; cette démarche de la banque était devenue indispensable, lorsque Desprez, au lieu de payer en écus, eut envoyé des mandats. La banque, si noblement, si loyalement administrée, ne fut point satisfaite, s'alarma justement, et exigea que Desprez fit connaître sa position. Les craintes de la banque augmentèrent, et ses inquiétudes furent bientôt partagées par le public; enfin une espèce de terreur financière s'empara de tous les esprits, quand on vit la banque suspendre ses paiemens, et ses billets tomber tout-à-coup de douze pour cent.

Effrayé, comme on peut le croire, d'un tel état de choses, en l'absence de l'empereur, le ministre du Trésor convoqua un conseil, présidé par Joseph Bonaparte, et où furent appelés Desprez et Wanlerberghe. Informé de tout ce tripotage, Ouvrard quitta subitement Madrid, vint à Paris, s'adressa à la maison Hoppe, qui lui offrit de lui acheter quinze millions de piastres à trois francs soixante et quinze centimes. Ouvrard, qui les avait reçues de l'Espagne à trois francs, les aurait bien données à ce prix; mais la situation où l'avait mis à Madrid son prompt départ, et les événemens financiers de Paris changeant tous ses rapports avec la trésorerie espagnole, il ne put faire aucune avance au Trésor de France, et la crise continua jusqu'au moment où la

nouvelle de la bataille d'Austerlitz et l'espoir d'une paix prochaine vint rassurer les esprits. La banqueroute de Desprez fut épouvantable, et l'on vit manquer plusieurs maisons de la capitale, que l'on croyait les plus solides, et qui, en grande partie, méritaient une juste réputation d'honneur et de probité, telle que la maison de M. Hervas, beau-père de Duroc.

Comme pour tempérer l'orgueil que devait lui donner la victoire, ce fut précisément le lendemain de la bataille d'Austerlitz que la nouvelle de la fâcheuse situation du Trésor et de la Banque arriva à l'empereur. Il savait déjà que l'on éprouvait quelques embarras financièrs; mais alors seulement il apprit toute la grandeur du mal. Les nombreux et affligeans rapports qu'il reçut hâtèrent son retour en France; et, le soir même de son arrivée à Paris, quelqu'un m'a dit: En montant l'escalier des Tuileries il prononça la destitution de M. de Barbé-Marbois. La séverité de ce ministre lui causa beaucoup d'ennemis, et il succomba sous l'accusation d'avoir compromis le salut de l'Etat, ayant seulement à se reprocher en faveur des munitionnaires les complaisances dont j'ai parlé, et que l'on prit alors pour de la faiblesse. Madame de Staël dit même, à cette époque, dans un salon où l'on parlait de la rigidité de M. de Barbé-Marbois: "Lui! ce n'est qu'un roseau peint en bronze." Quoi qu'il en soit, la colère de Napoléon fut terrible contre M. de Barbé-Marbois, et après sa brusque destitution, il fut remplacé par M. Mollien.

Telle fut cette funeste catastrophe financière qui pendant la campagne de Vienne établit un si grand contraste entre les inquiétudes intérieures et les triomphes du dehors, ou du moins voilà ce que j'en ai su d'une manière positive. Mais tout n'était pas fini pour Ouvrard, et dans un si grand conflit d'affaires, il était difficile que la main impériale, qui n'était pas toujours une main de justice, ne se fît pas sentir un peu.

L'empereur rendit pendant le mois de février 1806 deux décrets dans lesquels il déclara Ouvrard, Wanlerberghe et Michel ainé, entrepreneurs du service pour 1804, et Desprez, agent des négociations, débiteurs de quatre-vingt-sept millions qu'ils avaient reçus depuis le 19 août, pour le service,

et qui avaient été détournés pour des spéculations particulières, et pour des opérations avec l'Espagne, *qui leur étaient personnelles*. Qui ne croirait, d'après cette dernière expression que Napoléon n'avait pris aucune part à la vaste opération avec les deux Amériques ? Certes, il la connaissait et s'y était vivement et *personnellement* intéressé ; mais, selon lui, il ne pouvait jamais avoir été pour quelque chose dans tout ce qui n'etait pas couronné d'un plein et entier succès. Muni des titres qu'il s'était faits, c'est-à-dire des décrets qu'il avait rendus, l'empereur fit saisir partout les piastres, les traites qui appartenaient aux associés, et fit de cela une affaire d'argent dont il tira de grands bénéfices, si toutefois de tels bénéfices peuvent être regardés par un souverain comme une compensation de la triste situation où fut pendant quelque temps le crédit public.

Ainsi fut renversée en un instant une des plus grandes entreprises commerciales qu'ait pu faire concevoir l'amour du gain secondé par une hardiesse prodigieuse et une grande habilité. Mais, à combien de revers sont exposés les ambitieux de la finance aussi bien que les ambitieux de gloire et de conquêtes. L'associé d'un roi qui allait exploiter le commerce des deux mondes, fut réduit en moins de deux ans à la nécessité de fléchir sous les coups réitérés d'une persécution acharnée contre lui, et de déposer enfin son bilan, en même temps que son associe Wanlerberghe. Tout ce que, pendant son séjour à Hambourg, M. Ouvrard me dit sur son aventureuse carrière et surtout sur sa grande affaire des Amériques, m'intéressa vivement. D'abord son projet m'avait paru tellement gigantesque, qu'il m'effraya ; mais j'avoue que lorsqu'il en eut développé les avantages, et les moyens d'exécution qu'il avait réunis, je fus tout-à-fait séduit ; je n'avais pas vu M. Ouvrard depuis 1802, époque où il n'était encore question pour lui que d'aller se faire payer des cinq millions de piastres que l'Espagne lui devait pour les fournitures de toute nature faites à la flotte espagnole de Brest, ainsi que je l'ai dit plus haut.

CHAPITRE VII.

Déclaration de Louis XVIII.—Envois par la poste.—Instruction de Fouché pour des enveloppes.—Ma réponse au ministre de la police.—Surveillance exercée contre Dumouriez.—Dumouriez, colporteur de pamphlets.—Pamphlet infâme.—Imprimerie de Fauche-Borel.—Dranob et Bernard.—Deux fripons remarquables.—Un complice dénonciateur.—Bataille dans un cimetière.—Lesimple.—Papiers singulièrement cachés.—Filou, espion, faussaire et assassin.—L'homme à quatre noms envoyé à Paris.—Intelligence d'un espion.—Trait remarquable de courage et de présence d'esprit.—Un autre espion.—Chefneux.—Ordres de Fouché pour la surveillance de M. de la Ferronays.—Ordres pour son arrestation.—M. de la Ferronays au théâtre de Hambourg.—Avertissement donné à temps.

Je me suis un peu étendu sur les immenses entreprises de M. Ouvrard, et sur les désastres des finances pendant la campagne de Vienne. Actuellement je vais, pour ainsi dire, rentrer dans mon cabinet de ministre plénipotentiaire, où, je puis le dire, il s'est passé des choses assez curieuses. Je laisse les objets placés dans l'éloignement, sauf à parler plus tard de ce que m'en apprirent mes correspondances et les Français voyageurs que je me plaisais beaucoup à accueillir quand ils passaient par ma résidence. Les faits ne seront pas toujours liés les uns aux autres, par la raison toute simple qu'il n'y a pas de corrélation entre les rapports que l'on reçoit sur des choses diverses, pas plus qu'entre les réclamations des solliciteurs qui se succèdent dans une audience.

Le 2 janvier 1806, j'eus connaissance d'une déclaration de Louis XVIII, que beaucoup de maisons de Hambourg reçurent par la poste, et chacune en reçut jusqu'à quatre exemplaires. Dumouriez en avait sa voiture remplie lorsqu'il passa à Brunswick. On en avait répandu dans cette seule petite ville plus de trois mille exemplaires, lorsque Dumouriez y passa. Le format de cette proclamation en rendait l'introduction très-facile par la poste, même en France. Je pense bien qu'avant même que le gouvernement français fût prévenu de cette publication, la poste avait épargné aux facteurs la peine d'aller en recevoir le port; car je reçus une lettre de Fouché, du 16 janvier, à laquelle étaient jointes

trois enveloppes qui avaient renfermé la déclaration du *prétendant*. Le ministre me demandait que je lui envoyasse de pareilles enveloppes, et cela, le plus que je pourrais. Prévoyant bien que cette démarche du ministre avait pour but d'ordonner plus tard des mesures acerbes contre des personnes qui n'étaient coupables que d'avoir ouvert un paquet à leur adresse, et dont elles ignoraient nécessairement le contenu, je répondis au ministre pour lui faire connaître l'impossibilité où je me trouvais de lui envoyer de ces enveloppes, et de lui indiquer le nom des villes où elles avaient été timbrées, parce que, 1° on s'était bien gardé d'adresser cette proclamation d'une manière directe ; 2° parce que ce n'était pas la coutume de conserver les enveloppes des lettres, surtout quand on en recevait une grande quantité ; 3° qu'il y avait beaucoup de villes d'Allemagne qui n'avaient pas de timbre particulier pour les lettres destinées à une autre ville du même pays, les lettres d'Allemagne n'étant souvent timbrées que lorsqu'elles allaient à l'étranger.

Quant à Dumouriez, dont toutes les lettres du ministre me recommandaient de surveiller tous les mouvemens, on n'entendait pas plus parler de lui que s'il n'eût pas existé. Son rôle se bornait à semer des brochures plus ou moins indifférentes.

Déjà, à la fin de 1805, l'Allemagne et surtout les pays anséatiques avaient été inondés de pamphlets. A cette époque, et avant la proclamation de Louis XVIII, il avait paru un libelle odieux contre l'empereur ; il avait pour titre : *Bonaparte der du bist im Himmel, geheiligt werde dein Nahme, Rome, in der pabst lichen Buchdrukery* *.

Sur ma demande, le sénat donna les ordres les plus sévères pour empêcher la circulation de cette infâme brochure, dont on ne pourrait, sans blesser toutes les convenances, répéter les expressions. Ce libelle était affreux ; je ne pus parvenir à en découvrir l'auteur.

Fauche-Borel était l'imprimeur de presque tous les libelles qui paraissaient à Berlin contre la France. J'avais l'ordre le plus formel d'insister auprès du sénat pour le faire arrêter, dans le cas où il viendrait à Hambourg. Fauche-

* *Bonaparte, toi qui es dans le ciel, que ton nom soit sanctifié.—Rome, imprimerie papale.*

Borel était peint comme un homme remuant, agissant toujours contre la France, sous le prétexte de servir les Bourbons, et comme un intrigant d'autant plus dangereux, qu'il était insatiable ; il n'était pas mal peint.

Dans ces circonstances, le ministre de la police m'informa qu'un nommé *Dranob* lui avait écrit pour demander à lui faire des révélations importantes. Le ministre désirait que je prisse des informations sur cet individu. Je restai deux mois et demi sans répondre : il fallait du temps pour percer cette intrigue. Enfin, le 25 février 1805, je pus donner des détails sur les nommés *Lesimple* et *Dranob*, qui avaient formé le complot d'attenter aux jours de l'empereur. Je recommande l'histoire de ces deux hommes à l'attention de mes lecteurs, car je crois qu'il y a peu d'exemples de fripons plus audacieux et aussi adroits.

Le nom de *Dranob* était l'anagramme de *Bonard*, son véritable nom ; il s'appelait aussi *Randob*, *Bardon*, que sais-je ? Sachant probablement que je le faisais chercher, il vint me dénoncer son complice Lesimple. Ce Bonard portait, en Angleterre, le nom de Leclerc ; il avait pris, à Hambourg, celui de Delon. Il s'était suavé, déguisé en femme, de la Conciergerie, en 1797 ou 1798 ; il se donna à moi comme un officier démissionnaire de l'artillerie légère. On a vu rarement un pareil intrigant.

Arrivé à Hambourg, au commencement de 1805, pour remplir les engagemens qu'il avait, disait-il, contractés avec le gouvernement anglais, de concert avec Lesimple, Bonard crut qu'il était plus avantageux et plus sûr de dénoncer son compliee que de courir avec lui les chances du complot. Il me remit d'abord beaucoup de papiers, qu'il cachait depuis long-temps. Ces papiers, trés-finement écrits, et roulés avec soin, étaient renfermés dans un petit étui de fer blanc très-mince et très-artistement fait, long de six pouces. Cet étui était caché de manière à ce qu'il fût bien impossible de le découvrir, et telle que je n'ose même essayer d'indiquer où il était caché. Il contenait aussi une petite lime, d'un métal bruni, qui coupait le fer comme un couteau coupe le papier. La police de Paris a découvert ce moyen sur plusieurs malfaiteurs. Tous les papiers que me remit Bonard étaient écrits de la main de Lesimple, et attestaient ses coupables

projets. Ils contenaient des extraits de la correspondance qu'avaient eue ensemble Lesimple et Bonard; et pour que rien ne manque à cette union de deux scélérats, il faut dire que Bonard me raconta que s'étant pris de querelle avec Lesimple, au moment de s'embarquer à Haarwich, ils s'étaient battus dans le cimetière de la ville avec des couteaux qu'on leur avait servis au cabaret. En me racontant cette horrible scène, Bonard ôta brusquement son habit, et me montra à son côté droit une large blessure, saignant encore. Je fus saisi d'horreur. Qu'on se représente un homme des plus vigoureux que j'aie jamais vus, haut de cinq pieds sept pouces, me montrant sa poitrine ensanglantée, me confiant l'affreux projet auquel il avait renoncé, non pour aucun motif de repentir, mais parce qu'il avait l'idée que la révélation lui en serait plus profitable que l'accomplissement; me lisant ses papiers cachés d'une manière si incroyable; et qu'on juge de ma position.

Lorsque Bonard me dénonça Lesimple, ce dernier venait de partir pour la Hollande. Assuré par Bonard, que Lesimple reviendrait bientôt à Hambourg, je pris toutes les précautions imaginables pour le faire arrêter à son arrivée. Son absence se prolongeait beaucoup, et je commençais à avoir de l'inquiétude sur son retour, lorsque j'appris qu'en traversant les armeés russe et anglaise, il avait été arrêté comme soupçonné d'espionnage. Enfin, le 17 février au soir, Lesimple arriva à Hambourg; il fut arrête le 19, sous le nom de Dresch qu'il portait dans ses voyages. Tous ses papiers, dont il ne put rien distraire, furent mis sous les scellés. Je l'interrogeai moi-même, et ses aveux me confirmèrent l'exactitude des horribles détails que m'avait donnés Bonard. Dans le portefeuille de Lesimple, se trouvaient entre autres papiers, trois passeports dont il se servait pour voyager, et qu'il fabriquait lui-même; plus, une lettre de change également fabriquée par lui. On trouva en outre sur lui plusieurs rouleaux étiquetés; 50 *louis*, bien cachetés, mais qui n'étaient remplis que de cuivre, et une bourse de jetons du même métal. Il s'en servait pour tromper les banques de jeu. Il était à la fois, filou, espion, faussaire et assassin.

J'avais promis à Bonard-Dranob-Leclerc-Delon, comme

on voudra l'appeler, de l'envoyer à Paris, en liberté, pour répondre en personne au ministre de la police. Mais de pareils individus ne sont pas un jour dans un lieu, sans le souiller de quelque crime. Bonard accusé de complicité dans plusieurs vols commis à Hambourg, fut mandé par le prêteur chargé de la police, et comme il avait des raisons pour craindre cette rencontre, il disparut, mais il fut repris quelques jours après, à Hammeln, et fut conduit à Paris sous bonne escorte.

Il est difficile de se figurer tout ce que l'on peut trouver de courage et de présence d'esprit dans des hommes dégradés comme le sont les misérables qui font le métier d'espion. J'avais un agent parmi les Suédo-Russes, un nommé Chefneux que j'avais toujours reconnu comme très-intelligent et très-exact. Etant resté long-temps sans recevoir de ses nouvelles, je commençais à avoir quelque inquiétude; et ce n'était pas sans fondement. Il fut en effet arrêté à Lauenbourg, et conduit, pieds et mains liès, par des Cosaques, à Lunébourg. On trouva sur lui un bulletin qu'il allait m'envoyer, et il n'échappa à une mort certaine que parce qu'il était porteur d'une lettre de recommandation d'un négociant de Hambourg, connu particulièrement de M. Alopœus, ministre de Russie à Hambourg. Cette précaution que j'avais prise, lui sauva la vie. M. Alopœus écrivit à ce négociant qu'à sa recommandation, on renvoyait l'espion sain et sauf, mais qu'une autre fois le recommandé et le recommandant n'en seraient pas quittes à si bon marché. Malgré cette recommandation, Chefneux aurait payé de sa tête le métier dangereux auquel il se livrait; ce qui le sauva réellement, ce fut le sang froid inconcevable qu'il montra dans cette terrible circonstance. Encore bien que le bulletin que l'on trouva sur lui fût adressé à M. Schramm négociant, on soupçonnait vivement qu'il m'était destiné. On demanda à Chefneux, s'il me connaissait; il répondit hardiment qu'il ne m'avait jamais vu. On chercha tous les moyens possibles pour lui faire faire cet aveu sans pouvoir y parvenir. Cette constante dénégation, jointe au nom de M. Schramm, jetait des doutes dans l'esprit de ceux qui interrogeaient Chefneux: on pouvait condamner un innocent. Cependant on tenta un dernier effort pour savoir la vérité:

Chefneux, condamné a être fusillé, fut conduit dans une plaine de Lunebourg; au moment où les yeux bandés, il entendait commander le peloton qui devait tirer sur lui, un homme s'approche de lui, et lui dit tout bas à l'oreille, d'un ton d'intérêt et d'amitié: *On va tirer; mais je suis un ami; dites seulement que vous connaissez M. de Bourrienne et vous êtes sauvé.* "Non répondit Chefneux d'une voix ferme, je mentirais." Aussitôt le bandeau tombe de ses yeux et la liberté lui est rendue. On citerait difficilement un trait de présence d'esprit plus extraordinaire.

Tout n'est pas agréable dans les fonctions diplomatiques, même les plus élevées. Si, auprès du gouvernement étranger dans la capitale duquel on reside, on a l'honneur de représenter son propre gouvernement, la nécessité de laisser parvenir jusqu'à soi des hommes que l'on méprise comme le rebut de la société, l'obligation de se mettre, pour ainsi dire, en contact avec eux, présente l'humanité sous un jour qui afflige le cœur et flétrit l'imagination. Pour peu, alors, que l'on soit doué de quelque philosophie, on paye trop cher les dehors brillans sous lesquels on apparaît aux yeux du public. Dans ces positions pénibles plus encore qu'élevées, on trouve cependant de vraies consolations quand on peut faire du bien, ou tout au moins éviter le mal que l'on peut faire lorsque, Séïde de son gouvernement, on dépouille son caractère d'homme pour se tenir strictement dans les limites glaciales de ses instructions. Aujourd'hui, encore, c'est avec une satisfaction que je ne cherche point à dissimuler, que je me souviens de ce que j'ai pris sur moi de faire dans quelques circonstances.

Fouché me donna, par une lettre du 17 mars 1806, les ordres les plus sévères de surveiller M. de la Ferronays. On me le représentait comme un homme très-entreprenant et très-dangereux, entièrement dévoué à la famille des Bourbons. L'agent dont j'ai déjà parlé, Chefneux, était allé à Paris, où l'avait mandé le ministre de la police, auquel j'avais vanté son adresse et son intelligence. Il fut envoyé de Paris à Brunswick où résidait M. de la Ferronays. Il devait surveiller toutes ses démarches et m'en rendre compte tous les jours. Cet espion s'insinua bientôt auprès de M. de la Ferronays et de ses amis. Je devais transmettre au gouverne-

ment tous les renseignemens que je tiendrais de lui, et je lui payais cinq cents francs par mois. Chefneux manda directement au ministre de la police que M. de la Ferronays devait se rendre en Angleterre, et qu'il passerait par Hambourg. Je reçus aussitôt l'ordre de faire arrêter M. de la Ferronays à son passage, et de le faire conduire en France. Sa perte était assurée si j'avais exécuté cet ordre. M. de la Ferronays avait pris trois bonnes précautions: d'abord, il ne voyageait pas sous son nom, il se faisait passer pour le secrétaire de lord Kinnaird qui, en effet, lui donnait cette qualification ; enfin, il ne fit que passer très-rapidement à Hambourg, et se rendit promptement à Altona. M. de la Ferronays; dont plusieurs émigrés à Hambourg m'avaient parlé avec éloge, m'inspirait beaucoup d'intérêt ; je fus heureux de savoir qu'il était à Altona, à l'abri des mesures que la police avait ordonnées contre lui ; mais il commit une imprudence qui faillit le perdre et me compromettre fortement. Un jour que j'étais au spectacle, le préteur chargé de la police, auquel j'avais envoyé le signalement de M. de la Ferronays, en lui recommandant de m'avertir avant de le faire arrêter, s'il le reconnaissait quelque part, s'approcha de moi et me dit que M. de la Ferronays était dans la salle, et qu'il allait le faire arrêter ; il me désigna alors dans l'orchestre, un jeune homme portant de la poudre, et qu'il me fut trop facile de reconnaître pour celui que m'avait dépeint Chefneux. Je désirais le sauver ; mais comment y parvenir après une démarche aussi imprudente ? Je dis au préteur qu'il fallait le faire arrêter, mais que pour y parvenir plus sûrement et sans troubler le spectacle, j'allais prendre moi-même quelques précautions, pendant que lui, le préteur, m'attendrait dans ma loge. Je sortis aussitôt, et j'allai prier une personne sûre, de dire, en se faisant remarquer le moins possible, à M. de la Ferronays, de sortir au plus vite de la salle. Je revins à ma loge, d'où je vis M. de la Ferronays recevoir l'avis qu'on lui donnait de ma part. Maintenant, dis-je alors au préteur, faites votre devoir. Il sortit pour donner ses ordres, mais avant qu'il eût refermé la porte de ma loge, M. de la Ferronays était sur la route d'Altona*.

* A la fin d'octobre 1806, M. de la Ferronays, qui était allé à Londres, revint à Altona, d'où il se rendit en Suède, où il venait d'être nommé major.

CHAPITRE VIII.

Nécessité d'une grande surveillance à Hambourg.—Voisinage du roi de Suède.—Le Don Quichotte du traité de Westphalie.—La colère du roi de Suède et les bulletins de sa *grande armée*.—Le roi de Suède et le docteur Gall.—Hambourg convoitée par la Prusse.—Les Anglo-Russes et projets sur la Hollande.—Fréquence des courriers.—Situation de l'armée russe et dispositions hostiles de la Russie.—Bulletin que j'envoie à M. de Talleyrand.—M. Forhsmann et M. Alopœus.—Tentatives pour le rétablissement de la paix.—Imminence de la guerre.—Mauvaises dispositions pour les Français.—M. Fox à la tête du cabinet britannique.—Assassin dévoilé à Napoléon par M. Fox.—Lord Yarmouth à Paris et à Londres.—Propositions de Napoléon mal appréciées.—Ambition toujours croissante de l'empereur.—Négociation dont je suis chargé sans chance de succès.—Protectorat de Napoléon offert aux villes Anséatiques.—Demande de six millions.—Refus poli.—Réflexions sur les villes Anséatiques.—Hambourg et l'Elbe.—Probité des Hambourgeois et le secret de la liberté.

Tout en exécrant l'espionnage et les espions, je ne puis m'empêcher de reconnaître la nécessité où était l'empereur de faire exercer la surveillance la plus active au milieu des intrigues que l'on fomentait dans le voisinage de Hambourg, lorsque surtout les Anglais, les Suédois et les Russes étaient encore en armes, et que l'on avait tant de raisons pour douter de la sincérité de la Prusse. Voici, en effet, un apperçu de la position de ces puissances par rapport aux pays dont la ville de Hambourg pouvait être considérée comme le centre.

Le cinq janvier, 1806, le roi de Suède était avec ses troupes aux portes de Hambourg. Le sénat de cette ville, qui était cernée de toute part par les Anglo-Suédo-Russes, arrêta d'envoyer au roi des députés pour le complimenter. Le prince fut très long-temps à se décider s'il recevrait les hommages de la ville de Hambourg. On y tremblait d'essuyer un refus qui aurait été suivi de quelque coup de tête du roi de Suède. On permit enfin aux députés de venir. Ils partirent aussitôt et revinrent assez satisfaits.

Le roi de Suède fit alors déclarer officiellement *que tous les arrangemens pris relativement au Hanôvre ne le regardaient pas, attendu que l'armée suédoise était sous les ordres immédiats de son auguste souverain.**

* Il s'agissait de la cession de ce pays au roi de Prusse contre les Margraviats.

Le roi paraissait décidé à vouloir, avec ses six mille hommes, jouer le rôle de restaurateur de l'Allemagne, et se faire le Don Quichotte du traité de Westphalie. Il menaça de toute sa colère le sénat de Hambourg parce qu'il avait, sur ma demande, fait enlever l'enseigne qui était placée sur la porte de la maison des recruteurs autrichiens. Ce pauvre sénat de Hambourg était dans une alarme continuelle, avec un si dangereux voisin.

Le roi de Suède avait toujours son quartier-général à Boëtzenburg, sur la rive septentrionale de l'Elbe. Pour se désennuyer, il fit venir le docteur Gall, qui était à Hambourg, où il exposait son système, repoussé d'abord par la fausse science et les préjugés, et adopté ensuite par ses argumens, selon moi, sans réplique sur le développement de l'organisation cérébrale. J'ai eu le plaisir de vivre quelque temps avec le docteur Gall, je crois que je dois à l'intimité qui a existé entre nous, l'honneur qu'il m'a fait de me dédier un de ses ouvrages. Je lui dis, lorsqu'il partit pour le quartier-général du roi de Suède: "Mon cher docteur, vous lui trouverez " certainement la bosse de la vanité." La vérité est que, si, à cette époque, il avait été permis au savant docteur de tâter la tête des souverains de l'Europe, il aurait pu faire de bien belles études crânologiques.

Le roi de Suède n'ètait pas le seul voisin qui donnât des inquiétudes à Hambourg; le roi de Prusse menaçait de s'en emparer, et son ministre disait assez ouvertement partout où il se trouvait, que cette ville appartiendrait bientôt à son maître. Il vantait les avantages pour Hambourg de cette occupation: alors le roi paierait les dettes considérables de la ville; sous sa protection, elle serait désormais à l'abri des vexations qu'on lui faisait éprouver à chaque instant. Malgré ces belles paroles, les Hambourgeois étaient profondément affligés de cette menace, et en effet, après la perte de leur indépendance, le plus grand malheur qui pût leur arriver, c'était de passer sous la domination prussienne dont le système fiscal et mesquin était celui qu'une ville commerciale devait alors le plus redouter. L'Angleterre d'ailleurs, n'aurait jamais consenti à souffrir un tel envahissement qui lui aurait fermé l'Elbe, et enlevé par-là un de ses plus riches comptoirs et un des points les plus importans où elle faisait

jouer les ressorts de sa politique. Le Hanôvre n'étant plus occupé par les troupes françaises, ce pays était devenu pour l'Angleterre comme un bazar de recrutement où les Anglais enrôlaient tous les hommes qui se présentaient pour compléter la légion hanôvrienne qu'ils venaient de former. Ils semaient l'or à pleines mains. Ils avaient organisé un service de cent cinquante voitures à six chevaux, ce qui me confirma dans la croyance que j'avais déjà, que les Anglais, d'accord avec les Russes, allaient tenter une expédition sur la Hollande. Aux premiers indices, j'en donnai avis à l'empereur par un courrier extraordinaire. J'avais l'ordre de ne faire aucune économie sur ce moyen rapide de correspondance, et Dieu sait combien j'en reçus et combien j'en expédiai pendant mon séjour à Hambourg. Le but des Anglo-Russes était de faire une diversion aux mouvemens des armées françaises en Allemagne, ne sachant pas encore la paix conclue à Presbourg, et d'ailleurs les Russes s'étant simplement retirés après la bataille d'Austerlitz, sans qu'il y ait eu aucune déclaration de cessation d'hostilités. La tête de l'armée russe arriva bientôt à Affersberg, à quatre lieues de Bremen; toutes ces troupes réunies traversaient l'évêché d'Osnabruck; il n'y avait donc pas un moment à perdre pour réunir tous les moyens de défense dont on pouvait disposer en Hollande; mais ce n'est pas de cette expédition que j'ai à m'occuper en ce moment, je cherche seulement à donner une idée de notre position à Hambourg, au milieu des troupes suédoises, anglaises et russes qui nous circonvenaient de toutes parts.

La Russie, était, à cette époque, dans les dispositions les plus hostiles contre la France; mais Napoléon veillait, et il n'était pas facile de le prendre au dépourvu. Tous les agens à l'extérieur, placés dans ma position, instruisaient sans doute le gouvernement, aussi bien que moi, des mouvemens des ennemis. J'envoyai, le 10 mars, à M. de Talleyrand, un bulletin qui lui annonçait les mouvemens des Russes à Brodi, à Wilna, dans la Moldavie autrichienne et dans la Pologne prussienne. J'indiquais de quels côtés les Russes travaillaient avec le plus d'ardeur aux fortifications, les noms des généraux qui devaient commander, le nombre d'hommes dont se composaient les corps déjà en mouvement, enfin tous les renseignemens qu'il me fut possible de me procurer. Tout

ce qui se passait alors dans le nord concourait à me prouver que l'Allemagne n'allait pas tarder à être le théâtre d'une nouvelle guerre.

A cette époque, le ministre de Russie à Hambourg fut changé.

M. Forhsmann, dont on a vu plus haut le portrait et la conduite, tomba, à cette époque, tout à fait en démence. Il devint furieux au point d'être plutôt nuisible qu'utile aux intérêts de son gouvernement. Il fut remplacé par M. Alopœus, ministre de Russie à Berlin. On ne pouvait pas remplacer un fou par un homme plus sage et plus habile.

Malgré l'imminence d'une guerre que je jugeais inévitable, j'appris qu'il fut fait quelques tentatives pour conclure une paix générale, mais je voyais les choses de trop près pour m'être laissé aller un moment à aucun espoir à cet égard. Dans les plus petites choses j'acquérais des preuves de l'inimitié que la France inspirait à tous les étrangers.

Je recevais souvent du ministre de la marine des lettres et des paquets pour les faire passer à l'Ile-de-France, à la conservation de laquelle l'empereur tenait beaucoup. J'avais beaucoup de peine à obtenir des armateurs qui faisaient quelque expédition pour cette colonie, de se charger des commissions de Decrès. Quant à la paix, ce qui avait fait croire à sa possibilité, ce fut la mort de Pitt, et surtout l'entrée de M. Fox au ministère. On ne pouvait ignorer que cet homme d'état, an héritant du portefeuille de Pitt, n'avait pas hérité en même temps de sa haine furieuse contre la France et contre l'empereur ; il y avait entre eux réciprocité d'estime, et réellement M. Fox se montra franchement disposé à traiter de la paix. La possibilité d'y arriver l'avait toujours occupé alors même qu'il se trouvait en opposition avec M. Pitt. Bonaparte lui-même, mû par la haute estime qu'il portait à Fox, aurait pu être amené à quelques concessions qu'il repoussait. Mais deux obstacles, je dirai presque insurmontables, se recontraient. Le premier, c'était la conviction, de la part de l'Angleterre, que cette paix ne serait qu'une trêve de plus ou moins de durée et que Bonaparte cherchait chaque jour à avancer vers son but évident, la domination universelle. D'un autre côté, on croyait que Napoléon avait eu le dessein d'envahir l'Angleterre : s'il l'eût

pu faire, ç'aurait été encore moins pour frapper au cœur son commerce et diminuer sa force maritime, supérieure à celle de la France, que pour y détruire cette liberté de la presse, qu'il avait anéantie en deçà du détroit. Le spectacle d'un peuple libre séparé par six lieues de mer, était, selon lui, toujours séduisant pour les Français, et provoquait sans cesse ceux qui ne se courbent sous aucun joug.

Ce fut dans les premiers jours du ministère de M. Fox, qu'un Français étant venu lui offrir d'assassiner l'empereur, ce ministre écrivit à M. de Talleyrand pour lui en donner avis; il lui disait que les lois anglaises ne permettaient pas de retenir long-temps en prison un étranger qui ne s'était rendu coupable d'aucun délit, que cependant il prendrait sur lui de ne faire relâcher ce misérable que quand le chef du gouvernement français, étant prévenu, aurait eu le temps de se mettre en garde contre ses attentats. M. Fox disait dans sa lettre à M. de Talleyrand, qu'il avait d'abord fait à cet individu *l'honneur de le prendre pour un espion;* terme qui exprimait assez l'indignation du ministre anglais. Cet avis loyalement donné fut la clef qui ouvrit la porte à de nouvelles négociations. L'empereur fit répondre à M. Fox par M. de Talleyrand, et lui recommanda de dire au ministre de la Grande-Bretagne qu'il l'avait vivement touché, et qu'à son procédé il se plaisait à voir l'indice de ce qu'on pouvait attendre d'un cabinet dirigé d'après des principes semblables à ceux dont une pareille démarche donnait la preuve. Napoléon ne se borna pas à cette courtoisie diplomatique; il pensait que l'occasion était favorable pour faire encore croire à son sincère amour de la paix. Il manda à Paris le lord Yarmouth, l'un des Anglais les plus distingués parmi ceux qui avaient été si indignement retenus prisonniers à Verdun, lors de la rupture de la paix d'Amiens. Il le chargea de proposer au gouvernement britannique d'entrer en négociations, offrant de son propre mouvement, de reconnaître, en faveur de l'Angleterre, la possession du cap de Bonne-Espérance et celle de l'île de Malte. On a voulu tirer parti de cette concession, pour vanter la modération de Bonaparte; d'autres l'ont blâmé d'avoir fait une si grande avance, comme si le cap de Bonne-Espérance et Malte auraient pu entrer en compensation avec le titre d'empereur, la fondation du

royaume d'Italie, l'acquisition de Gênes et de tout l'état Vénitien, le détrônement du roi de Naples, et le don de son royaume à Joseph, enfin, la forme nouvelle donnée à l'Allemagne, toutes choses postérieures au traité d'Amiens, dont Bonaparte ne disait pas un mot, et dont certainement il n'aurait pas voulu se départir.

Les lettres que je recevais de Paris m'entretenaient souvent d'espérances de paix ; mais il ne m'était pas possible de les partager, je connaissais trop bien Bonaparte pour croire à la sincérité de l'empereur, surtout après le succès de la campagne de Vienne qui n'avait fait que donner plus d'étendue à son ambition, car elle augmentait toujours en raison de ce qu'elle était satisfaite.

J'avais tous les jours des preuves nouvelles de cette insatiable ambition. En effet, Napoléon convoita dès lors la possession des villes Anséatiques ; voyant Brême, Lubeck et Hambourg sans défense au milieu d'états qui, sans être précisément en guerre, pouvaient convoiter la possession de ces trois villes, derniers refuges laissés à la liberté dans toute l'Allemagne ; sachant de quel prix serait surtout une ville aussi riche, aussi florissante que Hambourg, il conçut l'idée, non pas de s'en emparer de prime, mais d'offrir, ou plutôt de vendre sa protection. Je fus donc chargé d'abord de faire des ouvertures auprès du sénat de chacune des trois villes anséatiques, pour les amener à sentir tous les avantages qu'il y aurait pour eux si, en échange de la protection de Napoléon, ces villes consentaient à faire en sa faveur un petit sacrifice de six millions. Je ne négligeai rien pour faire réussir cette négociation, quoique, d'après la connaissance que j'avais de la disposition des esprits, je l'entreprisse sans espoir de succès. Il me fallut représenter sérieusement aux magistrats de Hambourg, qu'ils gagneraient tout à la protection de l'empereur, que leur sécurité allait se trouver à jamais assurée sous l'égide d'un protecteur aussi puissant, et que le léger sacrifice qu'il demandait n'était rien en comparaison de la tranquillité dont ils allaient jouir. J'eus à ce sujet de nombreuses conférences avec les magistrats ; ils trouvèrent d'abord que la somme était trop forte ; ils me représentèrent que la ville était beaucoup moins riche depuis que la guerre portait tant de préjudices à son commerce ; enfin le

sénat finit par faire ce que j'aurais fait à sa place, il me déclara, avec tous les ménagemens possibles, que les circonstances ne lui permettaient pas d'accepter la *généreuse* proposition de l'empereur.

Je ne concevais pas moi-même comment on avait pu me charger d'une pareille proposition, car il n'y avait rien de vrai à alléguer en faveur de son utilité pour les villes Anséatiques. Contre qui Bonaparte offrait-il de les protéger? La Prusse, la Suède, la Russie, l'Angleterre, pouvaient avoir et avaient probablement l'envie de s'en emparer, mais c'était cette communauté même de convoitise qui faisait leur sécurité ; si l'une de ces quatre puissances avait tenté de s'en emparer, il est bien évident que les trois autres s'y seraient simultanément opposées. La France elle-même qui occupait les villes Anséatiques, n'offrait-elle pas une garantie égale à celle qu'aurait pu donner un protectorat avoué et assez chèrement payé? La vérité est que Napoléon avait, dès-lors, l'envie de s'emparer de ses protégées, ainsi qu'il le fit quatre ans plus tard.

J'ai vu, pendant cinq ans, de quelle importance étaient les villes Anséatiques et surtout Hambourg. Je me suis convaincu que sa position géographique, l'avantage qu'elle retire du grand fleuve qui la baigne, la possibilité pour les gros vaisseaux de le remonter jusques dans la ville à trente lieues de l'embouchure de l'Elbe, la complète indépendance dont on y jouissait, le régime municipal et paternel de son gouvernement ont été autant de causes diverses dont l'ensemble a élevé Hambourg à l'étonnante prospérité où cette ville était parvenue. Quelle était, en effet, la population de Hambourg, de Bremen et de Lubeck, restes de la grande division anséatique du moyen âge? Quand j'y étais, la population de Hambourg s'élevait à quatre-vingt-dix mille habitans, et celle de son petit territoire à vingt-cinq mille. A Bremen, on comptait trente-six mille âmes, et neuf mille sur son territoire. A Lubeck, dont la ville est moins considérable et le territoire un peu plus étendu qu'à Bremen, il y avait vingt-quatre mille habitans dans l'intérieur des murs et seize mille au dehors. Ainsi la totalité de la population des villes Anséatiques se bornait à deux cent mille individus, et c'était cette poignée d'hommes séparée en trois petits états qui

faisait un immense commerce, dont les bâtimens marchands sillonnaient toutes les mers à un tel point que l'on y regardait un voyage aux grandes Indes, une entreprise sur les mers dangereuses du Groënland, comme une promenade.

L'Elbe a fait de Hambourg la ville la plus essentiellement disposée pour être le grand entrepôt de l'Allemagne; ce beau fleuve qui le traverse y apportait tous les produits de l'industrie et de l'agriculture de l'Est et du Midi; et, en échange, l'agriculture et l'industrie y reçevaient tous les produits de la terre dont le goût du luxe et des superfluités a fait des choses essentielles pour les descendans des anciens Germains, comme pour les autres peuples civilisés. La plus exquise probité dans les relations commerciales, dans les assurances, dans les associations, avait inspiré une confiance générale à tous ceux qui avaient à traiter avec les habitans des villes Anséatiques. Lorsqu'on verra les sacrifices volontaires, et plus souvent forcés que ces petits états ont dû faire avant leur englobement dans le grand empire, on ne pourra pas concevoir qu'une aggrégation si faible en apparence ait pu suffire: c'est le secret de la liberté.

CHAPITRE IX.

Création de nouveaux princes.—Prospérités de la famille impériale.—Ni la paix ni la guerre.—Sébastiani à Constantinople et succès de sa mission—Lord Lauderdale à Paris.—M. de Champagny et Clarke à Londres.—Indemnité du traité de Presbourg.—Lettre de change de sept millions.—Suppression des pensions aux émigrés.—Intrigues de Dumouriez.—Hésitation du prince de Mecklembourg-Schwerin.— La presse aux libelles.—Le comte de Paoli, Pitt et Fox.—Loizeau.—Projet d'assassinat rejeté par le comte de Gimel.—Arrestation difficile de Loizeau.—Sa translation à Paris.—Recommandation de mise en surveillance.—Les deux frères Martelly et un pamphlet.—L'agent volontaire.—L'abbé Lajarre.—Services et intelligence de Martelly.

L'EMPEREUR était arrivé à Paris à la fin de janvier 1806. Il apprit en arrivant, que ses troupes occupaient Malte. Après avoir fait des rois en Allemagne, il jugea que le moment était arrivé d'entourer son trône de nouveaux princes. Ce fut à cette époque qu'il nomma Murat grand-duc de Clèves et de

Berg, Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, M. de Talleyrand, duc de Bénévent, et ses deux anciens collègues, Cambacérès et Lebrun, ducs de Parme et de Plaisance. Il donna aussi à sa sœur Pauline, depuis peu mariée en secondes noces au prince Borghèse, l'investiture du duché de Guastalla. Bizarrerie des événemens! Qui aurait pu prévoir alors, que le duché de Cambacérès deviendrait le refuge d'une princesse d'Autriche, veuve de Napoléon avant sa mort.

Au milieu des prospérités de la famille impériale, lorsque déjà l'aîné des frères de l'empereur allait essayer le trône de Naples, en attendant que la Hollande vînt s'offrir à Louis, et que Jérôme même eût échangé sa femme légitime contre le trône illégitime de Westphalie, quelques inquiétudes venaient s'asseoir sur le chevet impérial. La guerre n'existait pas précisément avec les puissances continentales, puisque de part et d'autre on s'observait sans se battre. Cependant, cet état de repos momentané n'avait rien qui ressemblât à la tranquillité de la paix. La France était en guerre avec la Russie et l'Angleterre. La position du continent n'offrait que des incertitudes. Les Russes armaient en silence. Le traité de Vienne n'était exécuté qu'en partie. Napoléon tourna les yeux vers l'Orient. Il envoya, dans le commencement de mai, le général Sébastiani à Constantinople. Les mesures que le général a prises, et sa conduite pleine d'habileté, justifièrent le choix de l'empereur. Il était adroit et conciliant; la paix avec les Turcs fut le résultat de cette mission. Les négociations avec l'Angleterre n'eurent pas un aussi heureux résultat, quoique cependant, après les premiers pourparlers avec le lord Yarmouth, lord Lauderdale ait été envoyé à Paris par M. Fox, et que M. de Champagny, et Clarke, l'homme le plus capable de remplir toutes les fonctions, la veille du jour où on les lui confiait, aient été à Londres pour y traiter de la paix. Rien ne résulta de ces négociations.

L'empereur avait tiré des sommes énormes de l'Autriche, sans compter les vases, les statues, les tableaux dont il décora le Louvre, et le bronze dont il revêtit la colonne de la place Vendôme, selon moi, le plus beau monument de son règne, et le plus beau de Paris. Comme l'Autriche était épuisée, toutes les contributions dont elle fut frappée

ne purent être payées comptant, et l'on donna en paiement des traites à l'empereur. J'en reçus une de sept millions environ sur Hambourg, provenant des conditions stipulées dans le traité de Presbourg. L'empereur m'avait donné ordre d'en toucher le montant et de l'envoyer à Paris. Le général Barbou, croyant que c'était de l'argent provenant de la ville de Hambourg, se plaignit à moi de ce que je le laissais dans la détresse. Je lui fis part de la source d'où provenait cet argent, et de l'ordre précis qui m'avait été donné de le faire passer immédiatement à Paris. En même temps je lui mandai que le roi de Suède était toujours à Ratzbourg, mais que la farce qu'il jouait depuis quatre mois touchait à sa fin, et qu'il s'en retournerait bientôt en Suède avec du ridicule de plus et un grand tiers de son armée de moins, que lui enlevait la désertion.

Les affaires des princes français de la maison de Bourbon devenaient de moins en moins favorables à des chances de succès, et leurs finances étaient si rétrécies, qu'on déclara alors aux émigrés de Brunswick que le prétendant n'avait plus les moyens de leur continuer les pensions qu'il leur faisait, et que dès ce moment elles cessaient toutes, ce qui jeta une grande consternation parmi les émigrés, dont quelques-uns n'avaient pas d'autres moyens d'existence, et qui, malgré leur fidélité à la cause royale, n'étaient pas fâchés de la voir soutenue par un salaire.

Parmi ces émigrés, il en existait un dont le nom occupera une certaine place dans l'histoire. J'en ai déjà parlé; il s'agit de Dumouriez, qui s'agitait paisiblement et répandait partout des brochures. Il était alors à Stralsund; on croyait que le roi de Suède lui confierait un commandement. Le vagabondage de ce général, qui courait partout, mendiant des armes contre sa patrie, sans pouvoir en obtenir de personne, le couvrait de ridicule. On le regarda comme un homme usé.

Pour couper court aux contestations qui avaient lieu avec la Hollande, dont Dumouriez rêvait la conquête avec une armée imaginaire, mécontent d'ailleurs de ce que les Hollandais ne fermaient pas leurs ports aux Anglais avec autant de rigidité qu'il l'aurait voulu, l'empereur donna ce royaume à son frère Louis, événement dont je parlerai seulement quand j'aurai à m'occuper des relations que j'eus beaucoup

plus tard avec Hortense, qui me raconta alors toutes les tribulations de Louis et les siennes.

Lorsque je fis part à tous les Etats du cercle de Basse-Saxe de l'avénement de Louis au trône de Hollande, de la nomination du cardinal Fesch comme coadjuteur et successeur de l'archichancelier de l'empire germanique, et autres communications officielles, le duc de Mecklembourg-Schwerin fut le seul qui ne me répondit pas, et j'appris qu'il avait demandé à Pétersbourg *si* et comment il fallait répondre. Dans ce temps même il faisait part à l'empereur du mariage de sa fille, la princesse Charlotte-Frédérique, avec le prince Christian-Frédérich de Danemarck.

Il aurait été difficile à cette époque de prévoir la manière dont tournerait un jour cette union. Le prince, jeune, d'un extérieur agréable et distingué, était doué d'un caractère excellent; tout annonçait en lui un bon mari. Quant à la princesse, elle était jolie comme les amours, mais elle avait la tête légère et singulièrement organisée; c'était un véritable enfant gâté; elle adorait son mari, et leur union fut très-heureuse pendant plusieurs années. J'eus l'honneur de les connaître à l'époque où le duc de Mecklembourg vint avec toute sa famille se réfugier à Altona. Avant de quitter cette résidence, la duchesse de Mecklembourg, princesse de Saxe, vint faire une visite à madame de Bourrienne, et la combla de bontés. Cette princesse était parfaite, aussi fut-elle généralement regrettée, lorsque, deux ans après, la mort la ravit à sa famille. Avant de quitter Altona, le duc de Mecklembourg donna des fêtes pour faire ses adieux au Holstein où il avait été si bien accueilli. Je me rappelle qu'on nous donna, à madame de Bourrienne et à moi, les premières places; enfin nous fûmes comblés de témoignages de bienveillance par toute cette famille qui s'y trouvait réunie: elle se composait du prince héréditaire, extrêmement distingué par son esprit et ses connaissances; il était alors veuf d'une grande duchesse de Russie, sœur de l'empereur Alexandre; du prince Gustave rempli de grâces et d'amabilité; enfin, de la princesse Charlotte et de son mari le prince royal de Danemarck. Cet heureux couple était loin de prévoir que, deux ans après, ils seraient séparés pour ne se revoir jamais. La princesse était alors dans tout l'éclat de sa beauté; on lui

donna sur le bord de l'Elbe plusieurs fêtes où le prince ouvrit le bal avec madame de Bourrienne. La princesse Charlotte, malgré son amabilité, ne sut pas se faire aimer à la Cour de Danemarck, des intrigues de cour furent ourdies contre elle: je ne sais pas si l'on eut des torts réels à lui reprocher; mais je sais qu'on l'accusa de beaucoup de *légéretés,* comme disent les dames de bonne compagnie, et que, à tort ou à raison, son mari se crut obligé de s'en séparer, et l'envoya, au commencement de 1809, à Altona, accompagnée d'un chambellan et d'une dame d'honneur. En arrivant, elle était au désespoir; sa douleur toutefois n'était pas une douleur muette, car elle conta son histoire à tout le monde. La pauvre femme faisait réellement pitié quand elle versait des larmes sur son fils âgé de trois ans, qu'elle était condamnée à ne plus voir. Mais sa légèreté naturelle réprit le dessus; elle ne garda pas toujours une tenue convenable à sa position, et quelques mois après elle fut envoyée dans le Jutland, oú je crois, qu'elle vit encore.

Je reviens à l'époque de 1806. La publication des libelles et des pamphlets injurieux à la France ètait toujours encouragée. Aux approches de la guerre, la presse et les caractères achetés à Paris, et qui étaient à Brunswick, furent transportés à Pétersbourg, afin de pouvoir continuer avec plus de sûreté toutes ces diatribes contre l'empereur. M. Maison fut nommé directeur, et un nommé Pluchard, de Brunswick, sous-directeur du cette imprimerie.

Le comte de Paoli-Chagny rédigeait dans le nord un journal intitulé: *Annales politiques du XIXe. siècle.* Tant que M. Pitt fut ministre, le comte de Paoli reçut une pension de 500 livres sterling par an, pour la rédaction de ce journal; mais lorsque M. Fox succéda à M. Pitt, il fut signifié au rédacteur des *Annales,* qu'à partir du premier juillet 1806, la pension que lui avait accordée M. Pitt cesserait de lui être envoyée, et qu'on ne lui tiendrait compte d'aucun de ses frais de Journal. Le comte de Paoli réclama contre le ministre anglais, en allégant que son traité avec M. Pitt portait qu'il recevrait la somme de 500 livres sterling par an, tant qu'il lui plairait de rédiger ce journal. Mais sa réclamation fut inutile, et cet intrigant n'ayant plus les moyens de continuer ses diatribes fut réduit au silence.

Les ennemis du gouvernement français ne se bornaient pas tous à des invectives écrites et publiées. Plus d'un misérable aiguisa des poignards contre l'empereur. De ce nombre fut un nommé Louis Loizeau, arrivé récemment de Londres, il s'était retiré à Altona, pour y jouir du singulier privilége qu'avait cette ville de donner asile à tous les brigands, les voleurs, les banqueroutiers, qui voulaient échapper à la justice de leur gouvernement. Le 17 juillet, Loizeau se présenta chez M. le comte de Gimel, qui résidait à Altona et était chargé des affaires du comte de Lille. Il lui offrit d'aller à Paris assassiner l'empereur. Le comte de Gimel repoussa cette proposition avec indignation, et répondit à Loizeau que s'il n'avait pas d'autres moyens pour servir les Bourbons qu'un lâche assassinat, il pouvait aller ailleurs chercher des complices. Cette circonstance que je sus d'une manière certaine par un ami de M. de Gimel, qui la tenait de lui, jointe aux propos atroces que tenait Loizeau, me décida à le faire arrêter. N'ayant aucun moyen de police pour y parvenir, je chargeai un agent affidé de se tenir constamment sur la promenade qui sépare Hambourg d'Altona, et au moment où Loizeau serait sur la partie de cette promenade dépendant du territoire Hambourgeois, de lui chercher querelle, et de se faire conduire avec lui au corps-de-garde hambourgeois le plus voisin. Loizeau fut pris à ce piége ; mais quand il vit qu'on allait le conduire du corps-de-garde à la prison de Hambourg, et qu'il sut que c'était à ma réquisition qu'il était arrêté, il défit sur-le-champ sa cravate, déchira avec ses dents les papiers qu'elle contenait, et en avala une partie. Il en avait aussi sous les bras, qu'il s'efforça de déchirer, mais il n'en eut pas le temps : les cinq soldats qui l'escortaient le serrèrent de plus près ; saisi de fureur, Loizeau se défendit contre eux, en maltraita plusieurs très rudement, et ne fut conduit en prison qu'après avoir reçu une légère blessure. Son premier mot, en entrant dans la prison, fut : *Je suis perdu !*

Loizeau disait dans une lettre à M. de Beauveau, auquel il écrivait sous le nom de l'abbé Saint, Kinsington place, n°. 5, qu'il n'avait pas voulu se présenter chez la personne chargée des intérêts du prétendant ; mais il en avait été si bien reçu qu'il n'osait en faire l'aveu à son correspondant. Loizeau fut

remis entre les mains de la police de Paris. J'ignore quel a été le sort de ce misérable, mais on peut s'en rapporter à ce qu'aura fait Fouché pour le mettre dans l'impossibilité de nuire.

En même temps que je faisais conduire Loizeau à Paris, j'en reçus l'ordre de surveiller et même de faire arrêter un sieur Martelly, qu'on accusait d'être l'auteur d'un libelle contre l'empereur et les généraux français. On lui reprochait aussi d'avoir contribué à la reddition de Toulon aux Anglais. Je fis venir Martelly, et je lui fis part de ce dont on l'accusait. Il me répondit qu'il n'avait jamais été à Toulon, qu'il avait émigré de Marseille, et que, quant au libelle, c'était son frère, actuellement en Portugal, qui en était l'auteur. Je lui fis subir un long interrogatoire, et je reconnus qu'il avait vecu long-temps à Londres; il me parut très-intelligent. Je lui fis entendre qu'il pourrait servir la France en Angleterre. Je fus satisfait des renseignemens qu'il me donna, quoiqu'il se fût exprimé avec incertitude, ce qu'il attribua au temps qui s'était écoulé depuis son départ de Londres.

Après m'être assuré, autant que cela est possible en pareil cas, de son dévouement, je résolus de l'envoyer à Londres, et je lui fis part de tout ce dont le ministère français voulait être instruit. Avant de partir, Martelly me dit de ne m'étonner de rien de ce que les journaux anglais pourraient contenir pour ou contre lui, que tout tendrait au but de sa mission; il me dit aussi qu'il croyait très-important de surveiller à Paris un abbé *Lajarre*, employé aux relations extérieures*. Ce Lajarre, ancien amant de la comtesse de Saint-Martin, depuis maîtresse de Dumouriez, correspondait avec elle, et c'était par lui que l'on savait en Angleterre tout ce qui se passait en France. Martelly désirait que l'on n'éclatât pas contre Lajarre, avant son retour de Londres. La personne avec laquelle Martelly était lié à Londres, et dont il tenait ce renseignement, était le chevalier Dublin, aide-de-camp de Dumouriez, et qui, las de la vie qu'il menait, désirait ardemment se réconcilier avec sa patrie et y rentrer. C'était auprès de lui que devait se rendre Martelly. Au mo-

* M. Labarre, abbé de Cherval, avait été secrétaire de légation à Lisbonne, pendant l'ambassade de Lannes.

ment de partir pour Husum, Martelly reçut du chevalier Dublin une lettre qu'il me fit lire. Celui-ci lui mandait que Dumouriez allait retourner sur le continent*, et qu'il se préparait une grande expédition pour la Hollande ou pour le Hanôvre, mais plus vraisemblablement pour ce dernier pays. Martelly vit beaucoup les émigrés français à Altona, et fut même chargé par eux de plusieurs lettres pour Londres. Il était vivement recommandé à quelques-uns des personnages marquans du parti. Martelly partit pour Londres. Je sus par lui beaucoup de choses, et malgré les soupçons dont le ministre de la police m'avait fait part sur son compte, il me servit avec beaucoup de fidélité et une rare intelligence.

CHAPITRE X.

Menaces de la Prusse.—Ultimatum insolent.—Offre de restituer le Hanôvre à l'Angleterre.—Esprit belliqueux de la Prusse.—Rupture des négociations avec l'Angleterre.—Le premier capitaine du siècle.—M. Jacobi à Hambourg.—Ordre donné à M. Jacobi de se rendre à Londres.—Commencement des hostilités entre la France et la Prusse.—Nouvelle d'une grande victoire apportée à Hambourg.—Bataille d'Auerstaedt.—Entrée à Hambourg du prince de Brunswick porté sur un brancard.—La duchesse de Brunswick.—Regret des émigrés.—Bernadotte à Hambourg.—Davoust et Bernadotte.—L'empereur et la colonne de Rosbach.—Les Suédois à Lubeck.—Le major Ameil.—Témoignage de reconnaissance que me donne le sénat de Hambourg.

Nous approchions du moment où la guerre allait de nouveau ensanglanter l'Allemagne, et à mesure que les espérances de paix disparaissaient, la Prusse redoublait ses menaces. Les souvenirs du grand Frédéric l'agitaient; la paix lui était odieuse; ses mesures, jusque-là assez modérées, devinrent tout-à-coup menaçantes, dès qu'elle apprit que les ministres du roi d'Angleterre avaient fait au parlement la déclaration que la France lui avait fait la restitution du Hanôvre. Le ministère français faisait entendre à la Prusse que cette restitution était un pas de plus vers la paix; on lui promettait qu'elle serait largement indemnisée. Mais le roi de Prusse, bien informé et convaincu que la maison de Hanôvre tenait à

* Dumouriez faisait de fréquens voyages en Angleterre.

cet ancien domaine qui donnait à l'Angleterre une certaine prépondérance en Allemagne, se regarda comme joué, et se décida à la guerre. A cette époque la Prusse était toute guerrière. L'esprit public, celui de la jeunesse surtout, était exaspéré. Le roi ambitionnait le rôle de libérateur de l'Allemagne. La Prusse repoussa donc toute offre d'indemnité pour compensation du Hanôvre. Elle savait que Napoléon la sacrifierait vingt fois pour avoir la paix avec l'Angleterre, qui avait toujours réussi à soulever le continent contre lui, et que cette paix même, que la Prusse aurait favorisée par l'abandon du Hanôvre, tournerait contre elle, en donnant à Napoléon des moyens plus faciles de l'opprimer plus tard.

Dans ces circonstances, lord Lauderdale ayant été rappelé de Paris par son gouvernement, malgré l'estime personnelle du successeur de Pitt pour l'empereur, nous restâmes en guerre avec l'Angleterre, et nous étions sur le point d'avoir aussi la guerre avec la Prusse. Le cabinet de Berlin envoya un ultimatum plein de termes peu mesurés, et contenant presque un défi. On connaît le caractère de Napoléon, et on jugera facilement si cet ultimatum l'irrita. Berthier, qui était à Munich le pressait de partir pour prévenir la Prusse. L'empereur, après huit mois de séjour à Paris, passés dans des chances de paix et des négociations incertaines, partit le 25 septembre pour le Rhin.

Nous avons de si excellens ouvrages sur cette belle campagne de Saxe, que je dois me dispenser d'entrer dans des détails sur ces hauts faits militaires. Je n'en dirai que ce que je regarderai comme se rattachant aux événemens publics, et à quelques circonstances particulières. Qui ne se rappelle de quel pas de géant le premier capitaine des temps modernes a parcouru la Prusse, et a été planter son drapeau sur la capitale du Grand Frédéric?

M. Jacobi, ministre de Prusse à Londres, restait à Hambourg avec une impatience visible. La crise entre la France et la Prusse touchant à son terme, M. Jacobi sentait le besoin de l'union de la Prusse avec l'Angleterre, pour avoir un appui et surtout des subsides. L'Angleterre était alors comme une banque ouverte à tous nos ennemis. M. Jacobi espérait qu'il y aurait à Hambourg un congrès entre lui, M. d'Alopœus, ministre de Russie à Stockolm, et M. Pierrepont, ministre

d'Angleterre près de cette même cour ; mais M. d'Alopœus ne vint point à Hambourg, M. Pierrepont partit pour la Suéde, et le congrès ne put avoir lieu.

Le 1er octobre, un courrier qui venait de quitter le quartier-général de Nauembourg, apporta à M. Jacobi l'ordre de partir immédiatement pour Londres. Il s'embarqua dès le lendemain sur un cutter envoyé exprès. Il m'assura, avant de partir, que les subsides pour la Prusse seraient de seize millions sterlings. Il n'avait pas une bonne opinion de la lutte engagée avec la France. Je lui parlai du Hanôvre, il me dit qu'une des conditions du rapprochement entre la Prusse et l'Angleterre, était *la restitution* et la garantie de cette province à l'Angleterre.

Les hostilités avaient commencé le 10 octobre 1806 entre la France et la Prusse. Je demandai au sénat de faire cesser le recrutement prussien. La nouvelle d'une grande victoire remportée par l'empereur sur l'armée prussienne, le 14 octobre, arriva à Hambourg le 19, par des rapports particuliers et des fuyards, mais avec des détails si obscurs et si contradictoires, de si grandes exagérations sur la perte en généraux, officiers et soldats que devait avoir faite l'armée française, que jusqu'au 28 octobre, que nous fûmes sans nouvelles officielles, toutes les communications étant arrêtées, nous ne savions si nous devions nous réjouir ou gémir de la victoire d'Iéna. Nous pouvions cependant juger du désastre de l'armée prussienne par l'émigration qui se fit dans le nord de l'Allemagne, des pays que l'armée vaincue occupait ou devait partager. Altona était remplie de fuyards qui ne se seraient même pas crus en sûreté à Hambourg.

Le duc de Brunswick, grièvement blessé à la battaile d'Auerstaedt, arriva le 29 octobre à Altona*. Son entrée dans cette ville fut un nouvel et frappant exemple des vicissitudes de la fortune. On vit un prince souverain, jouissant, à tort ou à raison, d'une grande réputation militaire, naguères puissant et tranquille dans sa capitale, maintenant battu et blessé à mort, faisant son entrée dans Altona, sur un misérable brancard porté par dix hommes, sans officiers, sans domestiques, escorté par une foule d'enfans et de vagabonds

* Il était âgé de soixante-douze ans et couvert d'infirmités.

us
la

r-
le
le
at
e
a
e
t
e

BATAILLE DE JÉNA.



London: Published by Henry Colburn and Richard Bentley. 1831.
Samuel Bentley, Printer.

qui le pressaient par curiosité, déposé dans une mauvaise auberge, et tellement abattu par la fatigue et la douleur de ses yeux, que le lendemain de son arrivée, le bruit de sa mort était général. Le malheureux duc fit appeler sur-le-champ le docteur Unzer pour appaiser les violentes douleurs que lui causait sa blessure. Dans le peu de jours que le duc de Brunswick survécut à sa blessure, il ne vit que sa femme qui arriva auprès de lui le premier novembre. Il refusa toutes les visites, et mourut le 10 novembre.

La mort de ce prince fit peu de sensation : la guerre immense qui enveloppait l'Allemagne occupait tout les esprits. Le petit nombre d'émigrés français qui recevaient des bienfaits du duc furent au désespoir. Depuis la bataille d'Iéna, les facultés de ce prince étaient extrêmement affaiblies. Il avait des qualités remarquables. Il servait la Prusse depuis 1792, et depuis ce temps, il n'avait jamais abandonné le système de cette cour. Les violentes proclamations qu'il publia contre la France l'avaient fait regarder comme un de nos ennemis les plus acharnés.

M. Montjoie s'était logé près du duc de Brunswick. La situation de ce prince le consternait ainsi que M. de la Ferronays, qui revint à Altona, très-probablement pour donner au duc une preuve de sa reconnaissance pour la noble hospitalité que ce prince lui avait accordée. M. de la Ferronays ne vint point cette fois à Hambourg ; je lui en sus bon gré ; je ne m'en serais peut-être pas aussi bien tiré que la première fois.

A cette époque Bernadotte revint à Hambourg, Je lui demandai ce que je devais croire de sa conduite, lorsqu'il se trouva avec Davoust, qui allait de Nauembourg attaquer l'armée prussienne, et s'il était vrai qu'il eût refusé de marcher avec Davoust, et plus tard, de venir à son secours, lorsqu'il attaqua les Prussiens sur la route de Weimar.— " On m'a écrit ici, dis je à Bernadotte, que vous n'aviez pas pris part à la bataille d'Auerstaedt. Je ne l'ai pas cru. Mais vous avez lu le bulletin que je reçus moi-même un peu plus tard, et qui rapportait que Bonaparte avait dit à Nauembourg, devant beaucoup d'officiers : *Si je le traduisais pour ce fait devant un conseil de guerre, il serait fusillé. Je ne lui en parlerai pas, mais je ne lui déguiserai pas ma façon de*

penser. Il a trop d'honneur pour ne pas reconnaître lui-même qu'il a fait une action honteuse. Je le crois bien capable, me répondit Bernadotte, d'avoir tenu ce propos. Il me hait parce qu'il sait que je ne l'aime point; mais qu'il m'en parle, et je lui répondrai. Je suis gascon, mais il l'est encore plus que moi. J'ai pu être piqué de recevoir presque des ordres de Davoust; mais j'ai fait mon devoir."

On a raconté que l'empereur arrivé sur le champ de bataille de Rosbach, en allant de Menebourg à Halle, indiqua le point où devait se trouver la colonne élevée par le grand Frédéric, et la direction que l'on devait prendre pour y arriver. Je le crois sans peine: il possédait au plus haut degré cette parfaite connaissance des positions relatives de deux armées, un jour de bataille. Il a fait enlever la colonne. J'avoue que cela contraste avec les sentimens que je lui ai toujours connus. Il espérait bien, quand j'étais avec lui, que les monumens de ses victoires seraient respectés.

Vers le commencement de novembre, les Suédois étaient entrés à Lubeck; mais dès le 8 du même mois, la ville fut prise d'assaut, et ces Suédois, ainsi que tout le reste du corps échappé à Iéna, furent faits prisonniers.

Un corps de Prussiens était parvenu jusqu'à quatre lieues de Hambourg, et déjà cette ville se préparait à faire bonne résistance, s'ils voulaient y entrer, lorsque le major Ameil les attaqua à Zollenspieker, et en fit un grand nombre prisonniers. Mais la ville de Hambourg fut encore alarmée par l'intention que manifesta le major Ameil d'y entrer avec tous ses prisonniers, malgré la reconnaissance de la neutralité de cette ville.

Le service que je rendis en cette circonstance aux habitans de Hambourg, ne fut pas, je puis le dire, sans une grande importance. Le sort de Lubeck était bien fait pour effrayer, toutes les fois que l'on annonçait l'approche des troupes françaises. Cette malheureuse ville, lorsqu'elle fut reprise, avait été livrée aux horreurs du pillage, et d'ailleurs, le major Ameil n'était pas par lui-même très-rassurant. C'était un chef de partisans dans toute la force du terme, et il faisait plus la guerre pour son propre compte, que pour contribuer aux succès des opérations de l'armée. Sa troupe n'était

composée que de quarante hommes, mais c'était plus qu'il n'en fallait pour porter la terreur et le pillage dans les villages voisins. D'ailleurs, il était d'une extrême audace, et quand, avec cette poignée d'hommes, il se jeta sur Hambourg, il fit croire aux bons habitans qu'il était suivi d'un corps de vingt mille hommes. Il avait tout pris, tout saccagé sur la route oú il avait passé; il menait avec lui trois cents prisonniers et une grande quantité de chevaux enlevés sur la route. Il faisait déjà nuit quand il se présenta aux portes de la ville; il avait laissé ses hommes et sa proie au dernier village. Il entra seul dans la ville, et se rendit à la légation française. Je n'y étais pas en ce moment; on me fit bien vite chercher dans la maison où j'étais allé, et il était environ sept heures du soir, quand je vis le major. Je n'ai rien vu qui aurait pu aussi bien servir de modèle à un peintre pour représenter le beau idéal d'un brigand. Je ne fus pas surpris d'apprendre que quand il arriva, son ton, son air, ses longues moustaches, aient causé un mouvement de frayeur aux personnes qui étaient dans le salon. Il me raconta les exploits de grand chemin qu'il avait faits; ne me déguisa point l'intention de lancer, le lendemain, sa troupe sur Hambourg, il parlait de banque, de pillage; je fis long-temps des efforts inutiles pour le calmer, tant l'idée du pillage flattait son imagination; mais le prenant d'un ton un peu plus haut: "Monsieur, lui dis-je, savez-vous que ce n'est pas de la " sorte que l'empereur veut être servi: pendant sept années " que j'ai passées auprès de sa personne, je l'ai toujours vu té- " moigner son indignation à ceux qui aggravaient, pour les " habitans, les malheurs que la guerre traîne à sa suite. La " volonté formelle de l'empereur est qu'il ne soit fait aucun " mal, aucun dommage à la ville et au territoire de Hambourg." Cette courte allocution produisit plus d'effet que mes prières, car le nom seul de l'empereur faisait trembler les plus braves. Alors le major Ameil se rejeta sur le désir de vendre son butin pour en réaliser la valeur. Cet objet concernait le Sénat qui eut la bonté d'en délibérer et la faiblesse de consentir à ce qu'une vente publique de ses chevaux et de tout ce qu'il avait pris eût lieu le lendemain dans un village près de Hambourg. Le Sénat était si pressé de voir déguerpir un tel hôte qu'il en fit acheter pour être plutôt débar-

rassé de lui, et il lui donna des hommes pour conduire ses prisonniers. Je ne sus que plus tard que parmi les chevaux enlevés sur la route par le major, se trouvaient ceux de la comtesse de Walmoden ; si j'en avais été informé à temps, certainement j'aurais bien su les lui faire rendre. Madame de Walmoden était alors refugiée à Hambourg, et ma famille était très-liée avec elle, Quoi qu'il en soit du jour où le major Ameil se fut éloigné, le Sénat m'écrivit le lendemain la lettre suivante :

" Le Sénat a été très-sensible aux peines que S. E. M. Bourrienne, ministre de France, a bien voulu se donner, en se joignant à lui pour écarter tout accident fâcheux qui aurait pu avoir lieu pendant le temps que le corps du major Ameil se trouvait, avec un grand nombre de prisonniers, dans nos environs.

" Plus les suites d'une scène de violence ou de désordre quelconque entre des troupes qui ne peuvent s'expliquer dans une même langue, auraient compromis la neutralité de cette ville, et lui seraient devenus funestes, plus le Sénat sent le prix de l'amitié de Son Excellence, dont les généreux efforts ont si efficacement secondé les soins du Sénat à maintenir sa neutralité, et prévenir tout accident fâcheux qui aurait pu troubler la tranquillité de cette ville. Le Sénat a la satisfaction de pouvoir assurer à Son Excellence que le sentiment de ses obligations envers elle est partagé de tous les citoyens de cette ville, et que nommément le conseil des Anciens s'est réuni au Sénat pour en rendre expressément à Son Excellence les hommages de sa reconnaissance.

" Le Sénat, en rendant avec joie à Son Excellence cet hommage vrai autant que général, la prie de vouloir bien lui continuer ses bons offices dans toutes les démarches qu'il sera forcé de faire pour le maintien de sa neutralité. Il a l'honneur de réitérer à Son Excellence, etc., etc."

CHAPITRE XI.

Besoin de protection et sacrifices de Hambourg.—Les effets connus avant les causes.—Difficultés de ma position.—Renseignemens envoyés par moi au gouvernement.—Services rendus au ministre d'Angleterre.—Ma nomination de ministre du roi de Naples.—Les postes soumises au régime français.—Félicitations de Napoléon.—Tentative du baron de Grote auprès des villes Anséatiques, et manœuvres déjouées.—Vain projet d'une confédération du Nord.—Devises des villes Anséatiques.—Bonté de leur gouvernement.—Publication dans le Moniteur.—Le maréchal Mortier.—Occupation de Hambourg au nom de l'empereur.—Décret de Berlin.—Les gouverneurs militaires de Hambourg.—Erreur relevée sur le maréchal Brune.—Le général Michaud et Bernadotte.—Rigueurs tempérées par le prince de Ponte-Corvo.

Aux approches de la guerre, l'état de Hambourg, craignant d'être menacé dans son existence politique, s'était plusieurs fois adressé à moi pour demander la protection de la France, et j'ai dit quel prix l'empereur avait voulu y mettre. Je réclamai contre cette exigence réellement intolérable; la ville de Hambourg ne pouvait pas payer six millions, après les énormes sacrifices qu'elle avait dejà faits, dans un moment surtout où, par suite de décrets impériaux, l'Elbe et le Weser étaient fermés et bloqués, et lorsque les Anglais occupaient le port de Cuxhaven, ce qui réduisait presque à rien le commerce de Hambourg, autrefois si florissant.

J'ai anticipé, dans mon dernier chapitre, sur quelques événemens postérieurs à ceux dont j'ai à m'occuper actuellement. Si, en cela, je ne suis pas l'ordre des temps, je crois suivre l'ordre de la raison, car, bien que les causes précèdent ordinairement les effets, il arrive presque toujours que nous voyons les effets, d'abord, et que le temps, ensuite, nous révèle les causes. Je reviens donc aux circonstances qui ont précédé la campagne de Prusse.

Pendant que l'on était inquiet des projets du cabinet de Berlin, ma tâche n'était pas facile à remplir; je faisais tous mes efforts pour tenir le gouvernement français au courant de ce qui se passait ou se méditait sur la Sprée. J'annonçai le premier la nouvelle d'un mouvement inattendu qui eut lieu dans les troupes prussiennes cantonnées dans les environs de

Hambourg. Elles évacuèrent subitement de Lauenbourg, Platzbourg, Haarbourg, Stade, Twisenfelth et Cuxhaven. Ce mouvement extraordinaire donna lieu à une infinité de conjectures. Je ne me trompai point en informant, comme je le fis, le gouvernement français que, selon toute probabilité, la Prusse allait se déclarer ouvertement contre la France et s'allier avec l'Angleterre. Je regrettais vivement que ma position ne me permît pas d'avoir des rapports plus fréquens avec M. Thornton, ministre d'Angleterre près le cercle de la basse-Saxe. Cependant je le vis quelquefois et j'eus deux fois l'occasion de lui rendre service.

M. Thornton me remit une demande qui lui était personnelle et dont le succès dépendait de l'empereur. Je transmis sa demande avec plaisir en ajoutant dans ma lettre au ministre des affaires étrangères, que la conduite de M. Thornton, à l'égard des Français qui avaient eu affaire à lui, avait toujours été franche et loyale, et que j'aurais grand plaisir à lui annoncer le succès de sa demande. La demande fut accordée ; M. Thornton y fut très-sensible.

Dans une autre circonstance M. Thornton s'adressa encore à moi, et j'eus encore le bonheur de réussir. Il s'agissait d'avoir des renseignemens sur un de ses compatriotes nommé Guillaume Baker. Il s'était rendu à Terracine, dans la campagne de Rome, pour prendre des bains de mer. Il fut arrêté sans que l'on sût pourquoi, par ordre du commandant des troupes françaises dans cette ville. Sa famille qui depuis plusieurs mois n'avait point de ses nouvelles, et était bien loin de le croire arrêté, était dans la plus grande inquiétude sur son sort. Ses parens s'adressèrent à M. Thornton. M. Thornton, malgré les circonstances qui, comme je l'ai dit, nous empêchaient d'avoir des rapports plus fréquens, ne balança point à me prier de tâcher de lui procurer des renseignemens sur son compatriote. Je m'empressai d'écrire à M. Alquier, alors ambassadeur à Rome, et M. Thornton put rassurer les parens de M. Baker.

J'avais une grande facilité à savoir ce qui se passait en Italie, car je venais d'être chargé d'une nouvelle dignité.

Comme le nouveau roi de Naples, Joseph, n'avait pas de ministre en Basse-Saxe, il désira qu'en ma qualité de ministre de France, je remplisse aussi les fonctions de ministre pléni-

potentiaire de Naples. Ses ministres eurent ordre de correspondre avec moi sur toutes les affaires qui concerneraient son gouvernement et ses sujets. Les relations entre Hambourg et Naples étaient à peu près nulles ; ma nouvelle charge ne me donna pas beaucoup de travail.

J'éprouvai un peu plus de difficulté à réunir toutes les postes de Hambourg au bureau du grand duc de Berg, qui m'écrivit à ce sujet, en me recommandant d'employer tout mon zèle dans cette affaire importante. Depuis long-temps, je sentais la nécessité que les postes fussent sous l'influence de la France. Je voyais avec peine la correspondance française livrée aux agens de la maison d'Autriche par les bureaux de Latour et Taxis, ainsi nommé du nom de la famille allemande qui, depuis très-long-temps, en avait le privilège, et qui était dévouée à l'Autriche. J'obtins, après quelques jours de négociations, la suppression de ces bureaux, et leur réunion à celui du grand duc de Berg, qui recevait ainsi les lettres de l'Italie, de la Hongrie, de l'Allemagne, de la Pologne, d'une partie de la Russie et celle de l'Angleterre pour ces mêmes pays.

Cette affaire des postes fut une de celles qui me valurent des félicitations de Napoléon ; il me fit exprimer sa satisfaction par une lettre de Duroc qui me recommandait en même temps de tenir l'empereur au courant de tout ce que l'on faisait et disait en Allemagne relativement à un projet de confédération du Nord. Cette recommandation était inutile, parce que je savais bien que cette confédération n'aurait pas lieu. Cependant j'informai le gouvernement de quelques démarches qui me furent connues aussitôt qu'entreprises. J'écrivis au ministre des relations extérieures une lettre détaillée sur un voyage que le baron de Grote, ministre de Prusse à Hambourg, fit à Bremen et à Lubeck. Parmi les personnes qui l'accompagnèrent, il y en avait une tout à moi ; et je sus que son voyage avait pour objet de faire à ces villes des propositions verbales sur leur réunion à la *confédération du Nord*, que le roi de Prusse voulut former pour contrebalancer la *confédération du Rhin*, que venait de créer Napoléon, et dont, comme on le sait, il s'était déclaré protecteur ; peut-être n'était-ce qu'une imitation. Il fit à Hambourg les mêmes ouvertures au syndic du sénat Van Sienen qui avait le

département de la Prusse. Le baron de Grote mettait le plus grand secret dans ses démarches. Il montrait en grande confidence à ceux auxquels il s'adressait une lettre de M. de Haugwitz, ministre du roi de Prusse, qui essayait de faire sentir aux villes Anséatiques combien la confédération du Nord leur serait avantageuse, que c'était le seul moyen de conserver leur liberté en formant une puissance imposante. Mais, dès les premières communications, les trois villes ne répondirent que d'une manière évasive. M. Van Sienen fut chargé par le sénat de dire au ministre de Prusse que cette affaire demandait le concours de la bourgeoisie, et que pour lui soumettre ce projet il fallait en connaître les bases et les conditions. Cependant le syndic Doormann se rendit à Lubeck, où se trouva aussi un député de Bremen. Mais ce projet de confédération n'eut aucun résultat. Les villes Anséatiques répondirent avec plus que de la froideur aux avances de la Prusse, qui avait essayé de lutter inutilement pendant quelque temps contre l'influence de la France. Il n'y eut point de *confédération du Nord*.

Je remplissais scrupuleusement les devoirs que m'imposaient les fonctions de ministre plénipotentiaire de France à Hambourg, mais j'avoue qu'il m'en coûtait souvent d'exécuter les ordres qui m'étaient donnés, et plus d'une fois j'ai pris sur moi d'en tempérer la rigueur. J'aimais le caractère franc et loyal des Hambourgeois, et je ne pouvais m'empêcher de déplorer le sort des villes Anséatiques, autrefois si heureuses et dont Napoléon avait exigé des sacrifices immenses.

On aurait dit qu'il voulait les épuiser avant leur réunion préméditée au grand empire. Comme états libres, de nom, les sénats de ces villes délibéraient bien sur ces demandes; mais que pouvaient des délibérations contre la volonté d'un homme comme Napoléon, lorsque surtout on était intimidé par la présence menaçante, dans le Hanôvre, d'un corps de troupes qui n'avait que l'Elbe à traverser pour dicter des lois? Ces faibles états n'avaient pas la possibilité de refuser. Le désir si vif, si légitime de conserver leur indépendance et leur neutralité, source constante de leur prospérité, les déterminait à des concessions qui ne sauvèrent ni leur neutralité ni leur indépendance.

On lisait sur la principale porte de leurs villes cette in-

scription, qui marquait bien l'esprit pacifique des bons habitans : *Da nobis pacem, Domine, in diebus nostris.* Le gouvernement paternel et de leur choix, qui administrait presque gratuitement, qui faisait tout pour le bonheur de ces villes, crut que ces sacrifices auraient pour récompense la conservation de leur neutralité. Il ne se méfiait de rien : son espoir fut nourri par les assurances que donna Napoléon. Il fit publier dans le Moniteur, l'organe accoutumé de ses vues et de ses volontés, *que les villes Anséatiques ne pouvaient rester dans aucune confédération particulière.* C'était, comme vainqueur, frapper de mort cette confédération du Nord, qui germait dans le cabinet prussien, et à laquelle ces faibles états eussent été obligés de consentir. Napoléon, en marchant, en 1806, contre la Prusse, détacha le maréchal Mortier de la grande armée lorsqu'elle eut passé le Rhin. Mortier eut l'ordre d'envahir l'électorat de Hesse, et de se porter sur Hambourg. Le 19 novembre la ville fut occupée par l'armée français au nom de l'empereur. Le plus grand ordre et la plus grande tranquillité présidèrent à cette occupation.

Je ne tairai cependant pas combien je l'avais redoutée. A la nouvelle de l'approche de l'armée française, la consternation fut grande et générale à Hambourg, qui tenait tant à ce que l'on ne portât pas atteinte à sa neutralité. Pressé par les magistrats de la ville, je n'hésitai point à me revêtir, de ma propre autorité, de fonctions plus que diplomatiques. Je me fis en quelque sorte le premier magistrat de la ville où j'étais ministre de France ; je m'avançai à la rencontre du maréchal Mortier pour tâcher de le dissuader d'y entrer, et je déclare que par cette démarche je croyais mieux servir les intérêts de la France, qu'en favorisant l'occupation d'une ville neutre, par les troupes de mon gouvernement, mais toutes mes remontrances furent inutiles, il y avait un ordre formel de l'empereur. A l'occasion de ma sortie de Hambourg pour aller au-devant du maréchal, je me rapelle l'épisode d'un pauvre petit nègre, nommé Sélim, qui était un excellent sujet et que nous aimions beaucoup. Il avait alors douze ou treize ans. Ayant été informé que le maréchal annonçait son arrivée pour le lendemain avec son état-major, je vis qu'il n'y avait pas un moment à perdre, et je partis en

toute hâte par un temps affreux, dans une voiture à quatre chevaux. Une lutte venait d'avoir lieu entre Sélim et un de mes gens dont j'avais l'habitude de me faire accompagner. Je donnai à Sélim l'ordre de rester à cause du froid et de son état de convalescence. Il n'en tint pas compte, tant il craignait que j'eusse quelques dangers à courir ; il grimpa derrière son camarade quoiqu'il relevât d'une fluxion de poitrine. Le malheureux enfant paya cher son dévouement ; il revint à l'entrée de la nuit transi de froid et d'humidité, sa poitrine fut attaquée ; il n'est pas de soins que nous ne lui ayons prodigués ; je l'envoyai à Paris pour qu'il pût être traité par les plus habiles médecins, mais le mal était sans remède, et trois semaines après j'appris qu'il était mort dans ma maison de la rue Hauteville.

Rien n'étant encore préparé à Hambourg pour la réception du maréchal Mortier, il descendit chez moi avec son état-major. Le peu de troupes qu'il avait avec lui campèrent dans ma cour ; de sorte que l'hôtel d'un ministre de paix se trouva tout-à-coup changé en quartier-général, ce qui dura jusqu'à ce qu'on eût disposé un hôtel pour le maréchal.

Les demandes que devait faire le maréchal Mortier, à la suite de cette occupation, étaient dures ; mais mes représentations suspendirent d'abord l'ordre que Napoléon avait donné de s'emparer de la banque de Hambourg. Je ne puis que rendre hommage à la probité, à la droiture de principes et à la noblesse de caractère du maréchal. Napoléon, frappé des observations que je remis par écrit au maréchal Mortier, et que ce dernier lui transmit à Berlin, en lui annonçant qu'il avait suspendu ses ordres et qu'il en attendait de nouveaux, approuva sa conduite. C'était une chose heureuse pour la France, pour l'Europe, encore plus que pour Hambourg. Ceux qui ont inspiré à l'empereur l'idée du pillage de ce bel établissement avaient une bien profonde ignorance de son utilité ; ils ne pensaient qu'à une chose, aux quatre-vingt-dix millions de marcs de banque déposés dans les caves.

En conséquence du fameux décret de Berlin, du 21 novembre 1806, Mortier fut obligé de faire saisir les marchandises anglaises de toute espèce qui existaient dans les villes Anséatiques ; mais je dois à la vérité de dire que, cédant avec

un délicat empressement aux avis de la modération, il ne mit dans l'exécution de cette mesure, que la sévérité apparente nécessaire pour pouvoir dire qu'il avait obéi.

A cette même époque, M. Caire, inspecteur aux revues, fut envoyé à Lubeck pour y remplir les fonctions d'intendant. Ces fonctions, dans le principe, avaient pour but la saisie, l'évaluation et le rachat des marchandises, mais cette saisie s'étendit à tous les navires ennemis, à la vente de leurs cargaisons, et surtout de l'immense quantité de farine, dont en grande partie ces cargaisons étaient composées. Lubeck conserva long-temps les souvenirs des dilapidations de l'inspecteur aux revues Caire. Elles portèrent en peu de temps sa fortune à une somme très-considérable, mais cette fortune subite fut aussi rapidement dissipée par tous les excès de la prodigalité et de la débauche.

Lorsque le maréchal Mortier quitta Hambourg, pour se porter dans le Meklembourg, it fut remplacé par le général Michaud, qui marcha sur les traces du maréchal que l'on regrettait, dans la crainte d'avoir un commandant moins équitable que lui; Michaud ne fit aux Hambourgeois que le mal que toute sa loyauté ne put pas leur éviter.

Puisque je parle des généraux français qui ont occupé Hambourg avec un commandement militaire, je dirai dès à présent que le maréchal Brune succéda au général Michaud au commencement de 1807; et je suis bien aise, à cette occasion, de relever les erreurs dans lesquelles l'opinion publique a été entraînée par suite de quelques vindictes impériales. Je dois dire la vérité: pendant la durée de son gouvernement, le maréchal Brune a cherché constamment a tempérer, autant que sa position le lui rendait possible, les ordres qu'il recevait. Il fallait même quelquefois les lui renouveler pour qu'il se décidât à seconder les mesures sévères des douanes; sa modération déplut et il fut rappelé.

Bernadotte le remplaça au moment où, par suite de la bataille d'Iéna, Napoléon fut maître de la Prusse et du nord de l'Allemagne. Le vainqueur ne ménagea plus les états qui en faisaient partie, et se livra aux plus incroyables exigences sans éprouver d'opposition, parce que la faiblesse l'interdisait. Des subventions, des fournitures de toute espèce, des logemens de guerre renouvelés sans interruption, des traite-

mens de table considérables, telles étaient quelques-unes de ces exigences. Pendant long-temps, le général commandant eut douze cents francs par jour. Les Hollandais, sous le commandement du général Gratien, jouissaient, dans la proportion, des mêmes avantages à Lubeck, et il en était de même à Brêmen.

Le prince de Ponte-Corvo adoucissait et modérait, autant que cela lui était possible, ces injustes et onéreuses vexations, son noble caractère préserva Hambourg des excès auxquels on voulait se livrer envers cette malheureuse ville. Jamais il ne m'a refusé son assistance dans les mesures que je prenais pour combattre un système de ruine et de persécution. Il protégea souvent Hambourg contre des exigeances exorbitantes. Les états Anséatiques respirèrent un peu sous son gouvernement qui fut d'une plus longue durée que celui de Mortier, de Michaud et de Brune. Le souvenir de Bernadotte sera toujours cher aux Hambourgeois, et je suis sûr qu'ils ne prononcent pas son nom sans reconnaissance. Son attention continuelle se porta surtout à arrêter l'excessive rigueur des douanes. Et l'on peut dire que cette conduite n'a pas nui à l'opinion qui, quatre ans plus tard, le proclama prince héréditaire de Suède.

CHAPITRE XII.

Le général Perron et M. Bourguien.—Famille de M. Perron, et colliers d'or. —Deux inimitiés réciproques et deux grandes fortunes.—Intérêt que je prends aux émigrés.—Radiation de M. Boileau.—Ouvrage au concours de Wilna.—Symptômes de guerre avec la Russie.—Ukase de l'empereur Alexandre.—Mission de Duroc à Weïmar.—Enthousiasme des Prussiens. But manqué et duplicité de Bonaparte.—Triomphe des armées françaises. —Capitulation du prince de Hohenlohe.—Lettres curieuses de Murat.—Le général Moreau et Fauche-Borel.—Exploits de nos généraux.—Lubeck pris et repris.—Témoignages d'amitié de Murat.—Faux bruits répandus sur Moreau.—Défaite de Blûcher.—Explication d'un conte relativement à Moreau.—Imprudence d'un révélateur.—Les deux signalemens.

Il n'est personne qui n'ait entendu parler du fameux général Perron, qui a joué un si grand rôle chez les Marattes et près du prince Scindia. Il y avait un peu plus d'un an que j'étais

à Hambourg quand il y arriva. Il vint me demander un passeport, et j'eus avec lui les conversations les plus amusantes sur ses aventures vraiment extraordinaires. Il me dit qu'il avait possédé plus de cinquante millions, mais que pour pouvoir s'embarquer dans un port des Indes orientales, il avait été obligé de payer aux Anglais des sommes si considérables, que cela avait emporté plus des trois quarts de ses richesses. Plusieurs de ses malles étaient remplies de magnifiques cachemires. Il eut la bonté de m'en offrir.

Le général Perron était manchot. Il avait avec lui deux enfans, un garçon et une fille nés d'une mère indienne et dont la peau cuivrée rappelait leur origine maternelle. Le costume de ces enfans était si original qu'ils servîrent pendant quelque temps de spectacle partout où ils allaient. Leur col et leurs bras étaient ceints de grands anneaux d'or pur, mais ce collier et ces bracelets ne ressemblaient point à ceux que portent les femmes d'Europe que l'on met et ôte à volonté, ils avaient été soudés sur la place et cela avec tant de perfection qu'il était presque impossible d'en distinguer la suture. Ces enfans ne savaient pas un mot de français ; leur père paraissait les aimer beaucoup et les caraissait sans cesse.

Quelques jours après l'arrivée du général Perron, arriva aussi du Bengale M. Bourguien, qui prit aussi un passeport pour la France. Il était en guerre ouverte avec M. Perron, qui m'avait aussi parlé de lui dans des termes pareils. Ils professaient un profond mépris l'un pour l'autre, et s'accusaient tous deux avec acharnement de la ruine des Marattes ; mais tous deux avaient fait une immense fortune. Je ne sais pas ce qu'est devenu M. Bourguien ; quant au général Perron, il vit retiré dans une terre magnifique qu'il a achetée dans les environs de Vendôme. Il s'est remarié et a eu de ce second lit d'autres enfans qu'il a parfaitement élevés. Une de ses filles, un ange, a épousé, il y a quelques années, un M. de la Rochefoucauld ; mais peu de mois après cette union, la mort l'a enlevée aux adorations de tous ceux qui la connaissaient. J'ai connu son mari sous-préfet à Sens.

Tout ministre de l'empereur que j'étais à Hambourg, et malgré mon dévouement bien sincère aux intérêts de la France, je ne pouvais oublier que moi-même j'avais émigré, et j'éprouvais une vraie satisfaction toutes les fois que je

pouvais, sans me compromettre, être utile aux émigrés. Parmi ceux auxquels je fus assez heureux pour rendre quelques services, je me rapelle un M. Boileau, ancien valet de chambre d'une des sœurs de Louis XVI. M. Boileau se présenta chez moi avec une recommandation de M. de Lacépède ; il me fit part de sa position et du désir qu'il avait de retourner en France ; je répondis à M. de Lacépède que je le remerciais de m'avoir procuré l'occasion de rendre un service et de faire quelque chose qui lui fût agréable ; j'obtins sans peine la radiation de M. Boileau. Ce fut à cette époque que j'envoyai à M. Pœzobut, secrétaire de l'académie de Wilna, un manuscrit que m'avait chargé de lui faire passer M. de Lacépède, me priant de mettre tous mes soins pour que cet ouvrage arrivât à temps pour un concours . . . Je ne me rappelle pas la destinée de cet ouvrage, il arriva à temps pour le concours, mais je n'ai pas appris qu'il ait été couronné.

Au mois de septembre 1806, on put acquérir la certitude que sitôt que la guerre aurait éclaté entre la France et la Prusse, la Russie ne tarderait pas à se mettre de la partie en s'alliant à la Prusse. La paix avait été cependant rétablie entre Napoléon et Alexandre, en vertu d'un traité que M. d'Oubril était venu signer à Paris. La Russie devait évacuer les bouches du Cataro, ce qu'elle ne se pressait nullement de faire. Bien plus, je reçus un numéro de la Gazette de la cour de Saint-Pétersbourg, dans lequel était inséré un ukase de l'empereur de Russie. Alexandre y signalait les dangers qui de nouveau menaçaient l'Europe, il y montrait la nécessité de veiller à la tranquillité générale et à la sûreté de son empire ; c'est ce qui l'avait déterminé non-seulement à compléter son armée, mais à l'augmenter encore. Il annonçait une levée de quatre hommes sur cinq cents habitans.

Avant le commencement des hostilités, Duroc avait été chargé d'une mission auprès du roi de Prusse, pour sonder le terrain et voir s'il n'y aurait pas moyen d'entamer de nouvelles négociations ; mais les affaires étaient déjà trés-embrouillées, toutes les tentatives de Duroc furent inutiles ; et peut-être ne dépendait-il plus du roi de Prusse de ne pas faire la guerre à la France. Lors de la mission de Duroc, l'enthousiasme des Prussiens, pour la conservation de leur

indépendance, avait quelque chose de cet enthousiasme impétueux qui, au commencement de la révolution française, enfanta des armées. D'ailleurs le roi de Prusse avait de légitimes griefs contre l'empereur. Quoique celui-ci lui eût, comme on l'a vu, donné le Hanôvre en échange des deux margraviats, il n'en avait pas moins offert à l'Angleterre la restitution de cette province comme une des bases des négociations entamées avec M. Fox. Aucune de ces menées n'était inconnue dans le cabinet de Berlin, et ce fut cette duplicité de Napoléon qui rendit la mission de Duroc inutile. Le roi de Prusse était alors à Weimar.

J'ai déja prévenu que mon intention n'était nullement d'entrer dans des détails militaires sur la campagne de Prusse. Je rapporterai seulement quelques faits venus alors à ma connaissance et quelques-unes des lettres que je reçus dans le temps, des principaux chefs de l'armée française, notamment de Murat et de Bernadotte.

La victoire s'était partout déclarée en faveur des armes françaises; le prince de Hohenlohe, qui commandait un des corps de l'armée prussienne, fut réduit à capituler à Prentzlau. Après cette capitulation, le général Blucher prit le commandement des débris du corps d'armée et y réunit les troupes auxquelles leur éloignement de Prentzlau avait permis de se soustraire à la capitulation. Ces corps, joints à ceux que Blucher avait à Auerstaedt, étaient presque alors les seuls remparts de la monarchie prussienne. Soult et Bernadotte reçurent de Murat l'ordre de poursuivre sans relâche le partisan Blucher qui faisait tous ses efforts pour éloigner de Berlin les troupes de ces deux généraux. Blucher se dirigea sur Lubeck dont il s'empara. On va voir, avec quelques détails, comment l'affaire se termina.

Le général Murat poursuivit les débris de l'armée prussienne qui s'étaient échappés de la Saxe par Magdebourg. Blucher était acculé à Lubeck. Il était d'un grand intérêt pour l'armée qui était à Berlin de voir anéantir un corps assez considérable et commandé par un général habile et brave, qui éloignait du centre des opérations militaires de nombreuses troupes avec lesquelles il pouvait se jeter ou dans le Hanôvre, ou dans la Hesse, ou même dans la Hollande, et, en se réunissant aux troupes anglaises, inquiéter beaucoup

F 2

les derrières de la grande armée. Le grand-duc de Berg m'annonça ses projets et ses espérances, et bientôt ses succès par les lettres suivantes :

" Monsieur le ministre, je m'empresse de vous annoncer mon arrivée ici avec les corps de MM. les maréchaux Soult et Bernadotte, et une partie de la réserve de cavalerie. Demain je serai sous Lubeck, où je compte donner le coup mortel au général Blucher, s'il veut tenter le sort d'une bataille. On me rend compte qu'il a le projet de s'y embarquer, je ne crois pas qu'il en ait le temps, et j'espère, parvînt-il à le faire, que le Dieu protecteur des armes de Sa Majesté lui rendrait le vent contraire.

" S'il se présentait des Prussiens pour entrer dans Hambourg, recommandez bien aux magistrats de leur refuser les portes de la ville. Ce serait nous appeler chez eux.

" L'ex-général Moreau a passé le 12 octobre à Paris, et le 28 à Hambourg, d'où il est parti pour la Russie. Fauche-Borel se trouve en ce moment à Hambourg, tâchez de le découvrir et de le faire arrêter.

" Je vous prie de me faire passer à Lubeck tous les renseignemens que vous pourrez avoir sur les projets du général Blucher.

" Je vous annonce la défaite du prince Hohenlohe. Je fis le 28 tout son corps prisonnier à Prentzlau, les hussards firent capituler Stettin le 29 à onze heures du soir, tandis que le général Michaud, que j'avais dirigé sur Passewalek, y faisait mettre bas les armes à un corps de quatre mille hommes, et le général Becker à Auclane faisait capituler un corps de même force. Custrin s'est rendu avant-hier ; enfin il ne reste plus de toute l'armée prussienne, qu'environ vingt à vingt-cinq mille hommes, qui certainement ne nous échapperont pas.

" Recevez, M. le ministre, l'assurance de ma haute considération,

" JOACHIM."

A Ratzbourg, le 5 novembre à huit heures et demie du soir.

" Je désire, mon cher Bourrienne, que les circonstances me procurent le plaisir de vous voir.

J.

" Monsieur le ministre, je reçois à l'instant, et au moment de monter à cheval, votre lettre et celle que vous m'adressez pour l'empereur. Je vous remercie des renseignemens que vous voulez bien me donner.

" Le corps aux ordres du prince de Brunswick et du général Blucher, fort de 25,000 hommes, avait attendu les troupes de Sa Majesté dans Lubeck. Cette ville a été emportée d'assaut : 6000 prisonniers, 3 généraux, 50 pièces de canon, des étendards et des guidons, sont le brillant résultat de la journée. Le reste de ce corps fuit dispersé ; et si, comme on le dit, et comme il paraît, les Danois sont déterminés à faire respecter leur neutralité, il est présumable que le géneral Blucher sera forcé aujourd'hui ou demain de mettre bas les armes. Ainsi finira la réputation de cette armée qui avait opéré tant de prodiges sous le grand Frédéric.

" Recevez, Monsieur le ministre, l'assurance de ma considération."

JOACHIM.

" *P. S.* Votre lettre ne m'accuse point formellement réception de la lettre que je vous ai écrite le 5 au soir, de Ratzbourg, par laquelle je vous annonçais les brillans résultats de la campagne ; entre autres, la défaite et la capitulation de toute l'armée du prince de Hohenlohe, la prise de Stettin et de Custrin, la marche d'une grande partie de l'armée vers la frontière de la Pologne.

J.

" Comme vous ne me parlez pas de l'ex-général Moreau, je dois présumer que ma lettre ne vous est effectivement pas parvenue. Ce traître a passé le 12 octobre par Paris, est arrivé le 18 à Hambourg, d'où il est parti pour la Russie. Fauche-Borel se trouve encore, à ce qu'il paraît, à Hambourg. J'ai intercepté une lettre de lui, du 28 octobre, datée de Hambourg. S'il y est encore, vous devez le faire arrêter."

J.

" J'espère que dans ce moment les communications entre Hambourg et Berlin sont rétablies."

J.

Murat me donne encore quelques détails dans la lettre qui suit :

9 novembre.

" Monsieur le ministre, je reçois votre lettre du 8 novembre, une heure du matin. Je n'ai point reçu votre réponse à ma lettre de Ratzbourg ; vous me dites me l'avoir envoyée par estafette. J'espère que vous avez sans doute reçu les deux lettres que je vous ai envoyées hier. La première vous annonçait la prise d'assaut de la ville de Lubeck, et la seconde, la prise de tout le corps de Blucher. Ainsi a disparu le reste de l'armée prussienne.

" Je vais maintenant répondre aux questions que m'adresse votre excellence ; mais que dis-je? la défaite du corps de Blucher y a déjà répondu d'avance, et doit avoir entièrement dissipé les craintes du sénat de Hambourg. Un parti a été effectivement dirigé sur Hambourg pour observer les mouvemens de Blucher sur ce point ; mais celui qui le commande n'a jamais reçu d'ordre d'entrer dans le territoire de cette ville ; il n'a jamais été autorisé à frapper des contributions sur ses habitans : j'ordonne que les sommes perçues soient remboursées. Ce parti a ordre de rejoindre l'armée.

" Nous sommes sur les traces de l'argenterie de Westphalie, qui doit se trouver encore à Lubeck. Je vous remercie de l'avis que vous m'avez donné à ce sujet.

" Une lettre de Fauche-Borel, datée de Hambourg, annonce le passage par cette ville de l'ex-général Moreau ; voilà tous les renseignemens que j'ai à vous donner.

" Je pars demain pour Schwerin, où je compte trouver des ordres de l'empereur, et d'où je me rendrai à Berlin.

" La ville de Lubeck a beaucoup souffert, mais j'ose espérer que le sénat et les malheureux habitans de cette ville rendront justice aux efforts que j'ai faits pour les garantir des maux inévitables pour une ville prise d'assaut. Je n'ai pu que gémir sur les désordres qui ont eu lieu, et j'ai fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour les arrêter.

“ Je vous réitère, monsieur le ministre, l'assurance de toute ma considération.

“ Joachim.”.

“ Enfin, mon cher Bourrienne, le combat finit faute de combattans ; j'aurais désiré vous voir, mais je sais que vos occupations vous retiennent à votre poste ; je vous donne l'assurance de mon amitié.”

J.

On aura remarqué dans deux des lettres de Murat, que, probablement trompé par ses agens ou par quelque intriguant, il me signalait le général Moreau comme étant venu à Hambourg ; il avait même, selon lui, passé à Paris le 28 octobre. Le seul renseignement de Murat était une lettre de Fauche-Borel, que Murat avait interceptée. Je me rappelle un fait assez curieux qui m'expliqua ce conte, et qui prouve combien il faut se défier de la légèreté avec laquelle on donne des renseignemens aux autorités.

Quinze jours avant que je reçusse la première lettre de Murat, quelqu'un vint me prévenir que le général Moreau était à Hambourg ; je n'ajoutai aucune foi à cette nouvelle ; je fis néanmoins toutes les démarches qui pouvaient me prouver jusqu'à quel point elle était fondée : mes démarches furent inutiles. Le surlendemain, on m'assura que quelqu'un venait de rencontrer le général Moreau, que ce quelqu'un lui avait parlé, qu'il le connaissait bien, ayant servi sous lui, et mille autres renseignemens aussi positifs en apparence. Je fis venir sur-le-champ cet individu qui me répéta qu'il connaissait Moreau, qu'il venait de le rencontrer, que le général lui avait demandé le chemin de Jungfersteige (promenade de Hambourg), qu'il le lui avait indiqué ; qu'alors il avait ajouté : “ N'ai-je pas l'honneur de parler au général Moreau ”, et que celui-ci lui avait répondu : “ Oui, mais ne dites rien, je suis ici incognito.” Tout cela me parut si absurde, que, feignant de ne pas connaître Moreau, je demandai à cet individu son signalement. Il me donna une description du personnage dont il me parlait, qui ne ressemblait en rien à Moreau, et ajouta qu'il portait un habit français brodé, un chapeau, et une cocarde nationale. Je reconnus aussitôt l'imposture et

je chassai de chez moi l'intriguant qui croyait avait avoir trouvé un moyen d'attraper quelque argent. Mais un quart d'heure après, entre chez moi M. Billaud, consul français à Stettin, que M. La Chevardière venait me présenter; il était en habit brodé et portait à son chapeau une cocarde française; c'était lui qui avait servi de base au conte de l'important révélateur. Une fausse apparence de ressemblance entre le consul de Stettin et le général français, avait aussi induit en erreur plusieurs personnes.

CHAPITRE XIII.

Conduite généreuse de Napoléon.—Habitudes envers les bureaux de postes.—Lettre du prince de Hatzfeld au roi de Prusse saisie à Berlin.—Commission militaire.—Madame de Hatzfeld et Duroc.—Présentation à l'empereur.—Lettre de Bonaparte à Joséphine.—Grâce accordée par l'empereur et racontée par lui.—Lettres de Bernadotte.—Blucher mon prisonnier.—Caractère de cet homme singulier.—Son ardeur pour les plaisirs.—Confiance de Blucher sur le sort futur de l'Allemagne.—Prévision de ce qui est arrivé.—Désir de la paix et similitude d'opinion.—Le prince Paul de Wurtemberg prisonnier.—Singulière demande qu'il me fait à Hambourg.—Affluence d'émigrés distingués à Altona.—Prolongation du séjour de l'empereur à Berlin.—Députation du Sénat et mauvais accueil.—Les princes d'Allemagne réfugiés à Altona.—Fauche-Borel chassé de chez M. de Gimel.—Mort de M. de Gimel.

Pendant la campagne de Prusse, il ne fut bruit dans toute l'Allemagne que de la généreuse conduite de Napoléon à l'égard du prince de Hatzfeld. Je reçus sur cet événement des détails fort curieux, mais qui le sont moins cependant qu'une lettre de l'empereur à Joséphine dont j'ai été assez heureux pour me procurer une copie et qu'on lira bientôt. Il faut savoir d'abord qu'avec le système d'inquisition qui caractérisa trop souvent le gouvernement de l'empereur, et il étendait ce système dans tous les pays qu'il occupait militairement, la première chose que l'on faisait en entrant dans une ville était de s'emparer de la poste aux lettres, et Dieu sait comment alors le secret des lettres était respecté. On ne manqua pas d'agir ainsi à Berlin. Parmi les lettres qui furent remises à Napoléon il s'en trouva une du prince de Hatzfeld, qui était resté imprudemment dans cette ville; elle

était adressée au roi de Prusse. Le prince rendait compte à son souverain de tous les événemens qui s'étaient passés dans sa capitale depuis qu'il avait été obligé de la quitter; il lui faisait en même temps connaître la force et la situation des corps qui composaient l'armée française. Après avoir lu cette lettre, l'empereur, donna l'ordre de faire arrêter le prince et d'assembler une commission militaire où il serait jugé comme accusé d'espionnage. La commission était déjà assemblée, et il n'y avait pas de doute sur le jugement qu'elle aurait rendu, lorsque madame de Hatzfeld alla trouver Duroc qui dans de pareilles circonstances ne demandait jamais mieux que de faciliter les approches de l'empereur. Ce jour-là Napoléon avait été passer une revue hors de la ville. Duroc connaissait madame de Hatzfeld qu'il avait vue plusieurs fois pendant ses voyages à Berlin. Il resta au palais à attendre l'empereur. Quand Napoléon rentra, étonné de voir Duroc à cette heure sur son passage, il lui demanda s'il y avait quelque chose de nouveau. La réponse fut affirmative, et Duroc suivit l'empereur dans son cabinet où il ne tarda pas à introduire madame de Hatzfeld. Le reste de cette scène est raconté dans la lettre de Napoléon dont j'ai parlé. Il est facile de voir que c'est une réponse à une lettre de Joséphine, se plaignant à lui de la manière dont il parlait des femmes, et très-probablement de la belle et malheureuse reine de Prusse, sur laquelle il s'était exprimé dans un bulletin avec trop peu de ménagement. Voici comment s'exprima Napoléon :

" J'ai reçu ta lettre, où tu me parais fâchée du mal que je " dis des femmes. Il est vrai que je hais les femmes intri- " gantes au-delà de tout. Je suis accoutumé à des femmes " bonnes, douces et conciliantes : ce sont celles que j'aime. " Si elles m'ont gâté ce n'est pas ma faute, mais la tienne. " Au reste, tu verras que j'ai été fort bon pour une qui s'est " montrée sensible et bonne, madame d'Hatzfeld. Lorsque " je lui montrai la lettre de son mari, elle me dit en sanglo- " tant, avec une profonde sensibilité et naïvement : C'est " bien là son écriture. Son accent allait à l'âme ; elle me fit " peine, je lui dis : Eh bien, madame, jetez cette lettre au " feu, je ne serai plus assez puissant pour faire condamner " votre mari. Elle brûla ma lettre et me parut bien heu-

" reuse ; son mari est depuis tranquille ; deux heures plus
" tard, il était perdu. Tu vois donc que j'aime les femmes
" bonnes, naïves et douces ; mais c'est que celles-là seules te
" ressemblent."

6 nov. 1806, neuf heures du soir.

Pendant que l'empereur était à Berlin, où il rendit le fameux décret sur le système continental dont j'aurai bientôt occasion de parler, j'eus un moment, vers la fin de novembre, l'espoir de revoir Bernadotte à Hambourg, dont il eut plus tard le gouvernement, ainsi que je l'ai déjà dit. Ayant reçu l'ordre de rejoindre la grande armée, il ne put y venir et m'écrivit pour me l'annoncer le billet suivant :

" Je regrette beaucoup, mon cher ministre, que les circonstances et une légère indisposition me privent du plaisir de vous embrasser. Je pars demain pour joindre la grande armée qui marche au devant des Russes ; mes troupes sont déjà depuis plusieurs jours en mouvement.

" Adieu, mon cher Bourrienne, conservez-moi votre amitié, et croyez que dans aucune circonstance de ma vie, celle que je vous porte ne s'affaiblira point. Je vous embrasse, et je vous assure qu'arrivé à Berlin je tâcherai de faire ce que vous désirez."

" J. Bernadotte."

Ce 20 nov. 1806.

Lorsque le maréchal Bernadotte eut forcé Blucher dans Lubeck, et qu'il eut fait prisonnier, ce général devenu si diversement célèbre, mais qui n'était alors qu'un chef de partisans, il eut la bonté de m'en prévenir en ces termes :

" Je vous adresse quelques détails sur la brillante affaire qui a eu lieu le 6 entre notre corps d'armée et celui du général Blucher. Je vous prie de les faire insérer dans le journal de Hambourg.

" Votre ami a le projet d'aller à Hambourg, dans le seul désir de vous voir et de vous embrasser . . ."

Quelques jours après, je reçus encore de Bernadotte un troisième billet ainsi conçu :

" Je vous ai écrit deux lettres depuis un mois ; je ne sais si elles auront parvenu jusqu'à vous. Je vous envoie deux

mots d'amitié, en attendant que je puisse vous voir, et vous dire que je suis autant à vous qu'à

"J. BERNADOTTE."

Lorsque Bernadotte m'annonça la prise de Lubeck et celle de Blucher, j'étais loin de penser que ce prisonnier allait être commis à ma garde ; c'est pourtant ce qui arriva. Après sa capitulation, il fut envoyé à Hambourg, où on lui donna la ville pour prison. Il m'était enjoint, comme on peut le croire, de le faire surveiller de très-près. On m'avait même engagé, à la moindre tentative d'évasion de sa part, à employer envers lui des mesures de rigueur, choses auxquelles j'ai toujours prodigieusement répugné. Pendant le temps assez long que Blucher fut mon prisonnier, bien loin d'ajouter aux rigueurs de sa captivité, je lui épargnai toutes ces tracasseries de police que portaient mes instructions générales. Blucher me parut un personnage curieux à connaître, et je le vis fort souvent. Je trouvai en lui un patriote prussien exalté, un homme brave, hardi, entreprenant jusqu'à la témérité, mais n'ayant que peu d'instruction et doué d'une incroyable propension aux plaisirs ; je puis assurer que pendant le temps qu'il resta à Hambourg, il ne s'en épargna pas. Il aimait à tenir table pendant des heures entières, et malgré son patriotisme exclusif, il rendait pleine et très-fréquente justice aux vins de France. Sa passion pour les femmes était pour ainsi dire désordonnée, en ensuite il ne connaissait pas de plus doux passe-temps, que de rester des heures entières autour d'un tapis vert, à donner ou recevoir de l'or selon les chances d'une bonne ou d'une mauvaise fortune.

Blucher était d'un caractère extrêmement gai, et, considéré seulement comme un homme de la société, il y était fort aimable ; l'originalité de sa conversation me plaisait beaucoup. Il avait une telle confiance dans la délivrance de l'Allemagne, que les désastres même de l'armée prussienne ne l'ébranlèrent en rien. Il me disait souvent : "Je compte beaucoup sur l'esprit public de l'Allemagne, sur l'enthousiasme qui règne dans nos universités. Les succès de la guerre sont journaliers, mais les défaites mêmes d'une armée contribuent à stimuler dans les peuples le principe de l'honneur et de la gloire nationale. Soyez persuadé que

quand tout un peuple a la volonté bien prononcée de se soustraire à un joug humiliant, il s'y soustrait toujours. N'en doutez pas, nous finirons par avoir une Landwhere telle que l'esprit soumis des Français ne saurait plus en enfanter une. L'Angleterre nous prêtera toujours l'appui de sa marine et de ses subsides *; nous renouvellerons des alliances avec la Russie et l'Autriche.

" Monsieur, ajoutait souvent Blucher, j'oserais me porter garant d'une chose dont j'ai la certitude, et vous pouvez me croire: aucune des puissances alliées n'a conçu dans la guerre actuelle de projets d'envahissement. Tout ce qu'elles veulent d'un commun accord, c'est de parvenir à mettre un terme au système d'envahissement que votre empereur a adopté, et qu'il poursuit avec une effrayante rapidité. Dans nos premières guerres contre la France, au commencement de votre révolution, nous nous battions pour des questions de droits de souverains, dont, pour ma part, je vous assure que je ne me soucie guère; mais aujourd'hui ce n'est plus la même chose: la population entière de la Prusse fait cause commune avec son gouvernement; il s'agit de la défense de nos foyers, et des revers détruisent des armées sans changer l'esprit d'une nation. Je me repose avec tranquillité sur l'avenir parce que je prévois que la fortune ne favorisera pas toujours votre empereur. Il est impossible qu'il ne vienne pas un temps où l'Europe entière, humiliée par ses exigences, fatiguée par ses déprédations, se lèvera contre lui. Plus il enchaînera de peuples, et plus l'explosion des peuples brisant leurs fers sera terrible. Qui oserait nier cet insatiable besoin de dévorer de nouvelles provinces, dont il est sans cesse tourmenté? A la guerre de 1805 contre l'Autriche et la Russie a succédé presque immédiatement la guerre actuelle. Nous avons succombé: la Prusse est envahie; mais il reste encore la Russie à combattre. Il ne m'est pas donné de prévoir quel sera le terme de la guerre; toutefois, en admettant même que l'issue en soit favorable pour vous, elle aura une fin, mais pour voir bientôt recommencer de nouvelles

* Je nu puis m'empêcher, en rapportant ce que me disait très-souvent Blucher, de faire remarquer la singularité de son patriotisme qui comptait au nombre de ses moyens de triomphe les subsides d'une puissance étrangère, et l'alliance avec une autre.

guerres ; si nous tenons bon, la France épuisée par ses conquêtes finira par succomber, n'en doutez pas. Vous désirez la paix ? . . . conseillez-la ; vous donnerez une grande preuve d'amour pour votre patrie."

Ainsi me parlait sans cesse Blucher, et, comme je n'ai jamais admis que l'on dût faire son office d'homme public dans son salon, je répondais à ce qu'il me disait avec franchise, mais cependant avec cette réserve qui était un devoir dans ma position. Je ne lui disais pas, je ne pouvais pas lui dire à quel point mes prévisions se trouvaient souvent d'accord avec les siennes ; seulement je ne craignis jamais de lui manifester combien j'aurais désiré voir conclure une paix raisonnable, c'est-à-dire une paix dans laquelle la puissance vaincue n'aurait pas été frappée par le droit du plus fort, et courbée sous le joug de conditions humiliantes. Certes, si j'y avais pu quelque chose, et je ne le taisais point à Blucher, il y aurait eu long-temps que l'empereur aurait renoncé aux guerres d'invasion ; guerres épouvantables, où malgré la discipline la plus rigoureuse, les peuples sont toujours écrasés, et qui font amasser des haines dont l'éclat devient terrible, aux premières variations de la fortune.

Avant que Blucher vînt à Hambourg, j'y avais vu arriver le prince Paul de Wurtemberg, le second fils de l'un des deux rois dont la couronne n'avait pas encore un an de date, depuis qu'elle avait été stipulée par Napoléon au traité de Presbourg. Ce jeune prince, imbu des idées de liberté et d'indépendance qui fermentaient alors en Allemagne, avait fait ce que l'on appelle un coup de tête. Il était parti de Stuttgard pour faire la campagne de Prusse. Il avait pris cette résolution sans avoir demandé l'autorisation de son père, et cette démarche inconsidérée pouvait faire encourir au roi de Wurtemberg la colère de Napoléon. Le roi de Prusse éleva le prince Paul au grade de général, mais il fut fait prisonnier tout au commencement des hostilités. Ce ne fut point à Stuttgard, comme on l'a dit par erreur, que le prince de Wurtemberg fut conduit par un capitaine de gendarmerie. Il vint à Hambourg, où je reçus de lui plusieurs visites. Il n'avait pas encore d'idées bien arrêtées sur ce qu'il voulait, car après s'être fait faire prisonnier prussien, il me témoigna un vif désir de prendre du service en France, et me demanda

plusieurs fois de solliciter pour lui une audience de l'empereur ; il l'obtint, et resta long-temps à Paris, où j'ai su depuis qu'il habitait fréquemment depuis la restauration.

Les personnes que j'avais à surveiller dans l'intérieur de la ville de Hambourg, m'occupaient beaucoup moins que nos voisins d'Altona.

Le nombre en était considérablement augmenté, depuis que les événemens de la guerre avaient contraint un grand nombre d'émigrés réfugiés à Munster, d'évacuer cette ville. Tous affluaient sur Altona. Les pays conquis devenaient, pour eux, aussi dangereux que le sol de la patrie qu'ils avaient abandonné. Si la fortune eût toujours secondé les ambitieux projets de Napoléon, je ne sais vraiment pas où les émigrés auraient pu trouver un asile en Europe. Nous marchions de conquête en conquête avec une telle rapidité qu'ils étaient obligés de se retirer en tout hâte au moindre bruit de l'approche des armées françaises. Les personnages les plus connus que les circonstances rassemblèrent à Altona étaient : le vicomte de Sesmaisons, le bailly d'Hautefeuille, la duchesse de Luxembourg, le marquis de Bonnard, le duc d'Aumont, alors duc de Villequier, la maréchale de Broglie et sa fille, le cardinal de Montmorency, madame de Cossé, ses deux filles, son fils et un ecclésiastique ; et monseigneur l'évêque de Boulogne.

Bonaparte prolongea assez son séjour à Berlin, dont il avait donné le gouvernement à l'inévitable Clarke, pour qu'une députation du sénat ait eu le temps de se rendre dans la capitale de la Prusse afin de le féliciter sur ses premiers triomphes ; j'ai su, par une personne digne de foi, que la députation sénatoriale ayant eu quelque velléité d'abdiquer en cette circonstance sa débonaireté accoutumée, avait osé ne point se borner aux complimens et aux félicitations ; elle s'émancipa, m'a-t-on assuré, jusqu'à vouloir se mêler des plans de campagne de l'empereur, parler du danger qu'il y aurait à passer l'Oder, et témoigner enfin le désir de voir conclure la paix. Napoléon reçut fort mal une pareille communication, trouva les sénateurs bien hardis de se mêler de ses affaires ; il traita les pères-conscrits de la France d'étourdis, d'hommes sans réflexion, protesta, comme de coutume, de son sincère amour pour la paix, et dit à la députation que

c'était la Prusse, soutenue par la Russie, et non pas lui qui voulait la guerre. Comment l'empereur, qu'on me passe ce terme, pouvait-il avoir le front de déclarer à une députation du sénat que la Prusse voulait la guerre? Oui, elle l'avait voulue; oui, aux approches de la campagne, bercée par des illusions, elle s'était livrée à des rêves d'espérance, mais depuis les événemens d'octobre tout avait bien changé de physionomie. Une stupeur, pour ainsi dire électrique, avait fait évanouir tous ces rêves d'indépendance et frappé tous les esprits. Le gibier, après une battue, ne se sauve pas avec plus de rapidité que ne le faisaient tous les princes d'Allemagne qui avaient pris parti contre Napoléon. Ils affluèrent à Altona après la bataille d'Iéna, avec autant de précipitation que les émigrés eux-mêmes; c'était comme une émigration générale pour gagner un coin de terre qui offrait encore quelques chances de sécurité. Les châteaux des duchés de Weimar, de Gotha, de Brunswick et de l'électorat du Hanôvre furent en un instant déserts ou habités par les troupes françaises. Je vis arriver presque simultanément le prince héréditaire de Weimar, la duchesse de Holstein, le prince Belmonte-Pignatelli et une foule d'autres personnages distingués par leur rang et par leur fortune. Parmi les Français qui suivirent ce mouvement de retraite spontané et général, se trouva M. de Précy. Depuis quatre ans il était retiré à Wolfenbutel, où il vivait fort tranquille; il désirait beaucoup rentrer en France, et vint me prier de tâcher de lui obtenir cette grâce; d'après les renseignemens que je donnai sur lui, je fus assez heureux pour la lui obtenir immédiatement.

Outre les personnes recommandables qui se réfugièrent à Altona, il y vint aussi quelques intrigailleurs au nombre desquels était Fauche-Borel. Je me rappelle qu'il me fut fait un rapport sur une vive altercation que Fauche eut l'audace d'avoir avec le comte de Gimel, parce qu'il ne put tirer de celui-ci de l'argent pour ses intrigues. M. de Gimel n'avait de fonds que pour payer les pensions; il avait d'ailleurs trop de tact pour croire à l'utilité des grossiers pamphlets de Fauche-Borel, de sorte qu'il l'éconduisit avec un refus; Fauche se permit de faire l'insolent, ce qui mit M. de Gimel dans la nécessité de le chasser de chez lui assez durement et comme il le méritait. Ce fait, que je sus d'abord par

un rapport, m'a été depuis confirmé par une personne témoin de cette scène. Fauche-Borel ne fit que passer à Hambourg, et s'embarqua pour Londres sur le même bâtiment qui ramenait le lord Morpeth en Angleterre.

La présence du comte de Gimel à Altona fut une des chose qui donna le plus d'occupation à la police de Paris pendant plusieurs années. On en concevait en vérité des inquiétudes bien gratuites. La police en fut bientôt délivrée. Après un court voyage qu'il venait de faire en Angleterre, il mourut au commencement de 1807. M. de Gimel ne mérita les persécutions de la police, dont il fut si long-temps et si souvent l'objet, que pour avoir rempli avec une extrême probité, et beaucoup de bienveillance, une charge d'humanité que ses anciens maîtres avaient confiée à son honneur, et qu'ils n'auraient pu mieux placer.

CHAPITRE XIV.

Haine et danger de l'arbitraire.—Utilité de la justice.—M. Graëppel, pillage et indemnité.—Craintes de la ville de Hambourg.—Les Français à Bergdorff.—Ordres favorables de Bernadotte.—Lettre de Bernadotte.—Incroyables extorsions en Prusse.—Les faux endosseurs.—Souvenirs de Clarke à Berlin.—Exactions des Hollandais.—Le roi de Hollande et le siége de Hameln.—Soins de Napoléon pour les blessés.—Mission de Duroc.—Besoin mutuel de la paix.—Demandes exagérées.—Duroc à Osterode, et refus du roi de Prusse.—Triste situation de la Prusse.—Négociation dont je suis chargé à Hambourg.—Accord des ministres et colère du roi de Suède.—M. Netzel et M. de Wetterstedt.

Il faut souvent très-peu de chose pour se placer bien ou mal dans l'opinion d'une ville où l'on est appelé à résider comme ministre étranger, surtout lorsque le gouvernement que l'on a l'honneur de représenter est armé d'une sorte d'omnipotence, comme l'était le gouvernement impérial, après la défaite de l'armée prussienne. Dans une pareille situation, le moindre acte arbitraire est d'autant plus odieux, qu'il semble résulter d'un abus de la force, et il m'est permis de dire que jamais je n'ai eu recours à ces moyens que condamne la morale, et que proscrit également une bonne et sage politique. Lorsqu'au contraire on cherche à adoucir, à réparer des in-

justices ou des violences, les habitans du pays où l'on est accrédité regardent presque comme une haute faveur, la réparation d'un dommage, alors même que le ministre n'a agi que selon les lois d'une justice rigoureuse. J'eus plusieurs fois la preuve de ce que je dis, pendant mon séjour à Hambourg, et notamment dans une circonstance qui me revient à l'esprit. Un parti français ayant été un moment repoussé par les Prussiens, jusques sous les murs de Hambourg, vint bivouaquer près d'une maison appartenant à M. Graëppel, l'un des membres les plus recommandables du sénat. Les troupes françaises, malgré la discipline et l'ordre qui leur était enjoint d'observer, causèrent à M. Graëppel quelques dommages. Aussitôt que j'en fus informé, sans attendre ses réclamations, je m'empressai de lui faire offrir la réparation du tort qu'il avait éprouvé. Cette démarche si simple en elle-même contribua à m'acquérir, plus que jamais, l'amitié et l'estime des Hambourgeois, et ne fut pas même sans influence sur les dispositions favorables au gouvernement français, que le sénat de Hambourg manifesta dans des circonstances importantes, comme on le verra plus tard.

Dans ces momens de crise, la ville de Hambourg était menacée de tous les côtés. Les français même occupaient une partie de son territoire. Ces corps, heureusement pour le pays, dépendaient de celui que commandait le prince de Ponte-Corvo. Cette occupation effraya la ville de Hambourg, et en effet, elle lui était très-nuisible. J'écrivis au maréchal Bernadotte. Les raisons qu'alléguait le sénat, pour demander cette évacuation, étaient trop justes, pour que Bernadotte ne les comprît pas. Le séjour prolongé des troupes françaises dans le baillage de Bergdorff, séjour auquel celui qui les commandait donnait tous les caractères d'une occupation, pouvait entraîner la confiscation de toutes les propriétés hambourgeoises en Angleterre, l'embargo sur les vaisseux de cette république, et par conséquent, la ruine d'une grande partie du commerce de la France et de la Hollande qui se servaient du pavillon hambourgeois pour leurs expéditions lointainés : le motif pour garder le bailliage de Bergdorff n'exista plus lorsqu'il n'y est plus de Prussiens de ce côté. Il eût été fâcheux que quatre-vingts hommes qui s'étaient établis dans ce baillage, fussent cause que pour quelques louis

et quelques aunes de drap d'Angleterre, on mît la main sur des propriétés hambourgeoises, françaises et hollandaises, pour une valeur de plus de quatre-vingts millions.

Le maréchal me répondit le 16 novembre :

" J'ai reçu, mon cher Bourrienne, la lettre que vous m'avez adressée et la note du sénat de Hambourg qui y était jointe. Je m'empresse de vous prévenir que j'ai donné l'ordre d'évacuer le baillage de Bergdorff et tout le territoire hambourgeois. Vous pouvez en donner l'assurance au sénat. Je trouve un grand plaisir à faire ce qui vous paraît juste.

" Je vous renouvelle, mon cher ministre, l'expression de mon sincère attachement. Vous connaissez mes sentimens pour vous. Ils sont fondés sur l'attachement le plus vrai et sur l'amitié la plus sincère.

" Si vous pouviez obtenir du sénat de Hambourg, pour le 19 de ce mois, deux ou trois mille paires de souliers, vous seriez bien aimable. Cette fourniture serait payée en denrée ou en argent.

" Bernadotte."

J'obtins du sénat ce que demandait Bernadotte, car le sénat connaissait sa loyauté ; mais que cette loyauté était loin d'être l'apanage de tous ceux qui commandaient les armées françaises ! Que d'extorsions pendant l'occupation de la Prusse ! Voici entre autres, un des moyens *tout-simples* que l'on employait à Berlin pour se procurer de l'argent. On enlevait des lettres de change, on y apposait un faux endossement, et l'on avait ensuite l'audace de les présenter aux banquiers sur lesquels ces lettres de change étaient tirées. Un jour, de semblables lettres pour une haute valeur furent présentées à messieurs Mathiessen et Silleine ; connaissant les véritables endosseurs, ils refusérent de payer. On poussa l'impudence jusqu'à leur envoyer des gendarmes, mais les banquiers persistèrent dans leurs refus. On vint m'annoncer cette sçène inconcevable qui avait ameuté un grand nombre de curieux. Indigné de vols aussi audacieux, je me rendis sur-le-champ sur les lieux de cette sçène, et je renvoyai les gendarmes en leur disant, du ton de la colère, qu'ils n'étaient point chargés de soutenir des voleurs, que

j'étais là pour écouter les réclamations si l'on croyait devoir en faire.

Sous le gouvernement de Clarke, à Berlin, les habitans étaient accablés de tous les genres d'oppressions et de tributs. Il y avait dans l'exécution de toutes les mesures, une servile et lâche complaisance pour les ordres de Napoléon; aussi, le nom de Clarke est-il resté en horreur en Prusse.

Au milieu de tant d'exactions, de tant d'infamies, qui ne sont pas les conséquences indispensables de la guerre, les généraux hollandais se firent remarquer par une ardeur de rapacité qui rappelait les beaux temps des dilapidations en Italie. Ce n'était certes pas leur nouveau roi qui leur donnait l'exemple d'une pareille conduite; sa modération était connue, et elle résultait de son caractère autant que de ses principes de probité. Roi malgré lui, Louis était destiné à donner un exemple de tout ce qu'un honnête homme peut souffrir sur un trône d'emprunt; d'ailleurs il ne prit qu'une très-faible part aux opérations de la campagne de Prusse. Napoléon avait bien exigé de lui qu'il prît le commandement en chef du corps d'armée composé des troupes hollandaises, et il vint mettre le siège devant Hameln; mais il n'eut que le temps de faire à cette place une sommation de se rendre, car il tomba malade au bout de peu de jours et fut obligé de se retirer; ce fut là que se bornèrent ses exploits militaires. Hameln ne se rendit que quelque temps après et capitula entre les mains de Savary, que l'empereur avait envoyé suivre les opérations du siège. Une chose peut donner une idée des conditions que l'on infligeait aux vaincus; c'est que, entre autres dispositions, le général qui commandait à Hameln, stipula que les officiers prussiens conserveraient leurs souliers et leurs bas. Je crois qu'il leur fut accordé un mois et demi de solde pour pouvoir retourner dans leur pays.

Lorsque le roi de Prusse vit, sur tous les points, la défaite de ses troupes, il se repentit vivement d'avoir entrepris une guerre qui venait de livrer ses états au pouvoir de Napoléon, en moins de temps encore que l'Autriche n'y était tombée l'année précédente. Il écrivit à l'empereur pour lui demander une supension d'hostilités. Rapp était présent quand Napoléon reçut la lettre du roi de Prusse. « Il est trop « tard, dit l'empereur; mais enfin, il n'importe; je veux ar-

" rêter l'effusion du sang. Je suis prêt à me prêter à tout " ce qui ne touchera ni à l'honneur ni aux intérêts de la na- " tion." Alors, il fit appeler Duroc, et lui donna l'ordre de partir sur-le-champ, d'aller d'abord visiter les blessés, de faire en sorte qu'ils ne manquassent de rien. " Voyez-les " de ma part, chacun en particulier, ajouta Napoléon. " Donnez-leur toutes les consolations dont ils peuvent avoir " besoin. Ensuite vous irez rejoindre le roi de Prusse jus- " qu'à ce que vous le trouviez, et s'il fait des propositions " raisonnables vous m'en rendres compte."

Il était bien temps, en effet, qu'après tant de succès d'un côté, tant de revers de l'autre, tant de fatigues et d'épuisement de forces de l'une et de l'autre part, les vainqueurs éprouvassent le besoin de jouir de leurs triomphes, et que les vaincus cherchassent à cicatriser leurs blessures. Ces besoins mutuels déterminèrent Napoléon à témoigner hautement le désir d'entrer en négociations, quoiqu'il eût mieux révélé le fond de sa pensée à la députation du sénat. On entama donc en effet des négociations, mais avec des conditions telles de la part de Napoléon, qu'elles furent jugées inadmissibles, la Prusse devant encore espérer dans le concours des armées russes ; et d'ailleurs les exigences de l'empereur s'étendaient à l'Angleterre, qui n'avait aucun motif en ce moment pour accéder aux prétentions de la France. L'empereur voulait que l'Angleterre restituât à la France les colonies qu'elle lui avait enlevées depuis le commencement de la guerre, que la Russie restituât à la Porte la Moldavie et la Vallachie, qu'elle occupait ; enfin il suivait le conseil de je ne sais quel roi de tragédie, donnant pour instructions à son nonce : "Pressez, demandez tout, pour ne rien obtenir." Les demandes de l'empereur étaient en effet tellement exagérées, qu'il ne pouvait entrer dans l'esprit d'aucune personne sensée qu'il eut lui-même conçu l'espoir de les voir accueillir. Ces négociations, reprises et quittées alternativement, avaient été conduites avec froideur de part et d'autre, jusqu'au moment où l'Angleterre eut déterminé la Russie à s'adjoindre à la Prusse contre la France ; alors elles avaient cessé tout-à-fait, et c'était pour avoir l'air de vouloir les renouer sur des bases encore plus favorables à la France, que Napoléon envoya Duroc auprès du roi de Prusse. Duroc ne rejoignit

ce prince qu'à Osterode, de l'autre côté de la Vistule; il en reçut pour toute réponse: "Il n'est plus temps!" Comme on l'a vu, Napoléon avait dit précédemment: "Il est trop "tard."

Quiconque sera de bonne foi, conviendra que, dans la position à laquelle il était réduit, le roi de Prusse ne pouvait pas répondre autrement. Il ne lui restait plus rien à perdre, et il pouvait entrevoir une chance favorable, dans le cas où la fortune favoriserait les armées russes, pleines d'enthousiasme et d'espérances, comme l'avait été l'armée prussienne avant Iéna. L'armée russe brûlait du désir d'effacer, par une victoire, la honte encore récente d'Austerlitz.

Pendant que Duroc remplissait sa mission auprès du roi de Prusse, je fus moi-même chargé d'une négociation à Hambourg. Bonaparte avait à cœur de détacher la Suède de la coalition, et de mettre fin à la guerre avec elle par un traité séparé. La Suède pouvait en effet lui être très-utile, lorsque la Prusse, la Russie et l'Angleterre formaient dans le Nord une masse de forces considérable. Nous avions déjà pour nous le Danemarck, et si nous avions pu y joindre la Suède, la réunion de ces deux puissances aurait fait une diversion assez respectable pour donner des inquiétudes sérieuses à la coalition, obligée de réunir ses principales forces pour les opposer au choc de la grande armée en Pologne.

Les sentimens de M. Peyron, chargé d'affaires de Suède à Hambourg, étaient fort opposés à la guerre que son souverain faisait à la France, il pensait, et disait assez ouvertement, que quel que fut le résultat de la coalition, elle serait toujours sans fruit pour son maître qui y aurait fait de grandes dépenses d'hommes et d'argent sans aucun espoir d'indemnité; et, étendant ses vues plus loin que la crise actuelle, M. Peyron jugeait avec raison que la France seule pouvait protéger la Finlande, contre le dangereux voisinage de la Russie. Je fus très-fâché de le voir quitter Hambourg pour un congé d'une année, au moment où je venais de recevoir de l'empereur mes instructions relativement à l'affaire donte je viens de parler. M. le chevalier Peyron était d'ailleurs d'une amabilité extrême, et l'amitié qu'il professait pour les Français aurait rendu plus facile et plus agréable la négociation dont

j'étais chargé. M. Peyron fut remplacé par M. Netzel, chargé d'affaires de Suède à Dresden, et j'eus le plaisir de voir bientôt que sa manière de penser était, en tout, la même que celle de son prédécesseur qu'il égalait aussi par l'amabilité de son caractère.

Dès les premiers jours de son arrivée, M. Netzel me fit demander un rendez-vous pour me parler au sujet de Suédois qui avaient été faits prisonniers sur la Trave. Il me pria de faire relâcher les officiers qui alors pourraient retourner en Suède oú ils seraient prisonniers sur parole. Je mis beaucoup d'empressement à faîre ce que désirait M. Netzel; et je profitai de l'occasion qu'il m'avait offerte de le bien disposer, pour l'amener graduellement sur le terrain de mes instructions. J'eus lieu d'être très-satisfait de la manière dont il accueillit mes premières ouvertures; je n'eus rien à lui dire dont il ne fut lui-même convaincu à l'avance. Je vis qu'il comprenait que son souverain aurait tout à gagner d'un rapprochement avec la France, et il me dit que toute la Suède demandait la paix. Enhardi par le succès de mon début, j'entrai alors franchement dans la question que je devais traiter avec lui. Pour répondre à la confiance que je venais de lui témoigner, M. Netzel m'assura que M. de Wetterstedt, secrétaire du cabinet du roi, avec lequel il était lié d'amitié, et dont il me montra plusieurs letters, était du même avis que lui. Il ajouta qu'il avait la permission de correspondre avec le roi, et qu'il écrirait dès le soir même à son souverain et à M. de Wetterstedt, pour leur rendre compte de notre conversation.

On voit, par ce que je viens de dire, que jamais une négociation n'avait été entamée sous de plus favorables auspices; mais qui pouvait prévoir quel vent ferait tourner la tête du roi de Suède? Ce prince malencontreux prit très-mal la lettre de M. Netzel, et M. de Wetterstedt lui-même reçut d'une manière très-dure l'ordre de témoigner à M. Netzel le mécontentement de son souverain, de ce qu'il avait osé prendre sur lui de se rendre chez un ministre français, et plus encore de ce qu'il était entré avec ce ministre dans une conversation politique qui, cependant, n'était qu'une *conversation*. Le roi ne se borna pas à des reproches:

M. Netzel vint m'annoncer, les larmes aux yeux, qu'il avait ordre de quitter Hambourg sur-le-champ, et sans attendre son successeur ; il regardait sa disgrâce comme complête.

J'eus le plaisir de revoir M. Netzel, en 1809, à Hambourg, où il vint chargé d'une mission du roi Charles XIII.

CHAPITRE XV.

Naissance du système continental.—Le décret de Berlin.—Tyrannie fiscale et système de fraude.—Marchandises jetées à la mer.—La peine de mort pour un pain de sucre.—Le Continent armé contre la rhubarbe.—Ineptie des conseillers de Bonaparte.—La forêt de Fontainebleau plantée en betteraves.—Brutalité du système continental.—De son exécution.—Indignation générale.—L'or et la fraude.—Les douanes de Hambourg.—Lettre particulière à l'empereur.—Enormes bénéfices sur les denrées coloniales.—Mes avis adoptès par l'empereur, et soixante millions de bénéfices pour lui.—Influence politique, et cause de rupture avec la Russie.—Licences prodiguées.—Visite que me fait Bernadotte prince royal de Suède.—Conseils sur les douanes.—Impossibilité d'exécution.—Influence du système continental sur la chute de Napoléon.

Le fameux système continental, dont on a tant parlé, va actuellement m'occuper : plus qu'aucun autre, peut-être, j'ai été à même d'en connaître toute la fourberie et d'en apprécier les funestes résultats. Ce système naquit pendant la guerre de 1806, le vingt-un novembre, enfanté par un décret daté de Berlin*. D'ineptes conseillers l'avaient conçu,

* Walter Scott, le mal avisé, cite un décret de Hambourg, de 1807. Napoléon n'est jamais venu à Hambourg. Quant au fameux décret de Berlin, le voici :

Extrait des minutes de la secrétairerie d'Etat.

En notre camp impérial de Berlin, le 21 nov. 1806.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, considérant :

1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés ;

2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'Etat ennemi, et fait, en conséquence, prisonniers de guerre non-seulement les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, mais même les facteurs de commerce et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

3° Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'Etat ennemi ;

4° Qu'elle

et voyant la juste indignation de l'empereur contre la duplicité de l'Angleterre, contre la répugnance britannique à arriver avec lui à des négociations sérieuses, enfin contre les ennemis qu'elle lui suscitait sans cesse sur le Continent, ils le déterminèrent à lancer le décret que je ne puis regarder

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux hâvres et aux embouchures de rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage des peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;

5° Qu'elle déclare bloquées les places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoïqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent;

6° Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

7° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur les ruines de l'industrie du Continent;

8° Que, tel étant le but de l'Angleterre, quiconque fait sur le Continent le commerce de marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend complice;

9° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

10° Qu'il est du droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnait toutes les idées de justice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes; et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1er. " Les Iles Britanniques sont déclarées en état de blocus.

Art. 2. " Tout commerce et toute correspondance avec les Iles Britanniques, sont interdits. En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre, ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes, et seront saisis.

Art. 3. " Tout individu de l'Angleterre, de quelque état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

Art. 4. " Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 5. " Le commerce des marchandises anglaises est défendu; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 6. " La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédens, sera employée à

que comme un acte de démence et de tyrannie européenne. Ce n'était pas un décret, mais des flottes qu'il fallait; sans flottes, sans marine, il était ridicule de déclarer les îles Britanniques en état de blocus, tandis que les flottes anglaises bloquaient de fait tous les ports français. C'est pourtant ce que fit Napoléon par le décret de Berlin; et voilà ce que l'on appela le système continental! système d'argent, de fraude et de pillage!

On a de la peine aujourd'hui à concevoir comment l'Europe a pu souffrir un seul jour cette tyrannie fiscale qui faisait payer à des prix exorbitans, des danrées que trois siècles d'habitude avaient rendues indispensables aux pauvres, comme aux riches. Il est si peu vrai que l'on ait eu pour but unique et exclusif, d'empêcher l'Angleterre de vendre ses marchandises, que l'on vendait des licences à un haut prix, à qui avait assez de crédit pour en obtenir, et l'or seul donnait ce crédit. On exagérait avec une incroyable audace le nombre et la qualité des objets exportés de France. Il fallait bien en effet acheter de ces objets pour se soumettre aux volontés de l'empereur, mais on ne les chargeait que pour les jeter à la mer. Et personne ne s'est trouvé qui ait eu la conscience de dire à l'empereur que l'Angleterre vendait au Continent, mais qu'elle ne lui achetait presque rien!

indemniser les négocians des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtimens de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

Art. 7. " Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre, ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

Art. 8. " Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi; et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

Art. 9. " Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire, ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises de Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

Art. 10. " Communication du présent décret sera donnée par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Etrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

Art. 11. " Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs des postes, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret."

Signé Napoléon.

La spéculation des licences fut portée jusqu'au scandale et cela pour enricher quelques flatteurs et contenter les vues courtes et l'entêtement des faiseurs.

Ce système prouve, ce qui est écrit dans les annales du cœur et de l'esprit humain, que la cupidité de l'un est insatiable et que les erreurs de l'autre sont incorrigibles. J'en vais citer un exemple, quoiqu'il se rapporte à une époque postérieure à celle qui vit naître l'infernal système continental. A Hambourg, en 1811, sous le gouvernement de Davoust, un pauvre père de famille a failli être fusillé pour avoir introduit dans le département de l'Elbe un petit pain de sucre dont sa famille avait besoin, et au même instant, Napoléon signait peut-être une licence pour en introduire un million de pains. La contrebande en petit était punie de mort et le gouvernement la faisait en grand; la même loi remplissait les coffres d'argent, et les prisons de malheureux.

La législation des douanes de ce temps-là, cette législation de mort, qui était en guerre ouverte contre la rhubarbe et armait les côtes du continent contre l'introduction du séné, n'a pas empêché le système continental de crouler. Le ridicule avait accompagné l'installation des odieuses cours prévôtales. A Hambourg, le président, qui était français, prononça un discours dans lequel il chercha à prouver *que, du temps des Ptolémées, il y avait aussi des tribunaux extraordinaires de douanes, et que c'était à cette création que l'Egypte avait dû sa prospérité.* On introduisit ainsi la terreur à l'aide de l'ironie et de la sottise la plus absurde. Les douanes ordinaires, déjà si en horreur dans ce pays, publiaient elles-mêmes hautement, et avec raison, qu'on les regretterait bientôt, et que l'on ne tarderait pas à sentir la différence entre les cours prévôtales et elles.

Les conseillers de Bonaparte l'ont conduit à cet acte niais et stupide d'exiger qu'un navire, pour lequel on avait obtenu une licence, fût chargé de marchandises d'exportation dont la valeur équivalût à celle des denrées coloniales d'importation autorisées par la licence. Que faisait-on alors? On achetait à vil prix de vieux fonds de magasins de soieries que le temps et la mode avaient complètement mis hors de la circulation; et comme ces objets étaient prohibés en Angleterre, on les jetait à la mer, sans que cette légère perte causât le moindre dommage à la spéculation. Le bénéfice de la li-

cence surpassait encore infiniment le sacrifice qui ne prêtait qu'à rire. On a publié, je crois par ordre de Napoléon, que la forêt de Fontainebleau plantée en betteraves, fournirait du sucre à toute l'Europe. Je ne comprends pas qu'il ait pu laisser insérer une pareille absurdité dans le Moniteur. Ce n'est pas cependant que je veuille prétendre que cette culture ne mérite pas d'être encouragée.

Cet odieux et brutal système, digne des temps d'ignorance et de barbarie, qui, quand il eût été admissible en théorie, eût été impraticable dans l'application, n'a pas été assez stygmatisé. On a eu la sottise de dire que le blocus continental aurait fini par faire succomber l'Angleterre sous l'amas de ses propres produits ! Quelle absurdité ! Ceux qui ont inventé ce système, ceux qui l'ont mis en œuvre, ont encouru le mépris et l'indignation de leurs contemporains ; car la postérité ne s'occupera pas de leurs rêves ; elles étaient bien peu amies de l'empereur, les personnes qui lui conseillèrent cet extravagant système qui, en indignant et soulevant toute l'Europe, ne pouvait manquer de la faire réagir contre le torrent qui la dévastait. Tyranniser l'espèce humaine, et vouloir qu'elle admire et cède toujours, c'est demander l'impossible ! Il semblerait que le destin, qui allait accorder à Bonaparte encore quelques grands triomphes, eût voulu préparer d'avance les élémens des causes qui devaient les lui enlever tous à la fois, et le précipiter dans une infortune plus grande encore que n'avait été grand le bonheur qui avait favorisé son élévation.

Ignoraient-ils donc, ces funestes conseillers, la puissance de l'or, celle des assurances, et les innombrables ressources de la fraude ! Les besoins de la société entière luttaient avec avantage contre ces mesures fatales.

La prohibition du commerce, la sévérité habituellement si cruelle dans l'exécution de cette odieuse conception, n'étaient au vrai qu'un impôt continental. En voici une preuve, et cependant je ne parle que de ce que j'ai vu.

Les douanes étaient trés-fortes à Hambourg et sur les deux lignes de Cuxhaven et Travemunde. M. Eudel, directeur de cette administration, la conduisait avec zèle et désintéressement, j'aime à lui rendre cet hommage. Des quantités énormes de marchandises anglaises et de denrées coloniales d'autres pays s'accumulaient dans le Holstein où

elles arrivaient presque toutes par Kiel et Hudsum, et tout traversait la ligne moyennant une prime de trente-trois à quarante pour cent. Convaincu de ce fait par mille preuves, et fatigué des vexations des douanes, je pris sur moi d'exposer mes réflexions à l'empereur. Il m'avait permis de lui adresser *directement* et sans passer par aucun intermédiaire tout ce que je croirais nécessaire à son service. Je lui envoyai un courrier extraordinaire à Fontainebleau où il était alors ; et dans ma dépêche je lui déclarai que tout passerait malgré ses douanes, parce que le bénéfice sur la vente, en Allemagne, en Pologne, en Italie, même en France où les marchandises parvenaient à pénétrer, était trop considérable pour que l'on ne s'exposât pas à tous les risques ; je lui proposais, au moment où il allait réunir les villes Anséatiques à l'empire français, de laisser passer librement ces denrées moyennant un droit de trente-trois pour cent, équivalent à peu près au montant des primes d'assurance. L'empereur écouta sans hésiter mes avis, et dans l'année 1811, il rentra dans ce lieu seul plus de 60 millions de cette spéculation ; et les flagorneurs en pied et de service, de toujours s'écrier avec enthousiasme : "On ruine l'Angleterre en lui fermant les débouchés de ses denrées coloniales." On a depuis agi de même pour les marchandises saisies et déposées dans des ports et dans de grandes villes de la Prusse, et cela a encore produit des sommes considérables. Le système continental n'en était pas moins toujours suivi et préconisé.

Ce système nous brouilla avec la Suède et la Russie, qui ne pouvaient pas souffrir que Napoléon exigeât un strict blocus, tandis qu'il prodiguait les licences et qu'il se fâchait lorsqu'ils en donnaient eux-mêmes. Bernadotte, se rendant en Suède, passa à Hambourg en octobre 1810. Il resta avec moi trois jours que nous passâmes dans la plus grande intimité. Il ne voulut voir personne. Il me consulta sur ce qu'il devait faire relativement à ce système continental. Je ne balançai pas à lui déclarer, non comme ministre de France, mais comme homme et comme son ami, qu'à sa place, à la tête d'une nation pauvre qui ne pouvait vivre que de l'échange de ses productions territoriales avec l'Angleterre, j'ouvrirais mes ports, et je donnerais aux Suédois, gratis, la licence générale que Bonaparte vendait en détail à l'intrigue et à la cupidité.

Le décret insensé de Berlin devait réagir le plus fortement contre la fortune de l'empereur, en indisposant les populations entières contre lui. Vingt rois renversés de leur trône eussent attiré sur lui moins de haine que lui en a suscité le mépris des besoins des peuples. Cette profonde ignorance des maximes de l'économie politique a causé une misère et des privations générales. Celles-ci ont a leur tour causé un soulèvement inévitable.

Ce système ne pouvait réussir que dans le cas impossible où toutes les puissances de l'Europe eussent pu entrer loyalement dans ses combinaisons. Un seul port resté libre l'anéantissait. Pour son succès complet, il fallait toujours vaincre, occuper tous les pays, n'en jamais évacuer aucun. Comme moyen de ruiner l'Angleterre, c'était une folie; car l'interdiction de toute correspondance et de tout commerce avec ce pays blessait les intérêts de tous. Il fallait que l'Europe entière fût forcée par le glaive d'entrer dans cette absurde coalition, et que la même force l'y maintînt constamment. Etait-ce possible?

Comme impôt, c'était exécutable; mais il était trop lourd, trop oppressif, trop vexatoire dans les moyens de perception. Quelqu'un a appelé le système continental *le matérialisme de la suprématie:* cette expression le désigne parfaitement.

Pour loger l'armée envahissante des douanes, on fut forcé d'évacuer plusieurs prisons. Celles qui restaient étaient si encombrées que la moitié des détenus était forcée de se tenir debout pendant que l'autre moitié dormait.

Un capitaine rapporteur avait conclu à l'absolution d'un pauvre paysan trouvé avec un pain de sucre acheté hors de la barrière des douanes. Cet officier se trouvant à un grand dîner chez le maréchal Davoust, celui-ci lui dit, au milieu du repas: "Vous avez la conscience scrupuleuse, M. le rapporteur.—Mais, monseigneur . . . . . . —Allez à l'état-major, il y a un ordre pour vous." Cet ordre envoyait le capitaine à quatre-vingts lieues de Hambourg. Il faut avoir été témoin comme je l'ai été de tant de vexations, de tant de misères causées par le déplorable système continental, pour concevoir combien ses auteurs ont fait de mal à l'Europe, causé de haines, amassé de vengeances et contribué à la chute de Napoléon.

CHAPITRE XVI.

Le plus grand capitaine.—Nouveau système de guerre.—Les anciens quartiers d'hiver.—Marche au-devant des Russes.—Proclamation de l'empereur.—Résumé des opérations de la campagne.—Quatre combats et une grande bataille.—Nouvelles armées formées dans l'intérieur.—Délire des Prussiens.—Nécessité d'aller au-devant des Russes.—Moyen de faire une campagne d'hiver.—Le génie des conquêtes et le génie de la destruction.—Plaintes et détresse dans les pays anséatiques.—Cinquante mille capotes fournies par moi à l'armée.—Grains russes trouvés à Magdebourg.—Faux zèle des agens trop dévoués.—Le colonel Clément à Bremen.—Proclamation inconvenante envoyée par moi au gouvernement.—Additions aux rigueurs du système continental.—Rapidité de la marche de Murat, et son entrée à Varsovie.—Députations des Polonais.—Incertitude de Napoléon sur la Pologne.—Duroc a la clavicule cassée.—La voiture de M. de Talleyrand embourbée, et propos de soldats.—Découragement des troupes.—Moyen de Napoléon pour *réveiller* ses soldats.—Bonaparte improvisateur.

Non-seulement Bonaparte fut, sans aucune espèce de comparaison, le plus grand capitaine des temps modernes, mais on peut dire qu'il changea l'art de la guerre. Il en fit un jeu épouvantable, qui ne fut plus soumis aux obstacles des saisons. Les hommes de guerre les plus habiles eux-mêmes avaient soumis le temps des tueries régulières aux indications d'almanachs, et il était autrefois d'usage, en Europe, d'affronter sans crainte les canons et les mousquets depuis les premiers beaux jours du printemps, jusqu'aux derniers beaux jours de l'automne ; puis, on posait de chaque côté les armes, devant la pluie, la neige et le froid, pour prendre ce qu'on appelait des quartiers d'hiver. Pichegru en Hollande avait déjà donné un exemple du dédain de la température ; Bonaparte aussi avait affronté à Austerlitz la glace de l'hiver ; cela lui avait réussi, et il en fit de même aux approches de l'hiver de 1806 à 1807 ; son génie militaire et son incroyable activité semblèrent redoubler de puissance, et fier de ses soldats, il se détermina à entamer une campagne d'hiver sous des climats plus rigoureux que ceux où il avait combattu. Il fallait pour lui que les hommes enchainés à sa destinée pussent braver les vents du nord, comme ils avaient bravé le plomb du soleil d'Egypte. Habile entre tous les guerriers à

choisir ses champs de bataille, il ne voulut point attendre tranquillement que l'armée russe qui s'avançait vers l'Allemagne vînt se mesurer avec lui dans les champs de la Prusse conquise; il résolut de marcher à sa rencontre et de l'atteindre avant qu'elle eût passé la Vistule. Mais avant de quitter Berlin pour explorer en conquérant les terres de la Pologne et les confins de la Russie, il dit à ses soldats:

" Vous avez justifié mon attente et répondu dignement à " la confiance du peuple français. Vous avez supporté les " privations et les fatigues avec autant de courage que vous " avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des " combats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de " ma couronne, et de la gloire du grand peuple. Tant que " vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous ré- " sister. Je ne sais désormais à quelle arme donner la pré- " férence . . . Vous êtes tous de bons soldats. Voici les ré- " sultats de nos travaux:

" Une des premières puissances de l'Europe, qui osa na- " guère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. " Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe que " nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les " avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle " quatre combats et une grande bataille. Nous avons pré- " cédé à Potsdam, à Berlin, la renommée de nos victoires. " Nous avons fait soixante mille prisonniers, pris soixante- " cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de " Prusse, six cents pièces de canon, trois forteresses, plus de " vingt généraux: cependant plus de la moitié de vous re- " grettent de n'avoir pas tiré un seul coup de fusil. Toutes " les provinces de la monarchie prussienne jusqu'à l'Oder " sont en notre pouvoir.

" Soldats, les Russes se vantent de venir à nous; nous " marcherons à leur rencontre, nous leur épargnerons la " moitié du chemin, ils retrouveront Austerlitz au milieu " de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité " que nous avons eue envers elle, après cette bataille où son " empereur, sa cour, les débris de son armée, n'ont dû leur " salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, " est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre " nous.

" Cependant, tandis que nous marchons au-devant des
" Russes, de nouvelles armées, formées dans l'intérieur de
" l'empire, viennent prendre notre place pour garder nos
" conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé, honteux de
" la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans
" leur délire, nous ont proposée *. Nos routes et nos villes
" frontières sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher
" sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les jouets
" d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes
" que nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis
" de la nation, à renoncer au projet de troubler le continent,
" et à la tyrannie des mers.

" Soldats, je ne puis mieux vous exprimer les sentimens
" que j'éprouve pour vous, qu'en disant que je porte dans
" mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours."

Cette proclamation ne fut pas la première que publia Napoléon à l'occasion de la campagne de Prusse ; j'ai cru devoir rapporter celle-ci, que je reçus à Hambourg, parce que, placé pour ainsi dire au milieu de son expédition, elle rappelle ce que les armées françaises avaient déjà fait lors de sa publication, et annonce en même temps les intentions futures de l'empereur. Tout lui commandait alors de marcher en avant, car s'il eût attendu que les Russes eussent passé la Vistule, il n'y avait probablement point de campagne d'hiver, et la force des choses l'aurait contraint à prendre de tristes quartiers d'hiver entre ce fleuve et l'Oder, ou bien à repasser l'Oder pour reprendre ses ennemis en Prusse. Son

* Le mot *délire* employé dans la proclamation de l'empereur, n'était réellement pas trop fort. Quand Napoléon était sur le point de commencer la campagne, on répondit à ses premières négociations que la Prusse, pour traiter de la paix, *exigeait* que l'empereur renonçât à toutes ses conquêtes ; le roi Frédéric-Guillaume aveuglé par l'enthousiasme de ses troupes, entraîné par l'ardeur de Blucher et du duc de Brunswick, nous *menaçait de sa colère*, si les troupes françaises passaient le Rhin. J'ai su que Napoléon tenant en main ce singulier manifeste, ne put en achever la lecture, qu'il le froissa avec colère et le jeta par terre, en s'écriant avec une sorte de rage : " Se croit-il en
" Champagne ? Veut-il reproduire son manifeste ? Quoi ! il va venir à
" Paris, et par journées d'étapes ? Vraiment, j'ai pitié de la Prusse, je plains
" Guillaume. Il ne sait pas quelles sottises on lui fait écrire. C'est par trop
" ridicule. C'est un rendez-vous qu'il nous donne. Une belle reine veut
" être spectatrice du combat !....Allons !....Soyons courtois !....Mar-
" chons. Le rendez-vous est en Saxe ?....Parbleu ! on ne nous y attendra
" pas !"

génie militaire et son infatigable activité qui ne l'abandonnaient jamais, le servirent merveilleusement en cette circonstance; et la proclamation qu'on vient de lire, datée de Berlin, avant son départ pour Charlottenbourg, prouve qu'il n'agit point fortuitement, comme cela lui était souvent arrivé, mais que ses calculs étaient faits d'avance.

Ce génie des conquêtes peut avoir du charme sur un champ de bataille; un mouvement rapide et immense imprimé à de grandes masses par une seule volonté peut briller d'un éclat passager comme un éclair et éblouir les yeux de la multitude; mais quand on est loin du théâtre de la gloire, quand on en voit les tristes résultats accabler les peuples, le génie des conquêtes n'est plus que le génie de la destruction. Quel spectacle j'avais souvent sous les yeux! Il me fallait continuellement entendre des plaintes sur la détresse générale et exécuter des ordres qui ajoutaient aux immenses sacrifices déjà faits par la ville de Hambourg. Ainsi, par exemple, l'empereur me demanda cinquante mille capotes que je lui fis fournir sur-le-champ. Je sentais l'importance d'une pareille fourniture, aux approches de l'hiver et sous un climat dont nos soldats n'avaient pas encore affronté la rigueur. Je reçus aussi l'ordre de faire saisir à Lubeck, ville qui, comme on l'a vu, prise et reprise tour à tour par Blucher et Bernadotte, avait éprouvé plusieurs fois les calamités d'une siège et d'une capitulation, quatre cent mille last de blés *, et de les envoyer à Magdebourg. Ces blés appartenaient à la Russie. De son côté le maréchal Mortier fit saisir des bois de construction, appartenant également à la Russie. M. Olivier, inspecteur de la marine à Hambourg, en porta l'estimation à une valeur de quatorze cent mille francs. Enfin les villes anséatiques étaient traitées comme des vaches à lait; on les pressurait de toutes manières en même temps que le système continental commençait à tarir les sources de leur prospérité.

Au milieu de tant de vexations, de tant de calamités pour les peuples, il se trouvait des agens de l'empereur qui, pour se faire valoir, rendaient ces vexations et ces calamités encore plus douloureuses. Ainsi je me rappelle qu'un colonel,

* Le last pèse deux mille kilogrammes.

nommé Clément, homme qui cherchait à voiler sa médiocrité sous les excès d'un dévouement aveugle, publia en occupant militairement la ville de Bremen des proclamations telles que je fus obligé d'en donner connaissance au gouvernement. Ces proclamations étaient d'une inconvenance sans égale. Le colonel Clément avait pris sur lui, sans mission, sans autorisation, d'ajouter des variantes cruelles au décret impérial de Berlin relatif aux marchandises anglaises. Il allait beaucoup plus loin dans l'occupation de Bremen que ne l'avait fait le maréchal Mortier lorsqu'il exécuta l'ordre d'occuper le territoire et la ville de Hambourg. J'étais indigné, je l'avoue, de voir par de tels excés de pouvoir irriter la haine des habitans contre la France ; je présentai au maréchal Mortier des observations énergiques sur la conduite du colonel ; ce maréchal lui donna l'ordre formel de rétablir les choses à Bremen sur le même pied qu'à Hambourg, et de se renfermer strictement dans la teneur du décret de Berlin. Cet esprit de vexation n'animait que trop quelques-uns des chefs secondaires de l'armée ; et comment ces vexations, la ruine des cités, la ruine des habitans des villes et des campagnes, les plaintes universelles qui s'élevaient de toutes parts, à la plus grande gloire du grand empire, ou plutôt du grand empereur, ne purent-elles enseigner que ces peuples, alors désarmés, se relèveraient en masse quelques années plus tard, pour mettre un terme à leurs souffrances et venger leurs malheurs ?

Cependant nos troupes marchaient toujours en avant avec une rapidité telle que Murat qui, plus que qui que ce soit, avait la passion de la guerre, arriva avant la fin de novembre à Varsovie à la tête de l'avant-garde de la grande armée dont il avait le commandement. Alors le quartier-général de l'empereur était à Posen, et de toutes parts on lui envoyait des députations pour lui demander le rétablissement du royaume de Pologne et son indépendance. J'appris, par Rapp, qu'après avoir reçu la députation de Varsovie il lui dit : « J'aime les Polonais, leur ardeur me plait. Je voudrais « bien en faire un peuple indépendant ; mais c'est bien diffi- « cile. Trop de gens ont pris une part du gâteau ; l'Autriche, « la Russie, la Prusse ; la mèche une fois allumée, qui sait « où s'arrêtera l'incendie. Mon premier devoir est envers

" la France, et je ne dois pas la sacrifier à la Pologne ; cela " nous mènerait trop loin. Et puis il faut s'en remettre au " souverain de toutes choses, au temps ; il nous enseignera " plus tard ce que nous aurons à faire." Certes, si Sulkowski eût vécu, Napoléon se serait souvenu de ce qu'il avait dit en Egypte, et selon toute probabilité, il aurait relevé une puissance dont le morcellement commença, vers la fin du dernier siècle, à rompre cette espèce d'équilibre politique qui subsistait en Europe depuis le traité de Westphalie.

Ce fut au quartier-général de Posen que Duroc rejoignit l'empereur après sa mission, dont j'ai parlé, auprès du roi de Prusse. J'appris avec peine, qu'il avait versé dans son voyage, et s'était cassé une clavicule. Toutes les lettres que je recevais, n'étaient qu'une suite de doléances sur le mauvais état des routes ; on se battait pour ainsi dire dans la boue, et ce n'était qu'avec une extrême difficulté que l'on pouvait mener l'artillerie et les fourgons de l'armée. On m'a raconté depuis, que la voiture de M. de Talleyrand, que l'empereur avait demandé au quartier-général, dans l'espoir que l'on traiterait de la paix, s'était tellement embourbée que ce ministre resta en panne pendant près de douze heures. Les soldats étaient de mauvaise humeur d'être dans l'eau et la boue presque jusqu'aux genoux ; quelques-uns d'entre eux, ayant demandé à un homme de la suite du ministre, qui c'était, on leur répondit que c'était le ministre des affaires étrangères. " Ah ! bah ! dit le *Lustig* de la compagnie, " pourquoi est-ce qu'il vient faire de la diplomatie dans un " si mauvais chien de pays !"

L'empereur fit son entrée à Varsovie le premier janvier ; la plupart des rapports qu'il avait reçus précédemment avaient été d'accord pour lui peindre le mécontentement des troupes, qui, depuis quelque temps, avaient à souffrir du mauvais temps, des mauvais chemins et de toutes sortes de privations. Alors Bonaparte dit aux généraux qui lui rendirent compte du découragement qui avait succédé à l'enthousiasme dans l'esprit des troupes : " Leur avez-vous parlé de l'ennemi ? " sont-elles sans élan quand elles l'aperçoivent ?—Non, Sire. " —J'en étais sûr, mes troupes sont toujours les mêmes."

Ensuite il dit à Rapp: "*Je vais les réveiller !*" Puis il dicta la proclamation suivante.

" Soldats,

" Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous " étiez sur le champ de bataille d'Austerlitz. Les bataillons " russes épouvantés fuyaient en désordre, ou, enveloppés, " rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain ils " firent entendre des paroles de paix; mais elles étaient " trompeuses: à peine échappés, par l'effet d'une générosité " peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coa- " lition, ils en ont ourdi une quatrième; mais l'allié sur la " tactique duquel ils fondaient leur principale espérance " n'étoit déjà plus: ses places fortes, ses capitales, ses ma- " gasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, " sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre " sont en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de " la Pologne, le mauvais temps de la saison, n'ont pu vous " arrêter un moment; vous avez tout bravé, tout surmonté; " tout a fui à votre approche. C'est en vain que les Russes " ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et illustre " Pologne. L'aigle française plane sur la Vistule. Le " brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les " légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédi- " tion.

" Soldats, nous ne déposerons pas les armes que la paix " générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, " n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. " Nous avons conquis sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos " établissemens des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les " colonies espagnoles; qui donnerait le droit aux Russes de " balancer les destins? qui leur donnerait le droit de ren- " verser de si justes desseins? Eux et nous, ne sommes- " nous plus les soldats d'Austerlitz."

Quand Bonaparte dictait ses proclamations, et Dieu sait combien j'en ai écrit sous sa dictée, il avait par moment l'air inspiré; sa tête se montait comme celle des improvisateurs italiens; il était pour ainsi dire sur le trépied, et il fallait écrire avec une incroyable activité pour le suivre, car sa dictée était une improvisation; il était alors sérieux et se

faisait relire ce qu'il avait dicté ; c'est alors que plus d'une fois je l'ai vu s'applaudir en riant de l'effet que produirait telle ou telle phrase. En général ses proclamations ont roulé sur trois points : vanter aux soldats ce qu'ils avaient fait, leur montrer en perspective ce qu'ils avaient encore à faire, et dénigrer ses ennemis. La dernière proclamation que je viens de citer, on la répandit avec profusion dans toute l'Allemagne, et il est impossible, sans en avoir été témoin, de se figurer l'effet inconcevable qu'elle produisit sur toute l'armée. Les corps stationnés en arrière brûlaient de traverser à marches forcées l'espace qui les séparait encore du quartier-général, et celles qui se trouvaient plus rapprochées de l'empereur oubliaient leurs fatigues, leurs maux, leurs privations et aspiraient à combattre. La plupart du temps, ils ne comprenaient guère ce que disait Napoléon : je ne crois pas, par exemple, qu'ils comprissent comment on avait repris Pondichéry et le cap de Bonne-Espérance sur l'Elbe et sur l'Oder, mais ils se disaient entre eux : " L'empereur a dit cela." Ils se rappelaient les combats où ils s'étaient trouvés ; ils marchaient gaiement sans souliers, ils passaient de longues heures sans vivres et sans se plaindre, tant était prodigieux l'enthousiasme ou plutôt le fanatisme que Napoléon savait inspirer à ses soldats, quand il avait senti la nécessité de les *réveiller*.

CHAPITRE XVII.

Souvenir du duc de Mecklembourg.—Objet de ses visites à Hambourg.—Ma maison de campagne dans le Holstein.—Mes relations avec le duc de Weimar.—J'obtiens la restitution de ses états.—Lettre de remercimens.—Le traité de Tilsitt et le duc de Mecklembourg.—Visite que me fait le prince héréditaire et son voyage à Paris.—Les listes de présentations et le nobiliaire de l'Europe.—Lettre du grand duc héréditaire de Bade.—Mon salon et mon cabinet.—Horreur des espions.—Offre de Butler, agent anglais.—L'homme aux précautions.—Butler à Paris et à Londres et articles de journaux singuliers.—Crainte de Bonaparte des relations entre la France et l'Angleterre.—L'empereur mécontent de Fouché.—Grande terreur inspirée par les commis-voyageurs.—Misère de la Hollande.—Inutile opposition de Louis au décret de Berlin.—Beau raisonnement de la police.—Nouveaux suspects.—Impossibilité d'exécution.

J'ai parlé précédemment du duc de Mecklembourg-Schwerin, de sa famille, et surtout de sa fille ; la princesse Charlotte, mariée au prince royal de Danemarck ; j'avais oublié une circonstance qui me revient actuellement à la mémoire relativement à mes relations avec lui. Lorsque, étant expulsé de ses états après la bataille d'Iéna, il se fut refugié à Altona, il me fit demander par son ministre à Hambourg, le comte de Plessen, la permission de venir quelquefois dans cette ville : je la lui accordai sans peine : mais il ne mit aucune précaution dans ses visites, et je lui en fis quelques observations amicales. Je savais bien le but de ces visites ; il s'agissait d'une liaison secrète ; mais, d'après mes observations, il fit venir à Altonna la personne qui l'attirait à Hambourg, et m'assura fort obligeamment qu'il avait pris cette détermination pour être plus sûr de ne pas me compromettre. Il ne vint plus que rarement à Hambourg ; mais, comme nous étions dans la meilleure intelligence avec le Danemarck, je continuai à voir souvent son gendre et sa fille qui venaient souvent dans une maison que j'avais dans le Holstein près d'Altona. J'y recevais aussi presque tous les jours le duc de Weimar, homme bon, aimable, excellent, doué de toutes les plus heureuses qualités. J'avais l'avantage de vivre avec lui dans une intimité telle que ma maison, était pour ainsi dire, devenue la sienne. Il avait aussi perdu ses états ; mais la po-

sition dans laquelle j'étais, et les circonstances qui se rattachaient à mon séjour à Hambourg, me permettaient d'exercer quelque influence sur les indulgences ou les sévérités politiques du gouvernement, et je fus assez heureux pour contribuer à la restitution de ses états. J'avais pour lui un attachement si sincère que son départ ma causa beaucoup de regrets. A peine arrivé à Berlin, il m'écrivit la lettre suivante dont je fus vivement touché.

" Monsieur,

" Veuillez recevoir avec bonté les hommages de ma vive reconnaissance, pour toutes les marques de bonté que vous avez bien voulu me donner pendant mon séjour à Hambourg, et pour les honnêtetés que j'ai reçues dans votre maison. Votre mérite personnel, Monsieur, m'a vivement frappé, et c'est un des plus heureux jours de ma vie, que celui où j'ai joui de l'avantage de contracter votre connaissance.

" Permettez que je présente à madame de Bourrienne les hommages de mon respect, et comme je désire extrêmement que ma mémoire soit conservée dans votre aimable famille, je joins à ceci un diamant que je vous supplie d'accepter de ma part, et de conserver comme un gage de ma parfaite gratitude, et du désir que j'ai de n'être point effacé de votre souvenir.

" C'est toujours avec le sentiment d'une considération toute particulière que j'ai l'honneur d'être, etc.

" Le duc de Weimar."

Berlin, 7 décembre 1806.

Le duc de Mecklembourg fut moins heureux que le duc de Weimar, malgré son alliance avec la famille régnante de Danemarck ; il fut contraint de rester à Altona jusqu'au mois de juillet suivant, car ses états ne lui furent rendus que par suite du traité de Tilsitt. Dès que l'on sut la nouvelle du retour de l'empereur à Paris, son fils, le prince héréditaire, vint me voir à Hambourg pour me demander si je pensais qu'il lui serait possible d'y aller mettre aux pieds de l'empereur l'expression de la reconnaissance de son père et de la sienne ; c'était un jeune homme très-bien élevé et de

beaucoup d'espérance; il partit accompagné de MM. Oertzen et du baron de Brandstaten. Quelque temps après, je vis son nom dans le Moniteur sur une des listes de présentation à l'empereur, listes dont la collection pendant l'empire pourrait tenir lieu du nobiliaire général de presque toute l'Europe.

Je ne cède point du tout à un mouvement de vanité en rappelant quelques-unes des mes relations avec plusieurs princes de l'Allemagne; j'ai vu de trop près comment s'élèvent et s'abaissent les grandeurs humaines, pour être encore séduit par leurs prestiges, je veux seulement prouver comment à force de modération, même en exécutant les ordres impérieux d'un gouvernement de fer, je suis parvenu à inspirer de la confiance à quelques princes d'outre-Rhin, et, à cette occasion, je rapporterai encore une lettre que m'écrivit au mois de décembre 1806, pour une recommandation de famille, le prince Charles, grand-duc héréditaire de Bade; je lui laisse son cachet germanique.

" J'ai l'honneur de vous adresser cette lettre, pour vous prévenir que j'ai donné le conseil à ma sœur de se rendre à Hambourg, pour être plus près de son mari le prince de Brunswick-Oels. Je vous prie, monsieur le ministre, de vouloir bien vous intéresser pour elle pendant son séjour à Hambourg, dont je vous aurais une reconnaissance infinie, et me tranquillisera sur la crainte de la savoir toute seule. Je saisis cette occasion pour vous assurer de la considération distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc., etc."

Toutes mes relations n'étaient pas aussi agréables que celles dont je viens de parler, et je puis dire qu'il y avait un grand contraste entre les personnes qui voulaient bien venir dans mon salon et celles que mon devoir me commandait de laisser pénétrer dans mon cabinet. On dit qu'on s'accoutume à tout, cette sentence est pour moi exceptionnelle, car malgré la nécessité où j'ai été si souvent réduit de me servir d'espions, je n'ai jamais pu en voir un sans un mouvement d'horreur, lorsque surtout ce sont des gens nés pour tenir un rang honnête dans le monde, qui se dégradent à cet infâme métier et viennent offrir leurs honteux services. On ne saurait croire de quelles combinaisons de tels hommes sont ca-

pables pour se couvrir d'un masque, et inspirer de la confiance à ceux qu'ils vont trahir. Il m'en revient actuellement à l'esprit un exemple qui mérite d'être connu.

Un de ces misérables que l'on a la manie d'employer dans de certains temps et dans tous les partis, vint un jour m'offrir ses services. Il se nommait Butler, et avait été envoyé d'Angleterre sur le continent avec mission d'espionner le gouvernement français. Il s'en ouvrit à moi tout de suite; puis il se plaignit de prétendus ennemis, d'injustices qu'on lui avait faites, et enfin il me dit qu'il avait le plus grand désir de s'attacher à la cause de l'empereur, et que rien ne lui coûterait pour prouver son dévouement. La véritable raison de son changement de parti, comme c'est celle de tous ces gens-là, n'était autre chose que l'espoir d'une meilleure récompense. Quoiqu'il en soit, je ne crois pas que jamais aucun agent de son espèce ait poussé aussi loin les précautions pour que son ancien parti ne puisse pas soupçonner qu'il en sert un autre; à moi, il me répétait continuellement combien il serait heureux de se venger de ses ennemis de Londres. Il me demanda d'aller à Paris pour se faire examiner par le ministre de la police lui-même. Pour plus de sûreté, il demanda à être mis au Temple en y arrivant, et que l'on fît insérer dans les journaux anglais un article ainsi conçu: "John Butler, dit comte Butler, vient d'être arrêté et envoyé " à Paris, sous bonne escorte, par le ministre de France à " Hambourg." Au bout de quelques semaines, Butler, chargé des instructions du ministre, partit pour Londres; mais, par suite de son système de précautions, et disant lui-même qu'il ne pouvait pas être assez flétri pour pouvoir être utile et tirer vengeance de ses ennemis, il demanda qu'on publiât dans les journaux un autre article ainsi conçu: "Il " est enjoint au nommé Butler, arrêté à Hambourg comme " agent anglais, et conduit à Paris, de quitter la France et " les territoires occupés par l'armée française et leurs alliés, " avec défense d'y paraître avant la paix générale." Butler jouit en Angleterre des honneurs de la persécution française; on vit en lui une victime qui méritait toute la confiance des ennemis de la France; Fouché eut par lui beaucoup de renseignemens, et il ne fut pas pendu! Qui, en effet, aurait pu ne pas être dupe d'une fourberie aussi audacieuse? Vrai-

ment, il y a des choses dont il faut presque être capable pour en avoir le soupçon !

Malgrè la prétendue nécessité d'employer des agens secrets, Bonaparte n'aimait pas que l'on établît, même sous ce prétexte, un trop grand nombre de communications entre la France et l'Angleterre ; mais Fouché n'en dirigeait pas moins dans l'ombre les évolutions de son armée souterraine. Fouché, pendant la campagne de Prusse, avait causé un vif mécontentement à l'empereur, à l'occasion d'une affaire dont j'ai déjà parlé. Il blâma fort le ministre de la police d'avoir souffert qu'une députation du sénat fût venu lui faire à Berlin des espèces de remontrances, pour l'engager à ne pas passer l'Oder. Il dit que Fouché aurait dû, comme sénateur, dissuader le sénat de faire une pareille démarche sans son autorisation, et que si le sénat eût persisté dans l'objet de sa délibération, il aurait été de son devoir d'empêcher la députation de partir, par les moyens qui étaient en son pouvoir. Fouché en avait beaucoup, car on pourrait presque dire qu'en l'absence de Napoléon, la police était régente de France. Toujours prêt à favoriser tout ce qui pouvait donner de l'importance à la police et flatter l'empereur dans ses ombrageuses défiances, Fouché m'écrivit que le gouvernement avait la certitude que beaucoup de Français, voyageant pour le compte de plusieurs maisons de commerce de France, se trouvaient à Manchester pour y acheter des objets de fabrication anglaise. Cela était vrài, mais le moyen de l'empêcher ? ces commis voyageurs passaient par la Hollande, où ils éprouvaient peu de difficultés pour s'embarquer. Les nouvelles particulières que je recevais de ce pays étaient toutes d'accord pour me peindre la détresse de son commerce, depuis son érection en royaume en faveur de Louis Napoléon. Le fatal décret de Berlin, s'il eût pu être exécuté strictement, aurait causé la ruine de ce pays où la nouvelle du systême continental avait été un coup de foudre.

Louis, avec sa probité connue, ne pensant pas que le roi de Hollande dût sacrifier les intérêts de ses nouveaux sujets aux volontés de son frère, ne fit exécuter d'abord que mollement et pour la forme le désastreux systême, mais la colère de Napoléon éclata contre lui ; ainsi vers la fin de l'année 1806, il fut réduit à la nécessité d'ordonner la stricte exécution du

blocus. J'appris que dans un mouvement d'humeur, l'empereur dit, que si son frère ne se soumettait pas à ses ordres, il ferait faire des visites domiciliaires dans toute la Hollande. Quel bon moyen, pour attacher les peuples à sa politique dévorante, que de commencer par les ruiner et les humilier! La facilité avec laquelle les voyageurs des maisons de commerce françaises passaient de la Hollande en Angleterre causait en même temps d'autres terreurs au gouvernement français. On disait: Puisque des Français peuvent si facilement se transporter du continent dans la Grande-Bretagne, par la même raison les agens du cabinet anglais peuvent se transporter sur le continent. En vertu de ce beau raisonnement, il fallut, d'après les ordres de la police, que les consuls surveillassent non-seulement les personnes qui revenaient évidemment d'Angleterre, mais celles qui pourraient peut-être en revenir. C'était, comme on le voit, une loi de suspects à l'usage des commis-voyageurs, digne corollaire du système continental. Tout cela était d'une conception admirable; mais l'exécution! . . . On avait beau faire, on avait beau multiplier les perquisitions inquisitoriales, prodiguer les menaces, faire espionner, encourager les délations, le continent n'en était pas moins inondé des produits des fabriques anglaises, par la raison toute simple que, quelque forte que soit la volonté d'un souverain, elle l'est beaucoup moins que les besoins des peuples et ne peut pas avoir la même durée. Le système continental me rappela cette loi de je ne sais plus quel législateur, qui, pour un crime qu'il jugeait impossible à commettre, condamnait celui qui s'en rendrait coupable à jeter un bœuf par dessus le mont Taurus.

CHAPITRE XVIII.

Extraits de correspondance. — Séjour de Napoléon à Posen.—Création du royaume de Saxe.—Vénération de l'Allemagne pour le roi de Saxe.—Incertitudes de l'empereur sur la Pologne.—Fêtes et revues à Varsovie.—Mode d'approvisionnement pour l'armée.—La France au quartier-général.—Les auditeurs et les porte-feuilles des ministres.—Emploi du mois de janvier et dispositions militaires.—Jugemens par analogie.—La campagne de Vienne, la campagne de Prusse, et différence de position.—Nouvelles reçues et envoyées en même temps.—Armement de l'Autriche en Bohême. Conduite du cabinet de Vienne semblable à celle du cabinet de Berlin.—Nécessité d'agir promptement.—Les Français prévenus par les Russes.—Journée d'Eylau.—Retard du corps de Bernadotte.—Imputations calomnieuses.—Mort du général d'Haupoult.—Bonaparte faisant parler les morts.—Justification de Bernadotte.

Je n'ai ni la prétention, ni même l'intention de tracer ici un tableau de l'Europe à la fin de l'année 1806. Je veux seulement réunir quelques faits dont je fus informé alors, et que je retrouve dans mes correspondances du temps, relativement à l'époque dont je parle. J'ai dit que l'empereur était arrivé à Varsovie le premier de janvier. Pendant son séjour à Posen, toujours empressé de réaliser les bénéfices de ses victoires, il avait, sous le titre de traité conclu avec l'électeur de Saxe, fondé un nouveau royaume, et, par conséquent, étendu sa puissance en Allemagne, par l'annexe du nouveau royaume de Saxe à la confédération du Rhin. Aux termes de ce traité, la Saxe, justement renommée pour sa cavalerie, fournit un contingent de vingt mille hommes à l'empereur. Ce secours n'était pas à dédaigner, non pas à cause des hommes, mais surtout à cause des chevaux dont la Saxe pouvait fournir et fournit abondamment l'armée française.

C'était un spectacle tout nouveau pour les princes d'allemagne, tous habitués à de vieilles habitudes d'étiquette, que de voir un souverain parvenu les traiter en sujets, et les obliger, par son audace, à se regarder comme tels. Ces fameux Saxons, qui avaient fait trembler Charlemagne, se jetaient dans les bras de l'empereur, et ce n'était sûrement pas pour Bonaparte une chose indifférente, que de voir le chef de la maison de Saxe s'attacher à sa destinée, car le nouveau roi de Saxe

était, par son âge, ses goûts, son caractère, le prince le plus vénéré de toute l'Allemagne.

A Varsovie, depuis le moment où il y arriva jusqu'aux temps où commencèrent les hostilités contre les Russes, l'empereur reçut à chaque moment de nouvelles sollicitations pour rétablir le trône de Pologne, et rendre sa chevaleresque indépendance à l'ancien empire des Jagellons. Une personne, qui était alors à Varsovie, m'a dit que l'empereur était dans la plus grande incertitude sur ce qu'il voulait faire de la Pologne : on le circonvenait pour le supplier de rétablir cet ancien et héroïque royaume, mais il ne prit aucune décision d'avance, selon l'habitude qu'il avait de se soumettre aux évènemens pour avoir mieux l'air de leur commander. A Varsovie, en effet, l'empereur passa en partie son temps, en plaisirs et en fêtes, en galas et en réceptions, ce qui ne l'empêcha pas de veiller, avec ses yeux d'aigle, à ce qu'aucune partie du service, tant intérieur qu'extérieur, ne manquât. Il était, lui, dans la capitale de la Pologne, mais sa vaste intelligence était présente partout. J'ai entendu dire à Duroc, quand nous eûmes l'occasion de causer ensemble de la campagne de Tilsitt, que jamais Napoléon ne s'était montré plus plein et plus entier. Il était ravi de s'offrir dans des parades, à la vue et à l'enthousiasme de ses soldats, de recevoir des princes supplians, qui venaient timidement redemander la restitution de leurs états, de se montrer ensuite dans de brillantes réceptions, et de se jeter après dans des projets gigantesques sur l'Orient. La guerre des Turcs avec la Russie offrait sur ce point, des chances, ou plutôt des chimères favorables à son ambition. Cependant, sa tête universelle, en s'occupant à de graves combinaisons, descendait à des détails ; ainsi, d'après les renseignemens puisés dans la quantité énorme de dépêches que je reçus alors, soit par des courriers extraordinaires, soit par des voies plus communes, j'ai dû regarder comme un chef-d'œuvre d'administration, la manière dont l'empereur établit à Varsovie un mode d'approvisionnement pour son armée qui manquait de tout.

Une autre chose bien remarquable dans les guerres impériales, c'est que, à l'exception de la police intérieure, dont Fouché était l'âme damnée, tout le gouvernement de la France était au quartier-général de l'empereur. Non-seule-

ment Napoléon s'occupait, à Varsovie, des besoins de son armée, mais il y gouvernait la France comme s'il eût été à Paris. Chaque jour, des estafettes, et de temps à autre ses inutiles auditeurs au conseil d'état lui apportaient, avec plus ou moins d'exactitude, les dépêches de l'ombre de gouvernement qu'il avait laissée à Paris, les plus curieuses révélations, souvent inventées de la police. Les portefeuilles des ministres arrivaient chaque semaine, à l'exception de ceux du ministre des relations extérieures, qui, resté d'abord à Mayence avec l'impératrice, avait été appelé à Varsovie, et du ministre de la guerre, Clarke, qui, pour le malheur de Berlin, en était gouverneur. Cet ordre de choses dura pendant les dix mois que l'empereur resta absent de Paris. Louis XIV avait dit: " L'Etat, c'est moi." Napoléon ne disait pas la même chose, mais, de fait, sous son règne, le gouvernement de la France fut toujours à son quartier-général, chose fâcheuse, et qui faillit lui devenir funeste, comme on le verra quand j'aurai plus tard à raconter ce que, peut-être, moi seul je sais bien, sur la conspiration de Mallet.

L'empereur employa le mois de janvier en dispositions militaires, pour la prochaine attaque des Russes; mais en même temps il ne négligea pas le travail du cabinet; tout marchait de front avec lui. Rien de ce que l'on me mandait de Varsovie ne pouvait m'étonner, car tout ce que l'on me disait de son activité, de ses prévisions, de son incroyable intelligence m'était bien connu; seulement il appliquait son génie à d'autres combinaisons, et la connaissance que j'avais plus que qui que ce soit de ses habitudes et de son caractère, me permettait de juger ses actions, non-seulement par leur extérieur, mais par le for intérieur de sa pensée. Je l'avais vu assez souvent sur des champs de bataille, pour n'être pas surpris au récit de ses ordres instantanés, et si sa position, à Varsovie, était difficile, je l'avais vue plus difficile encore à Saint-Jean-d'Acre et à Marengo, avant que la bataille fût gagnée.

Je sais bien que quand l'empereur était à Varsovie, il ne s'agissait pas seulement d'une bataille; les affaires étaient beaucoup plus compliquées que dans la campagne de Vienne: il fallait, d'une côté, observer la Prusse que l'on occupait, et, d'un autre côté, prévenir les Russes, dont les mouvemens et les dispositions annonçaient qu'ils étaient déterminés à

prendre l'initiative. Dans la campagne précédénte, l'Autriche, avant la prise de Vienne, se trouvait seule engagée ; il n'en était plus de même, l'Autriche n'avait eu que des soldats, et la Prusse, comme me le disait Blucher, commençait à avoir des citoyens. Point de difficulté pour revenir de Vienne ; beaucoup de difficultés pour revenir de Varsovie, en cas de non-succès, malgré la création du royaume de Saxe et l'organisation administrative provisoirement donnée à la Prusse et aux autres Etats de l'Allemagne que nous avions conquis. Rien de cela n'échappa à la perspicacité de Napoléon ; rien de cela ne fut omis dans les notes, lettres, billets et correspondances officielles, que je recevais de tous les points. Particulièrement informé, par mes propres correspondances, de tout ce qui se passait en Allemagne, il m'arrivait souvent de transmettre au gouvernement les mêmes nouvelles que de son côté il me transmettait, ne supposant pas que j'en fusse informé. C'est ainsi, par exemple, que je crus apprendre au gouvernement l'armement de l'Autriche, dont je reçus l'avis quelques jours plus tard.

L'Autriche joua, lors de la campagne de Prusse, précisément le rôle que la Prusse avait joué pendant la campagne d'Autriche. Indécision d'une part, indécision de l'autre. Comme la Prusse avait attendu le succès ou la défaite des armées françaises, avant Austerlitz, pour rester neutre, ou pour se déclarer contre la France, l'Autriche, supposant sans doute que la Russie serait plus heureuse, alliée à la Prusse, que quand elle était sa propre alliée, rassembla en Bohême un corps de quarante mille hommes. Ce corps fut appelé du nom d'armée d'observation ; mais on sait à quoi s'en tenir sur ces sortes d'observations ; elles sont dans la catégorie des neutralités armées et dans celle de l'ingénieuse invention des cordons sanitaires. Le fait est que les quarante mille Autrichiens réunis en Bohême étaient destinés, en cas de succès de la part des Russes, à leur prêter aide et assistance ; et quel est l'homme raisonnable qui oserait blâmer le gouvernement autrichien, d'avoir espéré une vengeance légitime qui l'aurait lavé de la honte du traité de Presbourg ?

Dans cet état de choses, avec cette complication de sentimens hostiles qui n'étaient pas douteux, quoique les gouvernemens qui y étaient intéressés tâchassent de les faire

paraître tels, il n'y avait donc pas un seul instant à perdre pour Napoléon, et ce n'était pas à l'impatience de son génie qu'il fallait donner des conseils d'activité. Comme il avait hâté le succès d'Austerlitz, pour prévenir la Prusse, il dut prévenir la Russie, pour maintenir l'Autriche dans son indécision.

L'empereur partit donc de Varsovie vers la fin de janvier, et alla aussitôt donner des ordres pour que l'on pût joindre l'armée russe dans les premiers jours de février. Mais, malgré son désir d'attaquer, l'empereur fut prévenu. L'armée russe l'attaqua le 8 février, à sept heures du matin par un temps affreux. Malgré l'abondance de la neige qui tombait à gros flocons, les Russes avançaient toujours; ils approchaient de Preussich-Eylau où était l'empereur, ce fut la garde impériale qui arrêta la colonne Russe. Presque toute l'armée française fut engagée dans cette bataille, l'une des plus meurtrières qui jusque-là avaient été livrées en Europe. Le corps commandé par Bernadotte ne donna pas, parce qu'il avait été placé sur la gauche ă Mohrungen, d'où il menaçait Dantzig. L'issue de la bataille eut été bien différente si les quatre divisions d'infanterie et les deux divisions de cavalerie, dont se composait le corps d'armée de Bernadotte, eussent pu arriver à temps, mais malheureusement l'officier chargé de lui transmettre l'ordre de se diriger en toute hâte sur Preussich-Eylau, fut pris par un gros de Cosaques, de sorte que Bernadotte n'arriva pas. Bonaparte, qui voulait toujours s'en prendre à quelqu'un de ce que les choses ne se passaient pas absolument comme il le voulait, attribua le non-succès de cette journée, au moins douteuse, à l'absence de Bernadotte, ce qui était vrai, mais en même temps il en fit un objet de reproche pour le maréchal, ce qui était une horrible injustice. On l'accusa de n'avoir pas voulu marcher sur Preussich-Eylau, quoique, assure-t-on, le général d'Haupoult l'eût averti du besoin que l'on avait de lui. Mais comment constater ce fait, puisque ce jour-là même le général d'Haupoult fut tué? Qui pouvait assurer que ce maréchal eût pu communiquer directement et personnellement avec le maréchal Bernadotte? Quiconque a bien connu Bonaparte, ses ruses, et le parti qu'il savait tirer des paroles placées par lui dans la bouche des morts, ne

verra point là une énigme difficile à deviner, et pour en trouver le mot, il suffirait d'ailleurs de se rappeler la manière dont il chargea la mémoire de l'amiral Brueys, de la perte du combat naval d'Aboukir et de la destruction de notre flotte, parce que l'amiral ayant été tué ne pouvait pas le démentir. Il en fut de même à Eylau à l'égard du général d'Haupoult.

Quoiqu'il en soit, la journée d'Eylau fut terrible; on gagna la nuit comme l'on put, en attendant toujours, mais en vain, le corps de Bernadotte; et après une perte considérable, l'armée française eut le triste honneur de coucher sur le champ de bataille. Bernadotte arriva trop tard et rencontra l'ennemi qui battait en retraite et se dirigeait sans crainte d'être inquiété dans la direction de Kœnigsberg, la seule capitale qui restât encore à la Prusse. Le roi de Prusse était alors à Memel, petit port sur la Baltique à trente lieues de Kœnigsberg.

Lorsque, plus tard, Bernadotte étant à Hambourg, je lui parlai des reproches que Bonaparte lui avait adressés à l'occasion de la journée d'Eylau, il me dit: "Vous le voyez, toujours des assertions calomnieuses de la part de cet homme-là; mais cela m'est égal, je me f . . . de lui!" Je lus à Bernadotte un bulletin que j'avais reçu du quartier-général, dans lequel Bonaparte se plaignait encore de Bernadotte, comme il l'avait fait après Auerstaedt et lui reprochait de l'avoir abandonné. Bernadotte m'expliqua la manœuvre tout-à-fait à son avantage, et il ajouta même sur quelques généraux des réflexions peu favorables, et qui, selon moi, manquaient de convenances. Comme ils vivent encore, je me tairai pour leur éviter une querelle avec leur ancien camarade, le roi de Suède.

CHAPITRE XIX.

La bataille d'Eylau, et *Te Deum* chanté en Russie.—Pierre et Catherine.—Sélim, Mustapha et Mahmoud.—Ambassade de Sébastiani à Constantinople.—Nouveaux trônes en Europe.—Mission de Gardanne en Perse.—Souvenir de Joséphine.—Lettre qu'elle m'écrit pour me recommander M. Fazy.—Note destinée à un journal et non imprimée.—Effet produit à Berlin, lors de la nouvelle de la mort du duc d'Enghien.—L'ambassadeur de France et les Français abandonnés.—Inconvenances de Napoléon à l'égard de la reine de Prusse.—Adoration des Prussiens pour leur reine.—M. de Turenne à Hambourg.—Le maréchal Victor prisonnier.—Nouvelles difficultés de ma position.—Abus du pouvoir militaire.—Droits diplomatiques soutenus.—Rancune du maréchal Brune.

Apres la conquête du champ de bataille, jonché de morts, d'Eylau, de part et d'autre on resta quelque temps stationnaire, et plusieurs jours se passèrent sans grands événemens ; les offres de paix faites par l'empereur, avec bien peu d'empressement, il est vrai, furent rejetées avec un orgueil dédaigneux. Il semblait qu'une victoire disputée à Napoléon dût être regardée comme un triomphe, et l'on aurait dit que la bataille d'Eylau avait fait tourner la tête aux Russes, qui firent chanter un *Te Deum;* mais pendant que l'empereur faisait de nouvelles dispositions pour se porter en avant, sa diplomatie agissait au loin, et suscitait à la Russie un ennemi, qui fut longtemps redoutable pour elle : la Turquie lui déclara la guerre. C'était une diversion puissante, qui obligeait la Russie à dégarnir ses frontières de l'ouest pour s'assurer une ligne de défense sur ses frontières du sud, si prodigieusement reculées depuis Pierre-le-Grand jusqu'à Catherine, que Voltaire a aussi surnommée *le Grand.* Napoléon s'était avancé à Finkenstein, où il attendait le moment où il serait nécessaire qu'il se mît à la tête de son armée. Ce fut pendant son séjour dans cette ville qu'il apprit la révolution de Constantinople, qui avait coûté la vie au sultan Sélim, qui la coûta plus tard au fameux visir Mustapha Baraictar, et qui plaça enfin sur le trône ottoman le sultan Mahmoud. La Porte, arrachée à l'influence anglaise par les habiles négociations du général Sébastiani, mit le plus grand apparat dans

sa déclaration de guerre à la Russie, et fit déployer, dans cette circonstance, l'étendard du prophète.

En même temps que l'ambassadeur de France à Constantinople était parvenu à faire déclarer la Turquie contre la coalition, l'empereur somma l'Espagne, conformément au traité d'alliance qui existait entre cette puissance et la France, de mettre un corps de troupes à sa disposition. L'empereur le destinait à occuper la ligne de l'Elbe, et l'on verra plus tard ce qui advint de l'accomplissement de la volonté de l'empereur.

Quelque temps après, eut lieu la fameuse ambassade en Perse du général Gardanne, ambassade dont les voies avaient été ouvertes par l'heureux succès de la mission de mon ami Amédée Jaubert; et le lecteur doit se rappeler le désir que j'avais eu de l'accompagner, et que j'avais témoigné à l'empereur dans la dernière audience que j'avais eue de lui avant son départ pour se faire couronner roi d'Italie. Il n'y avait pas deux ans de cela, et que de choses s'étaient passées. L'Autriche conquise, la Prusse occupée, la Russie menacée, Naples enlevée à la maison de Bourbon, la république Batave transformée en royaume de Hollande, et trois royaumes surgis du sein de ce vieux corps germanique où bientôt allait s'élever encore le royaume de Westphalie, en dépit du traité du même nom. Tout cela s'était fait comme par enchantement: il en avait bien plus couté un siècle auparavant, à la vieille diplomatie de l'Europe, pour accorder le titre de rois de Prusse aux marquis de Brandebourg. Les hommes auxquels l'empereur donna le plus d'occupation furent sans aucun doute les géographes; il dut leur falloir une grande rapidité de travail pour parvenir à tracer une carte politique de l'Europe, avant que Napoléon n'y eût fait de nouveaux changemens.

L'ambassade de Gardanne en Perse ne fut pas seulement une de ces fastueuses légations telles qu'en reçurent Charlemagne et Louis XIV., de l'impératrice Irène et du roi de Siam; et Louis XVI., de Tippoo-Saëb. Cette légation se rattachait aux premières idées qui avaient germé dans la tête de Bonaparte, dès l'aurore de sa puissance. Ce fut en effet la lumière de l'Orient qui fit d'abord briller à ses yeux sa grandeur en perspective. Cette lumière ne cessa jamais de

l'éclairer, d'appeler, de fixer son attention. J'ai même su d'une manière certaine que l'ambassade de Gardanne en Perse avait été d'abord conçue par l'empereur sur une échelle plus grande que celle sur laquelle elle fut exécutée. Il avait résolu d'envoyer au shah de Perse quatre mille hommes d'infanterie, commandés par des officiers choisis et expérimentés, dix mille fusils et cinquante pièces de canon. J'ai la certitude que des ordres furent donnés pour l'exécution de ce projet. Le but que se proposa et qu'avoua l'empereur, quand il eut mûri ce dessein, était de mettre le shah à même de faire une diversion importante avec quatre-vingt mille hommes, dans les provinces de la Russie orientale. Mais il en avait un autre, ancien, réel, constant, qui dominait sans cesse les hauteurs de sa pensée, le désir de frapper l'Angleterre dans le cœur de ses possessions asiatiques. Tel fut le principal motif de la mission de Gardanne, mals les circonstances ne permirent pas à l'empereur de lui donner toute l'importance qu'il aurait voulu; il se contenta d'envoyer quelques officiers du génie et d'artillerie, qui, à leur arrivée, furent étonnés de la quantité d'Anglais qu'ils trouvèrent en Perse.

Je laisse à présent de côté mes notes et mes souvenirs politiques du temps dont je parle, pour revenir à des choses qui me sont plus personnelles, et qui se rattachent à des intérêts moins généraux. Joséphine avait accompagné l'empereur jusqu'à Mayence, et y resta quelque temps aprés lui, jusqu'au moment, je crois, où M. de Talleyrand, qui était aussi à Mayence, fut mandé à Varsovie; ensuite elle retourna à Paris. Bien persuadée du bonheur que j'éprouverais à lui être agréable en quelque chose, Joséphine eut la bonté de me recommander quelques personnes auxquelles elle s'intéressait, et je n'ai pas besoin de dire quel empressement je mis toujours à faire tout ce qui dépendait de moi en faveur de ses protégés. Voici un de ses billets de recommandation qui prouve que, depuis mon éloignement de Paris, elle n'avait pas changé de sentimens à mon égard.

“ Monsieur Bourrienne, M. Fazy, natif de Genève, se rend “ à Hambourg pour y suivre un procès relatif à une succes-“ sion qui lui est contestée. Il désire que je le recommande “ à votre bienveillance, et je vous écris en sa faveur, d'au-

" tant plus volontiers que je profite de cette occasion pour
" vous renouveler l'assurance de mon amitié.

" JOSÉPHINE."

Paris, le 11 février 1807.

Muni de la lettre qu'on vient de lire, M. Fazy se présenta chez moi, et je lui fis l'accueil qu'exigeait une pareille recommandation et que d'ailleurs il méritait personnellement.

Je trouve dans mes papiers de cette époque une note qui me fut transmise, je ne sais plus par qui ni comment, et qui se rapporte également à l'effet que produisit en Prusse la mort du duc d'Enghien et à l'inimitié de la Prusse pour les Français au commencement de la campagne d'Iéna. Au surplus, je crois pouvoir garantir l'exactitude des faits qu'elle contient. Il se peut, sans que j'en sois toutefois parfaitement sûr, que ce soit un article destiné au Correspondant de Hambourg qui aura été intercepté, et qui, par conséquent, n'aura pu y être inséré. Quoi qu'il en soit, voici cette note.

" Le jour où l'on apprit à Berlin la nouvelle de la mort du duc d'Enghien, il y avait réception et jeux à la cour. Quand le courrier porteur de cette affreuse nouvelle arriva, il était trop tard pour contremander la réunion, et d'ailleurs dans la nécessité où était le roi de Prusse d'observer beaucoup de ménagemens avec le chef du gouvernement français, il y aurait eu de l'imprudence de sa part, n'étant point déterminé à écouter les offres d'alliance que lui proposait l'Angleterre. L'embarras fut grand le soir pour les personnes chargées de faire les honneurs et d'arranger les parties. Dès que la nouvelle de la mort du jeune prince assassiné fut connue, les esprits furent tellement exaspérés que la plupart des Français résidans à Berlin devinrent un objet de haine ou tout au moins de répugnance. C'était un sentiment irréfléchi, injuste, sans doute, mais spontané. Enfin le soir, quand il s'agit d'organiser les parties, on ne trouva personne qui voulût s'asseoir à la même table que l'ambassadeur de France, et lui servir de partner. C'était une chose résolue d'avance parmi toutes les personnes présentées. Il n'y avait rien là de personnellement désobligeant pour M. de Laforest, tout s'adressait au représentant de celui qui venait d'assassiner si lâchement un prince de la maison de Bourbon. Malgré l'es-

time que l'on a pour sa personne et qu'il mérite, dès qu'il arriva à la cour, tout le monde lui tourna le dos, et l'on refusa de jouer avec lui et avec aucune des personnes attachées à la légation. La personne qui arrangeait les parties se trouva cruellement embarrassée, ne pouvant pas, à cause de la position du roi, laisser l'ambassadeur dans l'inaction, là où tout le monde jouait, et cette personne fut réduite à la nécessité de lui faire faire ce que l'on appelle une partie de famille."

La note que l'on vient de lire exprimait sans trop d'exagération, à l'exception de quelques mots que je n'ai pas voulu adoucir pour n'y rien changer, l'opinion de toute la Prusse sur la mort de duc d'Enghien ; on ne se fait pas idée de l'horreur que l'empereur inspira depuis cette époque aux Prussiens, horreur qui devint une espèce de rage frénétique lorsqu'il se fut conduit d'une manière si inconcevable, et, j'ose le dire, si inexcusable, avec la belle et vertueuse Wilhelmine, femme aussi adorable qu'elle fut adorée par ses sujets, qui faisait le bonheur d'un époux digne d'elle, et que d'infâmes libellistes n'ont pas craint de calomnier dans des feuilles vendues à la police de Fouché. Ces indécentes injures ne contribuèrent pas peu à ce vaste mouvement qui, par la suite, arma la population de la Prusse et lui inspira des sentimens de haine et de vengeance contre Napoléon et la France. Sa mort même, que l'on attribua à ses chagrins politiques, donna quelque chose de plus violent à des désirs de vengeance, et voilà, en général, quel est le fruit des injures ; il est rare qu'en définitive, elles ne tournent pas au préjudice de ceux qui les ont dictées.

Je me suis laissé aller sans aucune préméditation à quelques réflexions que m'a inspirées la note que j'ai rapportée plus haut ; je reviens maintenant à quelques faits. Parmi les personnes que je vis à Hambourg au commencement de 1807, je me rappelle monsieur de Turenne, officier d'ordonnance de l'empereur. Ce fut lui qui m'annonça que le maréchal Victor avait été fait prisonnier près de Colberg, et qu'on le croyait à Saint-Pétersbourg. Cette nouvelle nous affligea beaucoup.

Cependant, les affaires intérieures des villes où s'étendait ma juridiction diplomatique, me donnèrent bientôt plus d'occupations que jamais. Ma position de ministre à Hambourg,

et auprès des villes Anséatiques, était plus que délicate, car je voulais, autant que cela m'était possible, conserver les droits de ces villes neutres et les maintenir dans toute leur intégralité. Pour cela, j'eus souvent à combattre, non pas contre ces villes pressurées de tant de façons, mais en leur faveur contre les autorités françaises, et surtout contre les autorités militaires. Le plus grand malheur de l'empire fut, selon moi, l'abus du droit que s'arrogeaient les porteurs de grosses épaulettes. J'ai pu juger alors tout ce qu'il y avait d'odieux dans le gouvernement militaire; le pire, selon moi, de tous les gouvernemens. Un autre, à ma place, n'aurait pas pu faire ce que je fis; je le dis avec confiance, parce qu'en effet, je comprenais que ma position *était à part*, ainsi que me l'avait dit l'empereur. Autorisé à correspondre directement avec lui, on craignait, quand les chefs militaires ne se rendaient pas à mes justes représentations, que je ne fisse des rapports particuliers; crainte salutaire, qui quelquefois me servit merveilleusement à soutenir le bon droit des villes qui m'avaient réellement adopté comme leur premier citoyen.

Une circonstance s'offrit où j'eus à soutenir les droits des agens diplomatiques et commerciaux, contre les prétentions du pouvoir militaire. Le maréchal Brune, pendant la durée de son gouvernement à Hambourg, s'était rendu à Bremen, pour veiller à la stricte exécution de ce fameux et illusoire blocus contre l'Angleterre, dont j'ai parlé sans avoir pu dire tout ce que cette combinaison niaise avait d'odieux quand on l'examinait sérieusement. Voici ce qui se passa alors: le maréschal Brune, sans doute d'après les instructions de Clarke, alors ministre de la guerre et gouverneur de Berlin, voulut s'emparer du droit de prononcer sur les prises faites par les corsaires. Il avait élevé la prétention d'empêcher le consul Lagau de vendre les navires confisqués, afin de les faire vendre lui-même. M. Lagau m'adressa ses plaintes, et il ne me les adressa pas en vain. Plus était grand l'esprit d'envahissement de pouvoir des autorités militaires, plus je jugeai qu'il était convenable de maintenir les droits des consuls et de favoriser leur influence, sans quoi ils auraient perdu leur considération. Je répondis aux plaintes de M. Lagau: " Qu'à lui seul appartenait le droit de prononcer, en

première instance, sur le sort des navires; que ce droit ne lui serait point enlevé sans changer la législation à cet égard; qu'il lui était libre de vendre les navires prussiens confisqués; que M. le maréchal Brune n'était à Bremen, que pour l'exécution du décret sur le blocus de l'Angleterre; et qu'il ne devait pas s'immiscer dans des attributions étrangères à ce décret." Lagau montra cette lettre à Brune qui le laissa tranquille; mais il s'agissait d'argent, et le maréchal m'en a voulu long-temps. Qu'y faire?

Bernardotte était, lui, fort désintéressé, mais il aimait beaucoup à faire parler de lui. Plus l'empereur cherchait à le dénigrer, et plus il s'efforçait d'attirer sur ses actions le jour de la publicité. Il m'envoya la relation de la brillante affaire de Braunsbourg, où une division du premier corps s'était particulièrement distinguée. Voici dans quels termes il m'exprimait le désir de voir sa relation publiée: "Je vous envoie, mon cher ministre, une note sur l'affaire de Braunsbourg; vous trouverez peut-être essentiel de la communiquer; dans ce cas, je vous serai obligé de la faire insérer dans les journaux de Hambourg." Je fis ce que souhaitait Bernadotte, que réellement l'injustice de l'empereur, et sa mauvaise manière d'en parler, mettaient dans la nécessité, pour son propre honneur, de rétablir l'exactitude des faits.

CHAPITRE XX.

Demandes de fournitures pour l'armée.—Les draps et les cuirs anglais.—Elusion du traité de Berlin.—Les douanes impériales, M. Collin et M. Eudel.—Mauvaise législation.—Avantages pour la France de la liberté de commerce avec Hambourg.—Difficultés que j'ai à vaincre.—Le gouvernement me donne raison.—Mes grandes occupations à Hambourg.—Le remplaçant de M. de Gimel.—Double nomination à Londres et à Mittau.—Mot du comte Dumoutier sur les *mâchoires*.—M. Hue, valet-de-chambre de Louis XVI.—Fausses indications de la police de Paris.—Le chevalier du Bailleul.—Ordres absurdes non exécutés.—L'imprimeur d'un pamphlet allemand rendu par moi à la liberté.—Arrivée de M. Hue à Altona.—Quelques nouveaux émigrés.—Le baron d'Imbert et le général Danican.—Manière dont je sais tout ce que dit Danican.—Le colonel de Blacas au service de Suède.—Commandement accepté par Dumouriez.—Marche de la grande armée.—Les lieutenans de l'empereur.

Je n'ai dit que très-succinctement que j'avais fourni cinquante mille capotes à l'armée; à cette fourniture, qui ne fut

pas la seule dont je fus chargé, se rattachent quelques faits et quelques circonstances qui m'engagent à y revenir, et c'est ce que je ferai tout-à-l'heure.

L'empereur me demandait tant d'effets d'habillement pour ses troupes, que tout ce que contenait la ville de Hambourg, et ce qu'auraient pu fournir les villes de Bremen et de Lubeck n'aurait pu y suffire. Je fis avec une maison de Hambourg un traité par lequel je l'autorisais malgré le décret de Berlin, à faire venir des draps et des cuirs d'Angleterre. Je les obtenais d'une manière sûre et à moitié prix. Nos soldats auraient eu cent fois le temps de mourir de froid s'il avait fallu observer ridiculement le système continental et cette kirielle de décrets inexécutables sur les marchandises anglaises. Le directeur des douanes à Hambourg prit de l'humeur; je tins bon; mes draps et mes cuirs arrivèrent; capotes, habits, souliers, tout fut promptement confectionné; et nos soldats se trouvèrent ainsi à l'abri des rigueurs de la saison. Pour conserver la paix avec les douanes impériales, j'écrivis à M. Collin, alors directeur-général, que M. Eudel, voulant mettre à exécution la loi du 10 brumaire an 5, de nombreuses réclamations s'étaient élevées de toutes parts: le maréchal Brune me demanda mon opinion sur cet objet; je la lui donnai; et je déclarai à M. Collin que l'exécution absolue du décret du 31 octobre 1796 était impraticable, nuisible à la France, aux villes Anséatiques, sans être préjudiciable à l'Angleterre. En effet, que disait l'article 5 de cette loi? "Sont réputés provenant des fabriques anglaises, "qu'elle qu'en soit l'origine, tout les objets importés de "l'étranger." D'après cet article la France, devenait pour les villes Anséatiques *l'étranger*, et aucun des objets énoncés dans cet article ne devait entrer à Hambourg. Mais cette ville recevait de la France une grande quantité de draps fins, de boutons, de quincaillerie, de tabletterie, de porcelaine, et de la France seule, l'horiogerie, les bronzes, la bijouterie, les rubans; les chapeaux, les gazes, les gants. Que l'on demande à la douane de Paris, disais-je à M. Eudel, ce que l'on exporte de cette seule ville en objets de cette sorte, et l'on verra de quelle importance il est de ne pas arrêter un commerce, d'autant plus profitable pour la France, que la main-d'œuvre forme la majeure partie du prix des objets qui

composent ce commerce. Qu'arriverait-il, si l'on défendait absolument l'importation de ces objets à Hambourg? Les expéditions cesseraient, et l'on verrait bientôt tarir une des sources les plus productives pour le commerce de la France et surtout de Paris.

Dans ce temps, Hambourg ni son territoire n'avaient de fabriques de drap, toute étoffe de laine était, selon M. Eudel, interdite, et cependant j'avais dû fournir et j'avais fourni cinquante mille capotes à la grande-armée. Par suite d'un décret impérial tout récent je devais faire confectionner, sans délai, seize mille habits, trente-sept mille vestes; l'empereur me demandait deux cent mille paires de souliers, outre les quarante mille paires que je lui avais déjà envoyées, et M. Eudel disait que les cuirs *tannés* et *corroyés* ne devaient pas entrer à Hambourg. Si l'on avait fait une si ridicule application de la loi de 1796, c'eût été la tourner contre la France, sans remplir l'objet du décret du 21 novembre 1806.

Ces réflexions, auxquelles j'en ajoutai quelques autres de détail, déterminèrent le gouvernement à me donner raison, et je fis le commerce avec l'Angleterre, au grand avantage des armées, qui furent bien habillées et bien chaussées. Et qu'y a-t-il au monde de plus ridicule que des lois commerciales que l'on fait exécuter à son propre détriment?

Pendant les premiers mois de 1807, mes plus grandes occupations à Hambourg furent partagées entre les demandes de fournitures, sans cesse renouvelées, et cette maudite surveillance des émigrés que Fouché faisait semblant de redouter pour donner plus d'importance à son ministère. Dès qu'il fut informé de la mort de M. de Gimel, que je lui avais annoncée, pensant bien qu'il ne tarderait pas à avoir un successeur, Fouché me demanda des renseignemens sur tout ce qui pourrait se rapporter à la personne qui serait désignée pour le remplacer. M. Maillard fut celui que choisit M. de la Chapelle, et dès que je le sus, je n'attendis pas l'ordre de Fouché pour lui envoyer une note sur M. Maillard, dont il aurait été impossible de flatter le portrait sans lui ôter toute ressemblance. J'avais appris en effet, par une lettre du comte Dumoustier, qui était alors en Angleterre, que ce Maillard avait été commandant de la gendarmerie à Valenciennes, et prévôt de l'armée de Condé. Le comte Dumoustier le

peignait comme un homme violent, entêté, brutal, et d'un esprit extrêmement borné. Il ajoutait ensuite cette réflexion complémentaire du portrait: " Il faut que le parti du roi soit " bien désespéré pour choisir de pareilles mâchoires."

C'était de Londres que l'on expédiait M. Maillard aux émigrés d'Altona, pour remplacer M. de Gimel en qualité d'agent des émigrés; mais pendant ce temps-là, Louis XVIII. donnait de son côté les mêmes fonctions à un M. Grémion, habitant de Holstein, où il avait des propriétés. D'une et d'autre part, ces nominations ne furent que provisoires, et j'appris d'une manière positive que M. Hue était définitivement désigné pour gérer les affaires des émigrés en remplacement de M. de Gimel. M. Hue était attendu à Altona pour les premiers jours du mois de mai. C'était ce fidèle serviteur de Louis XVI., qui avait partagé la captivité de son infortuné souverain, et dont le nom a été doté de la plus honorable immortalité dans le testament de Louis XVI. Ce nom devait rappeler à Fouché d'étranges souvenirs; aussi voulait-il que je redoublasse de surveillance. Les méfiances, vraies ou bien jouées, de ce ministre contre les émigrés, étaient telles qu'il m'envoya plus d'une fois l'ordre de faire surveiller des personnes qui étaient bien loin de se douter qu'elles pussent être l'objet de la moindre perquisition. Ainsi, un jour Fouché me dénonça un M. de Bailleul, comme chargé par l'Angleterre de diriger des intrigues. Je pris tous les renseignemens imaginables, et j'en obtins pour résultat la preuve positive que le chevalier de Bailleul n'avait pas quitté Mittau où il était même resté après le départ du comte de Lille, une grave indisposition l'ayant contraint de prolonger son séjour dans cette ville: et c'était sur d'aussi bons renseignemens que ceux que l'on vendait souvent très-cher à Fouché qu'il fallait que les ministres de France, accrédités en pays étrangers, s'armassent de rigueur ou perdissent leur temps à faire chercher des personnages absens.

Je n'ai jamais laissé échapper l'occasion de tempérer la rigueur des ordres de Fouché; il m'est même quelquefois arrivé de n'en tenir aucun compte, quand l'exécution en était par trop absurde, et je puis en citer un exemple qui me revient en ce moment à la mémoire. On avait fait arrêter à Hambourg un imprimeur parce qu'il était sorti de ses presses

un libelle écrit en allemand. Fatigué de voir souffrir un homme qui persistait à se dire innocent, et que l'on ne retenait en prison que pour un motif, selon moi, très-honorable pour lui, parce qu'il ne voulait pas faire connaître le nom de celui qui lui avait remis le manuscrit, je fis venir cet imprimeur chez moi, et je l'interrogeai. Il me dit avec tant d'apparence de bonne foi qu'il n'avait vu qu'une seule fois celui qui lui avait apporté le manuscrit du libelle, que je demeurai convaincu de son innocence. Je le fis mettre en liberté, et pour ne pas effaroucher les sévères susceptibilités du ministre de la police générale, je lui écrivis le peu de lignes que voici: "Ce libelle est bien la plus pitoyable rapsodie que l'on puisse lire. L'auteur probablement pour vendre sa brochure dans le Holstein, prédit que le Danemarck vaincra toutes les nations et deviendra le plus grand royaume de la terre. Ce trait seul suffira pour vous démontrer combien peu dangereuses sont de pareilles niaiseries écrites dans le style de l'Apocalypse."

J'ai dit que l'on attendait M. Hue à Altona pour le commencement du mois de mai; il n'y arriva que le vingt au matin. Il était parti de Londres le quinze. On m'assura que plusieurs émigrés avaient profité du paquebot qui l'amenait pour se rendre sur le Continent. Ces assurances n'étaient point trompeuses. Il y avait effectivement quelques émigrés qui tous n'appartenaient pas à l'élite de l'émigration. Parmi eux était un certain baron d'Imbert, accompagné d'un sieur Louis, son secrétaire, et de MM. Barthélemy et Plagnès émigrés. Dans une liste que Fouché m'avait envoyée, Barthélemy était désigné comme commis aux revues sur la corvette de Tantelen, et Plagnès comme officier des troupes de marine. D'Imbert soutenait qu'il avait été déporté avec ces trois individus pour un compte de 5000 livres sterling qu'il réclamait de M. Cooke, sous-secrétaire d'état au ministère de la guerre, pour avances faites à des agens envoyés par lui en France, d'après les ordres du ministère; paiement auquel on avait, disait-il, trouvé plus commode de se soustraire en le faisant déporter sans lui en dire les motifs. Je lus, en effet, presqu'au même moment dans les journaux anglais, que deux émigrés français, Martello et Dublin, étaient détenus à Londres et qu'une trentaine d'émigrés français allaient être dé-

portés d'Angleterre. On nommait parmi ceux-ci le baron d'Imbert, Danican, qui avait combattu la convention avec les sections que l'on appelait rebelles au treize vendémiaire. Chacun sait comment Danican avait succombé sous la tactique et l'audace du jeune général Bonaparte. Il échappa par la fuite à la condamnation par contumace, qui fut prononcée contre lui par un conseil de guerre assemblé à cet effet au Théâtre-Français. Il fut depuis agent constant mais peu habile de la cause royale. Le 20 mai, Danican arriva de Londres à Altona. Comme certainement, disait-on, il devait venir à Hambourg pour voir un de ses amis, je donnai son signalement au commandant de la gendarmerie.

Danican disait qu'il allait en Suède où il était appelé par le roi qui faisait tous ses efforts pour recruter des ennemis de la France. Il avait vu embarquer la légion allemande ; trente hommes de cette légion avaient voulu s'échapper et avaient été conduits à Londres, les fers aux pieds et aux mains. Selon Danican, l'esprit de cette légion était très-mauvais et penchait plus pour les Français que pour les Anglais. J'appris aussi par Danican qui racontait toutes ces circonstances dans son auberge, en présence de quelqu'un qui venait me le rapporter, que le sieur Derolle, homme de confiance du comte d'Artois, ayant volé 30,000 francs dans la succession de Pichegru, et étant poursuivi pour ce fait par le comte de la Chapelle, la division s'était mise dans le parti parce que le comte d'Artois voulait défendre son favori. Danican fit de la part du gouvernement anglais quelques propositions au sieur Belcombe (l'abbé Delamarre). Celui-ci les rejeta en lui disant : *Quelle confiance voulez-vous que l'on ait dans un gouvernement qui choisit pour agent de confiance un Fauche-Borel?* Cela s'appliquait à ce que Danican lui avait dit quelques momens avant, que *M. Hammon ne voyait plus que par les yeux de Fauche-Borel, et n'agissait plus que par ses conseils.*

Danican vint une fois à Hambourg, mais les gendarmes le manquèrent, pour arrêter un Français qu'ils prirent pour lui. Il repartit pour l'Angleterre le 29 juillet. Je ne sais pourquoi il ne se rendit pas auprès du roi de Suède, comme il l'avait annoncé d'abord. Dans son zèle ardent contre *Monsieur Bonaparte*, le roi de Suède faisait publier tous les

rapports qu'il avait avec les Bourbons. J'ai lu, dans un bulletin daté de Stralsund : " Le colonel comte de Blacas, qui " est envoyé avec une mission particulière du roi Louis " XVIII., est arrivé ici de Mittau, et a eu aujourd'hui une " audience avec sa majesté."

Je n'ai pas voulu séparer les unes des autres, les différentes circonstances relatives à quelques émigrés nouvellement débarqués. Il en était parmi eux, un autre qui, par le rôle qu'il avait joué au commencement de la révolution, était d'un autre poids que le baron d'Imbert et Dânican. Il en a été souvent question dans mes mémoires; il s'agit de Dumouriez. Ce général, comme on l'a vu, avait long-temps commandé en chef une guerre de brochures à outrance contre le gouvernement français. Il s'était enfin décidé à reprendre ses premières armes. Un de mes agens, à Londres, m'annonça qu'après beaucoup de tergiversations, Dumouriez * venait d'accepter le commandement des troupes suédoises destinées à être débarquées à Stralsund, et auxquelles devait se joindre la légion hanôvrienne qui était en mer. Mais pendant toutes ces hésitations, Napoléon qui n'hésitait pas, s'avançait à pas de géant, mais non sans de grandes difficultés, sur les confins de la Russie, tandis que ses habiles lieutenans faisaient, au pas de charge, la conquête des provinces du nord de la Prusse, sur une ligne d'opérations immenses.

* L'on a imprimé que Dumouriez n'avait pas quitté l'Angleterre depuis 1804 : ce qu'on a lu de lui avant cette époque de 1807 prouve le contraire.

CHAPITRE XXI.

Dépêche de M. de Talleyrand.—Publication de la relation de la bataille d'Eylau demandée par l'empereur.—Lettre que m'adresse le duc régnant de Weimar.—Chevaux réclamés et rendus.—Apogée de la gloire de Napoléon.—Choses connues de tout le monde.—Rapp sur la route de Dantzick.—Le prince de Wittgenstein.—Grande place dans mes souvenirs.—Nouvelles de Londres rapportées par le prince de Wittgenstein.—Réciprocité de confiance.—M. Alopœus, dépêche de Tilsitt et laconisme.—Traité de commerce entre l'Angleterre et la Russie.—Facilité expliquée du ministère anglais.—Médiation de la Russie offerte à l'Angleterre par M. Alopœus. Réponse verbale et remarquable de M. Canning.—Disposition du prince de Galles et de M. Canning en faveur de la paix.—Cruelle position de la Prusse entre la France et l'Angleterre.—Flatteries posthumes de quelques écrivains ignorans.—Impossibilité du rétablissement de la Pologne en 1807. Les Russes et les Autrichiens.—Fondation du royaume de Westphalie.—Le grand duché de Varsovie, et le roi de Saxe.—Rois reconnus en masse, et consolations de l'empereur Alexandre.

Après la bataille d'Eylau, je reçus de M. de Talleyrand, une dépêche à laquelle était jointe une relation en français de cette mémorable bataille, plus meurtrière encore au vainqueur qu'à l'autre parti ; je n'ose, comme on le voit, dire, au vaincu, en parlant des Russes, et ce n'en est pas pour moi une petite raison, que le souvenir des précautions que l'on prit alors dans toute l'Allemagne, pour que la version française fût connue avant la version russe. L'empereur attachait beaucoup d'importance à ce que cette journée fût jugée comme il la jugeait lui-même. D'autres relations que la sienne auraient pu produire dans le Nord une influence fâcheuse, j'eus donc ordre de faire imprimer cette relation ; j'en fis imprimer deux mille exemplaires, ce qui était plus que suffisant pour la répandre dans les villes et les territoires Anséatiques.

Le duc régnant de Saxe-Weimar m'envoya, dans le mois d'avril, un de ses écuyers, pour réclamer auprès de moi une assez grande quantité de jeunes chevaux qui, lors de la bagarre du mois d'octobre de l'année précédente, avaient été pris à Weimar et entraînés jusques dans le Holstein. L'écuyer était porteur de la lettre suivante qui m'était adressée par le duc.

" Monsieur,

" Mon écuyer, Muller, vous remettra ceci. L'on avait " amené dans la bagarre du mois d'octobre de l'année passée " de jeunes chevaux, qui m'appartiennent, d'ici en Holstein; " ils s'y trouvent encore, la mauvaise saison ne permettant " pas de les transporter. Le printemps et le calme se rap- " prochant de nos foyers, j'ose espérer à présent que je " pourrai faire revenir en toute sûreté mon troupeau. C'est " pour cet effet, que je charge l'écuyer Muller de prendre " avec votre excellence les arrangemens nécessaires et ana- " logues à mon projet, vous suppliant, Monsieur, d'acquiescer " à ma demande et aux siennes. C'est avec empressement " que je saisis cette occasion pour me rappeler au souvenir " de votre excellence, et de me recommander à votre amitié. " Je présente les hommages de mon attachement à madame " de Bourrienne. Veuillez me croire, avec les sentimens " d'une considération toute particulière.

" Monsieur, de votre excellence,

" le très-humble et très-obéissant serviteur,

" Duc de Weimar."

Weimar, ce 31 mars 1807.

Le lecteur se plaint peut-être de ce que je garde un silence presque absolu sur les grandes manœuvres qu'exécuta l'armée française depuis Eylau jusqu'à la grande journée de Friedland, dont cette fois le succès en notre faveur fut incontestable; il n'y eut pas besoin d'en faire imprimer des relations complaisantes, et d'ailleurs les résultats immenses de cette victoire se répandirent bientôt dans toute l'Europe. L'entrevue de Tilsitt est un des points culminans de l'histoire moderne, et les eaux du Niémen ont réfléchi l'image de Napoléon à l'apogée de sa gloire. Jusque-là il s'était élevé, quelques années encore il sut se soutenir; mais ensuite! . . . Je n'ai point vu ces marveilles, j'ai su, comme tout le monde le sait, ce qui s'est passé d'extérieur à Tilsitt, personne n'ignore l'entrevue des deux empereurs et la triste situation du roi de Prusse, mais je n'ai eu que très-peu de détails ignorés, parce que Rapp était alors dirigé sur Dantzick, et que c'était lui qui me racontait le plus volontiers tout ce que

faisait, tout ce que disait l'empereur, enfin tout ce qui se passait autour de lui.

Cependant j'ai appris une particularité digne de remarque, sur ce qui se passa dans l'appartement où était l'empereur à Tilsitt, la première fois qu'il reçut la visite du roi de Prusse. Ce malheureux prince, que la reine Wilhelmine avait accompagné, était relégué dans un moulin qu'il avait pour toute habitation hors la ville, tandis que les deux empereurs occupaient les deux parties que divise le Niémen. Ce fait m'a été raconté par une personne digne de foi, qui le tenait de l'officier de la garde impériale qui en a été témoin, étant de service ce jour-là dans l'intérieur de l'appartement de Napoléon. Je le rapporte donc avec confiance, sans toutefois le garantir, quoiqu'il me paraisse tout-à-fait dans la caractère de Bonaparte. Lorsque l'empereur Alexandre se fut rendu chez Napoléon, ils restèrent long-temps à causer ensemble sur un balcon, au-dessous duquel une immense population saluait leur réunion par des cris d'enthousiasme. Napoléon avait commencé, comme il l'avait fait l'année précédente avec l'empereur d'Autriche, par adresser à l'empereur de Russie quelques paroles obligeantes sur ce que le sort des armes a de journalier. Pendant qu'ils causaient encore, on annonça le roi de Prusse, dont l'émotion était visible et facile à concevoir, puisque la guerre étant suspendue et ses états envahis, il n'avait plus d'espoir que dans la générosité du vainqueur, Napoléon, lui-même, parut, dit-on, touché de sa position et l'invita à dîner avec la reine ; ce fut, ajouta le chef de bataillon de la garde, en se mettant à table, que Napoléon annonça avec beaucoup de galanterie à la belle reine qu'il lui rendait la Silésie, province qu'elle souhaitait beaucoup conserver dans les arrangemens qui allaient nécessairement avoir lieu. Si, du reste, j'ai su peu de choses intérieures sur le séjour à Tilsitt, j'ai été en revanche assez bien informé de quelques particularités sur l'effet que produisirent en quelques lieux l'entrevue de Tilsitt et la conclusion du traité qui en fut la suite. On va le voir tout-à-l'heure, et pourtant je ne puis arriver à mon but que par un détour.

Je n'ai pas encore parlé d'un homme dont j'aurai souvent, et dans des circonstances intéressantes, à entretenir le lecteur, du prince de Wittgenstein ; ou si son nom a été prononcé

dans le cours de mes mémoires, ce n'a été qu'à l'occasion de choses de peu d'importance ; il n'en sera pas de même quand j'en serai venu à l'époque des infâmes machinations dont il fut l'objet, et dont il faillit être la victime. Le prince de Wittgenstein tient une grande place dans mes souvenirs, et c'est un des hommes que je me rappelle avec le plus de plaisir. Nous avions ensemble de fréquens rapports de société, je puis même dire que nous avons vécu dans une étroite intimité pendant le temps de sa résidence à Hambourg. Sans être chargé d'une mission apparente, il n'en jouissait pas moins de toute la confiance du roi de Prusse, à qui, en plusiers circonstances, ses talens politiques et ses sages conseils furent d'une grande utilité.

Pendant l'été de 1807, le prince de Wittgenstein fit un voyage en Angleterre. En arrivant il vint me voir ; notre conversation tomba tout naturellement sur les grands intérêts politiques qui s'agitaient autour de nous ; et comme il voulait bien avoir en moi la plus grande confiance, j'appris par lui beaucoup de choses qu'il m'importait de savoir sur la physionomie du cabinet anglais et sur quelques-uns de ces dessous de cartes qui font la grande occupation de ceux qui croient à la diplomatie. Je sus donc, par le prince de Wittgenstein, qu'un courrier russe, expédié de Tauroggen, avait remis, le 30 juillet, à M. Alopœus, ministre de Russie à Londres, des dépêches très-importantes. Une de ces dépêches, que le prince de Wittgenstein m'assura avoir lue, portait que le temps était trop court pour *envoyer la copie des traités qui venaient d'être signés à Tilsitt.* Le même jour, M. Alopœus expédiait un courrier en Russie, pour porter le traité de commerce qu'il venait de conclure et de signer. A l'occasion de ce traité de commerce entre l'Angleterre et la Russie, il est à propos, ce me semble, que je fasse remarquer une circonstance qui s'y rapporte, non pas certainement que ce traité soit aujourd'hui du moindre intérêt, mais parce qu'on y verra un exemple assez frappant de la politique britannique. Ce traité était celui que M. Alopœus avait proposé lors de son arrivée à Londres au commencement de mars. Alors on n'avoit pas voulu en entendre parler ; mais à mesure que l'on recevait à Londres des nouvelles de l'armée française, le ministère anglais faisait une concession, si

bien que, de victoire en victoire d'une part, de concession en concession de l'autre, le traité fut conclu tel que la Russie l'avait proposé. Au surplus, je ne sais pas trop pourquoi l'Angleterre se donnerait la peine de chicaner sur des conditions, puisque, quand son intérêt le lui commande, cela ne l'engage à rien.

Je continue à rapporter ce que me dit le prince de Wittgenstein de ce qu'il avait vu ou appris en Angleterre. Le lendemain du jour où M. Alopœus reçut des environs de Tilsitt la dépêche laconique que j'ai rapportée, il offrit officiellement à la cour de Londres, la médiation de la Russie pour arriver à la conclusion d'un nouveau traité de paix entre la France et l'Angleterre, enfin au rétablissement de la paix générale. Le premier août il y eut à Windsor un grand conseil auquel assista Georges III. Deux jours après M. Canning répondit à M. Alopœus, mais *verbalement*, et l'on sait assez la différence qui existe en diplomatie entre les choses dites et les choses écrites, M. Canning répondit donc "que la cour de Londres acceptait la médiation de la " Russie, mais à condition qu'on lui remettrait une copie du " traité public et du traité secret, le roi voulant s'assurer " que rien de contraire aux intérêts de sa couronne et de " son peuple n'y avait été stipulé." M. Canning ajouta: " que l'Autriche, avant l'ouverture de la campagne, ayant " offert sa médiation aux puissances en guerre, il serait juste " qu'elle agît de concert avec la Russie dans la médiation " actuellement proposée, que ce rôle de médiation convenait " d'autant mieux à la cour de Vienne qu'elle s'en était alors " volontairement chargée."

Le 9 août, le courrier de M. Alopœus partit pour Pétersbourg avec le compte rendu de la réponse verbale de M. Canning telle qu'on vient de la voir.

M. Canning avait en outre déclaré à M. Jacobi, ministre de Prusse à Londres, " que le roi déplorait les malheurs qui " venaient de frapper son maître, et qu'il y prenait la plus " grande part; mais que les ports prussiens étant fermés aux " bâtimens anglais, les intérêts de son peuple et l'honneur " de son pavillon le forçaient à prendre des mesures hostiles " contre la Prusse." M. Jacobi avait envoyé, par courrier extraordinaire, cette réponse au roi.

Le prince de Wittgenstein ajouta à tous ces renseignemens, que le prince de Galles et surtout M. Canning étaient très-portés pour la paix, et que la majorité de la nation anglaise la désirait vivement.

Peut-on se figurer la position de la Prusse dans une telle occurrence, et l'orgueil britannique s'est-il jamais montré d'une manière plus cruelle, qu'en menaçant la Prusse de mesures hostiles pour ne lui avoir pas livré ses ports ? Ainsi, les deux puissances dont l'inimitié était si acharnée entre elles semblaient s'entendre sur un seul point, et c'était pour dévorer la Prusse. La France occupait toutes ses possessions continentales, et l'Angleterre convoitait ses ports de mer pour se venger de griefs qu'il était impossible d'attribuer à autre chose qu'à l'inflexible loi de la nécessité.

Le traité de paix de Tilsitt, conclu le 7 juillet entre la France et la Russie, et ratifié le surlendemain, ne changea pas moins la carte de l'Europe, que ne l'avait fait, l'année précédente, le traité de Presbourg. Le traité de Tilsitt n'eut rien de honteux pour la Russie dont le territoire resta inviolé, mais, la malheureuse Prusse ; comme elle fut traitée ! ...Et il y a des historiens, sans aucune connaissance du passé, sans prévoyance de l'avenir, qui, pour le vain plaisir d'encenser par des louanges posthumes la prétendue modération de Napoléon, lui font presque un reproche d'avoir laissé subsister quelques lambeaux de la monarchie du grand Frédéric. Vantez sa gloire, son génie, l'instantanéité de ses décisions, la rapidité de son jugement, tout le monde vous comprendra ; mais, vanter sa modération à Tilsitt !...En vérité, vous courez grand risque de vous faire moquer de vous par tous ceux qui l'ont connu comme moi. Il est un point, au reste, sur lequel on l'accuse à tort, du moins pour l'époque de la campagne de 1807. On aurait voulu que, dès cette époque, il rétablît le royaume de Pologne dans son intégralité. Cette exigence, qu'on me permette de le dire, ne peut être que le résultat de la légèreté française ; moi aussi, je souhaitais le rétablissement du royaume de Pologne, et je regrette encore, dans l'intérêt de la France et de l'Europe, qu'il n'ait pas été rétabli ; mais, de ce qu'un desir, même fondé sur la raison, n'a pas été satisfait, en doit-on conclure qu'il aurait dû l'être, malgré tous les obstacles ? Alors,

c'est-à-dire dans la campagne de Tilsitt, ces obstacles étaient insurmontables. Fallait-il, en soulevant les Polonais, en faisant briller à leurs yeux la lueur d'une prochaine indépendance, se déclarer leur protecteur? mais toute la Pologne n'appartenait pas à la Prusse; mais, plusieurs de ses provinces étaient échues à la maison d'Autriche, et une grande part à la Russie, dans les partages successifs de ce royaume. Alors les quarante mille hommes d'observation que l'Autriche avait en Bohême allaient marcher contre nous et serrer le flanc droit de notre armée. Mais ce qui surtout ne permit pas à l'empereur de proclamer le rétablissement et l'indépendance de la Pologne, ce fut le désir de ne pas mettre un obstacle à la paix avec la Russie avant d'avoir passé le Niémen. Il est bien évident que si quelques provinces annexées au grand empire moscovite en avaient été détachées par un décret, ou il aurait fallu que Napoléon revînt sur ses déclarations, ou bien qu'il les soutînt à main armée, et, ni dans l'une, ni dans l'autre de ces deux hypothèses, il n'y aurait eu de traité de Tilsitt. Ces réflexions, j'ai besoin de le faire bien sentir, s'appliquent à l'époque dont je parle, et non pas au fait du rétablissement de la Pologne. Plus tard, comme on le verra, *alors que la poire était mûre*, des intrignes de sous-chefs et des ambitions de seconde classe empêchèrent Napoléon de suivre les idées qu'il avait toujours eues, et de faire sortir de sa garde l'héroïque Poniatowski pour le placer à la tête de son héroïque nation.

Si, d'ailleurs, par le traité de Tilsitt, le trône de Pologne ne fut pas réédifié pour servir de barrière entre la vieille Europe et l'empire des Czars, Napoléon fonda, comme je l'ai dit ailleurs, un royaume de Westphalie, dont il donna l'investiture à ce jeune enseigne de vaisseau qu'il gourmanda comme un écolier, et qu'alors il fit roi, pour avoir un grand préfet couronné de plus sous ses ordres. Le royaume de Westphalie fut composé d'abord des états de Hesse-Cassel qui en formèrent le noyau; d'une partie des provinces arrachées à la Prusse par la *modération* de l'empereur; des états de Padarborn, de Fulde, du Brunswick et d'une partie de l'électorat de Hanôvre. En même temps, Napoléon, quoiqu'il n'aimât pas les demi-mesures, pour ne point toucher aux provinces russes et autrichiennes de l'ancienne Pologne,

planta sur les bords de la Vistule le grand duché de Varsovie qu'il donna au roi de Saxe, sauf à le faire grandir plus tard ou à l'étouffer. Par là il permettait aux Polonais d'espérer mieux pour l'avenir et s'assurait des partisans dans le nord si les chances de la fortune devaient l'y rappeler. Alexandre séduit, plus encore que ne l'avait été son père, par les coquetteries politiques de Napoléon, qu'on me passe ce terme, consentit à tous ces arrangemens, reconnut *in globo* tous les rois couronnés de la main de Napoléon, et accepta quelques provinces, qui avaient appartenu à son allié dépouillé, pour se consoler sans doute de n'avoir pas pu lui en faire restituer d'avantage. Les deux empereurs se quittèrent les meilleurs amis du monde ; mais le système continental était la !

CHAPITRE XXII.

Mes notes et mes souvenirs.—Effet produit à Altona par le traité de Tilsitt.—Les deux louis d'un émigré.—La Prusse à la discrétion de l'empereur.—Départ du duc de Mecklembourg.—Passage du Sund par une flotte anglaise.—M. Didelot à Hambourg.—Bombardement de Copenhague.—Lâcheté et perfidie des Anglais.—Souvenir antérieur et mot de Bonaparte à M. Lemercier.—La Prusse rayée de la carte.—Retour de Napoléon à Paris.—Les cartes brouillées.—Influence de l'Angleterre sur le divan.—Politique nouvelle.—Destruction du Tribunat.—Les muets et les complaisans.—Opiniâtreté de Mustapha-Baraictar.—Singulière exigence de la Russie.—La rapine en régie.—Confiscation de marchandises anglaises.—Je fais gagner neuf millions à la France.—Le prince de Neufchâtel et M. Daru.—Sacrifices productifs.

Je vais m'occuper actuellement du développement partiel de quelques-unes des choses que je viens de dire ou seulement d'indiquer dans le chapitre précédent, m'en rapportant uniquement à mes notes, aux souvenirs dont je suis sûr, à ce que j'ai vu personnellement, sans doute je serai obligé de garder le silence sur des affaires plus importantes que celles dont je serai à même de m'occuper avec connaissance de cause, mais au moins on ne pourra pas me reprocher d'avancer légèrement des faits, et l'on a pu remarquer que je n'en emprunte guère aux lectures que j'ai faites que pour les rectifier, quand l'erreur ou la fausseté en est par trop évidente. En un mot,

je ne tiens pas moins à faire connaître la vérité sur ce que j'ai vu et su à Hambourg, que sur ce que j'ai vu et su en Italie, en Egypte, à Paris, au Luxembourg, aux Tuileries, à Malmaison et à Saint-Cloud.

Le traité de Tilsitt dès qu'il fut connu à Altona y jeta la consternation parmi les émigrés. L'un d'eux, cependant, qui ne prit pas d'autre qualité, qui ne se fit pas connaître, et que, malgré toutes les recherches que je fis faire, je ne pus découvrir, m'envoya deux louis pour être remis à deux soldats français blessés pendant la campagne*.

Quant aux princes d'Allemagne qui étaient venus attendre soit à Altona, soit à Hambourg, l'issue des événemens, quand ils surent que l'on traitait définitivement de la paix entre la France et la Russie et que la monarchie prussienne avait été mise, deux jours après le traité de Tilsitt, à la discrétion de Napoléon, chaque courrier qui arrivait les mettait dans des transes inexprimables; selon la volonté de l'empereur, ils allaient être ou ne pas être.

Le duc de Mecklembourg Schwerin n'avait pu être, comme je l'ai dit, réintégré dans ses Etats par une mesure exceptionnelle, comme le duc de Weimar; mais enfin la restitution lui en fut assurée sur la demande de l'empereur Alexandre, et le 28 de juillet il quitta Hambourg pour retourner dans son duché.

Le chargé d'affaires du Danemarck me communiqua, à peu près vers le même temps, un rapport officiel de son gouvernement. Il annonçait que le lundi 3 août, une division, forte de douze vaisseaux de ligne et de douze frégates, commandée par l'amiral Gambier, avait passé le Sund, le reste de l'escadre était signalé dans le Categat. En même temps les troupes Anglaises qui étaient dans l'île de Rügen se rembarquaient. Nous ne pouvions alors deviner ce qu'allaient entreprendre des forces aussi considérables; hélas! notre incertitude a bientôt cessé: M. Didelot, ministre de France à Copenhague, arriva à Hambourg le 12 août à neuf heures du soir. Il avait eu le bonheur de traverser le Grand-Best à la

* Je n'ai pas voulu omettre ce fait; mais en examinant la date de la note où je l'ai consignée, je vois qu'il doit se rapporter à la suite de la bataille d'Austerlitz.

vue des Anglais, sans être arrêté. J'envoyai son rapport à Paris par un courrier extraordinaire.

Les Anglais envoyèrent dans la Baltique vingt mille hommes et vingt-sept bâtimens; le lord Cathcart les commandait. Les rivages de la Zélande furent bloqués par quatre-vingt-dix voiles. M. Jackson, envoyé par l'Angleterre pour négocier avec le Danemarck, dont elle craignait l'invasion par les troupes françaises, appuya de ces forces considérables la demande qu'il était chargé de faire au Danemarck. Elle ne tendait à rien moins qu'à exiger du roi la remise de toute la flotte danoise et de son matériel. On devait la garder, il est vrai, en dépôt, mais il y avait dans la condition un *jusqu'à* qui ne rassurait pas sur l'avenir; c'était jusques au temps où l'on n'aurait plus besoin de telles sûretés. La menace et son exécution suivirent de près son insolente demande. Après une noble, mais inutile résistance, et un horrible bombardement, Copenhague se rendit, et la flotte danoise fut détruite. On trouverait difficilement dans l'histoire un abus plus lâche, plus révoltant de la force contre la faiblesse. Il parut, quelque temps après, une brochure, intitulée *Germania*, je la traduisis et l'envoyai directement à l'empereur. Elle était rédigée avec beaucoup d'éloquence et une indignation qu'avait excitée, chez l'auteur comme chez tout le monde, l'infamie des Anglais.

J'ai dit qu'elles avaient été les principales conséquences du traité de Tilsitt; il est plus que probable que si le bombardement de Copenhague eût précédé ce traité, l'empereur eût encore plus mal traité la Prusse qu'il ne le fit. Il pouvait rayer la Prusse du nombre des puissances, mais il ne le fit pas par condescendance pour l'empereur Alexandre; au surplus la destruction de la Prusse n'était pas dans la tête de l'empereur un projet nouveau, et je me rappelle à ce sujet un mot de Bonaparte à M. Lemercier, dans les premiers temps que nous habitions la Malmaison. M. Lemercier avait lu au premier consul je ne sais plus quel poème où il était question du grand Frédéric: “ Vous l'admirez donc beaucoup, “ dit Bonaparte à M. Lemercier. Que trouvez-vous donc en “ lui de si étonnant? il n'est pas l'égal de Turenne.— “ Général, répondit M. Lemercier, ce n'est pas seulement le

" guerrier que j'estime en Frédéric, mais vous ne pouvez pas " nous empêcher d'admirer un homme qui, sur le trône " même, a fait preuve de philosophie." Le premier consul dit alors d'un ton aigre-doux : " Non, mon bon Lemercier, ce " n'est pas mon intention . . . . mais cela ne m'empêchera " pas de rayer son royaume de la carte." Je suis sûr que si M. Lemercier lit ceci il en reconnaîtra la parfaite exactitude. Le royaume du grand Frédéric ne fut donc pas rayé de la carte parce que l'empereur de Russie ne voulut pas abandonner lâchement un allié fidèle et qui avait couru avec lui les chances de la fortune. Ce fut alors que le cabinet prussien dut gémir sur les tergiversations qui l'avaient empêché de se déclarer contre la France pendant la campagne d'Austerlitz.

Napoléon revint à Paris vers la fin de juillet après une absence de dix mois, la plus longue qu'il eût encore faite depuis qu'il était à la tête du gouvernement français, soit comme consul, soit comme empereur. L'entrevue de Tilsitt, l'amitié de l'empereur Alexandre dont on parlait partout avec beaucoup d'exagération, la paix conclue sur le continent lui donnèrent dans l'opinion une force morale qu'il n'avait pas encore eue depuis son couronnement. Rien pendant la campagne de Prusse et de Pologne n'avait troublé à Paris la tranquillité, comme pendant la précédente campagne d'Autriche. Cependant les cartes étaient encore brouillées sur plusieurs points. La guerre était dans toute son intensité avec l'Angleterre ; et le roi de Suède, après avoir conclu une trêve, avait repris de son plein gré le cours de son Don-Quichotisme armé. Cela n'était rien, et ne pouvait en aucune manière inquiéter Napoléon, mais ce qui fut de nature à effaroucher ses susceptibilités politiques fut le changement de politique du divan, qui, à la mort du sultan Sélim, se rapprocha de l'Angleterre. Le cabinet de Londres était très-disposé à réconcilier les Turcs avec les Russes ; et je dois dire que c'était pour l'Angleterre une politique toute nouvelle. Habituée à semer des germes de discordes, à diviser les autres nations entre elles, l'Angleterre se montrait conciliante, mais seulement afin de combattre avec plus d'efficacité le redoutable ennemi qui occupait toutes ses pensées.

De retour à Paris, et toujours fidèle à sa haine pour les

assemblées délibérantes, pour ce qu'il appela si souvent devant moi des bavards, des idéologues, des phraseurs et des avocats, Napoléon supprima enfin ce Tribunat qui l'offusquait depuis le jour de sa création. L'empereur, habile entre tous les hommes à spéculer sur les dispositions favorables de l'opinion, profita en cette circonstance de l'espèce d'enthousiasme produit par son entrevue sur le Niémen. Ainsi disparut des institutions fondamentales du gouvernement celle qui pouvait offrir encore une ombre de popularité. C'était, il faut en convenir, une grande marque d'ingratitude de la part de Napoléon, car enfin c'était au Tribunat qu'il avait dû le consulat à vie; c'était encore au Tribunat qu'il devait l'empire; mais il fallait qu'il ne lui restât plus qu'un Sénat pour voter des hommes, un corps législatif muet pour voter de l'argent; point d'oppositiou dans l'un, point de réflexions dans l'autre; nulle part de contrôle; la possibilité de faire sous les seules lois de son bon plaisir tout ce qu'il voudrait; la presse enchaînée: voilà ce que voulut Napoléon. Il l'obtint, mais le mois de mars 1814 résolut la question du pouvoir absolu.

Dans la singulière complication où se trouvaient les affaires de l'Europe après la paix de Tilsitt, ce ne fut pas une chose peu surprenante que de voir l'influence de l'empereur sur le Grand-Seigneur, après avoir si bien réussi à faire armer la Turquie contre les Russes, échouer dans ses efforts pour rétablir la bonne intelligence qu'elle avait détruite. Toutes les tentatives auprès de Mustapha-Baraictar, pendant son règne éphémère, furent inutiles; Guilleminot ne put raccommoder ce qu'avait brouillé Sébastiani, et les Turcs s'obtinèrent à rester en état de guerre avec la Russie. On conçoit en effet qu'il ne fallait pas à l'Angleterre une grande puissance de raisonnement pour faire comprendre à Mustapha combien il était extraordinaire que l'empereur Alexandre, qui venait de succomber dans sa dernière lutte contre la France, persistât à exiger la cession des deux hospodorats qu'arrose le Danube. D'après cette exigence de la Russie vaincue, le divan réfléchit sur ce que cette exigence aurait été si la Russie avait triomphé. Le Grand-Seigneur se montra lui-même presque exigeant, et de son côté Alexandre ne voulait souscrire à aucun arrangement qui ne fût tout à son

avantage. L'empereur avait promis à Alexandre d'intervenir de tout son pouvoir pour rétablir la paix; pour donner une preuve de sa bonne foi, il fit donner à Guilleminot des ordres en conséquence; mais tout fut inutile; Mustapha se montra inflexible, et, comme je l'ai dit, la guerre continua, et bientôt, comme on le verra, elle devint plus compliquée, quand la mauvaise étoile de l'empereur lui fit entreprendre la fatale affaire de l'Espagne. Quoique éloigné, j'ai eu sur cette affaire des renseignemens curieux, et que je donnerai avec confiance, parce que je ne puis avoir de doute sur la pureté de la source où j'ai pu les puiser à cette époque.

Pendant que l'on agitait ces grandes affaires, et que Napoléon rêvait une monarchie universelle, je voyais, dans une sphère moins étendue, lés inévitables résultats de l'ambition d'un seul homme. On pillait, on volait de toutes parts dans les malheureux pays où s'étendait ma juridiction diplomatique. La rapine était, pour ainsi dire, mise en régie, et exécutée avec tant de fureur et en même temps d'ignorance, que souvent on ne savait pas la valeur des choses que l'on prenait. Ainsi, par exemple, l'empereur fit saisir à Hambourg, à Bremen et à Lubeck, toutes les marchandises anglaises de quelque nature qu'elles fussent, et quelle que fût leur origine. Le prince de Neufchâtel m'écrivit de la part de l'empereur qu'il fallait que j'obtinsse des trois villes Anséatiques dîx millions de francs. De son côté, M. Daru, intendant-général de l'armée, et chargé du recouvrement de ces sortes d'avanies, dont Napoléon avait contracté l'usage en Egypte, m'écrivait pour me presser d'obtenir une décision prompte et favorable. Les malheureuses villes qu'on m'enjoignait de pressurer de la sorte l'avaient cependant été bien assez. J'avais obtenu, par voie de négociation, plus qu'on ne demandait pour le rachat des marchandises anglaises dont la saisie avait été ordonnée. Avant les lettres du prince de Neufchâtel et de M. Daru, j'avais obtenu de Hambourg seize millions au lieu de dix, et en outre près de trois millions de Bremen et de Lubeck; ainsi, je faisais trouver au gouvernement neuf millions de plus que ceux sur lesquels il comptait, et je m'y étais pris de manière à ce que ces énormes sacrifices ne fussent point onéreux à ceux qui les firent. Je m'étais pressé de stipuler le prix des mar-

chandises anglaises, parce que je savais que le haut prix de ces marchandises sur le continent, non-seulement couvrirait le rachat que l'on exigeait, mais que, de plus, elles procureraient encore un bénéfice convenable. Tel était le singulier effet du système continental, que lorsque l'on confisquait la marchandise, et que l'on vendait ensuite la permission de la revendre librement, le prix de la vente était si élevé que la perte était couverte, et qu'il en résultait même encore de grands avantages.

CHAPITRE XXIII.

M. de Caulaincourt ambassadeur en Russie.—Préjugés détruits et amitié de l'empereur Alexandre.—Difficulté de la mission de Caulaincourt.—Répugnance de l'Angleterre pour l'intervention de la Russie.—Affaires du Portugal.—Singulier choix pour commander l'armée.—Désir de se débarrasser de Junot.—Invasion facile et recommandation du prince régent.—Prise d'Heilegoland par les Anglais.—Valeur réelle de ce coup de main.—M. Hue menacé d'être arrêté par le gouvernement danois.—Le comte de Bentinck.—Les princes et les aides-de-camp de l'empereur.—Promulgation du code Napoléon reconnu loi de l'état.—Introduction des lois françaises en Allemagne.—Indulgence du jury à Hambourg.—Manteau volé, le syndic Doormann et absolution.—Les lois de Beccaria et souvenir d'une révolte en Italie.—L'empire romain et l'empire français.—Ignorance de quelques présidens de tribunaux.—Légèreté française et juste mécontentement.

La paix conclue avec la Russie, il fallut faire choix d'un ambassadeur, non-seulement pour entretenir les nouvelles relations d'amitié entre Napoléon et Alexandre, mais surtout pour activer l'intervention promise par la Russie auprès de l'Angleterre, pour amener enfin une réconciliation et la paix entre les cabinets de Paris et de Londres. L'empereur confia cette mission à Caulincourt, sur le compte duquel il existait des préjugés, mal fondés, relativement à quelques circonstances qui avaient précédé la mort du duc d'Enghien. Cette opinion, fâcheuse et injuste, avait précédé le nom de Caulincourt à Saint-Pétersbourg, et l'on craignit qu'il n'y fût pas aussi bien accueilli que devait l'être l'ambassadeur de France, et que le méritaient ses qualités personnelles. J'ai su, dans le temps, d'une manière positive, qu'à la suite d'une courte explication avec Alexandre, ce monarque ne put con-

server aucun soupçon défavorable à notre ambassadeur, pour lequel il conçut et conserva beaucoup d'estime et d'amitié.

La mission de Caulincourt n'était pas en tout point facile à remplir, car c'est une des choses remarquables dans la politique du temps dont je parle, que l'invincible répugnance et le refus réitéré de l'Angleterre d'entrer en négociation avec la France par l'intervention de la Russie. J'ai su positivement que l'Angleterre était décidée à ne jamais souffrir l'envahissement du Continent que Napoléon méditait avec si peu de mystère, que personne n'y pouvait être trompé. Depuis deux ans il avait effectivement marché à grands pas ; mais l'Angleterre ne se décourageait point ; elle comptait assez sur l'irritation des rois et sur le mécontentement des peuples pour être certaine que, quand elle le voudrait, ses léviers d'or soulèveraient de nouveau le continent, et l'armeraient contre la puissance envahissante de Napoléon. Lui, voyant que toutes ses tentatives étaient sans résultats, que l'Angleterre ne voulait entendre à rien, il arma son imagination de combinaisons nouvelles, et songea à susciter de nouveaux ennemis à l'Angleterre.

On n'a probablement pas oublié qu'en 1801 la France avait contraint le Portugal à faire cause commune avec elle contre l'Angleterre. En 1807 l'empereur refit ce qu'avait fait le premier consul. Par une inexplicable fatalité, Junot reçut le commandement des troupes qui marchèrent contre le Portugal. Je dis contre, parce que c'était la vérité, quoiqu'on se présentât, comme protecteur, pour délivrer le Portugal de l'influence de l'Angleterre. Quoi qu'il en soit, le choix que fit l'empereur étonna tout le monde. Etait-ce bien à Junot, composé bizarre d'orgueil et de médiocrité, que l'on devait confier le commandement d'une armée dans un pays éloigné, où la politique de celui qui la commandait devait être accompagnée de grands talens militaires. Pour moi qui connaissais l'incapacité de Junot, j'avoue que ce choix me confondit d'étonnement ; je me rappelle qu'un jour que j'en parlais à Bernadotte, il me montra une lettre de Paris qu'il venait de recevoir, dans laquelle on lui disait que l'empereur n'avait envoyé Junot en Portugal que pour trouver un prétexte à lui ôter le gouvernement de Paris. Junot fatiguait Napoléon

par sa mauvaise conduite, ses folies, ses incroyables prodigalités. Junot n'avait ni tenue, ni dignité, ni aucun sentiment élevé. Ainsi, le Portugal se trouva deux fois le lieu d'exil choisi par un caprice consulaire et impérial, quand il fallut empêcher Lannes de continuer à tutoyer le premier consul, et quand l'empereur se trouva fatigué de la conduite et des prodigalités d'un favori.

L'invasion du Portugal n'offrit aucune difficulté ; ce fut une promenade armée et non une guerre, mais combien d'événemens se trouvèrent enchaînés à cette occupation. Ne voulant pas trahir l'Angleterre avec laquelle il était lié par des traitès, et ne pouvant pas s'opposer à la toute puissance de Napoléon, le prince régent de Portugal, en s'embarquant pour le Brésil, déclara que toute défense serait inutile ; il recommanda en même temps de bien accuellir les troupes françaises, et annonça qu'il s'en remettait à la Providence, des suites d'une invasion que rien n'avait motivée. On lui répondait, au nom de l'empereur, que le Portugal étant allié de l'Angleterre, c'était à l'Angleterre que l'on faisait la guerre, en s'emparant de ses états. Mais, tandis que nos aigles s'avançaient vers Lisbonne, l'Angleterre s'emparait de l'île d'Heilegoland. On a donné à ce fait d'armes beaucoup plus d'importance qu'il n'en a mérité réellement. La garnison, qui fut amenée à Gluckstadt, n'était composée que de trente invalides. La seule chose qui donne quelqu'importance à la petite île d'Heilegoland, est sa situation à l'embouchure de l'Elbe et de l'Eyder ; elle fournit les pilotes nécessaires aux bâtimens qui veulent entrer dans l'un ou dans l'autre de ces deux fleuves.

La conduite de l'Angleterre avec le Danemarck et le bombardement de Copenhague excitèrent une indignation générale, même parmi les personnes qui ne penchaient pas pour la cause de Napoléon à laquelle le Danemarck s'était lié avec beàucoup de franchise et de loyauté. Voulant tirer vengeance du sanglant affront fait à sa capitale, le prince-royal de Danemarck ne vit plus que des ennemis dans tout ce qui faisait cause commune avec l'Angleterre et donna l'ordre de faire arrêter M. Hue. On lui offrit de se rendre en Russie ou à Wybourg avec les Anglais qui y étaient

détenus pour être de là transportés en Angleterre. Ce fut, je crois, ce que fit M. Hue, pour lequel tout le monde avait beaucoup de vénération.

L'Allemagne ayant commencé à se rasseoir un peu, après les événemens dont elle avait été le théâtre et la victime, un grand nombre de princes allemands voulurent venir en France; parmi ceux-ci je dois citer le comte de Bentinck, que l'on a beaucoup vu sous l'empire. Il était seigneur suzerain de Knipphausen et de Warel; il vint me voir, et me demanda un passeport pour Paris; son voyage, me dit-il, n'avait point d'autre but que de faire sa cour à sa majesté l'empereur et roi, et de lui présenter ses respectueux hommages. Le comte de Bentinck fit toutes les démarches possibles pour être aide-de-camp de l'empereur, mais il ne put jamais y parvenir. Ce n'était pas des princes tout faits qu'il fallait à Napoléon, mais des hommes qu'un reflet de sa gloire pût élever au rang des princes.

Ce fut au mois de novembre que le Code des lois françaises, auquel les hommes les plus instruits avaient travaillé avec une ardeur infatigable depuis le commencement du consulat, fut déclaré loi de l'état et proclamé sous le titre de code Napoléon. Sans doute ce monument de législation recommandera Napoléon dans l'histoire, mais pense-t-on que les mêmes lois puissent être appliquées dans un empire aussi vaste que l'était devenu l'empire français? je ne le crois pas. Il est impossible que les mêmes lois conviennent à la subtilité génoise et à la bonne franchise des habitans de Hambourg, et cependant dès que le code Napoléon eut été promulgué, je reçus l'ordre de l'introduire dans les villes Anséatiques. Les longs et fréquens entretiens que j'eus à ce sujet, avec les sénateurs et les plus habiles jurisconsultes du pays, me convainquirent bientôt des immenses difficultés que l'on rencontrerait, et des dangers de brusquer tout-à-coup des mœurs et des usages anciens, que le temps n'a pas encore altérés. Il fallait en outre, pour l'exécution de ce code, créer beaucoup de fonctions qui n'existaient pas. Le régime municipal, si paternel et si cher aux habitans de ces villes, se trouvait en opposition avec les nouvelles lois. Le commerce avait d'autres usages et d'autres règles que le nôtre. Le même habit ne va pas à toutes les tailles. Je fis beaucoup

d'observations, on ne me répondit pas et tout resta en suspens. Mais à peine la réunion fut-elle opérée, qu'on essaya cette réforme. Comme cet essai n'a pas eu de suite à cause des événemens, je ne dirai que quelques mots sur son introduction postérieure.

Le jury prenait assez bien; mais les habitans accoutumés à voir infliger des peines moins sévères que celles comprises dans le code, pour certains crimes ou délits, répugnaient à se prêter à cette aggravation; il en résultait l'abus très-fréquent et très-grave de voir absoudre des hommes dont la culpabilité était démontrée au jury. Ils aimaient mieux les déclarer non coupables que de les faire condamner à une peine que leurs habitudes leur faisaient considérer comme trop forte. Leur indulgence était en outre motivée sur ce que les citoyens, ignorant encore les nouvelles lois, ne croyaient pas pour tel délit encourir telle peine. Je me rappelle qu'un homme accusé d'avoir volé un manteau, se justifiait devant le jury de Hambourg, sur ce qu'il avait commis ce délit dans un moment d'ivresse; quand on alla aux opinions, M. Von-Einingen le déclara non coupable, parce que, dit-il, M. le syndic Doormann dînant un jour chez lui et ayant bu un peu plus que de coutume lui avait emporté son manteau. Cette défense, *per Bacco*, eut un plein succès; un raisonnement puisé dans la ressemblance d'un accusé et d'un syndic devait en effet triompher, sans quoi la petite débauche du syndic aurait été condamnée dans la personne d'un autre. A parler sérieusement, ce procès terminé d'une manière assez plaisante n'en prouve pas moins que les meilleures institutions, que celles qui ont le plus de gravité, peuvent prêter au ridicule lorsqu'elles sont brusquement introduites dans des pays où les mœurs ne sont point encore disposées pour les recevoir.

J'ai su, dans un temps déjà antérieur à celui dont je parle, combien il avait fallu déployer de rigueur dans la malheureuse Italie, et combien on courut le danger de voir partout des insurrections dans les pays où l'on voulut imposer la loi française, là où régnaient les lois paternelles de Beccaria. Ces lois n'admettaient point la peine de mort, et partout où elles étaient usitées, il y avait moins d'assassinats que où que ce soit, et le jour où il y eut une première exécution à

mort à Plaisance, la ville devint tout-à-coup déserte; on aurait dit que le feu du ciel allait tomber sur cette malheureuse cité.

Ce que je voyais à Hambourg me rappelait ce que j'avais appris par des rapports sur la révolte du Plaisantin; non pas que les bons Hambourgeois fussent hommes à se révolter; mais, vraiment, c'était une grande folie de croire que l'on s'attacherait les peuples en froissant toutes leurs habitudes, toutes leurs idées. Les Romains étaient bien plus adroits dans leur domination: ils avaient toujours en réserve au Capitole une place pour les dieux du peuple vaincu. Les Romains voulaient annexer des provinces et des royaumes à l'empire; Napoléon voulut plus, il voulut au contraire faire déborder l'empire et réaliser l'utopie impossible de dix peuples différens ayant des mœurs et des idiômes divers, transformés en un seul peuple. Comment, par exemple, la justice, cette sauve-garde des droits humains, put-elle être rendue dans les villes Anséatiques quand on en eut fait des departemens français? On avait placé dans ces nouveaux départemens beaucoup de juges qui ne savaient pas un mot d'allemand et qui ignoraient complettement le droit. Les présidens des tribunaux de Lubeck, de Stade, de Bremerlehe, de Minden, étaient tellement étrangers à la connaissance de la langue allemande, qu'il fallait, dans la chambre du conseil, leur expliquer toutes les plaidoiries. N'y avait-il pas de l'absurdité à imposer un tel régime judiciaire et surtout de tels hommes, à un pays aussi important pour la France que Hambourg et les villes Anséatiques? Que l'on ajoute à cela, l'impertinence de quelques jeunes protégés, que l'on envoyait de Paris pour faire leur apprentissage administratif ou judiciaire dans les provinces conquises, et l'on concevra quel dut être l'amour des habitans pour le grand Napoléon.

CHAPITRE XXIV.

Commencement des affaires d'Espagne.—Point de préméditation de Napoléon dans l'affaire d'Espagne.—Godoï et les favoris.—Haine des Espagnols envers le prince de la paix.—Accusations réciproques entre le Roi et son fils.—L'Espagne offerte à Louis.—Promesse fallacieuses de Napoléon.—Indignation générale causée par la présence des Français.—Abdication de Charles IV.—Le prince de la Paix prisonnier.—Murat à Madrid.—Nouvelle importante transmise par une lettre du commerce.—Les agens du gouvernement induits en erreur.—Ambition démesurée de Murat.—Protection accordée à Godoï.—Abdication attribuée à la violence.—Napoléon arbitre entre le père et le fils.—Piège tendu.—Le trône d'Espagne destiné à Joseph.—Désapprobation générale de la conduite de Napoléon.

Dès la fin de 1807 commencèrent les affaires d'Espagne, qui se compliquèrent bientôt d'une manière si prodigieuse. Bien qu'éloigné du théâtre des évènemens je les sus alors et depuis d'une manière positive; ce fut un négociant de Hambourg qui m'en donna les premières nouvelles, confirmées bientôt officiellement, et depuis j'ai eu souvent l'occasion d'en parler avec une personne attachée à l'ambassade de France à Madrid. Notre ambassadeur était alors M. de Beauharnais. Cependant, comme ce point d'histoire est un des plus connus, et je puis dire des mieux connus, j'élaguerai de mes notes et de mes souvenirs beaucoup de choses qui ne seraient que des répétitions pour quiconque a un peu lu. Un fait assez important que je puis certifier, c'est que Bonaparte, qui avait eu tour-à-tour des vues sur tous les états de l'Europe, ne s'était jamais occupé de l'Espagne tant que sa grandeur ne fut qu'en projets; dans tout ce qu'il me disait de son avenir, de ses destinées, de son étoile, c'était toujours de l'Italie, de l'Allemagne, de l'orient et de la destruction de la puissance anglaise qu'il était question, et non jamais de l'Espagne; aussi quand il apprit les premiers symptômes de désordres, n'y fit-il pas d'abord beaucoup d'attention, et laissa-t-il passer quelque temps avant de prendre une part active aux événemens qui devaient avoir une si grande influence sur sa fortune.

Quel était l'état des choses? Godoï régnait en Espagne sous le nom du faible Charles IV. Ce favori était l'objet de

l'exécration de tous ceux qui n'étaient pas ses créatures, et ceux mêmes qui s'étaient attachés à sa fortune nourissaient pour lui le plus profond mépris. La haine des peuples est presque toujours le juste salaire des favoris, parce qu'un tel rôle annonce quelque chose d'abject dans l'âme et des sentimens vils et bas. Si cela s'applique aux favoris en général, quels sentimens devait inspirer un homme qui, au su de toute l'Espagne, ne devait la faveur du roi qu'aux faveurs de la reine. Godoï fut un homme fatal: son ascendant était sans bornes sur la famille royale; son pouvoir était celui d'un maître absolu; les trésors de l'Amérique étaient à sa disposition, et il les employait à des séductions infâmes; enfin il avait fait de la cour de Madrid un de ces lieux où la muse indignée de Juvénal a conduit la mère de Britannicus. Nul doute que Godoï ait été une des principales causes de tous les malheurs qui depuis n'ont pas cessé d'accabler l'Espagne sous des formes diverses.

La haine des Espagnols contre le prince de la Paix, était générale. Le prince des Asturies la partageait et se déclara ouvertement l'ennemi de Godoï. Celui-ci s'unit à la France dont il espérait une puissante protection contre ses nombreux ennemis, cette alliance déplut en Espagne, et fit regarder la France de mauvais œil. Le prince des Asturies se trouva encouragé et soutenu par les plaintes des Espagnols qui désiraient la perte de Godoï.

De son côté, Charles IV. regardait comme dirigé contre lui tout ce qu'on faisait contre le prince de la paix; et dès le mois de novembre 1807, il accusait son fils de vouloir le détrôner.

M. de Beauharnais, parent du premier mari de Joséphine, était un homme fort circonspect. Combien, alors, sa position devint délicate et difficile à Madrid! tout en rendant justice aux excellentes qualités sociales de cette homme de bien, je dois convenir qu'elle était un peu forte pour lui. Cependant, sans être doué d'un esprit supérieur, M. de Beauharnais l'était d'un certain tact qui lui faisait bien voir les choses, et ce fut lui qui informa d'abord le gouvernement des mésintelligences qui existaient entre le roi d'Espagne et le prince de Asturies. Il ne pouvait en effet ne pas informer sa cour de tout ce dont il était témoin; plusieurs fois

m'a-t-on dit, il s'était interposé avec toute l'autorité que lui donnait sa position, avant d'avertir l'empereur; mais les choses en vinrent au point où le silence aurait été une faute grave. Pouvait-il laisser ignorer à l'empereur que dans l'excès de son irritation contre son fils, Charles IV. avait manifesté hautement le désir de voir révoquer la roi qui appelait le prince des Asturies à la succession de l'un des trônes de Charles-Quint? Charles IV. ne s'en tint pas à des plaintes et à des manifestations verbales, il agit, ou plutôt le prince de la Paix agit en son nom, il fit arrêter les plus chauds partisans du prince des Asturies. Celui-ci bien instruit des sentimens de son père, écrivit à Napoléon pour lui demander son appui. On vit alors le père et le fils, en guerre ouverte, réclamer l'un contre l'autre, l'appui de celui qui ne demandait qu'à se défaire de tous les deux pour mettre un de ses frères à leur place, et avoir un cadet de plus dans le collége des rois de l'Europe; mais, comme je l'ai dit, cette ambition nouvelle n'était point préméditée, et si, comme on le verra plus tard, il donna le trône d'Espagne à son frère Joseph, ce ne fut qu'au refus de son frère Louis, déjà roi de Hollande. J'ai lu la lettre que Napoléon écrivit à Louis en cette circonstance; j'en ai même conservé une copie, mais ce n'est pas ici le lieu de la rapporter.

Quoi qu'il en soit, l'empereur avait promis à Charles IV. de le soutenir contre son fils; ne voulant pas se compromettre dans ces vilaines affaires de famille, il est certain qu'il ne répondit pas aux premières lettres du prince des Asturies. Mais, voyant que les intrigues de Madrid prenaient un caractère sérieux, il commença provisoirement par envoyer des troupes en Espagne. Les Espagnols en furent offusqués. La nation espagnole n'avait rien, en effet, à démêler avec la France. Les Espagnols n'étaient pas complices des infamies de Godoï et des mésintelligences du roi avec son fils. Dans les provinces que traversèrent les troupes françaises, on se demandait pourquoi cette invasion avait lieu; selon le parti auquel ils étaient attachés, les uns l'attribuaient au prince de la Paix, les autres, au prince des Asturies; mais tous en étant indignés, des troubles éclatèrent à Madrid avec la violence inséparable du caractère espagnol.

Dans ces circonstances effrayantes et plus menaçantes

encore pour l'avenir, Godoï proposa à Charles IV. de le mener à Séville, où il serait plus à portée de déployer toute sa sévérité contre les factieux. Une proposition de Godoï à son maître était moins un conseil qu'un ordre. Charles IV. résolut donc de partir; mais dès lors le peuple regarda Godoï comme un traître. Le peuple se souleva, investit le palais, et le prince de la Paix fut sur le point d'être massacré dans un grenier où il s'était réfugié. Un de ces furieux eut la présence d'esprit d'invoquer en sa faveur le nom du prince des Asturies, et c'est ce qui l'arracha à une mort certaine.

Cependant Charles IV. ne conserva pas son trône; facile à intimider, on profita d'un moment d'effroi pour lui demander une abdication qu'il n'avait ni le courage ni la force de refuser. Il céda ses droits à son fils et dès lors disparut le crédit insolent du prince de la Paix; on le constitua prisonnier; le peuple espagnol, facile à remuer comme toutes les populations ignorantes, manifesta sa joie avec un enthousiasme barbare. Pendant ce temps-là le malheureux roi, soustrait par sa faiblesse aux violences et aux dangers plus apparens que réels qu'il avait courus, et satisfait d'avoir gagné le droit de vivre en échange de sa couronne, changea d'idée ausitôt qu'il se vit en sûreté. Il lui revint alors des velléités royales et écrivit à l'empereur pour protester contre son abdication. Il le prenait pour arbitre et s'en remettait à lui sur son sort futur.

Pendant le cours de ces dissensions intestines, l'armée française suivait sa marche vers les Pyrénées; bientôt ces montagnes furent franchies, et Murat fit son entrée dans Madrid vers le commencement d'avril 1808. Je sens bien qu'ici je m'aventure an milieu d'événemens postérieurs à différentes choses sur lesquelles il faudra que je revienne; mais au point où je suis parvenu, le lecteur doit être habitué à mes allures un peu capricieuses; je continue donc à raconter ce que j'ai su des préliminaires de la guerre d'Espagne. J'ai su, par exemple, et cela avant d'avoir reçu à Hambourg aucune dépêche du gouvernement, que la présence de Murat à Madrid, bien loin de produire un bon effet, avait encore ajouté au désordre. Cette assurance me fut donnée par un négociant de Lubeck, qui avait eu la complaisance de venir à Hambourg exprès pour me communiquer une lettre qu'il

venait de recevoir de son correspondant à Madrid. Je crois avoir déjà dit que les maisons de commerce des villes Anséatiques étaient toujours informées les premières des nouvelles importantes, je puis ajouter que la primeur de ces nouvelles n'était pas leur seul mérite; elles étaient plus exactes que les nouvelles officielles, et j'ai eu plus d'une fois l'occasion de vérifier que le gouvernement même ne se faisait pas toujours scrupule d'induire ses propres agens en erreur. Fouché, notamment, ne s'en faisait pas faute dans sa correspondance. Quant à la lettre dont je viens de parler, l'Espagne y était représentée comme une proie que Murat voulait saisir pour lui, et tout ce que j'ai appris depuis m'a prouvé combien celui qui l'avait écrite était bien informé. Il est en effet de toute vérité que Murat ne croyait pas faire pour un autre que pour lui la conquête de l'Espagne, et il n'est pas étonnant que les habitans de Madrid aient été informés de ses projets, car son indiscrétion était telle qu'il manifestait tout haut son désir de devenir roi d'Espagne. L'empereur en ayant été instruit, lui fit entendre en termes très significatifs que ce n'était pas à lui que le trône d'Espagne et des Indes était destiné, mais qu'il penserait à lui. Ainsi, Murat, grand-duc de Berg, de Clèves et de Juliers, n'était pas content! Réellement lorsqu'aujourd'hui je pense de sang-froid à cette épidémie d'ambition, dont Bonaparte avait eu le premier germe et qu'il communiqua à ses lieutenans, je me perds dans mes souvenirs.

Quoiqu'il en soit, les remontrances de Napoléon ne furent point assez efficaces pour retenir Murat dans sa conduite inconsidérée, et si, à ce jeu d'effronterie, il ne gagna pas la couronne d'Espagne, il contribua puissamment à la faire perdre à Charles IV. Ce monarque, qu'une vieille habitude attachait au prince de la Paix, demanda à l'empereur de faire rendre son favori à la liberté, et l'on vit un descendant de Louis XIV., l'arrière successeur de Charles d'Anjou, solliciter comme une grâce d'aller vivre avec sa famille dans un lieu sûr, pourvu que Godoï fut avec lui. Le malheureux Charles IV. était arrivé à ce point où le dégoût des grandeurs n'a plus de bornes, comme s'il existait une ambition rétrograde aussi difficile à satisfaire que les ambitions ascendantes.

Le roi et la reine sollicitèrent de Murat avec les plus vives

instances la liberté de Godoï; Murat dont la gloriole était agréablement chatouillée par des sollicitations royales, prit le prince de la Paix sous sa protection; mais il déclara en même temps que malgré l'abdication de Charles IV., il ne reconnaîtrait que ce prince comme roi d'Espagne jusqu'à ce qu'il eût reçu de l'empereur des ordres contraires. Cette déclaration mit Murat en opposition formelle avec la nation espagnole qui haïssait mortellement le prince de la Paix et qui, par l'effet de ce sentiment, embrassait le parti de l'héritier de la couronne en faveur duquel Charles IV. avait abdiqué.

On a dit que Napoléon se trouvait dans une position difficile, au milieu de cette lutte entre le roi et son fils. Cela n'est pas exact. Le roi Charles, quoiqu'il eût dit, postérieurement à son abdication, qu'elle avait été arrachée par la violence et les menaces, ne l'avait pas moins donnée; Napoléon pouvait s'en tenir au premier acte.

Par cet acte, Ferdinand était bien roi; mais le roi disait que c'était contre sa volonté et il se rétractait; il fallait la reconnaissance de l'empereur, il était maître de la donner ou de la refuser. Il ne lui restait qu'a s'emparer des deux rois, leur dire qu'aucun d'eux ne le serait, et envoyer à Madrid celui qu'il voudrait mettre sur le trône. C'était-là qu'il voulait en venir. La révolution d'Aranjuez avait l'assentiment général, et si on en admettait les résultats, adieu l'Espagne pour Joseph.

Dans cette situation de choses, Napoléon était arrivé à Bayonne. On détermina Ferdinand à s'y rendre, pour arranger avec l'empereur les différends qui le divisaient avec son père. Il fut quelque temps à prendre sa résolution; mais enfin des amis trompés le déterminèrent, et il partit pour Bayonne. Arrivé à Vittoria, la réflexion lui vint; il se méfia des intentions de l'empereur, et soupçonna quelque piège. M. Urquijo, d'ailleurs, assura au jeune roi que l'empereur voulait s'emparer de sa personne, et mettre la couronne d'Espagne sur la tête d'un membre de sa famille. Ferdinand vit alors la faute qu'il avait commise. Il était déjà presque au milieu des troupes françaises; sa volonté n'était déjà plus libre; il hésita, il voulait rester à Vittoria, tourmenté de l'idée qu'une fois arrivé à Bayonne, il ne pourrait plus en sortir.

Tous ses amis, et beaucoup de personnes qui étaient accourues pour le voir à Vittoria, l'engageaient à y rester. Il fallut retourner à Bayonne pour demander de nouveaux ordres et de nouveaux conseils à l'empereur.

Celui qui fut chargé de cette commission, retourna à Vittoria. Il remit à Ferdinand une lettre de Napoléon, pleine des assurances les plus perfides, et des promesses les plus astucieuses, et dans laquelle Napoléon laissait entrevoir que le trône d'Espagne serait ou à Charles ou à Ferdinand selon qu'il aurait la conviction de la vérité de ce que disait Ferdinand ou de la violence alléguée par Charles IV. On ne comprend pas comment un homme raisonnable a pu se laisser prendre à un pareil piége. A une lettre de Napoléon l'envoyé joignit de vive voix les assurances les plus positives que la couronne d'Espagne serait placée sur la tête de Ferdinand, que tout était disposé pour cela à Bayonne. Victime de tant de perfidie, on sait ce qui lui arriva ainsi qu'à son père Charles IV. qui arriva après lui à Bayonne, avec son inséparable prince de la Paix. Il venait rétracter son abdication; et l'on vit à Bayonne Charles, descendu du trône par sa volonté qu'il reniait, son fils roi par droit de succession, et Napoléon, arbitre entre les deux, donner, pour le mettre d'accord, le trône à Joseph. C'eût été la Fable des deux plaideurs, si ces deux princes eussent seulement eu chacun une coquille. Le révolte du 2 mai, à Madrid, précipita le sort de Ferdinand que l'on accusait; ce soupçon tombait du moins sur ses amis et ses adhérens.

Charles IV., a-t-on dit, ne voulut pas retourner en Espagne et demanda un asile en France. Il signa une renonciation à ses droits sur l'Espagne; cette renonciation fut signée par les Infans.

J'ai vu dans ce temps le prince royal de Suède, qui était à Hambourg, et les ministres de toutes les puissances blâmer hautement la conduite de Napoléon avec l'Espagne. Je ne puis assurer que M. de Talleyrand ait conseillé de ne pas entreprendre ce renversement d'une branche de la maison de Bourbon; son bon esprit et ses vues élevées pourraient le faire penser; mais ce que je puis dire, c'est que tout le monde était d'accord que s'il eût conservé le porte-feuille des affaires étrangères, cette révolution se serait terminée

avec plus de convenances, de loyauté, des moyens plus nobles que la tragi-comédie jouée à Madrid et à Bayonne.

Voilà ce que j'ai su de positif sur les affaires d'Espagne depuis les premiers signes de mésintelligence qui éclatèrent entre le père et le fils à l'occasion du prince de la Paix, jusqu'au moment où l'empereur crut donner de l'avancement à son frère Joseph en le faisant passer du trône de Naples au trône d'Espagne, où il ne put jamais s'asseoir bien solidement. J'aurai occasion d'en parler dans plusieurs circonstances.

PIÈCES AUTOGRAPHES.

AVIS DE L'EDITEUR.

Un des points les plus importans de l'histoire de Napoléon, mis au jour par M. de Bourrienne, est sans contredit la révélation qu'il à faite, et que lui seul pouvait faire, sur la pensée intime du premier consul, relativement à un projet de descente en Angleterre. Ainsi, tant de dépenses, tant de mouvemens d'impulsion, tant d'ordres donnés, n'auraient été que des moyens pour cacher au monde le véritable but de la réunion et de l'organisation d'une armée formidable sur les côtes du nord de la France! Il n'y a pas à en douter, puisque le premier consul en est convenu avec M. de Bourrienne, qui avait deviné la pensée de son ancien ami, et que, dans six volumes qui ont précédé celui-ci, rien n'a pu être l'objet d'une controverse raisonnable, parmi les faits nombreux et nouveaux que l'auteur a pour la première fois porté à la connaissance du public. Cependant, il est des choses qui étonnent tellement par le contraste qu'elles offrent avec les idées reçues, qu'on répugne à les admettre; et, bien souvent, les meilleurs esprits eux-mêmes, quand ils ont ouvert la porte à l'erreur, éprouvent on ne sait quel besoin de défendre cet hôte trompeur, lorsque la vérité tardive ne se présente que quand sa place est prise. Cette disposition assez commune n'est, hélas! qu'une illusion de notre amour-propre qui ne veut pas connaître le vrai, pour ne pas avoir l'air d'avoir admis le faux avec légèreté.

Dans cet état de choses, un hazard heureux, ou plutôt une haute bienveillance a mis à notre disposition quatorze pièces autographes qui ne faisaient point partie du riche portefeuille de M. de Bourrienne, mais que nous sommes autorisés à publier, et que nous publions d'autant plus volontiers qu'il en est parmi elles qui semblent destinées à expliquer le

secret de Napoléon, relativement au camp de Boulogne. On sera surpris, à la lecture des trois dernières, de voir comme les ordres du départ, et les détails les plus minutieux sur la marche des troupes et différens corps d'armée étaient déjà préparés dans la tête de l'empereur, quand il leva le camp de Boulogne.

Il nous semble nécessaire de dire quelques mots encore sur la nature de ces pièces qui nous ont paru d'un grand intérêt. D'abord, nous rappellerons au lecteur l'usage où fut Napoléon, depuis son avènement à l'empire, de ne plus donner d'ordres spéciaux aux divers chefs de ses armées; tout était compris dans un ordre général adressé à Berthier, souvent même dicté en sa présence, et quelquefois écrit par lui. Berthier transmettait ensuite des ordres partiels aux différens chefs de corps, chacun en ce qui pouvait le concerner. Avant son entrée en campagne, il fit la même chose à l'égard de Berthier, alors ministre de la guerre, et ce sont ces pièces que nous possédons et que nous publions. On est réellement confondu d'étonnement à la lecture de ces ordres généraux, quand on voit tout ce qui était présent dans l'intelligence de Bonaparte. Tout lui était connu: le nombre d'hommes, le nombre de malades, le nombre de chevaux, combien de soldats étaient absens, où étaient situés les détachemens, les corps manquant d'officiers, les divisions où l'artillerie avait besoin de remonte, enfin cette immensité de détails que l'on trouvera dans les piéces que nous offrons avec confiance à la curiosité d'un public, ardent à s'instruire sur toutes les circonstances de la vie d'un homme que l'on ne peut regretter, mais qu'il faut bien qu'on admire.

Toutes ces pièces, dictées par Napoléon, quand elles ne sont pas entièrement écrites par lui, offrent des corrections interlinéaires écrites de sa main; toutes sont adressées à Berthier, ministre de la guerre, appelé plus tard à remplir les fonctions de major-général des armées que commanda l'empereur. Outre le point d'histoire important sur l'explication duquel les dernières surtout jettent quelques lumières nouvelles, elles nous ont paru d'autant plus convenablement placées à la fin de ce volume, qu'elles forment une sorte de complément ou d'appendice aux choses intéressantes que M. de Bourrienne a racontées sur les premiers

temps de la campagne de Vienne, et sur les événemens qui l'ont précédée. Nous n'osons pas, d'ailleurs, concevoir l'idée que quelques personnes supposent ces pièces apocryphes, cependant nous nous ferons un plaisir autant qu'un devoir, comme nous l'avons déjà fait pour les autographes de M. de Bourrienne, de les soumettre à l'examen des personnes qui voudront bien les venir voir dans nos magasins.

No. 1.

Projet d'expédition en Irlande.—Ordres donnés à Marmont et à Augereau.—Les Irlandais réfugiés.—Besoin d'un bon commandant d'artillerie.

" Mon cousin, l'expédition d'Irlande est résolue, vous " aurez à cet effet une conférence avec la maréchal Augereau. Il y a à Brest des moyens d'embarquement pour " 18,000 hommes. Le général Marmont, de son côté, est " prêt avec 25,000 hommes; il tâchera de bébarquer en " Irlande et sera sous les ordres du maréchal Augereau. La " grande armée de Boulogne sera pendant le même temps " embarquée et fera tout ce qui est possible pour pénétrer " dans le comté de Kent. Vous ferez connaître au maréchal " Augereau qu'il se comportera selon les événemens. Si les " renseignemens que j'ai par les Irlandais réfugiés et par les " hommes que j'ai envoyés en Irlande se vérifient, une " grande quantité d'Irlandais se rangeront sous les drapeaux, " à son débarquement. Alors il marchera droit à Dublin. " Si au contraire ce mouvement était plus tardif, il prendrait " position pour attendre le général Marmont et jusqu'à ce " que la grande armée fût débarquée. La marine fait espérer " qu'elle sera prête au 30 vendémiaire. La terre le sera " aussi à cette époque. Il faut surtout au maréchal Augereau " un bon commandant d'artillerie. Sur ce je prie Dieu qu'il " vous ait en sa sainte et digne garde."

" NAPOLÉON."

Mayence, ce 5 vendémiaire an XIII. (26 septembre 1804.)

No. 2.

Création d'un camp à Brest.—Répartition de 18,000 hommes.—Un bataillon suisse.—Artillerie.—Hommes d'embarquement.—Le maréchal Augereau.

" Mon cousin, le camp de Brest, tel qu'il sera composé, " sera fort de 18,000 hommes, tout compris. Savoir : ca-

" valerie	1,500
5 compagnies d'artillerie du troisième régiment, fortes chacune de 80 hommes, faisant	400
1 compagnie d'ouvriers, complétée avec des conscrits ouvriers de la marine, forte de	80
1 compagnie d'artillerie à cheval, forte de	80
4 compagnies du huitième bataillon du train, faisant en tout	200
2 compagnies du quatrième bataillon de sapeurs, faisant	200
1 compagnie de mineurs	.80
Administration, domestiques et autres non-combattant	500
Infanterie	15,000
Total	18,040

" Les quinze mille hommes d'infanterie seront composés " de 3 bataillons du septième régiment d'infanterie légère, " de 800 hommes chaque, officiers et état-major com-

" pris	2,400
de 3 bataillons du 16e régiment d'infanterie légère, de	2,400
de 3 bataillons du 24e régiment de ligne	2,400
de 2 bataillons du 37e de ligne	1,600
de 1 bataillon du 47e	800
de 2 bataillons du 65e	1,600
de 1 bataillon du 70e	800
de 2 bataillons de 63e	1,600
de 2 bataillons du 44e	1,600
de 2 bataillons du 105e	1,600
de 1 bataillon d'élite suisse	800
Total	17,600

" Il faut compter 2500 hommes qui resteront pour aug-" menter les équipages des vaisseaux.

" Vous donnerez ordre au septième d'infanterie légère de " compléter ses trois bataillons. Vous donnerez le même " ordre au seizième d'infanterie légère. On retiendra dans " le quatrième bataillon qui reste à Belle-Ile, tous les hommes " dont on pourrait craindre la désertion. La garnison de " Belle-Ille sera complétée par le douzième d'infanterie lé-" gère qui est à Nantes. Le vingt-quatrième de ligne " formera également ses trois bataillons. Tout ce qui sera " embarqué sur l'escadre de Brest, sera compris dans cette " formation. De même pour le trente-septième. Les " soixante-troisième et quarante-quatrième, ne feront plus " partie du camp de Montreuil. L'état-major et ce qui serait " rendu à ce camp, rétrograderont sur Brest. Vous don-" nerez ordre aux trois bataillons du cent-cinquième de se " rendre à Brest, où il complètera deux bataillons à 1600 " hommes, pour fournir au corps d'armée. *Le bataillon d'é-" lite suisse se rendra à Brest.* L'artillerie du camp de Brest " actuel est composée de quatre compagnies du troisième re-" giment, mais qui ne forment que 300 hommes ; vous don-" nerez ordre qu'elles soient portées à 80 hommes chacune. " Vous retirerez une compagnie du même régiment du camp " de Saintes que vous compléterez à 80 hommes et que vous " enverrez également à Brest. Vous pourrez prendre la " compagnie d'artillerie légère qui se trouvera le plus près, " vous la dirigerez aussi sur Brest ; vous aurez soin qu'elle " soit composée de 100 hommes : 20 hommes resteront pour " tenir les chevaux, et 80 hommes s'embarqueront. Vous " ferez compléter l'escouade de la demi-compagnie d'ouvriers " d'artillerie qui est de 46 hommes avec des conscrits ou-" vriers de la marine, et la ferez porter à 80 hommes.

" Vous préviendrez le maréchal Augereau que son corps " d'armée ne pourra embarquer que 300 chevaux, dont 200 " de chasseurs, 200 d'attelages d'artillerie et 100 d'état-" major. On fera embarquer cependant des selles pour " mille chevaux d'attelage d'artillerie. On aura soin d'em-" barquer les outils de pionniers nécessaires. Sur ce, je " prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

" NAPOLÉON."

Mayence, ce 5 vendémiaire an XIII. (26 septembre 1804.)

No. 3.

Colonne d'éclaireurs.—Mesures sévères en Italie.—Tête du brigand Marineo mise à prix.—Ordres du général Menou.

" Mon cousin, vous voudrez bien ordonner la réunion à " Serravalle d'une colonne d'éclaireurs composée de quatre " compagnies complétées à 100 hommes du cinquième ré- " giment d'infanterie légère qui est à Turin; de 48 gendarmes " à pied; de 48 gendarmes à cheval. Un officier d'état- " major commandera cette colonne qui parcourra indistincte- " ment le territoire de la France, celui de la république Li- " gurienne et celui du ci-devant duché de Parme. Elle " poursuivra les brigands qui font la contrebande à main " armée sur la frontière, et notamment le brigand Marineo. " Tout individu qui fera résistance et qui sera pris les armes " à la main, sera jugé par une commission militaire dont " l'officier commandant nommera les membres. Cette co- " lonne demeurera assemblée pendant un mois. Le directeur " des douanes fournira un détachement d'employés pour " servir de guides à la colonne. Tout dépôt ou magasin de " contrebande sera saisi dans quelque lieu qu'il se trouve. " Ces saisies seront faites au profit de la colonne d'éclaireurs " et des employés des douanes qui y auront concouru avec " elle. Il sera accordé une gratification de cent louis pour " la capture du brigand Marineo. Une gratification de cent " vingt francs sera également accordée pour la prise de " chaque homme de sa bande. Ces gratifications seront " payées par la caisse des douanes. Vous ferez connaître " ces dispositions au ministre de la guerre du gouvernement " ligurien, et aux administrateurs généraux de la vingt- " septième division et du ci-devant duché de Parme. Vous " ferez remarquer au ministre de la guerre du gouvernement " ligurien que ces mesures sont nécessitées par l'apathie avec " laquelle on tolère de tels abus. L'officier commandant la " colonne d'éclaireurs, prendra immédiatement les ordres du

“ général Menou, et lui rendra directement compte de ses “ opérations. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte “ et digne garde.

“ NAPOLÉON.”

A St. Cloud, le 13 brumaire an XIII. (2 novembre 1804.)

No. 4.

Mouvemens de troupes ordonnés. — Ordres au général Morand. — L'île d'Elbe.—Ordres sévères.

“ Mon cousin, donnez l'ordre sur-le-champ, au vingt-“ troisième régiment d'infanterie qui est en Corse, de s'em-“ barquer à Bastia, et de se rendre à Livourne, en débarquant “ sur un point quelconque du continent d'Italie, pour, de là, se “ rendre à Parme où il tiendra garnison. Donnez également “ l'ordre à un des bataillons du vingtième régiment de ligne “ qui est à l'île d'Elbe, de se rendre à Livourne où il tiendra “ garnison jusqu'à nouvel ordre. Vous recommanderez au “ général Morand de prendre des mesures pour embarquer “ le vingt-troisième régiment d'infanterie légère le plus se-“ crètement possible, et de le faire escorter pour sa sûreté, “ par quelques bâtimens légers. Il doit profiter pour cela “ d'un temps frais. Avec Caprara, l'île d'Elbe et de la pru-“ dence, le passage doit être sûr. Vous ferez connaître à ce “ général qu'il encourrait tout mon mécontentement, et qu'il “ serait véritablement coupable s'il apportait le moindre re-“ tard dans l'exécution du présent ordre qui tient à des “ mesures générales. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en “ sa sainte et digne garde.

“ NAPOLÉON.”

Paris, ce 9 nivose an XIII. (20 décembre 1804.)

N°. 5.

Escadrons de la garde sous les ordres de Beauharnais.—Préparatifs pour un passage des Alpes.—Deux mille hommes dirigés sur Lyon.

" Mon cousin, vous donnerez l'ordre à six escadrons de " cavalerie de ma garde, de partir mercredi 26, sous les " ordres du colonel-général Beauharnais, pour se rendre à " Lyon où ils recevront de nouveaux ordres. Ils formeront " 900 hommes et seront composés ainsi qu'il suit:

2 escadrons de grenadiers à cheval,	à 150	hommes chacun.
2 de chasseurs, id..........	à 150	
1 de mamelucks	de 150	
1 de gendarmerie d'élite.........	100	
et 50 canonniers	50	
Total.........	900	

" Vous donnerez des ordres par précaution pour qu'on " prépare leur passage par les Alpes. Ils partiront de Paris " mercredi, en autant de détachemens, que vous ou le colo- " nel-général Beauharnais, le jugerez convenable, de manière " à fatiguer le moins possible ces troupes *.

" Vous donnerez également l'ordre à quatre compagnies " de chacun des deux bataillons de grenadiers à pied, com- " plétées à 100 hommes chacune par des vélites; à quatre " compagnies de chacun des deux bataillons de chasseurs à " pied, complétées également par des vélites à 100 hommes " chacune; et au bataillon de grenadiers de la garde du " président de la république italienne, formant en tout une " force de 2,000 hommes, de partir jeudi 27, pour se rendre " à Lyon, où ils recevront de nouveaux ordres, sous les ordres

* Il est facile de reconnaître dans cet ordre de premiers préparatifs pour la grande revue sur le champ de bataille de Marengo, dont a parlé M. de Bourrienne, revue, où l'empereur se plut à étaler aux yeux des Italiens ses forces militaires à l'époque de son couronnement comme roi d'Italie. Cette note peut se rapporter également à la pièce qui suit.

" du général Soulès. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en
" sa sainte et digne garde.

" Napoléon."

Paris, ce lundi 24 nivôse an xiii. (14 janvier 1805.)

No. 6.

Chevaux de l'empereur cédés à l'artillerie.—Bataillon dirigé sur Turin.—Ordre pour compléter les divisions.—Demande de rapports particuliers sur tous les objets du service dans la vingt-septième division militaire.—Indication détaillée sur ces rapports.

" Mon cousin, vous donnerez ordre au quatrième bataillon " (*bis*) du train, qui est à Cambrai, et au huitième bataillon, " de se rendre à Lafère. Là, le huitième bataillon remettra " tous ses chevaux au nombre de 750 au bataillon numéro " 4 (*bis*). Vous ferez compléter ce bataillon à 900 par les " chevaux d'artillerie qui sont à mon service, et que le grand " écuyer fera remettre. Vous préposerez un officier pour " veiller à ce que la remise s'en fasse dans le plus grand " ordre et que les matricules et procès-verbaux soient en " règle. Vous dirigerez alors ce bataillon numéro 4 (*bis*) " sur Turin, à très-petites journées, et vous lui marquerez " de fréquens séjours.—Le bataillon numéro 4 est à Turin " et a 150 chevaux, mon intention est de le porter à mille. " A cet effet, les 490 chevaux de ma garde, partis le 22 " nivôse de Paris, seront remis à Turin au bataillon numéro " 4 et, immédiatement après, les hommes opèreront leur " retour sur Paris. Vous ferez partir un détachement du " train de ma garde avec 200 chevaux pour Turin; les " hommes reviendront à Paris après avoir fait la remise de " leurs chevaux. Vous me proposerez un mouvement de 150 " chevaux tirés des onzième, douzième ou treizième divisions " militaires, pour compléter le nombre de mille que ce ba- " taillon peut servir.—Les deux bataillons numéro 6 sont en " Italie. Le bataillon principal est dans le royaume de Na- " ples; il n'a que 530 chevaux. Mon intention est qu'il " soit porté à 800. A cet effet, vous autoriserez le conseil

" d'administration, sous la surveillance du directeur du parc " d'artillerie de l'armée française dans le royaume de Naples, " d'acheter 300 chevaux ou gros mulets de trait, et à y " affecter le produit de la vente de chevaux de la république " italienne. Vous établirez pour cet effet une masse, en ne " donnant à ce bataillon que 800 chevaux, quoiqu'il ait 600 " hommes, j'ai égard à la circonstance et à la facilité qu'on " aurait en cas de guerre, à lever des chevaux, et qu'on ne " manquerait point de prendre au train napolitain. Le ba- " taillon n°. 6 (*bis*) est à Plaisance ; il n'a que 150 chevaux. " Les 400 chevaux partis de Saintes le 5 nivôse y seront " réunis, ainsi que les 232 partis le 26 nivôse, ce qui le com- " plètera à près de 800 chevaux.

" Ces dispositions une fois exécutées, j'aurai donc au-delà " des Alpes quatre bataillons du train formant 2400 hommes " et ayant 3500 chevaux harnachés et pour le service unique- " ment du train d'artillerie. Il vous restera à me faire con- " naître ce qu'il manque au complet de ces bataillons du train, " qu'elles mesures il faut prendre pour les compléter, et " enfin, combien ils peuvent encore servir de chevaux.— " Vous vous assurerez aussi que les harnais, et tout ce qui est " nécessaire, sont dans le meilleur état.—Vous donnerez " ordre qu'à mesure que ces chevaux arriveront dans la " vingt-septième division militaire, ils soient placés dans des " villes où ils soient bien tenus, bien nourris, et où ils ne " fassent d'autre service que les mouvemens d'artillerie " locaux. Faites-moi connaître par un rapport particulier " s'ils sont de bonne qualité et si l'on peut compter générale- " ment sur un bon service, faites-moi également connaître le " temps qu'il faudrait pour organiser un bon équipage de " campagne en Italie lorsque ces chevaux y seront arrivés, " et les mesures qu'il y aurait à prendre pour sa réparation. " Enfin, j'ai besoin de connaître la situation des salles " d'armes de la république italienne et de la vingt-septième " division militaire.—Les charriots d'artillerie, ceux des " vivres et des ambulances, ont aussi leur importance, et re- " tardent souvent la formation des armées. Faites-moi " connaître le nombre des caissons de vivres qui se trouvent " dans la vingt-septième division militaire, combien il en " existait à la paix en l'an 9, et si le service se continuait

" par les charriots du pays, combien il en faudrait pour une " armée de 60,000 hommes, et enfin quelles mesures à " prendre pour se procurer des attelages.—Donnez ordre au " colonel du deuxième régiment d'artillerie à pied de re- " joindre son corps. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en " sa sainte et digne garde.

" NAPOLÉON."

A Paris, ce 5 pluviôse an XIII. (26 janvier 1805.)

No. 7.

Projet d'une salle d'armes à Fenestrelles et à Briançon.—21,000 fusils.

" Mon cousin, mon intention est que vous fassiez con- " struire à Fenestrelles une salle d'armes pour contenir " 20,000 armes, et que vous preniez des mesures telles " qu'au premier août il y ait à Briançon 21,000 fusils et à " Fenestrelles 21,000. Faites tous les sacrifices nécessaires " pour activer les fabrications du Piémont. Il faudrait faire " 20,000 armes par année. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous " ait en sa sainte et digne garde *.

" NAPOLÉON."

A Paris, le 14 ventôse an XIII. (5 mars 1805.)

" J'avais ordonné il y a deux ans que la salle d'armes de " Fenestrelles fût construite, l'on n'en a rien fait."

No. 8.

Répartition de 2,500 hommes entre divers régimens.—Demande de rapports sur tous les corps des trois camps.—Troupes d'embarquement.

" Mon cousin, tous les régimens, qui font partie des trois " camps, ne peuvent tous fournir 1800 hommes sous les

* On serait tenté de penser, d'après cet ordre, que Napoléon avait encore d'autres pensés que celle de passer une revue en concentrant un certain nombre de troupes sur l'Italie, puisqu'il ordonnait de mettre beaucoup d'activité à la fabrication des armes.—La belle fonderie de Turin lui a constamment fourni plus de 50 pièces de gros calibre par an, depuis 1808 jusqu'en 1814.

" armes, surtout ceux qui ont beaucoup de malades. Le " trentième régiment de ligne aurait besoin de 200 hommes, " sans y comprendre ce qu'il doit recevoir de la conscription

" de l'an XIII.	200 hommes.
Le 61e de ligne	200
Le 21e d'infanterie légère	300
Le 48e de ligne	200
Le 24e d'infanterie légère	300
Le 26e id....................................	100
Le 22e de ligne	200
Le 27e id....................................	100
Le 39e id.	150
Le 69e id....................................	100
Le 72e id....................................	200
Le 75e id....................................	100
Le 96e id....................................	100
Total...........	2,250 hommes.

" Peut-être qu'en faisant ce travail avec plus de soin et " de temps, trouverait-on qu'il faudrait 3,000 hommes.— " Faites-moi un rapport, corps par corps, sur les régimens " composant les trois camps, de leur situation au 1er ventôse, " présence sous les armes et aux hopitaux, de la situation " des troisièmes bataillons, du nombre d'hommes de la con-" scription de l'an XIII qu'ils doivent recevoir.—Je désire " aussi que vous me présentiez un projet pour appeler 3,000 " conscrits sur la réserve de l'an XII, en évitant de rien " prendre dans les départemens maritimes. Faites-moi con-" naître le disponible de la réserve de cette année. Quant " à la réserve de l'an XIII, indépendamment de ce qui sera " nécessaire pour compléter les dragons, il faut aussi me " proposer un travail pour compléter les quarante-cinq régi-" mens qui font partie des camps, de manière à fournir à " l'embarquement 1,050 hommes présens sous les armes par " bataillon. Faites-moi faire un tableau qui me fasse con-" naître le nombre d'hommes qu'il faudrait à cet effet donner " à chacun de ces régimens. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous " ait en sa sainte et digne garde.

" NAPOLÉON."

Paris, le 14 ventôse an XIII. (5 mars 1805.)

N°. 9.

Régiment de la Guadeloupe.—Régiment à la Martinique.—Exécution des arrêtés relatifs au mouvement des troupes.—Ordres divers pour la composition de plusieurs régimens coloniaux.

Au ministre de la guerre.

Le 28 ventôse an XIII. (19 mars 1805.)

" Le soixante-sixième régiment, en conséquence de l'art. " 5 de l'arrêté du 10 floréal an XI, doit être organisé à la " Guadeloupe et composé des deuxième et troisième bataillons de la soixante-sixième de bataille, du troisième bataillon de la quinzième de bataille et d'un détachement de la " soixante-dix-neuvième de bataille.

" Le quatre-vingt-deuxième régiment, en conséquence de " l'art. 7 du même arrêté, doit être organisé à la Martinique, " et composé du troisième bataillon du quatre-vingt-deuxième de bataille, du troisième bataillon du trente-septième, " du troisième bataillon du quatre-vingt-quatrième, du " deuxième bataillon du cent-septième et d'un détachement " du quatre-vingt-dixième.

" C'est donc à tort que le ministre de la guerre, par sa " lettre du 25 thermidor an XII, a ordonné que le soixante-sixième se réunirait à la Rochelle et le quatre-vingt-deuxième aux Sables.

" Il n'y a donc que la cinquième légère, la septième et la " quatre-vingt-sixième de ligne, qui doivent être organisées.

" La cinquième légère doit être composée, conformément " à l'art. 2 du décret du 10 floréal, du premier bataillon de " la cinquième légère, du deuxième bataillon de la troisième, " des débris du troisième bataillon de la septième légère, des " débris du premier bataillon de la quatorzième légère.

" Et comme, par la circulaire du 25, les débris du onzième et du cinquième ne doivent former qu'un seul corps " sous le nom de cinquième regiment, on y joindra le premier et le deuxième bataillon de la onzième légère, le pre-

" mier bataillon de la dix-neuvième, un détachement de la
" vingt-huitième, et trois bataillons de la trentième, qui
" composent la onzième légère, conformément à l'art. 3 du
" décret.

" Le septième régiment de ligne doit être aussi composé
" des premier et deuxième bataillons de la septième, du
" deuxième bataillon de la vingtième, du troisième bataillon
" de la vingt-troisième, du premier bataillon de la trente-
" unième, du troisième bataillon de la soixante-huitième et
" du deuxième bataillon de la soixante-dix-neuvième.

" Enfin la quatre-vingt-sixième doit être composée, con-
" formément à l'art. 8, des premier et deuxième bataillons de
" la quatre-vingt-sixième, du troisième bataillon du soixante-
" onzième, de la portion du quatre-vingt-dixième qui a été à
" Saint-Domingue, du deuxième et du troisième de la cent-
" dixième, et de ce qui compose le quatre-vingt-neuvième,
" c'est-à-dire deuxième et troisième bataillons de la quatre-
" vingt-neuvième, du troisième bataillon de la soixantième,
" deuxième bataillon de la soixante-quatorzième, un détache-
" ment de la soixante-dix-septième, troisième bataillon de la
" quatre-vingt-troisième.

" Ainsi donc, le ministre de la guerre doit faire une lettre
" au ministre de la marine, pour qu'il donne sur-le-champ
" l'ordre d'organiser le soixante-sixième à la Guadeloupe, et
" le quatre-vingt-deuxième à la Martinique ; il fera connaître
" que ces deux régimens seront composés comme il est dit
" ci-dessus.

" On incorporera de plus dans la quatre-vingt-deuxième,
" à la Martinique, les 96 hommes du dépôt colonial de Saint-
" Malo, portés par le corsaire le Duguay-Trouin, les 398
" hommes du quatre-vingt-treizème, portés par les frégates
" la Cybèle et la Didon, les 139 hommes du trente-septième
" et les 80 hommes du quarante-septième, portés par la fré-
" gate la Ville-de-Milan ; enfin, les 227 hommes du dou-
" zième d'infanterie légère, portés par la frégate le Président.

" Les différens bataillons des dépôts coloniaux, qui se
" trouvent à la Martinique ou à la Guadeloupe, seront incor-
" porés dans ces régimens. Au lieu d'un régiment, on ne
" formera dans la onzième division, qu'un seul bataillon du

" soixante-sixième, destiné à rejoindre son corps à la Guade-
" loupe.

" Au lieu d'un régiment, on ne formera qu'un bataillon du " quatre-vingt-deuxième, destiné à rejoindre son corps à la " Martinique.

" Ces bataillons seront commandés par un chef de bataillon " et composés de neuf compagnies. Chaque compagnie avec " quatre officiers, un sergent-major, quatre sergens, un ca- " poral-fourrier, huit caporaux et cent quarante soldats, ce " qui formera 158 hommes par compagnie et 1422 hommes " par bataillon.

" Le ministre portera un soin particulier à ce que l'un et " l'autre de ces bataillons soient complétés et dans le cas de " s'embarquer au mois de septembre, pour renforcer la Mar- " tinique et la Guadeloupe.

" Les trois autres régimens seront formés conformément " aux décisions qui ont été données.

" Le ministre donnera des ordres pour que les détache- " mens des trente-septième, quarante-septième, quatre-vingt- " treizième de ligne, et du douzième d'infanterie légère, qui " vont être incorporés dans la quatre-vingt-deuxième à la " Martinique, soient effacés de la matricule des corps ; et que " sur-le-champ ces corps reforment les compagnies et se com- " plètent.

" Le ministre fera ensuite imprimer l'état de tous les " élémens qui entreront dans la composition de corps, et cet " état sera adressé aux commissaires des guerres et aux in- " specteurs aux revues, afin que les officiers et soldats qui " arriveraient fussent envoyés aux corps respectifs.

" Il proposera aussi les officiers de ces régimens et des " bataillons qui ont appartenu à ces corps, et qui viennent des " colonies, vu que ces corps doivent être considérés comme " cadres pour recevoir les officiers qui ont été éparpillés ou " faits prisonniers, et qui reviennent sans cesse.

" NAPOLÉON."

N°. 10.

Vente d'un couvent à Chambéry.—Envoi de fusils à Alexandrie et au fort Barreau.

" Mon cousin, je désire que vous me présentiez un projet " pour vendre le couvent de Chambéry: les fonds en seront " versés dans la caisse du génie et serviront à achever la " caserne. Faites évacuer les fusils qui sont à Chambéry sur " Alexandrie et *toutes les pièces qui sont à Dôle sur le fort* " *Barreau.* Faites vendre l'emplacement qui sert d'arsenal. " Je n'ai besoin d'aucun établissement militaire à Chambéry; " Grenoble et le fort Barreau sont suffisans. J'ai été satisfait " de l'arrangement des fusils au fort Barreau; mon intention " est qu'on y prépare un emplacement pour 10,000 autres " fusils. Vingt mille fusils dans le petit fort seront bien " placés. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et " digne garde.

" NAPOLÉON."

Au palais de Stupinis, le 4 floréal an XIII. (24 avril 1805.)

N°. 11.

Ordres relatifs à diverses missions au camp de Boulogne.—Demande de notes pour la nomination d'officiers.—Questions remarquables.—Ordres précis pour une descente en Angleterre.—Les châteaux de Douvres, de Chatam et de Portsmouth.—Mouvement ordonné à l'artillerie.—Annonce de l'arrivée de l'empereur au camp.—Les généraux Nausouty et Marescot.

" *Mon cousin, vous enverrez un officier à Granville qui, de* " *là, parcourra Cherbourg, le Hâvre, Dieppe, Fécamp et* " *viendra vous joindre à Boulogne où il vous portera la note* " *de toutes les chaloupes canonnières, bateaux canonniers,* " *péniches, etc., qui seraient encore dans ces ports. Donnez* " *ordre au troisième régiment de hussards de se rendre à* " *Montreuil pour rejoindre la brigade. Donnez ordre au* " *général commandant l'artillerie de rappeler toutes les com-*

" *pagnies d'artillerie légère, faisant partie de l'armée, et dis-*
" *séminées sur les côtes pour faire le service des colonnes mo-*
" *biles, ainsi que le matériel et les attelages dont il pourrait*
" *avoir besoin.* Passez la revue de tous les corps de l'armée,
" en bordant la haie, et envoyez moi la note de tous les of-
" ficiers qui manqueraient, avec des projets de nomination,
" afin que les cadres soient complets en officiers. *Con-*
" *sultez la situation des troupes, et faites venir des dépôts*
" *en infanterie et cavalerie, les hommes nécessaires pour com-*
" *pléter les présens sous les armes que chaque corps doit avoir,*
" *sans y comprendre les hommes aux hôpitaux. Envoyez-moi*
" *un état de situation exact des présens sous les armes au* 15
" *messidor dans les camps de l'armée de l'Océan, en ayant soin*
" *de marquer les hommes aux hôpitaux ou hors des ports de*
" *réunion de l'Océan; par ports de l'Océan vous savez qu'on*
" *comprend tous les ports depuis la Somme jusqu'à l'Escaut.*
" Ayez l'œil sur tout, entrez dans tous les détails de vivres,
" eau-de-vie, souliers, dans tous les détails d'embarquement.
" Vous devez tout avoir dans vos porte-feuilles bien en règle.
" *—Faites embarquer un grand nombre d'outils d'artillerie;*
" *vous savez qu'on en manque toujours à la guerre. J'aurai le*
" *siège du château de Douvres, de Châtam, peut-être de Ports-*
" *mouth à faire; causez-en avec Marescot. Il est possible que*
" *j'aie assez de troupes pour les faire tous trois à la fois. Il*
" *ne s'agit donc pas de si, de mais, de car, les cas sont prévus.*
" *Qu'on embarque donc beaucoup d'outils à manche, et qu'on*
" *fasse en sorte qu'on ne manque de rien. Je ne sais combien*
" *j'ai ordonné de compagnies de mineurs;* j'imagine qu'on a
" tous les outils pour former l'équipage de mine.—*Je pense*
" qu'il n'y a qu'une division du camp de Bruges à Vimereux;
" envoyez au maréchal Davoust l'ordre qu'une autre division
" y soit rendue avant le 26 messidor.—Je serai à Fontaine-
" bleau le 25; j'y recevrai des renseignemens précis pour
" donner des ordres sur tout, et faire toutes les dispositions.
" *J'ai ordonné la formation de tous les dragons à pied des*
" *camps de Compiègne et d'Amiens. Donnez ordre au gé-*
" *néral Baraguey d'Hilliers d'en prendre le commandement et*
" *de se rendre avec à Calais.—Donnez ordre à l'artillerie de*
" *ma garde qui est à Lafère de se rendre à Vimereux. Il*
" *suffit qu'elle y soit le 25 messidor.* Si j'ai oublié quelques

" dispositions, remettez-les-moi sous les yeux. *Comme la*
" *division de grosse cavalerie de Nansouty n'est pas destinée à*
" *s'embarquer tout de suite, je serai à temps de donner des*
" *ordres à mon arrivée à Paris. Il me suffit qu'il y ait pos-*
" *sibilité qu'elle soit à Calais au 5 messidor. J'imagine que*
" *les cinq bataillons de sapeurs sont complets. S'ils ne le sont*
" *pas, faites appeler des dépôts d'artillerie tout ce qui est né-*
" *cessaire pour les compléter.* Sur ce, je prie Dieu qu'il vous
" ait en sa sainte et digne garde *.

" NAPOLÉON."

Plaisance, le 9 messidor an XIII. (29 juin 1805.)

N°. 12.

Levée du camp de Boulogne.—Formation des divisions de grosse cavalarie et de dragons.—Le général Klein et le général Nansouty.—Ordre de marche indiqué pour les différens corps.—Napoléon au camp de Boulogne.—Impulsion donnée à toute l'armée.—Demande de différens projets.

" Mon cousin, vous réunirez dans la cinquième division " militaire une division de réserve de grosse cavalerie, com- " posée des premier, cinquième, dixième et onzième ré- " gimens de cuirassiers. Vous donnerez l'ordre à ces " quatre régimens de se rendre sur-le-champ dans la " cinquième division militaire, et vous les cantonnerez à " Landau et dans les environs. Vous donnerez également " l'ordre au général de division Nansouty, de partir avec la " division qu'il commande, pour se rendre à Schelestadt et à " Neufbrissack, et vous donnerez les ordres nécessaires pour " qu'elle y soit convenablement cantonnée et dans les en- " virons, en choisissant les lieux les plus abondans en fourrage. " Mon intention est que chacune de ces divisions ait un

* Tout ce qui est souligné dans cet ordre remarquable, l'est aussi dans la pièce autographe. C'est, ce nous semble, une des choses les plus curieuses que l'on puisse lire, que cet ordre, dans lequel l'empereur prescrit, avec une sorte d'enthousiasme, des dispositions pour une descente qu'il n'a pas eu l'intention de faire, dans le seul but de donner le change à l'Europe et à ses plus intimes confidens. Il suivait le principe du fameux ministre de Tibère, qui disait que l'on ne devait avoir de confidens que soi.

" commissaire des guerres, qui lui soit spécialement attaché. " Il est indispensable que chacun des régimens ci-dessus " soit de quatre escadrons; et pour cet effet, vous ferez " partir des dépôts tout ce qui sera disponible, et vous four- " nirez aux colonels tout ce qui sera nécessaire pour qu'il y " ait au moins 500 hommes présens à la revue, dans les " quatre escadrons que je viens d'indiquer. La première " division sera sous les ordres du général de division " d'Hautpoult. Vous lui ordonnerez, ainsi qu'au général " Nansouty, de correspondre fréquemment avec vous et d'une " manière détaillée. Chacune des divisions qu'ils comman- " dent aura trois pièces d'artillerie légère, savoir deux pièces " de huit et un obusier, le mouvement que je prescris doit " avoir lieu sans retard. Les rassemblemens des Autrichiens " dans le Tyrol, font que je crois utile en ce moment de " border le Rhin. Vous me présenterez pour la division " d'Hautpoult deux généraux de brigade et un adjudant-gé- " néral. Les ordres pour les régimens qui composent ces " deux divisions, devront partir dans la journée de demain. " Vous commanderez au général Baraguey d'Hilliers de se " rendre demain à Saint-Omer. Il y passera la revue des " premier, deuxième, vingtième, quatrième et quatorzième " régimens de dragons. Les trois premiers de ces régimens " doivent former une brigade, et les deux derniers, réunis au " vingt-sixième de dragons qui est à Strasbourg, formeront " une seconde brigade. Ces deux brigades ensemble for- " meront la première division de dragons. Elle obéira au " général de division Klein qui aura sous ses ordres les deux " généraux de brigade qui servent sous lui en ce moment. " Chacun des régimens ci-dessus indiqués devra être de trois " escadrons à cheval, lesquels auront au moins 400 dragons " présens sous les armes. Chacun d'eux aura de plus un " escadron à pied de 300 hommes. Il sera enjoint au gé- " néral Baraguey d'Hilliers d'envoyer promptement dans " les dépots de ces différens corps, le major du corps ou un " général de brigade, afin que l'on fasse partir tout ce qui " est disponible, afin de complèter ainsi les corps en question. " Ils devront partir le 9 fructidor, et vous les dirigerez " par l'une des trois routes qui vont à Strasbourg. Ce- " pendant vous aurez soin de ne démasquer le mouvement

" que sur une des grandes places, qui se trouvent de quatre à " huit marches de Saint-Omer; et c'est pour une de ces " grandes places, que vous leur transmettrez des ordres, vous " réservant d'en envoyer d'autres ultérieurement quand je " vous l'ordonnerai moi-même. Après avoir formé la pre- " mière division, le général Baraguey d'Hilliers formera la " seconde qui sera composée des troisième et quatrième bri- " gades, la troisième brigade comprendra les dixième, trei- " zième et vingt-deuxième de dragons; et la quatrième " brigade comprendra les troisième, sixième et onzième " régimens de cette arme. Le commandement de cette divi- " sion et de ces brigades sera confié au général de division " Beaumont, et ensuite vous me proposerez les destinations " à donner pour cet objet. Cette division devra également " se mettre en marche le 9 fructidor en suivant la deuxième " route qui va sur Strasbourg. Mais vous ne lui don- " nerez l'ordre que pour une des quatre grandes places qui " sont de quatre à huit marches de Saint-Omer, afin de mas- " quer le mouvement. La troisième division de dragons " sera formée par les cinquième et sixième brigades. La " cinquième brigade comprendra les cinquième, huitième et " douzième régimens de dragons; et la sixième brigade " comprendra les neuvième, seizième et vingt-unième régi- " mens de cette arme. Vous dirigerez cette troisième divi- " sion le 10 fructidor par la troisième route qui va à " Strasbourg, en ne lui donnant, comme aux précedentes, " d'ordres que pour l'une des principales places de quatre à " huit marches de son point de départ. Cette troisième " division sera commandée par le général Valter. La qua- " trième division sera composée des septième et huitième bri- " gades, et la septième brigade le sera des quinzième, dix- " septième et vingt-septième régimens de dragons. Quant " à la huitième brigade, les dix-huitième, vingt-cinquième et " dix-neuvième régimens de cette arme la composeront. " Cette division se mettra aussi en marche le 10 fructidor " par une autre route que la troisième. Cette division sera " commandée par le général Boursier.—Tous les dragons à " pied qui sont à Calais partiront demain pour Saint-Omer. " Le général Baraguey d'Hilliers en formera une division à " pied composée de quatre régimens. Chaque division de

" dragons formera un régiment, chaque brigade un bataillon, " ce qui fera des bataillons de 900 hommes, des régimens de " 1,800 hommes, et d'une division à pied de 7,800 hommes. " Mon intention est que chaque division de dragons ait 3 " pièces d'artillerie (deux pièces de huit et un obusier), et que " la division à pied ait 10 pièces de canon, comme une autre " division de l'armée. Vous me présenterez demain un projet " de mouvement pour l'artillerie, pour que les divisions de " dragons et les divisions de grosse cavalerie aient les pièces " qui leur reviennent, soit en matérial, soit pour le personnel, " soit pour les attelages; cette division de dragons partira à " pied tout ensemble sous les ordres du général Baraguey " d'Hilliers le 10, afin que, si cela me devient nécessaire, je " puisse sur-le-champ, avec ces forces extrêmement disponi- " bles et légères, envoyer occuper des positions essentielles. " Vous préviendrez M. Dejean* de ces mouvemens, afin " qu'il fasse trouver à Strasbourg les fourrages nécessaires. " Vous me ferez connaître les lieux les plus convenables " pour réunir ces troupes. Mais la division à pied se réu- " nira à Strasbourg; et vous devez sentir qu'il est indispen- " sable qu'elle ait son artillerie à son arrivée, car il serait " possible que je lui fisse occuper Kehl sur-le-champ. Ne " manquez pas de donner au général Baraguey d'Hilliers " toutes autorisations nécessaires pour qu'il puisse retirer des " dépôts de ses vingt-quatre régimens de dragons ce qui est " disponible. On défera les caisses de selles qui étaient " destinées à l'embarquement. Sur ce, je prie Dieu, mon " cousin, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

" Napoléon."

De mon camp impérial de Boulogne,
le 6 fructidor au soir, an xiii. (24 août 1805.)

---

* M. Dejean était alors ministre-directeur de la guerre, chargé du matériel, l'empereur ayant récemment divisé le ministère de la guerre en deux, et ayant conservé principalement dans les attributions de Berthier le personnel, les mouvemens et les levées d'hommes.

No. 13.

Rapidité de la volonté de l'empereur.—Latitude laissée aux généraux commandant les divisions de l'armée.—Les obstacles dans les retards.—Mot remarquable.

" Tous les renseignemens que je reçois par un courrier " me font prendre le parti de ne pas perdre un jour. Je désire donc que le mouvement des dragons se fasse dès-demain, que les dragons à pied partent également demain de " Calais, que le général Oudinot parte également demain, et " après-demain 9 je veux commencer la contremarche de " toute mon armée. Vous laisserez à la disposition des généraux de division de faire du séjour ou non. Le moment " décisif est arrivé. Un moment de retard nous présentera " de plus grands obstacles. Ainsi donc, modifiez vos ordres " en conséquence, et venez me trouver immédiatement après. " Faites partir de même demain la quatrième division de " dragons, tracez-lui une quatrième route par le nord, dirigez-là sur Spire, envoyez cette nuit des commissaires des " guerres et officiers d'état-major sur toutes les trois routes. " Vous sentez qu'elle est l'importance d'un jour dans cette " affaire. L'Autriche ne se contient plus; elle croit sans " doute que nous sommes tous noyés dans l'Océan.

" NAPOLÉON."

7 fructidor an XIII. (25 août 1805.)

No. 14.

Désignation des troupes qui doivent rester au camp de Boulogne.—Détails sur les objets à donner aux soldats.—Troupes dirigées sur Strasbourg.—Murat lieutenant de l'empereur.—Artillerie de chaque division.—Possibilité d'une contremarche.—Projet de décret relatif à la flottille.—Gendarmerie et désertion des matelots.—La division italienne campée à Boulogne.—Direction du général Boursier sur Spire.—Ordres divers.

" Mon cousin, préparez des ordres pour le général Mar-" mont et pour le maréchal Bernadotte. Le général Mar-

" mont se mettra en marche avec tout son corps, fort de " vingt mille hommes, tout son matériel d'artillerie et le plus " d'approvisionnemens de guerre qu'il pourra emporter. Il " se rendra à Mayence: il lui faut quatorze jours de marche. " Cet ordre sera expédié le 9, après m'en avoir demandé " l'autorisation à dix heures du soir; il arrivera le 12: le gé- " néral Marmont partira le 14 à la fois par trois routes, de " manière que tout son corps soit réuni à Mayence avant le " 30 fructidor. Il fera verser la solde dans les caisses des " quartiers-maîtres de ses corps jusqu'au 1er brumaire.

" Vous me présenterez également le 9 à dix heures du " soir les ordres pour le maréchal Bernadotte. Vous lui or- " donnerez de se réunir à Gottingen. Le courrier ne sera " pas arrivé avant le 14. Le maréchal Bernadotte partira le " 15. Il lui faut quatre jours de marche pour se réunir à " Gottingen. Recommandez lui de lever le plus de chevaux " d'équipages et de fournir à son corps d'armée le plus d'ap- " provisionnemens de guerre et d'artillerie qu'il pourra.— " Vous me présenterez également le 9 à dix heures du soir " les ordres pour l'Italie; c'est-a-dire le départ de tous les " corps qui doivent composer la quatrième et la cinquième " divisions et qui sont en Piémont et à Gênes, pour Brescia, " ainsi que de tous les régimens d'artillerie, de chasseurs, " dragons et cavalerie qui se trouvent en Piémont. Faites " armer et approvisionner sur-le-champ les citadelles de Tu- " rin et d'Alexandrie que mon intention est de garder cette " campagne, puisque Alexandrie ne peut pas encore remplir " mon but. Votre ordre arrivera le 14; ainsi, avant le 30, " tout sera prêt à Brescia.

" Vous me présenterez également le 9 à dix heures du " soir l'ordre de mettre en route la première division du " corps du maréchal Davoust par une des routes de gauche, " la première division du corps du maréchal Soult par une " des routes du milieu, et la première division du corps du " maréchal Ney par une des routes de droite. Ce premier " mouvement se fera le 10; le 11, partiront les secondes di- " visions, et le 13 les troisièmes: et comme il faut 24 jours " de marche pour se rendre sur le Rhin, elles y arriveront " pour le premier vendémiaire. Chaque corps d'armée lais- " sera un régiment, savoir: *Le corps du centre, le soixante-*

" *douzième et le vingt-deuxième: le corps de droite, le vingt-*
" *unième d'infanterie légère.*

" Les troisièmes bataillons de ces régimens viendront les
" joindre au camp. Indépendamment de ces bataillons, trois
" troisièmes bataillons des corps de la droite se rendront au
" camp d'Ambleteuse; *six troisièmes bataillons des corps du*
" *centre se rendront à Boulogne;* et un troisième bataillon
" des corps de la gauche se rendra à Etaples. Par ce moyen,
" il restera aux camps neuf bataillons entiers et dix troi-
" sièmes bataillons, ce qui fera 19 bataillons. La division
" Gazan et la quatrième division du centre partiront par les
" deux meilleures routes, immédiatement après les autres
" divisions. Vous ordonnerez de donner sur-le-champ, des
" magasins, à chaque soldat de la division Gazan, la troi-
" sième paire de souliers comme l'a eue toute l'armée.—
" Vous ordonnerez qu'on fasse partir de Metz des effets de
" campement pour Strasbourg, de manière qu'au premier
" vendémiaire on ait de quoi tenter quatre-vingts mille
" hommes.—Chaque division portera avec elle son artillerie,
" personnel, matériel et attelages, à moins que le premier
" inspecteur ne garantisse avoir le matériel à Strasbourg.
" Vous aurez soin qu'avant de partir, chacun parte bien
" armé. Les sapeurs, les officiers du génie, les commissaires
" des guerres, les administrations, etc., tout restera organisé
" comme il l'est. L'administration partira en règle après la
" deuxième division.—Vous aurez une conférence avec M.
" Petiet, pour que la manière dont l'armée doit être nourrie
" soit bien déterminée. Mon intention est qu'elle le soit par
" les mêmes administrations. Aussi bien dans trois mois,
" puis-je faire une contre-marche. Le prince Murat sera
" nommé lieutenant de l'empereur, commandant en chef en
" son absence de l'armée.—Vous me présenterez ainsi le
" même jour, un ordre au prince Murat d'être rendu à Stras-
" bourg le 24 fructidor pour commander en l'absence de
" l'empereur.—Vous nommerez le général Sanson chef de
" votre bureau topographique. Il préparera les cartes re-
" latives au théâtre de la guerre en Allemagne et en Italie.
" Vous vous concerterez avec le ministre de la marine pour
" me présenter aussi, le 9 au soir, un projet de décret pour
" que la flottile d'Etaples et de Vimereux soit transportée à

" Boulogne, excepté une division de chaloupes canonnières ;
" cependant si la flottille d'Etaples pouvait remonter jusqu'
" auprès de Montreuil, je préférerais la placer là, excepté
" les prames et les chaloupes canonnières et qu'elle soit con-
" servée à flot au-delà du barrage ; que les vivres, les mu-
" nitions et tout ce qui pourrait péricliter soient transportés
" au château de Boulogne ; que huit compagnies d'artillerie
" qui sont à Douay viennent ici pour le service des côtes.
" Vous laisserez un corps de grndarmerie pour empêcher la
" désertion des matelots qui tous seront armés de fusils et
" feront le service sous le commandement de leurs officiers,
" pour défendre la flottille jusqu'au retour de l'armée. Un
" général de brigade commandera à Etaples, un à Ambleteuse
" et un à Boulogne. Un général de division commandera
" tout l'arrondissement de l'armée, depuis et y compris
" Gravelines, jusqu'à la Somme. Il sera laissé à Boulogne
" une compagnie d'artillerie légère avec deux batteries mo-
" biles. L'unique soin du général de division sera de veiller
" à la sûreté de la côte et des ports et à la conservation des
" camps. Peut-être serait-il aussi convenable d'enfermer à
" Boulogne la flottille Batave, afin qu'il n'y ait que ce point
" à garder, ce qui n'empêcherait pas de laisser la même dis-
" position aux troupes, d'après la facilité de se transporter
" d'Ambleteuse et d'Etaples à Boulogne. Jusqu'à nouvel
" ordre et jusqu'à l'arrivée des troisièmes bataillons, la di-
" vision italienne campera à Boulogne. Elle recevra l'ordre
" de rejoindre la grande armée, lorsque les troisièmes ba-
" taillons commenceront à être fortifiés de conscrits. Le
" général Taviel restera à Boulogne pour commander des
" batteries. Les 500 hommes des canonniers de la marine,
" y resteront aussi pour ce service. Les places de Dun-
" kerque, de Gravelines, Calais et la Haute-Ville de Bou-
" logne, seront armées comme il convient en temps de guerre.
" Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne
" garde.

" NAPOLÉON."

" * Faites partir le 10 au matin la division de cavalerie
" légère que commandait le général Boursier, envoyez-la

* Ce post-scriptum est entièrement écrit de la main de l'empereur.

" sur Spire par la quatrième route, de manière qu'elle ne " gêne pas les trois grandes routes de l'armée.

" Les trois bataillons qui se rendront à Ambleteuse sont le " troisième du vingt-cinquième de ligne.

" Le deuxième du dix-septième: il suffit que ces corps " soient rendus à Boulogne avant le 15 fructidor.

" Le vingt-unième d'infanterie légère campera le plus près " possible de Vimereux.

" Les six bataillons qui se rendront à Boulogne seront les " troisième du trente-sixième, troisième du quarante-troisième, " troisième du cinquante-cinquième, qui camperont à la droite; " troisième de la quarante-sixième, troisième de la vingt-" huitième, troisième de la soixante-quinzième, qui campe-" ront au camp de gauche; la soixante-douzième campera au " camp de droite de Boulogne.

" Les bataillons qui se rendront à Etaples seront les troi-" sième du cinquantième, le général Carra-Saint-Cyr, qui " commande la seizième division militaire, commandera toute " la côte de la mer; Gérard commandera à Ambleteuse, " Rey à Boulogne, Martellière à Etaples. Les trois régi-" mens italiens attendront campés à Boulogne, au camp de " gauche. Ils y resteront jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire " jusqu'à ce que les 19 bataillons soient bien organisés et un " peu renforcés.

" Il y aura deux compagnies d'artillerie fortes au moins " de 120 hommes, toutes deux à Ambleteuse, deux *id.* pour " la droite de Boulogne, deux *id.* pour la gauche, deux *id.* " pour Etaples. Le général d'artillerie désignera les " compagnies; ce ne devront pas être celles destinées à " l'expédition, le général Taviel commandera l'artillerie. " Il y aura 4 officiers supérieurs d'artillerie campés, 1 au " camp de droite de Boulogne, 1 au camp de gauche, 1 à " Ambleteuse, 1 à Etaples."

Ne dirait-on pas que le génie de la guerre lui-même a dicté ces derniers ordres, et à la manière dont ils sont conçus, ne semblent-ils pas plutôt préparés et mûris d'avance qu'improvisés au moment où Napoléon se décida à la guerre

contre l'Autriche ? La dernière pièce surtout nous semble présenter un ensemble admirable d'opérations concertées de longue main, pour transporter, comme par enchantement, dans les champs de l'Allemagne, une des plus belles armées qui aient peut-être jamais existé et qu'il avait fallu plus de deux ans pour former et exercer à tous les genres de travaux, Peut-être remarquera-t-on que cette pièce est sans date ; c'est qu'il n'y en a pas sur l'autographe que nous possédons. et que nous tenons beaucoup à mettre ces pièces rares telles qu'elles sont sous les yeux de nos lecteurs ; mais, par son contenu, il est facile de voir qu'elle a dû suivre presque immédiatement celle que Napoléon termine en demandant si l'Autriche croit que ses soldats et lui sont tout noyés dans l'Océan.

NOTES

ET

ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES.

Exposé du ministre des relations extérieures sur la conduite réciproque de la France et de l'Autriche, depuis la paix de Lunéville.*

Toute l'Europe sait que, dans la guerre, au milieu même des succès les plus signalés et les plus décisifs, l'empereur des Français n'a pas cessé de désirer la paix, qu'il l'a souvent offerte à ses ennemis; qu'après les avoir réduits à la recevoir comme un bienfait, il la leur a donnée à des conditions qu'ils n'auraient pas osé se promettre, et qui ont rendu sa modération non moins éclatante que ses victoires. Il sent tout le prix de la gloire acquise par les armes dans une guerre juste et nécessaire; mais il est une gloire plus douce et plus chere à son cœur: son premier vœu, le but constant de ses efforts, ont toujours été la tranquillité de l'Europe, le repos et la félicité des peuples.

. . . .

L'Autriche, après avoir éprouvé deux fois, à l'issue de deux guerres malheureuses, aux époques des traités de Campo-Formio et de Lunéville, jusqu'à quel point la France aimait à se montrer généreuse envers un ennemi vaincu, n'avait pas, comme la France, religieusement observé ses traités. Nonobstant leurs stipulations formelles, la dette de Venise n'était point acquittée, elle était même déclarée anéantie. L'empereur savait que ses sujets de Milan et de Mantoue éprouvaient nn déni de justice, et que la cour de Vienne n'en payait aucun, au mépris des engagemens solennels qu'elle avait contractés.

Dans le partage des indemnités en Allemagne, l'Autriche avait été traitée avec une faveur qui devait combler ses désirs, et passer même ses espérances. Cependant ses démarches annonçaient que son ambition n'était point satisfaite.

Comme moyen d'agrandissement, elle ne craignait pas d'employer des usurpations évidentes, qu'elle cherchait à voiler par des formes légales. C'est ainsi que, sous le prétexte d'un droit d'épave, (droit auquel elle avait expressément renoncé par un traité,) elle s'appropriait des possessions qu'elle feignait

---

* Cet exposé étant extrêmement long, nous avons cru devoir en supprimer tout ce qui ne se rapporte pas directement aux choses auxquelles M. de Bourrienne fait allusion dans ses Mémoires.—Note de l'éditeur.

de croire en déshérence et sans propriétaires légitimes, quoique le recès en eût formellement disposé pour la répartition des indemnités. . . . .

Le recès de l'empire, conséquence et complément du traité de Lunéville, avait pour objet, indépendamment de la répartition des indemnités, d'établir, pour cette répartition même, dans le midi de l'Allemagne, un équilibre qui en assurât l'indépendance, et de prévenir les causes éventuelles de mésintelligence et de guerre qu'un contact immédiat des territoires de la France et de l'Autriche aurait pu fréquemment faire naître.

L'Autriche renversait donc ce que le recès avait établi si sagement, lorsque, par ses acquisitions en Souabe, elle affaiblissait la barrière qui devait la séparer de la France, lorsqu'elle tendait à s'interposer entre la France et les principaux états du midi de l'Allemagne; et lorsque, par un système combiné de séquestres, de prétentions, de caresses et de menaces, elle tendait sans relâche à s'assurer une influence exclusive sur cette partie de l'empire germanique. Elle violait donc évidemment tous les traités. . . . .

Depuis la rupture du traité d'Amiens, l'Autriche s'était plus d'une fois montrée partiale en faveur de l'Angleterre.

Tous ces faits étaient connus de l'empereur: plusieurs excitèrent sa sollicitude. C'étaient de véritables griefs; ils auraient été de justes motifs de guerre, mais, par amour de la paix, l'empereur s'abstint même de toute plainte, et la cour de Vienne ne reçut de lui que de nouveaux témoignages de déférence.

L'Autriche répondit par des protestations également amicales et pacifiques, et l'empereur quitta l'Italie avec la douce persuasion que la paix du Continent serait maintenue.

Quel fut son étonnement, lorsque, à peine de retour en France, étant à Boulogne, hâtant les préparatifs d'une expédition qu'il était enfin au moment d'effectuer, il reçut de toutes parts la nouvelle qu'un mouvement général était imprimé à toutes les forces de la monarchie autrichienne, qu'elles se portaient à marches forcées sur l'Adige, dans le Tyrol et sur les rives de l'Inn, qu'on formait des magasins.

L'empereur ne put d'abord croire que l'Autriche voulût sérieusement la guerre. . . . .

Maître par deux fois de priver pour toujours la maison d'Autriche de ses états héréditaires, loin de diminuer sa puissance, il l'avait accrue: s'il ne pouvait pas compter sur sa reconnaissance, il croyait pouvoir compter sur sa loyauté.

L'empereur se plaisait à s'affermir dans ces favorables présomptions. La cour de Vienne ne négligea rien pour en prolonger l'illusion, elle multiplia les déclarations pacifiques; elle chercha enfin, soit par des explications plausibles, soit par des négations formelles, à dissiper les soupçons que ces mesures pouvaient faire naître.

Cependant, les préparatifs hostiles, redoublant tous les jours d'activité et d'étendue devenaient plus difficiles à justifier. Quatre jours consécutifs, M. de Cobentzel, sur l'invitation de l'empereur, se rendit chez le ministre des relations extérieures qui mit sous ses yeux les dépêches précédemment reçues et celles qui arrivaient successivement de tous les points de l'Allemagne et de l'Italie. L'empereur ne pouvait donner une preuve plus convaincante de sa bonne foi. L'ambassadeur de Vienne prenait connaissance des renseignemens les plus positifs qui, de toutes parts, annonçaient l'éclat prochain d'une guerre toujours préparée et si soigneusement dissimulée. . . . .

Toutefois, l'empereur ne voulut pas rejeter tout espoir de rapprochement. Il se persuada que l'Autriche pouvait être entraînée par des suggestions étrangères; il lui représenta que si elle ne voulait pas la guerre, tous ses

préparatifs étaient sans objet, puisque tous ses voisins étaient en paix : qu'elle servait alors, contre son intention et à son insu, le parti de l'Angleterre, en faisant en sa faveur une diversion non moins puissante et plus nuisible à la France, que ne le serait une guerre déclarée. . . . . . .

La conduite de la cour de Vienne affaiblissait chaque jour l'espérance. Loin de cesser ses préparatifs, elle les augmentait. Elle effrayait, par ses armemens, les peuples de la Bavière et de la Souabe ; elle faisait craindre à ceux de l'Helvétie de se voir ravir le repos que l'acte de médiation leur à rendu. Tous invoquaient la France comme leur appui, comme garant de leurs droits.

Cependant, elle dissimulait encore, et comme un gage de ces intentions pacifiques, elle offrait une sorte d'intervention qu'il est difficile de caractériser, mais qui, à ne considérer que son objet apparent, pouvait être regardée comme oiseuse et puérile. L'empereur de Russie avait fait demander des passe-ports pour l'un de ses chambellans qu'il était dans l'intention d'envoyer à Paris. L'empereur ignorait quelles étaient les vues du cabinet de Pétersbourg ; mais, toujours prêt à saisir tout ce qui pouvait conduire à un rapprochement, il avait accordé les passe-ports sans délai comme sans explication. Toute l'Europe sait quel était le prix de sa déférence. L'empereur apprit ensuite que le dessein de la cour de Russie avait été d'essayer, par des pourparlers, de faire goûter à Paris un système de médiation fort étrange, d'après lequel elle aurait à la fois stipulé pour l'Angleterre, dont elle avait, disait-elle, des pleins pouvoirs, et négocié pour son propre compte ; de sorte que, médiatrice de nom, elle aurait été partie de fait, et à deux titres différens. . . . . .

Enfin levant le masque, l'Autriche a, dans une réponse tardive, manifesté par son langage ce qu'elle avait annoncé par ses préparatifs ; elle s'est faite l'apologiste de l'Angleterre, et, en annonçant qu'elle ouvrait ses états à deux armées russes, elle a avoué hautement le concert dans lequel elle est entrée avec la Russie en faveur de l'Angleterre.

Cette réponse de la cour de Vienne avait dû naturellement exciter l'indignation de l'empereur, mais à travers ces injures et ses menaces, croyant entrevoir quelques idées qui semblaient permettre d'espérer qu'un arrangement serait encore possible, l'empereur fit céder sa fierté naturelle à des considérations toutes puissantes sur son cœur. . . .

Il se détermina à demander encore à la cour de Vienne des explications qui fissent connaitre les bases sur lesquelles on pourrait négocier. Il ordonna au ministre des relations extérieures de préparer une liste à cet effet : le courrier qui devait la porter était au moment de partir lorsque l'empereur apprit l'invasion de la Bavière. . . . .

Après un tel acte de la cour de Vienne, l'empereur ne pouvait plus rien avoir à lui demander. Il devenait évident que même ce congrès, proposé d'un ton si impérieux, n'était qu'un nouveau piége tendu à sa bonne foi. Les changes de toutes les places prouvaient jusqu'à l'évidence qu'une partie des sommes, accordées au ministère anglais pour servir à ses fins sur le Continent, était arrivée à sa destination, et la puissance, qui avait ainsi trafiqué de son alliance, ne pouvait plus épargner le sang de ses peuples dont elle venait de recevoir le prix.

Toute explication avec la cour de Vienne étant ainsi devenue impossible, la voie des armes est désormais la seule compatible avec l honneur.

Que l'Angleterre s'applaudisse enfin d'avoir trouvé des alliés ; qu'elle se réjouisse de ce que la sang va couler sur le continent ; qu'elle se flatte que le sien sera épargné ; qu'elle espère trouver sa sûreté dans les discordes des autres états, sa joie sera de courte durée, son espérance sera vaine, et le jour n'est pas éloigné où les droits des nations seront enfin vengés.

L'empereur, obligé de repousser une agression injuste qu'il s'est vainement efforcé de prévenir, a dû suspendre l'exécution de ses premiers desseins. Il a retiré des bords de l'Océan ses vieilles bandes tant de fois victorieuses, et il marche à leur tête. Il ne posera les armes qu'après avoir obtenu satisfaction pleine et entière, et sécurité complète, tant pour ses propres états que pour ceux de ses alliés.

FIN DU TOME SEPTIÈME.

MÉMOIRES CONTEMPORAINS.

MÉMOIRES

DE

M. DE BOURRIENNE.

TOME VIII.

MÉMOIRES

DE

M. DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

Perte apparente de la cause des Bourbons.—Détails officiels recueillis par moi sur Louis XVIII. depuis sa sortie de France.—Le comte de Provence mal accueilli à Coblentz.—Désir de se rapprocher de la France.—Monsieur renvoyé de Turin par son beau-père.—Craintes du duc de Parme.—Asile dans les états de Venise.—Séjour à Véronne.—La mort de Louis XVI.—Départ, et le livre d'or.—Paroles de Louis XVIII.—Asiles refusés en Autriche, en Saxe et en Prusse.—Asile offert et retiré par Paul Ier.—Séjour à Varsovie.—Alexandre et Louis XVIII.—Départ de Mittau et embarquement pour l'Angleterre.—Arrivée du roi à Yarmouth.—L'or et la fidélité.—Lettres de l'abbé de Boulogne et du duc d'Aumont.—Le secrétaire de M. Canning.—Interprétation de la conduite du ministère anglais.—Singulière prophétie de M. Lemercier à Bonaparte.

Apres le traité de Tilsitt et les liens de bonne amitié qui semblaient unir pour long-temps les empereurs de France et de Russie, la cause des Bourbons dut paraître perdue sans retour, ils n'avaient plus, en effet, d'espoir fondé que dans les vastes folies de celui qui s'était emparé de leur trône sans l'avoir usurpé sur eux ; car, ainsi qu'on l'a très-bien dit, Bonaparte en arrivant au pouvoir n'avait détrôné que l'anarchie. Cet espoir ne devait pas leur manquer. Ici, je m'occuperai quelques momens de ce que j'ai été à même d'apprendre sur ce que fit Louis XVIII. depuis sa sortie de France, ce qui me

conduira naturellement à la fin de novembre 1807, époque à laquelle je lus dans l'Abeille du Nord, du 9 de ce mois, que le comte de Lille et le duc d'Angoulême étaient partis pour l'Angleterre.

Monsieur, comte de Provence, était parti de Paris le 21 juin 1791. Il ne cessa de témoigner à ses divers hôtes le désir de se rapprocher le plus possible des frontières de France. Il s'établit d'abord à Coblentz, et j'ai su de bonne part que les émigrés ne le voyaient pas tous de très-bon œil, ne pouvant lui pardonner d'avoir attendu si tard pour se joindre à eux, et surtout les principes sages qu'il avait manifestés à une époque où il était encore temps de prévenir par des concessions franches et raisonnables les malheurs qu'une irritation imprudente et irréfléchie devait contribuer à attirer sur la France. Je pense qu'en ma qualité d'émigré il m'est bien permis de dire qu'il y avait beaucoup d'irréflexion parmi nous. Lorsqu'après le campagne de 1792 les émigrés passèrent le Rhin, le comte de Provence habita la petite ville de Ham sur la Lippe, où il resta jusqu'au moment où on lui persuada qu'il était appelé en Provence par le vœu des Toulonnais. Ne pouvant pas songer à traverser la France, Monsieur gagna la cour de son beau-père le roi de Sardaigne, dans l'espoir de s'embarquer à Gênes, et, de là, de gagner par mer les côtes de la Provence; mais l'évacuation de Toulon, où le nom de Bonaparte venait pour la première fois d'être signalé à la renommée, ayant eu lieu avant qu'il eût pu quitter Turin, Monsieur y resta quatre mois, au bout desquels son beau-père lui fit savoir qu'il ne lui était pas possible de le garder plus long-temps dans ses états. Le duc de Parme, allié de la maison de Bourbon, n'osa faire ce que n'avait pas fait le roi de Sardaigne, et le premier prince de la famille royale allait se trouver sans asile quand la république de Venise lui permit de s'établir à Véronne. Ce fut à Véronne que Monsieur apprit la mort de Louis XVI., mais il ne pouvait pas encore prendre le titre de roi, l'infortuné dauphin n'ayant pas encore succombé sous les flétrissures de ses bourreaux; mais après deux ans de séjour dans cette ville, le sénat de Venise lui fit interdire sa présence dans les états vénitiens, et l'on sait l'histoire du livre d'or. Tous ces états d'Italie, à l'époque où je me suis placé pour rappeler ces

événemens antérieurs, avaient été, par un juste châtiment de la providence, rayés de la liste des nations. Forcés de quitter l'Italie, l'héritier d'un roi enfant et dans les fers alla joindre l'armée du prince de Condé, où l'on montra tant de bravoure, où l'on fit tant de sottises.

La froide politique du cabinet autrichien n'offrit point d'asile au comte de Provence, qui fut obligé de traverser l'Allemagne, et d'ailleurs, comme Louis XVIII. l'a dit et répété plusieurs fois, et même depuis la restauration : " Il " n'a jamais eu l'intention de faire couler en Allemagne du " sang français pour des intérêts étrangers." Monsieur avait en effet trop de jugement pour ne pas voir que sa cause n'était qu'un prétexte pour les puissances en guerre avec la France ; ces cabinets, de glace pour le malheur, espéraient seulement colorer leur ambition et leur haine pour la France sous les faux dehors d'un zèle affecté pour la maison de Bourbon.

Le dauphin étant mort, Louis XVIII. prit le titre de roi de France, et se rendit en Prusse, où il avait obtenu un asile, et l'on sait assez, sans que je le rappelle ici, comment il fut atteint d'une balle au front à Blackenbourg, et quel mot digne d'un roi philosophe il prononça dans cette circonstance. Mais la destinée, qui poursuivait le prétendant à la couronne de France, ne s'était pas encore assez appesantie sur lui. Après le 18 fructidor, le directoire, aussi lâche que cruel, exigea du roi de Prusse le renvoi de Louis XVIII., et le cabinet de Berlin, il faut en convenir, n'était pas alors dans une position à s'opposer à ce que demandait le gouvernement français, dont les vœux étaient des ordres. Vainement Louis XVIII. frappa à la porte des états du roi de Saxe ; l'entrée lui en fut interdite, et il n'y eut plus que la Russie, en Europe, qui osât offrir un dernier refuge au descendant de Louis XIV. Extrême en tout, et animé alors d'une haine violente contre la France, Paul Ier mit beaucoup d'empressement à offrir à Louis XVIII. la résidence de Mittau ; il le traita en roi, multiplia autour de lui les égards et les prévenances, lorsque, trois ans à peine écoulés, Paul Ier, s'étant épris d'un fol enthousiasme pour celui qui, douze ans plus tard, devait causer la dévastation de sa vieille capitale, Louis

XVIII. se vit renvoyé des états de ce prince avec non moins de dureté qu'il n'avait mis de grâce à l'y accueillir.

Ce fut pendant ce séjour de trois ans à Mittau, que Louis XVIII., que nous désignions alors en France sous le nom de comte de Lille, écrivit au premier consul les lettres que j'ai rapportées à leur époque. La Prusse, sollicitée de nouveau, consentit enfin à ce que Louis XVIII. allât habiter Varsovie ; mais lors de l'avénement de Napoléon à l'empire, ce prince quitta encore cette résidence, pour aller conférer de sa nouvelle position avec le seul souverain qui n'ait pas trahi son malheur, le roi de Suède ; ils se virent à Calmar, et c'est de cette ville que fut datée la protestation, que j'ai également rapportée. Il ne resta pas long-temps dans les états du roi de Suède ; la Russie étant sur le point de joindre ses aigles aux aigles de l'Autriche, pour combattre les nouvelles aigles de la France impériale, Alexandre offrit de nouveau au comte de Lille de lui rendre l'asile que Paul Ier lui avait offert, et ensuite retiré, lorsque la paix de Tilsitt, faisant craindre à Louis XVIII. qu'Alexandre n'imitât le second acte de son père, comme il avait imité le premier, vit bien qu'il fallait renoncer à habiter le Continent, et c'est alors que je lus, dans l'abeille du Nord, l'article dont j'ai parlé plus haut.

Quel vaste sujet de réflexions présente cette agitation de quinze années ; pour moi, je ne pouvais y penser, à Hambourg, chaque fois qu'un de mes agens me transmettait des renseignemens sur ce que faisait et disait le comte de Lille, sans en être vivement ému. C'était l'objet des plus habituelles questions de Fouché dans sa correspondance. Que de trésors la police a prodigués pour être instruite des moindres démarches des Bourbons ; et quels trésors aussi pour empêcher que rien n'en transpirât dans le public. Hélas ! on n'était que trop facilement informé de leurs actions, et l'or a délié plus d'une langue, que l'on croyait enchaînée par la fidélité.

Il est un fait sur lequel je regarde comme un devoir d'insister, parce que j'en ai acquis la certitude : ce fut inopinément et de son plein gré que Louis XVIII. quitta Mittau, et si, comme je l'ai dit, il put craindre qu'Alexandre imitât en tout Paul, ce n'a pu être qu'une crainte sans fondement réel.

Il est de toute vérité qu'Alexandre ne savait pas même l'intention du roi relativement à son départ, et qu'il n'apprit qu'il était parti que par le brave baron de Driesen, gouverneur de Mittau. Maintenant, après avoir rétabli la vérité sur ce point, j'ai à relever une grave erreur, si ce n'est qu'une erreur, dans laquelle sont tombés quelques historiens. On a eu tort de dire que le roi ne quitta Mittau que pour aller fomenter de nouveaux troubles en France ; j'ose nier positivement une pareille assertion ; si cela eût été, je l'aurais su, car, sans compter les confidences bénévoles que voulaient bien me faire quelques émigrés honorables, je ne manquais ni d'yeux ni d'oreilles pour voir et entendre au loin. D'ailleurs, le simple bon sens suffirait pour démontrer ce qu'une pareille assertion a de faux et même de ridicule. Le moment, d'abord, aurait été bien mal choisi, puisque l'affaire d'Espagne n'était pas encore soupçonnée, et que, depuis la paix de Tilsitt jusqu'au commencement de cette désastreuse campagne, s'écoulèrent les mois où Napoléon, empereur, eut le plus de popularité en France. Ceux des familiers de Louis XVIII. qui lui conseillèrent de quitter Mittau, avaient beaucoup espéré de la dernière guerre, ils espéraient encore des guerres nouvelles que l'ambition de Bonaparte ne pouvait manquer de susciter, mais ils n'étaient pas assez mal informés de l'état intérieur de la France, pour attendre quelque chose de troubles en France, pour croire même à la possibilité d'en fomenter. Pour Louis XVIII. aussi, *la poire n'était pas mûre*.

M. Hue était parfaitement informé des intentions de Louis XVIII., il l'était mieux même que le comte d'Avaray. On me montra à Hambourg une lettre de l'abbé de Boulogne au duc d'Aumont, qui ne m'a pas permis d'ignorer la vérité sur les projets du roi. Cette lettre n'était antérieure que de peu de temps à son départ, puisqu'elle était à la date du 22 d'octobre. L'abbé de Boulogne y disait que le roi allait partir pour l'Angleterre avec le duc d'Angoulême, qu'il y appelait toute sa famille ; que cette détermination du roi l'avait jetée dans un abattement difficile à peindre ; que ce qui la consolait ainsi que lui, c'était l'espoir que le roi parviendrait plutôt en Angleterre à former une coalition contre

le chef du gouvernement français. Le baron d'Imbert, qui avait vu la réponse du duc d'Aumont, m'assura que, d'après son contenu, il était facile de voir que le parti du comte de Lille ne cessait de se repaître des plus chimériques espérances. J'étais fort porté à le croire, car j'ai vu en maintes circonstances qu'un des signes caractéristiques de l'émigration en général, était une incroyable facilité de la part des émigrés à croire ce qu'ils désiraient.

Le 29 novembre, on me communiqua encore une lettre de Londres, arrivée par la Suède; elle était à la date du 3 novembre, et contenait quelques détails sur l'arrivée du comte de Lille en Angleterre. J'y lus que ce prince était arrivé à Yarmouth le 31 octobre. J'y vis que le roi fut obligé d'attendre dans ce port pour donner le temps nécessaire pour faire lever les difficultés qui s'opposaient à son débarquement et à la continuation, aussi bien qu'à la direction de son voyage. Il était dit, en outre, dans cette lettre, que le roi d'Angleterre avait jugé à propos de refuser au comte de Lille la permission de se rendre à Londres ou dans les environs. On lui désigna pour résidence le palais d'Holy-Rood à Edimbourg. Ce fut M. Ross, secrétaire de M. Canning, qui fut chargé de porter à Louis XVIII., à Yarmouth, la détermination prise par le roi d'Angleterre.

La précaution prise par le ministre anglais de ne pas permettre au roi réfugié d'approcher de Londres me parut une circonstance assez remarquable dans la position relative des gouvernemens de France et d'Angleterre; et j'y vis une preuve en faveur de ce que m'avait dit le prince Wittgenstein, et que j'ai rapporté dans le volume précédent, sur les dispositions de M. Canning à arriver à un arrangement. Mais le moment approchait où les affaires d'Espagne y mettraient un obstacle invincible, compliqueraient encore plus les intérêts si prodigieusement faussés ou embrouillés de toutes les puissances de l'Europe, et ouvriraient enfin à Napoléon cette vaste carrière d'ambition qui devait le perdre. C'est lui, qui n'a pas voulu que les espérances des émigrés restassent long-temps chimériques, et nous avons vu heureusement, en 1814, la réalisation de ce mot prophétique et heureux, que lui dit, à ma connaissance, M. Lemercier dans une

conversation qui précéda de peu de jours la fondation de l'empire : "Si vous refaites le lit des Bourbons, général, vous "n'y coucherez pas dans dix ans." *

CHAPITRE II.

Investigations de Fouché.—M. de Rechteren à Hambourg.—Renseignemens donnés par devoir.—Souvenir de Joséphine.—Nouvelles exigences de l'empereur envers les villes Anséatiques.—Réponses évasives.—Connaissance que j'ai des projets de Bonaparte sur l'Allemagne.—Ordres donnés par ignorance.—Trois mille matelots demandés à Hambourg.—Epuisement de ressources.—Départ du prince de Ponte-Corvo.—Royauté prédite et croyances superstitieuses.—Lettre de Bernadotte.—Lettres arrêtées aux postes grand-ducales.—La Romana et Romarillos.—Première émeute sous les murs de Hambourg.—Le général Dupas.—Autre lettre de Bernadotte et sentimens honorables.

Le grand investigateur des secrets de l'Europe, Fouché, aux premiers bruits des mouvemens qui avaient éclaté en Espagne, ne manqua pas de m'adresser questions sur questions, sur le comte de Rechteren, ministre de la cour de Madrid à Hambourg, et qui en était parti, avec un congé de sa cour, quatre mois après mon installation dans cette résidence. C'était remonter bien haut pour avoir des renseignemens sur les affaires du moment. Quoique le plus souvent j'aie cherché à éluder ces sortes de questions sur les personnes qui avaient tenu un rang honorable dans le corps diplomatique, au milieu de circonstances si graves et en présence de l'orage qui s'amoncelait vers le midi de l'Europe, je ne crus pas pouvoir me dispenser de mander au ministre de la police ce que je savais sur M. de Rechteren. J'avais eu de fréquentes relations avec lui, il s'était même formé entre nous une sorte d'intimité, pendant le peu de temps que nous avions passé ensemble à Hambourg. M. de Rechteren était un brave et honnête homme, d'une grande loyauté, ennemi de toute intrigue, aimant la France et les Français, mais ne dissimulant pas combien il improuvait le système d'envahissement qui poussait toujours l'empereur à de nouvelles entreprises. Il s'en ouvrait volontiers lorsque surtout il pouvait le faire avec

* Il y a couché neuf ans et neuf mois.

sûreté. Voilà tout ce que je savais sur le compte de ce ministre, et c'est tout ce qu'il me fut possible de répondre au ministre de la police.

Dans le moment même où je transmettais à Fouché des renseignemens qui n'étaient pas de nature à le satisfaire, puisqu'ils ne pouvaient lui donner aucun soupçon sur les actes personnels de M. de Rechteren, je reçus une nouvelle marque de souvenir de la bonne Josephine. Elle m'adressa un billet ainsi conçu : " M. Milon, qui est dans ce moment " à Hambourg, désire, mon cher Bourrienne, que je vous " demande pour lui votre bienveillance et votre intérêt. " J'ai d'autant plus de plaisir à vous écrire en sa faveur, que " j'y trouve l'occasion de vous renouveler l'assurance de mes " sentimens pour vous."

La lettre de Joséphine était datée de Fontainebleau, dont l'empereur avait rétabli les voyages presque à l'instar de l'ancienne étiquette de la cour de France. Il y prenait quelquefois le divertissement de la chasse, uniquement pour faire comme autrefois, car cet exercice ne lui plaisait pas plus que le jeu d'échecs ne plaisait à Montaigne, mais il s'y occupait, comme partout, des soins de sa grandeur et s'y livrait malheureusement à des exigences lointaines, bien faites pour lui aliéner l'esprit des peuples. Ainsi, par exemple, je fus informé par un ordre émané de lui, et qui me fut transmis par M. Daru, intendant général de l'armée, que l'intention de Napoléon était que la solde de toutes les troupes françaises stationnées sur le territoire des villes Anséatiques fût à la charge de ces villes. Je gémissais d'avoir à faire de pareilles communications aux sénats de Brême, de Lubeck et de Hambourg, mais mon devoir me commandait et j'avais depuis long-temps l'habitude d'en remplir de plus pénibles encore. Je fis donc toutes les démarches possibles auprès des trois sénats, non pas collectivement, mais isolément, dans l'espoir que l'assentiment de l'un me servirait à obtenir l'assentiment des deux autres ; mais, comme s'ils s'étaient donné le mot, je n'en reçus pour toutes réponses que des doléances évasives. J'avais rempli mon devoir en entamant cette négociation, dont je prévoyais l'issue, je crus le remplir encore en appuyant auprès du gouvernement leurs observations que je savais bien fondées.

Instruit comme je l'étais, et je puis dire que je l'étais mieux que personne, des espérances et des projets de Bonaparte sur le nord de l'Allemagne, ce n'était pas sans une peine très-vive, je pourrais dire que ce n'était pas sans effroi, que je le voyais faire tout ce qu'il faillait pour convertir en ennemis les habitans d'un pays qui serait toujours demeuré tranquille, si on lui eût seulement permis de conserver sa neutralité. Après tant de sacrifices énormes que les villes Anséatiques avaient déjà supportés, il m'en coûtait beaucoup toutes les fois que je me trouvais dans l'obligation de leur en demander de nouvaux. Je regardais comme l'effet d'une incroyable injustice chaque tribut dont on voulait les frapper, et la demande de payer la solde des troupes françaises, cantonnées sur leur territoire, était non-seulement une énorme exaction, mais de plus, cette exigence avait quelque chose d'humiliant, et l'humiliation est ce qu'on pardonne le moins.

Parmi les ordres que je recevais, il y en avait qui étaient frappés au coin de la plus profonde ignorance : par exemple, je reçus un jour l'ordre de lever trois milles matelots, dans les villes Anséatiques. Trois mille matelots, sur une population de deux cent mille habitans !... Quel faiseur malhabile, quel cerveau timbré avait pu inspirer une telle folie à l'empereur? C'était comme si on avait voulu lever en France cinq cent mille matelots. Ce projet n'étant pas exécutable ne fut pas exécuté, et j'eus encore de la peine à faire comprendre que le sixième de ce que demandait l'empereur était le *ne plus ultrà* de ce que permettaient les ressources presque épuisées des villes Anséatiques. On fournit donc cinq cents matelots; encore, pour arriver à compléter ce nombre, fut-on obligé d'admettre dans cette levée des hommes qui n'étaient nullement propres au service de la marine militaire. Mais, n'importe, c'étaient des hommes; cela faisait nombre, et il s'en faisait une si effroyable consommation!

Au printemps de 1808, j'éprouvai une bien vive contrariété, le prince de Ponte-Corvo, avec lequel il était si facile et si doux de s'entendre pour alléger autant que possible les charges, tant en homme qu'en argent, dont le gouvernement accablait incessamment les villes Anséatiques, reçut l'ordre

de se rendre à Copenhague*. Il partit de Hambourg le huit mars, devant y être arrivé le quatorze du même mois; le chargé d'affaires de Danemarck à Hambourg reçut aussi l'ordre de rejoindre le prince pour remplir auprès de lui les fonctions de commissaire du roi. Ce fut pendant son gouvernement à Hambourg et pendant son séjour dans le Jutland que Bernadotte se prépara, bien certainement sans s'en douter, les voies qui le conduisirent au trône de Suède. Bernadotte, je me le rapelle, croyait aussi à de certains présages, à de certaines prédestinations, enfin il croyait à l'astrologie, et je ne saurais oublier qu'un jour il me dit sérieusement: " Croiriez-vous, mon cher ami, que l'on m'a prédit à " Paris que je serais roi, mais qu'il faudrait passer la mer." Je riais avec lui de cette faiblesse d'esprit dont Napoléon n'était pas trés-éloigné; et si ce ne fut pas une influence surnaturelle qui l'éleva au rang des souverains de l'Europe, ce fut son caractère de bienveillance et de bonté; il n'eut d'autres talismans que la sagesse de son administration, que la facilité avec laquelle il se déterminait à s'opposer à des mesures injustes; voilà ce qui réunit toutes les opinions en sa faveur. J'ai eu le bonheur de vivre avec lui, surtout à Hambourg, dans son intimité, et j'en conserverai éternellement le souvenir. J'aurai plus d'une fois occasion de reparler de cet excellent homme, particulièrement à l'époque où nous le verrons appelé au rang de prince héréditaire du royaume de Suède, par le vœu libre des Suèdois.

La difficulté des chemins du Nord prolongea d'un jour le voyage de Bernadotte; parti, comme je l'ai dit, le 8 mars, il n'arriva que le 15 à Copenhague où il espérait être le 14. Il y arriva précisément deux heures avant la mort du roi de Danemarck Christiern, évènement dont il voulut bien me faire part dans la lettre suivante qu'il m'écrivit le surlendemain de son arrivée.

" Je ne veux pas laisser partir ce courrier, mon cher ministre, sans joindre à ma dépêche officielle quelques mots d'amitié. Je suis arrivé avant hier soir à Copenhague, quelques heures avant la nouvelle de la mort du roi. Nos

* Il allait prendre le commandement des troupes françaises que l'empereur avait envoyées dans le Danemarck, après le lâche bombardement de Copenhague par les Anglais.

troupes ont été parfaitement accueillies partout. Moi-même j'ai été comblé d'égards et d'attentions, et je ne saurais trop me louer des procédés du nouveau roi envers moi. La tête de nos colonnes est en Fionie; de nouvelles dispositions retardent de quelques jours le passage de l'armée. Du reste, la saison nous favorise toujours, il fait un froid excessif; le Sund et le Cattegat sont encore remplis de glaces.

" Vous serez instruit exactement, mon cher ministre, de tout ce qui surviendra ici; croyez que j'éprouverai toujours un véritable plaisir à vous donner de nos nouvelles et à vous renouveler l'assurance de mon attachement.

" Présentez, je vous prie, mes hommages à madame Bourrienne, et ne m'oubliez pas auprès de toute votre aimable famille.

" Je vous embrasse:

" J. BERNADOTTE."

Copenhague, 18 mars 1808.

Le 6 avril suivant, je reçus de Bernadotte une seconde lettre, dans laquelle il m'écrivait d'ordonner au directeur des postes grand-ducales, de garder toutes les lettres adressées aux troupes espagnoles qui se trouvaient placées sous son commandement, et dont le corps de la Romana, dont j'aurai bientôt à parler, faisait partie. Le directeur des postes devait les retenir jusqu'au moment où il recevrait l'ordre de les envoyer à l'armée. Bernadotte jugea cette mesure indispensable, pour prévenir les intrigues qu'il craignait que l'on ne mît en jeu, dans le but d'agiter les Espagnols qu'il commandait. Je vis, d'après sa dépêche, qu'il redoutait les menées qu'aurait pu diriger Romanillos *, qui, cependant, n'était guère à redouter. Romanillos était bien un des hommes les plus ordinaires que l'on puisse se figurer, et ses discours, aussi bien que ses écrits, étaient d'une trop grande innocence pour qu'il pût exercer aucune influence sur l'opinion publique.

* Romanillos était secrétaire de la légation d'Espagne à Hambourg, où il était chargé des affaires de son gouvernement, depuis le départ de M. Rechteren.

CHAPITRE III.

L'aide-de-camp du duc de Sudermanie.—Sauve-garde donnée à M. de Suremain.—Je suis nommé consul-général à Hambourg.—Significations illisibles. Odieuse machination.—Fragment cité d'un ouvrage.—Calomnies sur M. de Stein, le prince de Wittgenstein et moi.—Amour de M. de Stein pour la liberté, et haine de Bonaparte pour ce ministre.—Bonaparte lisant dans l'avenir.—Testament politique du baron de Stein.—Calomnies réfutées par les pièces authentiques.—Accusation dirigée contre le prince de Wittgenstein.—Copie falsifiée d'une lettre de la comtesse de Woss.—Modération de Bernadotte.—Tribulations et reconnaissance du prince de Wittgenstein.—Mesure indispensable.—Lettre de Bernadotte à l'empereur.—Note officielle du ministre de Prusse à Hambourg.—Justification rendue difficile par les dénonciateurs.—Intrigues de quelques Français à Berlin.—Témoignage récent du prince de Wittgenstein.—Lettre flatteuse du roi de Prusse.

Les fonctions de ministre-plénipotentiaire dans une résidence de passage, comme l'était Hambourg, pendant tout le temps que j'y suis resté, donnent l'occasion de faire connaître une foule de personnages de différens caractères, et s'il était possible de donner à l'observation le temps que l'on doit aux affaires, on serait bien avantageusement placé pour se livrer à des études morales et philosophiques. J'aimais mieux les personnes qui séjournaient quelque temps que celles qui ne faisaient que traverser Hambourg. Parmi ces dernières, je me rappelle M. de Suremain, colonel, premier aide-de-camp du duc de Sudermanie. M. de Suremain arriva chez moi un soir, et partit le lendemain pour Paris; ce fut, je crois, vers la fin de mars 1808. Il était porteur d'une lettre du duc pour le ministre des affaires étrangères. M. de Suremain était accompagné de son aide-de-camp le comte d'Ehrenmourd, lieutenant de dragons. Un officier danois l'avait escorté depuis Copenhague jusqu'à Hambourg. Arrivé dans ma résidence, je le fis accompagner par un officier français, chargé de le conduire à Hanôvre, et de lui servir de sauve-garde sur toute la route. Avant de partir, M. de Suremain, dans la conversation que j'eus avec lui, me dit qu'il était aussi chargé d'une lettre de M. d'Ehrenheim, président de la chancellerie, pour le ministre des affaires étrangères, et d'une autre lettre du duc pour l'empereur.

Je me rappelle que, vers la même époque, les fonctions de consul-général de France ayant été précédemment réunies à celles que l'empereur m'avait confiées dans l'origine, je fus obligé, en cette qualité, de présenter au ministre des relations extérieures une réclamation assez singulière : il s'agissait de demander au ministre que les significations judiciaires que, comme consul-général j'étais chargé de notifier aux Hambourgeois, fussent écrites d'une manière moins illisible. Je ne pouvais faire autrement, car plusieurs de ces significations avaient été refusées pour cause d'impossibilité de les lire ; je vis même sur un acte de non-acceptation qu'il était impossible de distinguer si les caractères de l'écriture appartenaient à l'allemand, au français ou au chinois.

Ce n'était qu'une affaire assez plaisante, et qu'il fut très-facile d'arranger, que celle de la mauvaise écriture des fabricateurs de significations, mais, pendant le cours de l'année 1808, il y en eut une autre extrêmement grave, à laquelle je pris la part la plus vive, et qui montre jusqu'à quel degré de fausseté, pour ne pas dire de scélératesse, peuvent se ravaler ces génies infernaux, incessamment occupés à se bâtir une fortune sur la calomnie. Ce que je dis ici se rapporte aux machinations ourdies contre le prince de Wittgenstein, dont j'ai annoncé précédemment que j'aurais à reparler avec plus de détails que je ne l'ai fait. Pour mettre dans tout leur jour ces infernales machinations, qu'il me soit d'abord permis de citer un passage d'un ouvrage que je nommerai plus tard. Voici ce que j'ai lu :

“ Les droits de l'homme et des nations furent violés de la “ manière la plus singulière et la plus inouie, en décembre “ 1808, dans la personne du prince Wittgenstein, ministre de “ Prusse à Hambourg, et comme cet attentat amena la pros- “ cription de M. de Stein par Bonaparte, il est à propos de “ la rapporter ici.

“ Le prince de Wittgenstein était dans l'habitude de re- “ cevoir des dépêches de M. de Stein, ministre prussien, qui “ était à Kœnigsberg avec le roi. Bonaparte fut curieux de “ connaître le contenu de ces dépêches. A cet effet il fit ar- “ rêter un courrier, le retint, et ayant examiné ses dépêches, “ les fit parvenir au prince de Wittgenstein à Hambourg. “ Elles contenaient des réflexions sévères sur la conduite de

" Bonaparte en Espagne et en Westphalie. Il envoya en-
" suite plusieurs lettres fabriquées de l'écriture contrefaite de
" M. de Stein, au prince à Hambourg. Ces lettres l'in-
" vitaient à lui envoyer un plan pour révolutionner la West-
" phalie. Le prince de Wittgenstein, ne sachant que penser
" du style décousu de ces lettres, écrivit au comte de Goltz
" et au ministre du roi de Prusse qui était à Kœnigsberg,
" relativement aux lettres étranges qu'il recevait de M. de
" Stein. Les agens français interceptèrent ces lettres, et
" craignant que la vérité ne se découvrît, ils eurent recours à
" de nouveaux expédiens.

" En conséquence le prince de Wittgenstein fut arrêté à
" Hambourg et conduit dans la maison du ministre de Bo-
" naparte, Bourrienne. On le força d'écrire au comte de
" Goltz sur l'infâme conduite de M. de Stein envers lui : que
" M. de Stein cherchait à faire révolter la Westphalie contre
" son souverain, et autres mensonges tout aussi impudens.
" Ces lettres furent aussitôt envoyées au Moniteur, et pa-
" rurent dans le Moniteur du sept décembre 1808. Bonaparte,
" malgré toute sa finesse, ne peut pas garder ses propres
" secrets. Il est évident par les lettres mêmes que le prince
" de Wittgenstein fut forcé de les écrire, car il ne les eût
" certainement pas envoyées au Moniteur. Quant au comte
" de Goltz, il ne les reçut jamais; les originaux furent en-
" voyés à Paris, où il restèrent. C'est après cette affaire
" scandaleuse que M. de Stein fut mis hors la loi."

Examinons le passage qu'on vient de lire et où je suis nommé. On verra ensuite, aussi clair que le jour, l'exactitude des faits. M. de Stein a été trop peu connu. Ministre du roi de Prusse il se distinguait parmi les membres du cabinet de Berlin qui appuyaient de tout leur pouvoir la régénération du peuple et la création de cet esprit public, qui est la vie et la sauve-garde des nations. Il voulait pénétrer toutes les âmes de ce principe conservateur qu'il faut que les sujets et le gouvernement soient unis par les liens d'un intérêt commun. Il n'en fallut pas plus pour que Napoléon prît en haine M. de Stein. Lui qui ne pouvait pas souffrir en France ces sentimens patriotiques qui cependant lui avaient préparé et ouvert les voies qui l'avaient conduit au trône de France, comment aurait-il pu les tolérer chez un peuple avec lequel

il était en guerre, lorsque surtout il voyait qu'une effervescence nationale, manifestée en Prusse, pouvait opposer une digue à son ambition? Bonaparte attribua à M. de Stein et à son système le murmure de patriotisme qui se répandit d'abord sourdement dans les états de Frédéric-Guillaume, et qui devait éclater plus tard. M. de Stein, et Napoléon ne l'ignorait pas, avait contribué à rendre la nation prussienne sensible aux outrages faits à son gouvernement avant 1806, et aussi à l'injure dont il avait été l'objet lors de la violation du territoire des margraviats de Bareuth et d'Anspach. Au surplus, la haine que Napoléon voua dès ce temps à M. de Stein, prouve l'étendue et la perspicacité de son regard. Il lisait dans l'avenir ce qui devait arriver, et je regarde comme hors de doute que c'est à cette première impulsion donnée aux esprits en Prusse que fut dû l'élan généreux qui se manifesta lorsque, par la suite, le général York se sépara des troupes françaises, sans attendre l'assentiment du roi de Prusse. Cet événement, sur lequel j'aurai à revenir, fut sans aucun doute ce qui contribua de la manière la plus efficace à délivrer l'Allemagne du joug de la France.

Au mois de novembre, M. de Stein publia à Kœnigsberg où il était alors, une lettre circulaire aux grands officiers du royaume de Prusse, cette pièce fut connue sous le nom de *Testament politique du baron de Stein*. Voilà, en peu de mots, tout ce que j'ai su relativement au baron de Stein, et par conséquent tout ce que j'en puis dire. Je ne l'ai jamais connu personnellement; je n'ai jamais correspondu avec lui ni directement ni indirectement, et je défie qui que ce soit de prouver qu'il y ait jamais eu entre nous l'apparence même du moindre rapport. Son nom est pour moi un nom historique et voilà tout. Mais, j'ai le droit de le demander, n'est-il pas inconcevable qu'on se permette d'altérer les faits d'une manière aussi étrange et calomnieuse qu'on l'a fait dans le passage que j'ai cité? Je le répète, il m'est impossible de laisser passer une pareille calomnie sans y répondre. La gravité de l'inculpation que l'on a lue, est trop grave pour qu'il me soit permis de garder le silence. Je puis d'autant moins me dispenser de le rompre, que, dans l'écrit sur M. de Stein dont j'ai parlé, il règne un certain air de vérité et de bonne foi qui pourrait convaincre les per-

sonnes qui n'ont aucun intérêt à fouiller au fond des choses. La calomnie se plaît d'ordinaire à s'attaquer aux fonctionnaires publics, mais ceux-ci à leur tour doivent avoir une pleine jouissance du droit de se défendre et de dire à ceux qui les ont calomniés : Vous êtes des calomniateurs.

Voici la vérité des faits appuyés de pièces authentiques ; il résultera de la comparaison des deux narrations que l'une est un roman puisqu'elles diffèrent en tout point ; mais il y a un juge que son bon sens trompe rarement, ce juge, c'est le public, et c'est lui qui prononcera.

La comtesse de Woss, grande-maîtresse de la cour de la reine de Prusse, écrivit, à Hambourg, au prince Sayn-Wittgenstein, son ami, une lettre sans date et sans désignation de lieu. Cette lettre arriva, dit-on, à Hambourg le 16 novembre ; je rapporte les dates, parce que rien n'est à négliger quand il s'agit du triomphe de la vérité.

On n'a point, je pense, oublié ce que j'ai dit précédemment du prince de Wittgenstein ; on a vu qu'il vivait à Hambourg, non comme ministre de Prusse, mais comme simple particulier ; c'était le baron de Grote qui était ministre de cette puissance auprès des villes Anséatiques. Quoi qu'il en soit, à peu près en même temps que la lettre de la comtesse de Woss devait être arrivée à Hambourg, le maréchal Bernadotte, qui s'y trouvait en ce moment, en reçut une de M. Daru, datée du 14 novembre. La lettre de M. Daru n'était qu'une lettre d'envoi, dans laquelle il transmettait au maréchal une *copie* de la lettre de madame de Woss, laquelle lettre avait été ouverte au cabinet de Berlin. Cette copie était en français, traduite de l'allemand. En transmettant cette copie, on demandait au prince de Ponte-Corvo de s'assurer de la personne du prince Sayn-Wittgenstein. On feignait de croire, d'après quelques termes employés dans la *copie traduite* de la lettre de madame de Woss, que le prince de Wittgenstein était à la tête d'un complot, dont le but était de révolutionner la Westphalie, et enfin d'assassiner l'empereur !

Bernadotte vint sur-le-champ chez moi, pour me communiquer cette inconcevable depêche. Dès le premier moment je jugeai qu'il y avait là-dessous quelque odieuse machination, et je fis observer au maréchal que, vivant habituelle-

ment avec le prince accusé et croyant le bien connaître, je le regardais comme incapable d'entrer dans de pareils projets; qu'il m'avait souvent parlé de la comtesse de Woss comme de la personne la plus respectable, que mon avis était de ne le point faire arrêter, ou tout au moins de suspendre un éclat fâcheux. "Allons le trouver, dis-je au maréchal. Il ne saurait s'attendre à notre visite; nous verrons bien l'effet qu'elle produira sur lui, et, dans tous les cas, nous exigerons de lui sa parole d'honneur de ne pas quitter Hambourg avant que cette affaire soit tirée à clair." L'excellent Bernadotte, toujours disposé aux bonnes actions, céda à mes instances. Il était dix heures du soir et il n'y avait pas deux heures que la lettre était arrivée de Berlin quand nous nous rendîmes ensemble chez le prince de Wittgenstein. Nous le trouvâmes en déshabillé, prenant fort tranquillement du thé. Il prit notre visite pour une visite amicale, s'excusa beaucoup du négligé dans lequel nous le surprenions, et nous fit observer que la faute en était à l'heure tardive à laquelle nous venions. Il était poli et gracieux comme à son ordinaire, et il nous fut impossible de supposer, à Bernadotte et à moi, que M. de Wittgenstein fût informé de la moindre chose. Le maréchal mit tous les ménagemens possibles pour lui annoncer l'objet de notre visite, mais il fallait bien que nous en vinssions là. Son premier mouvement fut de croire que nous nous amusions à lui faire une de ces plaisanteries que notre familiarité habituelle aurait autorisée; mais, quand il vit que nous parlions sérieusement, quand Bernadotte lui eut donné à lire la *copie traduite* de la lettre de la comtesse de Woss, la surprise et l'indignation du prince furent au-delà de toute expression. Bernadotte lui demanda sa parole qu'il ne sortirait pas de Hambourg sans son autorisation. Le prince la donna avec plaisir, sans aucune hésitation, et nous déclara qu'il n'avait point reçu l'original de la lettre dont nous lui avions donné communication.

Le lendemain, 17 novembre, le prince de Wittgenstein vint me voir de grand matin. Il était hors de lui. Je connaissais trop bien sa loyale franchise et la noblesse de son caractère, pour qu'il eût besoin de m'assurer qu'il n'était ni un révolutionnaire ni un empoisonneur. Je fis tout ce qui dépendait de moi pour le calmer, et je lui conseillai d'exiger

que l'on lui envoyât la lettre originale de la comtesse de Woss.

Il n'y avait ni amitié ni conviction qui tînt sous un gouvernement aussi acerbe que l'était le gouvernement de Napoléon ; nous ne pûmes nous dispenser d'examiner les papiers du prince ; mais, des recherches qui y furent faites par moi-même, assisté du général Gérard, il ne résulta rien qui pût attirer sur le prince aucun soupçon ; le maréchal, pressé par mes sollicitations, et personnellement convaincu de l'innocence de M. de Wittgenstein, persista dans sa première détermination, de ne le point faire arrêter, et de s'en fier à sa parole de ne point sortir de Hambourg, parole qu'il nous avait donnée le soir même de notre visite inopinée. Pour se mettre à couvert de tout reproche, le prince de Ponte-Corvo écrivit le 19 la lettre suivante à l'empereur, qui se trouvait alors en Espagne.

" Sire,

" J'ai l'honneur de faire passer à votre majesté une lettre qui m'a été adressée par M. l'intendant-général Daru avec la pièce qui s'y trouvait jointe. J'ai fait de suite vérifier les papiers du prince Wittgenstein par M. le ministre de Bourrienne et par le général Gérard, chef de l'état-major du corps d'armée : on n'a trouvé que les lettres ci-jointes 1, 2, 3, qui méritassent quelque attention.

" Le lendemain, les courriers de Berlin et de Kœnigsberg sont arrivés ; les dépêches furent portées chez M. de Bourrienne, et ouvertes devant lui et le directeur des postes ; on n'a trouvé qu'une seule lettre adressée au prince de Wittgenstein, sous le couvert d'un banquier de cette ville. Je la joins ici sous le numéro 4*. Toutes celles qui arriveront seront également saisies.

" Tout cela s'est fait sans éclat et avec la prudence nécessaire.

" Je crois devoir mettre aussi sous les yeux de V. M. la lettre que le prince de Wittgenstein m'a écrite pour sa justification, en y joignant copie de celle qu'il a adressée au ministre d'état du roi de Westphalie. D'après cette lettre et

* Toutes ces lettres étaient insignifiantes.

la vérification de tous ses papiers, je n'ai pas cru devoir faire arrêter définitivement le prince de Wittgenstein, dans la crainte de faire une chose contraire aux intentions de V. M. Mais toutes les mesures sont prises pour s'assurer de sa personne au besoin. J'attendrai à cet égard les ordres de votre majesté.

" Dans cette circonstance, comme en toutes celles où il s'agira de ce qui intéresse votre majesté, je ferai tous mes efforts pour lui prouver mon zèle et mon dévouement.

" Je suis, etc.

" BERNADOTTE."

Hambourg, 19 novembre 1808.

Je pressais toujours le prince de Wittgenstein de réclamer avec force l'original de la lettre de la comtesse de Woss, lettre dont la traduction le compromettait fortement. M. le comte Daru écrivit le 21 novembre que l'original avait été envoyé au roi de Prusse, à Kœnigsberg. D'un autre côté Davoust soutenait que l'original avait été envoyé au prince, que celui-ci l'avait brûlé et qu'actuellement il nierait la conspiration ourdie et le projet d'empoisonnement.

Le 22 novembre, M. de Woss, neveu de la comtesse de Woss, eut une conversation à Berlin avec le comte Daru qui m'assura que la *lettre avait seulement été copiée, acheminée* ensuite par la poste, et qu'elle devait être rendue à son adresse. Mais le prince savait, par M. de Woss, qu'on lui avait promis le vingt de lui montrer la lettre originale le vingt-trois.

Cette inconcevable contradiction prouvait bien que la lettre originale existait encore, et que *quelqu'un* avait intérêt à ce qu'on ne pût pas la comparer avec la *copie-traduite*. Mais cette pièce était indispensable au prince qui, convaincu de son innocence et connaissant intimement la comtesse de Woss, soutenait que l'on en avait altéré la copie, et qu'il était impossible que le traducteur n'eût pas falsifié le sens de l'original. Jusqu'à ce qu'il eût pu faire faire cette vérification, il restait toujours sous le poids d'une accusation grave et d'une menace d'arrestation qui n'avait pas, il est vrai, été exécutée, mais qui aurait pu l'être sans la belle âme de Ber-

nadotte, sans mes vives sollicitations en faveur de M. de Wittgenstein, et l'intimité dans laquelle il vivait avec nous.

Cette affaire occupa la diplomatie de Hambourg, et je reçus, le 26 novembre, la note suivante du baron de Grote, ministre du roi de Prusse:

" Malheureusement absent pour quelques jours avec permission de sa cour, le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, n'a été instruit que depuis peu d'un événement aussi inattendu qu'extraordinaire, occasionné par une dénonciation officielle faite à S. A. S. Mgr. le prince de Ponte-Corvo, contre S. A. S. Mgr. le prince de Wittgenstein, ministre de Sa Majesté prussienne.

" Le soussigné manquerait à son devoir s'il ne protestait pas officiellement contre les mesures qui, en conséquence d'une calomnie horrible, ont été prises envers le prince de Wittgenstein, ministre d'une puissance amie de la France, et il croit devoir réclamer l'entremise de S. E. M. Bourrienne, ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, pour que les mesures prises contre le prince soient incessamment rétractées. Bien loin, cependant, de s'éloigner, S. A. S. le prince de Wittgenstein est au contraire très-intéressé à prolonger sa résidence, pour mettre cette affaire au clair, et pour découvrir par là, s'il est possible, la première source de cette calomnie infâme. Même, si l'impossibilité physique d'un attentat pareil n'était pas évidente, si un tel projet pouvait entrer dans la tête d'un homme qui n'est pas privé de ses sens; s'il n'était pas hors de doute que madame la grande-maîtresse, comtesse de Woss, n'a pas écrit, ne peut pas avoir écrit une ligne de la lettre qu'on lui a supposée, il serait indécent pour moi de tenter la justification des personnes respectables qui en sont l'objet. S. E. madame la comtesse de Woss est honorée, aussi bien que le prince de Wittgenstein, de la bienveillance particulière de Leurs Majestés le roi et la reine de Prusse; c'est donc cette considération seule dont ils jouissent de la part des souverains, dont le caractère grand et loyal est connu de l'Europe, qui doit suffire pour les

garantir du plus léger soupçon de pouvoir avoir même l'idée d'un crime atroce, qui fait frémir l'humanité, et dont la supposition même paraît être un délit contre la société. Cependant la dignité de ma cour a été compromise par toutes les mesures qui ont eu lieu par rapport à cette affaire, et la sagesse, comme la justice de S. M. l'empereur des Français, ne permet aucun doute sur la satisfaction éclatante qu'elle jugera nécessaire de donner dans un cas aussi grave à S. M. le roi mon maître.

" Le soussigné prie S. E. M. Bourrienne de vouloir bien y contribuer en mettant sous les yeux de son grand et auguste monarque tout ce qui est relatif à cette affaire.

" Le soussigné ne manquera pas de faire pareillement un rapport à sa cour à ce sujet, et de lui transmettre la copie de cette note.

" Il a l'honneur de réitérer à S. E. M. Bourrienne, ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, l'assurance de sa plus haute estime et considération.

" AUGUSTE, baron de GROTE."

A Hambourg, le 29 novembre 1808.

Cependant les jours se passaient, et malgré les instances réitérées du prince de Wittgenstein, la lettre originale n'arrivait pas. Enfin, le lendemain même du jour où M. de Grote m'avait remis la note qui précède, et seulement treize jours après la réception de la *copie-traduite*, le prince m'écrivit en allemand la lettre que l'on va lire, que j'ai traduite moi-même, et dont j'ai conservé l'autographe.

" Vous recevez, mon très-cher ami, dans ce qui est ci-joint, la lettre originale de la comtesse de Woss avec une lettre adressée au prince* et une du ministre de Woss. Si quelqu'autre chose vous était nécessaire, j'irais de suite chez vous.

" Si, comme je ne peux le nier, je vous ai manqué, en n'allant pas de suite aujourd'hui chez vous†, vous ne devez

* Le prince de Ponte-Corvo.

† Il avait été convenu que le prince de Wittgenstein se présenterait tous les jours chez moi, pour faire acte de présence à Hambourg, mais je n'y tenais

y chercher qu'une preuve du prix que j'attache à votre *rare* amitié, les hommes seuls, qui savent apprécier les faiblesses de leur prochain, peuvent m'inspirer la haute estime que je vous ai vouée. L'idée de perdre votre amitié et votre bienveillance, d'avoir commis une faute d'indiscrétion et d'ingratitude, a fait que *j'en ai perdu la tête,* et en vérité d'une manière qui ne m'est jamais arrivée. Je me suis trouvé dans une position que je ne peux décrire.

" Votre éternellement reconnaissant,

" WITTGENSTEIN."

" Hambourg, le 27 novembre 1808."

" P.S. Je n'ai gardé aucune copie de la lettre de M. de Woss. Si le prince veut sa longue lettre que je vous ai lue hier soir, elle sera terminée demain."

La position morale du prince de Wittgenstein ne fut pas améliorée par la réception de la lettre originale. Il s'affectait au point que deux jours après, le 29 novembre, il m'écrivit encore le billet suivant.

" Après avoir dormi neuf heures et ne me levant qu'en ce moment, j'ai oublié mes chagrins qui allaient hier jusqu'au désespoir. A mon réveil ma première pensée a été que Dieu puisse bénir vous et vos enfans et me procurer l'occasion de vous prouver que je ne suis pas indigne de votre amitié.

" De tout cœur, votre dévoué,

" WITTGENSTEIN."

L'original de cette lettre, la copie traduite envoyée de Berlin, celle que j'en fis et une qu'en fit un aide-de-camp du prince de Ponte-Corvo, qui je crois était M. Gentil de Saint-Alphonse, furent envoyées à l'empereur. Il vit aisément quelle différence existait entre les deux traductions, et ne trouva, ni dans la note, ni dans l'original, une indication suffisante du crime dont on avait essayé d'accuser le prince de Wittgenstein.

Je le demande maintenant avec confiance : après le récit naïf de ces faits apuyés de preuves incontestables, que penser

que par le plaisir que j'avais à l'y voir, et Dieu sait si son absence me causa jamais la moindre inquiétude, je connaissais trop bien la loyauté de son caractère.

de l'article dirigé contre moi, que j'ai rapporté plus haut? Lorsque j'en eus connaissance, je m'occupais déjà de la rédaction de ces mémoires, ne sachant pas encore précisément quand je les livrerais au public ; j'avais déjà en ma possession toutes les pièces que l'on vient de lire, et cela sans doute était plus que suffisant pour détruire les mauvaises interprétations, même de la malveillance. Cependant, pour attirer le plus de lumières possibles sur cette affaire, j'écrivis au prince de Wittgenstein, alors, et encore actuellement, ministre du cabinet prussien, et j'en reçus, à la date du 29 juin 1828, une réponse que je demande la permission de citer ici quoique, par sa date, elle se trouve en dehors de l'espace de temps que comprendront mes mémoires.

" Le maréchal Davoust était gouverneur de Berlin, " lorsque je fus dénoncé, et il est probable que c'est à sa ré-" quisition que je fus arrêté*. Vos sentimens et la manière " dont vous vous êtes conduit dans ces temps ne peuvent être " connus à personne plus qu'à moi, aussi personne plus que " moi ne vous rend plus de justice.

" Lorsque je fus consigné à Hambourg et menacé d'ar-" restation, les autorités françaises et particulièrement vous, " m'avez témoigné un intérêt tout particulier.

" Si vous avez l'intention de publier vos mémoires sur vos " relations pendant votre séjour à Hambourg, vous pouvez, " de bon droit, dire ne m'avoir jamais engagé à écrire une " lettre au ministre le baron de Stein, du contenu et dans " le sens de celle citée par l'auteur d'un ouvrage intitulé : " *nos Souvenirs* ou *Les péchés de Napoléon*.

" Au contraire, je garde dans mes souvenirs les plus chers, " tous les bons procédés que vous avez eus pour moi pendant " cette époque bien difficile. Je suis prêt à délivrer telle " déclaration à quiconque voudrait révoquer en doute mes " sentimens à cet égard. Cela suffira, j'en suis convaincu, " pour mettre dans son véritable jour votre conduite d'alors.

" Je crois, mon cher ami, que vous repousserez l'inculpation " par cette déclaration. C'est une véritable calomnie de " vouloir, dans mes rapports de ce temps-là, vous imputer la " moindre des choses. La déclaration que je vous fais, et

* On verra dans le second paragraphe de cette lettre que, ainsi que je l'ai dit, le prince de Wittgenstein ne fut pas *tout-à-fait* arrêté.

" l'assurance de ma vive et inaltérable reconnaissance, pour " tout ce que vous avez fait dans mon intérêt, offrent bien " les preuves de votre conduite honorable envers moi. Je " vous répète avec plaisir que tout ce que vous avez fait " pour moi pendant l'époque en question, ne s'effacera ja- " mais de mon cœur, et que j'en concerverai le souvenir " jusqu'au dernier moment de ma vie, et ce sera toujours un " devoir pour moi de détromper tous ceux qui pourraient " vouloir douter de la conduite loyale que vous avez tenue " alors à mon égard. Qu'ils s'adressent à moi et je saurai " leur répondre.

" Voilà, mon cher ami, ce que j'avais à vous répondre ; j'y " joins l'expression de mon sincère attachement et de ma par- " faite considération. " WITTGENSTEIN."

Berlin, 29 juin 1828.—

Il me reste encore à faire connaître une lettre du roi de Prusse que je reçus par le prince de Wittgenstein, avant qu'il fût question de la misérable invention dont il faillit être la victime. Je l'ai réservée exprès pour la placer à la fin de ce chapitre, parce que l'époque à laquelle elle se rapporte nous ramènera précisément au nouveau point de départ d'où nous nous remettrons en route pour l'espace qui nous reste encore à parcourir. Je regardai cette lettre comme une honorable récompense pour mes soins constans à atténuer, autant que possible, le mal, durant les crises et les calamités sans nombre qui frappèrent le royaume de Prusse depuis 1805 jusqu'à la date de cette lettre, et qui continuèrent encore long-temps après. Je possède et je conserve précieusement l'original de cette lettre écrite de la main du roi ; et, sans affecter aucune fausse modestie, j'avouerai au contraire, avec toute franchise, que ce n'est pas sans quelque orgueil que je la place sous les yeux de mes lecteurs. La voici :

" Monsieur l'envoyé de Bourrienne. Je suis informé des " dispositions d'équité et d'intérêt obligeant que vous avez " bien voulu marquer pour mes états et mes serviteurs, " toutes les fois que l'on a été dans le cas de les réclamer, et " que vos rapports et les circonstances vous permettaient de " vous y livrer. Je me fais un vrai plaisir de vous en re- " mercier directement, et vous prie de continuer à leur faire

" éprouver les mêmes sentimens dans les occasions fréquentes " qui ne manqueront pas sans doute de se présenter encore. " Soyez persuadé que j'en conserverai un souvenir trés-re- " connaissant, et que j'aurai moi-même une grande satisfac- " tion à pouvoir le manifester, et à vous prouver par tous les " moyens qui dépendront de moi, la parfaite justice que je " vous rends. Sur ce, je prie Dieu, etc. . . .

" Feédéric-Guillaume."

Kœnigsberg, le 18 mars 1808.

Je n'ai point caché la vive satisfaction, le mouvement d'orgueil même que j'éprouve en mettant cette lettre sous les yeux du public, et il me semble, on me permettra de le faire observer, que de pareils témoignages, quand ils sont spontanément émanés d'un souverain, sont d'un autre poids que des assertions calomnieuses répandues dans des pamphlets.

CHAPITRE IV.

L'Europe gâteau des rois.—Le prince de Lippe et le duc de Holstein.—Lettres qui me sont adressées par les princes d'Allemagne.—Désir de faire partie de la confédération du Rhin.—Calomnie dirigée contre moi à l'occasion de M. Hue.—Napoléon servi loyalement et ma conduite envers les émigrés.—Paroles du roi de Prusse, aux Tuileries, à moi et à un duc de l'empire.—Accusation acceptée.—Prévision du retour des Bourbons.—Le successeur de Bernadotte à Hambourg.—Conduite du général Dupas.—Exigences et exactions.—Le vin de Champagne à la cuisine.—Evènement inquiétant.—Les portes de Hambourg fermées avant l'heure.—Un père de cinq enfans tué sur un tonneau.—Similitude entre Dupas et Clarke.—Fureur de Dupas et des assiettes cassées.—Lettre que j'écris à Bernadotte.—Réponse noble et remarquable.—Retour de Bernadotte à Hambourg et Dupas à Lubeck.—Nouvelles vexations et le sénateur Nolting.—Belle conduite de l'aide-de-camp Barral.

On a vu à quel guet-à-pens politique avait échappé le prince de Wittgenstein. Je ne tracerai pas le tableau de toutes les turpitudes auxquelles se livrèrent des ambitions du second ordre, dans l'espoir d'avoir une bonne part dans le partage de l'Europe que les lieutenans de l'empereur regardaient comme un gâteau des rois, mais dont aucun n'aurait osé lui disputer la fève. Longue serait la litanie, si j'enregistrais

ici toutes les fourberies dont tant de gens se rendirent coupables, soit pour augmenter leur fortune, soit pour se faire valoir auprès du chef qui voulait des rois pour premiers sujets. Je ne chercherai pas non plus à multiplier le nombre des lettres que je crois devoir publier ; mais il en est quelques-unes encore que je me plairais à mettre sous les yeux du public, et telles sont les deux que l'on va lire : elles prouvent mieux que quoi que ce soit l'inconcevable empressement des princes d'Allemagne à se ranger sous la protection de Napoléon en faisant partie de la confédération du Rhin. Voici donc ces deux lettres qui me furent adressées pendant mon séjour à Hambourg.

" Monsieur,

" Votre Excellence sera sans doute déjà instruite qu'il a plu à Sa Majesté l'empereur et roi d'accorder sa haute ratification à l'acte de mon admission dans le nombre des princes confédérés du Rhin, signé à Varsovie par Son Altesse le prince de Bénévent et M. le baron de Gagern.

" En me rappelant avec reconnaissance l'accueil plein de bonté que j'ai reçu de Votre Excellence, pendant mon séjour à Hambourg, j'ose me flatter qu'elle prendra quelque intérêt à l'heureuse terminaison de cette affaire ; qu'elle voudra bien me conserver la même bonne intention, pour mes intérêts à venir, qu'elle me témoigna alors, et de me permettre de les reclâmer avec confiance dans l'occasion.

" Agréez, Monsieur, l'assurance de la considération la plus parfaite avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

" GEORGE-GUILLAUME,
" Prince de SCHAUMBOURG-LIPPE."

Buekebourg, 14 juin 1807.

La lettre que l'on vient de lire est, comme on a pu le remarquer, d'une date de beaucoup antérieure à la date de celle qui suit. La seconde est postérieure à l'entrevue d'Erfurth, dont j'aurai bientôt à m'occuper.

" J'ai l'honneur de prévenir votre excellence que mon accession à la ligue du Rhin s'est effectuée le 14 octobre, au moment de la réunion mémorable d'Erfurth.

" La ratification a eu lieu dans le délai prescrit, et c'est

depuis hier que je suis en possession de l'original signé de la main de sa majesté l'empereur et roi.

" Je m'empresse d'avoir l'honneur d'en faire part à votre Excellence, comptant d'un côté remplir par-là un devoir vis-à-vis d'un ministre de sa majesté l'empereur et roi, et de l'autre, espérant avoir obtenu un titre à pouvoir, dans l'occasion, réclamer vos bontés.

" C'est avec la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être,

" Monsieur,
" de votre excellence,
" Le très-humble et très-obéissant serviteur,
" PIERRE, duc de Holstein."

Oldembourg, 23 novembre 1808.

Ces lettres, dont je recevais continuellement, ne prouvaient qu'une chose : l'influence que la puissance de Napoléon exerçait en Allemagne et la facilité des hommes à se courber sous le joug d'un pouvoir nouveau. En cela, je dois dire que parmi les émigrés, dans le petit nombre de ceux qui demeurèrent fidèles à leur cause, il y en eut quelques-uns dont le caractère fut moins flexible que chez les princes étrangers. Tel était, par exemple, M. Hue, valet-de-chambre de Louis XVI, dont j'ai déja eu l'occasion de parler. La haute considération que j'ai eue pour ce dernier et fidèle serviteur d'un roi martyr, n'est pas une chose que je veuille nier, mais les égards que je devais, et que je me félicite d'avoir rendus à un homme vertueux, n'auraient pas dû donner lieu à des imputations que je ne puis caractériser qu'en les qualifiant de mensongères.

J'ai lu dans un ouvrage : " M. Hue se retira à Hambourg " où il passa neuf mois dans une obscurité profonde, et d'où " il alla ensuite en Hollande, muni d'un passeport de Bour-" rienne, qui, ministre de Napoléon, quoique disgracié par " lui, et jugeant les événemens d'avance, cherchait à se " ménager la bienveillance des Bourbons."

Il y a dans ce passage autant de faussetés que de lignes. M. Hue désira séjourner à Hambourg, mais il ne s'y cacha pas. Je l'ai toléré avec plaisir, malgré les ordres contraires et très-sévères que j'avais et dont je lui donnai connaissance.

Je le fis venir chez moi, je l'engageai à n'avoir aucune inquiétude et à rester à Hambourg, pourvu qu'il mît de la prudence dans ses démarches. Il voulut aller en Hollande, je pris sur moi de lui donner un passe-port. J'ai laissé M. Hue parfaitement libre dans la gestion de ses affaires, que je connaissais très-bien, que je trouvais fort honorables, puisqu'il était chargé de payer les pensions que Louis XVIII. faisait aux émigrés. J'avais, comme on l'a vu, donné ma démission de secrétaire intime, et, en admettant même que Bonaparte m'eût disgracié en cette qualité, certes je ne l'étais pas comme ministre et consul-général à Hambourg. Les circonstances, qui font tout, avaient fait de cette place, peu importante avant l'époque à laquelle j'y fus nommé, un poste immense, je pourrais presque dire une espéce de succursale du gouvernement, d'où tous les mouvemens et toutes les affaires de l'Allemagne septentrionale étaient surveillés, et j'éprouvai continuellement, pendant le temps de ma résidence dans les pays Anséatiques, que Bonaparte ne m'avait pas trompé quand il m'avait dit dans mon audience de congé: " Votre place est une place à part."

Il est absurde de dire que, en traitant bien M. Hue, *je cherchais à me ménager la bienveillance des Bourbons*. Combien de gens aujourd'hui s'en vanteraient et s'en féraient un titre! Eh bien, moi, tel est mon amour pour la vérité que je déclare que cela n'était pas. L'humanité est-elle donc une trahison? Je n'avais point d'arrière-pensée qui me fut personnelle; investi de la confiance de Napoléon, je ne servais que Napoléon, et je le servais mieux, j'ose le dire, en tempérant, autant que cela dépendait de moi, la rigueur de ses ordres, que ceux qui leur donnaient une extention dont le résultat inévitable était la haine du gouvernement français. A l'appui de ce que je dis, on verra plus tard les paroles que m'adressa le roi de Prusse au château même des Tuileries, après la première restauration, et celles tout opposées qu'il adressa immédiatement après à un duc de l'empire qui se trouvait presque à côté de moi. Veut-on m'accuser d'avoir eu le plus d'égards possibles pour les malheureux émigrés? J'accepte l'accusation, et bien loin de m'en défendre je m'en fais gloire. La mort n'a pas moissonné tous ceux qui vivaient à Altona et à Hambourg; qu'il s'en présente un seul

qui ait une plainte à élever contre moi, et qu'un seul aussi puisse dire qu'en la moindre circonstance j'aie trahi en leur faveur les intèrêts que j'etais chargé de soutenir ! Je ne crains rien de tel. Ceux qui, alors, sans le savoir, il est vrai, ont servi la cause des Bourbons, sont ceux qui ont poussé Bonaparte à s'emparer de la couronne de France, et non pas moi qui l'en avais détourné autant que cela était en mon pouvoir. Ce pas fait, j'ai vu, je l'avoue, le retour des Bourbons comme une chose assurée, et je l'ai déjà dit plusieurs fois ; je l'ai dit, non-seulement dans mes Mémoires, mais je pourrais citer de nombreux témoins de ce que j'ai répété, non pas depuis l'accomplissement des événemens, mais lors de la fondation de l'empire et lorsque Bonaparte fut à l'apogée de sa puissance ; voilà la vérité, mais je ne suis pas assez insensé pour avancer que je prévoyais l'époque de la chûte de Napoléon et du retour des Bourbons ; je déclare même que je ne la croyais pas aussi prochaine. Si donc j'ai traité M. Hue et ses compagnons d'infortune avec égard, je n'ai agi que par un sentiment d'homme et non comme un spéculateur ; je l'ai fait parce que ma nature ; mon instinct, si l'on veut, m'ont porté à préférer le bien au mal : et certes, je n'avais pas besoin de chercher à lire dans l'avenir pour obéir à un mouvement naturel. Je ne m'en fais pas un mérite, j'ai agi comme je l'ai fait, parce qu'il était en moi d'agir de la sorte, et je plains encore plus que je ne les blâme les hommes assez mal organisés pour ne pas comprendre dans les autres les sentimens qu'ils sont incapables d'éprouver, et qui, agissant par calcul et par politique, veulent voir de la politique et des calculs dans toutes les actions humaines. Bernadotte, qui me connaissait bien, à qui je ne cachais rien de mes plus secrètes pensées, agissait donc aussi, lui, par calcul, quand il s'appliquait à adoucir la rigueur des ordres qu'il devait faire exécuter ! Autant vaudrait dire qu'il travaillait alors à devenir roi de Suède !

Ce prince s'était rendu en Danemarck pour y commander le corps de troupes françaises et espagnoles qu'on avait fait partir des pays Anséatiques pour occuper ce royaume, incessamment menacé par les Anglais. Ce fut, comme je l'ai dit, une grande perte pour moi, car nous étions toujours d'accord sur les mesures à prendre ou plutôt à atténuer, et cette

perte devint encore bien plus sensible, quand je fus à même d'établir la comparaison avec son successeur. Il m'est pénible de raconter les détails de la conduite indigne de ceux qui compromettaient le nom français dans la malheureuse Allemagne, mais je subirai jusqu'au bout la tâche que je me suis imposée de dire la vérité.

Le général Dupas vint à Hambourg au mois d'Avril 1808 pour y commander, mais seulement, comme je crois l'avoir dit, sous les ordres de Bernadotte, qui conservait le haut commandement des troupes françaises dans les pays Anséatiques. L'empereur, en désignant le général Dupas, trompa cruellement les vœux et les espérances des malheureux habitans de la Basse-Saxe. Ce général, fatal aux Hambourgeois, disait d'eux: "*Tant que je verrai ces b...... là rouler carrosse je pourrai leur demander de l'argent*," la vérité est qu'on n'a jamais eu à lui reprocher d'en avoir demandé ou reçu pour lui-même. Ses actions effroyables se faisaient au profit d'un autre homme, d'un homme auquel il devait tout, à qui il avait en quelque sorte consacré toute son existence; c'était pour celui-là qu'il était la sangsue des villes Anséatiques.

J'entrerai actuellement dans quelques détails sur la manière dont étaient traités les généraux qui commandaient les troupes françaises; il ne sera pas sans intérêt de voir jusqu'où allaient, d'une part, la résignation et la générosité, et de l'autre, l'exigence et une sorte de dilapidation que l'on peut appeler insolente. Le sénat de Hambourg accordait aux maréchaux trente friederichs par jour pour leurs frais de table, sans compter l'hôtel où ils étaient logés par la ville; les généraux de division n'avaient que vingt friederichs; le général Dupas voulut être traité sur le même pied que les maréchaux. Le sénat ayant, avec raison, rejeté sa prétention, Dupas se fâcha, et pour se venger noblement, exigea qu'on lui fît servir, chaque jour, un déjeûner et un dîner de trente couverts. C'était un gaspillage dont on ne peut pas se faire d'idée; et le général Dupas coûta plus à la ville qu'aucun de ses prédécesseurs.

J'ai vu le compte des dépenses qu'on fit pour lui, ce compte se montait pour vingt-une semaines, qu'il resta à Hambourg, à 122,000 marcs courant, environ 183,000 francs.

On ne buvait à la table de Dupas que des vins fins; et jusqu'à la cuisine, ses gens étaient traités en vin de Champagne, et en fruits les plus rares, que l'on faisait venir à grands frais des belles serres de Berlin. Les habitans se ressentirent de l'humeur que causa à Dupas la résistance du sénat: entre autre vexations, il en exerça une à laquelle on ne put se faire. A Hambourg, ville autrefois fortifiée, mais qui dès cette époque n'avait déjà plus l'air que d'un jardin anglais, on avait néanmoins conservé l'habitude de fermer les portes à la nuit close; et même, les dimanches, on les fermait trois quarts d'heure plus tard pour prolonger d'autant les délassemens des gens du peuple.

Un événement qui pouvait avoir de grandes conséquences irrita pendant quelques instans l'opinion générale qu'il est toujours si essentiel de ménager, surtout dans des pays occupés par une puissance étrangère. Une émeute, causée par la trop prompte fermeture des portes de Hambourg, eut lieu par suite de la méchanceté de Dupas. Ce général s'était mis dans la tête de faire fermer les portes à sept heures du soir, et par conséquent lorsqu'il faisait encore grand jour, puisque c'était vers le milieu du printemps. Il ne fit aucune exception pour le dimanche; ce jour étant arrivé, les paisibles habitans se dirigèrent à l'heure précédemment accoutumée, vers la porte d'Altona, celle par laquelle rentrait ordinairement la majeure partie des promeneurs. Les premiers arrivés furent tout surpris de trouver fermée la porte la plus fréquentée de Hambourg; le nombre des retardataires augmenta instantanément et bientôt une foule considérable se trouva réunie à la porte qui conduit à Altona. Après des prières inutiles adressées au chef du poste, on se détermina enfin à envoyer chercher les clefs chez le commandant; celui-ci arriva accompagné du général. En les voyant, personne ne douta qu'ils fussent venus pour faire ouvrir les portes, et, dans cette croyance, ils furent salués par un *houra* général, cri accoutumé dans presque tout le nord pour exprimer la satisfaction du peuple. Le général Dupas ne sachant pas ce que signifiait ce cri, se figura que ce qu'il entendait était le signal d'une sédition; au lieu donc de faire ouvrir les grilles, il ordonna de faire feu sur quelques centaines de citoyens paisibles, qui ne demandaient qu'à rentrer dans leurs foyers.

Quelques personnes furent tuées et plusieurs autres plus ou moins grièvement blessées. Un malheureux commissionnaire, père de cinq enfans, revenait d'Altona, poussant devant lui un tonneau sur une brouette. Il s'assit tranquillement sur son tonneau, attendant l'ouverture des portes. Une des premières balles l'étendit raide mort. Heureusement qu'après cette première décharge, la plate fureur de Dupas se calma un peu ; il ne donna pas un cours plus long à son incroyable brutalité. Cependant il persista à ne pas vouloir faire ouvrir les portes qui ne furent ouvertes que le lendemain ; et, ce jour-là, il fit afficher dans la ville un arrêté par lequel il défendait de crier *houra*, et menaçait des peines les plus sévères ceux qui profèreraient ce cri. Il défendit également que plus de trois personnes se montrassent réunies dans les rues. Voilà comme certaines gens préparaient des villes et des provinces auparavant si heureuses à se façonner au joug français! Aussi Dupas était-il exécré dans les pays Anséatiques autant que Clarke l'avait été à Berlin, lorsque pendant la campagne de 1807 il eut le gouvernement de cette ville. Clarke avait accablé les habitans de la capitale de Prusse, de tous les genres d'oppressions et de tributs. Il y avait, dans la manière d'exécuter les ordres impériaux, je ne sais quelle lâche complaisance, quelle bassesse de dévouement, au moindre désir de la tyrannie, et Dieu sait de quelles épithètes le nom de Clarke fut toujours accompagné quand ce nom sortit de la bouche d'un Prussien.

Dupas semblait avoir pris Clarke pour modèle. Un officier d'artillerie, qui était alors à Hambourg, me raconta qu'ayant exécuté l'ordre qu'il avait reçu de faire placer au-devant de la porte d'Altona deux pièces d'artillerie légère, il alla ensuite chez le général Dupas pour lui rendre compte. Il le trouva dans une fureur extrême, cassant tout, brisant tout; il cassa en présence de cet officier plus de deux douzaines d'assiettes qui se trouvaient devant lui, et qui, certes, ne lui avaient pas coûté cher.

Le lendemain de cette échauffourée, tout ému encore des suites funestes que peut avoir la brutalité de quelques soldats commandés par un chef non moins brutal, je fis part de cet événement au prince de Ponte-Corvo. Je lui demandais, dans ma lettre, la suppression d'un tribunal extraordinaire

créé par le général Dupas. On va lire la réponse de Bernadotte ; elle donne une idée trop exacte de la bonté d'âme du futur prince royal de Suède, et elle est en même temps trop remarquable pour que je n'aie pas la certitude d'intéresser mes lecteurs en la leur faisant connaître. La voici :

" Je réponds, mon cher ministre, à la lettre que vous m'avez écrite, j'ai reconnu en la lisant votre âme tout entière. Les abus d'autorité, les vexations, et enfin tout ce qui porte l'empreinte d'une séverité oppressive, fait le malheur de votre vie. Je partage parfaitement votre manière de voir à ce sujet, et je suis affligé toutes les fois que je vois commettre des injustices ; mais en faisant un examen approfondi de l'événement arrivé le 19, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y a eu tort, d'abord de la part de l'officier, qui a fermé les portes peut-être trop-tôt. Je demanderai aussi : pourquoi, au lieu de faire feu, n'a-t-on pas ouvert les portes ? mais le peuple n'a-t-il pas montré une indocilité et une obstination marquées ? ne s'est-il pas rendu criminel en lançant des pierres sur la garde, en forçant les palissades, et en méconnaissant même la voix de ses magistrats. Il est douloureux sans doute, qu'il se soit porté à tous ces excès, car, ils n'ont eu lieu que parce qu'il n'a point été éclairé sur ses devoirs par les chefs civils, qui doivent être ses premières sentinelles ; car enfin, mon cher ministre, le sénateur qui distribuait de l'argent à la porte d'Altona, pour appaiser la multitude, aurait mieux fait sans doute de calmer son effervescence en lui ordonnant d'attendre avec patience l'ouverture des portes. Il pouvait, ce me semble, courir chez le commandant de la place ou chez le général pour obtenir cette ouverture.

" Toutes les fois que les masses se remuent et font usage de leurs forces, il n'y a plus de sûreté pour personne ; dès-lors l'autorité protectrice doit se développer dans toute son activité, et son intervention arrête la violence. Le sénat de l'ancienne Rome, si ombrageux et si jaloux de ses prérogatives, remettait à un dictateur, dans les temps de troubles, le droit terrible de vie et de mort, et ce magistrat ne connaissait d'autre code que sa volonté et la hache de ses licteurs ; les lois ordinaires ne reprenaient leur cours et leur garantie qu'après que le peuple était rentré dans le devoir.

“ L'événement arrivé à Hambourg avait agité la multitude, des malveillans pouvaient profiter de ses dispositions, et l'insurger tout-à-fait, il fallait donc la contenir par l'appareil d'un tribunal sévère. Ce tribunal n'étant plus d'aucune utilité, le général Dupas a reçu l'ordre de le dissoudre, et la justice ordinaire reprend ses droits. Le peuple qui s'était élevé au-dessus d'elle avait, par là, renoncé à tous ses avantages et provoqué une action plus prompte et plus rigoureuse, heureusement il n'a pas été nécessaire d'en faire usage.

“ Adieu, mon cher ministre, soyez toujours persuadé de la réciprocité de mes sentimens, et croyez que personne ne vous aime plus que

“ J. BERNADOTTE.”

A Densel, ce 4 mai 1808.

Lorsque Bernadotte revint à Hambourg, il envoya Dupas à Lubeck. Cette malheureuse ville, beaucoup moins riche que Hambourg, eut cruellement à souffrir d'un tel hôte. Il fallut encore défrayer sa dépense, car au milieu de tant d'exactions en nature, Dupas se cabrait à la moindre idée de recevoir de l'argent. C'était, selon lui, une chose dont il était incapable, et dont la pensée seule irritait ses délicates susceptibilités. Mais la dépense qu'il faisait devint tellement exagérée, que la ville de Lubeck ne pouvait réellement plus y suffire. Outre sa table, qu'il faisait servir avec la même profusion qu'à Hambourg, il fallait encore lui fournir du linge, du bois, de la vaisselle, des bougies, enfin jusqu'aux plus menues choses que l'on peut dépenser dans une maison.

Le Sénat députa vers l'intègre et incorruptible général Dupas M. Nolting, vénérable vieillard, qui lui présenta avec douceur le tableau des abus qui, de toutes parts, se commettaient en son nom, et le pria de vouloir bien permettre que, par une sorte d'abonnement, il reçut chaque jour vingt louis pour les frais de sa table seulement. A cette proposition, le général Dupas se mit en fureur : à lui, lui proposer de l'argent ! . . . quelle horreur ! . . . Il chassa en jurant le sénateur épouvanté, et donna immédiatement l'ordre à son aide-de-camp Barral de le mettre en prison. M. de Barral, doué de sentimens plus humains que ceux de son grossier

général, fut effrayé d'un ordre aussi extraordinaire ; il essaya de faire à son général quelques représentations, mais elles furent inutiles, et, bien qu'à contre-cœur, il fallut obéir. L'aide-de-camp se rendit donc chez le respectable sénateur Nolting, mais là, séduit par ce respect que des cheveux blancs inspirent à la jeunesse bien élevée, au lieu d'exécuter l'ordre, il supplia le vieillard de ne pas sortir de chez lui, avant qu'il fût parvenu à en obtenir la rétractation. Ce fut le lendemain seulement, qu'à force d'instances, M. de Barral parvint à le faire révoquer, c'est-a-dire qu'il obtint la sortie de prison du sénateur, car il fallut à la vindicte de Dupas qu'on lui fit croire que le sénateur Nolting avait subi le commencement de la peine ordonnée par sa capricieuse fureur.

Qui l'aurait cru ? Malgré son beau désintéressement, le général Dupas se radoucit au point d'accepter les vingt louis par jour pour sa table que le sénateur Nolting lui avait offerts de la part du sénat de Lubeck, mais ce ne fut pas sans grommeler entre ses dents des plaintes et des menaces qu'il consentit à cette concession généreuse, et il s'écria plus d'une fois: *Ces b...... là m'ont taillé les morceaux.* Lubeck ne fut délivré de la présence de Dupas qu'au mois de mars 1809, lorsqu'il fut appelé à commander une division dans la nouvelle campagne de l'empereur contre l'Autriche. Qui aurait pu le supposer ? Quelque oppressive qu'eût été sa présence à Lubeck, les villes Anséatiques eurent bientôt à le regretter, comme on le verra plus tard.

CHAPITRE V.

Evénemens remarquables de 1808.—Promulgation du code de commerce.—Pays conquis par des sénatus-consultes.—Importance de la résidence de Hambourg.—L'Elysée-Bourbon et le royaume de Naples.—Trois événemens le même jour, à Lisbonne, à Paris et à Rome.—Création du gouvernement général des départemens au-delà des Alpes.—Souvenir du temps du consulat.—Application d'un vers de Voltaire.—Création de la noblesse impériale.—Rétablissement de l'université, et changemens d'idées de Napoléon sur l'éducation.—Agrandissement du royaume d'Italie aux dépens de l'état romain.—Départ de Paris du cardinal Caprara.—Inquiétudes sur la Russie.—Molle intervention d'Alexandre entre la France et l'Angleterre.—Entrevue d'Erfurth.—Lettre de l'empereur d'Autriche à Napoléon.—Une seule chose à la fois.—Soupçons relativement à la Finlande et la Russie.

L'ANNÉE 1808 fut féconde en événemens remarquables; occupé des soins de mon administration, je me plaisais néanmoins à consacrer quelques instans de loisir à suivre le cours de ces grands actes dont Bonaparte aimait à marquer, pour ainsi dire, chacun des jours de sa vie. Les personnes, qui remplissaient alors des fonctions un peu élevées dans le gouvernement impérial, doivent se rappeler que l'empereur et ses actions fournissaient un texte obligé aux admirations officielles de tous les salons. Au commencement de l'année dont je parle, je reçus un des premiers exemplaires du code de commerce, promulgué le 1er janvier par ordre de l'empereur, ce qui me parut une haute dérision, car il était au moins extraordinaire de publier un code sur une chose que tous les décrets impériaux tendaient à anéantir. Quel commerce en effet eût été possible avec la désastreuse exécution du système continental et la ruineuse sévérité des douanes? La ligne en était déjà assez étendue, quand, à l'aide d'un sénatus-consulte, elle reçut une extension nouvelle; l'empereur, à qui tout obéissait sur le Continent, n'eut pas récours à une autre formalité pour annexer à l'empire les villes de Kehl, de Cassel, près Mayence, de Wesel et de Flessingue, avec les territoires qui en dependaient. Ces conquêtes à coups de décrets et de décisions sénatoriales avaient au moins l'avantage de se faire sans effusion de sang. Tout ce qui se pas-

sait dans ce genre m'était exactement notifié par les ministres, avec lesquels j'étais en correspondance ; car la résidence de Hambourg avait acquis une importance telle, qu'il fallait que je fusse informé de tout. J'appris, par Murat lui-même, la conclusion d'un traité fait à Paris entre Napoléon et lui, en sa qualité de grand-duc de Berg. Les maréchaux, les généraux et tous les officiers supérieurs attachés à la garde impériale avaient reçu de larges gratifications après la campagne de Tilsitt; celle de Murat fut en nature. Par le traité dont je viens de parler, Napoléon céda, ou plutôt donna, aux dépens des vaincus, à son beau-frère, la toute souveraineté des seigneuries d'Elten, d'Essen et de Werden, le comté de Lamarck avec la ville de Lippstadt, la principauté de Munster avec Cappenberg, et les comtés de Tecklenbourg, de Lingen et de Dormand ; mais, comme je l'ai déjà dit, ces riches possessions ne suffisaient plus à l'ambition de Murat.

A cette époque, je remarquai parmi les nouvelles que je reçus à quelque distance les unes des autres une singulière coïncidence de dates qui serait digne d'être recueillie par les auteurs d'éphémérides. Le même jour, premier de février, Paris, Lisbonne et Rome, étaient témoins d'événemens d'une nature diverse, mais dont l'accumulation, en un seul jour, prouve mieux que quoi que ce soit cette rapidité et ce mouvement que Bonaparte imprima à son règne. A Paris, une nièce de Joséphine, mademoiselle de Tascher, que Napoléon venait d'élever au rang de princesse, épousait le prince régnant d'Ahremberg, tandis que Junot déclarait au Portugal, dans le même moment, que la maison de Bragance avait cessé de régner et que des troupes françaises, sous le commandement du général Miollis, occupaient Rome. Cette occupation fut le commencement des longs tourmens, dont Pie VII. devait expier la condescendance qu'il avait eue de venir sacrer Napoléon à Paris.

En recherchant dans mes notes et dans ma correspondance, je vois que ce fut le lendemain même du jour auquel se rapportaient les trois événemens dont je viens de parler, que Bonaparte donna à son beau-frère, le prince Borghèze, le gouvernement général des départemens au-delà de Alpes, qu'il venait de fonder, et dont il fit la huitième grande dignité de l'empire. Le général Menou, que je n'avais pas vu

depuis l'Egypte, fut obligé, par cette nomination, de quitter Turin où il était toujours resté; Bonaparte, qui ne voulut jamais permettre qu'il revînt à Paris, l'envoya à Florence présider la junte de Toscane, dont il fit, peu après, un autre gouvernement général, dont il confia la gestion à sa sœur Elisa.

Mes correspondances, relatives à ce qui se passait dans le midi de la France et de l'Europe, n'avaient pour moi, si je puis ainsi m'exprimer, qu'un intérêt anecdotique; il n'en était pas ainsi des nouvelles qui me venaient du nord. J'étais à Hambourg comme une sentinelle avancée, me tenant sur le qui-vive; j'ai plus d'une fois averti d'avance le gouvernement de ce qui se ferait avant que les choses fussent arrivées; ainsi je fus un des premiers instruit des projets de la Russie relativement à la Suède. Le courrier que j'envoyai à Paris dut y arriver au moment même où la Russie déclara la guerre à cette puissance. Les troupes russes entrèrent vers la fin de février dans la Finlande suédoise et occupèrent Abo, capitale de cette province, qui fut de tout temps l'objet de la convoitise du gouvernement russe. On a dit depuis que, lors de l'entrevue d'Erfurth, Napoléon avait consenti à l'usurpation de cette province par Alexandre, en échange de la complaisance de celui-ce à reconnaître Joseph en qualité de roi d'Espagne et des Indes.

La translation de Joseph du trône de Naples au trône de Madrid appartient en effet à l'époque dont j'essaie de rappeler quelques souvenirs. Murat, comme l'on sait, le remplaça à Naples, et cet avénement du beau-frère de Napoléon à l'un des trônes de la maison de Bourbon donna encore à Bonaparte *un cadet* de plus dans le collége des rois, dont infailliblement il serait devenu l'aîné si Dieu lui eût toujours prêté assistance. La nomination de Murat à la royauté des deux Siciles, quoiqu'il n'ait jamais régné de fait que sur une, fut un des ces arrangemens dont les détails me furent bien connus, et où je reconnus l'esprit d'astuce, je dirais presque de mesquinerie, dont Bonaparte ne sut jamais se défaire, même au sein de sa grandeur. Il fut fort aise de prendre pour lui le palais de l'Elysée, et de doter sous sa propre tutelle le fils aîné de Louis de Hollande, du grand duché de Berg et de toutes ses dépendances.

Je ne répudierai point un souvenir qui me revient en ce moment à l'occasion des rois fabriqués par Napoléon. Je me rappelle que, pendant le séjour à Paris du roi d'Etrurie, le premier consul alla avec ce prince à la Comédie Française, où l'on donnait l'Œdipe de Voltaire; la pièce, soit dit en passant, que Bonaparte aimait le mieux de tout ce qu'a écrit Voltaire. J'étais au spectacle, mais dans une autre loge que celle du premier consul, et je remarquai, comme l'ont dû faire toutes les personnes qui assistaient à cette brillante représentation, l'empressement du public à faire une application aux deux personnages sur lesquels les yeux étaient fixés, d'un vers où Philoctète dit: "J'ai fait des souverains " et n'ai pas voulu l'être." L'application avait été trop marquée pour que ce ne fût pas, le soir, le sujet d'une conversation entre le premier consul et moi. "Les avez-vous en- " tendus, Bourrienne?—Oui, général.—Les imbécilles! . . . Ils verront! ils verront! . . . " Nous avons vu en effet; et, non content de faire des rois, Bonaparte, le front ceint d'une double couronne, après avoir creé des princes, réalisa enfin le projet, qu'il couvait depuis long-temps, de fonder une nouvelle noblesse, qu'il dota du droit d'hérédité. Ce fut au commencement du mois de mars 1808 qu'il accoucha de ce beau projet, et je vis dans le Moniteur une longue kirielle de princes, de ducs, de comtes, de barons et de chevaliers de l'empire; il n'y manqua que des vicomtes et des marquis.

En même temps que Bonaparte fondait une nouvelle noblesse, il se détermina à reconstruire le vieil édifice de l'université, mais il lui donna d'autres bases. L'instruction de la jeunesse avait toujours été une de ses idées dominantes, et je pus juger combien l'exercice du pouvoir souverain l'avait changé lorsque, ayant reçu à Hambourg les statuts de la nouvelle fille aînée de l'empereur des Français, je pus les comparer avec les idées que Bonaparte, général et premier consul, avait souvent émises devant moi sur l'instruction à donner aux jeunes gens. Bien qu'il fût avant tout ennemi né de toute liberté, Bonaparte s'était d'abord fait un système d'éducation vaste, qui comprenait surtout l'étude de l'histoire et de ces connaissances positives, telles que la géologie et l'astronomie, qui donnent à l'intelligence humaine le plus grand développement dont elle soit susceptible; le

souverain recula en lui devant les pensées premières de l'homme de génie, et son université, confiée à l'élégante souplesse de M. de Fontanes, ne fut qu'une de ces écoles capables de produire peut-être des sujets instruits, mais non pas des hommes éclairés.

Napoléon avait une merveilleuse aptitude à mener de front les choses les plus disparates, et il mettait souvent beaucoup d'affectation à varier ses travaux afin de mieux marquer la fécondité et la diversité de son génie ; mais, s'il donnait de l'apparat à ses décisions, destinées à occuper le public, il ne perdait jamais de vue le besoin de son ambition ; c'était une faim de tous les instans que rien ne pouvait rassasier. Son âpreté excitait-elle quelque mécontentement, il se plaignait des plaintes même dont il était la cause et exigeait des dédommagement pour les dommages qu'il avait fait souffrir. En pleine paix, sans motifs, il avait fait avancer sur Rome, comme je l'ai dit, un corps d'armée commandé par le général Miollis. Pourquoi ? à quelle fin ? Parceque, non content d'avoir annexé les états de Venise à son royaume d'Italie, après le traité de Presbourg, il fallait l'augmenter encore après la paix de Tilsitt, et, comme la Prusse n'avait rien à céder en Italie, le Saint-Siège dut contribuer à l'agrandissement de son royaume ultramontain. Avant d'englober tout-à-fait Rome et d'en faire la seconde ville de l'empire, la modération tant vantée de Napoléon se contenta de démembrer de l'etat romain les légations d'Ancone, d'Urbino, de Macerata et de Camerino, qui furent divisées en trois départemens ajoutés au royaume d'Italie. La longanimité du Saint-Siège ne put tenir contre un acte aussi violent, et le cardinal Caprara, resté à Paris depuis le couronnement, quitta enfin cette résidence. Peu après les grands duchés de Parme et de Plaisance furent réunis à l'empire français, et annexés au gouvernement des départemens au-delà des Alpes. Tout cela se passait en même temps que les événemens d'Espagne et de Bayonne dont j'ai parlé précédemment.

Après le guet-à-pens de Bayonne, l'empereur rentra à Paris le 14 août, la veille de sa fête, qu'il avait placée, comme on sait, au jour anniversaire de sa naissance. A peine arrivé dans la capitale, il conçut de nouvelles inquiétudes à l'égard de la Russie qui, comme je l'ai rapporté,

s'était déclarée en guerre ouverte avec la Suède, et ne dissimulait point l'intention de s'emparer de la Finlande. Cependant, Bonaparte, voulant pousser avec activité la guerre qui s'était engagée avec les Espagnols, sentait la nécessité de retirer ses troupes de la Prusse, pour les porter vers les Pyrénées; ce fut alors qu'il hâta l'entrevue d'Erfurth, où les deux empereurs de France et de Russie étaient convenus de se réunir. Il espérait obtenir, par là, la certitude de voir le Continent tranquille, pendant qu'il achèverait de réduire l'Espagne sous le sceptre de Joseph. Ce prince avait été proclamé le 8 de juin; le 21 du même mois, il avait fait son entrée à Madrid, mais dix jours après, ayant reçu la nouvelle du désastre de Baylen, il fut obligé de quitter cette capitale.

Les vœux de Bonaparte devaient en ce moment se borner à la tranquillité du Continent, car la partie était plus que jamais engagée entre lui et l'Angleterre qui venaient d'envoyer des troupes en Portugal, sous le commandement d'Arthur Welesley, depuis duc de Wellington. Il n'y avait plus aucun espoir d'accommodement avec la Grande-Bretagne. L'empereur Alexandre, pour tenir la promesse qu'il avait faite à Tilsitt, d'intervenir pour un rapprochement entre les deux puissances, envoya bien à Paris, puis à Londres, le comte de Romanzow, chargé de propositions médiatrices de la part de l'empereur de Russie; mais ces propositions ne furent pas même écoutées. Comment, en effet, auraient-elles pu l'être dans les circonstances où Napoléon avait placé l'Europe, lorsque l'Angleterre les avait repoussées après le traité de Tilsitt, et que, depuis, Napoléon avait détrôné le roi d'Espagne, donné son royaume à son frère Joseph, et fondé en Allemagne un autre royaume pour son frère Jérôme? M. de Romanzow dut retourner à Saint-Pétersbourg sans avoir rien obtenu.

Cependant l'entrevue d'Erfurth ayant été arrêtée, l'empereur revenu de Bayonne à Paris, quitta la capitale vers la fin de septembre et arriva à Metz sans s'arrêter, si ce n'est pour passer en revue les régimens échelonnés sur sa route qui revenaient de la grande armée et se dirigeaient sur l'Espagne.

J'étais informé depuis quelque temps de l'entrevue, mé-

morable dans la vie de Napoléon, qui allait bientôt avoir lieu, et la seule nouvelle de cet événement faisait tant de bruit dans toute l'Allemagne, que les routes étaient couvertes des équipages des princes qui se rendaient à Erfurth pour y assister. L'empereur coucha à Francfort chez le prince primat que j'avais vu à Paris quelque temps après le couronnement; c'était un homme d'une grande bonté et d'un caractère extrêmement conciliant; en le quittant Bonaparte lui donna les plus grands témoignages d'amitié et ne s'arrêta plus qu'à Erfurth, après avoir rencontré sur sa route le nouveau roi de Westphalie. A l'exemple des préfets qui allaient au-devant de l'empereur jusqu'à la limite de leurs départemens, Jérôme était venu au-devant de son frère jusqu'aux confins de ses états. L'empereur arriva à Erfurth avant Alexandre et alla au-devant de celui-ci jusqu'à trois lieues, où enfin les deux cortèges se rencontrèrent. L'empereur était à cheval et Alexandre en voiture; il s'embrassèrent, m'a-t-on dit, avec les témoignages de la plus franche amitié. Je ne répèterai pas ce que tout le monde sait de cette entrevue, où se trouvèrent réunis la plupart des princes souverains d'Allemagne. Personne n'ignore que le séjours des deux empereurs fut une suite de fêtes, dont Napoléon fit les honneurs, surtout à l'aide de la comédie Française, qu'il avait fait venir pour donner plus de solemnité à cette réunion. Le roi de Prusse n'y vint pas, non plus que l'empereur d'Autriche; mais j'eus dans le temps connaissance de la lettre que ce prince écrivit à Napoléon, et j'en ai conservé une copie, la voici:

" Monsieur mon frère,

" Mon ambassadeur à Paris m'apprend que Votre Majesté Impériale se rend à Erfurth, où elle se rencontrera avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec empressement l'occasion qui la rapproche de ma frontière pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et de la haute estime que je lui ai vouées, et j'envoie auprès d'elle mon lieutenant-général le baron de Vincent, pour vous porter, monsieur mon frère, l'assurance de ces sentimens invariables. Je me flatte que Votre Majesté n'a pas cessé d'en être convaincue, et qui si de fausses interprétations, que l'on avait répandues sur les

institutions organiques intérieures que j'ai établies dans ma monarchie, lui ont laissé, pendant un moment, des doutes sur la persévérance de mes intentions, les explications que le comte de Metternich a présentées à ce sujet à son ministre les auront entièrement dissipées. Le baron de Vincent se trouve à même de confirmer à Votre Majesté ces détails, et d'y ajouter tous les éclaircissemens qu'elle pourra désirer. Je la prie de lui accorder la même bienveillance avec laquelle elle a bien voulu le recevoir à Paris et à Varsovie. Les nouvelles marques qu'elle lui en donnera me seront un gage non équivoque de l'entière réciprocité de ses sentimens, et elles mettront le sceau à cette entière confiance qui ne laissera rien à ajouter à la satisfaction mutuelle.

" Veuillez agréer l'assurance de l'inaltérable attachement et de la considération avec laquelle je suis, monsieur mon frère,

" De Votre Majesté Impériale et Royale, le bon frère et ami,

" François."

Presbourg, le 18 septembre 1808.

Cette lettre me parut, quand j'en eus connaissance, et me paraît encore aujourd'hui, un modèle d'entortillage auquel il est impossible que Napoléon, avec son incroyable sagacité, ait pu être pris un seul instant. Cependant Napoléon ne soupçonnait pas encore les démarches hostiles que l'Autriche ne tarda pas à manifester; son grand but était alors l'affaire d'Espagne, et comme je l'ai déjà fait remarquer, un des secrets du génie de Bonaparte était de ne s'occuper que d'une chose à la fois. A Erfurth, il avait atteint le principal but qu'il s'était proposé par cette réunion, Alexandre ayant reconnu Joseph en sa nouvelle qualité de roi d'Espagne et des Indes. On a dit que, pour prix de cette reconnaissance, Napoléon consentit à ce qu'Alexandre prît et gardât la Finlande suédoise; c'est une chose que je ne saurais affirmer, n'en ayant jamais eu de preuves positives; cependant je me rapelle que lorsqu'après l'entrevue d'Erfurth, l'empereur Alexandre eut donné l'ordre à son ambassadeur auprès de Charles IV. de continuer ses fonctions auprès du roi Joseph, le chargé d'affaires de Suède à Hambourg me confia que,

d'après des lettres confidentielles qu'on lui avait écrites d'Erfurth, il craignait que l'empereur Alexandre n'eût fait part à Napoléon de ses vues sur la Finlande, et que Napoléon n'eût donné son assentiment à cette occupation. Quoi qu'il en soit, après cette entrevue, Napoléon revint à Paris, où il présida, avec beaucoup d'apparat, l'ouverture du corps-législatif, et repartit, au mois de novembre, pour l'Espagne.

CHAPITRE VI.

Urgence motivée de l'entrevue d'Erfurth.—Intervention demandée par le Danemarck à la Russie.—Joseph reconnu par Alexandre.—Exactions des français à Copenhague.—Le marquis de la Romana.—Inconvéniens de la différence des langues.—Les dagues espagnoles.—Portrait du marquis de la Romana.—La fête du roi d'Espagne.—Besoin de dormir de la Romana.—Départ pour la Fionie.—Incroyable dissimulation.—La fête de Napoléon et le grand-cordon de la légion-d'honneur.—Départ de la Romana et surprise générale.—Vœux de l'Allemagne contraires à Napoléon.—Les agens anglais et les troupes hollandaises.—Redoublement de surveillance et condamnations indispensables.—Communications faciles avec le Continent.—Retard des courriers de Russie.—Craintes et plaintes du commerce de Hambourg.—Lettres ouvertes par deux agens.—Agrémens de la résidence de Hambourg.—Mœurs des Hambourgeois.—Montesquieu et un ministre de Toscane.—Le baron de Woght.—Ponctualité des habitans de Hambourg.—Invitations à six mois de date.

Ce qui se passa dans le nord, pour ainsi dire sous mes yeux, avait rendu urgente l'entrevue d'Erfurth. L'invasion du Holstein, par un corps de trente mille hommes, tant français qu'espagnols, et son établissement, sous les ordres de Bernadotte, dans les états danois, n'avaient pu être vus avec indifférence par la Russie. Cet acte extraordinaire, émané de la seule volonté de Napoléon, n'avait été précédé d'aucun traité, d'aucune déclaration préalable; nous étions en pleine paix avec le Danemarck, et le gouvernement danois se plaignit amèrement de cet abus de la force de la violation de son territoire. Le cabinet de Copenhague réclama l'intervention du cabinet de Pétersbourg avec lequel nous étions aussi en paix depuis le traité de Tilsitt. La Russie ne put refuser la démarche que réclamait d'elle un voisin malheureux, mais

elle ne le fit qu'avec peu d'énergie, se trouvant trop près de la paix dernièrement conclue, et de l'entrevue dont l'époque était déjà fixée à un terme peu éloigné. L'affaire fut arrangée avec cet esprit de justice qui veut que le plus faible cède au plus fort, et le Danemarck n'eut plus d'autre parti à prendre que le parti de la résignation.

Pendant l'occupation temporaire du Danemarck, les autorités françaises se firent attribuer d'immenses frais de table, et de larges indemnités pour leurs autres dépenses. Je reçus le compte officiel du Danemarck, qui en réclamait le remboursement, afin que je pusse l'appuyer ; et ce compte s'élevait à plus de vingt-trois millions et demi de francs *.

Antérieurement à l'entrevue d'Erfurth, s'était passé un événement qui produisit une grande sensation à Hambourg, et bientôt dans toute l'Europe, événement qui fut médité, conduit et exécuté avec un incroyable secret ; je veux parler de la défection du marquis de la Romana, dont je n'ai point voulu m'occuper plutôt, afin de ne point séparer les divers renseignemens qui sont venus à ma connaissance relativement à cette défection, et aux circonstances qui l'accompagnèrent. Commençons par le récit de mes propres relations avec le général espagnol.

Le marquis de la Romana était arrivé dans les pays Anséatiques à la tête d'un corps d'armée de dix-huit mille hommes, que l'empereur, dans la dernière campagne, avait réclamé en vertu des traités conclus antérieurement avec le gouvernement espagnol. Cette demande d'hommes avait eu lieu immédiatement après la meurtrière bataille de Preussich-Eylau. Les Espagnols du corps de la Romana furent très-bien accueillis par les habitans des villes et des pays Anséatiques, mais la différence des langues mit bientôt la désunion entre ces troupes et les Hambourgeois. Lorsque les Espagnols ne pouvaient pas se faire comprendre, ils avaient une funeste facilité à tirer leurs dagues, ce qui était

* Les réclamations pour obtenir le paiement de cette somme ont duré jusqu'en 1823 ; à cette époque, M. de Châteaubriand, ministre des affaires étrangères, toujours animé d'un esprit de justice, nomma une commission, composée de M. Portalis, président, M. le baron Mounier, M. Hely d'Oyssel, M. Bourjot et moi. La commission, après un mûr examen, rejeta la réclamation du Danemarck, ce fut M. Hely d'Oyssel qui fut chargé du rapport ; il s'en acquitta avec la droiture et l'équité qu'on lui connaît.

bien en effet de nature à jeter l'effroi dans une population ordinairement tranquille, et dont les mœurs calmes contrastaient singulièrement avec la vivacité méridionale. Ce ne fut, au surplus, de la part des Espagnols, que des démonstrations effrayantes; en les connaissant mieux, on vit que ce n'étaient pas des hommes méchans, et la bonne intelligence se rétablit promptement entre eux et les habitans. On les voyait sans cesse entourés de petits enfans, qu'ils se plaisaient à amuser, signe de bonté rarement trompeur; et lors de leur départ, ils furent sincèrement regrettés. Quant au marquis de la Romana, c'était un petit homme brun, d'un extérieur peu agréable, ayant l'air très-commun, mais étant doué de beaucoup d'esprit, et ayant acquis beaucoup d'instruction. Le marquis de la Romana avait voyagé dans presque toutes les parties de l'Europe; et comme il avait bien observé, sa conversation était fort agréable et très-intéressante.

Pendant son séjour à Hambourg, le général la Romana venait passer presque toutes les soirées chez moi, et chaque soir il s'y endormait en faisant une partie de wisk. Madame de Bourrienne était sa partner habituelle, et je me rappelle qu'il s'excusait sans cesse de cette impolitesse involontaire, ce qui ne l'empêchait pas de recommencer le lendemain, et l'on verra bientôt quelle était la cause de ce besoin d'une sieste pendant la soirée.

A l'occasion de la fête du roi d'Espagne, le marquis de la Romana donna un bal magnifique dans lequel tous les ornemens de la fête étaient des attributs militaires; il en fit les honneurs avec infiniment de grâce, et en général il était si prévenant avec les généraux français, il parlait de l'empereur en termes si convenables, sans même mettre d'affectation dans sa manière de s'exprimer, qu'il aurait été impossible à qui que ce fût de lui supposer aucune arrière-pensée. Aussi joua-t-il son rôle jusqu'au bout avec une prodigieuse adresse. Déjà, depuis quelque temps, nous avions appris à Hambourg les funestes résultats du combat de la Sierra-Moréna, et la capitulation de Dupont qui causa sa disgrâce, au moment où on le désignait dans toute l'armée comme l'officier qui devait le premier recevoir le bâton de maréchal de France.

Cependant le marquis de la Romana partit pour les îles de

Fionie en Danemarck, conformément à l'ordre que lui en avait transmis le maréchal Bernadotte. Là, comme à Hambourg, les Espagnols se firent beaucoup aimer, car leur général leur faisait observer la plus stricte discipline. Aux approches de la Saint-Napoléon, que l'on fêtait alors avec la plus grande solemnité, dans toutes les villes où la France avait des représentans, on fit à Hambourg comme partout ailleurs de grands préparatifs. Alors le prince de Ponte-Corvo prenait des bains de mer à Travemund, petit port situé près de Lubeck, ce qui ne l'empêchait pas de donner des ordres pour la fête du 15 août. Le marquis de la Romana, pour mieux tromper le maréchal, lui envoya un courrier pour lui demander l'autorisation de venir à Hambourg pour cette solennité, afin de joindre ses vœux aux vœux des Français, qui allaient célébrer la fête de leur empereur, et pour recevoir, à cette occasion, des mains du prince, le grand cordon de la Légion-d'Honneur qu'il avait sollicité, et que Napoléon lui avait accordé à l'occasion même de sa fête. Trois jours après, le 17 août, le maréchal reçut la nouvelle de ce qui s'était passé ; il apprit que le marquis avait réuni une grande quantité de barques anglaises sur la côte, et qu'enfin il s'était échappé par ce moyen avec toutes ses troupes, à l'exception d'un dépôt de six cents hommes restés à Altona. On sut plus tard qu'il n'avait point été inquiété dans sa traversée et qu'il était débarqué avec ses troupes à la Corogne. Depuis j'ai su aussi à quoi attribuer l'état de somnolence dont le marquis de la Romana ne pouvait se défendre en faisant chez moi sa partie de wisk. Il se réveillait chaque nuit pour travailler à ce départ qu'il méditait depuis si long-temps, affectait de se montrer partout dans le jour comme s'il eût dormi pendant la nuit, et conduisit ainsi son entreprise à bon port. Le départ du général la Romana surprit tout le monde ; mais je puis dire qu'il n'affligea que les Français, car les choses en étaient déjà venues au point parmi les malheureux habitans de l'Allemagne, qu'il était impossible que leurs vœux secrets fussent pour le triomphe de la cause de Napoléon, dans la guerre injuste que les perfidies de Bayonne l'avaient amené à faire à l'Espagne, guerre dans laquelle ses aigles invincibles en Allemagne avaient reçu, coup sur coup, deux graves

échecs: la capitulation de Dupont, dont j'ai parlé, et la capitulation de Junot en Portugal.

Lors de la défection des troupes espagnoles, je reçus des lettres du gouvernement qui m'engageaient à redoubler de surveillance et à faire rechercher les personnes que l'on pouvait supposer avoir été d'intelligence avec le marquis de la Romana, pour le départ de lui et de ses troupes; je fus instruit que les agens de l'Angleterre, répandus dans le Holstein et sur le territoire des villes Anséatiques, cherchaient également à semer la discorde et le mécontentement parmi les troupes du roi de Hollande. Ces manœuvres se rattachaient à la trahison des Espagnols et à l'arrivée de Danican sur le continent danois. L'insubordination commençait déjà à se manifester, mais elle fut promptement réprimée. Deux soldats hollandais, ayant osé lever la main sur leurs officiers, furent fusillés. Malgré cette sévérité, la désertion devenait alarmante; d'infatigables embaucheurs, à la solde du gouvernement anglais, travaillaient sans relâche à détourner de leurs devoirs les soldats du roi Louis; quelques-uns me furent dénoncés; on les prit presque en flagrant délit; ils furent accablés de preuves convaincantes et condamnés à mort.

Ces indispensables exemples de sévérité ne détruisirent point les manœuvres de l'Angleterre, mais ils ralentirent beaucoup le zèle de ceux qui y étaient employés. Je ne négligeais rien pour seconder le prince de Ponte-Corvo dans la recherche des agens anglais. C'était principalement de la petite île d'Heilgoland qu'ils se répandaient sur le continent, entre l'Ems et l'Elbe. Cette communication était facilitée par les nombreuses embarcations qui se trouvaient dans les petites îles dont cette côte est semée; moyennant cinq à six pièces d'or on allait à Heilgoland ou l'on en revenait. C'est ainsi que se répandaient avec profusion dans le nord de l'Allemagne les nouvelles d'Espagne, imprimées et souvent fabriquées à Londres. Des paquets, contenant ces imprimés et adressés aux négocians et aux personnes les plus connues des villes d'Allemagne, étaient mis aux bureaux de postes d'Embden, de Knipphausen, Varel, Oldenbourg, Delmenhorst et Bremen. En général, cette partie de la côte était trop peu surveillée sous le rapport de l'espionnage et de la

contrebande ; mais, je dois le faire observer relativement à la contrebande, aucune puissance n'aurait pu parvenir à l'empêcher tout-à-fait. Le système continental en avait fait un besoin tel, qu'une grande partie de la population en tirait ses moyens d'existence, et avait, pour tromper la vigilance des douaniers, recours à des subterfuges que j'aurai bientôt à faire connaître.

Au commencement de décembre 1808, nous remarquâmes que le courrier de Russie, passant par Kœnigsberg et Berlin, éprouvait, pour son arrivée à Hambourg, un retard habituel de quatre, cinq et même six heures. Le commerce, toujours ombrageux, s'inquiéta de ce changement dans les heures du courrier, en rechercha la cause et la découvrit bientôt. On sut que deux agens avaient été placés par le directeur des postes du grand-duché de Berg à Hambourg, dans un village nommé Eschbourg, appartenant à la province de Lauenbourg. Là, ils arrêtaient le courrier de Berlin et ouvraient les paquets et les lettres. Dès que ces circonstances furent connues à Hambourg, l'inquiétude y devint générale dans tout le commerce, c'est-à-dire dans toute la ville. Il y eut des plaintes graves et fondées ; des lettres avaient été supprimées, des traites enlevées d'une lettre et replacées dans une autre que celle où elles étaient annoncées ; plusieurs lettres-de-change se trouvaient même égarées. Ces bruits parvinrent à la connaissance du prince de Ponte-Corvo, et ils lui furent confirmés par le rapport officiel du commissaire près les postes impériales et royales, qui se plaignait, et du retard du courrier, et de la confusion dans les dépêches, et du peu de confiance que l'on montrait dans le bureau impérial. Il était impolitique de placer de pareils agens dans un village où il n'y avait pas même de bureau de poste, où le travail de l'ouverture des lettres se faisait dans une auberge et sans aucune surveillance. Cette mesure de police, quelquefois utiles, souvent dangereuse et toujours très-délicate, répandait d'ailleurs une alarme générale par le peu de garantie qu'offraient les agens qui en étaient chargés. Si l'empereur voulait avoir connaissance de la correspondance de certaines personnes dans le nord, il devait naturellement faire savoir sa volonté à ses agens et à son commissaire à Hambourg, et il ne s'en serait pas rapporté à deux individus

inconnus, encore un des inconvéniens des *cabinets noirs* pour mes observations et mes réclamations, le prince de Ponte-Corvo donna des ordres pour faire cesser le travail clandestin d'Echsbourg. Les deux agens furent conduits à Hambourg, et leur conduite examinée; ils furent sévèrement punis. Ils méritaient cependant encore moins de l'être que ceux qui les avaient chargés de l'honorable mission qu'ils venaient de remplir; mais les chefs ne se font jamais grand scrupule d'abandonner leurs complices d'un ordre inférieur.

Sans l'obligation d'être témoin de tant de vexations, que je n'eus pas toujours le crédit d'empêcher, lorsque surtout Bernadotte eut été remplacé, j'aurais trouvé la résidence de Hambourg un séjour ravissant. Ceux qui connaissent cette ville savent combien elle est remarquable par son admirable position sur l'Elbe, et surtout par les campagnes vraiment enchanteresses qui lui servent de jardin, et s'étendent dans un prolongement de plus d'une lieue, le long des bords de l'Eeyder. Les mœurs et les coutumes des habitans ont un cachet particulier, rarement on entend du bruit et des disputes; les habitans se tiennent pendant la durée du jour au-devant de leurs maisons, assis devant des tables ou les hommes mûrs prennent du thé, tandis que les enfans jouent autour d'eux et que les jeunes gens travaillent. Ces différens groupes présentent un aspect pittoresque. J'aimais à les voir ainsi se laisser aller à cette nonchalance de la vie, qui ne contribue pas moins au bonheur des hommes que l'eclat après lequel on court, et que l'on paye souvent si cher. En les voyant sur le devant de leurs maisons, je me rappelais une observation de Montesquieu, qui, selon moi, est pleine de charme. Etant arrivé à Florence, muni d'une lettre de recommandation pour le premier ministre du grand-duc de Toscane, il le trouva en veste, assis sur le pas de sa porte, respirant la fraîcheur du soir, et s'entretenant avec quelques amis: "Je vois bien, lui dit Montesquieu, que je suis chez un peuple heureux, puisque le premier ministre a le temps de s'abandonner à de doux loisirs." A Hambourg, les mœurs sont d'une simplicité réellement patriarchale, mais les habitans vivent peu les uns chez les autres; cependant lorsqu'ils reçoivent du monde, ce qui n'a jamais lieu que par suite d'invitation, le plus grand luxe brille au milieu de cet

extérieur si simple. Les Hambourgeois sont bons, obligeans, serviables, d'une incroyable exactitude en toutes choses, mais en même temps méthodiques et d'une ponctualité qui va jusqu'à la manie. Je m'en rappelle un exemple frappant. Je m'étais fort lié avec le baron de Woght, homme rempli d'esprit et d'instruction, et d'une rare amabilité. Un jour qu'il était venu nous faire une visite d'adieux, parce qu'il partait le lendemain pour Paris, madame de Bourrienne le pressait de ne pas prolonger son absence au-delà du terme de six mois qu'il avait fixé : “ Soyez tranquille, madame, lui dit-il, rien ne pourra m'empêcher d'être ici au jour dit, car je viens d'envoyer des invitations à dîner pour le lendemain de mon arrivée.” Le baron fut en effet de retour au moment annoncé et aucun des conviés, sans nouvel avis, n'avait oublié une invitation de six mois et un jour de date.

CHAPITRE VII.

Effet produit par la présence de Napoléon.—Voyage dans le royaume d'Italie. —Causes de ce voyage.—Adoption d'Eugène.—Entrevue avec Lucien.—Le prince des Asturies et la fille de Lucien.—Conversation avec Duroc.—Circonstance remarquable du retour de Napoléon.—Déjeûner à Chambéry. --M. Auguste de Staël.—Présentation à l'empereur.—Conversation remarquable.—Demande du rappel d'exil de madame de Staël.—Refus motivé.—Madame de Staël a trop d'esprit.—Attitude de l'empereur.—Danger du séjour de madame de Staël à Paris.—Le drapeau du faubourg Saint-Germain.—Les plaisanteries prises au sérieux.—Le dernier ouvrage de M. Necker.—Aveu de Napoléon.—Haine de Bonaparte pour les hommes à systèmes et les économistes.—L'homme nécessaire.—M. Necker chargé par Napoléon de tous les crimes de la révolution.—Présence d'esprit du jeune de Staël.—Le trône *attrapé*.—Fin du déjeûner et continuation de la conversation.—Paroles flatteuses de Napoléon à M. de Staël.—Nouvelles prières et nouveaux refus.—L'Europe pour prison.—La politique dans tout.—M. Necker sans talent.—La dette sacrée.—Réflexion de Napoléon à Duroc.—Souvenir de ce que m'avait dit Napoléon.

Napoléon connaissait si bien l'effet produit par sa présence qu'il aimait à se montrer aux peuples dont à la suite de ses conquêtes il avait ajouté le territoire au territoire de l'empire. Là il se plaisait à éblouir par le faste qui l'environnait, à faire ressortir au milieu des brillans uniformes de son état-major la simplicité privilégiée de son costume, à se montrer sévère contre les ennemis déclarés de son gouvernement et à affecter

aussi ce langage séduisant dont il avait le secret, afin de s'attacher les hautes classes de la société, qui partout ont tant d'influence sur les classes inférieures. Ces voyages étaient en quelque sorte ceux que Napoléon aurait pu appeler des voyages d'agrément, il y jouissait du fruit de ses travaux et sa présence donnait à tout une activité incroyable. Duroc l'accompagnait toutes les fois qu'il n'était pas en mission, et je me rappelle le récit intéressant qu'il me fit, quand je le revis à Paris, d'un voyage qu'avait fait Napoléon, vers le milieu de novembre 1807, pour visiter l'état de Venise et les autres provinces italiennes qui, conformément aux clauses du traité de Presbourg, avaient été annexées au royaume d'Italie.

Le voyage de Napoléon dans le royaume d'Italie avait plusieurs motifs graves ; il rêvait des alliances et voulait, en comblant Eugène de ses faveurs, le sonder et le préparer aux idées de divorce que dès lors il avait conçues ; en même temps il entrait dans ses intentions d'avoir une entrevue avec son frère Lucien, parceque, voulant disposer de la main de la fille de son frère, il avait songé à la faire épouser au prince des Asturies qui, dès avant la guerre d'Espagne, quand de premières dissentions se furent manifestées entre le père et le fils, avait sollicité l'alliance de l'empereur dans l'espoir de s'en faire un appui. Ceci se passait peu de temps après la mort du fils aîné de Louis Bonaparte, mort du croup en Hollande. On supposait bien à tort à Napoléon une affection pour cet enfant royal autre que celle d'un oncle pour un neveu. J'ai dit à cet égard la vérité.

Quoi qu'il en soit, il est bien certain que Bonaparte songeait sérieusement à faire divorce avec Joséphine, et, à défaut d'autres preuves, moi qui par suite d'une grande habitude sais lire les pensées de Napoléon dans ses actes, j'en trouverais une suffisante dans le décret de Milan, où Bonaparte, à défaut d'enfans mâles et légitimes de sa descendance directe, adoptait Eugène pour son fils et pour son successeur à la couronne d'Italie. Lucien se rendit à Mantoue sur l'invitation de son frère, et cette entrevue fut la dernière qu'ils eurent avant les cent jours. Lucien consentit à donner sa fille au prince des Asturies, mais ce mariage n'eut pas lieu. J'ai su par Duroc, à quel point l'inimitié de Lucien

contre la famille Beauharnais, inimitié dont j'ai eu assez souvent l'occasion de parler, s'était renouvelée en cette occasion. Lucien ne pouvait pardonner à Joséphine la lâcheté des conseils qu'il lui avait donnés et qu'elle avait rejetés avec une juste indignation. Lucien avait d'ailleurs un motif particulier pour donner sa fille au prince des Asturies, il voulait surtout empêcher que ce prince épousât mademoiselle de Tascher, nièce de Joséphine, mariage auquel travaillait de tout son pouvoir M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid; et puis, Lucien, avec sa stoïcité républicaine, se soumettait sans trop de scrupule à l'idée d'avoir un roi Bourbon pour gendre. Ce fut aussi pendant ce voyage de Napoléon qu'il réunit la Toscane à l'empire.

J'ai su quelques-unes de ces diverses circonstances par les lettres que je recevais, et les autres seulement depuis; de sorte que je suis obligé de rapporter à la même époque des souvenirs qui, pour appartenir au même temps, ne sont pas pour moi de la même date. Ainsi, ce n'est que lorsque j'eus quitté Hambourg, je crois même que ce fut après la campagne de Moscou, que j'appris de Duroc, prêt à partir pour la campagne de Dresde, dont il devait être une des victimes, une circonstance fort remarquable du retour de Napoléon. On sait qu'il arriva à Paris le premier janvier 1808. Trois jours avant, étant à Chambéry, où il ne s'arrêtait que peu de temps, un jeune homme était là qui l'attendait depuis plusieurs jours. Ce jeune homme mu par le plus noble des sentimens, voulait voir l'empereur, et le toucher en faveur de sa mère condamnée à l'exil par un caprice impérial. C'était le fils de madame de Staël, alors âgé tout au plus de dix-sept ans. M. Auguste de Staël s'était logé chez le maître de poste de Chambéry, et, comme on attendait l'empereur dans la nuit, il lui avait fait promettre de le faire avertir, aussitôt après l'arrivée du premier courrier. Les courriers étant en retard, n'arrivèrent qu'à six heures du matin, et furent presque immédiatement suivis de l'empereur lui-même, car M. de Staël fut réveillé par les cris de vive l'empereur. Il n'eut que le temps de s'habiller en toute hâte, et de se précipiter sur le passage de Napoléon pour lui remettre la lettre qu'il avait préparée d'avance, et dans laquelle il le suppliait de lui accorder une audience. Lauriston, aide-de-camp de

service, prit la lettre, comme cela était d'usage, ainsi que les autres pétitions que l'on présentait à Napoléon partout où il passait. L'empereur entra dans une chambre de l'auberge, où l'on avait fait préparer son déjeuné. Il se retira d'abord dans une autre chambre, où il resta environ une demi-heure à changer de vêtemens, puis il revint se mettre à table avec le grand-maréchal, Lauriston et deux autres officiers de sa suite, dont j'ai oublié les noms. Rustan seul servait à table. Avant de manger, Bonaparte ouvrit les lettres que Lauriston avait recueillies, et il en regarda seulement la signature, puis les posa à côté de lui sur la table. S'arrêtant à une de ces lettres : "Ah ! ah ! dit-il, M. de Staël ! il veut me voir ? . . " Que me veut-il ? Qu'y a-t-il de commun entre ces " échappés de Genève et moi ?—Sire, dit Lauriston, c'est un " très-jeune homme ; et autant que j'ai pu en juger à la lu- " mière, et ne l'ayant vu qu'un instant, il m'a paru fort in- " téressant.—Un très-jeune homme, dites-vous ? . . . Eh " bien, je veux le voir. Rustan, va lui dire d'entrer." M. de Staël, introduit devant Napoléon, se présenta avec modestie, mais sans trop de timidité. Quand il eut respectueusement salué l'empereur, il s'engagea entre eux une conversation dont Duroc fut frappé, pendant laquelle tous les assistans gardèrent un profond silence, et qui se passa à peu près de la sorte.

M. de Staël s'étant approché de l'empereur, celui-ci lui adressa le premier la parole en lui demandant : " D'où " venez-vous ?—De Genève, Sire.—Où est votre mère ?— " Elle est à Vienne, ou bien elle ne tardera pas à y arriver.— " Eh ! bien, elle est bien là ; c'est ce qu'il lui faut. Elle doit " être contente, n'est-ce pas, d'être à Vienne ; elle aura beau jeu " pour apprendre l'allemand.—Sire, Votre Majesté peut-elle " croire que ma mère soit bien, quand elle est éloignée de ses " habitudes, de ses amis, de son pays. S'il m'était permis de " mettre sous les yeux de Votre Majesté les lettres les plus " intimes de ma mère, vous verriez, Sire, combien elle est " triste et malheureuse de son exil.—Ah ! bah ! votre mère " est comme cela. Je ne dis pas que ce soit une méchante " femme . . . Elle a de l'esprit ; elle en a beaucoup, trop " peut-être, mais c'est un esprit sans frein, insubordonné. " Elle a été élevée dans le cahos d'une monarchie qui s'é-

" croule et de la révolution ; elle fait de tout cela un amal-
" game ! Tout cela peut devenir dangereux ; avec l'exalta-
" tion de sa tête, elle peut faire des prosélytes ; j'y dois
" veiller ; elle ne m'aime pas. C'est dans l'intérêt de ceux
" qu'elle compromettrait que je ne dois pas la laisser revenir
" à Paris."

Tu sais, me dit Duroc, que quand l'empereur est une fois lancé, rien n'est capable d'interrompre son discours ; eh bien, j'ai vu le jeune de Staël lui couper plusieurs fois la parole, afin de pouvoir lui expliquer ce qu'il avait à lui dire, sans qu'il se soit fâché de ce qu'il n'aurait souffert d'aucun de nous autres ; il écoutait ce jeune homme, puis ensuite il recommençait à parler avec un calme que M. de Staël a dû prendre pour de la douceur ; mais nous qui le connaissons, il nous était facile de deviner qu'il n'obtiendrait rien. Au reste, nous vîmes bien que l'empereur était bien aise de le faire causer, car, de temps en temps, il avait l'air d'être à moitié convaincu, pour qu'il revînt à la charge. Quand il lui eut fait bien expliquer l'objet de sa demande, et qu'il eut écouté sans impatience ses raisons à l'appui, l'empereur reprit :
" Mais, si, je le suppose, je permettais à votre mère de re-
" venir à Paris, six mois ne se passeraient pas sans qu'elle
" me mît dans la nécessité de l'envoyer à Bicêtre, ou de la
" faire enfermer au Temple ; j'en serais bien fâché, parce que
" cela ferait du bruit, et que cela me nuirait dans l'opinion.
" Dites bien à votre mère que mon parti est pris, que ma
" décision est irrévocable. Tant que je vivrai, elle ne re-
" mettra pas les pieds à Paris.—Sire, je ne pense pas que
" Votre Majesté ferait arbitrairement détenir ma mère en
" prison, sans qu'elle vous en donnât aucune cause.—Elle
" m'en donnerait dix ! . . . je la connais bien.—Sire, permet-
" tez-moi de dire à Votre Majesté, que je suis tellement sûr
" que ma mère vivrait à Paris d'une manière que vous ju-
" geriez vous-même irréprochable, qu'elle y vivrait retirée,
" qu'elle n'y verrait qu'un petit nombre d'amis, que j'ose
" encore, malgré le refus de Votre Majesté, la supplier de
" permettre un essai, ne fut-il que de six semaines ou un
" mois. Autorisez-la, Sire, à venir passer ce temps à Paris ;
" je vous en conjure, ne prenez auparavant aucune décision
" définitive.—Ah bien oui ! c'est bien moi que l'on prend à

N 3

" ces belles promesses ! . . . je vois ce que vous voulez, mais
" je vous dis que cela ne se peut pas. Elle servirait de drapeau au faubourg Saint-Germain. Ne voir personne ! est-ce
" qu'elle le pourrait ? On lui ferait des visites, elle en rendrait, elle ferait mille folies, elle verrait du monde, elle ferait
" des plaisanteries ; elle n'y attache pas d'importance, mais
" moi, j'en mets beaucoup ; mon gouvernement n'est point
" une plaisanterie, et je prends tout au sérieux ; il faut qu'on
" le sache, et dites-le bien à tout le monde.—Sire, que Votre
" Majesté me permette de le lui répéter, ma mère ne désire
" nullement voir du monde ; elle ne vivrait qu'avec un petit
" nombre d'amis dont elle pourrait donner la liste à Votre
" Majesté ; vous, Sire, qui aimez tant la France, il n'est pas
" possible que vous ne conceviez pas quel supplice c'est que
" d'en être éloigné ; que Votre Majesté cède à mes instances,
" qu'elle nous compte au nombre de ses fidèles sujets.—
" Vous!—Oui, Sire ; ou que si Votre Majesté persiste dans
" ses refus, permettra-t-elle à un fils de lui demander ce qui
" a pu l'indisposer contre sa mère ? Quelques personnes
" m'ont dit que c'était le dernier ouvrage de mon grand-père ; je puis pourtant jurer à Votre Majesté que ma mère
" n'y a été pour rien.—Oui, certainement, ajouta Napoléon
" avec plus d'humeur qu'il n'en avait montré jusque là, oui,
" certainement, cet ouvrage y est pour beaucoup. Votre
" grand-père était un idéologue, un fou, un vieux maniaque.
" A soixante ans, vouloir renverser ma constitution, faire des
" plans de constitution ; les états seraient, ma foi, bien
" gouvernés avec des hommes à systèmes, dês faiseurs de
" théories qui jugent les hommes dans des livres et le monde
" sur la carte !—Sire, puisque ces plans que traça mon grand-père ne sont, aux yeux de Votre Majesté, que de vaines
" théories, je ne conçois pas comment elle s'en montre si fort
" irritée. Il n'est point d'économiste qui n'ait tracé des plans
" de constitution . . .—Oui, je le crois bien, des économistes !
" Ce sont des songe-creux qui rêvent des plans de finances
" et ne sauraient pas remplir les fonctions de percepteur dans
" le dernier village de mon empire. L'ouvrage de votre
" grand-père est l'œuvre d'un vieil entêté qui est mort en
" rabachant sur le gouvernement des états.—Il me serait
" peut-être permis, Sire, de penser, d'après la manière dont

“ elle en parle, que Votre Majesté s'en est fait rendre compte “ par des personnes malveillantes et qu'elle ne l'a pas lu.— “ C'est ce qui vous trompe; je l'ai lu moi-même d'un bout “ à l'autre.—Votre Majesté a donc dû voir combien mon “ grand-père y rend justice à son génie.—Oui! une belle “ justice!... Il m'appelle l'homme nécessaire!... L'homme “ nécessaire! et, d'après son ouvrage, la première chose à “ faire était de lui couper le cou à cet homme nécessaire. “ Oui! j'étais nécessaire, indispensable, pour réparer toutes “ les sottises de votre grand-père, pour effacer le mal qu'il a “ fait à la France; c'est lui qui a renversé la monarchie et “ conduit Louis XVI. à l'échafaud.—Sire, vous n'ignorez pas “ que c'est pour avoir défendu le roi que les biens de mon “ grand-père ont été confisqués.—Défendu le roi!... Une “ belle défense, ma foi! Monsieur de Staël!... si je don- “ nais du poison à un homme, et que je lui apportasse de “ l'antidote quand il est à l'agonie, diriez-vous que j'ai voulu “ sauver cet homme? Eh bien! voilà comment votre grand- “ père a défendu Louis XVI.!... Quant aux confiscations “ dont vous parlez, que prouvent-elles? rien: on a bien con- “ fisqué les biens de Robespierre! Oui! je vous le dis, “ Robespierre lui-même, Marat, Danton, ont fait moins de “ mal à la France que M. Necker; c'est lui qui a fait la ré- “ volution; vous ne l'avez pas vue; eh bien, moi, j'y étais; “ j'ai vu ce que c'était que ces temps de terreurs et de ca- “ lamités publiques; mais, moi, vivant, ces temps ne re- “ viendront pas, je puis vous en donner l'assurance; vos “ faiseurs de plans tracent des utopies sur le papier, des im- “ bécilles lisent leurs rêveries, on les colporte, on y croit, le “ bonheur général est dans toutes les bouches, et bientôt “ après le peuple n'a pas de pain; il se révolte, et voilà le “ fruit ordinaire de toutes ces belles théories! C'est votre “ grand-père qui est cause des saturnales qui ont désolé la “ France; tout le sang versé dans la révolution doit retomber “ sur lui!”

En prononçant ces derniers mots, me dit Duroc, l'empereur était monté à un point d'exaspération qui nous fit tous frémir pour le jeune de Staël. L'empereur ne voyait pas sa figure, car s'il l'eût vue, sans doute il l'aurait épargné; ses traits étaient violemment contractés, et nous remarquâmes

tous les efforts qu'il faisait pour faire triompher sa raison dans le combat intérieur qui se passait en lui. Vraiment nous aurions voulu pouvoir l'encourager, mais il sut heureusement se contenir assez pour ne faire aucun éclat, et il fut assez maître de lui pour répondre à l'empereur d'une voix calme quoique un peu émue: " Sire, laissez-moi espérer que " la postérité sera plus favorable à mon grand père que Votre " Majesté. Pendant son administration, on le mettait à côté " de Sully et de Colbert, et je le répète à Votre Majesté, je " pense que la postérité en parlera avec plus de justice.— " Ah bien oui! la postérité! elle n'en parlera peut-être seulement pas.—J'ose espérer le contraire, Sire."

Alors l'empereur se tournant vers nous, ajouta Duroc: " Au bout du compte, Messieurs, nous dit-il en souriant, ce " n'est pas trop à moi à dire du mal de la révolution puisque " j'ai fini par attraper le trône." Puis se retournant vers M. de Staël il reprit: " Le règne des brouillons est fini; je " veux de la subordination; respectez l'autorité, parce qu'elle " vient de Dieu. Vous êtes jeune, bien élevé, suivez une " meilleure route, habituez-vous à la subordination; ne suivez " pas ces mauvais principes qui, pour des bavardages, compromettent l'existence des sociétés.—Sire, si je suis assez " heureux pour que Votre Majesté me fasse l'honneur de me " trouver bien élevé, elle ne doit pas condamner les principes " de mon grand-père et de ma mère, car c'est dans ces principes que j'ai été élevé.—Eh bien, je vous conseille de vous " tenir droit en politique, car je ne pardonnerai pas la " moindre chose à tout ce qui tiendra à M. Necker; il faut " que tout le monde se tienne droit en politique."

Cette conversation avait duré, me dit Duroc, tout le temps que nous étions restés à table; en prononçant sa dernière sentence: " Il faut que tout le monde se tienne droit en politique," l'empereur s'était levé, au moment où M. de Staël insistait encore pour obtenir le rappel d'exil de sa mère; mais sans répondre à ces nouvelles instances, il s'approcha de lui, et lui prit le bout de l'oreille, avec cet air de familiarité que tu lui connais, quand il est, ou qu'il veut paraître de bonne humeur. " Vous êtes bien jeune, lui dit-il, " si vous aviez mon âge et mon expérience, vous jugeriez " mieux les choses; bien loin de me choquer, votre fanchise

" m'a plu; j'aime qu'un fils plaide la cause de sa mère. " Votre mère vous a donné une commission difficile, et vous " vous en êtes acquitté avec esprit. Je suis bien aise d'avoir " causé avec vous; j'aime la jeunesse, quand elle est simple " et pas trop raisonneuse. Malgré tout cela, je ne veux pas " vous donner de fausses espérances, et je ne puis vous cacher " que vous n'obtiendrez rien. Murat m'a déjà parlé à ce " sujet, et je lui ai dit, comme je vous le dis à vous, que ma " volonté est inébranlable. Si votre mère était en prison, je " n'hésiterais pas à vous accorder sa grâce, mais elle est en " exil, et rien ne me l'en fera rappeler.—Mais, Sire, n'est-on " pas aussi malheureux loin de sa patrie et de ses amis, que " si l'on était en prison.—Tout cela, ce sont des idées de " roman; vous avez entendu dire cela à votre mère. Elle " est vraiment bien à plaindre, ma foi! . . . A l'exception de " Paris, elle a l'Europe pour prison.—Mais, Sire, c'est à " Paris que sont ses amis.—Avec l'esprit qu'elle a, elle s'en " fera ailleurs. Après tout, je ne conçois pas qu'elle mette " tant d'importance à venir à Paris. Pourquoi a-t-elle si " grande envie de se placer immédiatement à portée de cette " tyrannie? Vous voyez que je tranche le mot; en vérité, " je ne le conçois pas. Ne peut-elle aller à Rome, à Berlin, " à Vienne, à Milan, à Londres! Ah! oui? qu'elle aille à " Londres? elle pourra si elle veut y faire des libelles. Partout là je la saurais avec plaisir, mais Paris, voyez-vous, " M. de Staël, c'est le lieu de ma résidence, et je n'y veux " souffrir que des personnes qui m'aiment. Il est bon qu'on " se le tienne pour dit. Voyez ce qui arriverait, si je laissais " votre mère venir à Paris, elle ferait de nouvelles sottises, " et j'en parle par expérience: elle gâterait des gens de mes " entours, elle achèverait de me gâter Garat. C'est elle qui " a perdu le Tribunat; elle promettrait mons et merveilles, " mais elle ne pourrait se tenir de parler de politique.—Mais, " Sire, je puis assurer à Votre Majesté, que ma mère ne " s'occupe aucunement de politique, son goût l'entraîne exclusivement vers la société de ses amis et la littérature.— " Voilà ce que c'est! de la littérature, n'est-ce pas? c'est " bien moi que l'on prend à cela! . . . On fait de la politique " en parlant de littérature, de morale, de beaux-arts, de tout " au monde. Il faut que les femmes tricotent. Si votre

" mère était à Paris, on me rapporterait toutes sortes de " propos d'elle; on lui en prêterait peut-être; je ne veux " pas de cela, vous dis-je, dans la ville que j'habite; toutes " réflexions faites, conseillez-lui d'aller à Londres, c'est ce " qu'elle a de mieux à faire. Quant à votre grand-père, je " n'ai rien dit de trop. Non, M. Necker n'avait aucun talent " en administration. Je sais ce que c'est depuis dix ans que " je m'en mêle.—Tout le monde, Sire, rend une éclatante " justice au génie de Votre Majesté, et il n'est personne qui " ne reconnaisse que les finances de France sont dans un état " de prospérité où elles n'ètaient jamais parvenues avant son " règne; mais Votre Majesté me permettra de lui faire ob- " server qu'elle a sans doute reconnu quelque mérite dans " les institutions financières de mon grand-père, puisqu'elle " en a conservé plusieurs dans l'ordre admirable qu'elle a " établi.—Cela ne prouverait rien; car deux ou trois idées " éparses ne font pas le mérite d'un système; quoiqu'il en " soit, je vous répète encore que je ne permettrai jamais à " votre mère de revenir à Paris.—Cependant, Sire, si des " intérêts sacrés y exigeaient absolument sa présence pour " peu de jours, est-ce que . . . —Comment! . . . des intérêts " sacrés! . . . que voulez-vous dire?—Oui, Sire; si elle ne " peut y venir, il faudra que je m'y rende, privé de ses con- " seils, pour suivre auprès du gouvernement de Votre Ma- " jesté le remboursement d'une dette sacrée.—Ah! bah! " sacrée! . . . est-ce que toutes les créances, sur l'Etat ne " sont pas sacrées?—Sans doute, Sire, mais la nôtre est ac- " compagnée de circonstances qui en font une affaire à part. " —Une affaire à part! . . . c'est cela. Quel est le créancier " de l'Etat qui n'en dit pas autant de sa créance? Au sur- " plus, je ne connais pas très-bien votre position vis-à-vis de " mon gouvernement; cela ne me regarde pas, et je ne veux " pas m'en mêler. Si les lois sont pour vous, cela ira tout " seul; mais s'il faut de la faveur, je ne m'en mêlerai pas, " car je vous serais plutôt défavorable qu'autrement.—Sire, " mon frère et moi, nous avions l'intention de nous fixer en " France; mais comment pourrions nous vivre dans un pays " où il ne serait pas permis à notre mère de nous venir voir? " —Je n'y tiens pas du tout; je ne vous le conseille même " pas. Allez en Angleterre; là, on aime les Gènevois, les

" ergoteurs, les politiques de salon ; allez-y, car je vous dé-
" clare, qu'en France, je serais plutôt contre vous que pour
" vous."

Après cette conversation, me dit Duroc, l'empereur remonta avec moi en voiture ; il n'avait fait aucune attention aux autres pétitions qui lui avaient été présentées ; il garda le silence presque j'usqu'en face de la cascade qui tombe â gauche de la route, à quelques lieues de Chambéry. Il paraissait réfléchir profondément. Là, il me dit : " N'ai-je pas
" été un peu dur avec ce jeune homme ? . . . . je le crois : eh
" bien, j'en suis bien aise, après tout : d'autres n'y reviendront
" pas. Ces gens-là dénigrent tout ce que je fais ; ils ne me
" comprennent pas. Duroc, leur place n'est pas en France.
" Comment la famille de Necker peut-elle être pour les Bour-
" bons dont le premier devoir serait de la faire prendre si
" jamais ils revenaient en France ?"

Cette conversation rapportée par Duroc, m'intéressa à un tel point, que je la rédigeai après notre entrevue, à peu près de la manière dont on vient de la lire ; elle eut pour moi une sorte de charme que j'appellerais presque funeste, car, si d'un côté j'y retrouvais Bonaparte avec toutes les idées qu'il avait si souvent émises devant moi sur M. Necker, j'y voyais aussi Napoléon familiarisé avec le despotisme, à un tel point qu'il riait lui-même de sa tyrannie, et se jouait, comme homme, de la supériorité que le hasard, autant que son génie, lui avait donnée sur ses contemporains. On verra plus tard dans quelle circonstance d'esprit je me trouvais quand Duroc me fit ce récit, et que j'étais alors plus qu'excusable si je ne voyais pas en beau toutes les actions de l'empereur.

CHAPITRE XVIII.

Changement de résolution.—Le premier consul et les républiques, l'empereur et les royaumes.—Bonaparte et les prête-noms.—Situation de la république Batave.—Députation, et couronne offerte à Louis.—Formule ordinaire et flatteries.—Réponse de Napoléon et allocution de Louis à l'empereur.—Louis roi de Hollande.—Anxiétés de Louis et calamités du système continental.—Offre et refus de la couronne d'Espagne.—Secret recommandé par Napoléon.—Tentative de Napoléon pour s'emparer du Brabant.—Refus et modération calculée.—Avant et après Erfurth.—Lettre remarquable de Napoléon.—Sa théorie sur les devoirs des princes de sa famille envers lui.—Reproches et exigences.—Conditions ruineuses ou la guerre.—Interruption de correspondance entre Louis et Napoléon.—Louis mandé à Paris.—Les feudataires de l'empire.—Inutile tentative d'évasion.—Louis surveillé par la police.—Le courage de la probité.—Langage inaccoutumé pour l'empereur.—Intérêt que je prends à Louis.—Hambourg et la Hollande.—Retour de Louis et lettre à Napoléon.—Sages remontrances reçues avec colère.—Lettre cruelle de Napoléon.—Querelle de laquais à Amsterdam, et grande affaire diplomatique.—L'ambassadeur de France et son cocher.—Fureur de Napoléon et sa dernière lettre à Louis.—Le loup et l'agneau.—Cruelle alternative de Louis.—Résolution d'abdiquer, et message au Corps législatif.—Abdication de Louis en faveur de son fils.—Singulier rapprochement.—Adieux de Louis aux Hollandais.—Clauses de l'acte d'abdication non exécutées, et protestation.—Parole tenue par Napoléon, et pénible correspondance.—Opinion de M. Otto sur une lettre dictée par l'empereur.

J'AVAIS d'abord résolu de ne m'occuper de ce que j'ai su sur ce qui se passa à Hambourg, qu'à l'époque où mes fonctions de ministre plénipotentiare dans cette résidence ayant cessé par suite de la réunion des villes Anséatiques à l'empire, je pus apprendre de la bouche d'Hortense et de celle de Joséphine quelques particularités non comprises dans les pièces officielles que je recevais, relativement à Louis, véritable martyr de l'ambition de son frère, et qui subit dans toute sa plénitude le malheur attaché aux grandeurs forcées. Je crois même avoir dit que tel était mon dessein. Aujourd'hui, il me semble plus opportun de placer ici ce que j'ai appris, soit par des relations directes, soit par des confidences de famille, sur les tribulations de Louis, aussi bien que quelques pièces remarquables dont j'ai eu communication.

Tant que Bonaparte fut le chef de la république française,

il trouva bon qu'il y eût au nord de la France une république Batave, comme il tolérait au midi la république Cisalpine, dont il avait été le fondateur. Mais, après le couronnement, toutes les républiques qui gravitaient, comme des satellites, autour de la grande république, furent mises au ban de son empire, et durent être transformées en royaumes soumis à sa puissance, sinon de droit avoué, au moins de fait. Or, il n'y avait point de différence à cet égard entre la république Batave et la république Cisalpine; celle-ci ayant été métamorphosée en royaume d'Italie, il fallut trouver un prétexte pour que, à l'aide de la même métamorphose, la première de ces républiques devînt le royaume de Hollande. Mais, au milieu des ménagemens qu'il croyait garder vis-à-vis les autres puissances de l'Europe, Bonaparte agit comme ces riches particuliers qui, voulant dissimuler une partie de leur fortune, ont recours à des prête-noms ; connaissant donc le caractère inoffensif de son frère Louis, il le choisit pour servir de prête-nom à son ambition, se figurant que la probité ne pouvait jamais tenir lieu d'énergie, et que le nouveau roi se résoudrait sans difficulté à n'être que l'esclave couronné de sa toute-puissante volonté. On verra qu'il en fut autrement.

Le gouvernement de la république Batave n'était, depuis long-temps, qu'un simulacre de gouvernement, mais qui, du moins, dans sa soumission même à la France, conservait ces formes de liberté intérieure qui consolent les peuples de la perte de leur indépendance. Dans cet état de choses, les chefs dont l'ambition constante est de demeurer chefs du pouvoir, n'étaient pas hommes à opposer des résistances capables de compromettre leur ambition personnelle ; et comme d'ailleurs l'empereur nourrissait de nombreuses intelligences en Hollande, il ne lui fut pas difficile de se faire demander par une députation de la république Batave un roi de son choix ; et cette députation* soumise vint en effet à Paris au mois de mai 1806, demander, comme une grâce, à l'empereur, de permettre au prince Louis de venir régner sur les Hollandais.

* La députation de la république Batave était composée de MM. Verhuell, vice-amiral; Brantzen, ambassadeur auprès de Napoléon; Wan-Styrum, membre des Hautes-Puissances; Gogel, ministre des finances; et William Six, conseiller d'état.

Selon la formule habituelle des hommes dont l'action n'est point spontanée, c'étaient, selon le discours lu à Napoléon par la députation, les représentans d'un peuple libre, connu par sa constance courageuse dans les temps difficiles, qui avaient chargé les députés hollandais de *l'honorable mission* de se présenter devant le trône de Napoléon. Puis venaient des doléances sur tous les maux soufferts par la république Batave, puis ensuite de belles phrases sur la nécessité de mettre un état ami et voisin de la France en harmonie avec un état qui, seul, pouvait garantir la Hollande contre les dangers de sa servitude ou de sa ruine. Leur démarche était le résultat de délibérations solennelles et libres; enfin, ils disaient, en terminant :

" Nous sommes, Sire, chargés d'exprimer à V. M. le vœu des représentans de notre peuple; nous la prions de nous accorder, comme chef suprême de notre république, comme roi de Hollande, le prince Louis, frère de V. M., auquel nous remettons avec une entière et respectueuse confiance la garde de nos lois, la défense de nos droits politiques et de tous les intérêts de notre chère patrie, sous les auspices sacrés de la providence, sous la glorieuse protection de V. M. impériale et royale, enfin sous la puissance du gouvernement paternel que nous lui demandons. Nous osons espérer, Sire, que la Hollande, assurée désormais pour toujours de l'affection du plus grand des monarques et unie étroitement par la même destinée à celle de notre immense et immortel empire, verra renaître les jours de son ancienne gloire, un repos qu'elle a depuis long-temps perdu, et sa prospérité que des pertes, qui ne seront plus regardées comme irréparables, n'auront que passagèrement altérée."

Napoléon répondit à la députation de la république : " Messieurs les représentans du peuple Batave. J'ai toujours regardé comme le premier intérêt de ma couronne " de protéger votre patrie. Toutes les fois que j'ai dû intervenir dans des affaires intérieures, j'ai d'abord été frappé " des inconvéniens attachés à la forme incertaine de votre " gouvernement. Gouvernée par une assemblée populaire, " elle eût été influencée par les intrigues et agitée par les " puissances voisines. Gouvernée par un magistrat électif, " tous les renouvellemens de cette magistrature eussent été

" des momens de crise pour l'Europe, et le signal de nou-" velles guerres maritimes. Tous ces inconvéniens ne pou-" vaient être parés que par un gouvernement héréditaire. " Je l'ai appelé dans votre patrie par mes conseils, lors de " l'établissement de votre dernière constitution; et l'offre " que vous faites de la couronne de Hollande au prince " Louis est conforme aux intérêts de votre patrie, aux miens, " et propre à amener le repos général de l'Europe. La " France a été assez généreuse pour renoncer à tous les " droits que les événemens de la guerre lui avaient donnés " sur vous; mais je ne pouvais confier les places fortes qui " couvrent mes frontières du nord, à la garde d'une main in-" fidèle ou douteuse. Messieurs les représentans du peuple " Batave, j'adhère au vœu de LL. HH. PP., je proclame " roi de Hollande le prince Louis . . . Vous, Prince, règnez " sur ces peuples; leurs pères n'acquirent leur indépen-" dance que par le secours de la France. Depuis, la Hol-" lande fut alliée de l'Angleterre; elle fut conquise: elle " dut encore à la France son existence. Qu'elle vous doive " donc des rois qui protègent ses libertés, ses lois, sa re-" ligion; *mais ne cessez jamais d'être Français. La di-" gnité de connétable de l'empire sera conservée pour vous et " vos descendans; elle vous retracera les devoirs que vous avez à " remplir avec moi, et l'importance que j'attache à la garde des " places fortes qui garantissent le nord de mes états, et que je " vous confie.* Prince, entretenez parmi vos troupes cet " esprit que je leur ai vu sur le champ de bataille; entretenez " dans vos sujets des sentimens d'union et d'amour pour la " France; soyez l'effroi des méchans et le père des bons: " c'est le caractère des grands rois."

Après cette réponse de Napoléon à la députation de la république Batave, Louis prit la parole, en s'adressant comme on va le voir, plus à son frère qu'aux représentans de ses nouveaux sujets, et s'exprima ainsi:

Sire,

" J'avais placé toute mon ambition à sacrifier ma vie au service de Votre Majesté. Je faisais consister mon bonheur à admirer de plus près toutes ces qualités qui la rendent si chère à ceux qui, comme moi, ont été souvent témoins de la

puissance et des effets de son génie. Elle permettra donc que j'éprouve des regrets en m'éloignant d'elle, mais ma vie et ma volonté lui appartiennent. J'irai régner en Hollande, puisque ses peuples le désirent, et que Votre Majesté l'ordonne. Sire, lorsque Votre Majesté quitta la France pour aller vaincre l'Europe conjurée contre elle, elle voulut s'en rapporter à moi pour garantir la Hollande de l'invasion qui la menaçait. J'ai, dans cette circonstance, apprécié le caractère de ces peuples, et les qualités qui les distinguent. Oui, Sire, je serai fier de régner sur eux. Mais, quelque glorieuse que soit la carrière qui m'est ouverte, l'assurance de la constante protection de Votre Majesté, l'amour et le patriotisme de mes nouveaux sujets peuvent seuls me faire concevoir l'espérance de guérir des maux occasionnés par tant de guerres et d'événemens accumulés en si peu d'années.

" Sire, lorsque Votre Majesté mettra le dernier sceau à sa gloire, en donnant la paix au monde, les places qu'elle confie à ma garde, à celle de mes enfans, aux soldats hollandais qui ont combattu sous ses yeux à Austerlitz . . . , ces places seront bien gardées."

Voilà donc que Louis fut roi de Hollande, et bien contre sa volonté, car il s'y était opposé autant qu'il aurait osé le faire, alléguant sa santé à laquelle en effet le climat ne convenait pas, mais Bonaparte lui avait dit durement ces mots peu fraternels : " Il vaut mieux mourir roi que de vivre " prince." Il fallut donc accepter. Louis partit pour la Hollande, et emmena avec lui Hortense, qui n'y resta pas long-temps. Le nouveau roi voulut se faire aimer de son peuple, et comme il n'y avait pas d'autre moyen de se faire aimer d'un peuple tout commerçant, il n'adopta pas la rigidité de Napoléon contre les relations commerciales avec l'Angleterre, de là les premières froideurs entre les deux frères ; et quand le génie du mal eut soufflé à Bonaparte le ruineux projet du système continental, l'inimitié de l'empereur prit un degré de vivacité qui ne finit que par l'abdication de Louis, et la nécessité où il fut réduit de se soustraire aux vengeances fraternelles.

Je ne sais si Napoléon se souvint des motifs que Louis avait allégués d'abord pour refuser le royaume de Hollande,

motifs tirés du climat de ce pays brumeux, ou s'il comptait sur un plus grand dévouement dans un autre de ses frères ; ce qu'il y a de certain, c'est que Joseph ne fut appelé du trône de Naples au trône d'Espagne qu'au refus du roi Louis. J'ai entre les mains une copie de la lettre que Napoléon lui écrivit à ce sujet ; elle est sans date de temps et de lieu ; mais par son contenu on doit la rapporter au mois de mars ou d'avril 1808. La voici :

" Mon frére,

" Le roi d'Espagne, Charles IV, vient d'abdiquer. Le " peuple espagnol m'appelle à grand cris. Certain que je " n'aurai de paix solide avec l'Angleterre qu'en donnant un " grand mouvement au Continent, j'ai résolu de mettre un " prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la " Hollande ne vous convient pas ; d'ailleurs la Hollande ne " saurait sortir de ses ruines. Dans le tourbillon du monde, " que la paix ait lieu ou non, il n'y a pas de moyen pour qu'elle " se soutienne. Dans cette situation des choses, je pense à " vous pour le trône d'Espagne. Répondez-moi catégo- " riquement quelle est votre opinion sur ce projet. Si je " vous nomme roi d'Espagne, l'agréez vous ? puis-je compter " sur vous ? Répondez-moi d'abord seulement ces deux " mots : J'ai reçu votre lettre de tel jour, je réponds *oui*, et " alors je compterai que vous ferez ce que je voudrai ; ou " bien *non*, ce qui voudra dire que vous n'agréez point ma " proposition. Ne mettez personne dans votre confidence, " et ne parlez, je vous en prie, à qui que ce soit, de l'objet " de cette lettre ; car il faut qu'une chose soit faite pour qu'on " avoue d'y avoir pensé.

" Napoléon."

Avant de s'emparer définitivement de la Hollande, Napoléon forma le projet d'en démembrer le Brabant et la Zélande, en échange d'autres provinces dont la possession était douteuses ; mais Louis tint bon contre ce premier acte d'usurpation partielle ; trop occupé alors de sa grande affaire d'Espagne pour courir le risque de susciter quelque mouvement dans le Nord où déjà, ainsi que je l'ai dit, la déclaration de la Russie contre la Suède l'occupait

assez, l'empereur ne voulut pas insister, et affecta même une sorte d'indifférence sur l'adjonction qu'il avait voulu faire au territoire de l'empire; c'est ce qui résulte, du moins, d'une autre lettre datée de Saint-Cloud, le 17 d'août, que Napoléon écrivit à son frère, quand il eut appris par M. Alexandre de La Rochefoucauld, son ambassadeur en Hollande, et par son frère lui-même, l'opposition de Louis. Bonaparte s'exprimait en ces termes :

" Mon frère, je reçois votre lettre relative à la lettre qu'a " faite le sieur de La Rochefoucauld. Il n'a été autorisé " qu'à le faire indirectement. Puisque cet échange ne vous " plait pas, il n'y faut plus penser. Il était inutile de me " faire un étalage de principes, quoique je n'aie jamais dit " que vous ne deviez pas consulter la nation. Des Hol- " landais instruits avaient fait connaître qu'il serait indiffé- " rent à la Hollande de perdre le Brabant, semé de places " fortes, qui coûtent beaucoup, qui a plus d'affinité avec la " France qu'avec la Hollande, en l'échangeant contre des " provinces du nord, riches et à votre convenance. Encore " une fois, puisque cet arrangement ne vous convient pas, " c'est une affaire finie. Il était inutile même de m'en parler, " puisque le sieur de La Rochefoucauld n'a eu ordre que de " sonder le terrain."

Quoiqu'une humeur très-vive perçât au milieu de cette condescendance affectée, le ton de cette lettre était singulièrement modéré, je pourrais dire caressant, si je la comparais aux autres lettres que j'ai encore à mettre sous les yeux du lecteur. Il est vrai que celle qu'on vient de lire était antérieure à l'entrevue d'Erfurth, et qu'alors Napoléon pour ne point inquiéter la Russie voulait condamner son ambition à un sommeil apparent; mais quand il eut fait reconnaître son frère Joseph et que lui-même eut frappé un coup éblouissant dans la Péninsule, il changea bien de ton avec Louis, sans en venir toutefois à son égard aux extrémités où il devait se porter plus tard. Ce fut de Trianon que, le 20 de décembre, il écrivit la lettre extraordinairement remarquable que l'on va lire; quant à moi, j'y retrouvai, lorsque je la lus pour la première fois, Bonaparte tout entier, et l'expression naïve du despotisme sous lequel

il voulait enchaîner tous les siens pour en faire des instrumens de son ambition. J'ose la recommander sous ce rapport à l'étude des personnes qui ne connaissent pas encore bien Bonaparte gonflé de sa gloire et de sa toute-puissance impériale.

" Monsieur mon frère, je reçois la lettre de votre majesté, " elle désire que je lui fasse connaître mes intentions sur la " Hollande ; je le ferai franchement. Quand votre majesté " est monté sur le trône de Hollande, une partie de la nation " hollandaise désirait la réunion à la France ; l'estime que " j'avais puisée dans l'histoire pour cette brave nation m'a " porté à désirer qu'elle conservât son nom et son indépend- " ance. Je rédigeai moi-même sa constitution, qui devait " être la base du trône de votre majesté, et je l'y placai. " J'espérais, qu'élevée près de moi, elle aurait eu pour la " France cet attachement que la nation a droit d'attendre de " ses enfans, et à plus forte raison de ses princes. J'espérais, " qu'élevée dans ma politique, elle aurait senti que la Hol- " lande, qui avait été conquise par mes peuples, ne devait " son indépendance qu'à leur générosité ; que la Hollande, " faible, sans alliance, sans armée, pouvait et devait être con- " quîse le jour où elle se mettrait en opposition directe avec " la France, qu'elle ne devait point séparer sa politique de la " mienne ; qu'enfin la Hollande était liée par des traités avec " la France. J'espérais donc qu'en plaçant sur le trône de " Hollande un prince de mon sang, j'avais trouvé le *mezzo* " *termine* qui conciliait les intérêts des deux états, et les unis- " sait dans un intérêt commun et dans une haine commune " contre l'Angleterre ; et j'étais fier d'avoir donné à la Hol- " lande ce qui lui convenait, comme par mon acte de média- " tion j'avais trouvé ce qui convenait à la Suisse ; mais je " n'ai pas tardé à m'apercevoir que je m'étais bercé d'une " vaine illusion, mes espérances ont été trompées. Votre " majesté, en montant sur le trône de Hollande, a oublié " qu'elle était française, et a même tendu tous les ressorts de " sa raison, tourmenté la délicatesse de sa conscience pour " se persuader qu'elle était hollandaise. Les Hollandais qui " inclinaient pour la France ont été negligés et persécutés ; " ceux qui ont servi l'Angleterre ont été mis en avant. Des

" Français, depuis l'officier jusqu'au soldat, ont été chassés, " déconcidérés ; et j'ai eu la douleur de voir, en Hollande, " sous un prince de mon sang, le nom français exposé à la " honte. Cependant je porte dans mon cœur, j'ai su soutenir " si haut, sur les bayonnettes de mes soldats, l'estime et " l'honneur du nom français, qu'il n'appartient ni à la Hol- " lande, ni à qui que ce soit d'y porter atteinte impunément. " Les discours émanés de votre majesté à sa nation, se sont " ressentis de ces mauvaises dispositions. On n'y voit que " des allusions sur la France ; au lieu de donner l'exemple " de l'oubli du passé, ils le rappellent sans cesse, et par là " flattent les sentimens secrets et les passions des ennemis " de la France. Eh ! cependant, de quoi se plaignent les " Hollandais ? N'ont-ils pas été conquis par nos armes ? ne " doivent-ils pas leur indépendance à la générosité de mes " peuples ? ne devraient-ils pas bénir plutôt la générosité " de la France, qui a constamment laissé ouverts ses ca- " naux et ses douanes à leur commerce, qui ne s'est ser- " vie de sa conquête que pour les protéger, et qui n'a fait " jusqu'à cette heure usage de sa puissance que pour con- " solider leur indépendance ? Qui a donc pu justifier la " conduite insultante pour la nation et offensante pour moi, " qu'a tenue votre majesté ? Vous devez comprendre que " je ne me sépare pas de mes prédécesseurs, et que, depuis " Clovis jusqu'au comité du salut public, je me tiens solidaire " de tout ; le mal qu'on dit de gaieté de cœur contre les " gouvernemens qui m'ont précédé, je le tiens comme dit " dans l'intention de m'offenser. Je sais qu'il est venu de " mode parmi de certaines gens, de faire mon éloge et de " décrier la France ; mais ceux qui n'aiment pas la France " ne m'aiment pas, ceux qui disent du mal de mes peuples, " je les tiens pour mes plus grands ennemis. N'aurais-je eu " que cette seule raison de mécontentement, de voir le mépris " dans lequel était tombé le nom français en Hollande, que " les droits de ma couronne m'autoriseraient à déclarer la " guerre à un souverain, mon voisin, dans les états duquel on " se permettrait des insultes contre mes peuples ; je n'en ai " rien fait.

" Mais votre majesté s'est bien fait illusion sur mon ca- " ractère, elle s'est fait une fausse idée de ma bonté, et de

" mes sentimens envers elle, elle a violé tous les traités " qu'elle a faits avec moi ; elle a désarmé ses escadres, li- " cencié ses matelots, désorganisé ses armées ; de sorte que " la Hollande se trouve sans armée de terre ni de mer, " comme si des magasins de marchandises, des négocians et " des commis pouvaient consolider une puissance ; cela con- " stitue une association, mais il n'est pas de roi sans finances, " sans moyens de recrutement assurés et sans flotte.

" Votre majesté a fait plus, elle a profité du moment où " j'avais des embarras sur le Continent pour laisser renouer " les relations de la Hollande avec l'Angleterre, violer les " lois du blocus, seul moyen de nuire efficacement à cette " puissance. Je lui ai témoigné non mécontentement de " cette conduite en lui interdisant la France, et je lui ai fait " sentir que sans le secours de mes armées, en fermant le " Rhin, le Weser, l'Escaut et la Meuse à la Hollande, je la " mettrais dans une position plus critique que si je lui eusse " déclaré la guerre, et je l'isolais de manière à l'anéantir.

" Ce coup a retenti en Hollande. Votre majesté a imploré " ma générosité, en a appelé à mes sentimens de frère, et a " promis de changer de conduite; j'ai pensé que cet aver- " tissement serait suffisant. J'ai levé la prohibition de mes " douanes; mais votre majesté est revenue à son premier " système. Il est vrai qu'alors j'étais à Vienne, et j'avais " une pesante guerre sur les bras. Tous les bâtimens amé- " ricains qui se présentaient dans les ports de Hollande, " tandis qu'ils étaient repoussés de ceux de France, votre " majesté les a reçus. J'ai été obligé une seconde fois de " fermer mes douanes au commerce hollandais ; certes il " était difficile de faire une déclaration de guerre plus au- " thentique. Dans cet état de choses, nous pouvions nous " regarder réellement en guerre. Dans mon discours au " Corps-législatif, j'ai laissé entrevoir mon mécontentement ; " car je ne vous cacherai pas que mon intention est de réunir " la Hollande à la France, comme complément de territoire, " comme le coup le plus funeste que je puisse porter à " l'Angleterre, et comme me délivrant des perpétuelles in- " sultes que les meneurs de votre cabinet ne cessent de me " faire. En effet, l'embouchure du Rhin et celle de la Meuse " doivent m'appartenir. Le principe, en France, que le

" *Thalweg* (chemin de halage) du Rhin, est notre limite, est " un principe fondamental. Votre majesté m'écrit, dans sa " lettre du 17, qu'elle est sûre de pouvoir empêcher tout " commerce de la Hollande avec l'Angleterre ; qu'elle peut " avoir des flottes, des finances, des armées ; qu'elle rétablira " les principes de la constitution en ne donnant aucun pri- " vilége à la noblesse, en réformant les maréchaux, grade " qui n'est qu'une caricature, et qui est incompatible avec " une puissance du second ordre ; enfin, qu'elle fera saisir " les entrepôts de marchandises coloniales, et tout ce qui est " arrivé sur des bâtimens américains qui n'auraient pas dû " entrer dans ses ports. Mon opinion est que votre majesté " prend des engagemens qu'elle ne peut pas tenir, et que " la réunion de la Hollande à la France n'est que différée. " J'avoue que je n'ai pas plus d'intérêt à réunir à la France " le pays de la rive droite du Rhin, que je n'en ai à y réunir " le grand duché de Berg et les villes Anséatiques. Je puis " donc laisser à la Hollande la rive droite du Rhin, et je " lèverai les prohibitions données à mes douanes toutes les " fois que les traités existans, et qui seront renouvelés, se- " ront exécutés. Voici mes intentions : "

" 1° L'interdiction de tout commerce et de toute commu- " nication avec l'Angleterre.

" 2° Une flotte de quatorze vaisseaux de ligne, de sept " frégates et de sept bricks ou corvettes armés et équipés.

" 3° Une armée de terre de ving-cinq mille hommes.

" 4° Suppression des maréchaux.

" 5° Destruction de tous les priviléges de la noblesse " contraires à la constitution que j'ai donnée et que j'ai " garantie.

" Votre majesté peut faire négocier sur ces bases avec le " duc de Cadore, par l'entremise de son ministre ; mais elle " peut-être certaine qu'au premier paquebot qui sera intro- " duit en Hollande, je rétablirai la defense des douanes ; qu'à " la première insulte qui sera faite à mon pavillon je ferai " saisir à main armée, et pendre au grand mât l'officier hol- " landais qui se permettra d'insulter mon aigle. Votre ma- " jesté trouvera en moi un frère, si je trouve en elle un " Français ; mais si elle oublie les sentimens qui l'attachent à " la commune patrie, elle ne pourra trouver mauvais que

" j'oublie ceux que la nature a placés entre nous. En ré-
" sumé, la réunion de la Hollande à la France est ce qu'il y a
" de plus utile à la France, à la Hollande, au Continent; car
" c'est ce qu'il y a de plus nuisible à l'Angleterre. Cette
" réunion peut s'opérer, de gré ou de force, j'ai assez de
" griefs contre la Hollande pour lui déclarer la guerre.
" Toutefois je ne ferai pas de difficulté pour me prêter à un
" arrangement qui me cédera la limite du Rhin, et par lequel
" la Hollande s'engagera à remplir les conditions stipulées
" ci-dessus.

" Votre affectionné frère,

" NAPOLÉON."

La correspondance en resta là pendant quelque temps entre les deux frères, mais Louis n'en fut pas moins abreuvé de dégoûts et de vexations de la part de Napoléon. Celui-ci ayant, à la fin de 1809, mandé à Paris les souverains, que l'on peut bien appeler les feudataires de son empire, y appela aussi Louis, qui ne se souciait pas de quitter ses états. Il convoqua ses ministres en conseil, qui pensèrent que dans l'intérêt de la Hollande il devait faire ce nouveau sacrifice, et il le fit avec résignation, car la vie de Louis, sur le trône, fut un sacrifice de tous les jours.

Louis vécut à Paris, très-retiré, en butte à la surveillance de toutes les polices, parce qu'on croyait toujours, qu'étant venu à contre-cœur, il ne prolongerait pas son séjour, autant que le voulait Napoléon. A cet égard, on ne se trompait pas; mais toute tentative devint inutile. La surveillance même, et les circonventions dont il était l'objet, lui donnèrent une force de caractère, dont on ne l'avait pas cru capable; et au milieu du silence général des hauts serviteurs de l'empire, des princes mêmes, et des rois assemblés dans la capitale, il osa dire hautement: " J'ai été trompé par des promesses " qu'on n'a jamais eu la volonté d'exécuter; la Hollande est " lasse d'être le jouet de la France." Les oreilles de l'empereur, peu faites à un pareil langage, en furent singulièrement effarouchées, et, dès lors, Louis n'eut plus que le choix, ou de se courber sous les exigences, sans cesse renaissantes, de Napoléon, ou de voir la Hollande réunie à la France.

Louis finit par prendre ce dernier parti ; mais, ce ne fut pas sans avoir lutté encore de tout son faible pouvoir, en faveur des sujets que Napoléon lui avait confiés, mais il ne voulut pas servir de complice à celui qui avait résolu d'en faire les victimes de sa haine aveugle contre l'Angleterre. Quel aveuglement, en effet ! Il fallait se fermer les yeux, pour ne pas voir que la ruine du Continent était le triomphe du commerce britannique. Quant à moi, placé comme je l'étais à Hambourg, voyant les mêmes causes enfanter les mêmes désastres, je plaignais Louis, du fond de mon âme, parce que le connaissant bien, je savais combien il devait gémir d'un mal qu'il était encore, moins que moi, à même d'atténuer.

Cependant, Louis eut la permission de revoir ses Etats, pour y contempler la misère que le blocus continental faisait peser, comme un réseau de fer, sur toutes les industries, autrefois si vivaces, des provinces de la Hollande. Enfin, n'y pouvant plus tenir, le cœur nâvré à l'aspect des maux contre lesquels il n'avait point de remède, il chercha, dans une lettre sage et mesurée, à conjurer la ruine totale, dont la Hollande était menacée ; il écrivit donc le 23 de mars 1810 à Napoléon :

" Si vous voulez consolider l'état actuel de la France, et obtenir la paix maritime, ou attaquer heureusement l'Angleterre, ce n'est point par des mesures semblables à celle du blocus que vous y parviendrez ; ce n'est pas en détruisant un royaume érigé par vous ; ce n'est pas en affaiblissant vos alliés, et en ne respectant ni leurs droits les plus sacrés, ni les premiers principes du droit des gens et de l'équité, mais au contraire en faisant aimer la France, en consolidant et renforçant des alliés aussi sûrs que vos frères. La destruction de la Hollande, loin d'être un moyen d'atteindre l'Angleterre, est un moyen de l'accroître par toute l'industrie et toutes les richesses qui s'y réfugieront. Il n'y a que trois moyens d'atteindre réellement l'Angleterre : ou en détachant d'elle l'Irlande, ou en s'emparant des Indes orientales, ou par une descente. Ces deux derniers moyens, quoique les plus efficaces, sont inexécutables sans marine ; mais je suis étonné qu'on ait aussi facilement renoncé au premier : c'est là un moyen plus sûr d'obtenir la paix et de bonnes conditions, que

celui du système de se nuire à soi-même et aux siens, dans l'attente de produire un plus grand mal à l'ennemi."

"LOUIS."

Les remontrances écrites n'étaient pas plus du goût de Napoléon, que les observations que l'on se serait permises de vive voix, à une époque surtout où, selon ce que me dirent mes amis que la fortune enchaînait à sa destinée, personne n'osait plus lui adresser la parole, que pour lui répondre quand il interrogeait. Cambacérès qui seul avait conservé ce privilége en public, en sa qualité d'ancien collègue au consulat, le perdit comme les autres, après le mariage de Napoléon avec la fille des empereurs. La lettre de son frère lui déplut donc souverainement. Etant venu faire un voyage dans le nord, il lui adressa d'Ostende, deux mois après celle que l'on vient de lire, une lettre vraiment cruelle et dont la lecture fait éprouver un sentiment pénible, quand on songe à la faiblesse des liens du sang les plus sacrés, quand ils sont mis en balance avec les intérêts d'une politique insatiable. Voilà cette lettre, modèle de hauteur et d'abus de la force.

" Mon frère, dans la situation où nous sommes, il faut " toujours parler franchement: je connais vos plus secrètes " dispositions, et tout ce que vous me direz en contradiction " ne sert de rien. La Hollande est dans une situation " fâcheuse, cela est vrai; je conçois que vous désirez en " sortir; ce n'est pas moi qui y puis quelque chose, c'est " vous, et vous seul. Quand vous vous conduirez de manière " à persuader aux Hollandais que vous agissez par mon ins- " piration, que toutes vos démarches, que tous vos sentimens " sont conformes aux miens, alors, vous serez aimé, vous " serez estimé, et vous acquerrez la consistance nécessaire " pour reconstituer la Hollande. Lorsque être l'ami de la " France et le mien sera un titre pour être bien à votre cour, " toute la Hollande se trouvera dans une situation naturelle. " Depuis votre retour de Paris, vous n'avez rien fait pour " cela. Quel sera le résultat de votre conduite? Vos sujets " se trouvant ballotés entre la France et l'Angleterre, se " jetteront dans les bras de la France, et demanderont à " grands cris la réunion, comme un refuge contre tant d'in-

“ certitude. Si la connaissance de mon caractère, qui est de “ marcher droit à mon but, sans qu'aucune considération “ puisse m'arrêter, ne vous a pas éclairé, que voulez-vous “ que j'y fasse? Je puis me passer de la Hollande, la Hol- “ lande ne peut se passer de ma protection. Si, soumise à “ un de mes frères, attendant de moi seul son salut, elle ne “ trouve pas en lui mon image, vous détruisez toute con- “ fiance dans votre administration ; vous brisez vous-même “ votre sceptre. Aimez la France, aimez ma gloire, c'est “ l'unique manière de servir le roi de Hollande. La Hol- “ lande, devenue partie de mon empire, si vous eussiez été “ ce que vous deviez être, m'eût été d'autant plus chère, que “ je lui avais donné un prince qui était presque mon fils. “ En vous mettant sur le trône de Hollande, j'avais cru y “ placer un citoyen français ; vous avez suivi une route “ diamétralement opposée ; je me suis vu forcé de vous in- “ terdire la France, et de m'emparer d'une partie de votre “ pays. Lorsque vous vous montrez mauvais Français, vous “ êtes moins pour les Hollandais qu'un prince d'Orange, “ auquel ils doivent le rang de nation et une longue suite “ de prospérité et de gloire. Il est prouvé à la Hollande, “ que votre éloignement de la France lui a fait perdre ce “ qu'elle n'aurait pas perdu sous Schimmelpenninck ni sous “ un prince d'Orange. Soyez d'abord Français et frère de “ l'empereur, et soyez sûr que vous serez dans le chemin des “ intérêts de la Hollande. Le sort en est jeté, vous êtes in- “ corrigible ; déjà vous voulez chasser le peu de Français “ qui vous restent : ce n'est ni des conseils, ni des avis, ni de “ l'affection qu'il faut vous montrer ; mais la menace et la “ force. Qu'est-ce que ces prières et ces jeûnes mystérieux “ que vous ordonnez? Louis, vous ne voulez pas régner “ long-temps ; toutes vos actions décèlent mieux que vos “ lettres intimes, les sentimens de votre âme. Revenez de “ votre fausse route ; soyez bien Français de cœur ou votre “ peuple vous chassera*, et vous sortirez de la Hollande,

* Ce fut au contraire, parce que, roi de Hollande, Louis s'était fait Hollandais que *son peuple* ne le chassa pas, mais qu'il emporta les regrets de la plupart de ceux des Hollandais qui avaient été à même d'apprécier ses excellentes qualités, et étaient doués d'assez de raison pour juger que ce n'était pas à lui qu'il fallait imputer les maux qui accablaient la Hollande.

" l'objet de la risée, et de la risée des Hollandais. C'est avec " de la raison et de la politique que l'on gouverne les états, " et non avec une lymphe âcre et viciée.

" NAPOLÉON."

Cette lettre à peine écrite et envoyée à Louis, Napoléon fut informé d'une rixe de laquais à laquelle le comte de La Rochefoucauld, sachant sans doute qu'il servirait bien son maître en offrant un prétexte à sa colère, voulut donner une importance toute diplomatique; véritablement, il fut constaté que l'honneur de son cocher avait été compromis par l'insulte d'un bourgeois d'Amsterdam. Cette provocation chatouilla désagréablement les susceptibilités de la livrée qui demanda des satisfactions, et il s'engagea une rixe qui aurait pu devenir sérieuse, puisqu'elle prit un caractère de Français à Hollandais, si la garde du palais n'était venue mettre le holà. Sur le rapport de son ambassadeur, qui parvint à l'empereur trois jours après sa dernière missive à son frère, à Lille, où il était, Napoléon fulmina contre lui la dernière lettre que voici, le tout à l'occasion du cocher de M. de la Rochefoucauld. L'illustre auteur des Maximes ne se serait pas montré plus exigeant quand il faisait la guerre aux rois. Quoi qu'il en soit Napoléon écrivit à Louis dans les termes suivans:

" Mon frère, au moment où vous me faites les plus belles " protestations, j'apprends que les gens de mon ambassadeur " ont été maltraités à Amsterdam. Mon intention est que " ceux qui se sont rendus aussi coupables envers moi me " soient livrés, afin que la vengeance que j'en tirerai serve " d'exemple. Le sieur Serrurier m'a rendu compte de la " manière dont vous vous êtes conduit à l'audience diplo- " matique. Je vous déclare donc que je ne veux plus d'am- " bassadeur de Hollande à Paris; l'amiral Verhuell a ordre " d'en partir dans vingt-quatre heures. Ce ne sont plus " des phrases et des protestations qu'il me faut; il est temps " que je sache si vous voulez faire le malheur de la Hol- " lande, et, par vos folies, causer la ruine de ce pays. Je " ne veux pas non plus que vous envoyiez de ministre en " Autriche; je ne veux pas non plus que vous renvoyiez " les Français qui sont à votre service. J'ai rappelé mon

" ambassadeur ; je n'aurai plus en Hollande qu'un chargé " d'affaires. Le sieur Serrurier, qui y reste en cette qualité, " vous communiquera mes intentions. Je ne veux plus " exposer un ambassadeur à vos insultes. Ne m'écrivez " plus de vos phrases ordinaires ; voilà trois ans que vous " me les répétez, et chaque instant en prouve la fausseté.

" C'est la dernière lettre de ma vie que je vous écris.

" Napoléon."

Je n'ai pas besoin de faire remarquer, ce qui sans doute aura frappé tout le monde, c'est que la conduite de Napoléon avec son frère mit en action la fable du Loup et l'Agneau, avec cette différence qu'en cette circonstance, c'est à l'agneau Louis qu'il aurait appartenu de dire quand on lui attribuait les malheurs de la Hollande : " Si ce n'est *moi*, c'est donc *mon* frère."

Réduit ainsi à la dernière extrémitié, placé entre la nécessité cruelle d'accabler la Hollande de ses propres mains, ou d'en laisser le soin à l'empereur, Lous n'hésita pas, et résolut de se décharger d'un sceptre qu'il ne lui était pas permis de rendre paternel. Sa résolution prise, il adressa un message au corps législatif du royaume de Hollande pour lui faire connaître les motifs trop légitimes de son abdication. En effet, qu'y avait-il de plus légitime qu'un acte qui venait à la suite d'une occupation armée dans un pays uni à l'empire par ce que l'on appelait autrefois une alliance de famille ; mais alors rien n'arrêtait Napoléon dans le cours de ses volontés ? Sous le commandement du duc de Reggio, les troupes françaises étaient entrées en Hollande, et ce maréchal, qui y était plus roi que le roi lui-même, menaça d'occuper Amsterdam, devenue alors la capitale de la Hollande. Louis descendit donc de son trône, et quatre ans après Napoléon fut renversé du sien.

" Il y a long-temps, disait Louis dans son message, il y a long-temps que je prévois l'extrémité où je suis réduit ; mais je n'aurais pu l'éviter qu'en trahissant les plus sacrées de mes obligations, qu'en cessant de prendre les intérêts et d'attacher mon sort à celui du pays ; je ne pouvais le faire."

Dans ce passage, Louis fait allusion au projet qui fut

discuté de défendre Amsterdam contre les troupes françaises, projet insensé, sans doute, mais pour lequel un honnête homme, roi de Hollande, ne pouvait pas le premier montrer de l'opposition. " Que sait-on ? disait Louis dans un autre endroit ; peut-être suis-je le seul obstacle à la réconciliation de ce pays avec la France ; et, si cela était, j'aurais pu, je pourrais trouver quelque espèce de consolation à traîner un reste de vie errante et languissante loin des premiers objets de toutes mes affections."

Après ce message, Louis publia l'acte de son abdication ; il l'appuya sur la malheureuse situation du royaume, qu'il attribuait à l'indisposition de son frère contre lui, sur l'inutilité de ses efforts et de ses sacrifices pour faire cesser un tel état de choses, enfin, sur ce qu'il se regardait comme la cause des mésintelligences continuelles qui se renouvelaient entre l'empire français et la Hollande. Mais, et ce rapprochement me semble bien digne de remarque, Louis, en abdiquant la couronne de Hollande, crut pouvoir le faire en faveur de son fils, comme encore, quatre ans après, Napoléon crut pouvoir abdiquer la sienne en faveur du roi de Rome. Et, si dans l'histoire de Napoléon on cherchait des rapprochemens semblables, combien de fois on le verrait, dans l'immensité de ses revers, frappé précisément des mêmes coups dont il avait accablé les autres dans l'immensité de sa fortune.

Louis fit ses adieux aux Hollandais dans une proclamation, où il leur disait :

" Intimement convaincu que je ne puis plus rien pour votre intérêt comme pour votre bien-être ; me croyant, au contraire, un obstacle au retour des bons sentimens de mon frère envers le pays, je viens d'abdiquer en faveur de mon fils aîné, le prince royal, Napoléon-Louis, et de son frère, le prince Charles-Louis-Napoléon. Sa majesté la reine est régente de droit, d'après la constitution ; en attendant son arrivée, la régence est confiée au conseil des ministres.

" Hollandais ! je n'oublierai jamais un peuple bon et vertueux comme vous ; ma dernière pensée comme mon dernier soupir seront pour votre bonheur. En vous quittant, je ne saurais trop vous recommander de bien recevoir les soldats et les agens français : c'est le meilleur moyen de plaire à sa

majesté l'empereur, de qui votre sort, celui de vos enfans, de votre pays, dépendent entièrement.

" A prèsent que la malveillance et la calomnie ne peuvent plus m'atteindre, du moins, pour ce qui vous regarde, j'ai le juste espoir que vous trouverez enfin la récompense de tous vos sacrifices et de votre courageuse persévérance et résignation.

" Louis Napoléon."

Après avoir publié cette proclamation en forme d'adieux aux Hollandais, Louis se retira aux eaux de Tœplitz. Il y vivait retiré et fort tranquille, quand il apprit que son frère, loin de respecter les clauses de son abdication, avait réuni la Hollande à l'empire. Alors il publia la protestation que l'on va lire. Il m'en tomba un exemplaire entre les mains, et la circulation de cette pièce fut sévèrement défendue par la police.

" Les événemens qui m'ont forcé à remettre la couronne au prince royal sont à peu près connus des souverains avec lesquels j'étais en relation. Ce n'est què dans quelque temps encore que tous ces détails pourront être dévoilés. Retiré chez S. M. l'empereur et roi, François II., je voulais me contraindre au silence; mais je suis obligé de le rompre aujourd'hui que les journaux m'apportent le décret du 9 juillet. J'y suis obligé, pour l'intérêt de mon pays, pour ma justification, et au nom du jeune roi, mineur dans ce moment, mais qui doit parvenir à sa majorité, sans perdre les droits que Dieu et la nation lui ont donnés à la couronne.

" Les circonstances actuelles qui rendent impossible la publication des moindres actes et documens sans l'aveu de l'empereur mon frère, l'état d'incertitude et d'isolement dans lequel je suis, environné de gens non éprouvés, tout rendra la remise et la publication de cet acte difficiles; mais les sentimens que je porte à l'empereur François et à l'empereur Alexandre me font espérer de trouver un jour l'occasion de le leur remettre sûrement, et de donner ainsi à la nation et à mon fils le moyen de faire valoir leurs droits et de justifier ma mémoire quand les circonstances le permettront.

" La constitution de l'Etat, garantie par l'empereur mon

frère, me donnait le droit d'abdiquer en faveur de mes enfans. Cette abdication a eu lieu dans les forme et teneur prescrites par la constitution.

" L'empereur n'avait aucun droit de déclarer la guerre à la Hollande, et il ne l'a point fait.

" Il n'y a aucun acte, aucun assentiment, aucune demande de la nation hollandaise qui puisse autoriser la réunion prétendue.

" Mon abdication ne laisse point le trône vacant; je n'ai abdiqué qu'en faveur et pour mes enfans.

" Cette abdication laissant la Hollande pour douze ans encore sous une régence, c'est-à-dire sous l'influence directe de l'empereur, aux termes de la constitution, il n'avait aucun besoin de cette réunion pour faire exécuter toutes ses volontés contre le commerce et contre l'Angleterre, puisqu'il n'y avait plus, par-là, que sa volonté en Hollande.

" D'après cette dernière considération, il est donc prouvé aux yeux de l'univers, à ceux des souverains en paix avec la France et à la Hollande, aux yeux de tous les Français, que les querelles, les reproches, les accusations si souvent répétées dans les journaux et les pièces officielles contre la Hollande et contre moi, n'étaient que des calomnies, des prétextes pour arriver à la réunion. Si cela n'avait point été depuis long-temps le but de la politique envers le roi de Hollande, on aurait approuvé son abdication, qui donnait une facilité et un pouvoir absolu à l'empereur sur la Hollande, puisque, d'après la constitution, il avait le droit de nommer le régent. Ainsi donc, on n'a pas craint de vouloir faire du nom de l'empereur, de son frère, un instrument de perfidie et de mort envers toute une nation.

" Ainsi donc il est prouvé que le roi devait servir, malgré lui, d'intermédiaire à la réunion; comme le gouvernement du grand-pensionnaire a servi d'intermédiaire à la monarchie.

" Mais je suis monté sur le trône sans autres conditions que celles que m'imposaient ma conscience, mes devoirs, l'intérêt et le bien-être de mon peuple. Je déclare donc, devant Dieu et les souverains indépendans auxquels je m'adresse,

1° Que le traité imposé le 16 mars 1810, qui a donné l'occasion de séparer de la Hollande les provinces de Zélande et

de Brabant, a été accepté par force, et ratifié conditionnellement par moi à Paris, où j'étais retenu contre mon gré; qu'en outre il n'a jamais été exécuté de la part de l'empereur mon frère. Au lieu de six mille Français que je devais entretenir, aux termes du traité, ce nombre a été plus que doublé; au lieu de n'occuper que les embouchures des rivières et les côtes, les douaniers français ont envahi l'intérieur du pays; au lieu de ne se mêler que des mesures relatives au blocus de l'Angleterre, on s'est emparé des magasins de l'état; on a emprisonné les Hollandais arbitrairement; et enfin on n'a tenu aucune des promesses verbales faites par le ministre des affaires étrangères, duc de Cadore, au nom de l'empereur, d'accorder des indemnités pour les pays cédés par ledit traité; d'en adoucir l'exécution, si le roi voulait s'en rapporter entièrement à l'empereur, etc., je déclare en mon nom, en celui de la nation et de mon fils, le traité imposé, le 16 mars 1810, par l'empereur, comme nul et de nul effet.

2° Je déclare que mon abdication n'a eu lieu qu'à la dernière extrémité, forcé par l'empereur mon frère, à ce seul parti; qu'il me convenait de conserver les droits de la Hollande et de mes enfans, et qu'elle n'a eu lieu, et ne peut avoir lieu qu'en faveur de ceux-ci.

3° En mon nom, au nom du roi mineur et de la nation hollandaise, je déclare la prétendue réunion de la Hollande à la France, mentionnée dans le décret de l'empereur mon frère, en date du 9 juillet passé, comme nul et de nul effet, illégale, injuste, arbitraire aux yeux de Dieu et des hommes, dont elle blesse tous les droits; se réservant la nation et le roi mineur, de faire valoir leurs justes droits quand les circonstances le permettront.

"Donné à Tœplitz, en Bohême. Le présent acte écrit et signé de ma main, et scellé du sceau de l'état, ce 1er août 1810.

"Louis Napoléon."

Ainsi semblèrent finir les relations entre deux frères d'un caractère si opposé. Mais Napoléon, courroucé de ce que Louis avait osé protester contre la réunion de son royaume à l'empire, ce qu'il avait fait comme on l'a vu en termes éner-

giques, le fit sommer de revenir en France, où il l'appelait en sa qualité de connétable et de prince français. Louis ne crut pas devoir obtempérer à cette sommation ; et ce fut alors que dans sa colère, Napoléon, tout en tenant la parole qu'il lui avait donnée à la fin de sa dernière lettre de ne plus lui écrire, lui fit adresser la lettre suivante par M. Otto, ambassedeur à Vienne, depuis le mariage encore récent de l'empereur avec Marie-Louise.

" Sire,

" L'empereur m'ordonne d'écrire à votre majesté dans les termes suivans :

" Le devoir de tout prince français et de tout membre de la famille impériale est de résider en France, et il ne peut s'absenter qu'avec la permission de l'empereur. Après la réunion de la Hollande à l'empire, l'empereur a toléré que le roi résidât à Tœplitz en Bohême. Sa santé paraissait lui rendre les eaux nécessaires ; mais aujourd'hui l'empereur entend que le prince Louis, comme prince français et comme dignitaire de l'empire, y soit rendu au plus tard au 1er décembre prochain, sous peine d'être considéré comme désobéissant aux constitutions de l'empire et au chef de sa famille, et traité comme tel.

" Je remplis, Sire, mot pour mot, la mission qui m'est confiée, et j'envoie le premier secrétaire d'ambassade pour être assuré que cette lettre aura été remise exactement.

" Je prie V. M. d'agréer l'hommage de mon profond respect.

" L'ambassadeur de France près la cour de Vienne.

" Otto."

Quelle lettre que celle-ci, adressée par un sujet à un prince que l'on a fait roi ! Quand j'eus occasion de voir plus tard M. Otto à Paris, comme il savait que j'aimais beaucoup Louis, il m'en parla, et me dit combien il lui en avait coûté d'écrire une lettre aussi peu mesurée au frère de l'empereur ; mais, il s'était servi des expressions même dictées par l'irritation de Napoléon, irritation qu'il éprouvait, quand on ne se courbait pas sous le joug de sa volonté. J'aurai encore à reparler

de Louis Bonaparte dans la dernière partie de mes mémoires, et surtout d'Hortense, mais je n'ai plus rien à dire du roi de Hollande.

CHAPITRE IX.

L'épée de Bonaparte base de son empire.—Demande de troupes aux états près desquels je suis accrédité.—Mauvais succès.—Politique de M. de Metternich.—Les Thugut et les Kaunitz.—La Russie à l'égard de la France.—Union intime de l'Autriche et de la Russie.—Retour des Anglais en Espagne.—Soult roi de Portugal, et Murat successeur de l'empereur.—Première levée de la landwehre en Autriche.—Le Correspondant de Hambourg et un employé de la guerre à Vienne.—Antécédens de la campagne de 1809.—Lettre antérieure de Napoléon à l'empereur d'Autriche.—Conseils intéressés.—Ma persuasion anticipée relativement à la guerre.—Humiliation du cabinet de Vienne.—Illusions de l'Autriche.—Déclaration du prince Charles.—Dépêche télégraphique.—Incroyable rapidité de Napoléon.—Adoption des soldats bavarois.—Proclamation de l'empereur à ses soldats.—Ordres expliqués.—Ossian et Bonaparte.

Bonaparte, dont l'empire n'avait pour base que son épée et ses victoires, toujours préoccupé de ses immenses projets, aspirant sans cesse au moment où tous les souverains de l'Europe continentale seraient *ses cadets*, demanda donc, comme je l'ai dit plus haut, des contingens de troupes aux Etats près desquels j'étais accrédité. Le duché de Mecklembourg-Schwerin devait fournir un régiment de dix-huit cents hommes ; les autres petits Etats, tels que Oldenbourg, Mecklembourg-Strelitz, devaient aussi en fournir de moins nombreux. Il fallait que toute l'Europe se levât en armes pour seconder les projets gigantesques de nouveau souverain. Cette demande de contingens et la persistance que l'empereur y mit donnèrent lieu à une immense correspondance qui n'eut aucun résultat. Les notes, les ordres, restèrent dans le portefeuille, et les contingens dans leur patrie. Etait-ce au Nord qu'il devait demander des soldats pour se précipiter contre le Nord ? J'ai déjà dit quelle avait été l'impossibilité de satisfaire à ses exigences exorbitantes, lorsque, ayant demandé trois mille matelots aux villes Anséatiques, il n'obtint qu'un cinquième de ce contingent impérativement exigé.

M. de Metternich, dont on a connu depuis la rare habileté, était, depuis plus d'un an, ambassadeur d'Autriche à Paris. Il excellait, dès lors, dans l'art de manier les esprits et de faire tourner à l'avantage de sa politique ses grâces extérieures et ses succès de salon. Son père, homme habile, nourri dans la vieille diplomatie des Thugut et des Kaunitz, l'avait habitué de bonne heure à faire croire aux autres gouvernemens, par des agens, ce qui peut les induire en erreur au profit du maître pour lequel on les emploie. Toutes ses manœuvres amenèrent l'Autriche à prendre un ton aigre et hautain ; et voulant, disait-elle, assurer son indépendance, elle publia qu'elle allait se mettre en mesure pour se préserver de toute entreprise dirigée contre elle, et dont elle avait souvent été la victime. Ce langage, encouragé par l'évacuation entière de l'Allemagne et par la guerre d'Espagne, dont on prévoyait généralement une mauvaise issue, on le tenait en pleine paix, et lorsque la France n'était pas sur un pied de guerre menaçant.

M. de Metternich, qui avait les instructions de sa cour, ne répondit rien de satisfaisant à l'empereur qui, tout à coup, appela une conscription et, comme on le verra, fit revenir son armée d'Espagne, pour la porter en Allemagne.

Il était nécessaire aussi de s'entendre avec la Russie qui, occupée de sa guerre en Finlande et contre les Turcs, semblait ne vouloir pas entrer dans l'alliance de l'Autriche, ni la soutenir par ses armes. Quelle était, en effet, la situation de l'empereur Alexandre, à l'égard de la France ? Il avait souscrit à Tilsitt une paix qui lui paraissait forcée ; et il était persuadé que le temps seul ramènerait la possibilité de prendre part à une lutte que tout annonçait devoir recommencer, soit contre la Russie, soit contre l'Autriche.

Il était évident pour tout homme sensé, que l'Autriche en faisant cette levée de boucliers, comptait, sinon sur l'assistance, du moins sur la neutralité de la Russie. Cette puissance avait alors deux ennemis ; les Suédois et les Turcs, avec lesquels elle espérait terminer avec avantage. Elle était donc ravie de voir la France s'engager encore dans une lutte terrible contre la puissance autrichienne, et il était hors de doute qu'elle s'empresserait de profiter des chances favorables à l'Autriche, pour se joindre à elle contre les envahissemens

de la France. Je n'ai jamais pu concevoir comment, dans cet état de choses, Napoléon s'aveugla, au point de réclamer le secours de la Russie, dans ses démêlés avec l'Autriche? Il fallait qu'il eût été bien trompé sur les relations des deux cours, sur leurs rapports d'amitié et leur union parfaite, pour s'opposer à l'ambition toujours croissante de leur ennemi commun, qui venait de s'emparer de l'Espagne, dont l'usurpation ne fut pas pour peu de chose dans les résolutions de l'Autriche. L'accession de l'empereur Alexandre, à Erfurth, était plutôt un acte de courtoisie, qu'un acte de politique.

En somme, tout ce qui se passait alors sur le Continent était à l'avantage de l'Angleterre. Les puissances continentales s'affaiblissaient, s'appauvrissaient par des guerres contre la France, et la France elle-même, malgré l'immensité de ses ressources et l'infatigable activité de son chef, s'affaiblissait aussi au milieu même de ses triomphes. Les Anglais qui avaient été forcés de s'éloigner de l'Espagne, y revinrent. Ils choisirent pour le lieu de leur débarquement le Portugal, qui était pour eux une colonie, et marchèrent contre le maréchal Soult, qui quitta l'Espagne pour venir à leur rencontre. Tout autre que Soult eût été peut-être embarrassé de surmonter les obstacles qu'il eut à combattre. On a beaucoup parlé de son envie de se faire roi de Portugal; Bernadotte m'a dit, lors de son passage à Hambourg, qu'il en avait été fortement question au quartier-général, après la bataille de Wagram. Bernadotte n'y croyait pas, et je pense bien que Napoléon n'y a pas cru non plus. Soult avait rendu de trop bons services à Austerlitz pour que l'empereur ajoutât foi à de pareils bruits. Néanmoins, cette affaire est encore dans l'obscurité, et elle n'en sera tirée que quand quelqu'un, au courant de cette intrigue, voudra s'expliquer franchement. Ce n'est pas avec des doutes, des réticences, des suppositions que l'on écrit l'histoire, c'est avec des révélations vraies et des faits attestés.

Puisque j'ai entamé, à l'occasion de Soult, le chapitre des ambitions présumées, je rapporterai ici ce que j'ai su assez positivement sur l'ambition de Murat à succéder à l'empereur. Voici les faits. Lorsque Romanzow fut de retour de son inutile mission à Londres, dont j'ai parlé, l'empereur, comme l'on sait, se rendit à Bayonne. Bernadotte, qui avait à Paris

un agent qu'il payait fort cher, me dit un jour qu'il avait reçu un bulletin dans lequel on lui disait que Murat avait manifesté l'idée qu'il pourrait un jour succéder à l'empereur. Des flatteurs entretenaient Murat dans cet espoir chimérique, il espérait en tirer bon parti. Je ne sais pas jusqu'à quel point Napoléon fut instruit, et ce qu'il dit de cette nouvelle, mais Bernadotte me la donna comme sûre. Toutefois, on aurait eu bien tort de tirer de grandes conséquences d'un mot peut-être échappé à la vivacité de Murat, car cette vivacité le menait quelquefois à des imprudences dont les résultats étaient toujours à craindre avec un homme comme Napoléon, pour qui, grâces à la manière dont il savait se faire servir, la vie de tous les hommes un peu importans était de verre.

Ce fut au milieu des opérations de la guerre d'Espagne, que Napoléon dirigeait en personne, qu'il apprit que l'Autriche levait pour la première fois la Landwehre.

J'eus des documens fort précieux sur ces armemens de l'Autriche, par le directeur du Correspondant de Hambourg. Ce journal, le plus répandu de tous les journaux qui aient jamais existé, puisque, comme je crois l'avoir déjà dit, il ne comptait pas moins de soixante mille abonnés, payait des sommes considérables sur les divers points de l'Europe aux personnes qui pouvaient et voulaient le tenir au courant des nouvelles ; il donnait à Vienne six mille francs par an à un employé de la guerre, et ce fut cet employé qui lui manda que l'Autriche armait, et que des ordres s'expédiaient partout pour rassembler et mettre en mouvement tous les ressorts de la puissante monarchie autrichienne. J'avais informé de ces dispositions le gouvernement français, et je le prévenais en termes assez clairs que l'on redoublât d'attention et que l'on se mît en mesure. On devait se souvenir des précédentes agressions et surtout de celle de 1805. Ces nouvelles arrivèrent probablement de plusieurs côtés ; toujours est-il que l'empereur laissa le soin des affaires militaires d'Espagne à ses généraux et partit pour Paris où il arriva à la fin de janvier 1809 ; il n'était en Espagne que depuis le commencement de novembre, et sa présence y avait ramené la victoire sous nos drapeaux ; mais, si les troupes insurgées étaient battues, les habitans, loin d'être soumis, se montraient de plus en plus défavorables à la cause de Joseph, et il n'était guère

probable qu'il pût jamais s'asseoir tranquillement sur le trône de Madrid.

Qu'il me soit permis, actuellement, avant de parler de ce que j'ai su relativement à la campagne d'Allemagne qui allait s'engager, de revenir à un de ses antécédens les plus importans. On a vu précédemment, lorsque j'ai parlé de l'entrevue d'Erfurth, la lettre un peu entortillée que l'empereur François avait envoyée à Napoléon par le baron de Vincent. Je n'ai pas voulu la faire suivre immédiatement de la réponse à laquelle elle donna lieu, parce que cette réponse, dictée par une sorte de prévision, se trouve beaucoup mieux placée pour servir d'introduction aux événemens de 1809; voici cette réponse datée d'Erfurth:

" Monsieur mon frère,

" Je remercie Votre Majesté Impériale et Royale de la " lettre qu'elle a bien voulu m'écrire, et que le baron de " Vincent m'a remise. Je n'ai jamais douté des intentions " droites de Votre Majesté, mais je n'ai pas moins craint un " moment de voir les hostilités se renouveler entre nous. Il " est à Vienne une faction qui affecte la peur, pour précipi- " ter votre cabinet dans des mesures violentes, qui seraient " l'origine de malheurs plus grands que ceux qui ont pré- " cédé. J'ai été le maître de démembrer la monarchie de " Votre Majesté, ou du moins de la laisser moins puissante; " je ne l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, elle l'est de mon " vœu; c'est la plus évidente preuve que nos comptes sont " soldés, et que je ne veux rien d'elle. Je suis toujours " prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie; je ne ferai " jamais rien contre les principaux intérêts de ses états. " Mais Votre Majesté ne doit pas remettre en discussion ce " que quinze ans de guerre ont terminé; elle doit défendre " toute proclamation ou démarche provoquant la guerre. La " dernière levée en masse aurait provoqué la guerre, si " j'avais pu craindre que cette levée et ces préparatifs " fussent combinés avec la Russie. Je viens de licencier le " camp de la Confédération. Cent mille hommes de mes " troupes vont à Boulogne, pour renouveler mes projets sur " l'Angleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur " de voir Votre Majesté, et que j'ai conclu le traité de Pres-

" bourg, que nos affaires étaient terminées pour toujours, " et que je pouvais me livrer à la guerre maritime sans être " inquiété ni distrait. Que Votre Majesté se méfie de ceux " qui, lui parlant des dangers de sa mouarchie, troublent " ainsi son bonheur, celui de sa famille et de ses peuples; " ceux-là seuls sont dangereux; ceux-là seuls appellent les " dangers qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite " droite, franche et simple, Votre Majesté rendra ses peuples " heureux, jouira elle-même du bonheur, dont elle doit " sentir le besoin, après tant de troubles, et sera sûre d'avoir " en moi, un homme décidé à ne jamais rien faire contre ses " principaux intérêts. Que ses démarches montrent de la " confiance et elles en inspireront. La meilleure politique " aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me " confie ses inquiétudes, lorsqu'on parviendra à lui en don- " ner, je les dissiperai sur-le-champ. Que Votre Majesté " me permette un dernier mot: qu'elle écoute son opinion, " son sentiment; il est bien supérieur à celui de ses conseils. " Je prie Votre Majesté de lire ma lettre dans un bon sens, " et de n'y voir rien qui ne soit pour le bien et la tranquil- " lité de l'Europe et de Votre Majesté."

Aussitôt que j'eus connaissance de la lettre de Napoléon, je ne doutai pas qu'une nouvelle guerre eût bientôt lieu entre la France et l'Autriche. Le ton de supériorité que Napoléon y prenait, comme s'il eût écrit à un des princes soumis de sa confédération du Rhin, était bien de nature à irriter l'orgueil offensé de l'héritier des Césars. Le cabinet de Vienne s'y voyait en même temps attaqué de manière à aigrir tous ses membres contre Napoléon, et d'ailleurs l'illusion, cette dernière ressource du malheur, se présentait sous des formes séduisantes aux yeux de l'Autriche; de ce qu'elle avait été vaincue, il ne s'en suivait pas qu'elle le serait encore; elle pouvait reconquérir ce qu'elle avait perdu, et la guerre que Napoléon était obligé de nourrir à grands frais d'hommes et d'argent contre la péninsule hispanique, lui donnait des chances de succès qu'elle n'avait pas eues la première fois, où l'Angleterre seule était en guerre contre la France, alors surtout que la Grande-Bretagne n'avait pas, comme dans ces circonstances nouvelles, un point de l'Europe où

elle pût employer ses troupes de terre contre la puissance de Napoléon.

Séduite par ces illusions, l'Autriche ne tarda pas à faire des prépararifs de guerre; on arma de toutes parts dans les états héréditaires, tandis que l'ambassadeur d'Autriche à Paris, le comte de Metternich, protestait toujours, conformément aux ordres de sa cour, de la bonne intention de son gouvernement en faveur de la paix. J'étais informé par mes correspondans des dispositions hostiles de l'Autriche, et je transmettais exactement au gouvernement les renseignemens que je recevais; mais soit aveuglement, soit plutôt que Napoléon voulut une guerre nouvelle, dans laquelle, bien évidemment, il ne serait pas l'agresseur, il se laissa surprendre. L'Autriche, malgré les instigations de ses conseillers, hésita d'abord à prendre l'initiative; mais enfin, cédant aux sollicitations ouvertes de l'Angleterre, aux insinuations souterraines de la Russie, séduite surtout par les subsides de la Grande-Bretagne, l'Autriche éclata, et commença les hostilités, non d'abord contre la France, mais contre les alliés de la Confédération du Rhin. Le 9 d'avril, le prince Charles, chargé du commandement en chef des troupes autrichiennes, adressa au général en chef de l'armée française en Bavière, une note ainsi conçue:

" D'après une déclaration de sa majesté l'empereur d'Au-" triche à l'empereur Napoléon, je préviens M. le général en " chef de l'armée française que j'ai l'ordre de me porter en " avant avec les troupes sous mes ordres, et de traiter en en-" nemi toutes celles qui me feront résistance."

Un courrier porta en toute hâte une copie de cette déclaration à Strasbourg, d'où elle fut transmise à Paris par le télégraphe.

L'empereur surpris, mais non déconcerté par cette nouvelle, la reçut à Saint-Cloud le 11 d'avril, et deux heures après il était sur la route d'Allemagne. La complication des affaires où il se trouvait alors engagé sembla donner un véhicule nouveau à son activité. Quand il parut à l'armée, ni ses troupes; ni sa garde n'avaient encore eu la possibilité de s'y transporter, et c'est dans cette circonstance qu'il se jeta à la tête des Bavarois, et adopta en quelque sorte les soldats

de Maximilien. Six jours après son départ de Paris, l'armée du prince Charles, qui avait passé l'Inn, était menacée; le quartier-général de l'empereur était à Donawerth, et c'est de là qu'il adressa à ses soldats une de ces proclamations énergiques et concises qui leur fit enfanter tant de prodiges.

" Soldats, leur disait-il, le territoire de la Confédération a " été violé. Le général autrichien veut que nous fuyions à " l'aspect de ses armes et que nous lui abandonnions nos " alliés. J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats, j'étais " entouré de vous lorsque le souverain de l'Autriche vint a " mon bivouac en Moravie: vous l'avez entendu implorer " ma clémence, et me jurer une amitié fraternelle. Vain- " queurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre gé- " nérosité: trois fois elle a été parjure! Nos succès passés " nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. " Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse " son vainqueur."

Cette proclamation qui me fut transmise par un courrier extraordinaire, ainsi que quelques autres documens sur la situation des deux armées, arriva fort à propos pour tranquilliser le nord de l'Allemagne, toujours prêt à se déclarer contre Napoléon, mais toujours retenu par la crainte de ses vengeances. Alors me furent expliquées les causes de quelques ordres que j'avais reçus précédemment, lorsque les troupes françaises eurent été retirées des territoires de la confédération, non pas pour former un nouveau camp à Boulogne, comme Napoléon l'avait annoncé dans sa lettre à l'empereur d'Autriche, mais pour être dirigées sur l'Espagne. Cela m'expliqua les ordres du mois de février, dont j'ai parlé, et en vertu desquels je devais presser de toute mon influence une levée de troupes dans les états auprès desquels j'étais accrédité. Toute cette complication d'événemens était funeste sans doute pour l'Europe et pour la France, quels que dussent être ses succès; mais elle offrait une chance favorable au développement du génie de l'empereur. Comme son poète favori, Ossian, ne se plaisait à faire résonner sa lyre qu'au milieu des tempêtes, il lui fallait aussi des tempêtes politiques; il fallait pour faire éclater son génie qu'il fût comprimé de toutes parts par la nécessité, et il est vrai de dire que plus les obstacles accumulés irritaient ses impatiences,

plus il en résultait d'incitation pour son génie gigantesque et quelquefois si puéril.

CHAPITRE X.

Commencement de la campagne de 1809.—Départ de Bernadotte pour l'armée.—Rancune de l'empereur et mécontentement du maréchal.—Lettre que m'écrit Bernadotte.—Rapidité de la marche de l'empereur.—Projet d'une expédition anglaise.—Commencement d'exécution.—Plan de campagne du prince Charles.—Relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'Autriche.—Faits exacts.—Les Anglais à Cuxhaven.—Evacuation de Copenhague.—M. Desarts agent du consulat de Hambourg, et lord Stuart.—Inutilité des menées de l'Angleterre.—Napoléon blessé au talon.—Proclamation de Ratisbonne.—Jactance justifiée par l'événement.—Le major Schill.—Audace et brigandages.—Composition de la troupe de Schill.—Adresse d'un espion.—Hambourg menacé et sauvé.—Fermeté des habitans.—Schill à Lubeck.—Mort de Schill et destruction de sa troupe.—Le duc de Brunswick d'Oelz imitateur de Schill.—Le général Reubell disgracié par Jérôme.—Départ des Anglais de Cuxhaven.—Réflexion.

Pendant la campagne de 1809, et surtout au commencement, la marche de Napoléon fut encore plus rapide qu'elle ne l'avait été pendant la campagne de 1805. Chaque courrier qui arrivait à Hambourg, nous apportait des nouvelles, ou plutôt des prodiges. Aussitôt que l'empereur avait appris l'attaque dirigée par les Autrichens contre la Bavière, des ordres avaient été expédiés à tous les généraux ayant des troupes sous leurs ordres, de se diriger en tout hâte sur le théâtre de la guerre. Le prince de Ponte-Corvo fut appelé à la grande armée, avec les Saxons placés sous son commandement, et déposa momentanément le gouvernement général des villes Anséatiques. Le colonel Damas le remplaça à Hambourg, pendant cette campagne, mais comme simple commandant de place. Cet officier, doué d'excellentes qualités, ne donna jamais lieu à aucun murmure, ni à aucune plainte *. Bernadotte n'était pas content de sa position, et effectivement, l'empereur, qui ne cherchait jamais à le faire

* Le colonel Damas passa dans la suite avec le grade de général au service de Jérôme. Parti du Hanôvre, où il commandait, pour la campagne de 1812, il fut tué à la bataille de la Moskowa. Lorsqu'en 1811, je le revis à Hanôvre, je ne croyais pas lui dire un éternel adieu.

valoir, parce qu'il ne pouvait lui pardonner encore l'opposition qu'il avait montrée au 18 brumaire, le désignait toujours pour un poste où il y avait peu de gloire à recueiller, et ne lui donnait que le moins de troupes possible à commander. J'en reçus, à la date du 6 d'avril, une lettre, dont la dernière phrase marque assez son mécontentement. La voici :

" Sitôt que j'ai reçu votre lettre, mon cher ministre, j'ai fait écrire à Hamelinaye pour qu'il fît terminer l'affaire du théâtre, je lui en parle même dans une lettre que je lui ai écrite depuis ; je pense donc que tout est maintenant aplani. Nous sommes en présence avec les Autrichiens : ceux-ci sont trés-forts en Bohême et sur mon front ; et à peine ai-je quinze-mille Saxons réunis. Présentez, je vous prie, etc., etc. . . .

" J. BERNADOTE."

Je n'entreprendrai pas plus de donner des détails sur la seconde campagne de Vienne que je ne l'ai fait précédemment pour la première et pour la campagne de Tilsitt ; je me bornerai, comme par le passé, à rapporter, d'après mes souvenirs, les détails qui sont venus à ma connaissance pendant que j'étais à Hambourg, où mes fonctions devenaient toujours plus délicates aussitôt qu'un nouveau mouvement se manifestait en Allemagne. Ce que je puis assurer, c'est qu'en 1809 il fallait toute la promptitude que mit l'empereur à marcher sur Vienne pour prévenir les menées que l'on ourdissait contre son gouvernement, car, en cas de non-succès pour nos armes, le coup était bien monté. L'Angleterre, alléchée par quelques premiers succès en Portugal et en Espagne, avait déployé, en cette circonstance, tout le luxe de ses intrigues, et bientôt elle conçut le projet d'une expédition dans le Nord, expédition que le triomphe des armées françaises fit seul avorter.

L'expédition anglaise, dans le nord de l'Allemagne, devait être de dix mille hommes. Dès le mois de juin il y avait déjà à Heilegoland de l'artillerie légère, des habits et des fusils en assez grande quantité ; et je sus d'une manière positive que l'agent anglais qui se trouvait au quartier-général de l'armée autrichienne avait écrit à M. Canning pour qu'il hâtât le plus possible la descente promise dans le Nord.

L'archiduc Charles avait le projet de réunir au centre de l'Allemagne un grand corps de troupes composé du corps du général Am Eude, de celui du général Radizwowitz et des Anglais, auxquels se seraient joints les hommes que l'on espérait insurger.

Les Anglais auraient désiré que les troupes autrichiennes s'avançassent un peu plus : l'agent anglais fit à ce sujet des observations à M. de Stadion, ministre d'autriche ; mais le grand-duc aimait mieux tenter cette diversion que de compromettre le salut de la monarchie en sortant de son inactivité actuelle et en risquant de passer le Danube en face d'un ennemi qui ne se laissait jamais surprendre et qui avait calculé tous les événemens possibles.

Afin d'assurer le succès de cette expédition, le feld-maréchal lieutenant Kienmequer fut envoyé avec un grand renfort et un nombreux état-major pour prendre le commandement en chef des troupes entrées en Saxe et en Franconie, avec l'ordre de pousser l'invasion avec vigueur.

L'archiduc, en concevant ce plan, espérait ou que l'empereur d'Autriche détacherait un gros corps d'armée pour secourir ses alliés, ou qu'il les abandonnerait à leur propre défense. Dans le premier cas, l'archiduc aurait eu une grande supériorité ; et dans le second, tout était préparé en Hesse et dans le Hanôvre pour que les habitans, s'insurgeassent à l'approche des armées autrichiennes et anglaises et fissent cause commune avec elles.

Je puis attester la parfaite exactitude de ces faits, parce qu'ils sont venus à ma connaissance par une lettre officielle qui m'a été communiquée. Quant aux mouvemens de l'Angleterre dans le Nord, je puis ajouter à ce que l'on a lu précédemment quelques autres détails dont l'authenticité ne me fut pas moins démontrée. Au commencement de juillet, les Anglais s'avancèrent vers Cuxhaven avec une douzaine de petits bâtimens de guerre. Ils débarquèrent quatre ou cinq cents matelots et une cinquantaine de soldats de marine et plantèrent un drapeau sur l'un des ouvrages extérieurs. Le lendemain même de ce débarquement à Cuxhaven, les Anglais qui se trouvaient dans le Danemarck évacuèrent Copenhague, après avoir détruit la batterie que la marine avait dressée. Au moment de quitter Cuxhaven, ils arrêtèrent *M.*

Desarts, remplissant les fonctions d'agent du consulat de Hambourg. Le sénateur gouverneur de Ritzbuttel le réclama comme bourgeois de cette ville, mais lord Stuart, commandant la station anglaise, répondit que l'on aurait pour M. Desarts tous les égards possibles, quoique, pour le moment, il ne fût pas encore possible de le relâcher.

Pour obtenir sa liberté des Anglais, M. Desarts s'engagea envers le lord Stuart à ne plus correspondre ni avec le gouvernement français ni avec ses agens, et à se rendre à bord de la frégate anglaise toutes les fois que le lord l'exigerait. Ce fut M. Desarts, lui-même, qui m'écrivit ce que la peur lui avait fait faire.

Toutes les menées et les tentatives de l'Angleterre furent sans résultats sur le Continent, car avec le nouveau système de guerre de l'empereur, qui consistait à faire des pointes sur les capitales, on ne tardait pas à y traiter de la paix. Il fut maître de Vienne, avant même que l'Angleterre fût parvenue à organiser l'expédition dont je viens de parler. Parti de Paris le 11 d'avril, on a vu que le 17, il était à Donawerth ; le 23, il fut maître de Ratisbonne ; c'est dans le combat qui précéda son entrée dans cette ville que Napoléon fut blessé au talon, sans que cette blessure, légère à la vérité, lui ait fait un instant quitter le champ de bataille ; se fut aussi entre Donawerth et Ratisbonne qu'eut lieu l'un des plus illustres faits d'armes de toute la campagne si féconde en brillans exploits. Davoust, par une manœuvre savante et hardie, y gagna et y mérita le titre de prince d'Eckmühl. Avant de quitter Ratisbonne l'empereur adressa encore à ses soldats une courte proclamation, dans laquelle, selon sa coutume, après leur avoir rappelé ce qu'ils avaient déjà fait, il leur indiquait ce qui leur restait encore à faire. Il leur disait : " Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé au " nombre par votre bravoure. En peu de jours nous avons " triomphé dans les trois batailles de Thann, d'Abensberg et " d'Eckmühl, et dans les trois combats de Peissing, de Ladshut et de Ratisbonne. L'ennemi, énivré par un cabinet " parjure, paraissait ne plus conserver un souvenir de nous. " Vous lui avez apparu plus terribles que jamais : naguère il " a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés ; naguère il se promettait de porter la guerre dans le sein de

“ notre patrie ; aujourd'hui défait, épouvanté, il fuit en dé-
“ sordre. Déjà mon avant-garde a passé l'Inn ; avant un
“ mois nous serons à Vienne.”

La fortune paraissait alors tellement soumise aux armes de Napoléon, que l'on aurait pu croire qu'elle prenait plaisir à justifier jusqu'à ses mouvemens de jactance ; car, en effet, un mois ne s'écoula pas entre sa proclamation et l'entrée des troupes françaises à Vienne. Mais, pendant qu'il marchait de triomphe en triomphe sur la capitale de l'Autriche, nous avions, nous, à Hambourg et dans les pays environnans, un voisin qui ne nous laissait pas sans inquiétudes.

Le fameux partisan prussien, le major Schill, après avoir exercé ses brigandages en Westphalie, vint se jeter sur le Mecklembourg, d'où j'appris qu'il avait dessein de surprendre Hambourg. Il avait dit, en Westphalie, que c'était Hambourg qui paierait les contributions qu'il levait sur ce pays. A la tête de six cents hussards bien montés et pleins d'audace, et de quinze cents à deux mille hommes d'infanterie, mal armés, il s'empara le 15 mai, du petit fort de Domitz dans le Mecklembourg ; et de là, envoya sur les deux rives de l'Elbe des partis qui levaient des contributions, arrêtaient et pillaient les diligences, en cherchant avec beaucoup de soin à savoir des nouvelles de l'Angleterre. Ce partisan inspirait la terreur sur son passage ; il frappait des réquisitions dans le Mecklembourg, et quand on refusait de satisfaire à ses demandes, il prenait de force. Outre le corps de troupes qu'il commandait, il avait avec lui un assez grand nombre de prisonniers westphaliens ; des hommes qu'on lui avait signalés comme très-attachés à la cause du roi de Prusse et à celle des Bourbons, s'étaient encore joints à lui. Le 19 mai, un détachement de trente hommes du corps du major Schill, entra à Wismar : il était commandé par un comte de Moleke, qui avait été jadis au service de Prusse, et qui, depuis, s'était retiré sur ses terres du Mecklembourg avec une charge qu'il tenait de la bonté du duc. Oubliant ce qu'il devait à son bienfaiteur, il eut l'infamie de l'envoyer sommer de lui livrer Stralsund. Alarmés des progrès que faisait le partisan Schill, le duc de Mecklembourg et sa cour, quittèrent Ludwisburg, leur résidence habituelle, et se retirèrent à Doberan, sur les bords de la mer. En sortant du Mecklembourg,

Schill s'avança jusqu'à Bergdorf, à quatre lieues de Hambourg. L'alarme devint alors plus vive dans cette ville : un petit nombre de personnes parlaient même déjà de transiger avec Schill, de lui envoyer de l'argent pour le détourner ; mais la fermeté du plus grand nombre des habitans imposa silence à ces timides conseils. Je me concertai avec le commandant de la ville, quelques précautions avaient déjà été prises : nous redoublâmes de vigilance ; la caisse des douanes, dans laquelle il y avait plus d'un million en or, partit pour le Holstein, sous bonne escorte. Je pris cette mesure, pour mettre la caisse à l'abri, et de la bande de Schill, et de cette classe d'individus qui, en pareille circonstance, se laissent toujours facilement entraîner au pillage. En même temps, j'envoyai à Schill un espion adroit, qui l'effraya par le tableau des moyens de défense que présentait Hambourg. Schill renonça à ses desseins sur cette ville, qu'il laissa à sa gauche, et entra dans Lubeck qui se trouvait sans aucune défense.

Tandis que Schill marchait sur Lubeck, un de ses hussards s'était présenté aux portes de cette ville, et avait demandé des logemens pour deux ou trois mille hommes dont il annonçait l'arrivée ; l'employé des douanes allait faire feu sur ce hardi fourrier, quand il s'enfuit à toute bride.

Cependant, le lieutenant-général Gratien, parti de Berlin sur un ordre du prince de Neufchâtel, avec deux mille cinq cents hommes de troupes hollandaises et trois mille Suédois, poursuivait sans relâche le major Schill. La tranquillité fut bientôt rendue à tout le pays, qu'avait mis en émoi cette audacieuse entreprise. Schill, après avoir erré quelques jours encore sur les bords de la mer Baltique, fut atteint par le général Gratien à Stralsund, d'où il allait s'embarquer pour la Suède. Il se défendit en forcené et fut tué après un combat de deux heures ; sa bande fut détruite. Trois cents de ses hussards et deux cents hommes d'infanterie, qui parvinrent à s'échapper de la ville, demandèrent à retourner en Prusse ; ils furent conduits au général prussien, commandant d'une ville voisine. Une guerre de brigandage comme celle que faisait Schill ne peut être avouée honorablement par aucune puissance qui se respecte ; cependant le gouvernement anglais, toujours attentif à exciter et entretenir les

guerres de séditions et de brigandage, avait envoyé à Schill le brevet de colonel et l'uniforme complet de son nouveau grade, avec l'assurance que toutes ses troupes seraient désormais à la solde de l'Angleterre.

Schill eut bientôt un imitateur d'un rang plus élevé ; le duc de Brunswick-d'Oelz vint, en aout 1809, chercher l'honneur dangereux de succéder à ce fameux partisan. A la tête de deux mille hommes, tout au plus, il inquiéta pendant quelques jours la rive gauche de l'Elbe, et entra le 5 dans Bremen. A son approche, le vice-consul de France s'était retiré à Osterhulz. Un officier du duc, que l'on appela depuis dans ce pays un nouveau Schill, se présenta à la maison du vice-consul et exigea 200 louis. L'homme d'affaires du vice-consul, effrayé de la menace que lui faisait cet officier de livrer tout au pillage, capitula avec lui et parvint avec beaucoup de peine à s'en débarrasser avec 80 louis, dont l'honnête voleur lui donna quittance au nom du duc. Ce nouveau partisan ne resta pas long-temps à Bremen ; cherchant à gagner la Hollande en toute hâte, il quitta Bremen le 6 au soir, se dirigeant sur Delmenhorst, où l'avait déjà précédé son avant-garde. Les troupes westphaliennes, commandées par le général Reubell, entrèrent à Bremen le 7, et n'y trouvant plus le duc d'Oelz, se mirent aussitôt à sa poursuite. Les troupes danoises qui occupaient Cuxhaven eurent ordre de se porter sur Bremerlehe pour favoriser les opérations des Westphaliens et des Hollandais. Pendant ce temps, les Anglais s'approchèrent de Cuxhaven et y débarquèrent 3 ou 4000 hommes. Les préposés des douanes et le petit nombre de marins qui se trouvaient à Cuxhaven se replièrent sur Hambourg. Le duc de Brunswick, toujours poursuivi, traversa l'Allemagne, des frontières de la Bohême jusqu'à Elsfleth, petit port sur la rive gauche du Weser, où il arriva le sept, ayant un jour de marche sur ceux qui le poursuivaient. Il s'empara aussitôt de tous les bâtimens de transport qui se trouvaient à Elsfleth et s'embarqua pour Heilegoland. Le roi de Westphalie, attribuant la fuite de ce partisan à la négligence du général Reubell, lui ôta le commandement de ses troupes. Cette résolution produisit un mauvais effet sur l'opinion publique.

Le vice-consul de France à Bremen retourna à son poste.

Quant au débarquement que les Anglais avaient fait à Cuxhaven, pendant que les Danois qui garnissaient ce port étaient occupés à la poursuite du duc de Brunswick, il n'eut aucun résultat. Les Danois, après l'évasion du duc, revinrent à leur poste d'où les Anglais déguerpirent aussitôt. Telle fut l'histoire ou pour mieux dire l'aventure de deux hommes dont le premier était réellement remarquable par son audace à toute épreuve ; ils firent beaucoup de mal aux habitans, causèrent des inquiétudes sérieuses, et durent faire ouvrir les yeux sur ce que pourraient entreprendre un jour des corps libres, quand serait arrivé le moment de l'affranchissement de l'Allemagne.

CHAPITRE XI.

Le guide de Napoléon et le château de Dierństein.—Prévision magnétique.—Richard Cœur-de-lion et le maréchal Lannes.—Paroles de Napoléon.—L'empereur aux portes de Vienne.—Bombardement, et l'archiduchesse Marie-Louise.—Nouvelle proclamation de Napoléon.—Insulte à l'empereur d'Autriche.—Les proclamations et les bulletins.—Trop de choses à la fois.—Liberté du commerce avec l'Angleterre.—Facilité de correspondance.—Les douaniers et la contrebande à Hambourg.—Six mille contrebandiers.—Le sucre brut et le sable.—Convoi funèbre du sucre et du café.—Inutilité des punitions.—Ambargo sur la publication des nouvelles.—Surveillance que j'exerce sur le Correspondant de Hambourg.—Nouvelles supprimées.—Exigences jamais satisfaites.

Rapp, qui était revenu auprès de l'empereur remplir ses fonctions d'aide-de-camp pendant la campagne de Vienne, m'a raconté un de ses traits, ou plutôt un de ces jugemens de Napoléon qui semblaient en lui, quand on compare ses paroles d'alors aux événemens qui se sont développés depuis ; une sorte de prévision magnétique sur ses futures destinées. Rapp me dit un jour, que quelques journées avant Vienne, l'empereur se faisant expliquer par un guide le nom de tous les villages et de la moindre ruine qu'il trouvait sur son chemin, son guide lui montra sur une éminence les restes presqu'entièrement détruits d'un ancien château fort : « Voilà, lui dit le guide, les restes du château de « Diernstein. » Napoléon s'arrêta tout-à-coup, prit un air

rêveur, et resta quelque temps immobile à contempler ces ruines. Puis se tournant vers le maréchal Lannes qui l'accompaignait à cheval : " Regarde, lui dit l'empereur, voilà " la prison de Richard Cœur-de-lion. Lui aussi, il alla " comme nous en Syrie et en Palestine. Le Cœur-de-lion, " mon brave Lannes, n'était pas plus brave que toi *. Il fut " plus heureux que moi à Saint-Jean-d'Acre. Un duc " d'Autriche le vendit à un empereur d'Allemagne qui le fit " enfermer là. C'était le temps de la Barbarie. Quelle " différence avec notre civilisation. On a vu comment j'ai " traité l'empereur d'Autriche que je pouvais faire prisonnier. Eh bien, je le traiterai encore de même. Ce n'est " pas moi qui veux cela, c'est le temps ; il faut respecter " les têtes couronnées. Un vainqueur dans un château " fort ! . . . ."

Peu de jours après, l'empereur était aux portes de Vienne, mais, cette fois, l'accès de la capitale ne fut pas aussi facile, que l'avait rendu, en 1805, l'ingénieuse bravade de Lannes, dont les jours étaient comptés. L'archiduc Maximilien, renfermé dans la ville, voulut la défendre, quoique l'armée française en occupât déjà les principaux faubourgs. En vain, on envoya parlementaire sur parlementaire à l'archiduc ; les envoyés français, non-seulement ne furent pas accueillis, mais ils furent maltraités, et l'un d'eux fut presque égorgé par la populace ; alors on bombarda la ville qui, bientôt, fut en proie à l'incendie ; quand l'empereur, sachant qu'une archiduchesse était restée à Vienne, pour cause de santé, fit cesser le feu. Bizarrerie de la destinée de Napoléon : cette archiduchesse était Marie-Louise ! Vienne ouvrit enfin ses portes à Napoléon qui, depuis quelques jours, habitait le palais de Schœnbrunn, et l'empereur ne manqua pas alors de rappeler à ses soldats, par une nouvelle proclamation, l'accomplissement, même prématuré, de la prophétie par laquelle il avait terminé la dernière qu'il leur avait adressée de Ratisbonne.

" Soldats, leur dit-il, un mois après que l'ennemi a passè

* Il est à remarquer que depuis que Lannes, après son ambassade d'exil en Portugal, avait cessé de tutoyer Napoléon, celui-ci le tutoyait souvent, et il en agissait ainsi habituellement avec ceux de ses généraux auxquels il voulait témoigner quelque préférence.

" l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes en-
" trés dans Vienne. Ses Landwehres, ses levées en masse,
" ses remparts créés par la rage impuissante des princes de
" la maison de Lorraine, n'ont point soutenu vos regards.
" Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale,
" non comme des soldats d'honneur, qui cèdent aux circon-
" stances de la guerre, mais comme des parjures que pour-
" suivent leurs propres remords. En fuyant de Vienne,
" leurs adieux à ses habitans ont été le meurtre et l'incendie.
" Comme Médée, ils ont, de leurs propres mains, égorgé
" leurs enfans. Soldats, le peuple de Vienne, selon l'ex-
" pression de la députation de ses faubourgs, délaissé, aban-
" donné, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons
" habitans sous ma spéciale protection: quant aux hommes
" turbulens et méchans, j'en ferai une justice exemplaire.
" Soldats, soyez bons pour les pauvres paysans, pour ce bon
" peuple que a tant de droits à notre estime; ne conservons
" aucun orgueil de nos succès; voyons-y une preuve de
" cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure."

Qui aurait cru, d'après la manière dont Napoléon parlait de l'empereur d'Autriche dans cette proclamation, que la campagne finirait par un projet de mariage avec sa fille! Il m'a toujours semblé, d'ailleurs, que cette manie qu'avait Bonaparte d'injurier ses ennemis dans des actes publics était d'une mauvaise politique, et ne pouvait rien ajouter à sa gloire. Dans le temps de notre plus grande intimité, je me suis souvent permis de lui en faire l'observation et mes avis n'ont pas toujours été mal accueillis à cet égard. Si, au surplus, on remarque que je rappelle volontiers les proclamations de Napoléon, on observera en même temps, le religieux respect que j'ai pour ses bulletins, et la raison de cette différence est facile à saisir; le fond des proclamations était vrai, aux prophéties près, qui ne se sont pas toujours réalisées, comme celle de son arrivée à Vienne. Elles étaient, dans leurs parties historiques, basées sur les grands événemens accomplis sous les yeux de l'armée à qui elles étaient adressées, tandis que ses bulletins, destinés à donner le change aux habitans de l'intérieur de la France et aux étrangers, n'ont que trop justifié le proverbe: menteur comme un bulletin.

L'empereur avait embrassé trop de choses à la fois pour pouvoir les étreindre toutes également. Ainsi, tandis qu'il triomphait avec orgueil dans les champs des états héréditaires, son bien aimé système continental éprouvait toutes sortes d'échecs. Le commerce avec l'Angleterre sur les côtes d'Oldenbourg se faisait comme en pleine paix. Les lettres et les gazettes d'Angleterre arrivaient sur le Continent et celles du Continent dans l'Ile Britannique, comme si la France et la Grande-Bretagne eussent été unies par les liens de la meilleure intelligence. On vendait à Hambourg des denrées coloniales livrables à Lunebourg, Nieuburg ou Hanôvre au prix de paix. En un mot, les choses en étaient au point qu'il eût semblé qu'il n'eût jamais existé de décret sur le blocus des Iles Britanniques.

Lorsque les préposés des douanes parvenaient à saisir quelques marchandises, on les leur enlevait à main armée. Le 2 juillet, il y eut une affaire très-vive à Brinskham entre les douaniers et les paysans, et ceux-ci restèrent maîtres de dix-huit voitures chargées de marchandises anglaises. Il y eut des blessés de part et d'autre. Si cette inexécution absolue des décrets de l'empereur, était contraire au système qu'il avait adopté à l'égard du commerce anglais, elle devenait dangereuse dans un moment où l'on s'occupait plus que jamais de l'expédition anglaise dont j'ai parlé. Cette facilité de correspondre de toutes les manières, avec une assez grande étendue de côtes entre l'Ems et le Weser, procurait aux Anglais les moyens de se faire des partisans et pouvait les servir beaucoup dans l'exécution de leurs projets.

Si, d'ailleurs, le commerce avec l'Angleterre jouissait d'une grande liberté sur une assez vaste étendue de côtes, il n'en était pas de même pour la ville de Hambourg, où les marchandises anglaises n'entraient que par fraude; mais je ne crois pas que l'art de la contrebande et les ruses des contrebandiers pour se soustraire aux investigations de la douane aient jamais été poussés aussi loin. Plus de six mille personnes de la classe du peuple passaient la journée à aller vingt fois d'Altona à Hambourg; cette contrebande se faisait par des moyens que la décence me force de passer sous silence. Mais le bénéfice énorme qui en résultait, par suite du surhaussement des denrées coloniales, provoqua diverses

inventions pour se soustraire aux douanes. Je n'en citerai que deux assez curieuses.

Il y a sur la gauche du chemin très-court qui conduit de Hambourg à Altona, un terrain que l'on avait creusé pour en retirer tout le sable nécessaire pour la construction des maisons, surtout pour le pavage des rues. On imagina de faire réparer la large et longue rue de Hambourg qui conduit à la porte d'Altona. On remplissait pendant la nuit la cavité d'où l'on extrayait le sable, et les mêmes petites voitures qui l'amenaient ordinairement dans Hambourg, étaient remplies de sucre brut, dont la couleur ressemblait à celle du sable; on prenait seulement le soin de le recouvrir d'une couche de véritable sable, de l'épaisseur d'un pouce. Les piques des douaniers perçaient et traversaient facilement cette légère couche de sable et la cassonade qu'elle couvrait. Ce manége dura long-temps; mais le pavage de la rue n'avançait pas. Avant que je connusse la cause de cette lenteur, je m'en plaignais, parce que cette rue menait à une campagne que j'avais près d'Altona, et où j'allais tous les jours. Les douaniers trouvèrent à la fin comme moi, que le pavage se prolongeait beaucoup, et un beau jour, les voitures de cassonade furent arrêtées et saisies. Il fallut aviser à un autre moyen.

Dans l'espace qui sépare Hambourg d'Altona, il y a un petit faubourg situé sur la rive droite de l'Elbe. Ce faubourg est peuplé de matelots, d'ouvriers du port, et d'un assez grand nombre de propriétaires. Les habitans de ce faubourg sont enterrés dans le cimetière de Hambourg. Voilà qu'on voit passer, plus souvent que de coutume, des corbillards avec les ornemens, les décorations, les cérémonies, les chants funèbres et le recueillement d'usage. Etonnés de l'extrême et soudaine mortalité des Hambourgherbers, les douaniers se hasardent enfin à voir de près un des défunts, et ils découvrent sucre, café, vanille, indigo, etc. Ce fut encore un moyen auquel il fallut renoncer, mais on en trouva d'autres.

Les punitions, les confiscations frappaient les coupables; mais cela n'empêchait pas de lutter sans cesse, surtout par la ruse, mais quelquefois aussi par la force contre cette barbarie fiscale qui, voulant ruiner l'Angleterre, ruinait l'Europe,

en la forçant à lui payer ses denrées cinq et six fois leur valeur. On s'étonnera que ce système absurde ait duré si long-temps ; mais l'empereur ne voulut jamais ouvrir les yeux sur cette plaie qui rongeait le commerce de l'Europe, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, sans aucun préjudice pour l'Angleterre.

Chatouilleux, comme il l'était, sur ce que l'on pouvait dire et penser de lui, Dieu sait combien je reçus de dépêches du quartier-général, pendant la campagne de Vienne, non pas pour veiller à la sévérité des douanes, mais pour mettre un embargo sur un genre de productions qui effrayait encore plus Bonaparte que l'introduction des marchandises anglaises, sur la publication des nouvelles. Conformément à ces instructions sans cesse renouvelées, ce fut dans ces circonstances surtout que je portai une attention particulière à la rédaction du Correspondant. Il est facile de concevoir de quelle importance était ce journal avec ses soixante mille abonnés. J'y faisais insérer tout ce que je croyais convenable : tous les bulletins, toutes les proclamations, tous les actes du gouvernement français, toutes les notes du Moniteur, tous les articles semi-officiels des journaux français. Tout cela y était rapporté *in extenso*. Je faisais souvent supprimer des nouvelles opposées, qui, quoique déjà connues, auraient reçu un plus grand poids par leur insertion dans une feuille aussi répandue ; si parfois on y glissait quelque bulletin autrichien extrait des autres gazettes allemandes imprimées dans les états de la confédération du Rhin, il y avait toujours à côté un correctif propre à détruire ou au moins à atténuer l'effet que devaient produire ces bulletins. C'était encore trop peu. Le roi de Wurtemberg ayant reproché au Correspondant, dans une lettre au ministre des relations extérieures, de répandre tout ce que l'Autriche voulait faire connaître, et d'être rédigé dans un esprit souvent contraire à la *bonne cause*, je répondis à ces injustes reproches en obtenant du syndic censeur que l'ordre serait donné aux journaux de Hambourg de n'insérer désormais dans leurs feuilles *aucun* ordre du jour de l'armée autrichienne, *aucun* bulletin de l'archiduc, *aucune* lettre de Prague, rien enfin qui serait puisé dans les autres journaux de l'Allemagne, à moins que ces articles n'eussent été insérés dans les journaux français.

CHAPITRE XII.

La fête de Napoléon.—Flagorneries ecclésiastiques.—Incroyable exagération. —Mot de Pline non applicable à Napoléon.—Grandes choses faites par l'empereur.—Nomination de princes et de ducs.—Mon excursion à Lubeck.—Pollon d'Alix.—Pressentiment justifié.—Avis de la police westphalienne.—Arrestation et envoi à Paris d'un vagabond.—Voyage du roi de Westphalie.—Souvenir d'une lettre de Jérôme, et lettre du roi de Westphalie.—Lettre-de-change ou emprunt, et toujours de l'argent.—Emprunt manqué.—Solde arriérée et fournitures.—Prêt de trois cent mille francs.—Boîte que m'envoie Jérôme.—Irritation de l'empereur.—Cadeau renvoyé.—Méfiance innée de Bonaparte.—Fausse supposition d'intrigues de la part de Jérôme.—Traité régulièrement entrepris.—Motif réel du prêt de trois cent mille francs.

Mes souvenirs de l'année 1809 à Hambourg me reportent vers la célébration de la fête de Napoléon. On sait qu'étant né le 15 d'août, il intercala son patron dans le calendrier impérial à la date de sa naissance. La coïncidence de cette fête avec le jour de l'Assomption donna lieu dans ce temps aux plus inconcevables flagorneries. Comment, sans en avoir les preuves les plus évidentes, oserait-on croire que des paroles comme celles que je vais rapporter ont été dites en chaire? Certes, les mandemens de l'empire formeraient une curieuse collection, non pas que tous soient de la force du passage suivant: "Dieu a choisi dans sa sainte miséricorde Napoléon pour être son représentant sur la terre. La souveraine du ciel va marquer, par le plus magnifique des présens, l'anniversaire du jour qui vit sa glorieuse entrée dans ses domaines. Vierge sainte! ce ne fut pas sans un témoignage spécial de votre amour pour les Français, et de votre influence toute-puissante auprès de votre fils, qu'à la première de vos solennités devait être attachée la naissance du grand Napoléon. Dieu a voulu que votre sépulcre enfantât ce héros."

Ceci n'est qu'un extrait des dégoûtantes louanges qui ont été prodiguées à Bonaparte et qui devaient réellement lui faire tourner la tête. Je me rappelle que dans ce temps, j'en étais indigné à cause du mal qu'elles pouvaient faire. Les flatteurs de Bonaparte ont reculé pour lui les bornes de la

servitude ; ces honteuses adulations, qui ont souvent l'air de l'ironie, faisaient presque penser que l'on voulait justifier ce que Pline a dit : *Que les princes les plus haïs sont toujours les plus flattés.* Cependant je ne crois pas que ce soit ici le cas de faire cette application. Napoléon a fait de trop bonnes et de trop grandes choses pour qu'on puisse lui appliquer ce mot ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il viendra un temps, ou plutôt ce temps est déjà venu, où seront flétris comme vils imposteurs ceux qui diront que Dieu a choisi Napoléon pour être son représentant sur la terre ; que quand Dieu eut fait Bonaparte il se reposa ; qu'il est plus fortuné qu'Auguste, plus vertueux que Trajan ; qu'il a droit à des autels et à des temples, etc. : le dégoût m'empêche de continuer.

Ce 15 août, si favorable aux louangeurs, fut, cette année, très-favorable aux personnes qui furent nommées prince de Wagram, prince d'Essling, prince d'Eckmühl, et aux sept autres personnes qui furent nommées ducs. C'était là du positif. Que sont des fadeurs auprès d'un beau titre et d'une bonne dotation ? Combien peu de gens balanceraient s'ils étaient mis à l'épreuve !

A Hambourg nous fêtâmes la Saint-Napoléon, comme les autres années, par de grands dîners, des lampions et quelques divertissemens publics ; toutes choses qui m'ennuyaient prodigieusement. Je me rappelle que quelques jours avant cette solennité, j'avais fait une petite excursion à Lubeck, et que, pendant mon court séjour dans cette ville, j'y vis arriver un certain Pollon d'Alix, se disant de Neufchâteau. Ses démarches tortueuses, ses propos inconsidérés, ses relations avec les personnes notées comme ennemis de la France, me l'ayant rendu suspect, je le fis arrêter. Ses papiers furent saisis et on le conduisit à Hambourg, où il fut remis entre les mains du commandant de la gendarmerie. Le rapport du commandant de cette arme dans les villes Anséatiques, et l'interrogatoire que subit Pollon d'Alix, me le présentèrent comme tellement suspect, que je me vis dans l'obligation de l'envoyer à Paris. Au surplus, je vis bientôt que je ne m'étais pas trompé dans mes conjectures sur cet individu. Je ne sais quel pressentiment m'avait fait prendre à son égard une mesure à laquelle je répugnais beaucoup à avoir recours sans preuves de culpabilité. Ce qu'il y a de certain, c'est

que je dus m'applaudir de l'avoir fait arrêter, car tandis que je faisais exécuter à Lubeck l'ordre que j'avais donné à cet égard, une lettre du directeur général de la police du royaume de Westphalie, arrivait à Hambourg pour me signaler ce Pollon d'Alix comme un vagabond, et me prier de le faire arrêter. La lettre ayant été remise en mon absence au commandant de la gendarmerie, celui-ci expédia à Lubeck l'ordre d'arrestation, au moment où je venais de prendre sur moi de le faire exécuter par anticipation. Le directeur général de la police de Westphalie peignait cet individu comme un homme extrêmement dangereux. Je ne sais ce qu'en a fait la police de Paris.

Peu de temps après l'arrestation de Pollon d'Alix qui, comme on vient de le voir, m'avait été signalé par les autorités westphaliennes, le roi de Westphalie fit un voyage dans ses états. Il s'avança jusqu'à Haarbourg par Claustrel. C'était celui des frères de Bonaparte que je connaissais le moins, et celui qui, bien évidemment, avait le moins de valeur personnelle. Ce que j'ai conservé de sa correspondance se borne à deux lettres dont le rapprochement me semble assez curieux pour que je me détermine à rapporter encore ici celle qu'il m'écrivit lorsqu'il était lieutenant de vaisseau, commandant l'Epervier, quoique je l'aie déjà citée dans le quatrième tome de mes mémoires. Il m'écrivait alors :

" Je te préviens, mon cher Bourrienne, que j'ai tiré sur toi " une lettre de change de *vingt mille francs;* je l'ai écrit au " premier consul par le dernier bâtiment, et sans doute il t'en " aura parlé.

" J'ai rencontré un de tes amis à Saint-Pierre, c'est le général Castella qui y commande, et où je suis depuis le 15 " brumaire, n'ayant passé au fort de France que sept jours.

" Adieu, mon cher Bourrienne, je t'embrasse.

" J. BONAPARTE."

Cette lettre était du 23 novembre 1802. Celle que l'on va lire lui est postérieure de près de sept ans, puisqu'elle porte la date du six septembre 1809, à quatre heures du soir. La voici :

" Monsieur Bourrienne,

" Je serai le dix à Hanôvre ; s'il vous était possible d'y " venir passer 24 heures, cela me serait agréable. Je serais " alors à même de lever toutes les difficultés qui pourraient " se rencontrer pour la réussite de l'emprunt que je désire " faire dans les villes Anséatiques. Je me plais à croire que " vous ferez tout ce qui dépendra de vous pour le faire " reussir. Dans le moment actuel, cet emprunt est pour mes " états une opération extrêmement importante. Il offre *des* " *sûretés plus que suffisantes*, mais il ne me serait d'aucune " utilité s'il ne pouvait avoir lieu au moins pour deux an- " nées.

" Cette lettre n'étant à d'autres fins, je prie Dieu, M. " Bourrienne, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

" Jérôme Napoléon."

Actuellement, je le demande, si l'on compare ces deux lettres l'une à l'autre, n'est-ce pas une chose vraiment plaisante que Jérôme m'ait écrit deux fois, soit comme lieutenant de vaisseau, soit comme roi de Westphalie, mais toujours pour me demander de l'argent. La lettre-de-change de l'officier de marine ne m'avait pas donné beaucoup de difficultés ; j'en avais été quitte pour quelques boutades adressées *au petit polisson*, ainsi que Bonaparte appelait alors Jérôme ; mais la chose était beaucoup plus délicate à l'égard de Sa Majesté le roi de Westphalie. Je n'aurais pas osé seconder ses intentions sans le consentement de l'empereur. Or, Napoléon était alors à Schœnbrunn ; me trouvant donc dans l'impossibilité, à cause de son éloignement, de recevoir ses ordres, je jugeai qu'il était inutile de les lui demander, et je m'en tirai, auprès de Jérôme, par une défaite.

Voici de quoi il s'agissait : Jérôme désirait faire à Hambourg un emprunt de trois millions de francs ; mais les prêteurs ne se présentèrent pas ; ils ne trouvèrent pas comme Sa Majesté westphalienne que son emprunt présentât *des sûretés plus que suffisantes ;* nul ne voulut délier les cordons de sa bourse et l'emprunt ne put avoir lieu.

Tout en ne voulant pas me servir sans l'autorisation de l'empereur du crédit que me donnait ma position pour faire

réussir la négociation de Jérôme, je cherchai à lui être utile et j'y réussis en partie; mais tout ce que je pus obtenir pour lui fut que le sénat lui prêtât, d'une part cent mille francs, pour payer une partie de la solde arriérée qu'il devait à ses troupes, et d'une autre part deux cent mille francs pour pourvoir aux besoins les plus urgens, en bottes, souliers et selles de la division de son armée qu'il avait laissée à Haarbourg dans un état complet de pénurie. Sur cette dernière somme, il prit aussi les fonds nécessaires pour faire équiper et monter vingt-cinq de ses gardes-du-corps qui manquaient de tout. L'Allemagne entière présentait partout une image de désolation, aussi bien chez les alliés que chez les ennemis de la France, et je sus dans le temps que le roi de Bavière dit à un officier de la maison de l'empereur dans lequel il avait grande confiance: "Si cela continue, il faudra y re-"noncer et mettre la clef sous la porte." Ce sont ses propres expressions.

Pour Jérome, il retourna à Cassel, désolé de ce que sa tentative d'emprunt n'avait eu aucun succès. Cependant, quelques jours après son retour dans sa capitale, je reçus de lui une boîte avec son portrait enrichi de diamans, et une lettre dans laquelle il me remerciait de ce que j'étais parvenu à faire, pour venir au secours de ses malheureux soldats. J'étais, en vérité, plus contrarié que satisfait du cadeau de Jérome, car je n'aimais pas à avoir la moindre obligation aux membres de la famille de Bonaparte; cependant il ne me vint pas à l'idée qu'il fût possible de refuser une marque de souvenir d'une tête couronnée. Napoléon, comme on va le voir, n'en jugea pas de même. Il faut que l'on sache, d'abord que je n'avais pas écrit au gouvernement quelle tentative d'emprunt avait faite le roi de Westphalie; seulement, dans une lettre du 22 septembre, j'avais annoncé, comme simple renseignement au ministre des relations extérieures, qu'une division des troupes westphaliennes, après avoir été stationnée pendant quinze jours à Haarbourg, en était repartie, pour prendre position entre le Weser et l'Elbe, et que j'avais été assez heureux pour être utile à ces troupes. Dans la même lettre je mentionnais le présent que Jérôme m'avait adressé en me priant de l'accepter *comme une marque de son estime particulière.*

Je ne sais ce qui, dans cette *marque d'estime particulière*, put irriter si fort Bonaparte, ce qu'il y a de certain, c'est que, courrier par courrier, je reçus l'ordre de renvoyer au plus vîte à Jérôme le cadeau qu'il m'avait offert, et il me faisait reprocher très-vivement de l'avoir accepté sans son autorisation. Je renvoyai les diamans et gardai le portrait. Il était facile de voir par là que, tout en faisant des rois de ses frères, Napoléon ne voulait pas qu'ils en prissent une attitude royale, et que dans les plus petits détails de l'exercice de leur pouvoir, il voulait les tenir sous sa tutelle. D'après la connaissance que j'avais de la méfiance innée de Bonaparte, je pensai, et probablement avec raison, qu'il avait supposé que Jérôme ayant fait avancer ces troupes jusqu'à Haarbourg, aurait proféré quelques menaces pour appuyer la réussite de son emprunt, ou que du moins il aurait eu recours à l'influence de quelques moyens de séduction. Ce qui me fortifia dans cette présomption, c'est que Napoléon me fit adresser de très-vifs reproches pour ne l'avoir pas instruit dès le commencement de toutes les circonstances de cette affaire ; il crut aussi que Jérôme avait obéi à quelques instigations ; enfin j'eus toutes les peines du monde à lui persuader que l'emprunt que le roi de Westphalie avait désiré de faire à Hambourg était une chose toute volontaire de sa part. Enfin, à force d'explications, Napoléon vit clairement que tout avait été extrêmement régulier, que le banquier de la cour de Cassel était venu pour cette affaire à Hambourg, qu'il s'y était abouché avec deux différentes maisons de cette ville dont les conditions lui avaient paru inadmissibles, que l'emprunt en était resté là, et, qu'en un mot, tout s'était passé comme entre deux simples particuliers. Quant aux trois cent mille francs que, d'après mon conseil, le sénat s'était déterminé à prêter à Jérôme, le fait est qu'il n'avait fait que peu de difficultés, et cela par une raison bien simple, c'est que le sénat y trouvait son avantage, puisque, par là, il éloignait de la ville la division de Westphaliens dont la présence lui aurait probablement coûté beaucoup plus cher.

CHAPITRE XIII.

Les actions de l'empereur et les projets de Bonaparte.—Retour à une ancienne idée d'une insurrection en Hongrie.—Visite du champ de bataille de Wagram.—Les états du pape réunis à l'empire, et Rome seconde ville impériale.—Le pape aux appointemens.—Injustice et ingratitude.—Chagrin causé à Napoléon par l'affaire de Talaveyra.—Débuts d'Arthur Wellesley.—Les Anglais en Hollande.—Négociations traînées en longueur.—Désir de Napoléon d'aller en Espagne.—Maux soufferts par l'Allemagne.—Danger que court l'empereur à Schœnbrunn.—Staps.—Récit de Rapp et notes prises sur-le-champ.—Staps à Schœnbrunn.—Insistance pour parler à l'empereur.—L'assassin découvert.—Aveux et prodigieux sang-froid.—Staps interrogé par Napoléon.—La grâce promise et rejetée.—Fanatisme de l'amour de la patrie.—Réponses remarquables.—Corvisart appelé, et l'assassin en bonne santé.—Nouvel interrogatoire.—Incroyable stupéfaction de Napoléon.—Sortie de l'empereur contre les illuminés.—Accusation contre les cours de Berlin et de Weymar.—Comparaison entre Schill et Staps.—Franchise de Rapp.—Aucune révélation obtenue de Staps.—Esprit de Napoléon frappé par ce jeune homme.—Détails sur la mort de Staps.—Influence de son attentat sur la conclusion de la paix.—Ordres à M. de Champagny.—Heureuse influence de ce ministre sur la conclusion de la paix.—Départ précipité de Napoléon.

Chacune des actions de l'empereur me rappelait un des projets de Bonaparte, et j'avoue avec toute franchise qu'avant que la fortune eût réalisé ces projets, je les avais quelquefois pris pour des rêveries, quand j'en étais le confident intime; moi-même, je croyais rêver quand un courrier m'apportait la nouvelle d'une grande résolution politique prise par Napoléon, et que je me rappelais que cette résolution n'était que l'accomplissement d'un mot jeté au hasard dans nos conversations familières, quand il voyait encore en moi un condisciple de l'école de Brienne, et qu'il avait l'air d'avoir pour moi autant d'attachement qu'alors j'en avais réellement pour lui. Ainsi, par exemple, je me rappelle qu'avant le traité de Campo-Formio, Bonaparte me dit un soir, en présence de Berthier: « Il y aurait quelque chose à faire sur la Hongrie; « si le gouvernement autrichien ne se hâte pas de conclure, « une insurrection dans ce pays-là ne ferait pas de mal, et « rien ne serait plus facile: les Hongrois ne sont pas « apathiques comme les habitans des autres provinces au- « trichiennes." Ce que Bonaparte m'avait dit presque né-

gligemment en 1797, revint sérieusement à son esprit douze ans plus tard, et ce souvenir me frappa quand j'appris que, après la bataille de Wagram, Napoléon, fatigué des incertitudes qui régnaient encore pour la conclusion de la paix, songea à établir et à soutenir une insurrection en Hongrie. Bonaparte avait toujours pensé qu'il serait possible de démembrer ce royaume de l'empire d'Autriche, et que ce serait porter un grand coup à cette puissance que d'en faire un royaume indépendant sous un roi de Hongrie. Cependant, après y avoir mûrement réfléchi, et s'y être presque arrêté, l'empereur renonça à ce projet qui aurait retardé l'exécution de ceux qu'il roulait dans sa pensée ; il y renonça surtout parce qu'une telle entreprise aurait éloigné l'époque de la conclusion de la paix, et l'aurait rendue beaucoup plus difficile.

Pendant que l'on traitait, Napoléon alla visiter tous les corps d'armée et le champ de bataille de Wagram qui venait d'être témoin, quelque temps auparavant, d'une de ces grandes batailles dont le gain est d'autant plus glorieux que le succès en a été le plus vaillamment disputé. Du camp de Vienne, Napoléon fonda l'ordre des Trois-Toisons, fondation qui ne fut jamais exécutée ; mais il ne s'amusa pas seulement à concevoir des projets ; il en réalisa un qui commença à lui aliéner en France un grand nombre des esprits qui s'étaient rattachés à son gouvernement. Cinq jours après le bombardement de Vienne, c'est-à-dire le 17 de mai, l'empereur rendit un décret en vertu duquel les états du pape étaient réunis à l'empire français, et Rome déclarée ville impériale. Ainsi, toutes les fois que la fortune de ses armes le favorisait sur un point, il en profitait pour satisfaire ailleurs son besoin d'envahissement. Pendant la première campagne de Vienne, il avait disposé de la même manière du royaume de Naples ; pendant celle de Tilsitt, il avait fondé le royaume de Westphalie aux dépens de la Prusse, et morcelé les états du Saint-Siège pour ajouter trois départemens au royaume d'Italie. Cette fois il raya totalement l'Eglise du nombre des puissances temporelles. Je n'ai point à discuter si, en bonne politique, c'était un bien ou un mal, mais c'était de la part de Napoléon une usurpation sans courage, puisque le temps n'était plus où un Jules II. déposait les clefs de saint

Pierre pour s'armer du glaive de saint Paul. C'était en outre une injustice, et après les condescendances du pape, un acte de la plus noire ingratitude. Cependant le décret de réunion n'enlevait point au pape sa résidence, mais il n'était plus que le premier évêque de la chrétienté, avec deux millions de revenu. On sait de quelles persécutions ce premier acte a été suivi, et tel est l'empire du respect qu'inspire la vertu d'un vieillard, que j'ai vu que, dans les pays protestans mêmes, on fut généralement indigné de la conduite de Napoléon envers Pie VII.

Napoléon apprit étant encore à Vienne l'affaire de Talaveyra de la Reyna. Je fus informé par une lettre du quartier-général qu'il en fut très-affecté et ne dissimula point la vive contrariété qu'il en éprouva. Je crois vraiment qu'il s'était attaché à la conquête de l'Espagne précisément à cause des difficultés qu'elle lui offrait à surmonter, et il voyait cette conquête, sinon lui échapper, au moins se perdre dans les chances d'un avenir toujours douteux. C'est à Talaveyra que commença à être connu en Europe le nom d'un homme qui peut-être n'aurait pas été sans quelque gloire si on n'avait pas cherché à lui échafauder une grande renommée. Ce fut le brillant début d'Arthur Wellesley dont les derniers succès, comme qu'ils aient été obtenus, ont eu de si vastes conséquences.

Pendant que nous éprouvions cet échec en Espagne, les Anglais tentèrent une expédition en Hollande, où déjà ils s'étaient rendus maîtres de l'île de Walcheren, à la vérité ils la durent évacuer peu de temps après ; mais comme dans ce moment les armées françaises et autrichiennes étaient dans l'inaction par suite d'un armistice conclu à Znaïm en Moravie, les nouvelles défavorables à Napoléon remontaient un peu les espérances des négociateurs autrichiens, de sorte qu'ils traînaient en longueur dans l'espoir de voir de nouvelles défaites leur offrir de meilleures chances. Ces retards impatientaient vivement l'empereur, qui brûlait du désir de diriger toutes ses forces contre l'Angleterre et l'Espagne, deux ennemis qui lui resteraient encore à combattre après la conclusion de la paix. L'Espagne surtout attirait particulièrement ses regards, et il lui tardait d'y venger avec éclat la défaite de Talaveyra. Cependant, comme on le

verra bientôt, ce ne fut pas seulement par ce motif que pour en finir Napoléon se relâcha un peu de ses prétentions ; il y eut une cause plus personnelle que politique qui frappa son esprit et le détermina.

Ce fut pendant le cours de ces négociations, dont le terme semblait toujours reculer, que Napoléon courut un danger plus réel que sa blessure de Ratisbonne. L'Allemagne était dans un état de souffrance difficile à décrire, et qu'aggravait encore la présence d'un nombre considérable de troupes françaises, présence toujours onéreuse et vexatoire, quelle que soit la fermeté des chefs à maintenir la discipline ; l'illuminisme y faisait déjà de grands progrès, et le fanatisme irréfléchi de la patrie s'était emparé de quelques jeunes têtes avec non moins d'enthousiasme que ne l'avait fait si souvent le fanatisme religieux dont Henri IV. tomba victime.

Un jeune homme forma le dessein d'assassiner Napoléon afin de délivrer l'Allemagne de celui qu'il en regardait comme le fléau. Rapp était auprès de l'empereur ainsi que Berthier quand il fut arrêté, et je suis sûr de donner sur cet événement les détails les plus exacts et les plus authentiques en rapportant fidèlement le récit qui m'en fut fait ; et c'est en cette circonstance encore que je dois m'applaudir de l'habitude que j'ai eue de prendre des notes sur les événemens les plus intéressans. Quand nous parlâmes de ce fait avec Rapp, nous avions à faire une échange de confidences de la même nature, et l'on verra plus tard, mais pourtant dans ce volume, quel autre jeune Allemand bien plus remarquable que le fanatique de Schœnbrunn concut avec une bien autre préméditation une entreprise semblable.

“ Nous étions à Schœnbrunn, me dit Rapp, où l'empereur venait de passer la revue ; déjà j'avais remarqué un jeune homme à l'extrémité d'une colonne, quand, au moment où les troupes allaient défiler, je vis ce jeune homme s'avancer vers l'empereur, placé alors entre Berthier et moi. Le prince de Neufchâtel le prenant pour quelqu'un qui cherchait à présenter une pétition, fit un mouvement en avant pour lui indiquer que c'était à moi qu'il devait la remettre, puisque ce jour-là j'étais l'aide-de-camp de service. Il déclara que c'était à Napoléon lui-même qu'il voulait parler, et Berthier lui répondit de nouveau qu'il devait s'adresser à moi. Il

s'éloigna un peu, en répétant toujours qu'il voulait parler à Napoléon. Il s'avança encore une fois, et s'approcha très-près de l'empereur. Je l'éloignai en lui adressant la parole en allemand. Je lui dis d'attendre après la parade, et que s'il avait quelque chose à demander on l'écouterait. Je l'observais avec attention, car son insistance commençait à me paraître suspecte. Je remarquai qu'il avait la main droite placée sous le côté gauche de sa redingote à l'endroit de la poche, et qu'il en laissait sortir un papier dont l'extrémité était en évidence. Je ne sais par quel hazard, me dit Rapp, mes yeux rencontrèrent alors les siens; mais je fus frappé de son regard, et d'un certain air décidé qui me sembla affecté. Ayant alors aperçu un officier de gendarmerie, qui se trouvait près de nous, je l'appelai, et je lui recommandai de s'emparer de ce jeune homme, de ne lui faire éprouver aucune violence et de le retenir au château, sans faire d'esclandre, jusqu'à ce que la parade fût finie. Tout cela, ajouta Rapp, se passa en moins de temps que je n'en ai mis à te le raconter, et, en ce moment, tout le monde était tellement occupé de la parade, que personne ne s'aperçut de la scène qui venait de se passer. On vint bientôt m'annoncer que l'on avait trouvé un énorme couteau de cuisine sur ce jeune homme qui se nommait Staps. J'allai sur-le-champ trouver Duroc, et nous nous rendîmes ensemble dans la pièce où Staps avait été conduit. Nous le trouvâmes assis sur un lit, l'air rêveur mais non point effrayé. Il avait auprès de lui le portrait d'une jeune femme, son porte-feuille et une bourse, dans laquelle étaient seulement deux pièces d'or, Rapp me dit, je crois, que c'étaient deux vieux louis de France. Alors, poursuivit Rapp, je lui demandai son nom, il me répondit qu'il ne pouvait le dire qu'à Napoléon. Je lui demandai encore quel usage il voulait faire du couteau que l'on avait trouvé sur lui. Toujours même réponse: " Je ne puis le dire qu'à Napoléon.—Le destiniez-vous, ajoutai-je, à un attentat contre sa vie?—Oui, monsieur.—Pourquoi?—Je ne puis le dire qu'à Napoléon."

" Cet événement me parut si étrange que je crus devoir en prévenir l'empereur. Quand je lui eus raconté ce qui venait de se passer, il parut un peu soucieux, car tu sais, me dit Rapp, combien les idées d'assassinat le tourmentent; il me

dit de faire venir le jeune homme dans son cabinet, mais il me donna cet ordre avec un accent que ni toi, ni moi ne lui avons jamais connu ; il passait continuellement sa main droite sur son front, et regardait, avec un air scrutateur, tous ceux qui étaient présens. Berthier, Bernadotte, Savary et Duroc étaient là, et je remarquai que les yeux de l'empereur se fixaient alternativement sur plusieurs d'entre nous, quoiqu'il dût bien savoir qu'il n'y avait parmi nous personne qui ne fût prêt à faire le sacrifice de sa vie pour son service. Deux gendarmes, conformément aux ordres que j'avais été chargé de leur transmettre, amenèrent Staps en présence de Napoléon. Le pauvre jeune homme, malgré le projet de son crime, portait sur sa figure quelque chose d'intéressant, dont il était impossible de se défendre ; j'aurais voulu, me dit Rapp, qu'il pût nier ; mais comment diable sauver un jeune homme qui veut se perdre lui-même. L'empereur, après avoir fait venir Staps en sa présence, lui demanda s'il savait parler le français ; Staps répondit qu'il le savait très-peu, et, comme tu sais que je suis, après toi, le meilleur allemand de la cour de Bonaparte, je fus chargé de l'interroger en allemand, et voilà le résumé exact des interrogatoires que je fus contraint de lui faire subir. Je dois ajouter que l'empereur m'avait indiqué la plupart des questions que je devais lui adresser.

" Dans cet interrogataire, je ne fus qu'interprète : quand Staps eut été amené en présence de l'empereur, telle fut la précipitation de l'empereur à connaître ses réponses, que dans le dialogue que je vais te raconter, je remplis seulement les fonctions de secrétaire traducteur, puisque, dans le dialogue qui suit, c'est l'empereur qui parle.

L'empereur.—D'où êtes vous ? demanda-t-il à Staps.

Staps.—De Narrembourg.

L'empereur.—Que fait votre père ?

Staps.—Il est ministre protestant.

L'empereur.—Quel âge avez-vous ?

Staps.—Dix-huit ans.

L'empereur.—Que vouliez-vous faire de votre couteau ?

Staps.—Vous tuer.

L'empereur.—Vous êtes fou, jeune homme ; vous êtes illuminé.

STAPS.—Je ne suis pas fou; et je ne sais pas ce que c'est que d'être illuminé.

L'EMPEREUR.—Vous êtes donc malade?

STAPS.—Je ne suis pas malade, je me porte bien.

L'EMPEREUR.—Pourquoi voulez-vous me tuer?

STAPS.—Parce que vous faites le malheur de mon pays.

L'EMPEREUR.—Vous ai-je fait quelque mal?

STAPS.—Comme à tous les Allemands.

L'EMPEREUR.—Par qui êtes-vous envoyé? Qui vous pousse à ce crime?

STAPS.—Personne; c'est l'intime conviction qu'en vous tuant, je rendrais le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main.

L'EMPEREUR.—Est-ce la première fois que vous me voyez?

STAPS.—Je vous ai vu à Erfurth, à l'époque de votre entrevue avec l'empereur de Russie.

L'EMPEREUR.—N'avez-vous pas eu l'intention de me tuer alors?

STAPS.—Non; je croyais que vous ne feriez plus la guerre à l'Allemagne. J'étais un de vos plus grands admirateurs.

L'EMPEREUR.—Depuis quand êtes-vous à Vienne?

STAPS.—Depuis dix jours.

L'EMPEREUR.—Pourquoi avez-vous attendu si long-temps pour exécuter votre projet?

STAPS.—Je suis venu à Schœnbrunn, il y a huit jours, avec l'intention de vous tuer; mais la parade venait de finir. J'avais remis l'exécution de mon dessein à aujourd'hui.

L'EMPEREUR.—Vous êtes fou, vous dis-je, ou vous êtes malade.

" L'empereur, à cet endroit de l'interrogatoire, donna l'ordre de faire venir Corvisart; Staps demanda qui c'était que Corvisart; je lui expliquai que c'était un médecin, et il me dit alors: " Je n'en ai pas besoin." Après quoi nous gardâmes le silence jusqu'à l'arrivée du docteur, et pendant ce temps Staps montra la plus grande impassibilité. Aussitôt que Corvisart fut arrivée, Napoléon lui donna ordre de tâter le pouls du jeune homme, ce qu'il fit immédiatement, et Staps lui dit alors avec beaucoup de sang-froid: " N'est-" ce pas, Monsieur, que je ne suis pas malade?—Monsieur " se porte bien, répondit Corvisart en s'adressant à l'em-

" pereur.—Je vous l'avais bien dit," reprit Staps, qui prononça ces derniers mots avec une sorte de satisfaction.

" J'étais réellement frappé d'étonnement du sang-froid et de l'impassibilité de Staps, et l'empereur lui-même me parut un moment comme interdit par l'assurance de ce jeune homme. Après quelques instans, il lui adressa de nouveau la parole :

L'Empereur.—Vous avez une tête exaltée, vous ferez la perte de votre famille. Je vous accorderai la vie si vous me demandez pardon du crime que vous avez voulu commettre et dont vous devez être fâché.

Staps.—Je ne veux point de pardon ; j'éprouve le plus vif regret de n'avoir pu réussir.

L'Empereur.—Diable! il paraît qu'un crime n'est rien pour vous.

Staps.—Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir.

L'Empereur.—Quel est le portrait que l'on a trouvé sur vous?

Staps.—C'est celui d'une jeune personne que j'aime.

L'Empereur.—Elle sera sans doute bien affligée de votre aventure?

Staps.—Elle sera affligée de ce que je n'ai pas réussi ; elle vous abhorre autant que moi.

L'Empereur.—Mais enfin, si je vous fais grâce m'en saurez vous gré?

Staps.—Je ne vous en tuerai pas moins.

" Napoléon, poursuivit Rapp, était dans un état de stupéfaction que je ne lui ai jamais vu. Les réponses de Staps et sa résolution inébranlable l'avaient atteré à un point que je ne puis te dire. Il donna l'ordre d'emmener le prisonnier. Quand il fut sorti : " Voilà, nous dit Napoléon, les résultats " de cet illuminisme qui infeste l'Allemagne. Voilà de " beaux principes, ma foi ! et de belles lumières ! ce sont " elles qui transforment la jeunesse en assassins ; mais il n'y a " rien contre l'illuminisme ; on ne détruit pas une secte à " coups de canon."

" Après avoir encore déclamé contre les illuminés, Napoléon rentra dans son cabinet avec Berthier, et cet événement, que l'on tâcha de ne pas ébruiter, devint l'objet de la conversation des habitans du château de Schœnbrunn. Le soir l'em-

pereur me fit appeler : " Rapp, me dit-il, sais-tu que l'événe-
" ment de ce matin est bien extraordinaire. Je ne puis
" croire que ce jeune homme ait pu concevoir seul le dessein
" de m'assassiner. Il y a quelque chose là-dessous. On ne
" m'ôtera pas de l'idée que les menées de Berlin et de
" Weimar n'y sont point étrangères.—Sire, permettez-moi de
" dire à Votre Majesté, que ses soupçons ne me semblent
" nullement fondés ; Staps est un homme isolé ; sa contenance
" calme et son fanatisme même en sont des preuves évi-
" dentes.—Je te dis qu'il y a des femmes là-dedans ; des
" furies avides de vengeance ; si je le croyais, je les ferais en-
" lever au milieu de leur cour !—Ah ! Sire, il est impossible
" que ni un homme ni une femme, dans ces deux cours, ait
" pu concevoir un projet aussi atroce.—Je n'en suis nulle-
" ment convaincu ; n'est-ce pas elles qui ont suscité Schill
" contre nous, tandis que nous sommes en paix avec la
" Prusse ; mais sois tranquille, nous verrons un jour.—
" L'affaire de Schill, Sire, n'a rien de commun avec Staps."
Tu sais, poursuivit Rapp, combien l'empereur aime que l'on abonde toujours dans son sens, quand il s'est fait une opinion dont il ne veut pas démordre. J'en fis l'épreuve à cet endroit de notre conversation, car, cessant tout à coup de me tutoyer, ainsi qu'il le fait quand il est de bonne humeur, il ajouta, mais sans changer de ton : " Vous avez beau dire,
" monsieur le général, on ne m'aime ni à Berlin ni à Weimar.
" —Cela n'est pas douteux, Sire, mais pouvez-vous pré-
" tendre qu'on vous aime dans ces deux cours, et de ce qu'on
" ne vous aime pas en faut-il conclure que l'on veut vous as-
" sassiner ?—Je sais quelle est la fureur de toutes ces femmes,
" mais patience. Vous allez écrire au général Lauer, c'est
" lui que je charge d'interroger Staps ; dites-lui, surtout, que
" je lui recommande d'en tirer quelque révélation."

" J'écrivis, conformément aux ordres de l'empereur, mais on n'obtint de Staps aucun aveu ; il répéta, dans l'interrogatoire que lui fit subir le général Lauer, à peu près ce qu'il avait dit en présence de Napoléon ; sa résignation et son calme ne se démentirent pas un moment, et il persista à assurer qu'il était seul auteur et seul confident de son dessein, mais l'empereur fut tellement frappé de l'entreprise de Staps, qu'il m'en reparla encore quelques jours après, le jour même

où nous quittâmes Schœnbrunn. Nous étions seuls et il me dit: " Ce malheureux Staps ne sort pas de mon esprit. " Quand j'y pense mes idées se perdent; non, je ne puis " concevoir qu'un jeune homme de cet âge, un Allemand, un " jeune homme qui a reçu de l'éducation, un protestant sur- " tout, ait pu concevoir, et voulu exécuter un pareil crime. " Voyez un peu; on parle des Italiens comme d'un peuple " d'assassins, eh bien! pas un Italien n'a cherché à attenter à " ma vie; cela me passe. Informez-vous de la manière dont " il est mort, et vous m'en rendrez compte."

" Je pris auprès du général Lauer, toutes les informations que désirait l'empereur; il en résulta, ainsi que j'en rendis compte à Napoléon, que Staps, dont la tentative avait eu lieu le 23 d'octobre, fut exécuté le 27 à sept heures du matin, sans avoir rien pris depuis le 24. Quand on lui avait apporté de la nourriture, il l'avait refusée en disant: " Il me " reste assez de force pour marcher au supplice." Quand on lui eut annoncé que la paix était faite, il en témoigna une vive douleur et son corps fut saisi d'un tressaillement général. Arrivé sur le lieu de l'exécution, il s'écria d'une voix forte: " Vive la liberté! Vive l'Allemagne! Mort à son " tyran!" et il tomba."

Tel est le contenu des notes que j'ai prises à la suite de la conversation que j'eus avec Rapp, en nous promenant ensemble dans le jardin de l'ancien hôtel de Montmorin, que Rapp habitait au coin de la rue Plumet et du boulevard. Je me rappelle qu'il me montra le couteau de Staps, que l'empereur lui avait donné, et qui n'était autre chose qu'un grand couteau de cuisine fort ordinaire. A ces détails, je puis ajouter une circonstance fort remarquable que j'ai puisée à une autre source, mais à une source non moins authentique. Cette circonstance, je l'ai déjà fait pressentir en parlant des causes personnelles à l'empereur, qui avaient hâté la conclusion de la paix. Il m'est démontré que l'enterprise du nouveau Mutius Scévola allemand, eut une influence marquée sur les concessions que fit l'empereur et que celui-ci craignait que Staps n'eût, comme l'assassin de Porsenna des imitateurs parmi les illuminés de l'Allemagne. A cette occasion, j'aurai à faire d'abord une réflexion, sur la manière dont il fallait servir l'empereur, pour servir en même temps

les vrais intérêts de la France. J'ai dit assez, combien de fois Bonaparte avait été servi avec cette sorte de zèle, que je crois avoir appellé malencontreux ; mais si, dans plus d'une circonstance, les dépositaires immédiats de son pouvoir durent, pour le préserver des dangers de sa précipitation, différer l'exécution d'ordres donnés dans un premier mouvement, causé par cette irritation qui voulait que l'obéissance suivit l'ordre, il s'est présenté quelques circonstances où la promptitude de l'exécution avait un mérite réel; l'habileté consistait alors à saisir comme au passage un éclair soudainement échappé a Napoléon dans un moment d'impression forte mais fugitive, afin de le prémunir contre des retours qui lui auraient été funestes. C'est à discerner les circonstances où il convenait de retarder ou de brusquer l'obéissance que se manifesta surtout la sagacité de ses ministres. Ainsi on a vu que souvent M. de Talleyrand avait servi Bonaparte par des temporisations; son successeur, M. de Champagny, ne le servit pas moins bien à Vienne, à l'époque dont je parle, en prenant, comme on dit vulgairement, la balle au bond.

On sait qu'après la bataille de Wagram, des conférences s'ouvrirent à Raab. Quoique la paix fût devenue un besoin presque égal pour les deux puissances, et que les deux empereurs parussent la souhaiter presque également, elle ne se concluait cependant pas. Cela tenait à ce que les hostilités ayant repris après l'armistice de Znaïm, qui n'avait duré qu'un mois, on vit ce que l'on avait vu lors des négociations qui précédèrent le fameux traité de Westphalie, les prétentions des parties contractantes se modifier selon la fortune de leurs armes. Aux conférences de Raab, il faut en convenir, les chances n'étaient point égales ; mais, toute vaincue qu'elle était, l'Autriche bataillait encore sur quelques conditions. M. de Champagny avait réussi avec un rare bonheur à faire consentir le prince de Lichtenstein, négociateur autrichien, aux plus importantes de ces conditions, à toutes celles qui se rapportaient aux nouvelles délimitations du territoire autrichien, et, chose digne de remarque, les difficultés venaient de Napoléon. Ses exigences croissaient en raison directe de la facilité du cabinet de Vienne à y souscrire ; il montrait toujours de la répugnance à ratifier les stipulations obtenues

Q 2

par son ministre, parce qu'il redoutait la conclusion d'un acte qui mettrait un terme à ses conquêtes et à l'agrandissement de sa puissance. Les négociations se trouvaient donc suspendues, et M. de Champagny avait cessé depuis plusieurs jours de voir le prince de Lichtenstein, lorsqu'eut lieu, l'entreprise de Staps.

Immédiatement après l'interrogatoire que Napoléon fit subir à ce jeune fanatique, et que l'on vient de lire, il envoya chercher M. de Champagny : " Où en sont les négociations ?" lui demanda-t-il. Le ministre le lui ayant fait connaître : " Je veux, ajouta l'empereur, qu'elles soient reprises immé-" diatement ; concluez ; je veux la paix ; ne tenez pas à " quelques millions de plus ou de moins sur l'indemnité que " j'ai exigée de l'Autriche ; cédez sur ce point ; je veux en " finir, je m'en rapporte à vous."

D'après cela, n'est-il pas de toute évidence que, comme je l'ai dit, l'attentat de Staps ait été cause de la conclusion de la paix !

Ce fut alors que la promptitude de M. de Champagny à exécuter les ordres de l'empereur ne permit pas à celui-ci de revenir sur ce premier mouvement. Le ministre se hâta d'écrire au prince de Lichtenstein; dans la même soirée les deux négociateurs se réunirent à Raab ; les clauses du traité restées suspendues furent discutées, convenues et signées dans la nuit. J'ai su par une personne digne de foi qui était à Schœnbrunn que lorsque, le lendemain, M. de Champagny parut au lever de l'empereur avec le traité de paix tel qu'il venait d'être arrêté, Napoléon l'examina à peine, l'approuva dans toutes ses parties et félicita vivement son ministre de la rapidité avec laquelle la conclusion du traité avait suivi la manifestation de son désir. Pour quiconque connaît le caractère de Napoléon, il paraîtra évident que s'il y eût eu quelques jours de retard, et que pendant ce temps l'empereur eût remporté quelque nouvel avantage d'une grande importance, il ne se serait rélâché d'aucune de ses prétentions, et l'orgueil du conquérant aurait triomphé de la prudence de l'homme. Combien de fois j'ai été à même d'en faire l'expérience ! combien de fois n'ai-je pas vu Bonaparte sortir de son cabinet avec des idées sages et modérées, puis, en parcourant les rangs des soldats qu'il avait accoutumés à vaincre

sous ses ordres, être frappé tout à coup d'une sorte d'énivrement, revenir à ses idées gigantesques et, laissant de côté ses sages résolutions, s'élancer de ce vague de l'avenir que son imagination lui montrait toujours si vaste et si brillant. Il est donc hors de doute qu'en cette circonstance le zèle de M. de Champagny fut un zèle heureux auquel la France et l'Autriche durent la conclusion de la paix.

CHAPITRE XIV.

Résultats de l'adjonction des états du Saint-Siège à l'empire.—Désapprobation générale.—Erreur de l'empereur sur la cour de Rome.—Le décret d'envahissement et le bref d'excommunication.—Copie saisie par un de mes agens du bref de Pie VII.—Texte présumé apocryphe.—Authenticité annoncée par Fouché.—Inquiétude causée à Napoléon par la résistance du pape.—Le pape enlevé et errant en Italie.—Le neveu de Paul V. geôlier de Pie VII.—Deux rapprochemens de date.—Une nuit à Rome et la journée de Wagram.—Le quatorze juillet et le maréchal Macdonald.—Le bâton de maréchal donné sur le champ de bataille, et paroles de Napoléon.—Le prince de Mecklembourg.—Retour d'Angleterre et difficulté de débarquement.—Sévérité des ordres de l'empereur.—Le frère et la sœur.—La princesse royale de Danemarck, et séparation.—Lettre indulgente d'un roi, et sévérité d'un père.—Communication qui m'est faite par le baron de Plessen.—Conduite de la princesse royale à Altona.—Le général Morand à Hambourg.—Regrets universels, et le fléau de Hambourg.

Je reviens actuellement à quelques événemens de l'année 1809, dont je n'ai pas cru devoir m'occuper dans la crainte d'interrompre le récit de ceux que j'ai essayé de raconter, tant d'après mes notes que d'après mes souvenirs. Le lecteur doit être familiarisé avec mes enjambemens de date, et pour peu qu'il ait vu de choses dans sa vie, il sait qu'il n'est point de terrain plus mouvant que le champ des souvenirs, où une chose en appelle une autre, qui lui est analogue, sans se soucier si elle est en rapport exact avec la série chronologique des faits. J'ai dit dans mon précédent chapitre, ce que j'avais su par mon ami Rapp sur la tentative de Staps, et sur l'influence de cet attentat sur la conclusion de la paix ; on a vu l'empereur quitter brusquement son quartier-général de Schœnbrunn, avant même d'avoir signé les préliminaires du traité qui allait être conclu avec l'Autriche, actuellement je reviendrai sur les suites fâcheuses d'un événement que j'ai

rapporté ; je veux parler de l'adjonction par décret des états du Saint-Siège à l'empire français. Il est bien évident qu'étant à Hambourg, je n'ai pas vu ce qui se passa alors en Italie et à Rome ; mais je suis assez sûr de la source d'où me vinrent alors les documens que j'ai recueillis pour prendre sur moi la responsabilité de leur exactitude.

On a vu que par un décret du 17 mai, rendu par l'empereur au camp de Vienne, les états du pape avaient été réunis à l'empire, et que le souverain pontife, avec la permission de résider à Rome, devait recevoir un traitement annuel de deux millions. J'ai dit aussi le mauvais effet que cette mesure avait produit, même chez les protestans d'Allemagne, par la raison que ceux-ci, sans reconnaître la puissance spirituelle des papes, saisissaient avec empressement tout ce qui les corroborait dans leur haine contre Napoléon. Habitué à l'obéissance passive et silencieuse de tout ce qui l'entourait, Napoléon avait jugé que la cour de Rome abaisserait la vieille puissance de sa triple couronne devant la puissance nouvelle de la couronne de France unie à la couronne de fer ; mais Pie VII., se regardant comme le dépositaire de la puissance temporelle, aussi bien que du pouvoir spirituel transmis successivement à tous les héritiers du domaine de saint Pierre, n'avait pas voulu bénir les fers dont Napoléon voulut le charger. Calculant mal peut-être la portée de son pouvoir avec les opinions du temps, il crut pouvoir renouveler les extravagances papales devant lesquelles d'imbéciles souverains s'étaient agenouillés au temps de l'ignorance et de la barbarie. A un décret d'envahissement, Pie VII. opposa un bref d'excommunication. Une lettre de commerce, qui me fut communiquée, me donna avis de cette bizarre résolution du Saint-Père, mais j'avoue que ce que j'avais vu par moi-même de la résignation, ou plutôt de l'abnégation du pape à Paris, ne me permit pas d'y croire, lorsqu'un de mes agens, chargé de surveiller l'esprit et les dispositions des émigrés à Altona, m'apporta une copie du bref de Pie VII., dont il s'était fait donner communication chez l'un de ceux auxquels il avait su par son adresse inspirer de la confiance. Je ne sais si cette pièce importante, dont j'ai gardé la copie, a été publiée depuis, mais, ce qu'il y a de certain, c'est que je ne l'ai trouvée dans aucun des livres que j'ai lus. La voici :

" Par l'autorité du Dieu tout-puissant, des saints apôtres " Pierre et Paul, et par la nôtre, nous déclarons que vous et " tous vos coopérateurs, d'après l'attentat que vous venez de " commettre, vous avez encouru l'excommunication dans la- " quelle (selon la forme de nos bulles apostoliques qui, dans " des occasions semblables, s'affichent dans les lieux accou- " tumés de cette ville) nous déclarons être tombés tous ceux " qui, depuis la dernière invasion violente de notre ville, qui " eut lieu le 22 février de l'année dernière, ont commis, soit " dans Rome, soit dans l'état ecclésiastique, les attentats " contre lesquels nous avons réclamé, non-seulement dans le " grand nombre de protestations faites par nos secrétaires " d'état, qui ont été successivement remplacés, mais encore " dans nos deux allocutions consistoriales des 14 mars et 11 " juillet 1808. Nous déclarons également excommuniés " tous ceux qui ont été les mandataires, les fauteurs, les con- " seillers, et quiconque aurait coopéré à l'exécution de ces " attentats, ou les aurait commis lui-même."

Quoique je fusse assez sûr de l'agent qui m'avait apporté cette pièce, j'avoue que dans le premier moment je la crus apocryphe, tant elle était en désaccord avec les mœurs du temps, et comme je l'ai dit, avec le caractère de Pie VII. J'en transmis, dans cette supposition, une copie à Fouché qui, dans sa réponse, ne me laissa aucun doute, sur l'authenticité du bref d'excommunication.

J'ai su depuis que quand l'empereur reçut à Vienne la nouvelle de l'opposition morale du pape, et de l'emploi des seules armes que le Saint-Père pouvait employer contre lui, il montra beaucoup d'inquiétude sur la suite de cette affaire ; mais comme il ne voulait jamais reculer, surtout quand il s'était lancé dans un mauvais parti, il s'expliqua avec assez d'ambiguïté sans donner des ordres précis, pour que les plus dévoués des serviteurs sussent interpréter ses intentions et en assumer sur eux la responsabilité. Voilà ce que j'ai su de la manière dont je viens de le faire connaître ; du reste je n'ai appris que comme tout le monde, que dans la nuit du 5 au 6 juillet, le pape fut enlevé de Rome par le général Radet. On sait que le malheureux pontife erra de ville en ville, que c'était à qui ne voudrait pas recevoir cet illustre prisonnier ; qu'Elisa le renvoya de Florence à Turin ; que de Turin, le

prince Borghèze l'expédia dans l'intérieur de la France ; qu'il eut constamment pour garde d'honneur une escouade de gendarmes, et qu'enfin Napoléon le renvoya à Savone dans le gouvernement du prince Borghèze, sans doute pour rappeler ingénieusement à son beau-frère, qu'avant d'avoir eu l'honneur de lui appartenir par alliance, il avait dû son illustration à Paul V. Dans tous les cas cet événement, tout fâcheux, tout blâmable qu'il était, ne servirait pas à faire croire que le ciel se plait à venger promptement les attentats envers le chef de la Sainte-Eglise, car le jour même qui suivit la nuit où le pape fut enlevé éclaira la victoire de Wagram.

En examinant les nouvelles que je recevais du quartier-général pendant la campagne de Vienne, je fus frappé d'un autre rapprochement de date, auquel, dans toute autre circonstance, je n'aurais pas fait la moindre attention ; ce fut le jour anniversaire du 14 juillet, jour si fameux dans les fastes de notre révolution, par la prise de la Bastille et par la fédération, dont l'empereur avait conservé la célébration tant que son ambition se contenta du titre de premier consul, qu'eut lieu sur le champ de bataille une autre fédération, si je puis m'exprimer ainsi. Ce jour là, le type de l'honneur français, Macdonald, qui, par une suite de prodiges, avait conduit l'armée d'Italie jusque dans le cœur des états autrichîens, fut fait maréchal sur le champ de bataille par Napoléon, qui lui dit : "Entre nous, c'est à la vie et à la mort." Ainsi, l'on vit le fidèle ami de Moreau, après avoir vaincu les Autrichiens à la Piava, et contribué au succès de la journée de Raab, faire une conquête bien plus difficile, en forçant Napoléon, par l'ascendant de son mérite et la gloire de ses services, à étouffer l'inimitié que lui inspiraient les loyaux partisans de la gloire, encore intacte, alors, du vainqueur d'Hohenlinden. Ce triomphe valait mieux que trois batailles gagnées ; et je me rappelle que l'élévation de Macdonald au rang de maréchal, ajouta moins à sa réputation militaire qu'elle ne fit honneur à l'empereur ; telle fut du moins l'opinion générale.

Au milieu des occupations que me donnaient les soins de la surveillance que Fouché aurait voulu voir exercer sur tous les individus qui paraissaient dans les pays Anséatiques, et de l'intérêt que m'inspiraient les nouvelles de la grande-armée,

j'eus la satisfaction de revoir le fils du duc régnant de Mecklembourg-Schwerin, dont il a été souvent question dans mes mémoires. Son fils aîné, le prince Adolphe, arriva, vers la fin d'août, à Heilegoland, de retour d'un voyage qu'il venait de faire en Angleterre. Il était muni d'un passe-port de M. Canning, ce qui, dans les circonstances, n'était pas une excellente recommandation dans les lieux où s'étendait l'influence de l'empereur. Le prince Adolphe désirait de retourner à Schwerin. Il fit demander l'autorisation de débarquer à Cuxhaven avec onze personnes qui composaient sa suite; mais en ce moment les décrets de l'empereur contre les personnages qui revenaient d'Angleterre étaient tels, qu'il n'était pas même permis de recevoir des parlementaires; le commandant de la marine française à Cuxhaven fut donc obligé de ne point acquiescer à la demande du jeune prince de Mecklembourg, et celui-ci fut contraint de descéndre à Husum, après en avoir obtenu l'autorisation du roi de Danemarck. Il arriva à Altona par l'Eyder, et, étant venu, peu de jours après son arrivée, me faire une visite à la maison de campagne que j'avais dans le Holstein, j'appris par lui toutes les difficultés qui s'étaient long-temps opposées à son débarquement.

La présence du frère dans les pays Anséatiques fut bientôt suivie de celle de la sœur: j'ai parlé de la princesse Frédérique-Charlotte de Mecklembourg, mariée au prince royal de Danemarck, Christian-Frédéric. Ce fut au mois de novembre que cette princesse arriva à Altona, venant de Copenhague, d'où les soupçons répandus sur sa conduite avaient forcé son mari à l'éloigner. J'achèverai ici l'histoire de cette princesse qui fut peut-être à blâmer, mais que l'on plaignit généralement d'abord, et dont la destinée occupa beaucoup les conversations du nord de l'Allemagne pendant le temps que je passai à Hambourg.

Le roi de Danemarck, affligé de l'éclat que cette séparation causait à Copenhague, écrivit à ce sujet au duc de Mecklembourg, père de la princesse. Dans sa lettre, dont j'ai eu connaissance, le roi témoignait au duc combien il était fâché de n'avoir pas été à même de prévenir ce scandale; mais qu'à son retour d'un voyage qu'il avait fait à Kiel, l'affaire avait déjà acquis une si grande publicité que

tout moyen de conciliation était devenu impossible. " Je " prends, disait le roi, la part la plus vive à la situation de " la princesse, ses regrets m'ont profondément touché, et " elle m'inspire un véritable intérêt; avant de partir elle m'a " témoigné le désir d'habiter le Holstein et de vivre sous ma " tutelle. Je suis très-disposé à condescendre à ses désirs à " cet égard." En écrivant cette lettre au duc de Mecklembourg, le roi de Danemarck envoya en même temps à Schwerin son conseiller privé, M. Dancker, avec des instructions et des pouvoirs pour se concerter avec le duc sur ce qu'il y aurait de plus convenable à faire dans ces délicates circonstances. Dans tous les cas, il était préalablement convenu que la princesse resterait à Altona jusqu'à ce qu'il y eût quelque chose de décidé sur son sort.

Ce fut, je me le rappelle, le baron de Plessen, ministre d'état du duc de Mecklembourg, qui me communiqua la lettre du roi de Danemarck. En me faisant cette communication, M. de Plessen me dit que le duc avait pris la résolution irrévocable de ne pas recevoir sa fille, extrémité cruelle de la part d'un père, qui jamais n'atténue le mal, et concourt souvent à l'augmenter. Le duc se montrait très-satisfait de ce que le roi avait consenti à ce que la princesse résidât dans le Holstein. Elle y jouit de tous les honneurs attachés en Danemarck au rang d'altesse royale. Peu de jours après son arrivée elle vint faire une visite à madame de Bourrienne, et nous invita à ses assemblées et à ses soirées, qui étaient fort brillantes, et, comme lors de son premier séjour, elle nous fit plusieurs fois l'honneur d'assister à nos réunions. Bientôt sa conduite parut extravagante à tout le monde, et elle ne sut pas en effet se plier à des manières plus modestes qui auraient convenu à sa position.

A peu près vers cette époque, la campagne d'Autriche étant terminée, le général Morand vint remplir à Hambourg les fonctions de gouverneur-général; c'était un des hommes les plus capables de remplacer convenablement Bernadotte, dont le souvenir était toujours cher aux habitans des villes Anséatiques. Les rapports que j'ai eus avec le général Morand ont été on ne peut plus agréables et faciles; quand il partit il ne laissa que des regrets, et sa conduite avait été si pleine de droiture et de bienveillance, qu'on l'aurait re-

gretté quand même il n'aurait pas été remplacé par Davoust, surnommé, dans tout le Nord, le fléau de Hambourg.

CHAPITRE XV.

Destruction de l'empire d'Allemagne.—Les deux François Ier.—Conditions du traité de Schœnbrunn.—La part de Napoléon et la part de ses alliés.—L'Autriche sans contact avec la mer.—Gouvernement des provinces illyriennes.—Napoléon à Nymphembourg et chez le roi de Wurtemberg.—Le roi le plus spirituel de l'Europe.—Napoléon à Fontainebleau, et premières paroles de divorce.—Arrivée aux Tuileries, et un seul homme d'escorte.—M. de Montalivet ministre de l'intérieur.—Eternels ombrages de la police.—Brochure française et brochure allemande.—M. Reimarus, beau-père de M. Reinhard, et Goëtz.—Le général Molitor à Hambourg.—Etat des troupes françaises dans les villes Anséatiques.—Nouvelle du mariage de Napoléon avec Marie-Louise.—Les deux estafettes.—Enthousiasme général.—Espoir d'une longue paix.—Hausse des papiers autrichiens.—Eugène héritier du prince primat.—Enthousiasme refroidi, et charges imposées aux villes Anséatiques.—Nouvelles instances pour la solde des troupes.—Vingt-cinq millions pour une seule ville.—Epoque des querelles de Napoléon et de Louis.—Premier voyage de la nouvelle impératrice.—Napoléon en Hollande.—Malheureuse situation de ce pays.—Germes d'une guerre future avec la Russie.—Prévisions vérifiées.

J'ai dit précédemment comment la promptitude de M. de Champagny à profiter des dispositions pacifiques de l'empereur avait amené la conclusion du traité connu sous le nom de traité de Schœnbrunn. Par ce traité, le vieil édifice de l'empire d'Allemagne fut renversé, et François II. devint François Ier, empereur d'Autriche. Comme son homonyme de France, le nouveau François Ier. n'eut pas à dire tout est perdu hors l'honneur, car l'honneur fut un peu compromis et tout le reste ne fut pas perdu. Cependant la monarchie autrichienne eut à supporter de douloureux sacrifices ; et, comme après la campagne de 1805, Napoléon fit la part de ses alliés et la sienne. L'Autriche dut céder aux souverains de la confédération du Rhin les pays de Saltzbourg et de Bergtolsgaden avec une partie de la haute Autriche, et à la France le comté de Gorice, le territoire de Montefalcone, le gouvernement et la ville de Trieste, le cercle de Willach en Carinthie, et tous les pays situés à la droite de la Save jusqu'à la frontière de la Bosnie, la Carniole, une partie de la Croa-

tie, Fiume et le littoral hongrois et l'Istrie autrichienne. Le grand-duché de Warsovie fut augmenté de la Galicie occidentale et de Cracovie. Enfin, comme la Russie avait eu, après Tilsitt, une part des dépouilles de la Prusse, son allié, elle reçut encore par le traité de Schœnbrunn la partie la plus occidentale de la Galicie, pour avoir tenu sous les armes un corps d'observation de trente mille hommes, qui très-probablement aurait marché contre Napoléon s'il eût été battu.

C'était une nouvelle besogne donnée aux ingénieurs-géographes, et, comme je l'ai déjà fait observer, Bonaparte ne les en laissa pas manquer.

Les pays cédés à la France furent immédiatement réunis en un nouveau gouvernement général sous la dénomination collective des provinces illyriennes; par là, Napoléon se trouva maître des deux rives de l'Adriatique, soit comme empereur des Français, soit comme roi d'Italie, et l'Autriche, frappée dans son commerce extérieur, n'eut plus de communication directe avec la mer. La perte de Fiume, de Trieste et du littoral me parut immense, et telle même qu'il me fut impossible de croire à la durée d'une paix si chèrement achetée.

Après avoir consenti aux conditions avantageuses dont je viens de donner le sommaire, Napoléon fut si pressé de quitter les lieux ou pouvaient surgir de nouveaux Staps, qu'il partit avant d'avoir ratifié les préliminaires de la paix, et en annonçant qu'il les ratifierait à Munich. Il se rendit donc, en toute hâte, à Nymphembourg où l'attendait la cour de Bavière, visita ensuite le roi de Wurtemberg, qu'il trouvait le souverain le plus spirituel de l'Europe, et à la fin d'octobre il était à Fontainebleau. Je me rappelle avoir lu dans une lettre particulière de Paris qui me fut communiquée par un négociant d'Altona, que quand l'empereur quitta cette résidence pour entrer à Paris, il fit le trajet à cheval et avec tant de rapidité, qu'un seul chasseur de son escorte ayant pu le suivre, il entra avec ce garde unique dans la cour des Tuileries.

Ce fut pendant le séjour à Fontainebleau, qui précéda la rentrée de Napoléon à Paris, que Joséphine, qui était venue l'y rejoindre, entendit parler pour la première fois du divorce

dont la pensée était venue à l'empereur, à Schœnbrunn même; je ne m'occuperai point en ce moment des douleurs et des tribulations de la malheureuse Joséphine, me réservant d'en parler lorsque j'aurai à raconter les conversations confidentielles que j'eus avec elle à la Malmaison, sur un événement dont elle avait depuis si long-temps l'esprit frappé. Ce fut aussi à Fontainebleau, que l'empereur nomma M. de Montalivet ministre de l'intérieur, choix qui eut l'approbation générale, M. de Montalivet s'étant déjà fait connaître de la manière la plus avantageuse, dans la direction générale des ponts et chaussées. Les lettres que nous recevions de Paris à cette époque nous entretenaient continuellement de l'état brillant que présenta la capitale pendant l'hiver de 1809 à 1810, et surtout de la splendeur de la cour impériale, où venaient assister au lever de l'empereur, les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, empressés de remercier le héros qui les avait élevés au rang de rois.

Au milieu de cette splendeur, les ombrages de la police étaient toujours les mêmes. Le vingt janvier 1810, je reçus une lettre du ministre de la police, dans laquelle il me signalait une brochure intitulée: *Doléances des peuples du Continent.* L'idée seule d'un écart de la presse, réveillait toutes les susceptibilités de l'empereur, et mettait en émoi ses zélés serviteurs. Fouché me recommandait expressément la recherche et l'anéantissement de cette brochure, dont, pour mon compte, je n'avais pas pris la peine de parler. Voici la lettre qu'à ce sujet j'écrivis à Fouché:

" L'auteur de cette brochure est M. Reimarus, docteur en médecine à Hambourg, beau-père de M. Reinhard, ministre de France à Cassel. Ce respectable octogénaire n'a eu, en publiant ses idées, aucune mauvaise intention; il a adressé son ouvrage avec des lettres d'envoi à tous les rois, princes et ministres, et il l'a distribué sans y attacher beaucoup d'importance, c'est ce qui m'a empêché d'importuner Votre Excellence de cette rapsodie. Quand à l'ouvrage en lui-même, il n'a pas fait la plus légère sensation; on a ri des rêveries politiques du vieux médecin, et il y a long-temps qu'elles sont oubliées."

Pour la satisfaction du ministre, j'arrêtai la circulation de cette brochure, et fis prendre les trente exemplaires qui en

restaient chez le libraire qui, depuis quatre mois, n'en avait vendu que trente.

Quelque temps après, il parut une autre brochure allemande intitulée: *Betrachtangen über den Frieden zu Vien* (Considérations sur la paix de Vienne): elle inquiéta prodigieusement le gouvernement français. On m'invita à en chercher l'auteur, et à découvrir le lieu où elle avait été imprimée. Je parvins à savoir que c'était le fameux Goëtz qui l'avait rédigée et fait imprimer dans les Etats autrichiens. M. Perthes, libraire à Hambourg, en reçut douze exemplaires de Leipzick ; il ne put jamais en vendre que quatre, et rendit les huit autres. Le mariage de Napoléon, qui était conclu lors de l'apparition de cette brochure, avait changé l'opinion à un point que l'on ne peut concevoir. Il avait ralenti la pamphlétomanie ; et en général tous ces écrits produisaient bien peu d'effet.

Je n'ai point voulu séparer les deux grandes terreurs qu'éprouva la police pour les deux brochures dont je viens de parler, quoique leur publication ait eu lieu à plusieurs mois d'intervalle. Je reviens à quelques événemens qui se rapportent au mois de février. Le 23 de ce mois, le général Molitor arriva à Hambourg; il y avait alors un régiment d'infanterie et un corps d'artillerie à Brémen et dans le bailliage de Ritz-Buttel. La garnison française à Hambourg se composait d'un état-major, de deux régimens d'infanterie et d'un de cavalerie; et la garnison de Lubeck, d'un régiment d'infanterie et d'un de cavalerie. Tel était alors l'état des forces françaises dans les villes Anséatiques.

J'eus le premier, à Hambourg, la nouvelle du mariage projeté de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. Cette nouvelle m'arriva de Vienne par deux estafettes, que je reçus en deux jours. Le premier courrier m'annonçait seulement le projet, mais d'une manière assez positive, tandis que le second, en confirmant le contenu des dépêches de la veille, présentait cette grande alliance comme une chose tout-à-fait arrêtée. Qui aurait dit à Bonaparte, le jour où nous allâmes ensemble déposer sa montre chez mon frère en échange de quelques pièces d'argent, qu'il épouserait une archiduchesse d'Autriche? Tout fut bizarre et prodigieux dans son inexplicable destinée! Au surplus, il me serait im-

possible de donner une idée de l'effet inconcevable que produisit cet événement dans le nord de l'Allemagne. De toutes parts les commerçans recevaient l'ordre d'acheter des papiers autrichiens, les billets de banque montèrent sur-le-champ d'une manière surprenante. La joie que causa cette grande nouvelle fut vive, franche, générale et profondément sentie; l'espoir d'une longue paix y semblait attaché ; on se plaisait à croire que le Continent allait enfin se reposer dane une tranquillité durable des désastres encore saignans, enfantés par les rivalités de la France et de l'Autriche ; et je pus juger, par les correspondances que je recevais de l'intérieur de la France et des diverses contrées de l'Europe, que ces sentimens étaient les mêmes partout. J'avoue que moi-même, malgré le pressentiment que j'avais toujours eu du retour en France des princes de la maison de Bourbon, je crus alors ce retour problématique, ou du moins très-éloigné. Ce fut pendant que tous les esprits étaient absorbés dans les réflexions que faisait naître une telle alliance, que l'empereur fit notifier aux souverains et aux divers états de l'Europe la cession du grand-duché de Francfort au prince Eugène, après la mort du prince primat, qui le constituait son héritier.

L'enthousiasme causé dans les pays Anséatiques par la nouvelle du mariage de l'empereur avec Marie-Louise, tout vrai qu'il était, n'empêchait pas ces malheureux pays d'être douloureusement affectés des charges immenses que la France leur imposait. A cette époque, je reçus un redoublement de notes pour mettre à la charge des villes Anséatiques la solde des troupes françaises qui en composaient les garnisons. Le sénat me pria encore d'appuyer ses justes réclamations, et pour le faire d'une manière utile, j'envoyai l'état des sommes payées par ces villes depuis 1806. Je n'ai conservé que l'état qui concerne la ville de Bremen, mais il peut faire juger de la somme énorme que dut coûter aux autres villes, et surtout à Hambourg, leur occupation par nos troupes, puisque cet état se montait, pour Bremen seulement, à la somme de vingt-cinq millions.

C'est aux premiers mois de 1810 que re rapportent les différens survenus entre Napoléon et son frère Louis, différens qui finirent, comme on l'a vu, par une rupture éclatante. Je

ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit à cet égard, mais je ne saurais trop insister sur l'impossibilité où était Louis de condescendre aux désirs exorbitans de l'empereur, sans causer la ruine complète de la Hollande. Ce pays ne pouvait en effet exister que par le commerce, et Napoléon n'en voulait point. Le but de l'empereur était de s'emparer de la navigation de l'Escaut que Louis voulait laisser libre, et de là vint, comme on l'a vu, la réunion de la Hollande à l'empire français, et la Hollande fut la première province du grand empire que Napoléon fit visiter à la nouvelle impératrice.

Ce voyage eut lieu presque immédiatement après les pompeuses cérémonies du mariage : d'abord Napoléon retourna à Compiègne, où il resta huit jours ; il en partit pour Saint-Quentin dont il visita encore le canal. L'impératrice Marie-Louise le rejoignit, et fit avec lui le voyage de la Belgique. A Anvers, l'empereur visita avec soin tous les travaux qu'il avait ordonnés, et dont l'exécution lui tenait tant à cœur. J'appris, par les rapports du temps, que tout, dans ce voyage, était fêtes, réjouissances et manifestations de joie. Après avoir visité plusieurs places de la Hollande, l'empereur revint par Ostende, Lille et la Normandie à Saint-Cloud, où il arriva le 1er juin 1810.

Ce fut à son retour qu'il apprit par ma correspondance que les villes Anséatiques refusaient d'acquitter la solde des troupes françaises. Elles avaient adressé représentations sur représentations ; elles avaient gagné du temps, et gagner du temps est souvent beaucoup dans les affaires humaines. Les troupes étaient sans solde et sans argent pour leur différens besoins. Je déclarai qu'il était urgent que cet état d'incertitude cessât. Il y a un terme à tous les sacrifices, et la position des villes Anséatiques, dont l'opulence, fille du commerce et de l'industrie, s'était convertie en misère par les exigences et les exactions, rendait impossible de satisfaire à cette injuste prétention.

Napoléon avait encore la guerre contre l'Espagne et contre l'Angleterre. Le désir très-vif de faire la paix avec celle-ci surtout donna lieu à plusieurs intrigues qui n'avaient rien d'élevé. Tous ses efforts échouèrent et la guerre continua.

Cette perspective de guerre fit partout un mauvais effet,

mais principalement en Hollande, dont la guerre menaçait d'augmenter la misère et les souffrances par une prolongation indéfinie de la gêne du commerce.

Qu'allait devenir la Hollande, opprimée par les décrets de l'empereur contre l'Angleterre? Beaucoup de gens regardaient ces decrets, et c'est ce que je n'ai jamais pu comprendre, comme la seule ancre de salut de l'empereur; il est clair cependant que ce sont ces mesures anti-sociales qui l'ont perdu. La question du savoir ce qu'allait devenir la Hollande ayant été décidée par une prise de possession, un système absurde souleva les Hollandais, dès qu'ils trouvèrent l'occasion de se soustraire au joug ruineux que la France faisait peser sur eux, et il était facile de prévoir qu'ils tendraient les bras à la première puissance qui se présenterait pour les en délivrer. C'était pour ne pas laisser la Hollande tomber sous la domination anglaise que Napoléon l'avait réunie au grand empire. Mais voilà que tant d'intérêts sont blessés! Le centre des relations commerciales attaqué dans ses fondemens causa un ébranlement général. Cette réunion ne plut à personne; mais elle ouvrit encore les yeux aux grandes puissances. Que deviendront-elles si un simple décret rendu, même hors de la présence des corps législatifs, peut faire d'un royaume un département de la France? Qu'importe que l'on prenne des mesures pour faire supporter cet acte aux Hollandais? comment des administrations françaises pouvaient-elles suppléer tout-à-coup aux usages des siècles? passe-t-on subitement à des mœurs étrangères, à une nouvelle législation dont, certes, la France aurait tort de se vanter comme de la meilleure possible? Etait-ce une bonne raison, que d'alléguer que l'on prenait tout ce que l'on pouvait prendre, pour obliger l'Angleterre à nous rendre ce que des conquêtes et des traités lui avaient acquis? mais alors il n'y aurait pas de raison pour ne pas ravager le monde entier! Il n'est personne qui ne sache que cette réunion éloigna la paix que l'on aurait pu tenter avec l'Angleterre. Cette réunion, prélude de celle des villes Anséatiques, disposa la Russie à des hostilités qui, seules, la pouvaient préserver d'une ruine totale. Ce serait nier la lumière en plein jour que de nier ces faits. Je n'ai pas besoin de dire que les événemens postérieurs ont justifié ces

prévisions ; et ce que je dis aujourd'hui je l'ai dit alors à qui a voulu l'entendre, sans avoir toutefois la prétention de passer pour prophète.

CHAPITRE XVI.

Inquiétudes vagues sur le sort futur des pays Anséatiques.—Nouveaux départemens annexés à l'empire. — Décret infernal. — Incendie des marchandises anglaises.—Mauvais effet général.—Tracasseries de la police.—M. de Vergennes et M. de Rémusat.—Ordre de surveillance et lettre de recommandation.—Mademoiselle Ledoux, danseuse de l'opéra.—Société de M. de Vergennes.—Désapprobation avouée du système continental.—Avantage des fraudeurs et impossibilité de répression.—Parti tiré d'un mal inévitable.—Plan que je propose au gouvernement.—Avantages évidens.—Douze millions de bénéfices présumés.—Adoption de mon plan, et décret conforme rendu par l'empereur.—Quarante millions de bénéfices effectifs.—Crainte de l'exagération.—Un mot sur l'élection de Bernadotte comme prince royal de Suède.—Sujet du chapitre suivant.—Baisse du change sur Pétersbourg.—Inquiétudes mal fondées du cabinet de Russie.

L'été de dix-huit cent dix se passa d'une manière très-calme à Hambourg et dans les pays Anséatiques, cependant on y voyait poindre quelques craintes pour l'avenir, et chaque fois qu'il nous parvenait un nouveau décret ou un sénatus-consulte prononçant la réunion à l'empire de nouvelles provinces, les personnes les plus clair-voyantes n'étaient pas sans inquiétudes. En effet, depuis le traité de Schœnbrunn, Napoléon avait réuni à l'empire, sans autre forme de procès qu'un sénatus-consulte, et l'on sait s'ils étaient difficiles à obtenir, tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin, depuis les limites des départemens de la Roër et de la Meuse-Inférieure jusqu'à la mer ; l'empereur n'en agit pas autrement pour former encore un département sous le nom des Bouches-de-l'Escaut, qui comprenait l'île de Walcheren et quelques autres îles voisines, et au midi de la France, le département du Simplon, composé de l'ancien Valais. Tant de préludes d'envahissement étaient bien de nature à faire redouter aux pays Anséatiques le sort qui, de proche en proche, ne pouvait manquer de les atteindre. Pendant la même année parut le décret que je ne puis appeler autrement qu'infernal, rendu par Napoléon dans un accès de

démence. Ce décret est celui qui ordonnait de brûler toutes les marchandises anglaises existant en France, en Hollande, dans le grand-duché de Berg, dans les villes Anséatiques, et généralement depuis le Mein jusqu'à la mer, enfin, dans tous les lieux où s'appesantissait la désastreuse domination de Napoléon. Les personnes qui, à cette époque, sont restées dans l'intérieur de la France, ne peuvent se faire idée de la désolation qu'une mesure aussi sauvage répandit dans les pays habitués à vivre du commerce; quel spectacle offert à des populations pauvres et manquant de tout, que l'incendie d'objets dont la distribution aurait été un allègement à leur misère! Il fallait réellement, quand Bonaparte apposa son nom au bas d'un décret digne de la barbarie du Bas-Empire, qu'il fût aveuglé par sa rage contre l'Angleterre, qui, dans le même temps, s'emparait de l'Ile-de-France. Et quel moyen de s'attacher des peuples conquis, que d'irriter leurs privations par la destruction d'une foule d'objets de première nécessité!

Pendant ce temps-là, la police de Paris suivait constamment le cours de ses vexations et de ses tracasseries; non-seulement on l'a vue, comme je l'ai dit, poursuivre d'innocentes brochures à peine remarquées, mais elle ne perdait pas de vue les émigrés, devenus, certes, bien peu dangereux, depuis l'alliance de l'empereur à la maison d'Autriche.

Au nombre des émigrés que je reçus l'ordre de surveiller se trouvait M. de Vergennes; il était constamment resté à Hambourg ou dans les environs depuis le mois d'avril 1808. J'informai le ministre que M. de Vergennes s'était, à cette époque, présenté chez moi; je me rappelle même que M. de Vergennes me remit une lettre de M. de Rémusat, premier chambellan de l'empereur. M. de Rémusat me recommendait très-particulièrement son parent*, que des affaires d'intérêt appelaient à Hambourg. Mais le séjour de cette ville lui étant devenu trop coûteux, il avait pris le parti de se loger à Newmühl, petit village sur l'Elbe, un peu à l'ouest d'Altona. Là, il vivait retiré et tranquille avec une danseuse de l'Opéra, nommée mademoiselle Ledoux, dont il avait fait la connaissance à Paris et qu'il avait emmenée avec lui. Il en parais-

* Madame de Rémusat était une demoiselle de Vergennes, fille du ministre de Louis XVI.

sait très-épris ; sa manière de vivre n'annonçait pas de grands moyens d'existence.

M. de Vergennes venait me voir quelquefois ; il m'assurait toujours que des intérêts qu'il avait à regler prolongeaient son séjour dans ce pays. Les personnes qu'il voyait le plus souvent, étaient MM. Lagerenneril, Hardoin, Desnatins, Derey et Deleuze, émigrés comme lui. Je répondis au ministre de la police, que M. de Vergennes était très-indolent et adonné au plaisir, et que je ne croyais pas qu'il fut nécessaire de le surveiller particulièrement, ce qui était en effet bien inutile.

Un autre objet de la surveillance, dont j'étais chargé, et je puis dire que c'en était l'objet capital, était l'adoption et l'exécution du désastreux système continental dans le nord ; la désapprobation manifeste, que je ne dissimulais point dans mes correspondances, sur cette mesure ruineuse, finit par frapper l'esprit de l'empereur, sur un point, et l'on va bientôt voir comment. Malgré la bonne foi que le gouvernement danois mettait à exécuter le système continental, et quoique le Holstein fût fermé aux denrées coloniales, cette province n'en contenait pas moins une très-grande quantité, et malgré les mesures les plus sévères, il fallait bien que ces marchandises trouvassent un débouché quelconque. Les fraudeurs, toujours séduits par l'appât d'un grand bénéfice, devaient tenter sans cesse, et souvent avéc succès, de les importer en Allemagne ; et dans les circonstances où nous nous trouvions, ce dernier moyen d'évacuation étant le seul possible, il n'aurait fallu qu'un an ou dix-huit mois au plus, pour faire passer en Allemagne les marchandises accumulées dans l'intérieur des lignes de douanes. Tout, peu à peu, aurait franchi ces lignes, et les douaniers n'auraient pu saisir qu'un petit nombre de ballots peu importans, si on compare ce qu'ils auraient pris à ce qui leur aurait échappé. J'ai dit quel écoulement journalier s'en faisait par la porte de Hambourg, qui conduit à Altona, et j'ai rapporté quel nombre d'individus était occupé à ce trafic, et aussi quelques-unes des ruses auxquelles les fraudeurs avaient recours.

Ayant réfléchi sur cet état de choses, et intimement convaincu de l'impossibilité d'empêcher l'exportation des denrées coloniales interposées dans les pays Anséatiques, je pensai que

ce qu'il y aurait de mieux à faire, serait de tirer parti d'un mal que l'on ne pouvait éviter. Je proposai donc d'adopter en principe, que les denrées coloniales actuellement existantes dans le Holstein, et qui y avaient été importées avant l'édit du roi, qui leur interdisait ses ports, seraient admises à Hambourg, en payant trente pour cent de leur valeur, quelques articles même quarante pour cent. Ce droit devait être perçu à la douane, et aurait porté entièrement sur la consommation de l'Allemagne. Voici comment je demandais que l'on exécutât ce projet : je proposais de faire faire devant les magistrats des villes du duché, la déclaration des marchandises introduites, avec l'indication de leur valeur. Dès-lors, l'entrée à Hambourg en aurait été autorisée pour les marchandises seulement auxquelles auraient été jointes les certificats des magistrats, et pour simplifier le mode de perception et de contrôle, ce transport ne devait être autorisé que par la seule porte de Hambourg qui regarde Altona. Les denrées coloniales existant à Altona, Glucksadt, Husum et autres villes de Holstein, pouvaient être estimées, d'après l'état approximatif que j'avais fait relever, à une valeur de trente millions de francs au moins ; ce qui portait le droit à percevoir, à une somme de dix ou douze millions, laquelle somme aurait été répartie entre les fraudeurs. En adoptant le plan que je proposais, ceux-ci se trouvaient naturellement réduits à une inaction complète; car, il ne pouvait pas y avoir de doute que les négocians préfèreraient donner trente ou trente-trois pour cent, pour acquérir le droit de faire un commerce licite, plutôt que de continuer à donner quarante pour cent à des fraudeurs, avec l'inquiétude de voir quelquefois les marchandises saisies par la douane.

Je ne suis point du tout l'apologiste de mes idées ; cependant, je pense qu'il m'est permis de démontrer tout l'avantage qui allait résulter de l'adoption de mon projet proposé à l'empereur. Non-seulement la fraude en grand allait avoir, comme l'on dit communément, l'herbe coupée sous le pied, non-seulement le gouvernement français allait percevoir des sommes considérables sur les consommations de l'Allemagne, mais il en allait résulter un autre avantage moral, la fin de toutes les difficultés, de toutes les tracasseries qui se renouvelaient sans cesse entre les autorités du Holstein, et les

autorités françaises à Hambourg. Dès lors, plus de ces vexations qui indisposent si fort les esprits, telles que des visites personnelles sur les individus que l'on soupçonnait de faire la contrebande par la porte d'Altona; visites qui occasionnèrent souvent des scènes scandaleuses et indécentes. La populace de Hambourg aurait cherché dans le travail un moyen d'existence plus légitime, qu'en se promenant toute la journée, d'Altona à Hambourg. Les décrets impériaux n'allaient plus être impunément bravés et les lois municipales méconnues. Enfin, les préposés des douanes, que l'on était obligé de réunir en grand nombre sur ce point, auraient pu renforcer les postes plus importans, situés entre la Jahde et l'Elbe.

L'empereur se montra prompt à adopter les idées que j'avais conçues, car l'envoi de mes observations au ministre des relations extérieures, est du 18 septembre, et dès le 4 d'octobre, Napoléon rendit un décret en tout conforme au plan que je proposais. Il n'y avait pas six semaines que le décret était rendu, le conseil nommé pour poser les bases de l'exécution de ce décret n'avait pas même encore donné à ses opérations une marche régulière que, déjà, le directeur des douanes avait reçu pour les marchandises du Holstein près de treize cents déclarations. Dès ce moment on put estimer à quarante millions de francs, le montant des droits à percevoir, c'est-à-dire à vingt-huit ou trente millions de plus que je n'avais annoncé. Quelques maisons de commerce avaient chacune jusqu'à quatre millions à payer. Au surplus, cette différence en plus ne me surprit pas, tant j'avais pris soin de ne pas présenter de ces calculs exagérés, qui montrent les choses en beau, et dont on est désenchanté à l'application.

Bernadotte venait d'être nommé prince royal de Suède, et cette nomination avec toutes les circonstances qui s'y rapportent, aussi bien que le séjour qu'il fit à Hambourg, avant de se rendre à Stockholm, feront le sujet de mon prochain chapitre; mais j'avais besoin de citer ici ce fait, pour expliquer quelques événemens du nord, qui s'y rapportent plus ou moins directement. Ainsi, par exemple, au mois de septembre, le change sur Pétersbourg baissa tout à coup. Toutes les lettres qui arrivaient à Hambourg de la capitale de la Russie et de Riga, attribuaient cette baisse à l'élection

du prince de Ponte-Corvo, comme prince-royal de Suède. Plus de trente lettres me furent communiquées, et dans ce nombre il n'y en avait pas une où il ne fut question de la consternation que cet événement avait jetée à Pétersbourg. Dès le 22 juillet, j'avais reçu la nouvelle de cette élection, c'est-à-dire, aussitôt que Bernadotte lui-même put en être officiellement informé. Dès que la nouvelle en fut parvenue au gouvernement, je fus invité d'une manière pressante à démentir et à chercher à détruire les bruits ridicules et les interprétations mensongères, auxquels elle donnait lieu. La verité est, que ces bruits et ces interprétations ne partaient pas de tous les cabinets, et n'étaient pas accrédités dans toutes les cours, ainsi que l'on s'en convaincra par la lecture du chapitre suivant. J'eus la certitude que la consternation que l'on avait éprouvée à Saint-Pétersbourg, venait moins du choix même de la Suède, que de la crainte que ce choix ne fût un résultat de l'influence du gouvernement français. On ne tarda pas à voir que cette terreur n'était qu'une terreur panique, et la suite des événemens a assez démontré qu'elle n'avait jamais été fondée.

CHAPITRE XVII.

Bernadotte prince royal de Suède.—Dernières révolutions de Stockholm.—Le duc de Sudermanie roi de Suède.—Gustave-Adolphe à Hambourg.—Premières ouvertures de M. de Wrede auprès de Bernadotte.—Lettre du prince de Ponte-Corvo pour m'annoncer son arrivée à Hambourg.—Séjour de trois jours.—Mécontentement de la Russie, et félicitations du roi de Prusse.—Explications sur la journée de Wagram.—Ordre du jour secret destiné aux maréchaux.—Incertitude sur la vérité.—Récit fait par le prince royal de Suède de ses relations avec l'empereur.—Napoléon favorable au roi de Danemarck.—Autorisation donnée à Bernadotte.—Acte inséré au Moniteur.—Condition tardive et inadmissible.—Noble franchise de Bernadotte.—Accomplissement de deux destinées.—Crédulité de Bernadotte et caresses de l'empereur.—Dernières paroles de Bonaparte sur le prince royal.—Conseils donnés par moi à Bernadotte.—Opposition au système continental.—Bernadotte Suédois.

J'arrive à une des circonstances de ma vie que je me rappelle avec le plus de satisfaction, au temps que Bernadotte passa avec moi à Hambourg, au moment où, appelé par le vœu des Suédois, il se rendait dans la résidence qui devait

être un jour la capitale de son royaume. Il me paraît essentiel de commencer par rappeler succinctement la série d'événemens qui amena l'opposant du 18 brumaire à s'asseoir à la première place auprès du trône de Suède, et c'est pour ne point séparer des faits si intimement liés les uns aux autres que j'ai provisoirement laissé de côté les renseignemens que je reçus sur tout ce qui se passa en Suède, depuis le commencement de 1809 jusqu'à l'époque où nous voilà parvenus.

Le 13 mars de cette année, Gustave-Adolphe, dont j'ai raconté quelques-unes des folies guerroyantes, fut arrêté. Je passe sous silence les détails de cette arrestation : elle appartient à l'histoire, et y occuperait une plus grande place, si elle eût eu lieu dans un temps moins fécond en grands événemens. Le duc de Sudermanie, oncle du roi, prit provisoirement les rênes de l'état, et le roi Gustave donna peu de jours après un acte d'abdication que, dans la situation intérieure et extérieure de la Suède, il ne pouvait refuser. Au mois de mai suivant, la diète suédoise ayant été convoquée à Stockholm, le duc de Sudermanie fut élu roi. Ce monarque avait pour fils unique le prince Christian-Auguste, devenu tout naturellement prince royal de Suède, par le seul fait de l'avénement de son père au trône. Il mourut de mort subite à la fin de mai 1810, et le comte de Fersen, celui qu'à la cour de Marie-Antoinette on appelait autrefois le beau Fersen, fut massacré par la populace, trop prompte peut-être à croire que M. de Fersen avait empêché le prince de mourir d'une mort naturelle. Le 21 d'août suivant, Bernadotte fut élu en son lieu prince royal de Suède. Tel est le résumé des faits généraux ; j'entre actuellement dans le récit des faits particuliers qui sont venus à ma connaissance par suite de ma position à Hambourg, et dont j'ai quelquefois été témoin.

Je dois d'abord parler du dernier roi de Suède Gustave-Adolphe. Ce prince arriva le 13 de janvier 1810, à Hambourg, lieu fixé pour sa résidence provisoire ; il voyageait avec sa famille sous le nom de comte de Gottorp, et était accompagné de M. de Skyoldebrand, général-major au service de Suède. Le lendemain de l'arrivée du roi, M. de Skyoldebrand vint me faire une visite dans laquelle il me dit que le

comte de Gottorp s'était tout-à-coup frappé de l'idée que le château qu'on lui avait acheté en Suisse était destiné à lui servir de prison ; que cette idée le dominait à tel point que le roi déchu avait déclaré qu'il allait expédier un courrier au roi de Suède, son oncle, pour lui faire part de ses craintes, et qu'il était décidé à attendre sa réponse à Hambourg. On avait essayé de lui faire quelques observations, mais il avait répondu qu'il ne céderait qu'à la force. Les raisons que j'alléguai au général Skyoldebrand, dans la conversation assez longue que j'eus avec lui, et surtout les sages conseils de la comtesse de Gottorp, qui supportait son changement de situation avec une résignation si angélique qu'on aurait dit qu'elle en jouissait au lieu d'en être affligée, déterminèrent enfin Gustave-Adolphe à changer de résolution. S'il eût persisté avec sa tenacité ordinaire, il nous aurait tous fort embarrassés.

Je sus, dans le temps, qu'après la mort du prince royal, fils du duc de Sudermanie, ce fut un Suédois, le comte de Wrede, qui fit les premières ouvertures à Bernadotte pour lui annoncer le dessein où l'on était à Stockholm de lui offrir l'héritage du trône de Suède. Bernadotte était alors à Paris, et immédiatement après sa première entrevue avec M. de Wrede, il se rendit à Saint-Cloud où était l'empereur. Napoléon l'écouta froidement et lui répondit “ qu'il ne pouvait “ lui être d'aucune utilité, qu'il fallait que les événemens “ suivissent leur cours, qu'il pouvait accepter ou refuser, “ selon que cela lui conviendrait, qu'il n'y mettait aucun “ obstacle, et qu'il n'avait pas de conseil à lui donner.” Il suffit d'avoir connu le caractère de Napoléon et l'animosité qu'il n'avait cessé d'avoir contre Bernadotte pour être sûr que le choix de la Suède le contraria vivement ; et cela est si vrai que Napoléon, bien qu'il l'ait ensuite désavoué, fit faire quelques ouvertures à Stockholm pour que l'héritage du trône de Suède devînt un fleuron futur de la couronne de Danemarck.

Bernadotte alla ensuite aux eaux de Plombières. De retour à Paris, et étant décidément élevé au rang de prince royal de Suède, il m'annonça son prochain départ par la lettre suivante que me remit M. de Signeul, consul-général de Suède à Paris.

" Mon cher ministre, cette lettre vous sera remise par M. de Signeul, consul-général de Suède à Paris, qui me précède de quelques jours à Hambourg ; je vous le recommande particulièrement. Veuillez l'accueillir avec votre obligeance ordinaire. Vous serez fort aise de le connaître ; son mérite et ses qualités personnelles fixeront sans doute votre attention. J'espère avoir sous peu le plaisir de vous revoir ; en attendant, je vous renouvelle l'expression de mes sentimens bien sincères et affectueux.

" JEAN P. R. de Suède.

" P.S. Présentez, je vous prie, mes civilités à madame, amitié à la petite cousine * et à votre aimable famille."

On voit par cette lettre, que le rang où Bernadotte venait de monter, et qu'il ne devait qu'à ses qualités personnelles, n'avait altéré en rien l'amitié qu'il me portait, et je fus à même de juger que M. de Signeul qu'il me recommandait, méritait tout le bien que m'en disait le prince royal.

La nomination de Bernadotte avait commencé, comme je l'ai dit, par causer un vif mécontentement au cabinet de Saint-Pétersbourg ; il n'en fut pas de même du cabinet de Berlin, car le prince de Wittgenstein, qui se trouvait alors à Hambourg, reçut un courrier de son gouvernement, portant l'ordre du roi de Prusse, de complimenter en son nom, le prince de Ponte-Corvo, à son passage à Hambourg, et de l'assurer *qu'il se ferait un vrai plaisir d'entretenir avec lui des relations d'amitié et de bon voisinage* †. M. de Bulow, maréchal de la cour de duc de Mecklembourg, et le baron Oxienstiern, ministre de Suède, à Copenhague, se rendirent aussi à Hambourg pour le même objet.

Bernadotte arriva le 11 d'octobre, et ne resta à Hambourg que trois jours qu'il passa presque entièrement avec moi. Je lui fis part de toutes les lettres, et de tous les rapports que j'avais reçus, relativement à son élection, et il eut la satis-

* C'était une de mes filles que Bernadotte avait pris l'habitude d'appeler sa petite cousine.

† Le prince de Wittgenstein était venu tout exprès à Hambourg pour y voir le prince royal de Suède, et en même temps afin de tâcher, conformément à un autre ordre du roi de Prusse, d'y négocier un emprunt ; mais le crédit de la Prusse était tellement tombé à cette époque que le prince de Wittgenstein ne put réussir à rien.

faction d'y voir, que la grande majorité des suffrages lui était acquise. C'est actuellement l'emploi de ces trois jours, que put nous donner le prince royal de Suède, qui va m'occuper je le ferai sans me soumettre à aucun autre ordre, que ce vague mouvement des conversations dans lesquelles nous échangeâmes nos idées, et où il m'apprit, comme le lecteur le verra bientôt, des choses fort curieuses sur l'histoire secrète du temps. Je place au premier rang de ces intéressantes révélations, ce qu'il me dit, à l'occasion de la bataille de Wagram, dont nous nous étions entretenus.

Je fus le premier à parler au nouveau prince royal de Suède, des bruits qu'on avait répandus sur la manière douteuse, dont s'étaient battues les troupes composant le corps qu'il commandait. Dans le désir de connaître la vérité, que Bernadotte disait toujours, quoique gascon, je lui rappelai que l'empereur avait proclamé une opinion défavorable à ces troupes, car il n'y avait pas de doute que l'empereur était l'auteur de plaintes exprimées dans des bulletins; ce qui paraissait d'autant plus certain, qu'il lui avait retiré ses troupes. Bernadotte me parut satisfait de la franchise avec laquelle je lui parlai, et il m'assura que les reproches de l'empereur étaient injustes et odieux; que pendant l'affaire même, il se plaignait hautement du peu d'élan des soldats. " L'empereur a refusé de me voir, me dit Bernadotte, et l'on m'a dit pour raison de ce refus, qu'il était étonné, et fâché de ce qu'après ses plaintes, que je devais connaître, je m'étais vanté d'avoir gagné la bataille, et d'avoir publié des félicitations aux Saxons, que je commandais. Il les a fait appeler ridicules par tous ceux qui sont jaloux de la supériorité des autres." Alors Bernadotte me montra le bulletin qu'il avait rédigé après la journée de Wagram. Je lui fis observer que jamais je n'avais vu de bulletin fait par un autre général, que par celui qui commandait en chef, dans une bataille. Je lui demandai comment cela s'était terminé, il me donna alors une copie d'un ordre du jour, que Napoléon n'avait, selon lui, envoyé qu'aux maréchaux commandant les corps d'armée. L'empereur avait fait imprimer le bulletin de Bernadotte, en tête de son ordre du jour. On n'avait pas encore eu connaissance d'un pareil acte.

Voici cette pièce remarquable qui fait parfaitement con-

naître les astuces indignes du génie si haut de Napoléon. Je la crois peu connue, et c'est ce qui me détermine à publier ici la copie que j'en ai conservée.

Ordre du jour.

En notre camp impérial de Schœnbrunn, le 9 juillet 1809.

" Sa Majesté témoigne son mécontentement au maréchal " prince de Ponte-Corvo pour son ordre daté de Léopold- " stast le 7 juillet, qui a été inséré à une même époque dans " presque tous les journaux, dans les termes suivans :

" Saxons, dans la journée du 5 juillet, sept à huit mille " hommes d'entre vous ont percé le centre de l'armée enne- " mie et se sont portés à Deutsh-Wagram ; malgré les efforts " de quarante mille hommes soutenus par soixante bouches " à feu ; vous avez combattu jusqu'à minuit et bivouaqué au " milieu des lignes autrichiennes. Le six, dès la pointe du " jour, vous avez recommencé le combat avec la même per- " sévérance et au milieu des ravages de l'artillerie ennemie, " vos colonnes vivantes sont restées immobiles comme l'ai- " rain. Le grand Napoléon a vu votre dévouement, il vous " compte parmi ses braves. Saxons, la fortune d'un soldat " consiste à remplir ses devoirs ; vous avez dignement fait " le vôtre.

" Au bivouac de Léopoldstast le 7 juillet 1809.

" Le maréchal, commandant le corps,

" BERNADOTTE."

" Indépendamment de ce que Sa Majesté commande son " armée en personne, c'est à elle seule qu'il appartient de " distribuer le degré de gloire que chacun a mérité. Sa " Majesté doit le succès de ses armes aux troupes françaises " et non à aucun étranger. L'ordre du jour du prince de " Ponte-Corvo, tendant à donner de fausses prétentions à " des troupes au moins médiocres, est contraire à la vérité, " à la politique et à l'honneur national. Le succès de la " journée du cinq est dû aux maréchaux duc de Rivoli et " Oudinot, qui ont percé le centre de l'ennemi en même " temps que le corps du duc d'Auerstaedt le tournait par sa " gauche. Le village de Deutsh-Wagram n'a pas été pris

" dans la journée du cinq ; mais il ne l'a été que le six à midi
" par le corps du maréchal Oudinot. Le corps du prince de
" Ponte-Corvo *n'est pas resté immobile comme l'airain.* Il a
" battu le premier en retraite. Sa Majesté a été obligée de
" faire couvrir le corps du vice-roi par les divisions Brous-
" sier et Lamarque, commandées par le maréchal Macdo-
" nald, par la division de grosse cavalerie commandée par
" le général Nansouty, et par une partie de la cavalerie de la
" garde. C'est à ce maréchal et à ses troupes que l'on doit
" l'éloge que le prince de Ponte-Corvo s'attribue. Sa Ma-
" jesté désire que ce témoignage de son mécontentement serve
" d'exemple pour qu'aucun maréchal ne s'attribue la gloire
" qui appartient aux autres. Sa Majesté cependant ordonne
" que le présent ordre du jour qui pourrait affliger l'armée
" saxonne, quoique les soldats sachent bien qu'ils ne mé-
" ritent pas les éloges qu'on leur donne, restera secret et
" sera seulement envoyé aux maréchaux commandant les
" corps d'armée.

" NAPOLÉON."

Après la lecture de cette pièce importante, je me permis d'objecter au prince que cet ordre du jour, quoique tenu secret par la volonté de l'empereur, avait quelques caractères de vérité, d'abord parce qu'il confirmait ce que lui-même venait de me dire du peu d'élan des Saxons ; ensuite, par le fait du retrait du commandement des troupes qu'il avait sous ses ordres ; enfin, par l'assurance donnée sur l'exactitude et la précision des faits dont toute l'armée pouvait être témoin. Le prince royal de Suède me parla alors de cette immortelle journée, avec des détails qui me jetèrent dans une grande incertitude sur le côté où se trouvait la vérité. On est si naturellement porté à croire celui que l'on entend le dernier, lorsque surtout c'est un homme dont on connaît la franchise et la loyauté ! J'ignorais l'existence de l'ordre du jour secret que l'on vient de lire ; et connaissant d'ailleurs les dispositions de Bonaparte à rédiger ses actes publics dans son intérêt, cela augmenta d'abord mes incertitudes, et, si j'y pense bien, je crois que ce fut ensuite ce qui les diminua en faveur de la version de Bernadotte.

Quelqu'intérêt que j'aie trouvé dans ce que me dit Bernadotte relativement aux détails que l'on vient de voir par rapport à la conduite de Bonaparte après la bataille de Wagram, détails que j'ignorais entièrement, ils excitèrent moins ma curiosité que tout ce qu'il m'apprit sur ses dernières relations avec l'empereur. J'ai déjà fait connaître quelques-unes de ces relations que j'avais sues par une voie sûre, et qui me furent confirmées par Bernadotte lui-même ; il me dit ensuite, qu'à son retour de Plombières, s'étant présenté au lever de l'empereur, celui-ci, lui adressant la parole devant toutes les personnes présentes, lui demanda s'il avait reçu des nouvelles récentes de la Suède ; et que, ayant répondu affirmativement, l'empereur ajouta : "Que disent-elles ?—Sire, elle m'an-" noncent que le chargé d'affaires de votre Majesté à Stockholm " s'oppose à mon élection ; elles ajoutent en outre qu'il dit, " à qui veut l'entendre, que votre Majesté donne la préfé-" rence au roi de Danemarck." A ces mots, poursuivit Bernadotte, il joua la surprise, avec cette habileté que vous lui connaissez, m'assura que cela n'était pas possible, et détourna le cours de la conversation en la portant sur d'autres objets*.

" Je ne sais veritablement, me disait Bernadotte, ce que je dois penser de lui en cette circonstance ; je sais bien qu'il ne m'aime pas, mais les intérêts de sa politique peuvent le rendre favorable à la Suède, et, dans l'état de grandeur et de puissance où se trouve aujourd'hui la France, j'ai jugé qu'il était de mon devoir de faire tous les sacrifices d'amour-propre personnels capables de maintenir la bonne intelligence ; mais je jure Dieu que je ne compromettrai jamais le nom Suédois. Au reste, il en a eu la preuve, comme vous l'allez voir.

" D'abord je dois vous dire qu'il s'est exprimé dans les

* Le prince de Ponte-Corvo était bien informé, et Bonaparte joua la comédie avec lui ; car j'ai su depuis que M. Désaugiers, chargé des affaires de France à Stockholm, conformément aux instructions qu'il avait reçues de sa cour, avait remis une note en faveur du roi de Danemarck. Probablement, afin de voiler sa non-réussite qui aurait ouvert les yeux sur la diminution de son influence dans le nord, l'empereur désavoua la conduite de M. Désaugiers, et le retira du poste qu'il occupait pour le punir d'avoir obéi à ses instructions. M. Lagerbjelke, alors ambassadeur de Suède à Paris, a dit à plusieurs personnes que M. de Champagny, ministre des affaires étrangères, à cette époque, lui avait avoué que M. Désaugiers était une victime innocente qu'il avait fallu sacrifier.

meilleurs termes en parlant du roi* et de moi. Il ne m'a fait au commencement aucune objection pour me détourner d'accepter la succession au trône de Suède, et il fit insérer sans retard dans le Moniteur mon acte d'élection. Dix jours s'étaient écoulés sans que l'empereur me dit un mot sur l'époque de mon départ; ma foi, comme j'était pressé de partir, que tous mes préparatifs étaient faits, je me déterminai à aller lui demander qu'il me délivrât des lettres-patentes pour me relever du serment de fidélité que je lui ai prêté et que j'ai certes tenu fidèlement malgré toutes ses injustices envers moi. Il parut d'abord un peu surpris de la demande que je lui fis positivement et à laquelle il ne s'attendait pas. Après un léger mouvement d'hésitation il me dit: " Il y a " une condition préliminaire à remplir; il s'agit d'une ques- " tion élevée dans le conseil privé par un de ses membres.— " Quelle condition, Sire ?—Celle de prendre l'engagement de " ne jamais porter les armes contre moi.—Votre Majesté y " pense-t-elle, Sire ? Puis-je me lier par un pareil engage- " ment ? Mon élection par la diète de Suède, le consente- " ment que Votre Majesté y a donné tant au roi Charles " XIII. qu'à moi-même, ont fait de moi un sujet suédois, et " cette qualité est incompatible avec l'engagement dont a " parlé un membre du conseil; je dis un membre du conseil, " Sire, parceque Votre Majesté me l'a dit, et que je suis bien " sûr que cette condition ne serait jamais venue de vous. " Elle ne peut provenir que de l'archi-chancelier ou du grand- " juge qui certes ne se sont pas doutés de la hauteur à laquelle " m'élèverait cette proposition.—Que voulez-vous dire ?—Si " vous m'empêchez d'accepter une couronne à moins que je " ne prenne l'engagement de ne combattre jamais contre " vous, Sire, ne sera-ce pas réellement me placer en ligne " avec vous comme général."

" Au moment où je lui déclarai positivement que depuis mon élection je ne devais plus me considérer que comme un sujet suédois, il fronça le sourcil; et, en général, pendant que je lui parlais, comme je crois vous l'avoir rapporté assez fidèlement, il parut embarrassé; son embarras même fut tel que, quand j'eus fini de parler, il me dit d'un ton de voix si

* On a vu que c'était l'oncle du roi détrôné, et précédemment duc de Sudermanie: il régnait sous le nom de Charles XIII.

altéré que je l'entendis à peine: " Eh bien! allez, nos des-" tinées vont bientôt s'accomplir." Il avait prononcé d'une manière si peu distincte que je lui dis, en m'excusant de le faire répéter, que je n'avais pas bien entendu, et il reprit: " Allez, nos destinées vont bientôt s'accomplir.""

Ces deux singulières destinées se sont accomplies en effet. Identifié avec les mœurs, les goûts et les besoins de son peuple, Charles-Jean jouit d'un des règnes les plus tranquilles que présente l'histoire de la Suède, et Napoléon, après avoir vaincu et épouvanté le monde, a vu tomber sa fortune; et telle est la différence qui marquera toujours les destinées des souverains qui baseront leurs droits sur la force du glaive et ceux qui, mieux inspirés, sauront appuyer leur puissance sur le respect des droits acquis et la sainteté de la foi jurée.

" Dans les autres conversations que j'eus avec l'empereur, poursuivit Bernadotte, j'ai réellement cherché par tous les moyens possibles à le faire revenir sur les impressions fâcheuses qu'il avait contre moi; pour cela, je passais en revue mes souvenirs de l'histoire, je lui parlais des grands états et des grands hommes dont les succès ont étonné le monde, des difficultés et des obstacles que ces hommes avaient dû surmonter, et surtout je ne manquai pas d'insister sur cette gloire solide qui repose sur l'établissement et le maintien de la tranquillité et du bonheur publics. L'empereur m'écoutait attentivement et, plusieurs fois, me donna son approbation quand je lui présentais mes idées sur les principes de la postérité et de la stabilité des états. Un jour même, il me tendit la main et me la serra affectueusement, comme pour m'assurer de son amitié et de sa protection; de sorte que, malgré la connaissance que j'ai de sa profondeur dans l'art de la dissimulation, sa bonté affectée paraissait si naturelle, que quelquefois j'ai pensé qu'il revenait à des sentimens bienveillans, et je m'efforçais d'accueillir cette idée; pour m'y fortifier, j'en parlais aux personnes par lesquelles nos deux familles se trouvent alliées; je leur témoignais le désir qu'ils assurassent l'empereur de la réciprocité de mes sentimens; je les priais de lui dire combien j'étais disposé, en tout ce qui ne serait pas contraire aux intérêts de la Suède, à adopter et à seconder ses grands systèmes.

" Croiriez-vous, mon cher ami, que les personnes à qui

j'ai fait ces franches protestations ont ri de ma crédulité ; elles m'ont dit que, notamment après la conversation où l'empereur m'avait tendu la main avec tant de semblans d'amitié, à peine j'eus pris congé de lui, il leur dit que je n'étais qu'un ambitieux mal déguisé, que je venais de faire devant lui un grand étalage de savoir, qu'il m'avait joué comme un enfant et qu'il s'était moqué de moi. Il voulait m'inspirer une pleine confiance pour que je ne me tinsse pas sur mes gardes ; car, après avoir été trompé par lui, comme je viens de vous le dire, j'ai acquis la certitude qu'il avait eu le projet de me faire arrêter ; il ne l'a pas osé, et la preuve de cela, c'est que j'ai appris, d'une manière positive, que Davoust croyant lui faire la cour, lui dit un jour, dans son cabinet et devant plusieurs témoins, à l'époque où l'on parlait de mon élection : " Le prince de Ponte-Corvo ne doute de rien.—Il n'est pas encore élu, lui répondit l'empereur."

" Au surplus, me dit encore Bernadotte, malgré ces preuves d'inimitié que l'empereur nourrit contre moi depuis le 18 brumaire, je ne pense pas qu'il ait l'intention, une fois que je serai en Suède, d'avoir de mauvais procédés avec le gouvernement suédois, et je vois bien que nous n'aurons plus que des relations politiques ; il m'a même, je dois vous le dire, donné deux millions en échange de ma principauté de Ponte-Corvo, il m'en a même déjà fait payer un* ce qui m'a rendu grand service pour mes frais de voyage et d'installation. Je vous dirai même qu'au moment où j'allais monter en voiture, une personne, que je vous demande la permission de ne pas nommer, vint me faire ses adieux, et me raconter ce qui s'était passé à l'instant même aux Tuileries. Cette personne s'étant rendue au palais, Napoléon la voyant entrer, l'aborda, et lui dit : " Eh bien, le prince ne regrette-t-il pas " la France ?—Oui, bien certainement, Sire.—Quant à moi, " j'eusse été bien aise qu'il n'eût pas accepté son élection ; " mais on ne peut qu'y faire ! . . . Après tout, il ne m'aime " pas !—Sire, je crois, si Votre Majesté me permet de lui " dire, qu'elle est dans l'erreur ; je sais quels dissentimens " ont existé, il y a dix ans, entre le général Bernadotte et " Votre Majesté ; je sais quelle a été son opposition au ren-

* Jamais l'autre million stipulé pour l'échange de la principauté de Ponte-Corvo n'a été payé à Bernadotte.

" versement du directoire, dont il avait été tout récemment " un des ministres, mais je sais aussi que depuis long-temps " le prince de Ponte-Corvo vous est franchement attaché.— " A la bonne heure, je veux vous croire ; mais nous ne nous " sommes pas entendus l'un l'autre, maintenant il est trop " tard ; il a ses propres intérêts et sa politique, et moi j'ai " les miens."

" Telles sont, ajouta le prince, les dernières paroles de l'empereur sur mon compte, deux heures avant mon départ. La personne dont je vous parle lui a dit vrai, mon cher Bourrienne ; oui, sans doute, je regrette la France ; mais sans lui, sans ses injustices, je ne l'aurais jamais quittée ; et si jamais je monte sur le trône de Suède, c'est à lui que je devrai ma couronne, en ce sens que s'il ne m'eût poursuivi de ses inimitiés, j'aurais trouvé mon poste assez beau pour un soldat de fortune, mais il faut obéir à sa destinée."

Pendant les trois jours que le prince royal passa avec moi, j'eus avec lui de nombreux entretiens, dont la confiance et l'amitié faisaient tous les frais. Mais ce qui l'occupait le plus, et sur quoi il désirait avoir particulièrement mon avis, c'était sur sa conduite à tenir relativement au système continental. Il connaissait la ferme résolution de Napoléon à cet égard. En me demandant mon opinion sur le traité du 1er janvier 1810, par lequel la Suède avait consenti à entrer dans le système continental, j'étais convaincu qu'il désirait seulement d'être affermi dans la sienne. J'avais, depuis son élection, vu beaucoup de Suédois, tous importans dans l'Etat, et qui avaient contribué à l'étonnante élévation de Bernadotte. Voici ce que je lui répétais, avec la conviction que je le servais bien, ainsi que le pays pauvre qu'il était appelé à gouverner :

" Je vous engage, dis-je au prince royal, à rejeter, sans balancer, le système que l'empereur a imposé aux pays sur lesquels s'étend sa domination. Ce système peut être beau en théorie, mais il est inexécutable, et il livre le commerce du monde à l'Angleterre. Il indispose nos alliés ; ils redeviendront, malgré eux, nos ennemis.

" Mais aucun de ces pays, excepté la Russie, n'est dans la position de la Suède. Vous avez besoin d'une foule d'objets de première nécessité que la nature a refusés à votre pays.

Vous ne pouvez les recevoir que par la plus grande liberté de la navigation, et vous ne pouvez les payer qu'avec les produits recherchés dont abonde la Suède. Il serait donc hors de toute raison de fermer vos ports à une nation qui domine sur les mers, c'est votre marine qui serait bloquée et non la sienne. Que peut faire la France contre vous? Vous envahir par terre? mais vous ne le croyez pas possible. L'Angleterre et la Russie emploieraient toutes leurs forces pour repousser du nord la domination qui s'y voudrait introduire. Lors même que l'on viendrait jusqu'au Sund, il le faudrait passer, et les flottes russes et anglaises seraient là. Par mer? plus impossible encore; une expédition maritime de ce genre n'est pas, pour le moment du moins, dans les moyens de la France. Vous ne devez redouter, sous ces deux rapports, que la Russie et l'Angleterre. Ménagez-les, l'une par les procédés de bon voisinage, l'autre en continuant avec elle, les relations commerciales utiles à tous deux. Si vous ne vous détachez pas de cette coalition contre le commerce de l'Angleterre, coalition qui sera sans résultat, vous en serez la victime. Il est un fait que je puis vous citer: le maréchal Bertier m'envoya, il y a quelque temps, un courrier extraordinaire, pour m'ordonner de prendre les informations les plus exactes sur la durée probable de la paix actuelle avec la Russie. J'ai gardé le courrier quinze jours. Toutes les données que j'ai reçues par ma correspondance directe, tous les renseignemens que j'ai pris à de bonnes sources, et tout ce que m'on dit les personnes qui m'accordent leur confiance, m'ont confirmé dans l'opinion que, à moins d'une circonstance extraordinaire qui provoquerait une rupture subite, la Russie sera hostile dans dix-huit mois. Je l'ai mandé à l'empereur: je désire me tromper; mais déjà elle prépare les moyens de combattre. Vous remarquerez que l'empereur ne veut pas souffrir que la Russie donne des licences comme lui qui les vend pour de l'argent. Il s'enrichit aux dépens du public; voulez-vous faire comme lui? Eh bien, vous aurez vos coffres remplis d'or, mais vos sujets? . . . Croyez-moi, vendez vos fers, vos bois de construction, vos cuirs, votre goudron; et recevez le sel, les vins, l'eau-de-vie et les denrées coloniales dont vous avez besoin. Vous recueillerez l'amour de vos Suédois, au lieu de vous attirer leur aversion. Si, au

contraire, vous suivez le système continental, vous serez forcé, pour l'exécuter, de faire des lois contre la contrebande qui aura lieu malgré vous. Ces lois soulèveront les Suédois. Soyez et restez Français de cœur, mais soyez Suédois de fait. Pourquoi feriez-vous ce que la nation entière repousserait? Ce n'est pas comme ministre de France que je vous parle, mais comme homme sans passion; comme votre sincère ami. Mais voulez-vous une preuve encore plus décisive de la fausseté de ce système? voulez-vous voir clairement qu'il ne nuit pas à l'Angleterre? remarquez une chose. Voyez ce qui se passe ici, relativement aux licences et à la prime de trente-trois pour cent de la valeur de la marchandise dont profite le gouvernement. Eh bien! j'ai obtenu la permission de la laisser entrer à ce prix, et le décret de Trianon à suivi de près mes observations sur l'inévitable contrebande; mais qui paie cette augmentation d'un tiers? est-ce l'Angleterre; certes, non: elle a vendu, on l'a payée. —Est-ce le négociant? Non: il vend en conséquence. C'est le consommateur, c'est le pauvre qui paie un des impôts les plus lourds et les plus odieux. Ce système soulève l'Europe entière contre l'empereur. Vous en verrez les suites. Le mal que fait Napoléon en persistant dans son système, retombera infailliblement sur lui."

Tels furent les conseils que je donnai à Bernadotte dans une circonstance où il s'agissait peut-être de son nouvel et brillant avenir. Malgré ma position de ministre de France, je n'aurais pas regardé comme une chose loyale de lui en donner d'autres, car si la diplomatie a ses devoirs, l'amitié a bien aussi les siens qui sont plus doux à remplir. Bernadotte, je puis le dire, a profité de mes conseils, et il me semble qu'aujourd'hui le roi de Suède s'en trouve bien.

CHAPITRE XVIII.

Occupations de Napoléon.—Le Portugal et la cour de Rome.—M. de Boislève grand cordon de l'ordre de la Réunion.—Bonaparte ne voulant pas payer des frais d'enregistrement.—Marmont en Illyrie.—Arrivée de Bernadotte en Suède.—Lettres que m'adressent le général Gentil Saint-Alphonse et le prince royal.—Négociation manquée.—Causes de mésintelligence entre Napoléon et Bernadotte.—Théorie inapplicable.—Permission donnée et retirée à Bernadotte.—Première lettre de Bernadotte à l'empereur.—Paroles de Bonaparte.—Tentative d'enlèvement sur le prince royal de Suède.—Envahissement de la Poméranie suédoise et plaintes de Bernadotte.—Animosité de Bonaparte contre Bernadotte.—Alliance forcée de la Suède avec l'Angleterre et la Russie.—Lettre du prince à l'empereur Alexandre.—Hauteur de l'ambassadeur de France à Stockholm.—Retour de Napoléon vers la Suède.—Explications données par Bernadotte à l'empereur.—Secrets de la restauration.

Pendant que Bernadotte allait paisiblement occuper la seconde place dans un royaume dont la première lui était destinée ; tandis qu'il se rendait au vœu libre des Suédois qui l'avaient appelé, non par suite d'intrigues, mais uniquement à cause de ses qualités personnelles, Napoléon était occupé des affaires du Portugal, qui étaient loin d'aller au gré de ses désirs, et, en même temps, il était au plus fort de ses démêlés avec le pape. Je me rappelle à cette occasion un fait dont je puis garantir l'exactitude. Lors du divorce, le pape exigea que les formalités religieuses fussent observées; elles le furent en effet avec tous les délais prescrits par les canons de l'église, ce qui entraîna un délai de plusieurs mois. La procédure fut terminée et la sentence rendue par M. de Boislève, grand-official de l'archevêché de Paris. A cette occasion on pourra se faire une idée de la manière dont Bonaparte se soumettait aux lois dans les actes de sa vie privée. La procédure pour le divorce avait entraîné des avances considérables, tant pour honoraires de quelques assistans que pour les droits d'enregistrement d'un assez grand nombre d'actes. Ces frais furent payés; ils rentrèrent au fisc, et le trésor en profita; mais Napoléon refusa constamment de rembourser les frais d'enregistrement aux gens de loi qui en avaient fait l'avance; seulement Napoléon

envoya au grand-official le grand cordon de l'ordre de la Réunion. M. de Boislève, forcé et honteux de le porter lorsqu'il sortait, le cachait autant que cela lui était possible. Cet ordre, en effet, ne jouit jamais d'aucun crédit en France.

A cette époque j'appris, par un officier, des nouvelles de Marmont qu'il avait vu peu de temps avant à Trieste, où l'empereur l'avait envoyé en qualité de gouverneur-général des provinces Illyriennes.

D'après ce que me dit l'officier dont je parle, mais dont le nom ne me revient pas à la mémoire, je vis que Marmont était fort aimé dans son gouvernement, et c'était réellement un des meilleurs choix qu'avait pu faire l'empereur ; Marmont avait donné des preuves de sa bonne administration, de sa haine pour le pillage et de son amour pour la justice. On lui a reproché d'avoir déployé dans les camps un luxe tout oriental, mais jamais le moindre doute n'a pu être élevé sur sa probité sévère et inattaquable. Il avait fait un très-riche mariage et la dot de sa femme fut probablement la source où il puisait les sommes nécessaires pour satisfaire ses goûts dispendieux ; mais jamais son goût pour l'ostentation ne fut satisfait par la moindre déprédation. En général, l'amour de la représentation était alors partagé par la plupart de ceux qui émanaient en quelque sorte du trône impérial pour porter dans les provinces éloignées un simulacre de sa splendeur.

Bernadotte avait conservé des goûts beaucoup plus simples, et il avait la tête remplie de trop d'idées solides pour se plaire au milieu de l'éclat du faste. A peine eut-il quitté Hambourg, pour se rapprocher du trône de Suède, que nous vîmes arriver le duc de Holstein-Augustenbourg, frère du dernier prince royal de Suède, auquel venait de succéder Bernadotte. Il venait à Altona pour y chercher sa sœur et la reconduire en Danemarck. Son voyage avait été retardé de quelques jours par la présence du prince de Ponte-Corvo à Hambourg. Protégé de l'empereur de Russie, il s'était vu si près du trône de Suède, que la blessure faite à son ambition par la préférence accordée à Bernadotte, était encore trop vive pour qu'il voulût se rencontrer avec son heureux rival.

De son côté, Bernadotte, aussitôt après son arrivée en

Suède, me fit informer de son heureux passage. Ce fut le général Gentil-Saint-Alphonse qui me l'annonça par la lettre suivante :

" Monsieur,

" Le prince royal me charge de vous faire part de son heureuse traversée de Plycbord à Corsoer. Au moment de notre débarquement, les vents étaient absolument contraires, et cinq cents voiles anglaises, dont sept vaisseaux de ligne et trois frégates, étaient stationnées au nord et au sud du canal. C'est au milieu de cette double ligne que S. A. R. a eu l'honneur de passer ; et, pour comble de bonheur, après une heure de navigation, les vents ont changé, et nous sommes entrés à pleine voile dans Corsoer. Le prince a désiré que vous fussiez instruit, le premier, de son heureux passage ; vous reconnaîtrez, en cela, une marque de l'amitié qu'il vous porte, et dont il me charge de vous renouveler l'assurance. S. A. R. vous prie de présenter ses hommages à madame de Bourrienne, et de dire mille choses affectueuses de sa part à toute votre aimable famille.

" Je profite de cette occasion, Monsieur, pour me rappeler au souvenir de V. E. et vous renouveler l'expression des sentimens avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

" Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

" GENTIL-SAINT-ALPHONSE.

" Le prince vous prie de faire des complimens au général Morand et à Madame ; il vous prie aussi d'avoir la complaisance de remettre l'incluse à M. Gonse, pour la faire passer à la princesse.

" Bien des choses au prince de Wittgenstein."

Corsoer, 16 octobre,
à trois heures après midi.

Je me trouvais heureux d'avoir à communiquer au prince de Wittgenstein la marque de souvenir du prince royal de Suède, mentionnée à la fin de la lettre du général Gentil-Saint-Alphonse, car rien n'est plus agréable que de voir de bonnes relations s'établir entre deux hommes que l'on aime beaucoup l'un et l'autre. Le prince de Wittgenstein était

encore à Hambourg quand je reçus la lettre qui m'était écrite au nom de Bernadotte. Bien qu'il fût venu pour le complimenter sur son avénement à la succession du trône de Suède, il était en même temps chargé d'une autre mission dont je crois avoir dit quelques mots. M. de Hardenberg lui avait remis des pouvoirs pour négocier un emprunt d'un million et demi d'écus, c'est-à-dire à peu près six millions de notre monnaie; on ne demandait cet emprunt que pour un an. Mais tel était alors l'état d'affaissement où la Prusse était réduite que malgré la faiblesse de la somme et la brièveté du délai demandé pour le remboursement, aucune condition ne put tenter les prêteurs: la pénurie d'argent était extrême; l'escompte avait monté de deux et demi à neuf pour cent, encore trouvait-on bien difficilement à se procurer de l'argent à ce taux, et à la suite des pertes immenses qu'avait faites la Prusse en territoire, en hommes, en argent, son crédit était totalement anéanti.

Peu de temps après m'avoir fait annoncer son heureuse arrivée en Suède, Bernadotte m'écrivit lui-même une lettre pour me recommander un de ses aides-de-camp, M. Villatte, qui en était porteur. Cette lettre prouve qu'il est souvent faux de dire que les honneurs changent les mœurs, car j'y retrouvai, comme dans toutes celles que je reçus depuis du prince royal de Suède, les mêmes sentimens d'amitié exprimés avec la même franchise et la même simplicité que précédemment par le général Bernadotte, et c'était un contraste assez singulier avec Jérôme qui, comme on l'a vu, voulait bien prier Dieu qu'il m'eût en sa sainte et digne garde. Quoi qu'il en soit, voici la lettre du prince royal de Suède.

" Mon cher Bourrienne,

" J'ai chargé M. Villatte, à son passage à Hambourg, de vous voir, et de me rappeler à votre amitié et à votre bon souvenir. Gentil* a dû vous adresser sa lettre. J'imagine qu'elle vous est déjà parvenue. Adieu, aimez-moi toujours un peu, et croyez à mon inaltérable attachement.

" Votre affectionné,

" CHARLES JEAN."

* Le général Gentil-Saint-Alphonse.

" *P.S.* Présentez, je vous prie, mes civilités à Madame ; rappelez-moi au souvenir de votre famille ; embrassez pour moi ma petite cousine *."

Puisque j'ai parlé dans le chapitre précédent, et encore dans celui-ci, de Bernadotte, devenu prince royal de Suède, j'anticiperai sur l'avenir, afin de raconter ici ce que j'ai su depuis sur les véritables causes des mésintelligences qui survinrent entre Bernadotte, premier conseiller du roi de Suède, et Napoléon, qui voulait étendre partout les exigences de son insatiable ambition et de son despotisme.

Bonaparte avait vu d'un très-mauvais œil le choix des Suédois, parce qu'il savait bien qu'il y avait en Bernadotte trop de droiture, trop d'honneur et de probité pour avoir jamais en lui dans le Nord un mannequin politique, ne remuant qu'à l'aide de fils, que lui seul ferait mouvoir de Paris ou de son quartier-général ; et si, comme je le suppose, on n'a pas oublié la théorie de Bonaparte à l'égard des devoirs des princes français appelés sur des trônes étrangers, théorie développée avec une si grande naïveté de despotisme dans les lettres de l'empereur à Louis, personne ne croira que l'application en eût été possible au beau caractère du prince de Ponte-Corvo, et de là l'explication du mécontentement de l'empereur.

Ce mécontentement amena une correspondance intéressante, dont une partie seulement est venue à ma connaissance, la seule par conséquent qu'il me soit possible de mettre sous les yeux des lecteurs : ce sont des lettres de Bernadotte à l'empereur, postérieures à son arrivée à Stockholm.

L'empereur avait permis à Bernadotte de conserver auprès de lui, pendant un an au moins, les officiers français qui lui étaient attachés comme aides-de-camp ; mais cette autorisation fut promptement révoquée, et alors le prince royal de Suède écrivit à Napoléon la lettre suivante :

" Au moment où j'allais adresser mes remercîmens à Votre Majesté pour la bonté qu'elle a eue de prolonger d'une année la permission accordée aux officiers français qui m'ont

* On a vu que la *petite cousine* de Bernadotte était une de mes filles, alors enfant, qu'il avait prise en amitié. Il se plaisait beaucoup à la faire jouer dans les soirées que nous passâmes souvent ensemble à Hambourg.

accompagné en Suède, j'apprends que Votre Majesté a révoqué cette faveur. Ce désappointement inattendu, et en effet tout ce qui me vient de Paris, me persuade que Votre Majesté n'est pas bien disposée envers moi. Qu'ai-je fait, Sire, pour mériter ce traitement? J'accuse la seule calomnie d'en être la cause. Dans la nouvelle position où la fortune m'a placé, j'y serais sans doute exposé plus que jamais, si je n'étais assez heureux pour trouver un défenseur dans le cœur de Votre Majesté. Quoi que l'on puisse vous dire, Sire, je vous supplie de croire que je n'ai rien à me reprocher, et que je suis entièrement dévoué à votre personne, non-seulement par la force de mes anciennes liaisons, mais encore par une affection qui est inaltérable. Si les affaires en Suède ne vont pas entièrement selon le désir de Votre Majesté, cela ne provient que de la constitution. Il n'est pas au pouvoir du roi d'enfreindre cette constitution, et encore moins au mien. Il y a ici encore plusieurs intérêts particuliers à fondre dans le grand intérêt national; quatre ordres de l'état à lier en un seul faisceau, et ce n'est qu'au moyen d'une conduite très-prudente et mesurée que je puis espérer de monter un jour sur le trône de Suède. Comme M. Gentil de Saint-Alphonse, mon aide-de-camp, retourne en France, conformément aux ordres de Votre Majesté, je le rends porteur de cette lettre. Votre Majesté peut l'interroger; il a tout vu; qu'il dise la vérité à Votre Majesté, vous verrez quelle est ma position, et combien j'ai de ménagemens à garder; il est à même de dire à Votre Majesté combien je désire lui plaire, et que je suis ici dans un état de tourment continuel entre mes nouveaux devoirs et la crainte de vous déplaire.

"Sire, Votre Majesté m'a affligé en me retirant les officiers que vous m'aviez acccordés pour un an; mais, puisque vous le commandez, je les renvoie en France. Peut-être que Votre Majesté sera disposée à changer de résolution; dans ce cas, je prie que ce soit vous-même qui fixiez le nombre d'officiers que vous pouvez juger à propos de m'envoyer; je les recevrai de vous avec reconnaissance; si, au contraire, Votre Majesté les retient en France, je les recommande à votre bonté. Ils m'ont toujours bien servi, et ils n'ont eu aucune part aux récompenses qui furent distribuées après la dernière campagne."

La mauvaise humeur de Napoléon contre le prince se changea en ressentiment prononcé. Il se répentit d'avoir accédé à son départ, et il ne s'en cacha point, car il alla jusqu'à dire devant ses courtisans, " qu'il avait envie de lui " faire finir à Vincennes son cours de langue suédoise."

Bernadotte eut connaissance de ce propos, et ne put pas croire que l'empereur eût l'intention d'exécuter un pareil projet ; cependant un attentat eut lieu, qui heureusement n'eut pas de suite. On découvrit un complot tramé, en Suède, contre Bernadotte, par une bande de brigands étrangers, qui devaient l'enlever dans le voisinage de Haga ; mais la trame fut découverte, et les conspirateurs contraints à s'embarquer sans leur proie. L'empereur s'étant en même temps emparé de la Poméranie suédose, le prince royal lui adressa la seconde lettre qu'on va lire :

" Sire,

" Les papiers qui viennent d'arriver m'apprennent qu'une division de l'armée, sous les ordres du prince d'Eckmülh, a envahi le territoire de la Poméranie suédoise, dans la nuit du 26 au 27 janvier ; que cette division a continué sa marche ; qu'elle est entrée dans la capitale du duché, et qu'elle a pris possession de l'île de Rugen. Le roi s'attend que Votre Majesté expliquera les raisons qui vous ont engagé d'en agir d'une manière si directement opposée a la foi des traités existans. Mes anciennes liaisons avec Votre Majesté m'autorisent à vous supplier de déclarer vos motifs sans délai, afin que je puisse donner au roi mon opinion quant à la conduite que la Suède doit adopter à l'avenir. Cet ouvrage gratuit, commis contre la Suède, est profondément senti par la nation, et encore plus, Sire, par moi, à qui est confié l'honneur de la défendre. Quoique j'aie contribué aux triomphes de la France, quoique j'aie toujours désiré la voir respectée et heureuse, cependant il ne pourrait jamais entrer dans mes pensées de sacrifier les intérêts, l'honneur et l'indépendance nationale du pays qui m'a adopté. Votre Majesté, excellent juge en ce qui est juste, a déjà pénétré ma résolution. Quoique je ne sois pas jaloux de la gloire et du pouvoir qui vous entourent, Sire, je suis trop sensible au déshonneur d'être regardé comme un vassal. Votre Majesté

gouverne le plus grande partie de l'Europe, mais votre domination ne s'étend pas au pays que j'ai été appelé à gouverner: mon ambition se borne à le défendre, et je regarde cette nation comme celle que la Providence m'a assignée. L'effet qu'à produit sur le peuple l'invasion dont je me plains, peut avoir des conséquences incalculables; et quoique je ne sois pas un Coriolan, et que je ne commande pas à des Volsques, j'ai assez bonne opinion des Suédois pour vous assurer, Sire, qu'ils sont capables de tout oser et de tout entreprendre pour venger des insultes qu'ils n'ont pas provoquées, et pour conserver des droits auxquels ils sont peut-être autant attachés qu'à leur existence."

Je continue à faire connaître les phases de l'animosité de Napoléon contre le prince royal de Suède, quoique cela me conduise à une époque beaucoup postérieure à mon séjour à Hambourg, que je quittai, comme on le verra bientôt, vers la fin de 1810; mais j'ai pensé qu'il valait mieux, malgré l'intervalle qui les sépare, réunir les actes de ce drame, pour que le lecteur pût en apprécier l'ensemble. J'étais à Paris quand l'empereur reçut la lettre de Bernadotte que l'on vient de lire, et je sus que Bonaparte, après l'avoir lue, était entré en fureur, il s'était même écrié, me dit-on alors: " Soumettez-vous à votre dégradation, ou mourez les armes " à la main." Mais sa fureur était impuissante, et, jointe aux démonstrations hostiles que Napoléon avait faites, sans aucune explication, par l'occupation de la Poméraine suédoise, elle mit le roi de Suède dans la nécessité de rompre tout-à-fait avec la France et de chercher d'autres alliés, puisque la Suède n'était pas assez forte par elle-même pour se maintenir dans un état de neutralité, au milieu de la conflagration générale de l'Europe, après la désastreuse campagne de Moskow. Le prince royal déclara donc à la Russie et à l'Angleterre, que par suite de l'injuste invasion de la Poméranie, la Suède était en guerre avec la France, et le comte de Lowenhjelm, aide-de-camp du roi, fut chargé de porter à l'empereur Alexandre une lettre du prince royal dans laquelle il s'exprimait ainsi:

" L'occupation de la Poméranie suédoise par les troupes françaises engage le roi d'envoyer le comte de Lowenhjelm, son aide-de-camp, à Votre Majesté Impériale. Cet officier,

qui jouit de la pleine confiance de son souverain, est chargé de faire savoir à Votre Majesté, quels sont les motifs, qui ont servi de prétexte pour une invasion en opposition si directe avec les traités existans.

" La réunion successive des côtes de la Méditerranée, de la Hollande et de la Baltique, et l'assujettissement de l'intérieur de l'Allemagne, ont dû montrer aux princes les moins clairvoyans que le droit des gens étant mis de côté, ils cédaient à un système, lequel détruisant toute espèce d'équilibre, ruinerait plusieurs peuples sous la dénomination d'un seul chef. Les monarques tributaires, épouvantés de cet empire toujours croissant, attendent dans la consternation le développement de ce vaste plan.

" Au milieu de cet abattement universel, tous les yeux se tournent vers Votre Majesté; ils sont déjà fixés sur vous, Sire, avec confiance et espoir. Mais permettez-moi d'observer à Votre Majesté, que dans tous les événemens, il n'y a rien tel que l'effet magique du premier instant; tant que dure son influence, tout dépend de celui qui peut agir. Les esprits frappés d'étonnement ne peuvent réfléchir, et tout cède à l'impulsion du charme qu'ils craignent ou qui les entraîne.

" Agréez, Sire, l'expression de ma reconnaissance, pour les sentimens que Votre Majesté a eu la bonté de me témoigner. Si j'ai encore un vœu à former, c'est la continuation d'un bonheur dont je serai toujours digne par le prix que j'y attache."

Cette lettre répond aux bruits répandus alors dans le public, où l'on imputait à la Russie d'avoir recherché l'alliance de la Suède, tandis que cette alliance, comme on vient de le voir, fut réclamée par la Suède, contrainte à cette démarche par l'impérieuse loi de la nécessité; je pourrai même dire contrainte par l'empereur, qui, au temps de ses triomphes, n'avait pas craint d'insulter une puissance dont il croyait n'avoir rien à redouter, en faisant marcher ses troupes sur le territoire de cette puissance. Sa fortune lui ayant, pour la première fois, manqué, Napoléon envoya plusieurs notes à Stockholm, où M. Alquier, son ambassadeur, avait toujours

tenu, conformément à ses instructions, un langage hautain et, pour ainsi dire, insultant pour la Suède. Ces ouvertures de Napoléon, après la manifestation de sa colère, après la tentative d'un enlèvement que l'on ne pouvait attribuer à d'autres qu'à lui, durent être et furent en effet considérées par le prince royal de Suède, comme un piège qu'on lui tendait. Il ne s'y laissa pas prendre; mais, afin de concilier ce qu'il devait à sa patrie nouvelle, à ses devoirs, à ses sermens, et aux souvenirs de son ancienne patrie, il adressa à l'empereur la lettre ferme et mesurée que voici. Elle jette un grand jour sur la conduite de Napoléon à l'égard de Bernadotte, car tout le monde comprendra que ce n'aurait pas été à un homme tel que Napoléon que qui que ce fût aurait osé rappeler des faits dont l'exactitude aurait pu le moins du monde être contestée.

" Des notes viennent de me parvenir, et je ne puis m'empêcher de m'exprimer, sur leur sujet, à Votre Majesté Impériale, avec toute la franchise de mon caractère.

" Lorsque les vœux du peuple suédois m'appelèrent à succéder au trône, j'espérai, en quittant la France, que j'aurais toujours pu concilier mes affections personnelles avec les intérêts de ma nouvelle patrie. Mon cœur chérissait l'espoir qu'il pourrait s'identifier avec les affections de ce peuple, conserver en même temps le souvenir de mes premières liaisons, et ne jamais perdre de vue ni la gloire de la France, ni mon sincère attachement à Votre Majesté; attachement fondé sur notre fraternité d'armes, laquelle avait été distinguée par tant de grandes actions.

" Ce fut avec cet espoir que j'arrivai en Suède. Je trouvai un peuple généralement attaché à la France, mais encore plus jaloux de sa propre liberté et de ses lois; jaloux de votre amitié, Sire, mais ne voulant pas l'obtenir aux dépens de l'honneur et de l'indépendance. L'ambassadeur de Votre Majesté jugea à propos de n'avoir point égard à ce sentiment national, et il perdit tout par son arrogance; ses communications ne portaient aucune trace de ce respect que les têtes couronnées se doivent les unes aux autres. Pendant qu'il remplissait, selon que lui dictaient ses propres passions, les

intentions de Votre Majesté, le baron Alquier parlait en proconsul romain, sans se rappeler qu'il ne s'adressait pas à des esclaves.

" Cet ambassadeur fut donc la cause de cette méfiance que la Suède commença à montrer sur les intentions que Votre Majesté avait envers elle ; les événemens subséquens étaient bien propres à lui donner un nouveau poids.

" J'ai déjà eu l'honneur, Sire, par mes lettres du 19 novembre et du 8 décembre 1810, de faire connaître à Votre Majesté la situation de la Suède, et le désir qu'elle avait de trouver un protecteur en Votre Majesté. Elle ne pouvait attribuer le silence de Votre Majesté qu'à une indifférence non méritée, et ce fut un devoir pour elle de prendre des précautions contre l'orage qui allait fondre sur le Continent.

" Sire, le genre humain n'a déjà que trop souffert, pendant vingt ans la terre a été inondée de sang, et il ne manque, pour porter la gloire de Votre Majesté au plus haut comble, que de mettre fin à ces souffrances.

" Si Votre Majesté désire que le roi donne à entendre à S. M. l'empereur Alexandre la possibilité d'un accommodement, j'augure assez de la magnanimité de ce monarque pour m'avancer à vous assurer qu'il écoutera volontiers des ouvertures qui seraient en même temps équitables et pour votre empire et pour le Nord. Si un événement si inattendu et si généralement désiré pouvait avoir lieu, que de bénédictions les peuples du Continent n'imploreraient-ils pas en faveur de Votre Majesté ! La reconnaissance serait alors augmentée en proportion de la terreur qu'il ressentent maintenant du retour d'un fléau qui s'est déjà tant appesanti sur eux, et dont les ravages ont laissé de si cruelles traces.

" Sire, un des momens les plus heureux que j'aie connu depuis que j'ai quitté la France, fut celui qui m'assura que Votre Majesté ne m'avait pas entièrement oublié. Vous avez bien jugé mes sentimens. Vous avez reconnu combien ils ont dû être blessés par la pénible perspective, ou de voir les intérêts de la Suède à la veille d'être séparés de ceux de la France, ou de me trouver contraint à sacrifier les intérêts d'un pays par lequel j'ai été adopté avec une confiance illimitée.

" Sire, quoique Suédois par l'honneur, par le devoir et par

la religion, je m'identifie encore par mes vœux avec cette belle France, où je naquis, et que j'ai toujours servie fidèlement depuis mon enfance. Chaque pas que je fais en Suède, l'hommage que j'y reçois, me rappelle ces beaux souvenirs de gloire qui furent la principale cause de mon élévation ; et je ne me cache pas que la Suède, en me choisissant, a voulu rendre un tribut d'estime au peuple français."

Tels sont les détails que j'ai sus et recueillis sur les relations de Napoléon avec le prince royal de Suède ; on verra, quand j'aurai à dévoiler les singuliers secrets, encore cachés sous des voiles épais, qui recouvrent quelques mystères de la restauration, par quels moyens Napoléon, avant sa chute, essaya d'assouvir encore sur Bernadotte une stérile vengeance.

CHAPITRE XIX.

La misère du commerce continental ressentie en Angleterre.—Désir d'un changement.—La Minerva, et plaintes injustes.—Les deux rédacteurs.—M. Archenholtz et M. Bran.—Ombrages de Bonaparte.—Le vice-président des Etats-unis de l'Amérique.—Surveillance recommandée.—Ordres éludés.—Souvenir de Washington.—Passage de la princesse royale de Suède à Hambourg.—Court séjour en Suède.—L'heure des villes Anséatiques arrivée.—Lettre que m'adresse M. de Champagny.—Compliment et perfidie de l'empereur.—Mon départ pour Paris.—Courrier que je reçois à Mayence.—M. Le Roy consul de France à Hambourg.—Six nouveaux départemens.—Mécontentement de la Russie.—Pronostics d'une guerre prochaine.—Amitié *plâtrée.*

Au mois de décembre 1810, l'état de misère dans lequel languissait l'Europe continentale commençait à se faire ressentir en Angleterre ; le commerce de Hambourg reçut de son agent à Londres, homme très-intelligent, une lettre qui me fut communiquée et dont je copiai le passage suivant : " Nous sommes dans une situation très-pénible, le mécontentement gagne toutes les classes et menace de devenir général. Nous avons bien encore du commerce, mais c'est un commerce de perte auxquelles il faut ajouter celles que l'on fait sur le change. Les affaires de la Baltique ont coûté à nos compagnies des sommes immenses, elles sont très-gênées. Tout

le monde désire un changement." Ces sortes de nouvelles allaient droit au cœur de Napoléon, car rien ne lui plaisait plus que l'idée d'une gêne éprouvée sur la place de Londres, ce qu'il attribuait à son admirable système continental, aussi ne manquai-je pas de transmettre à Paris une copie du fragment que l'on vient de lire.

A la même époque, c'est-à-dire le 6 décembre, je reçus une lettre du ministre des relations extérieures, dans laquelle il me transmettait les plaintes de l'empereur, relativement à un journal mensuel que l'on imprimait à Hambourg sous le titre de *La Minerva*, et qui avait une grande vogue en Allemagne et dans le nord. On me signalait entre autres numéros, celui du mois d'octobre, et l'on me blâmait avec assez d'aigreur de l'avoir laissé paraître. Ce numéro ne contenait absolument rien qui pût justifier le moindre blâme pour n'en avoir point empêché la publication, ce qu'il me fut facile de prouver en envoyant à Paris la traduction exacte des articles que l'on blâmait. *La Minerva*, bien loin d'être hostile à l'empereur, était devenue, par mes soins, un journal tout français d'opinion et de principes. Cette feuille avait été précédemment rédigée par M. Archenholtz, ancien capitaine au service de Prusse. Ce brave homme, vieilli dans l'anglomanie, avait une tendance continuelle, et après tout bien naturelle, à remplir son journal d'articles conformes à ses préjugés britanniques. Pendant les quatre années qu'il eut la rédaction de *La Minerva*, j'eus beaucoup de peine à l'empêcher de se livrer à quelques écarts auxquels il aurait été très-enclin. Cependant je parvins quelquefois à lui faire insérer des articles dans l'intérêt de la France et favorables à son système. Je parvins à le déterminer à renoncer à la rédaction de *La Minerva*, et il céda enfin son journal au sieur Bran, jeune homme plein d'esprit et qui montrait beaucoup d'égards et d'attachement pour les Français. Ainsi, lorsque les plaintes de l'empereur me furent transmises, M. Bran étant depuis environ un an rédacteur de *La Minerva*, il était de toute impossibilité que cette feuille contînt aucun article hostile contre la France; au contraire, l'esprit dans lequel M. Bran rédigeait sa feuille lui avait attiré beaucoup d'ennemis, et il était continuellement en butte aux attaques injurieuses des partisans de l'Angleterre ; et certes, depuis les coups réitérés

dont Napoléon avait flagellé l'Allemagne, ils étaient en grande majorité.

Bonaparte était si ombrageux, au milieu de sa gloire et de sa puissance, qu'un rien suffisait pour l'alarmer, et tout aussitôt il fallait que les bras de sa police s'étendissent sur tous les points où la moindre chose pouvait faire naître dans son esprit l'ombre d'un soupçon. Je me rappelle que, vers le même temps, M. Barr, ex vice-président des Etats-Unis, nouvellement arrivé à Altona, me fut signalé comme un homme dangereux, que l'on me donnait l'ordre de surveiller de très-près, de faire arrêter même, à la moindre démarche douteuse de sa part, s'il venait à Hambourg. Le temps était passé où la voix de M. de Fontanes caressait agréablement les oreilles du premier consul lorsque, dans le temple de Mars, il le comparait à Washington. Plus n'était besoin de donner le change à la France, pour l'asservir au nom magique de la liberté; le problème se réduisait à appesantir sans cesse ce joug de plomb, qui comprimait toute opinion et étouffait la pensée, comme sous ces instrumens de physique qui absorbent l'air. Dès lors un homme était suspect pour cela seulement qu'il avait respiré l'air libre du pays de l'indépendance. M. Barr fut un de ceux pour lesquels je pris sur moi de ne point exécuter les ordres que m'avait donnés l'inquiète police de Paris. Dès qu'il avait appris son arrivée à Altona, le ministre de la police m'avait enjoint de l'entourer de ces mesures de surveillance qui équivalent à des persécutions. Je répondis au ministre, ce qui était vrai, que M. Barr se conduisait à Altona avec beaucoup de prudence et de sagesse, qu'il voyait fort peu de monde, et que l'on ne parlait presque pas de lui. Bien loin de voir en lui un homme qui méritait d'être surveillé, ayant appris qu'il désirait aller à Paris, je lui fis obtenir un passe-port qu'il alla recevoir à Francfort, par où il voulait passer, et je n'ai jamais apris que ce citoyen *dangereux* ait compromis en rien le salut de l'état.

Le 4 décembre, j'eus l'honneur de voir la princess royale de Suède, qui arriva ce jour-là à Hambourg, où elle ne fit que passer, se rendant à Stockholm pour y rejoindre le prince. Elle ne resta que peu de temps en Suède; deux mois, je crois, tout au plus, n'ayant pu se plaire dans l'ancienne Scan-

dinavie. Quant au prince royal, il s'y acclimata très-facilement, ayant presque toujours été depuis plusieurs années employé dans le Nord. A son occasion, je me rappelle actuellement que j'ai omis dans mon précédent chapitre une circonstance remarquable, qui prouve les bonnes dispositions de Bernadotte pour la France, c'est que la Suède déclara la guerre à l'Angleterre un mois après l'arrivée du prince royal à Stockholm ; ce ne fut donc que contraint comme il le fut par Napoléon, qu'il dut faire un choix entre l'indépendance et l'esclavage du pays qu'il était appelé à gouverner un jour, et ce choix ne pouvait être douteux. Après les trois jours que j'avais eu le bonheur de passer avec lui, mon séjour à Hambourg ne fut pas de longue durée, car la fureur d'envahir n'avait plus de bornes dans l'esprit de Napoléon, et l'heure des villes Anséatiques avait sonné. On va voir comment Bonaparte dépouilla momentanément avec moi la peau du lion pour se faire renard, et comment il la reprit ensuite. En s'emparant des villes et des pays qu'il avait pressurés de tant de manières, il ne faisait qu'accomplir un dessein arrêté depuis long-temps; cependant je fus rappelé, avec force complimens, et sous le prétexte spécieux que l'empereur voulait avoir mon opinion sur ces pays. Dans les premiers jours de décembre, je reçus une lettre de M. de Champagny, dans laquelle ce ministre me mandait que l'empereur désirait me voir pour se consulter avec moi sur différentes choses relatives à Hambourg. On me disait, dans cette mielleuse missive, *que les lumières qu'un long séjour m'avait procurées, tant sur la situation de Hambourg que sur le nord de l'Allemagne, pouvaient être utiles à la chose publique, et que ce serait la plus douce récompense de mes travaux.* On verra quelle réception m'attendait.

La fin de cette lettre était extrêmement flatteuse sur la manière dont j'avais rempli mes fonctions. Je la reçus le 8 de decembre, et je partis le lendemain pour Paris, où je me rendis en toute hâte. Arrivé à Mayence, je pus me faire une juste idée de la valeur de ces beaux complimens et du prix que mettait l'empereur à avoir mon opinion sur les villes Anséatiques ; je rencontrai dans cette ville le courrier qui annonçait leur réunion à l'empire français. J'avoue que, malgré la connaissance que j'avais acquise en tant de circonstances,

de la duplicité, ou plutôt de la multiplicité infinie des ruses de Bonaparte, il me joua complètement en cette occasion. Je n'en eus plus de doute en apprenant le contenu des dépêches du courrier, et, s'il m'en était resté, ils se seraient entièrement dissipés en arrivant à Paris. J'y éprouvai ce que Bonaparte avait prédit de Moreau, je m'y cassai le nez à la porte des Tuileries, enfin je ne vis pas l'empereur; j'appris que ma place n'existait plus. M. Leroy fut nommé consul-général à Hambourg; quand à mes fonctions diplomatiques, il était bien évident que je ne pouvais y avoir de successeur, puisque les villes auprès desquelles j'étais accrédité étaient englobées dans le grand empire. J'eus la satisfaction d'en être officiellement instruit par le premier Moniteur que je lus, et dans lequel je trouvai la complaisante formule d'un sénatus-consulte, qui réunissait à l'empire français par droit du plus fort les villes Anséatiques, le Lauembourg, et les pays situés entre la mer du Nord et une ligne tirée depuis le confluent de la Lippe dans le Rhin jusqu'a Halteren, de Halteren à l'Elms au-dessus de Telget, de l'Elms au confluent de la Verra dans le Weser, et de Solzenau sur le Weser à l'Elbe, au-dessus du confluent de la Steckenitz. Ces provinces réunies à quelques démembremens du territoire hollandais prirent le nom collectif de Zuiderzée, et furent divisées en dix départemens, dont celui des Bouches-de-l'Elbe eut pour capitale cette malheureuse ville de Hambourg, qui avait souffert avec résignation tant de sacrifices dans l'espoir de conserver un simulacre d'indépendance.

Cette nouvelle et importante augmentation de territoire ne pouvait manquer de donner de l'inquiétude à la Russie; déjà, avant mon départ de Hambourg, les correspondances du nord étaient unanimes pour nous peindre la détresse des peuples, et l'on commençait à y parler du mécontentement de l'empereur Alexandre, et, à cette époque, nous n'avions plus en Allemagne que les quatre divisions confiées au commandement du maréchal Davoust; le reste de nos troupes était en Espagne ou en Hollande. Depuis quelque temps, il était donc facile de deviner que l'empereur de Russie, dont l'intérêt et le but étaient de soustraire ses sujets à la ruineuse exécution du systéme continental, ne manquerait pas la première occasion favorable pour s'affranchir du joug de la

France, et comme il n'y avait pas d'illusion à se faire sur le parti que prendrait alors Napoléon, la Russie s'occupa tacitement à augmenter son armée. Si l'ambassadeur de France en était informé, et qu'il en fit un objet de représentations auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, celui-ci se justifiait en mettant en avant la guerre que la Russie soutenait alors contre les Turcs. Avec tant de causes de mécontentement, je jugeai bien que la réunion à la France des villes Anséatiques et du duché d'Oldenbourg, prouvant à l'empereur de Russie que le système d'envahissement de Napoléon n'avait pas de bornes, une rupture ne tarderait pas à éclater, malgré l'amitié *plâtrée* des deux empereurs. Ce que je prévoyais ne tarda pas à arriver ; Alexandre manifesta son humeur par la défense d'importer en Russie nos produits agricoles et manufacturés. Enfin, le système continental anéantissant toute espèce de commerce par les ports de la Baltique, la Russie se montra plus favorable aux Anglais, et peu à peu, par suite de plaintes réciproques et d'excuses de mauvaise foi, arriva cette guerre fameuse dont l'issue funeste fut si finement caractérisée par M. de Talleyrand, qui l'appela, comme l'on sait, le commencement de la fin.

CHAPITRE XX.

Avidité de nouvelles.—Premières audiences de M. de Champagny.—Bonaparte me fait demander six millions.—Réponse brusque.—Embarras du ministre pour porter ma réponse à l'empereur.—Le nouveau palais des affaires étrangères.—Bonaparte se rongeant les ongles.—Souvenir du consulat et conseil ruineux.—Détails qui me sont racontés sur le mariage de Napoléon.—Remise de Marie-Louise à Braunau.—Napoléon à Sainte-Hélène, et le général Neiperg.—Fidélité de mes anciens amis.—Visite de Duroc et conversation.—Communications interrompues entre Joséphine et Napoléon.—Paroles ironiques de l'empereur.—Fonctions de Rapp au mariage.—Visite à la Malmaison.—Impression des lieux et souvenirs.—Joséphine et Hortense.—Douleur de Joséphine, et cruauté de Bonaparte.—Récit que me fait Joséphine de sa séparation.—Triomphe de l'ambition.—Funestes prévisions populaires.—Marie-Louise et Marie-Antoinette.—Le divorce généralement blâmé.—Faible allègement à la douleur de Joséphine.

En arrivant à Paris, j'étais avide de ces nouvelles qui, sans tenir directement à la politique, ont avec elle des affinités. J'avais bien appris par quelques lettres confidentielles

quelques-unes des circonstances qui avaient précédé, accompagné et suivi le mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise ; mais il y avait de certains détails dans lesquels on n'osait entrer par correspondance, tant on savait à quoi s'en tenir sur le secret des lettres. L'espionage dans Paris était en même temps devenu tel qu'on n'osait échanger ses idées qu'en très-petit comité, et quand on était bien sûr des personnes devant lesquelles on parlait. Comme j'avais toujours eu mon franc-parler avec Napoléon pendant que j'étais auprès de lui, je n'éprouvais aucune crainte des rapports qu'on aurait pu lui faire sur mon compte, parce que je ne disais rien que je ne lui eusse dit à lui-même, et d'ailleurs je m'exprimais toujours avec la prudence dont ma position me faisait un devoir.

Quand je mets en avant que je ne disais rien de l'empereur que je n'eusse dit à lui-même, j'en puis donner ici-même la preuve en racontant ce qui se passa dans une des premières audiences que j'eus de M. de Champagny. Cet homme de bien avait reçu des ordres qui me concernaient, et il fallut bien qu'il les exécutât. « L'empereur, me dit le ministre m'a chargé d'une commission qu'il faut que je remplisse auprès de vous : « Quand vous verrez Bourrienne, m'a dit « Sa Majesté, vous lui direz que je veux qu'il verse six mil« lions dans votre caisse, pour payer les constructions du « nouvel hôtel des affaires étrangères. » Je fus tellement étonné de l'inconvenance brutale des exigences de l'empereur, que j'en demeurai un moment comme interdit. C'était donc là la récompense qui m'attendait, pour avoir fait verser, tant en argent qu'en fournitures, pendant mon séjour à Hambourg, une valeur de près de cent millions, dont l'empereur, son trésor et son armée avaient profité dans des momens de grande pénurie ! Le ministre, voyant que je ne répondais pas, et m'ayant annoncé que l'empereur ne voulait pas me recevoir, me demanda quelle réponse il devait faire à Sa Majesté. Je persistai dans mon silence, et le ministre insista dans ses provocations. « Eh bien, dis-je à M. de Champagny, « dites-lui qu'il aille se faire f.... » Le ministre, comme on peut le croire, chercha à obtenir de moi une autre variante à cette réponse laconique, mais je n'en fis pas d'autre, et je sus ensuite par Duroc comment le ministre des relations

extérieures avait été contraint de rapporter à l'empereur mes propres paroles. " Eh bien, lui demanda Napoléon, avez-" vous vu Bourrienne ?—Oui, Sire.—Lui avez-vous dit que " je voulais qu'il versât six millions dans votre caisse ?—" Oui, Sire.—Et qu'a-t-il répondu ?—Sire, je n'oserais pas " rapporter à Votre Majesté . . . .—Qu'a-t-il dit ? je veux " le savoir.—Puisque Votre Majesté me l'ordonne, M. de " Bourrienne a dit que Votre Majesté aille se faire f . . . . . ! " —Ah ! ah ! il a dit cela ! " Là-dessus l'empereur se retira dans l'embrâsure d'une croisée, où il resta seul pendant sept à huit minutes, en se rongeant les ongles presque à la manière de Berthier, donnant sans doute un libre cours à ses projets de vengeance ; mais après avoir réfléchi, il revint auprès du ministre et lui parla de toute autre chose. Bonaparte s'était tellement *acclimaté* à l'idée de me faire payer six millions pour l'achèvement de son palais des affaires étrangères, que toutes les fois qu'il passait devant ce bâtiment il disait à ceux qui l'entouraient : " Il faudra pourtant bien " que Bourrienne paye cela ! "

Le lecteur se rappelle-t-il une anecdote que j'ai racontée en parlant de l'époque qui suivit notre installation aux Tuileries ? Ce fut moi qui fis alors remarquer au premier consul le hideux aspect que présentait le quai de la Grenouillère, devenu le quai Bonaparte. En vérité, si je n'avais pas été aussi justement indigné que je l'étais de *l'avanie* à l'égyptienne que voulait m'infliger Napoléon, j'aurais bien eu le droit, en prenant la chose moins au sérieux, de me repentir du conseil que je lui avais donné, le premier, de s'occuper des embellissemens de ce quartier de Paris. A son compte, ce conseil m'aurait coûté un peu cher.

Quoiqu'il en soit, retombé dans la vie privée, et me laissant aller au cours de mes réflexions et de mes observations sur tout ce qui s'était fait en mon absence, je m'amusai beaucoup en apprenant les détails du mariage de l'empereur, et quiconque voudra bien se mettre à ma place comprendra tout ce qui devait se passer dans mon esprit, quand je voyais un ancien camarade de collége lancé dans le monde avec des chances de fortune tout au plus égales à celles que je pouvais avoir, poussé par sa destinée, et devenant le gendre de l'empereur d'Allemagne. Berthier avait été envoyé à Vienne

pour épouser par procuration la nouvelle impératrice des Français ; avant lui, M. de Laborde, homme distrait et chambellan, avait été chargé des premières ouvertures pour cette alliance, quand Napoléon ne savait pas encore s'il jetterait son mouchoir impérial à une princesse de Saxe, de Russie ou d'Autriche.

Pendant mon séjour a Hambourg, j'avais su la plupart des choses que je raconte actuellement, mais d'une manière assez vague, ayant à m'occuper de choses plus directement importantes pour moi ; j'avais seulement été profondément affligé par tout ce qu'avait dû souffrir l'excellente Joséphine en voyant l'accomplissement d'un sort qu'elle prévoyait depuis long-temps.

Quand tout fut convenu avec la cour de Vienne, qui a donné tant de reines à la France, et presque toujours avec elles le malheur pour dot, la remise de l'impératrice Marie-Louise dut se faire auprès de Braunau, et je donnerai ici très-volontiers en note une copie du cérémonial que l'on dut observer en cette grande circonstance *. C'est une pièce, selon

* *Dispositions pour le cérémonial de la remise de S. M. l'impératrice à Braunau.*

La baraque ayant été préparée ainsi qu'il a été ordonné, Sa Majesté l'impératrice arrivera à midi précis. La dame d'honneur, les dames et tout le service de Sa Majesté, partiront de Braunau, de manière à être arrivés à la baraque à onze heures et demie. Le commissaire de l'empereur et roi, le prince de Neuchâtel, y sera rendu à la même heure. Sa Majesté la reine de Naples sera invitée à être rendue à la baraque à onze heures et demie.

Tout ce qui appartient au cortège français entrera par l'avenue française et se placera dans le lieu désigné par le maître des cérémonies. L'écuyer de l'impératrice s'entendra avec lui pour donner ses ordres.

Le général Friant donnera des ordres pour placer des sentinelles au dehors et autour des barrières qui entourent la baraque. Il ne doit y avoir dans la partie autrichienne, que ce qui tient au service autrichien, et dans la partie française que ce qui tient au service français, du reste aucun étranger.

Un officier supérieur sera chargé de maintenir cette police et il y aura de petites patrouilles disposées à cet égard. M. de Ségur s'entendra avec M. le général Friant, de manière à avoir quelqu'un pour diriger l'entrée du convoi autrichien.

Après que Sa Majesté se sera reposée, elle se rendra dans la salle destinée pour la cérémonie de la remise, suivie de son cortége autrichien et s'assoiera dans un fauteuil, entourée de ses dames, des officiers de sa maison, et ayant à sa gauche le commissaire autrichien chargé de la remettre. Le maître des cérémonies de la cour de Vienne, ou l'officier chargé de remplir ces fonctions, ira chercher le commissaire français, les officiers et dames nommés pour servir l'impératrice, qui seront réunis dans la pièce déclarée française, et se placeront du côté français. La

moi, très curieuse, et qui l'est devenue bien plus, depuis l'exil de Sainte-Hélène, et le gouvernement du général Neiperg, factotum de la grande-duchesse de Parme et de Plaisance, villes dont le titre ducal avait formé l'apanage des deux collègues de Napoléon au consulat. Toutes ces phases de la fortune m'émerveillent encore quand j'y pense, car on recueille quelque chose du voisinage des grandeurs, c'est le haut dédain qu'elles inspirent, quand l'expérience nous a éclairés des lumières de la philosophie.

On a vu que je ne fus point admis à l'honneur de contempler de près les grandeurs de la cour impériale ; je regrettais réellement de n'avoir pas été admis auprès de Napoléon, comme j'avais dû en concevoir l'espérance, lorsque je reçus la lettre du ministre des relations extérieures qui me mandait à Paris, mais qu'y faire! Bonaparte ne voulait plus de moi, et pourtant il n'avait plus alors à alléguer la crainte d'entendre dire qu'il en avait besoin, puisque depuis plus de sept ans il s'en passait très-bien. Ayant, comme on l'a vu, appris par M. de Champagny sa résolution à cet égard, je me tins coi, et j'eus la vive satisfaction de voir que, malgré ma disgrâce, ceux de nos anciens amis qui étaient des hommes d'honneur me témoignèrent la même amitié que par le passé. Je vis plusieurs fois Duroc, qui même déroba quelques instans à ses occupations pour venir chez moi causer de tout ce qui s'était passé depuis ma sortie du ca-

La reine de Naples se tiendra dans la pièce française, avec le cortége français. Elle sera assise sur un fauteuil et entourée de sa maison. Elle restera dans cette pièce pendant tout le temps de la cérémonie de la remise. Le commissaire et le cortége français entreront par la porte française, dans la salle neutre occupée par l'impératrice. Le cortége s'arrêtera après être entré dans la salle.

Le commissaire français seul, accompagné des maîtres des cérémonies autrichien et français, s'avancera vers l'impératrice, et après lui avoir fait trois révérences, il adressera à Sa Majesté un compliment dans lequel il lui exposera l'objet de sa mission.

Après la réponse de Sa Majesté, le maître des cérémonies autrichien, indiquera au commissaire français le commissaire autrichien. Les deux commissaires se salueront réciproquement et se complimenteront. Le premier compliment sera fait par le commissaire autrichien.

On procèdera ensuite à la vérification des pouvoirs. Le conseiller-d'état autrichien, faisant fonctions de secrétaire, fera lecture des pouvoirs de l'empereur d'Autriche pour son commissaire, et le conseiller-d'état français, faisant fonction de secrétaire, fera celle des pouvoirs donnés par l'empereur des Français à son commissaire.

binet de Bonaparte. Duroc était, sans aucun doute, dévoué à l'empereur, mais ce n'était pas un de ces dévouemens irréfléchis qui approuvent tout sans examen. Il avait été favorable à la fondation de l'empire, mais il n'avait pas vu sans inquiétude le divorce de l'empereur; il m'en parla comme d'une chance funeste pour l'avenir, et je vis bien, dans ce qu'il me dit, que l'empereur lui-même n'avait pas franchi ce pas sans une sorte d'épouvante. Sans rapporter textuellement mes conversations avec Duroc, ce que je ferais difficilement, n'ayant sur cela que ma mémoire pour guide, je crois être fidèle à la vérité en les résumant de la manière suivante:

Lorsque, revenant de la dernière campagne d'Autriche, Napoléon descendit d'abord à Fontainebleau, Joséphine, comme je l'ai dit antérieurement, vint l'y joindre; là, pour la première fois, il fit interrompre les communications qui avaient toujours existé entre l'appartement de sa femme et le sien; et j'ai dit, je me le rappelle, que tant que j'ai été auprès de lui, les communications étaient encore plus directes, puisqu'ils n'avaient qu'un seul lit. Joséphine ne se fit point d'illusion sur les funestes pronostics qu'elle devait tirer de cette séparation conjugale, et Duroc me dit qu'elle le fit appeler dans sa chambre, où il la trouva tout en larmes: " Je suis perdue, lui dit-elle avec un accent dont Duroc était " encore ému en me racontant cette scène; je suis perdue! " tout est fini pour moi! comment cacher ma honte? Vous, " Duroc, vous avez toujours été bon pour moi, vous et Rapp; " ce n'est pas vous qui l'avez engagé à se séparer de moi; ce " sont mes ennemis, c'est Savary, Junot, . . . que sais-je? " ce sont encore plus ses ennemis que les miens. Et " mon pauvre Eugène! que va-t-il devenir, quand il saura " que je suis répudiée par un ingrat? oui Duroc, un ingrat. " Mon Dieu! mon Dieu! qu'allons-nous faire?" Joséphine sanglotait en parlant de la sorte à Duroc, et moi-même je vis bientôt ses pleurs couler en me parlant de sa séparation.

Avant la singulière demande que M. de Champagny avait été chargé de me transmettre, j'avais prié Duroc de demander à l'empereur pourquoi il ne voulait pas me voir; le grand-maréchal avait fidèlement rempli ma commission, mais il en avait eu pour toute réponse des mots ironiques qu'il me rapporta fidèlement: " Ah bien oui! avait dit l'empereur, je

" n'ai qu'à donner une audience à Bourrienne! cela fera " jaser tout Paris; à Hambourg, il a toujours été du parti " des émigrés; il me parlerait de notre ancien temps; il " était pour Joséphine! . . . Ma femme est près d'accoucher, " Duroc; j'aurai un fils, j'en suis sûr! . . . Bourrienne n'est " plus de ce temps; depuis son départ j'ai fait des pas de " géant. Je ne veux pas le voir, et d'ailleurs cela serait inu- " tile. C'est un frondeur; il l'est par caractère, et tu sais, " mon bon Duroc, que je ne les aime pas!"

Il y avait tout au plus huit jours que j'étais à Paris, quand Duroc me rapporta les paroles de Napoléon. Rapp n'y était pas, à mon grand regret; il avait eu, contre son gré, des fonctions particulières à remplir lors des cérémonies du mariage, mais il lui était échappé quelques mots sur le faubourg Saint-Germain, dont Napoléon croyait avoir fait la conquête par son alliance avec la maison d'Autriche, et ces mots ayant déplu au maître, il avait reçu, peu après, l'ordre de se rendre à Dantzick, dont il avait déjà été gouverneur.

Ma position à Paris était fort délicate; le refus de l'empereur de me voir donnait quelque chose de louche à ma situation, et j'hésitai d'abord pour savoir si je verrais Joséphine. Duroc m'ayant assuré que Napoléon ne le prendrait pas mal, je lui écrivis, pour lui demander la permission de la voir; je reçus sa réponse le jour même, et j'allai le lendemain à la Malmaison. Quel lieu pour moi! dans quelles circonstances je le revoyais! et combien de souvenirs doux et pénibles m'assaillirent dans le trajet qui sépare la grille d'entrée du petit salon en forme de tente, où je trouvai Joséphine se promenant avec sa fille Hortense! Quand j'entrai, Joséphine me tendit la main, et ne me dit que ces mots: "Eh bien! mon ami!" Elles les prononça avec une émotion profonde, dont le souvenir m'attendrit encore aujourd'hui, et ses larmes ne lui permirent pas de poursuivre. Elle s'assit sur l'ottomane placée à gauche de la cheminée, me fit signe de m'asseoir auprès d'elle, et je vois encore Hortense debout devant la cheminée, et cherchant à cacher aussi les pleurs qui tombaient de ses yeux.

Joséphine avait pris une de ses mains, qu'elle tenait pressée entre les deux siennes, et long-temps ses larmes entrecoupèrent sa voix; puis, enfin, reprenant un peu d'empire

sur elle-même : " Mon cher Bourrienne, me dit-elle, j'ai subi " tout mon malheur. Il m'a délaissée, abandonnée ; il ne m'a " couverte du vain titre d'impératrice que pour rendre ma " honte plus éclatante. Ah ! que nous l'avions bien jugé ! " Je ne me suis jamais fait d'illusions sur ma destinée ; et " qu'est-ce qu'il ne sacrifierait pas à son ambition !" En ce moment une des dames de la reine Hortense entra pour dire à Sa Majesté qu'on la demandait ; elle resta quelques instans encore avec nous, pour se remettre probablement du trouble visible où elle était, puis elle sortit, de sorte que je demeurai seul avec Joséphine, ce qu'elle et moi désirions vivement. Joséphine avait besoin d'épancher ses douleurs, et, de mon côté, je n'étais pas moins curieux d'entendre d'elle-même le récit de ses infortunes et de ses tribulations ; les femmes ont tant de charme à raconter leurs chagrins !

Joséphine me confirma ce que m'avait dit Duroc, sur l'interruption de communication entre les deux appartemens, au palais de Fontainebleau ; puis, venant à l'époque où Bonaparte lui avait déclaré la nécessité d'une séparation : " Mon " cher Bourrienne, me dit-elle, pendant les années que vous " avez passées avec nous, vous avez tout vu, tout su, tout " entendu ; vous savez que je n'ai jamais eu de secret pour " vous, et vous avez été témoin de mes tristes prévisions. Il " a tout accompli avec une cruauté dont vous ne sauriez vous " faire une idée. J'ai joué jusqu'au bout mon rôle de femme " dans ce monde. J'ai tout souffert et je me suis résignée." En prononçant ces derniers mots, Joséphine laissa errer sur ses lèvres un de ces sourires douloureux qui n'appartiennent qu'aux femmes, et dont il est impossible de n'être pas profondément pénétré. " Dans quelle contenance, reprit-elle, " j'ai passé les derniers temps où, n'étant déjà plus sa femme, " j'étais encore obligée de le paraître à tous les yeux ! Quels " regards, mon ami, que ceux que les courtisans laissent " tomber sur une femme répudiée ! Dans quel vague, dans " quelle incertitude plus cruelle que la mort ai-je vécu, " jusqu'au jour fatal où il m'avoua enfin ce que depuis long- " temps je lisais sur sa physionomie ! C'était le 30 novem- " bre * ; quel air il avait ce jour-là, et qu'il y avait de choses

* Le 30 novembre 1809, par conséquent un an et onze jours avant mon départ de Hambourg.

" sinistres dans son regard ! Nous dînâmes ensemble comme " à l'ordinaire ; et il me fallait étouffer mes larmes, qui, mal- " gré moi, s'échappaient de mes yeux. Je ne dis pas un " mot pendant ce triste dîner, et lui, il ne rompit le silence " que pour demander à un de ses serviteurs quel temps il " faisait. Pour moi, je vis bien que le temps était à l'orage, " et l'orage ne tarda pas à éclater. Aussitôt que Bonaparte " eut pris son café, il congédia tout le monde, et je demeurai " seule avec lui. Quel air, Bourrienne, quel regard il avait ! " Je lisais dans l'altération de ses traits le combat qui se " passait dans son âme, mais enfin je voyais bien que mon " heure était arrivée. Il était tremblant et moi j'éprouvais " un frisson universel. Il s'approcha de moi, me prit la main, " la posa sur son cœur, me regarda un moment sans rien " dire, puis enfin laissa échapper ces paroles funestes : " *Josė-* " *phine ! ma bonne Joséphine ! tu sais si je t'ai aimée ! . . .* " *C'est à toi, à toi seule que j'ai dû les seuls instans de bonheur* " *que j'ai goûtés en ce monde. Joséphine, ma destinée est plus* " *forte que ma volonté. Mes affections les plus chères doivent* " *se taire devant les intérêts de la France.*—N'en dites pas " plus, eus-je la force de répondre, je m'y attendais ; je vous " comprends ; mais le coup n'en est pas moins mortel. Je " ne pus pas en dire davantage, poursuivit Joséphine, je ne " sais ce qui se passa en moi ; je crois que je proférai des " cris ; je crus ma raison à jamais perdue ; je demeurai sans " connaissance, et quand je revins à moi je me trouvai dans " ma chambre. Votre ami Corvisart pourra vous dire mieux " que moi ce qui se passa alors, car quand je repris mes sens " il était auprès de moi avec ma pauvre fille. Bonaparte " revint me voir dans la soirée ; non, Bourrienne, vous ne " sauriez vous peindre l'horreur que sa vue m'inspira en ce " moment, l'intérêt même qu'il avait l'air de prendre à ma " souffrance me semblait une cruauté de plus. Ah ! mon " Dieu ! que j'avais raison de redouter de devenir jamais " impératrice !"

Je ne savais quelles consolations donner à Joséphine, et connaissant, comme je le faisais, ce qu'il y avait de frivole au fond de son caractère, j'aurais été surpris de voir sa douleur encore aussi vive après plus d'un an, si je n'avais su qu'il est de certaine cordes dont le retentissement est long

quand on les a fait vibrer dans le cœur d'une femme. On se soumet à une répudiation, mais on ne la pardonne pas, et de toutes nos affections, celle qui se prolonge le plus est peut-être l'amour-propre offensé. Je plaignis sincèrement Joséphine, et parmi toutes les choses que je lui dis pour calmer son chagrin, celle à laquelle elle fut le plus sensible, fut la réprobation dont l'opinion publique avait frappé le divorce de Bonaparte. A cet égard, je ne lui disais rien qui ne fût vrai. Joséphine était aimée de tout le monde; c'était même une croyance devenue populaire, que la bonne fortune de Napoléon tenait à la présence de Joséphine auprès de lui; et il faut convenir que les événemens qui ont suivi son illustre alliance ont été de nature à donner une sorte de réalité à ce préjugé superstitieux. Je me rappelle même qu'étant à Hambourg, il résultait des rapports et des correspondances que je recevais, qu'un sentiment vague, une prévision indéterminée, mais assez générale, voyait une source de malheurs pour la France dans l'alliance de son chef avec la maison d'Autriche; cette alliance donnait lieu à des rapprochemens avec la destinée de Marie-Antoinette; et comme il ne faut qu'une circonstance inopinée pour donner du poids aux préjugés reçus, l'incendie survenu au bal donné par le prince de Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, parut une contre-partie des nombreux accidens arrivés sur la place Louis XV. lors du mariage du dauphin de France avec la tante de Marie-Louise.

Quoiqu'il en soit, ces considérations n'étaient qu'un faible allégement à la douleur de Joséphine, qui, dans le fond de son cœur, faisait des vœux pour Bonaparte. Je lui rappelai les prédictions que je lui avais faites dans un temps plus heureux, le jour où étant venue me voir à ma petite maison de Ruel je la reconduisis à pied sur la grande route: "Mon ami, me dit-elle, je ne l'ai point oublié; j'ai souvent "pensé à tout ce que vous m'avez dit alors; pourquoi ne "nous a-t-il pas écouté? pour moi, j'ai vu que nous étions "perdus du jour où il s'est fait empereur. Adieu, Bour-"rienne, revenez me voir; venez souvent; nous avons "beaucoup à causer, et vous savez tout le plaisir que j'ai à "vous voir." Telle fut à peu près le résultat de la première entrevue que j'eus avec Joséphine après mon retour de Ham-

bourg. J'aurai encore à raconter beaucoup de choses qu'elle me dit, avec cet abandon douloureux auquel elle n'osait se livrer qu'avec d'anciens amis, dans les visites que je lui fis à la Malmaison, et notamment après le voyage que je fus bientôt dans la nécessité de faire à Hambourg pour y chercher ma famille.

CHAPITRE XXI.

Arrestation du jeune de La Sahla.—Je suis chargé de l'interroger.—Approbation probable de l'empereur.—Le duc de Rovigo ministre de la police. Bonnes manières de M. Desmarets.—Récit de La Sahla.—Influence d'un prédicateur.—Bonaparte camparé à Néron.—Projet d'assassiner l'empereur.—Motifs de La Sahla.—Le catholicisme embrassé pour commettre un meurtre.—Lectures de La Sahla.—Arrivée de La Sahla à Paris, et le premier emploi de son temps.—Où tuera-t-il Bonaparte?—Etudes sur les régicides.—Mollesse des Saxons et énergie des Westphaliens.—Henri IV. et Napoléon.—Amour et haine.—Larmes de famille dédaignées.—Les successeurs d'Alexandre.—Détermination invariable.—Suites d'un entretien de deux heures.—La vie sauve et le château de Vincennes.—Suites de l'histoire de La Sahla.—Son nouveau voyage en France.—La chambre des représentans et la poudre fulminante.—Récit officiel.—Politique inadmissible et conclusion.—Incertitude recommandée par la prudence.

J'AI dit en parlant de la tentative de Staps, à Schœnbrunn, contre Napoléon, que j'aurais à raconter d'autres faits du même genre et que je croyais peu connus. Les voici:

J'étais à Paris depuis deux mois environ, quand le jeune de La Sahla, arrivé le 16 février 1811, fut arrêté le dimanche suivant, comme étant soupçonné d'être venu de Saxe, pour attenter aux jours de l'empereur. La Sahla témoigna au duc de Rovigo, qui depuis quelque temps, avait remplacé Fouché au ministère de la police, le désir de me voir, lui en donnant pour motif, la réputation que j'avais laissée à Leipzig pendant le temps de mes études dans l'université de cette ville, et, dernièrement en Allemagne, pendant ma mission. Je crois que l'empereur permit cette entrevue; quoi qu'il en soit, le ministre de la police me fit inviter à me rendre au ministère.

Je fus introduit dans un petit cabinet de l'hôtel de la rue des Saints-Pères, succursale du ministère. Il était neuf

heures et demie du matin. J'y trouvai un jeune homme d'environ dix-sept à dix-huit ans. M. Desmarets était avec lui. Le jeune de La Sahla me fit mille politesses à mon arrivée et dit qu'il voulait me parler. Je témoignai le désir d'être seul avec le prisonnier, et je déclarai que je me retirerais, s'il était question de donner à cetté entrevue la tournure d'un interrogatoire judiciaire. Le jeune de La Sahla déclara aussi que c'était sans temoins qu'il voulait me parler, et M. Desmarets, dont je n'ai eu qu'à me louer, aussi bien que de ses procédés obligeans dans cette circonstance et dans quelques autres, se retira et nous laissa seuls. La personne qui était chargée de la garde du prisonnier resta à la porte.

Après m'être entretenu un instant avec La Sahla de l'université de Leipzig où il était étudiant, des professeurs que la mort avait moissonnés, de ceux qui les avaient remplacés, je ramenai la conversation sur son voyage à Paris et sur les motifs qui l'y avaient amené.

" Comment, lui demandai-je en allemand, avez-vous pu, Monsieur, appartenant à une famille distinguée, ayant, m'a-t-on dit, reçu une éducation forte, concevoir le projet qui, dit-on, vous a amené à Paris? Parlez-moi sans crainte et sans détours; il n'est ni dans mon caractère ni dans mes intentions de chercher à aggraver votre position. Je suis assez familier avec la langue allemande pour que vous puissiez vous en servir dans vos réponses aux questions qu'il faut que je vous adresse.

" Monsieur, me répondit La Sahla, en français, j'aurais pu moi-même répondre à vos questions dans votre langue; mais je sens que je le ferais plus imparfaitement qu'en allemand, et je vous remercie de l'offre que vous voulez bien me faire." En effet, La Salha parlait assez bien le français; toutefois notre conversation, telle que je vais la rapporter, eut lieu en allemand, et l'on pourra juger par ce récit fidèle avec quelle clarté, quel calme, quel sang-froid, interrompus par des mouvemens d'enthousiasme, ce jeune homme, auquel je m'intéressais involontairement, me dévoila quelle série d'idées l'avait amené à Paris, dans le but d'assassiner l'empereur.

" Veuillez me dire, lui demandai-je d'abord, quelle a été

votre éducation, enfin quels ont été jusqu'à ce jour les événemens de votre vie?" Il me répondit avec une extrême facilité; et de temps à autre quand il me parla de l'Allemagne, il prit, malgré son calme ordinaire, un ton d'enthousiasme, et, pour ainsi dire, de prédestination.

La Sahla. " Monsieur, j'étudiais à l'université de Leipzig depuis quinze mois environ, je fréquentais peu mes camarades parce que leur vie dissipée ne me convenait pas, et que j'étais très-souvent malade (sa figure en effet annonçait un état de souffrance habituel.) Je m'appliquais particulièrement à l'étude du droit, de l'histoire et des langues orientales; ne pouvant, à cause de ma santé, suivre les cours publics, je faisais venir les professeurs chez moi. Mon père est mort il y a neuf ans, ma mère, sans être riche, est très à son aise; elle me donnait 1300 écus d'Allemagne par an, (à peu près 5200 francs) mais il me fallait un supplément que je recevais d'autres parens.

" Je commençai à haïr Napoléon, après avoir entendu à Dresde un sermon de M. Reinhard, premier prédicateur luthérien. Dans ce sermon, prononcé avant la bataille d'Iéna, Napoléon, sans être précisément nommé, était clairement désigné, et M. Reinhard le comparait à Néron.

" Les maux que souffrit l'Allemagne depuis Iéna, aigrirent de plus en plus mon âme. L'ouvrage de Villers (lettre à madame Fanny Beauharnais) sur la prise de Lubeck, y contribua encore. Etudiant à Leipzig, j'entendis parler de conscription, de la tentative de Staps, (à ce nom sa figure s'anima, il avait l'air d'un illuminé) de suppression des états de mon pays. Je vis brûler les marchandises anglaises. Ce dernier acte de stupide tyrannie m'affecta surtout violemment. Lorsque je vis le commerce anéanti, toutes les boutiques fermées, la désolation dans toutes les classes de citoyens, le désespoir partout, je résolus de tuer Napoléon, auteur de tous ces maux. Je ne devais partir de Leipzig que six semaines plus tard que je l'ai fait, mais je réfléchis que si j'exécutais mon projet avant les couches de l'impératrice, la réussite en serait plus infaillible, attendu que si l'impératrice donnait un fils à Napoléon, les Français auraient probablement plus d'attachement pour sa dynastie, et l'on ne pourrait plus alors compter aussi positivement sur un bouleversement dans

l'empire. Je hâtai donc mon départ, je m'exerçai au tir du pistolet et j'y devins très-fort. Je me fis catholique parce que le pape ayant excommunié Napoléon, le tuer devenait un acte méritoire aux yeux de Dieu, et parce que je savais qu'en me faisant catholique je trouverais, en général, plus de secours chez les catholiques. Un second motif me détermina à embrasser cette religion, c'est que j'ai remarqué que les pays où elle règne sont plus unis et ne sont pas si facilement dominés par leurs voisins. Je lus avec avidité le livre intitulé *Théobald's goilhraht*, qui traite de cette matière, (l'auteur est un illuminé) et les écrits de Jean Muller de Westphalie sur la liberté de l'Allemagne. J'en ai fait beaucoup d'extraits que l'on trouvera encore dans mon secrétaire à Leipzig. Six semaines avant mon départ, je me livrai à la dissipation et aux plaisirs pour tromper mes camarades et justifier à leurs yeux mon départ non autorisé par mes parens."

Je ne pouvais m'empêcher, après ces premières explications de La Sahla, d'admirer, non sans effroi, de pareils calculs dans une âme si jeune; et qui n'aurait été frappé de cette singulière ressemblance avec le premier des Brutus, qui avait joué l'idiotisme pour affranchir Rome du joug des Tarquins, comme La Sahla avait joué la dissipation pour affranchir l'Allemagne du joug de Napoléon!

Continuant à l'interroger avec toute la douceur possible, et cherchant à modérer son enthousiasme: " Qu'avez-vous fait, lui demandai-je, depuis le moment où votre résolution fut arrêtée de quitter l'Allemagne pour venir à Paris?

La Sahla. " La veille de mon départ pour Francfort, je renvoyai mon domestique à Dresde, pour n'en pas avoir l'embarras en route. Il était porteur d'une lettre pour mon oncle. Le malheur voulut qu'il manquât la voiture publique. Il revint chez moi, où il me trouva occupé des préparatifs d'un voyage qui lui semblait devoir être long. Je crois que c'est lui qui m'a trahi. Quoi qu'il en soit, je n'avais en ce moment aucune inquiétude, parce que j'avais dit que je n'allais qu'à Mayence pour me faire confirmer. Je jouai l'imbécille et la brute. J'arrivai à Paris, sans être découvert, ni déconcerté dans mon projet. J'avais cinq pistolets de divers calibres.

" —Quel a été l'emploi de votre temps, depuis votre arrivée à Paris jusqu'au moment où vous fûtes arrêté ?

La Sahla. " Depuis le 16 février, que je suis ici, j'ai passé tous les jours cinq heures dans les Tuileries : je mangeais chez Véry, j'épiais le moment où Napoléon se promenait. Mercredi dernier, l'empereur se promenait dans un salon, en haut, donnant sur le jardin. La fenêtre était ouverte, il en approchait quelquefois. Je voulais tirer sur lui ; mais un passant auquel je témoignai le désir que j'avais de voir Napoléon de plus près m'ayant dit que probablement il allait descendre, et que je le verrais mieux, j'attendis; mais l'empereur ne parut plus. Je comptais exécuter mon projet de diverses manières et selon l'occasion : soit, lorsqu'il monte en voiture pour aller à la chasse ; soit dans le jardin des Tuileries, où il se promène quelquefois avec Duroc, ou bien à la messe, ou au Théâtre-Français. La distance à laquelle j'avais été de lui à la chapelle, ne pouvait pas être un obstacle, parce que je ne crois pas qu'elle soit aussi grande que celle qui, au Théâtre-Français, sépare sa loge du balcon en face ; je l'ai mesurée, et cette distance ne doit pas être de plus de trente pas. J'avais un pistolet qui portait facilement à cette distance. C'était surtout dans ce théâtre que j'espérais tuer Napoléon. En appuyant la main contre la loge et lui tirant deux coups de suite, il était impossible que je le manquasse. J'avais bien trouvé un pistolet à quatre coups, au Palais-Royal, mais il ne parut pas assez commode et assez sûr. Je ne me suis jamais aveuglé sur le sort qui m'attendait, je savais que je serais massacré sur la place, mais que m'importe la vie ? Si Staps l'avait méprisée comme moi, Napoléon n'existerait plus : car il a eu le bonheur de l'approcher, mais il a tremblé. Je ne crains pas la mort ; je crois fermement à la prédestination. Si je dois mourir dans deux jours, rien ne pourra m'empêcher de vivre*. Je ne me suis jamais dissimulé que le succès de mon enterprise n'était pas infaillible. J'ai lu que l'on a fait vingt-trois tentatives sur Henri IV., et que la vingt-quatrième seule a réussi ; et cependant, Henri IV. était aimé et ne prenait pas beaucoup de précautions. Napoléon, au contraire, en prend beaucoup et est haï. L'on

* Quelle singulière coincidence de croyance avec l'Egyptien qu'on a vu me faire le même raisonnement.

peut donc croire qu'il faudra attenter quarante fois à sa vie, avant de réussir. On pensera que cette réflexion aurait dû me retenir; mais non. Car, en supposant que l'on ait déjà fait six tentatives, j'ai hasardé la septième, c'est une chance de plus pour les autres et une de moins pour Napoléon: c'est autant de gagné. Et, qu'est-ce que la vie d'un homme, en comparaison du grand résultat qu'aura la mort de l'empereur?

" Avez-vous des complices?

La Sahla. " Je n'en connais aucun, ne m'étant ouvert de mon dessein à personne; mais, s'il plait à Dieu, le lien de vertu qui unit la jeunesse allemande dans le même amour de la liberté me donnera des successeurs. Après moi, il en viendra d'autres. Ce n'est pas de la Saxe: les étudians de Leipzig sont dissolus et lâches, mais de la Westphalie, où l'on est très-malheureux et très-mécontent: des villes Anséatiques que l'on vient de réunir; de l'Italie et de l'Espagne. Il est certain qu'à la fin quelqu'un réussira.

" Comment, lui demandai-je alors, n'avez-vous pas reculé devant l'idée des larmes que vous alliez coûter à votre famille réduite ainsi par vous au désespoir?

La Sahla. " Monsieur, les considérations de famille se taisent devant les grands intérêts de la patrie et de la liberté. Je sais que je vais plonger dans la douleur ma mère et ma sœur. Mais qu'importent les pleurs de deux femmes, lorsqu'il s'agit de la délivrance de l'Allemagne? Napoléon mort, l'Allemagne recouvre ses lois et ses souverains. La domination française, si odieuse, cesse; le code Napoléon n'est plus la loi de ses peuples. Tout cela doit arriver, parce que si l'on parvient à le tuer, et l'on y parviendra, Bernadotte, qui est très-aimé des Français, sera rappelé de la Suède, et il évacuera l'Allemagne; ou, si celui-là ne revient pas, les maréchaux se disputeront l'empire, et nous verrons se renouveler l'histoire des successeurs d'Alexandre. Alors, l'Allemagne sera délivrée et heureuse: car, tant que la France sera unie et que l'on ne parviendra pas à y exciter des dissentions, des révoltes, l'Allemagne sera opprimée. Tel était mon dessein: aucune considération particulière n'a agi sur moi, et, je vous le répète, je n'ai dit mon secret à personne, je n'ai point de complices. Je n'ai considéré ni mère, ni

sœur, ni parens, ni noblesse, ni priviléges. Je ne voulais qu'une chose, délivrer l'Allemagne du joug français qui pèse encore plus sur les classes malheureuses de la société, que sur les classes élevées. C'est à cette grande idée que je sacrifiai tout. Au surplus, je ne forme actuellement aucun vœu ; mon coup est manqué ; j'aime la vie, mais je ne crains pas la mort ; et si l'on me disait : Vous allez mourir dans cinq minutes, cela me serait tout-à-fait indifférent."

Ainsi me parla ce jeune homme, et je fus particulièrement frappé de cette dernière idée : " J'aime la vie ; mais je ne crains pas la mort." J'y trouvai je ne sais quelle expression de ce besoin de la vie qu'éprouve la jeunesse, et en même temps de ce courage réfléchi, bien supérieur aux forfanteries de ceux qui se vantent d'affronter la mort sans regrets.

A mesure que La Sahla avait répondu à mes questions, j'avais eu soin d'écrire ses réponses, ce qui m'était plus facile qu'à tout autre, car, à cette époque, j'avais encore conservé la faculté que j'avais acquise auprès de Bonaparte d'écrire aussi vite que la parole. Je lus au jeune La Sahla ce que j'avais écrit en allemand, et je le traduisis ensuite en français : il trouva tout très-bien, me remercia de l'avoir écouté si long-temps, ne me demanda rien, me parut de la plus complète indifférence sur le sort qui semblait l'attendre inévitablement ; il me répéta seulement les choses les plus aimables sur ce qu'on lui avait dit de moi en Allemagne, et je pris congé de lui profondément ému.

Comme on peut bien le penser, cet entretien avec ce jeune homme, dont l'oncle était, je crois, ministre du roi de Saxe, m'intéressa au plus haut degré. J'entrepris de sauver La Saéla, et j'y réussis. J'allai immédiatement trouver le duc de Rovigo, et il ne me fut pas difficile de lui persuader combien, dans les circonstances où nous étions, il importait de faire croire que ce jeune homme était fou ; je lui dis que si on le traduisait devant les tribunaux, il répèterait en présence des juges tout ce qu'il venait de me dire, et ferait probablement plus de révélations encore ; que cela pouvait provoquer de nouveaux poignards. Il surgirait peut-être parmi les étudians de Leipzig un vengeur à La Sahla. Je fis encore observer au ministre que l'on venait de voir en peu de temps deux tentatives, que la jeunesse allemande, en

lisant dans les détails de ce procès, s'il avait lieu, les raisonnemens de La Sahla, les principes qu'il proclamerait, pourrait s'exaspérer et envoyer bientôt un nouvel assassin ; qu'il était sage de cacher avec soin des tentatives isolées comme celle-ci, et d'assouvir ces actes de fanatisme, que souvent la publicité suscite et encourage. Que l'on mette La Sahla à Vincennes ; on ne le redoutera plus. Il tient d'ailleurs à une famille considérable à Dresde, circonstance qui donnerait plus de gravité et d'importance à l'affaire. Ces raisons, et d'autres encore, puisées dans la singulière révélation du jeune fanatique, eurent le succès que j'espérais. Je puis dire que j'ai toujours vu le duc de Rovigo disposé à adoucir les mesures sévères que lui imposaient souvent ses fonctions, et écouter avec bienveillance les observations qu'on lui faisait. Que de personnes n'ai-je pas vues, chez lui, sortir très-satisfaites de sa réception et de ses réponses. L'empereur a depuis reconnu la prudence de la conduite que l'on avait tenue à l'égard de La Sahla, lorsqu'il dit, à Sainte-Hélène, en parlant des conspirations qui ont menacé sa vie : *J'ai soigneusement caché toutes celles que j'ai pu.* Celle-ci était certainement du nombre de celles qu'il se félicitait de ne pas avoir ébruitées.

Actuellement je rapporterai tout ce que j'ai pu apprendre depuis sur la destinée du jeune La Sahla.

Ce jeune homme fut donc mis à Vincennes conformément au conseil que j'en avais donné. Il y resta jusqu'à la fin de mars 1814, époque à laquelle il fut transféré au château de Saumur ; on le relâcha au commencement d'avril. Je n'avais plus, depuis trois ans entendu parler de lui, lorsqu'un jour, peu de temps après la restauration, étant à déjeûner avec ma famille, dans ma maison de la rue Hauteville, j'entends un bruit extraordinaire dans l'antichambre, et sans que j'eusse le temps d'en savoir la cause, je me sens dans les bras d'un jeune homme qui me pressait avec une violence extraordinaire. C'était La Sahla ; il était dans l'ivresse de la reconnaissance et de la joie de se voir libre, et de voir arriver, par d'autres circonstances, ce qu'il avait voulu hâter par un assassinat. La Sahla retourna en Saxe, et je ne le revis plus ; mais envoyé à Hambourg, en 1815, par Louis XVIII., j'y appris que le cinq juin, vers une heure et demie,

une violente explosion s'était fait entendre à la chambre des représentans, et qu'on l'avait prise pour un coup de tonnerre; mais que bientôt on avait su qu'un jeune saxon, tombé avec un paquet d'argent fulminant dans sa poche, avait causé cette explosion. En recevant cette nouvelle, je ne sais pourquoi je me figurai que c'était ce même jeune homme qui m'avait fait la déclaration singulière que l'on vient de lire, et qu'il avait peut-être envie de faire sauter Napoléon, et même le Corps-Législatif; mais j'ai su depuis que j'étais dans l'erreur sur les intentions de La Sahla. La relation suivante, dont j'ai conservé une copie, instruira le lecteur des suites de cette affaire. La connaissance que j'avais de la franchise de La Sahla me fit croire à la vérité de ses déclarations à la police. S'il s'y trouvait quelques inexactitudes, je n'hésiterais pas à les rapporter plutôt à la police elle-même, dont Fouché était redevenu le chef à l'époque dont je parle. J'ajouterai d'ailleurs qu'en comparant ces déclarations avec ce que La Sahla m'avait dit le vingt-un février 1811, on sera à même de juger si l'espoir de délivrer sa patrie, qui l'avait déterminé à venir, en 1811, dans l'intention de tuer Napoléon, l'a aussi déterminé à y revenir, en 1815, pour dévoiler la conduite spoliatrice des Prussiens, qui, appuyés par le congrès de Vienne, s'étaient emparés d'une belle partie du royaume de Saxe. Rien ne démontre qu'il soit venu en France la seconde fois dans la même intention que la première. Du reste, ce projet de La Sahla reste obscur pour moi, et son argent fulminant donne beaucoup à penser. Voici au surplus le récit qui en a été fait et qui me semble assez véridique, moins sa conclusion.

“ Pendant la séance de la chambre des représentans, vers une heure et demie, on a entendu une violente explosion qui été prise pour un coup de tonnerre. En voici les détails.

“ Un Saxon, âgé d'environ vingt-huit ans*, et qu'on dit appartenir à une famille de marque, avait dans la poche de son habit, environ quatre onces d'argent fulminant; il s'était fait conduire en voiture près le palais du Corps-Législatif. Il est d'abord entré dans la salle, en est sorti peu après, et, à

* Ici, il y a une erreur évidente sur l'âge de La Sahla, qui, en 1815, ne pouvait pas avoir plus de vingt-trois ans.

quelque distance de là, au coin de la rue de Bourgogne, son pied a glissé et il est tombé sur le paquet d'argent fulminant. Il en est résulté une violente détonation, son habit, son pantalon, ont été déchirés ; lui-même a été horriblement mutilé. Aucun des passans qui se trouvaient près de lui n'a été blessé. Il a été conduit en cet état, et interrogé à la préfecture de police.

" Il s'appelle le baron de la Sahla, et est, comme nous l'avons dit, d'une famille riche et distinguée. Il y a plusieurs années qu'il était venu en France avec le projet de tuer ou d'empoisonner l'empereur. Il fut arrêté et mis d'abord au château de Vincennes, et transféré ensuite au château de Saumur. Quelque tems après l'entrée des alliés à Paris, il fut mis en liberté, et retourna dans son pays. L'empereur étant remonté sur son trône, il se proposa de revenir en France, et s'en procura les moyens.

" On connaît la cause qui a donné lieu à sa nouvelle arrestation. Voici comme il s'en défend : il ne nie pas l'intention où il a été autrefois de détruire l'empereur qu'il regardait comme l'oppresseur de l'Allemagne ; mais cette oppression ayant cessé d'être, les motifs de haine qu'il avait contre celui qui en était l'auteur ont également disparu.

" La conduite spoliatrice du congrès, et particulièrement des Prussiens envers la Saxe, l'a depuis fort exaspéré contre ces derniers, et lorsqu'il eut appris le débarquement de l'empereur et l'heureux succès de son entreprise, il vit dès lors en lui le libérateur de sa trop malheureuse patrie, et il résolut de lui rendre tous les services qui seraient en son pouvoir. Ce qu'il avait tenté quelques années auparavant le servit merveilleusement à cet égard, et lui permit d'acquérir cette foule de notions importantes dont il se promit bien de faire usage. Mais pour cela, il fallait venir en France. Il demanda une audience à M. de Hardenberg, et l'ayant obtenue, il feignit devant lui de persister plus que jamais dans le dessein qu'il avait eu autrefois. M. de Hardenberg, après lui avoir donné beaucoup de louanges et d'encouragemens, l'adressa au maréchal Blücher qu'il invita à procurer à M. de La Sahla les moyens d'entrer en France. Le maréchal Blücher avait alors son quartier-général à Namur, et le chef de son état-major qui délivra un passe-port à M. de La Sahla,

lui conseilla, pour mener à fin plus facilement son entreprise, d'emporter avec lui de l'argent fulminant et lui indiqua à Namur même une marchande chez laquelle il pourrait s'en procurer. Pour ne pas éveiller les soupçons, M. de La Sahla se rendit chez cette marchande et se contenta d'acheter seulement quatre onces de cette matière fulminante. Enfin, il entra en France, et, à son arrivée à Paris, il communiqua aussitôt au gouvernement, et au ministère de la guerre principalement, tous les renseignemens qu'il avait recueillis sur les forces des alliés, sur leurs projets, leurs ressources, etc. En cherchant à rendre service à la France il croyait faire une chose utile à son pays. La police s'est assurée qu'effectivement M. de La Sahla avait donné au gouvernement des détails très-précieux sous les rapports politiques et militaires. Il a aussi déclaré au ministre de la guerre qu'il avait apporté avec lui un petit paquet d'argent fulminant, et il a offert, dit-on, d'en faire la remise, mais il paraît que personne n'a voulu recevoir ce dépôt dangereux. Interrogé pour quel motif il l'avait sur lui, il a répondu qu'il ne voulait pas le laisser à l'hôtel-garni où il demeurait, dans la crainte que quelqu'un n'y touchât, et qu'il n'en résultât quelque accident fâcheux.

" On dit de plus qu'il a également déclaré avoir communiqué avec preuves à M. de Metternich, dans un voyage qu'il avait fait à Vienne, que M. de Stein, ministre prussien, l'avait engagé à empoisonner M. de Mongelas, ministre de Bavière, et que M. de Metternich avait paru indigné et épouvanté de cette conduite de M. de Stein.

" Si ces déclarations sont véridiques, il faut avouer que quelques membres du cabinet prussien employaient alors des moyens diplomatiques d'une nature assez étrange."

Je ne nierai point que c'est la conclusion de cette relation, qui m'a fait, par précaution, dire plus haut que si elle renfermait des inexactitudes, elles résulteraient plus probablement de la rédaction de la police de Fouché, que d'une déclaration mensongère du jeune La Sahla. Ce n'est pas avec une fermeté de caractère aussi extraordinairement caractérisée que l'on trahit la vérité. Cependant il est bien difficile d'admettre sans preuve des assertions aussi énormes que celles où l'on accuse, d'une manière positive, M. de Hardenberg

d'avoir encouragé l'assassinat de Napoléon, et M. de Stein d'avoir également encouragé La Sahla à empoisonner M. de Mongelas, ministre de Bavière. Je ne décide rien ; seulement je regarde comme un devoir d'élever des doutes sur des accusations de cette nature, portées contre deux ministres prussiens, dont le prince de Wittgenstein, homme d'honneur par excellence, m'avait toujours parlé dans des termes honorables, pendant le temps de ma résidence à Hambourg. Et n'est-il pas dans les chances au moins aussi probables que la cauteleuse police des cent jours ait eu recours à un de ses moyens familiers, pour déverser le mépris et attirer l'indignation sur ses ennemis? Ce sont, je le répète, des questions que je pose, sans oser en résoudre aucune.

CHAPITRE XXII.

Ma famille restée à Hambourg.—Désespoir des villes Anséatiques, et Davoust gouverneur-général.—Premiers actes, et les officiers transformés en espions. —Les officiers indignés.—Haine implacable causée par une ancienne vérité. —Menées dignes de la basse police.—Justice distributive.—Les actions et non les hommes.—Les dénonciations sans preuves.—Lettre confidentielle d'un ami, et annonce d'une lettre perfide.—Confidence au duc de Rovigo.— Le maréchal Davoust vice-roi de Pologne en perspective.—Retard et infamie.—Lettre pleine de fausses suppositions.—L'espion secrétaire.—Tentatives pour compromettre M. de Talleyrand, Rapp et moi.—Commencement de réussite près de l'empereur.—Noble conduite du duc de Rovigo à mon égard.—Indignation de l'empereur détrompé.—Le secrétaire exilé, et l'auteur prince et maréchal.—Nouvel acharnement de Davoust contre moi. —La poste et la police.—Réflexions.—Le bureau statistique.—Lettres commerciales et correspondances diplomatiques.

On a vu que, lorsque je quittai Hambourg, sur une lettre du ministre des relations extérieures, et sous le prétexte que Napoléon voulait s'éclairer des *lumières de mon expérience*, relativement aux affaires du nord et des pays Anséatiques, j'avais dû croire que je n'allais faire qu'un voyage suivi d'un prompt retour dans ma résidence. Ainsi j'avais laissé à Hambourg ma famille, qui y passa l'hiver de 1810 à 1811. Ce n'est pas que je crusse à la longue indépendance des villes Anséatiques ; mais j'avoue que je ne pensais pas que le coup qui devait les frapper et détruire jusqu'au germe de

leur prospérité éteinte dût être aussi prompt. Le courrier que j'avais rencontré à Mayence m'avait ouvert les yeux, et ce fut sans surprise que j'appris par les premières lettres que je reçus à Paris, la consternation dont les Hambourgeois avaient été saisis à la réception de la nouvelle fatale. Le désespoir des habitans des malheureux pays Anséatiques dut être grand; il fut à son comble, quand ils apprirent que le prince d'Eckmuhl était désigné par Napoléon pour être leur gouverneur-général. Le nom de Verrès ne dut pas être plus odieux en Sicile avant que la mémoire de ce proconsul eût été traînée par Cicéron aux gémonies de la postérité, que ne l'était le nom de Davoust en Allemagne. Ce nom seul n'arrivait que précédé de la terreur; et ses premiers actes ne justifièrent que trop cet accord de haine que lui avait vouée toute une population. Dès le premier dimanche qu'il passa à Hambourg, le prince d'Eckmuhl réunit les officiers qui formaient son entourage; malgré ce prestige d'honneur si justement attaché aux épaulettes, il essaya de les transformer en inquisiteurs de l'opinion; il leur prescrivit de s'introduire dans les maisons, et de lui rendre compte de ce que faisaient, disaient ou pensaient les habitans. La presque totalité des officiers fut indignée du rôle que le maréchal voulait leur faire jouer, et plusieurs d'entre-eux vinrent chez madame de Bourrienne pour la prévenir de se méfier de ceux auxquels l'aveuglement de la soumission aux ordres du chef ne permettait sans doute pas de voir ce qu'il y avait de dégradant dans ces ordres.

Ces détails ne m'étonnèrent pas, et je ne fus pas surpris non plus de l'acharnement de Davoust contre moi; car c'est une tache ineffaçable aux yeux des hommes, que le dévouement et la fortune contribuent plus à élever que leur propre mérite, que d'avoir été initié dans le secret de leur médiocrité. Le prince d'Eckmuhl ne put jamais me pardonner d'avoir dit au premier consul que Davoust était une bête, propos que Bonaparte avait eu, comme on l'a vu, l'indiscrétion de lui rapporter; et il y eut cela de fâcheux pour Davoust que sa haine implacable ne lui donna pas plus d'esprit. Or, je suis bien aise de faire ici remarquer que, quand j'ai à parler des hommes, je ne les juge que d'après leurs actions, de telle sorte que le blâme qui s'attache à ce qu'ils ont fait de

mal ne me rend point injuste sur ce qu'ils ont fait de bien. Ainsi, sachant bien que j'aurais à mettre à nu les ressorts que fit jouer Davoust pour me perdre dans l'esprit de l'empereur, par des intrigues et des menées dignes tout au plus d'une basse police, je n'ai point hésité à joindre ma voix à celle de tous ses compagnons d'armes lorsqu'il fut justement décoré du titre de prince d'Eckmuhl, après la mémorable bataille où il prit une part si brillante, et qui contribua si puissamment à ouvrir pour la seconde fois à l'armée la route de Vienne. On a pu remarquer que j'ai agi de la même manière à l'égard du duc de Rovigo; j'ai dit, avec la franchise que je me suis imposée en prenant la plume, ce que j'avais pensé du dévouement aveugle de Savary au premier consul, et le moment approche où j'aurai à rendre une pleine justice à la droiture du successeur de Fouché au ministère de la police générale, dans des circonstances qui me furent personnelles, et auxquelles le prince d'Eckmuhl ne fut pas étranger.

A peine j'eus quitté Hambourg que le prince d'Eckmuhl en fut nommé gouverneur-général, lors de la réunion des pays Anséatiques à l'empire. Depuis ce moment, je ne fus pas un instant sans avoir à lutter contre les persécutions et les dénonciations que sa haine brutale se torturait pour inventer. Je dus nécessairement attribuer à ces persécutions la mauvaise disposition d'esprit où l'empereur était à mon arrivée à Paris. Mais comme ces dénonciations calomnieuses demeuraient toujours sans preuves, il fallut ourdir une machination dans laquelle, à défaut de vérité, on pût parvenir au moins à échafauder une certaine apparence de vraisemblance. Voici des faits qu'il n'est au pouvoir de personne de nier.

A peine j'étais à Paris, que, dès le commencement de 1811, je fus informé par un excellent ami que j'avais laissé à Hambourg, M. Bouvier, émigré et ôtage de Louis XVI., que je recevrais, sous peu de jours, une lettre qui me compromettrait, ainsi que M. de Talleyrand et le général Rapp. Je n'avais jamais eu aucune espèce de relations d'affaires ni avec l'un ni avec l'autre ; j'avais pour tous les deux le plus sincère attachement, et tous deux n'étaient pas non plus dans les bonnes grâces du maréchal Davoust, qui ne pardonnait pas à

l'un l'incontestable supériorité de son esprit, et à l'autre sa loyale franchise. Au reçu de la lettre d'avis que m'écrivait M. Bouvier, je la portai au duc de Rovigo qui, par sa place, était parfaitement au courant des basses intrigues de l'envie et de la jalousie, ourdies contre moi depuis mon départ de Hambourg, par celui dont l'ambition rêvait la vice-royauté de la Pologne *.

Dans cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, le duc de Rovigo, qui, mieux que personne, savait à quoi s'en tenir sur le but et les causes de toutes ces intrigues, n'hésita pas à prendre constamment mon parti auprès de Napoléon; nous convînmes qu'il fallait attendre l'arrivée de la lettre que M. Bouvier m'avait annoncée. C'était en effet ce qu'il y avait de mieux à faire; mais trois semaines se passèrent sans que cette lettre me parvînt. Le duc de Rovigo me fit alors observer avec une assez grande apparence de raison que j'avais été mal informé. Cependant, connaissant comme je le faisais, M. Bouvier, j'étais bien sûr, je ne dis pas qu'il ne m'eût pas induit en erreur, il en était incapable, mais qu'il ne m'avait pas donné légèrement un pareil avertissement; je crus donc que le projet n'avait été qu'ajourné, et je ne me trompai point dans cette conjecture, car enfin la lettre arriva. A quel degré d'infamie des hommes peuvent-ils donc descendre!... La lettre était d'un homme que j'avais connu à Hambourg, que j'avais obligé, que j'avais employé comme espion. Il se donnait un titre que le respect que j'ai toujours eu pour le dévouement et le malheur m'interdit de désigner. Son épître était un miracle d'impudence. Après des détails véritablement extraordinaires sur des relations qui auraient eu lieu entre lui et moi, détails tout marqués au coin de la plus insigne

* Napoléon avait promis au maréchal Davoust la vice-royauté de la Pologne. Cette idée dominait à tel point dans son esprit qu'il aurait sacrifié les plus grands intérêts de la France et de l'empereur à voir son ambition satisfaite sur ce point, depuis surtout que Bernadotte était monté au rang de prince royal de Suède. Aussi quand le malheur des temps amena les chances probables d'une nouvelle guerre avec la Russie, Davoust fut-il celui qui y poussa le plus vivement l'empereur, et c'est de Davoust même que je le tiens.

Je dois avouer ici que le prince d'Eckmuhl était très-désintéressé; qu'il refusait tous les cadeaux qui lui étaient offerts, soit par une ville, soit de toute autre manière, mais cette sévérité excessive que lui et ses amis savaient si bien faire valoir, lui a valu peu à peu la modique fortune de quatorze cent mille livres de rente; et il n'en avait pas assez. Le pauvre homme!

fausseté, il me demandait de lui envoyer, *par le retour du courrier*, une somme de soixante mille francs *à compte* sur ce que je lui avais promis pour une opération que je lui avais, disait-il, fait faire en Angleterre, et qu'il avait conclue pour M. de Talleyrand, le général Rapp et moi. Heureusement de pareils misérables se prennent souvent aux piéges qu'ils cherchent à tendre, et qu'ils fournissent eux-mêmes des moyens pour les démasquer! Celui-ci n'y manqua pas, puisqu'il plaçait maladroitement l'époque de cette prétendue spéculation à l'année 1802, c'est-à-dire plus de deux ans avant ma nomination aux fonctions de ministre-plénipotentiaire auprès des villes Anséatiques; encore cet anachronisme n'était-il pas le seul que je pusse signaler dans la lettre.

Muni de cette pièce, j'en pris une copie, et j'en portai sur-le-champ l'original au duc de Rovigo, ainsi que cela avait été convenu entre nous. Quand j'arrivai chez le ministre, il se disposait précisément à se rendre au lever de l'empereur. Il prit la lettre que je lui apportais et en même temps la lettre d'annonce qui l'avait précédée. Or, voici ce qui se passa au lever de l'empereur.

Au moment où le duc de Rovigo entra dans le salon de réception, Napoléon s'avanca à sa rencontre et l'apostropha en ces termes: " Eh bien! votre Bourrienne, que vous dé-" fendez toujours, j'apprends de jolies choses sur lui!" D'où pouvait venir cette apostrophe? d'une chose toute simple: l'empereur avait déjà reçu, par l'estafette de Hambourg, la copie de la lettre ouverte au bureau secret de la poste de cette ville, circonstance que M. Gonse m'a avouée depuis. Le ministre, qui tenait en main de quoi confondre l'audace de mes dénonciateurs, dit à l'empereur qu'il savait depuis long-temps ce que Sa Majesté croyait lui apprendre. Il lui raconta dans tous ses détails l'intrigue dont on avait voulu me rendre victime, et lui démontra d'autant plus facilement la fausseté stupide des dénonciateurs, qu'à cette époque de 1802, si habilement choisie, non-seulement je n'étais pas à Hambourg, où il ne m'avait envoyé qu'en 1805, mais que même j'étais encore auprès de sa personne.

J'étais, comme on peut le croire, assez intéressé à savoir ce qui s'était passé aux Tuileries pour n'avoir pas manqué de revenir dans la matinée même chez le duc de Rovigo; je le

vis à son retour, et ce fut alors que j'appris de lui les détails que l'on vient de lire. Il ajouta en outre qu'il avait fait aussi observer à l'empereur qu'il n'y avait entre Rapp et M. de Talleyrand aucun point de contact, aucun rapprochement qui pût justifier la moindre affaire d'argent faite en commun. " Quand l'empereur a vu clair là-dedans, me dit Savary, quand je lui eus montré l'existence palpable de cette odieuse machination, il n'a point trouvé de termes pour peindre son indignation : *Quelle lâcheté ! quelle horreur !* s'est-il écrié. Puis il m'a donné l'ordre de faire arrêter et amener à Paris l'infâme écrivain qui a prêté sa plume, et certes cet ordre sera promptement exécuté."

Comme il venait de me le promettre, Savary expédia sur-le-champ l'ordre d'arrêter l'écrivain complaisant et de le lui envoyer. A peine arrivé, on l'interrogea sur la lettre qu'il avait écrite. Sa déclaration fut que cette lettre avait été écrite par lui, *à l'instigation et sous la dictée* du maréchal Davoust, et qu'il en avait reçu pour salaire une modique somme d'argent. Il résulta encore de ses aveux que sa lettre, au moment où on la mettait à la poste de Hambourg, était signalée par le gouverneur-général prince d'Eckmulh, au directeur-général des postes, pour être ouverte, pour étre copiée, recachetée, envoyée ensuite à son adresse, c'est-à-dire à moi, et la copie transmise á l'empereur. C'est cette copie que Napoléon venait de recevoir quand le duc de Rovigo le détrompa sur l'opinion qu'on avait voulu lui donner dans cette affaire pour l'exaspérer contre moi. Celui qui avait tenu la plume dans cette correspondance infernale fut exilé à Marseille ou aux îles d'Hières, je ne me rappelle pas bien où ; mais celui qui l'avait dictée demeura maréchal, prince, gouverneur-général, et n'en eut pas moins en perspective la vice-royauté de la Pologne. Telle était la justice distributive de l'empire ; aussi, comme on le verra dans la dernière partie de mes Mémoires, Davoust n'en continua-t-il pas moins à chercher à se venger par d'autres calomnies de ce que je ne lui avais pas trouvé d'esprit.

D'après ce qu'on vient de lire, on me pardonnera sans doute d'avoir insisté sur le dangereux abus qui peut résulter de la violation du secret des lettres, car pour ma part, j'ai failli en être plus d'une fois la victime ; et combien de per-

sonnes ont dû l'être, quand elles n'avaient pas, par suite d'anciennes relations, le moyen de déjouer ces infernales machinations ! Personne n'était réellement assuré contre l'emploi de pareils moyens. Il suffisait à la police de désigner à la poste des lettres pseudonymes, relatives à des complots qu'elle se serait plu à organiser, pour faire croire à l'existence de complots réels et avoir par là des conspirateurs tout trouvés, à l'aide desquels un gouvernement sans moralité brise à son profit les liens qui l'unissent au peuple, et feint un danger imaginaire pour avoir le droit de multiplier les précautions autour de lui. Il y a des temps où tous les moyens sont bons, et des consciences qui sympathisent trop facilement avec ces temps déplorables. Quand un pays est assez malheureux pour qu'il y ait des coïncidences habituelles entre la police et la poste, le fripon est un honnête homme et l'honnête homme un fripon ; il n'est point de manière plus basse et plus vile de scruter l'opinion, et il n'est pas surtout de manière plus certaine d'être trompé sur elle si on cherchait de bonne foi à la connaître.

Je dois dire cependant que si la violation des lettres, pour des affaires particulières, et surtout la fabrication des lettres, faites exprès pour être violées, me paraissent des choses dignes d'inspirer l'horreur et le mépris, j'admets qu'il a pu arriver des cas extrêmement rares où le salut de l'état a excusé, s'il n'a justifié un moyen de chercher la vérité, quand on n'en avait aucun autre ; mais il est arrivé, comme cela arrive souvent, que l'abus a rendu l'emploi de la chose impossible ; qui serait assez niais pour confier à la poste un projet réel, quand on y ouvre les lettres ? personne à coup sûr ; mais les méchans emploient cette voie dans l'espoir de nuire à leurs ennemis et de trouver des dupes. Quelques mystificateurs aussi s'amusent à semer par des indiscrétions calculées, quelques germes d'inquiétude, à l'aide desquels ils se moquent des gouvernemens trop crédules. Sous l'empire, il y avait luxe dans les moyens d'inquisition. C'était une espèce de Saint-Office, où la pensée à défaut du corps, était mise à la torture. On voulait tout savoir, même ce que portaient les courriers extraordinaires. Dès l'époque à laquelle se rapportent les dénonciations de Davoust dont j'ai parlé, on avait établi aux affaires étrangères un cabinet secret, que

j'appellerais volontiers un coupe-gorge diplomatique, où l'on apportait, copiait, falsifiait, anéantissait au besoin toutes les dépêches surprises sur les courriers que les divers agens dévalisaient ; mais le moment n'est pas encore venu, de raconter plusieurs particularités relatives aux fonctions de ce bureau démoniaque, que l'on désignait sous le titre honnête de bureau Statistique, qui coûtait cinq cent mille francs par an, et donc M. L. L. d'Y. était le directeur.

Quoiqu'il en ait été du bureau statisque, il est bien certain que les personnes qui y étaient employées avaient fort à faire si, se faisant apporter les lettres du commerce en même temps que les correspondances diplomatiques, elles prenaient la peine d'en extraire les plaintes que celles-là contenaient sur la détresse générale du commerce. En France, on souffrait un peu moins que dans les états enchaînés par la toute-puissance de l'empereur au joug du système continental, parce que la France ayant un certain nombre de manufactures, ses produits industriels trouvaient un écoulement en Europe ; cependant le commerce et l'industrie étaient évidemment menacés d'une crise qui ne tarda pas à éclater. On va voir dans le chapitre suivant, comment, en cette circonstance, je me trouvai consulté.

CHAPITRE XXIII.

Changement d'idées du duc de Rovigo.—Preuves de la justesse de ma manière de voir sur Fouché.—La police et les mannequins.—Causes du renvoi de Fouché.—Incroyable confiance du duc de Rovigo.—Papiers brûlés et le nouveau ministre sans renseignemens.—Les espions de bonne compagnie. —Simplification des rouages de la police.—Diminution du crédit des ministres et importance de M. Maret.—Crise du commerce et splendeur de la cour.—Bonnes intentions du duc de Rovigo.—Interprétation d'un regard de l'empereur.—Ma mission auprès de M. Lafitte.—Conversation de M. Lafitte avec le duc de Rovigo.—Rapport à l'empereur.—Napoléon venant au sécours du commerce.—M. Obercampf et la manufacture de Jouy.— —Palliatifs inefficaces.—Les deux sentences.—Conclusion.

Il est une justice que je dois rendre au duc de Rovigo, c'est que, bien que son dévoûment à Napoléon fût encore ce qu'il avait toujours été, c'est-à-dire sans bornes, le dévoûment du

ministre de la police avait reçu de l'expérience quelque chose d'éclairé que je n'avais pas trouvé dans celui de l'aide-de-camp Savary. Tout en faisant exécuter les ordres de l'empereur, il cherchait avant tout à lui faire connaître la vérité, et on en a eu la preuve dans ce qui me concernait, peu habitué aux affaires publiques quand l'empereur lui confia le ministère de la police générale; il me dit souvent alors, combien il avait été profondément affligé de l'espèce de terreur que sa nomination avait répandue dans le public, et ne me cacha pas le dessein qu'il avait conçu de ramener peu à peu les esprits, par une tolérance mieux entendue que celle de son prédécesseur qui n'avait été tolérant que pour ses créatures. J'avais vu autrefois Savary ne pas partager l'opinion que j'ai toujours eue sur Fouché, et que, soit à la Malmaison, soit à Saint-Cloud, j'avais souvent manifesté devant lui; mais quand une fois le duc de Rovigo eut cherché à pénétrer dans ce dédale apparent de polices, de contre-polices, de surveillances, de hiérarchies d'espionnage, il vit que la plupart de ces épouvantails étaient des inventions de Fouché qui les avait dressés de toutes parts pour effrayer l'empereur à peu près comme ces jardiniers qui placent des mannequins dans des cerisiers pour effaroucher les moineaux et en conserver tous les fruits; grâces, donc, aux artifices de Fouché, l'aigle éprouva la même terreur que les moineaux, jusqu'au moment où l'empereur ayant été convaincu que Fouché entretenait, par l'intermédiare d'Ouvrard, des correspondances avec l'Angleterre, renvoya ce ministre sans mettre autant de palliatifs à son renvoi que sous le consulat, mais cependant avec beaucoup de ménagemens. Quand à M. Ouvrard, l'ordre fut donné de le faire arrêter, et ce fut la dernière arrestation que le duc de Rovigo eut à faire exécuter avant d'être ministre, car ce fut immédiatement après que l'empereur l'ayant mandé à Saint-Cloud, lui remit le porte-feuille de la police générale.

Si Savary eût connu Fouché, comme moi, il n'aurait certes pas eu l'incroyable confiance de le laisser demeurer dans son hôtel, plus de quinze jours après sa destitution. A l'époque qui suivit mon retour à Paris, l'expérience avait ouvert les yeux au duc de Rovigo, et il concevait toute l'étendue de la sottise qu'il avait faite; il me dit comment Fouché passa ce

temps à brûler tous ses papiers, au lieu de les mettre en ordre pour les lui laisser, de sorte que, cette classification à la Dubois étant terminée, le nouveau ministre se trouva sans renseignemens autres que ceux que son prédécesseur voulut bien lui donner, renseignemens auxquels il aurait été extrêmement scabreux d'ajouter une foi pleine et entière. Fouché lui dissimula les noms de ces héros de l'espionnage, qui s'honorent du titre d'observateurs, qui exploitent les salons dorés, les hôtels des ambassadeurs, et que des infirmités politiquement périodiques obligent à prendre des eaux fortifiantes, quand de grands personnages diplomatiques doivent prendre ces mêmes eaux pour remettre leur estomac délabré. Fouché ne fit connaître au duc de Rovigo que la petite bourgeoisie et le bas peuple de ses sujets souterrains, de sorte que l'on est forcé de convenir que les espions de Savary furent de beaucoup moins bonne compagnie que ceux du duc d'Otrante.

Ces réticences de Fouché furent l'objet d'une excellente étude pour le duc de Rovigo, qui s'aperçut que l'ont pouvait diriger d'utiles surveillances sans encombrer d'espions les salons, les bureaux de toutes les administrations, et les antichambres des personnages d'un rang élevé. Je ne prétends pas assurer que l'usage en fut détruit; mais il fut restreint, et si en ce genre le luxe disparut, il y eut encore une très-honnête aisance.

J'étais bien aise, je l'avoue, de voir Savary disposé à simplifier les rouages de son administration, à diminuer insensiblement ce qu'elle avait de vexatoire, mais quelles qu'aient été ses intentions, il ne fut pas toujours le maître, et j'avoue que ce n'est pas sans une vive impatience que, lorsque j'ai lu ses Mémoires, j'ai remarqué qu'en plusieurs circonstances il assumait volontairement sur lui des responsabilités qu'un seul mot de vérité aurait renvoyées à son véritable auteur. Quoi qu'il en soit, ce qui me plut beaucoup dans Savary, ce fut le désir qu'il montrait de s'instruire de la vérité pour la faire connaître à Napoléon dont il reçut plus d'une boutade assez vive; cela venait de ce que, depuis l'immense agrandissement de l'empire, les ministres ostensibles, au lieu de croître en crédit, avaient vu peu à peu diminuer l'importance de leurs fonctions: ainsi la proposition des nominations à des

grades élevés sortait du cabinet de Berthier et non du ministère de la guerre, et pour ce qui concernait toutes les parties du gouvernement intérieur et extérieur, à l'exception de la guerre et peut-être des finances, tout avait son centre dans le cabinet de M. Maret, fort brave homme, sans aucun doute, mais de qui la facilité à dire : *Tout est bien*, a si puissamment contribué à faire que *tout fût mal*.

Le commerce intérieur, les manufactures, et notamment plusieurs maisons de Paris, se trouvaient donc, ainsi que je l'ai précédemment indiqué, dans un état de détresse d'autant plus fâcheux, qu'il contrastait singulièrement avec la splendeur de la cour impériale, depuis le mariage de Napoléon avec Marie-Louise dont la grossesse avançait. Dans ces circonstances, un concert de plaintes arrivait chaque jour aux oreilles du duc de Rovigo, et je dois dire qu'il ne fut jamais mieux pour moi que depuis ma disgrâce; il me berçait de l'espoir de faire revenir tout-à-fait Napoléon sur les préventions que l'esprit de vengeance lui avait inspirées contre moi; et j'ai acquis la certitude qu'il revint plus d'une fois à la charge pour y parvenir. L'empereur l'écoutait sans humeur, ne lui faisait aucun reproche de l'intimité de nos relations, lui disait même sur mon compte quelques mots obligeans, mais insignifians, ce qui donnait le temps à de nouvelles machinations de se préparer et de le replacer dans de nouveaux doutes quand il était presque revenu. Un jour que j'étais chez le duc de Rovigo, il me parla de cette crise financière dont le gouvernement s'effrayait de plus en plus; et il y avait réellement de quoi être effrayé. En Hollande, on avait vu les maisons les plus considérables fermer leurs comptoirs et s'occuper de leur liquidation pour se retirer des affaires, et la fraude, dont j'avais tant et si souvent, dans mes correspondances, démontré l'impossibilité de l'empêcher, prenait de toutes parts une extension si immense, que les maisons qui avaient acquitté à la douane les droits d'introduction sur les marchandises se trouvèrent ruinées. Le jour dont je parle, Savary me dit que cette grave question avait été agitée au conseil, que l'empereur avait reçu divers rapports qui augmentaient sa perplexité sur les causes du mal, mais qu'enfin le mal était évident. Le ministre, interprétant un regard de l'empereur, un de ces regards qui pendant si long-temps

avaient été pour moi plus faciles à deviner que les hiéroglyphes de son écriture, crut que sans lui en donner l'ordre, pour ne point choquer d'autres ministres, l'empereur avait voulu lui indiquer le désir qu'il aurait d'être instruit par lui du véritable état des choses. Cette traduction d'un regard de Bonaparte me parut fidèle, et le duc de Rovigo me demanda quelles étaient mes propres idées. Je n'étais pas depuis assez long-temps à Paris pour connaître dans ses ramifications la crise locale; mais, après tout ce que l'on a lu dans mes Mémoires sur les désastres du système continental, on peut s'en rapporter à moi sur ce que je dis de général sur cette vaste et ruineuse folie, dont la détresse qui frappait la France et Paris ne me semblait qu'une des inévitables conséquences. Savary me parut adopter quelques-unes de mes idées, quoiqu'il trouvât que je les développais avec trop d'exagération. Ce n'en était pas; c'était le résultat d'une conviction aussi profonde alors, qu'elle le fut lorsque les événemens n'eurent que trop bien justifié mes prévisions. Le ministre me parla du désir qu'il avait de consulter quelques hommes dont les lumières pourraient l'éclairer; il fit choix de M. Lafitte, déjà connu par la justesse de ses vues et sa stricte probité, et il ne pouvait mieux choisir. Quand il m'eut confié son projet, j'y applaudis fortement, et je consentis volontiers à me charger de prier M. Lafitte de venir voir le duc de Rovigo. Ce ministre avait résumé à trois questions principales les points sur lesquels il désirait que M. Lafitte portât la lumière de son intelligence et de sa jeune expérience: la crise du commerce, ses causes et ses conséquences présumèes; enfin, la question complexe et contradictoire du système continental et des licences.

Je me rendis donc chez M. Lafitte, que je trouvai fort inquiet sur la situation des affaires, et animé alors comme depuis par un sincère amour du bien public. Il obtempéra sans difficulté aux desirs du duc de Rovigo, et j'ai su depuis que s'exprimant avec franchise, il lui dit une de ces vérités que l'on ne doit jamais démontrer dans la crainte de faire croire qu'elles ont besoin de preuves: que sous tous les gouvernemens il est une règle infaillible pour bien juger de la marche des affaires et de l'opinion, c'est de regarder tout ce qui est contraire aux intérêts comme nécessairement con-

traire aux affections. Il lui représenta le commerce comme un être de raison inoffensif par sa nature, attaché par ses besoins à l'ordre qui est sa vie, et ne se jetant dans l'opposition que quand il se trouve lésé ou sans garanties. Enfin, quand je sus par le duc de Rovigo, combien il avait été en général satisfait de la manière dont M. Lafitte avait discuté les questions principales qu'il lui avait présentées, je ne le fus pas moins d'apprendre que tout ce qu'il lui avait dit sur le système continental et les licences se rapportait à ce que je lui en avais dit moi-même. Il lui fit voir ce système atteignant un but diamétralement opposé à celui que ses auteurs avaient faussement espéré d'atteindre, et il en tira une preuve sans réplique de la situation financière des deux nations rivales : la dette anglaise s'élevant à plus de dix-huit milliards; la dette française outrepassant à peine douze cents millions, et malgré cette énorme différence la facilité d'un emprunt à Londres, la presque impossibilité d'un emprunt à Paris.

Frappé de la justesse des observations de M. Lafitte, et de l'évidence des preuves dont elles étaient appuyées, le duc de Rovigo l'engagea à rédiger une note conforme à ces observations; la note fut écrite, et présentée à l'empereur par le ministre. J'appris que le jour même où cette note fut présentée à l'empereur il y eut conseil aux Tuileries. Napoléon en avait déjà pris connaissance avant l'ouverture du conseil, où le hazard voulut précisément qu'un de ses ministres lui fît un rapport sur les mesures prohibitives; et comme depuis long-temps le vent soufflait à la prohibition, on peut croire que l'orateur en développa les avantages et les rares mérites; mais, me dit Savary, l'empereur n'écouta ce rapport qu'avec humeur, et se plaignit de ce que l'on finirait par mettre le commerce de la France en liquidation. C'était une belle parole, sans doute, mais elle ne servit à rien où à pas grand'chose; elle amena quelques palliatifs, quelques secours particuliers, louables sans contredit, mais qui ne pouvaient avoir qu'une très-faible influence opposée à un mal qui circonvenait tout. La générosité impériale fut partout vantée; l'amour de l'empereur pour le commerce presque déifié; on applaudit aux secours offerts entre autres au respectable M. Obercampf, fondateur de la belle manufacture de Jouy; la crise fut en partie calmée, mais non pas le mal

détruit ; il aurait fallu pour cela revenir sur ce qui était fait, convenir qu'on s'était trompé, mettre un frein à une ambition désordonnée, avouer que le système continental n'était pas la plus belle invention des temps modernes ; avouer l'ineptie de quelques conseillers intéressés à épaissir les nuages de flatteries qui empêchaient la lumière de la vérité d'éclairer le trône impérial autrement que par des éclairs passagers ; il aurait fallu enfin entendre sans frémir ce mot de liberté, de cette liberté sans laquelle les grandes entreprises commerciales ne sont que des chimères. Etait-ce l'empereur Napoléon, le roi d'Italie, le protecteur de la Confédération, le gendre de l'empereur d'Autriche, l'homme qui convoitait le monde, qui aurait pu vouloir une de ces choses, si la liberté en eût été la première condition? non, sans doute. On aurait dit qu'alors, parodiant cette ridicule et fameuse sentence d'un orateur de la révolution, qui voulait que les Colonies périssent plutôt qu'un principe, Napoléon allait prendre pour devise cette autre sentence : " Périssent moi, ma famille, mes armées, mes peuples, mon empire, plutôt que le pouvoir absolu." Il n'en a que trop fait l'application, comme on le verra dans les deux derniers volumes de ces Mémoires.

Dans la dernière partie de la carrière qui me reste encore à parcourir, on me verra redevenu acteur dans les événemens qui ont signalé les deux restaurations. Rendu à la vie privée après mon retour de Hambourg, mes liaisons avec d'anciens amis, devenus les grands personnages du temps, m'ont mis à même de voir et d'apprécier les causes secrètes de la dissolution de l'empire, de juger ensuite, comment le retour de Louis XVIII. fut une nécessité de l'époque, et quelles fautes de funestes conseillers firent commettre à ce prince si éclairé. A lui, non plus, je n'ai pas tû la vérité dans les conversations que j'ai eues avec ce monarque, soit lorsque je fus appelé à la direction générale des postes, soit lorsque sa tardive confiance me remit la délicate administration de la préfecture de police, un peu avant le fameux vingt mars. Sur toutes ces choses, je continuerai, comme par le passé, à dire seulement ce que j'ai vu ou ce que j'ai appris d'une manière positive.

NOTES

ET

ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES.

Je n'ai pas voulu dire dans mes Mémoires autre chose que ce que j'avais appris personnellement par Rapp sur l'attentat de Staps contre l'empereur. J'ai donc conservé ma narration telle que je l'avais faite il y a long-temps. Depuis, j'ai eu connaissance d'une note écrite par M. le duc de Cadore ; je crois devoir la reproduire ici pour que les lecteurs puissent juger et comparer.

NOTE DE M. LE DUC DE CADORE.

« Dans un ouvrage publié sous le titre de Mémoires sur l'intérieur du « Palais-Impérial, et qui renferme des détails de tout genre, on en trouve de « très-erronés sur la manière dont fut conclue la paix de Vienne en 1809. « Principal acteur de cette scène, je me trouve dans l'obligation de faire « connaître ce qui s'est passé.

« L'auteur de l'ouvrage, M. de Bausset, alors préfet du Palais, raconte, « pages 358 et 365, t. I., que cette paix fut traitée directement par Napoléon « avec les commissaires autrichiens, prince Jean Lichtenstein et comte de « Bubna, lorsque j'étais en qualité de ministre plénipotentiaire, pour cet objet, « à Altembourg en Hongrie, occupé de la même négociation avec M. le « comte de Metternich, plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche, et qu'après « la signature du traité à Schœnbrunn le 14 octobre 1809, il me fut expédié « un courrier à Altembourg pour m'en donner connaissance ; et il parle d'un « dîner chez Napoléon, où je témoignai beaucoup d'étonnement de ce qui « s'était passé en mon absence. (M. de Bausset suppose que c'était la paix.) « Ces allégations sont sans aucune espèce de fondement ; c'est moi qui ai « négocié avec le prince de Lichtenstein, et qui ai signé la paix, non à Schœn- « brunn, mais à Vienne, dans mon logement au château (Burg), le 14 oc- « tobre, entre quatre et cinq heures du matin. Le récit de cet événement « n'est pas sans intérêt.

« Après l'armistice de Znaïm, qui suivit la bataille de Wagram, des pléni- « potentiaires avaient été nommés pour traiter de la paix ; j'étais celui de Na- « poléon et M. le comte de Metternich, le plénipotentiaire de l'empereur « d'Autriche. Altembourg, en Hongrie, fut indiqué comme le lieu de la

" tenue du congrès. Des conférences commencèrent en août, avec toutes " les formes solennelles de ce qu'on appelle un congrès. Il était dressé un " protocole de chaque conférence, et ces protocoles étaient envoyés aux deux " cours respectives, dont il fallait attendre la réponse. L'Autriche n'était pas " pressée de conclure: alors les Anglais faisaient leur attaque sur l'Escaut, et " cette diversion pouvait être avantageuse à l'Autriche. Son ministre se- " condait à merveille ces intentions dilatoires par tous les moyens que lui " fournissaient sa sagacité et la subtilité de son esprit. Je recevais chaque " jour, et souvent deux fois par jour, des réponses de Napoléon à mes dé- " pêches; je n'étais éloigné de lui que de vingt-cinq lieues. En septembre, " il commença à me presser de hâter la négociation; il se plaignait de la " lenteur de M. de Metternich; il prétendait même que l'empereur d'Autriche " s'en plaignait aussi. Ce prince lui avait écrit par M. le comte de Bubna, " son aide-de-camp, et Napoléon me faisait passer copie de cette lettre de " l'empereur François, ainsi que de ses réponses. Il m'envoya aussi l'analyse " très-détaillée d'un entretien qu'il eut, le 22 septembre, avec M. de Bubna. " Voulant que tout aboutit à moi, il me transmettait les lettres qu'il recevait " de l'empereur de Russie, à qui je faisais connaître par M. de Caulaincourt, " alors auprès de ce prince, la marche de la négociation. Elle n'avait fait " encore aucun progrès, lorsque je reçus de Napoléon une lettre datée du 27 " septembre, à deux heures et demie, où il me disait: *Je désire qu'une heure " après la réception du présent courrier vous partiez pour vous rendre auprès " de moi.* J'étais le lendemain à Vienne, et une heure après à Schœnbrunn. " Napoléon m'apprit qu'il avait fait nommer le prince Lichtenstein plénipo- " tentiaire à la place de M. de Metternich, et que M. de Bubna lui était " adjoint comme conseil. J'entrai sur-le-champ en négociation avec ces mes- " sieurs. Nos entretiens furent très-fréquens, mais sans formes solennelles et " sans protocole, et chacun avait un résultat. Le 30 septembre ces messieurs " étant venus au spectacle à Schœnbrunn, Napoléon les fit appeler, et eut avec " eux un entretien dont il m'envoya le résumé. Il fit un petit voyage sur la fron- " tière de la Styrie; à son retour, les points les plus importans étaient convenus. " Mais nous étions arrêtés par l'article de la contribution de guerre. Je de- " mandais, au nom de la France, cent millions, demande bien modeste en com- " paraison de celle qui depuis a été faite à la France. Les plénipotentiaires " autrichiens ne consentaient à donner que cinquante millions; Napoléon dé- " clarait qu'il ne se relâcherait en rien de sa demande; les Autrichiens, qu'ils " n'accorderaient rien de plus, ayant déjà faits sur d'autres points d'immenses " sacrifices. Ces débats avaient lieu chez moi, à Vienne, où se rendaient tous " les jours le prince de Lichtenstein et le comte de Bubna. Les derniers jours " n'avaient amené aucun rapprochement, et nous ne pouvions prévoir com- " ment serait vaincue cette obstination réciproque, lorsqu'un événement qui " fut peu connu, dont on a à peine parlé, qu'on regarda comme ne devant avoir " aucune suite, décida dans ce moment de l'état de l'Europe.

" Napoléon habitant le palais de Schœnbrunn, à deux petites lieues de Vi- " enne; il passait, à des jours déterminés, dans la vaste cour de ce palais, des " revues qui attiraient beaucoup de monde de Vienne. Il n'était pas fâché " d'avoir ces occasions de se montrer dans sa puissance aux habitans de cette " capitale; et comme il voulait leur plaire, autant que leur en imposer, il se " montrait plein d'affabilité. Un de ces jours, le 13 octobre (cette date est " très-remarquable), j'étais venu de Vienne pour travailler avec lui. Après " quelques momens d'entretien, il me dit: *je vais passer la revue; restez dans " mon cabinet. Vous rédigerez cette note que je verrai après la revue.* Je " restai dans son cabinet avec M. de Menneval, son secrétaire intime; il rentra " bientôt. *Le prince de Lichtenstein, me dit-il, ne vous a-t-il pas fait con-*

" *naître qu'on lui faisait souvent la proposition de m'assassiner ?—Oui, Sire,* " *et il m'a exprimé l'horreur avec laquelle il rejetait ces propositions.—Hé bien !* " *on vieut d'en faire la tentative : suivez-moi.* J'entrai avec lui dans le salon. " Là, étaient quelques personnes qui paraissaient très-agitées, et qui entouraient " un jeune homme de dix-huit à vingt-ans, d'une figure agréable, très-douce, " annonçant une sorte de candeur, et qui, seul, paraissait conserver un grand " calme. C'était l'assassin. Il fut interrogé avec une grande douceur par " Napoléon lui-même, le général Rapp servant d'interprète. Je ne rappor- " terai que quelques-unes de ses réponses qui me frappèrent davantage :— " " Pourquoi vouliez-vous m'assassiner ?—Parce qu'il n'y aura jamais de paix " pour l'Allemagne, tant que vous serez au monde.—Qui vous a inspiré ce " projet ?—L'amour de mon pays.—Ne l'avez-vous concerté avec personne ? " —Non, je l'ai trouvé dans ma conscience.—Ne saviez-vous pas à quels dan- " gers vous vous exposiez ?—Je le savais ; mais je serais heureux de mourir " pour mon pays.—Vous avez des principes religieux : croyez-vous que Dieu " autorise l'assassinat ?—J'espère que Dieu me pardonnera en faveur de mes " motifs.—Est-ce que dans les écoles que vous avez suivies, on enseigne cette " doctrine ?—Un grand nombre de ceux qui les ont suivies avec moi sont " animés de ces sentimens, et disposés à dévouer leur vie au salut de la patrie " . . .—Que feriez-vous si on vous mettait en liberté ?—Je vous tuerais." Et " ce féroce langage était accompagné d'un ton doux, d'un air modeste, sans " bravade et sans arrogance.

" La terrible naïveté de ces réponses, la froide et inébranlable résolution " qu'elles annonçaient, et ce fanatisme si fort au-dessus de toutes les craintes " humaines, firent sur Napoléon une impression que je jugeai d'autant plus " profonde, qu'il montrait plus de sang-froid. Il fit retirer tout le monde, et " je restai seul avec lui. Après quelques mots sur un fanatisme aussi aveugle " et aussi réfléchi, il me dit : Il faut faire la paix ; retournez à Vienne, ap- " pelez auprès de vous les plénipotentiaires autrichiens. Vous êtes convenus " des points les plus importans ; la contribution de guerre seule vous arrête, " vous différez de cinquante millions, partagez le différend ; et amenez-les à " vous donner soixante-quinze millions, si vous ne pouvez avoir mieux, et " concluez la paix. La dernière rédaction que vous m'avez présentée me con- " vient : ajoutez-y les dispositions que vous jugerez utiles. Je m'en rapporte " entièrement à vous, mais faites la paix." Je le quittai. Avant la nuit, le " prince de Lichtenstein et M. de Bubna étaient chez moi ; je me renfermai " avec eux. Le débat fut bien long ; j'arrachai million à million. Après " avoir obtenu les soixante-quinze millions exigés, je vis qu'il y avait possi- " bilité d'aller plus loin, et j'arrivai à quatre-vingt-cinq. Vers deux ou trois " heures, tous les points principaux étaient réglés. Je fis entrer M. de la " Bénardière, chef de la première division du ministère, pour tenir la plume, " et, je crois, Baudart, comme copiste. La rédaction et les copies ne furent " pas bien longues, et avant cinq heures du matin, le traité fut signé ; à six, " j'étais à Schœnbrunn. Napoléon m'aborda avec un air d'inquiétude. " Hé " bien ! Monsieur, qu'avez-vous fait cette nuit ?—La paix, Sire.—Quoi, la " paix ? et le traité est signé ?—Oui, Sire, le voilà." Sa figure s'épanouit ; " il témoigna franchement sa satisfaction. " Mais, voyons donc ce traité." Je " lui en fis lecture. " Quoi ! quatre-vingt-cinq millions de contributions, " lorsque j'étais disposé à me contenter de soixante-quinze ! cela est très-bien." " Chaque article que je lui lisais obtenait son suffrage ; il me répétait que " c'était très-bien.

" —Vous avez eu de la prévoyance ; voilà une disposition à laquelle je " n'avais pas songé. C'est un bon traité : la rédaction en est très-bonne ; je " suis très-satisfait. Il lui arrivait bien rarement de prononcer ainsi son ap-

" probation ; il l'exprimait plus communément par son silence. Jamais non " plus il n'était arrivé qu'un acte aussi important eût été signé sans qu'il en " eût, au dernier moment, corrigé la rédaction, qu'il avait déjà vue et revue " vingt fois. Cela avait lieu même pour de simples notes diplomatiques, tant " il mettait de prudence et de réflexion dans ses relations diplomatiques, au " moins par écrit.

" Sur-le-champ il ordonna son départ, et les dispositions pour celui des " troupes. Le 17 octobre, trois jours après la signature du traité, il était en " route pour Munich, d'où il m'écrivit le 22. Il me laissa pour faire l'échange " des ratifications, en me chargeant de le faire connaître au prince de Neuf- " châtel, qui devait établir une ligne de signaux pour en transmettre la nou- " velle de poste en poste militaire jusqu'à Munich. M. de Wurms, grand- " chambellan de l'empereur d'Autriche, ne tarda pas à arriver à Vienne, chargé " de la ratification de son souverain. L'échange se fit, j'en prévins le prince " de Neufchâtel, et je partis. On s'était trompé sur le signal à faire : " heureusement qu'un brouillard en rendit la transmission très-lente. J'ar- " rivai à Munich en même temps, et je prévins l'embarras et l'inquiétude " qu'une telle erreur aurait pu causer. Peu d'heures après mon arrivée, Na- " poléon partit pour la France ; le 27 octobre il était à Fontainebleau.

" Si je parais, dans ce récit, attribuer la subite conclusion de la paix à la " vive impression que Napoléon avait éprouvée la veille, je suis bien loin de " vouloir imputer à un si grand homme, qui, dans sa vie à jamais célèbre par " des succès et des malheurs inouïs, eut tant d'occasions de faire preuve de " tous les genres de courage, un sentiment de crainte indigne de lui, mais il " avait une imagination très-vive. Le poignard levé sur lui ne l'effrayait " pas ; mais il lui révélait les dispositions des peuples de l'Allemagne, leur " besoin de la paix, l'ardeur de leurs vœux et leur disposition à faire, pour " l'obtenir, tous les sacrifices. Cette paix était dans ses intérêts ; le traité " était extrêmement avantageux ; il lui donnait, à lui ou à ses alliés, un terri- " toire immense et une population considérable. Notre position à Vienne, si " nous y avions passé l'hiver, pouvait devenir très-critique. L'Allemagne " irritée était entre la France et nous. Le partisan Schill lui avait donné " l'exemple de l'insurrection. Une misérable difficulté d'argent pouvait-elle " retarder plus long-temps une paix si conforme à ses intérêts? Voilà ce " que Napoléon sentit. L'éclat du poignard fut pour lui un trait de lumière " qui lui montra ce qu'il ne voulait pas voir. Il lui était toujours si pénible " de se borner dans ses succès ! plus il avait acquis, plus il voulait acquérir. " La plus légère possibilité d'obtenir un avantage lui en donnait l'espérance, " et l'espérance était pour lui une certitude : aussi fallait-il lui arracher ou lui " surprendre un traité de paix, et, lorsqu'il y consentait, ne pas lui laisser le " temps de la réflexion. J'ai eu ce mérite dans cette circonstance, je n'ai pas " perdu un moment ; j'ai tranché beaucoup de difficultés que, dans un autre " temps, j'aurais dû lui soumettre, et j'ai signé un traité de paix qu'il n'avait " pas vu . . . . . Enfin j'ai fait la paix, et c'est un si grand bien que la paix, " qu'on se trouve très-heureux d'y avoir contribué : c'est la récompense de " beaucoup de peines et d'inquiétudes, qui partout accompagnent le ministère. " Cette part à la paix que m'ôtait M. de Bausset, trompé par je ne sais quelle " cause, j'ai dû la réclamer ; et ce motif a triomphé de la répugnance que " j'éprouve à parler de moi, ce que je fais ici pour la première fois.

" Qui a pu induire M. de Bausset dans une si étrange erreur ? je ne sais. " Il a pu ignorer pendant quinze jours que j'étais à Vienne, et que là je " traitais avec le prince de Lichtenstein, et pendant ce temps me supposer à " Altembourg. Il résidait à Schœnbrunn. J'y venais, il est vrai, presque " tous les jours pour travailler avec Napoléon ; mais à des heures où le ser-

" vice de M. de Bausset ne l'appelait pas auprès de lui, et je retournais à " Vienne immédiatement après mon travail. Napoléon tenait sa cour dans un " grand éloignement des affaires publiques, et les nouvelles politiques y " étaient d'autant moins connues qu'on cherchait à les deviner en fondant des " conjectures sur des mots échappés au souverain ou à ses ministres, sur des " propos de table et autres indices très-équivoques. Napoléon se faisait un " jeu d'induire en erreur ceux qui voulaient le deviner, et de tromper toutes " les conjectures. Ainsi, les propos que M. de Bausset attribue à Napoléon " et à moi dans un dîner qui eut lieu à mon retour d'Altembourg, si ma mé-" moire les lui rappelle exactement, avaient sans doute rapport, non à la paix " qui se fit seize jours plus tard, mais peut-être au remplacement de M. de " Metternich par le prince de Lichtenstein, qui s'était fait sans moi, lorsque " j'étais à Altembourg ; et ce remplacement paraissait un grand achemine-" ment à la paix.

" Sous Napoléon, la cour était étrangère aux affaires publiques, et les mi-" nistres étrangers à la cour. Ceux-ci même n'avaient entre eux que les " rapports indispensables ; et ce qui se faisait dans un ministère, particulière-" ment dans celui des relations diplomatiques, était ignoré dans les autres. " Napoléon seul tenait tous les fils dans sa main, dirigeait tout, savait tous les " secrets, et son secret était impénétrable. Quoique, dans une circonstance, " M. de Bausset ne l'ait pas deviné, son ouvrage, qui a un tout autre objet " que la politique, n'en est pas moins agréable à lire.

" Paris, le 8 juillet 1827.

" CHAMPAGNY, DUC DE CADORE."

FIN DU TOME HUITIEME.

APPENDICE SUPPLEMENTAIRE

PAR L'ÉDITEUR ANGLAIS.

Notes pour éclarer le texte de M. de Bourrienne, extraités des Mémoires ecrits à Sainte Helène sous la dictée de Napoléon, des ecrits du Duc de Rovigo, du Général Rapp, du Marquis de Londonderry, du Comte de Las Cases, de MM. Constant et O'Meara, et de l'ouvrage intitulé " Bourrienne et ses erreurs."

Page 23.—"Je me suis permis de faire allusion au passage fameux d'une satyre de Paul-Jove.

" *Aquilla-Griffagna, che dui becchi porta per meglio divorar.*"

Ce vers n'est pas de Paul-Jove, comme le dit M. de Bourrienne. Il se trouve dans un poëme di Luigi Alamanni, auteur de " La Cultivazione." Alamanni fut envoyé en Italie par Francois I. comme ambassadeur auprès de Charles V.; et dans un discours flatteur qu'il addressa à l'empereur, il faisait allusion à l'aigle autrichienne. Charles l'interrompit brusquement en citant le vers dans lequel le poëte avait peint l'oiseau impérial comme "l'aigle-griffon qui a deux becs pour mieux dévorer." Alamanni s'excusa et dit avec beaucoup de sang froid: "On peut très bien parler de la même chose d'une manière différente, selon qu'on en parle en prose ou en vers à deux diverses époques." —(Note de l'Editeur Anglais.)

Page 37.—" Ainsi me parla Rapp, &c."

Aux détails donnés par Rapp, on peut joindre ceux du duc de Rovigo.

Il (l'empereur) ne s'occupa plus que des dispositions préparatoires de la bataille, qu'il ne voulut plus différer. Bernadotte venait de le joindre avec deux divisions d'infanterie; Soult en avait trois; le maréchal Lannes en avait deux; les grenadiers réunis, une forte; la garde à pied, une. Le maréchal Davout en avait une à portée; l'empereur avait, outre sa cavalerie légère, trois divisions de dragons, deux de cuirassiers, les deux régimens de carabiniers avec la garde à cheval. Il fit apporter sur le terrain en abondance toute espèce de subsistances et de munitions de guerre, tirées des magasins de Brunn.

Nous étions au dernier jour de novembre 1805; le lendemain, 1er décembre, il plaça lui-même toutes les divisions de son armée; il connaissait son terrain aussi bien que les environs de Paris.

Le maréchal Davout * était à l'extrême droite, en échelons, sur la communication de Brunn à Vienne, par Nicolsbourg. Sa division de droite était commandée par le général Friant; c'était celle-là qui agissait avec nous. Le maréchal Davout était séparé du corps du maréchal Soult par des étangs qui présentaient de longs défilés étroits, et d'une difficile communication. Le maréchal Soult avait aussi la droite de la partie de l'armée qui était opposée à l'armée russe. Sa division de droite était celle du général Legrand, qui joignait juste les étangs qui le séparaient du général Friant. A la gauche du général Legrand, était la division Saint Hilaire, et à la gauche de celui-ci, celle du général Vandamme.

En deuxième ligne, derrière le maréchal Soult, était d'abord la division des grenadiers réunis, et à leur gauche les deux divisions du maréchal Bernadotte. A gauche du maréchal Soult, sur une configuration de terrain un peu plus avancé, était le corps du maréchal Lannes, ayant sa première division (celle du général Caffarelli) à la droite du chemin d'Olmutz à Brunn, et sa deuxième division (celle du général Suchet) appuyée par sa droite au même chemin, et de sa gauche au centon.

L'infanterie de la garde était la réserve naturelle du maréchal Lannes. Comme le terrain à notre gauche paraissait offrir un grand développement, on jugea convenable de ne pas en éloigner la cavalerie; on mit d'abord la cavalerie légère à droite du maréchal Lannes; elle n'y incommodait nullement le corps du maréchal Soult, qui se trouvait sur un vaste plateau, un peu en arrière et à droite. Derrière la cavalerie légère, on plaça les dragons. Les cuirassiers restèrent encore ce jour-là près du corps du maréchal Soult avec la garde à cheval.

L'empereur passa sa journée entière à cheval, à voir lui-même son armée régiment par régiment. Il parla à la troupe; il vit tous les parcs, toutes les batteries légères; donna les instructions à tous les officiers et canonniers. Il alla ensuite visiter les ambulances et les moyens de transport pour les blessés. Il revint dîner à son bivouac, et y fit appeler tous ses maréchaux: il les entretint de tout ce qu'ils devaient faire le lendemain, et de tout ce qu'il était possible que les ennemis entreprissent. On aurait pu écrire un volume de tout ce qui sortit de son esprit dans ces vingt-quatre heures.

On vait vu dans toute l'après-midi l'armée russe arriver et prendre des positions très-rapprochées de notre droite. L'empereur était prêt dans les deux hypothèses, ou de recevoir l'attaque de l'ennemi, ou de l'attaquer lui-même.

Le soir, c'était le 1er décembre, il s'engagea à notre extrême droite un tiraillement qui se prolongea assez tard pour donner de l'inquiétude à l'empereur. Il avait déjà envoyé plusieurs fois savoir d'où il provenait; il me fit appeler et m'ordonna d'aller jusqu'à la communication entre la division du général Legrand et celle du général Friant, et de ne pas revenir sans connaître ce que faisaient les Russes, ajoutant que ce tiraillement devait couvrir quelque mouvement. Je n'eus pas bien loin à aller; car, à peine arrivé à la droite de la division Legrand, je vis son avant-garde qui était repoussée d'un village placé au pied de la position des Russes, qui avaient voulu s'en emparer pour déboucher de là sur notre droite; la nature du terrain favorisait leur

* On remarquera facilement que l'auteur nomme souvent un maréchal pour indiquer son corps d'armée, et un général de division pour indiquer la division commandée par ce général.

mouvement, qui était déjà commencé lorsque j'arrivai. Il faisait un beau clair de lune; cependant ils ne continuèrent pas ce mouvement à cause de la nuit qui s'obscurcit bientôt: ils se contentèrent de s'amonceler sur ce point, de manière à se déployer rapidement à la pointe du jour.

Je revins à toutes jambes rapporter ce que j'avais vu; je trouvai l'empereur couché sur la paille et dormant profondément sous une baraque que les soldats lui avaient faite, si bien que je fus obligé de le secouer pour le réveiller. Je lui fis mon rapport; il me fit répéter, envoya chercher le maréchal Soult, et monta à cheval pour aller visiter lui-même toute sa ligne et voir le mouvement des Russes sur sa droite; il en approcha aussi près que possible. En revenant à travers les lignes du bivouac, il fut reconnu par les soldats, qui allumèrent spontanément des torches de paille: cela se communiqua d'un bout de l'armée à l'autre: dans un instant, il y eut une illumination générale, et des cris de *vive l'empereur* qui s'élevaient jusqu'aux nues. L'empereur rentra très-tard, et quoiqu'il continuât à prendre du repos, il ne fut pas sans inquiétude sur ce que pourrait devenir le mouvement de sa droite pour le lendemain. Il était éveillé et debout à la pointe du jour, pour faire prendre en silence les armes à toute l'armée. Il y avait un brouillard très-épais, qui enveloppait tous nos bivouacs au point de ne pouvoir distinguer à dix pas. Il nous fut favorable, et nous donna le temps de nous disposer; cette armée avait été si bien dressée au camp de Boulogne, que l'on pouvait compter sur le bon état dans lequel chaque soldat tenait son armement et son équipage.

A mesure que le jour arrivait, le brouillard paraissait se disposer à remonter. Le silence jusqu'à l'extrémité de l'horison était absolu; on n'eût jamais pensé qu'il y avait autant de monde et de foudres enveloppés dans ce petit espace. L'empereur me renvoya encore à l'extrême droite pour observer le mouvement des Russes: ils commençaient à déboucher sur le général Legrand, comme j'arrivais près de lui; mais le brouillard empêchait de bien juger le mouvement.

Je revins en rendre compte. Il était à peu près sept heures du matin; le brouillard était déjà assez remonté pour que je n'eusse plus besoin de suivre la ligne des troupes pour ne pas m'égarer (on était à deux cents toises des Russes.) L'empereur voyait toute son armée, l'infanterie et la cavalerie formées en colonnes par divisions. Tous les maréchaux étaient près de lui et le tourmentaient pour commencer; il résista à leurs instances jusqu'à ce que l'attaque des Russes se fût plus prononcée à sa droite; il avait fait dire au maréchal Davout d'appuyer le général Legrand, qui bientôt après fut attaqué et eut toute sa division engagée. Lorsque l'empereur jugea à la vivacité du feu que l'attaque était sérieuse, il fit partir tous les maréchaux et leur ordonna de commencer.

Cet ébranlement de toute l'armée à la fois eut quelque chose d'imposant; on entendait les commandemens des officiers particuliers. Elle marcha comme à la manœuvre jusqu'au pied de la position des Russes, en s'arrêtant parfois pour rectifier ses distances et ses directions. Le général Saint-Hilaire attaqua de front la position russe qu'on appelle dans le pays montagne du Pratzer. Il y soutint un feu de mousqueterie épouvantable, qui aurait ébranlé un autre que lui. Ce feu dura deux heures, il n'eut pas un bataillon qui ne fût déployé et engagé.

Le général Vandamme, qui avait eu un peu plus d'espace à parcourir pour joindre l'ennemi au feu, arriva sur la colonne, la culbuta, et fut maître de sa position et de son artillerie en un instant.

L'empereur fit de suite marcher une des divisions du maréchal Bernadotte derrière la division Vandamme, et une portion des grenadiers réunis derrière celle de Saint-Hilaire. Il envoya ordre au maréchal Lannes d'attaquer

promptement et vivement la droite des ennemis, afin qu'elle ne vint point au secours de leur gauche, qui se trouvait totalement engagée par le mouvement de l'empereur.

La portion de l'armée ennemie qui avait commencé son mouvement sur le général Legrand, voulut rétrograder et remonter le Pratzer; le général Legrand la suivit de si près, appuyé de la division Friant (du maréchal Davout,) qu'elle fut forcée de combattre comme elle se trouvait placée, sans oser reculer ni avancer.

Le général Vandamme, dirigé par le maréchal Soult, et appuyé d'une division de Bernadotte, fit un changement de direction par le flanc droit pour attaquer, en les débordant, toutes les troupes qui étaient devant la division Saint-Hilaire. Ce mouvement réussit pleinement, et les deux divisions, réunies sur le Pratzer même par ce mouvement, n'eurent plus besoin des secours de la division Bernadotte; elles firent un deuxième changement de direction par leur flanc droit, et descendirent du Pratzer pour attaquer en queue toutes les troupes qui étaient opposées au général Legrand. Ces troupes quittèrent, pour attaquer les Russes, la position d'où ceux-ci étaient descendus pendant la nuit précédente pour attaquer le général Legrand; elles avaient ainsi parcouru le demi-cercle complet. L'empereur fit appuyer le mouvement par les grenadiers réunis et la division de la garde à pied; il eut un plein succès et décida la bataille.

Le général Vandamme, en commençant son premier changement de direction à droite, eut un échec. Le 4ème régiment de ligne perdit une de ses aigles dans une charge de cavalerie exécutée sur lui par la garde russe; mais les chasseurs de la garde et les grenadiers de service près de l'empereur chargèrent si à propos, que cet accident n'eut pas de suites.

C'est après le deuxième changement de direction à droite de la même division Vandamme, alors en communication avec Saint-Hilaire, que l'empereur ordonna à celle des divisions de Bernadotte qui suivait le mouvement d'aller droit devant elle, et de ne plus suivre la direction de Vandamme. Cette division le fit; elle combattit l'infanterie de la garde russe, l'enfonça et la mena battant une bonne lieue; mais elle revint à sa position, on ne put savoir pourquoi. L'empereur, qui avait suivi le mouvement de la division Vandamme, fut fort étonné, en revenant le soir, de trouver cette division de Bernadotte sur la place d'où il l'avait lancée lui-même le matin. On va voir s'il avait lieu d'être mécontent du mouvement rétrograde de cette division. La gauche de notre armée, sous les ordres du maréchal Lannes, et où était toute notre cavalerie, aux ordres du maréchal Murat, avait enfoncé et mis en fuite toute la droite de l'armée russe, qui, à la nuit tombante, prit la route d'Austerlitz pour se rallier aux débris de l'autre portion de cette armée que le maréchal Soult avait combattue. Si la division du maréchal Bernadotte eût continué à marcher encore une demi-heure, au lieu de revenir à sa première position, elle se serait trouvée à cheval sur la route d'Austerlitz à Hollitsch, où la droite de l'armée russe faisait sa retraite. En empêchant ce mouvement, elle complétait sa destruction.

Toute la journée fut une suite de manœuvres dont pas une ne manqua, et qui coupèrent l'armée russe, surprise dans un mouvement de flanc, en autant de tronçons qu'on lui présenta de têtes de colonnes pour l'attaquer.

Tout ce qui était descendu du Pratzer pour attaquer les généraux Legrand et Friant fut pris sur place, par le résultat des mouvemens des divisions Saint-Hilaire et Vandamme *.

En résumé, il nous resta, avec le champ de bataille, cent pièces de canons et

* C'est dans ce moment que l'empereur envoya du champ de bataille, son

quarante-trois mille prisonniers de guerre, sans compter les blessés et les tués qui restèrent sur le terrain; il était difficile de voir une journée plus victorieuse et plus décisive.

L'empereur revint le soir tout le long de la ligne où les différens régimens de l'armée avaient combattu. Il était déjà nuit; il avait recommandé le silence à tout ce qui l'accompagnait, afin d'entendre les cris des blessés; il allait tout de suite de leur côté, mettait lui-même pied à terre, et leur faisait boire un verre d'eau-de-vie de la cantine qui le suivait toujours. Je fus avec lui toute cette nuit, pendant laquelle il resta fort tard sur le champ de bataille; l'escadron de son escorte l'y passa tout entière à ramasser des capotes russes sur les morts, pour en couvrir les blessés. Il fit lui-même allumer un grand feu auprès de chacun d'eux, envoya chercher partout un commissaire des guerres, et ne se retira point qu'il ne fût arrivé; et, lui ayant laissé un piquet de sa propre escorte, il lui enjoignit de ne pas quitter ces blessés qu'ils ne fussent tous à l'hôpital.

Ces braves gens le comblaient de bénédictions qui trouvaient bien mieux le chemin de son cœur que toutes les adulations des courtisans. C'est ainsi qu'il s'attachait le cœur de ses soldats, qui savaient que, quand ils étaient mal, ce n'était pas sa faute: aussi ne s'épargnaient-ils pas à son service.

La nuit était si noire, que nous avions été obligés de passer par Brunn, de sorte que le maréchal Davout reçut l'ordre tard, et ne put ce jour-là que réunir son corps et s'approcher à portée de reconnaître l'ennemi. (Mémoires de Rovigo, Tome I. partie 2e. p. 130.)

Page 38.—" Il (Le Prince de Lichtenstein) était chargé d'une mission de l'Empereur François II., mission qui, comme on le sut bientôt, avait pour objet de demander une entrevue à Napoléon."

Le 4, à neuf heures du matin, nous partîmes tous avec l'empereur et la garde à cheval, pour aller par la grande route d'Hollitsch à un moulin qui était devant les avant-postes de Bernadotte, à environ trois lieues d'Austerlitz: nous y arrivâmes les premiers; l'empereur fit faire des feux, et attendit. La garde à cheval se tint en bataille à deux cents pas en arrière.

L'on ne tarda pas à annoncer l'empereur d'Autriche, qui arriva en calèche, accompagné des princes Jean Lichtenstein, Maurice Lichtenstein, de Wurtemberg, de Schwartzemberg, et des généraux Kienmayer, Bubna et Stutterheim, ainsi que de deux officiers supérieurs de hulans. Il y avait avec l'empereur d'Autriche une escorte de cavalerie hongroise qui resta, ainsi que l'avait fait la nôtre, à environ deux cents pas du lieu où l'on se voyait.

L'empereur Napoléon, qui était à pied, alla à la rencontre de l'empereur d'Autriche, depuis le lieu où était le feu jusqu'à la calèche, et l'embrassa en l'abordant. Le prince Jean Lichtenstein descendit de la même voiture, et suivit l'empereur d'Autriche auprès du feu de l'empereur; il y resta pendant toute l'entrevue, comme le maréchal Berthier resta auprès de l'empereur. Toutes les autres personnes de la suite des deux souverains étaient ensemble près d'un même feu, qui n'était séparé de celui des empereurs que par le grand chemin. J'étais à ce feu; notre conversation ne roula que sur les événemens de la bataille, nous nous étudiâmes à ne rien dire qui pût choquer ces messieurs.

---

aide-de-camp Lebrun, porter la nouvelle du succés à Paris, et qu'il envoya également un officier à l'électeur de Bavière et à celui de Wurtemberg.

Je ne sais pas ce qui se dit au feu des empereurs, nous étions aussi curieux de l'apprendre que les Autrichiens qui étaient au même feu que nous; nous ne pûmes le pénétrer ni les uns ni les autres. Toutefois il nous parut qu'on y était d'une belle humeur; on y riait, ce qui nous parut à tous d'un bon augure. Effectivement, au bout d'une ou deux heures, les deux souverains se séparèrent en s'embrassant. Chacun de nous courut à son devoir, et j'entendis, en m'approchant, que l'empereur Napoléon disait à celui d'Autriche: " J'y consens, mais Votre Majesté me promet de ne plus me faire la guerre. " —Non, je vous le jure, répondit l'empereur d'Autriche: et je tiendrai ma " parole." Je ne sais à quelle occasion cela se disait; mais je l'ai entendu, et je le répète, parce que l'empereur me l'a souvent raconté depuis. (Mémoires de Rovigo, Tome I. Seconde partie, p. 139.)

Page 45.—" Cette journée (Trafalgar) fut fatale aux trois amiraux; Nelson y perdit la vie, Gravina y fut grièvement blessé et mourut des suites de ses blessures, et Villeneuve, prisonnier des Anglais, fut conduit en Angleterre, et enfin se donna la mort."

"Villeneuve," said Napoleon, " when taken prisoner and brought to England, was so much grieved at his defeat that he studied anotomy on purpose to destroy himself. For this purpose he bought some anatomical plates of the heart, and compared them with his own body, in order to ascertain the exact situation of that organ. On his arrival in France, I ordered that he should remain at Reunes, and not proceed to Paris. Villeneuve, afraid of being tried by a court-martial for disobedience of orders, and consequently losing the fleet, for I had ordered him not to sail or to engage the English, determined to destroy himself; and accordingly took his plates of the heart and compared them with his breast. Exactly in the centre of the plate, he made a mark with a large pin, then fixed the pin as near as he could judge in the same spot in his own breast, shoved it in to the head, penetrated the heart, and expired. When the room was opened, he was found dead, the pin in his breast, and a mark in the plate corresponding with the wound in his breast. He need not have done it, (continued Napoleon,) as he was a brave man though possessed of no talent. (A Voice from St. Helena. Vol. I. p. 56.)

Page 76.—" Les négociations avec l'Angleterre n'eurent pas un aussi heureux résultat."

Le ministre anglais, M. Fox, était malade depuis assez long-temps; sa maladie prit tout à coup un caractère plus inquiétant, et bientôt il fut en danger. Nous ne comptions guère que sur lui pour terminer nos éternels différends avec l'Angleterre, et à chaque avis que l'on recevait sur l'état de sa santé, on pressait les négociations le plus que l'on pouvait, parce que l'on espérait que la paix une fois conclue, on trouverait quelques moyens de la faire durer, même dans le cas où M. Fox viendrait à succomber. Le sort en avait décidé autrement; le ministre anglais mourut, et son successeur rappela lord Lauderdale; les conférences furent donc rompues. Nous accusâmes tacitement lord Lauderdale de n'avoir pas mis autant de zèle que nous à aplanir les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix, et nous crûmes même qu'ayant jugé l'état de M. Fox incurable, il s'était plus occupé

des sentimens de son successeur que de ceux de celui qui n'avait plus que quelques jours à vivre.—(Mémoires de Rovigo, Tome I., Seconde partie, p. 172.)

Page 84.—" Nous ne savions si nous devions nous réjouir ou gémir de la victoire d'Jena."

Le lecteur trouvera dans les extraits suivans les détails des deux grandes batailles d'Auerstaedt et d'Jéna, que M. de Bourrienne a passés sous silence.

Nous étions maîtres du cours de la Saale et en mesure de tourner l'armée ennemie; le duc de Brunswick était bien déchu. Il avait imaginé de nous aller chercher sur le Mein, d'occuper nos ailes par des corps détachés et de nous rompre au centre avant que nous fussions réunis. Il avait encore tous les fils de ce vaste système d'espionnage qui pesait sur la France depuis l'émigration : il connaissait la force et l'itinéraire de divers corps qui partaient de Meudon. Il ne doutait pas de nous prévenir. Napoléon se plaisait à nourrir cette illusion; il faisait des apprêts, des reconnaissances sur toute cette ligne. Le duc ne douta plus de nous avoir pénétrés: nous devions déboucher par Kœnigshoften; il le certifia, il en était convaincu. Nos mouvements sur son centre n'étaient qu'un piége, une ruse de guerre; nous voulions lui donner le change, empêcher qu'il ne débouchât par les forêts de la Tuhringe, tandis que nous nous porterions vers Cobourg, Memmingen, dans des pays boisés, montueux, où sa cavalerie perdrait l'occasion d'agir ou tout au moins sa supériorité. Il était urgent de nous prévenir, il courut sur Kœnigshoften.

L'ennemi était engagé dans les bois; Napoléon se porta sur Schleitz, à soixante lieues du point d'attaque présumé. Le troisième corps coucha paisiblement le 10 à Nauenbourg sur les derrières du duc de Brunswick. Les hostilités ne dataient que de deux jours, et ce prince, déjà débordé sur sa gauche, était à la veille d'être tout-à-fait coupé; ses communications avec l'Elba étaient compromises; il allait essuyer les mêmes disgrâces que Mack, contre lequel il avait tant invectivé. Son avant-garde arrivée sur le Mein n'y trouva personne. Cette circonstance lui parut inouïe, sans néanmoins lui faire soupçonner le danger où il était : la déroute de Saalfeld put seule le tirer de sa sécurité. Il rebroussa en toute hâte; Weimar, Hohenlohe, eurent ordre d'accourir, et l armée de réserve de forcer de marche; mais les uns s'égarèrent, les autres ne firent pas assez de diligence; une partie des troupes ne put prendre part à la bataille. Le duc, déconcerté par un système de mouvements si nouveaux pour lui, ne savait quel parti prendre : ces marches, ces dispositions, qui se pressaient, se succédaient l'une à l'autre, formaient un imbroglio dont il ne saisissait ni la combinaison ni le but. L'occupation dé Nauenbourg le tira de cet état d'anxiété; il vit que son aile gauche allait être tournée ou tout au moins débordée; il ne voulut pas attendre, il courut rallier l'armée de réserve qui avançait sur Halle, et laissa Hohenlohe au camp de Capellendorf pour masquer le mouvement rétrograde. Ses troupes, qui n'avaient pas partagé les disgrâces de Saalfeld et de Schleitz, persiflaient les corps battus; elles criaient vive le roi, la reine, tout le monde; elles allaient venger l'affront fait aux armes prussiennes; il n'y avait pas assez de Français pour elles. Le duc lui-même avait repris toute sa confiance. Il ne trouva sur la chaussée d'Auerstaedt qu'une trentaine de chasseurs. Ses communications étaient libres; il était impossible qu'elles fussent intercep-

tées. Un manœuvrier comme lui n'était pas facile à surprendre. Les Prussiens de Hohenlohe campaient derrière les hauteurs de Jéna: il y en avait à perte de vue; ils se prolongeaient par-delà Weimar. Napoléon les reconnut dans la soirée du 13, et fixa l'attaque au lendemain; il expédia dans la nuit les ordres de mouvements pour les divers corps. " Quant à Davoust, il faut " qu'il marche sur Apolda, afin de tomber sur les derrières de cette armée; " qu'il tienne la route qui lui conviendra, je le laisse le maître pourvu qu'il " prenne part à la bataille. Si Bernadotte est à portée, il faut qu'il l'appuie. " Berthier, donnez des instructions en conséquence." Il était dix heures du soir; toutes les dispositions étaient faites, et cependant le général ennemi se flattait encore que nous ne pourrions déboucher; mais la pioche fit justice des obstacles, on creusa le roc, on ouvrit des tranchées: l'armée s'écoula par toutes les issues. L'action commença; de la droite à la gauche, la mêlée devint terrible. Davoust surtout se trouvait dans une position sous laquelle un homme moins tenace eût succombé. Bernadotte refusa de le soutenir; il défendit même à deux divisions de la cavalerie de réserve, qui pourtant n'était pas sous ses ordres, de prendre part à l'action. Il paradait autour d'Apolda pendant que vingt-six mille Français étaient aux prises avec soixante-dix mille hommes d'élite commandés par le duc de Brunswick et le roi de Prusse. Au reste, cette circonstance ne fit que rehausser la gloire de celui qu'elle aurait dû perdre. Le maréchal fit des dispositions si bien entendues, ses généraux, ses soldats déployèrent tant d'habileté et de courage, que Blücher avec ses douze mille chevaux n'eut pas même la satisfaction d'entamer une compagnie. Le roi, les gardes, toute l'armée, se précipitaient sur nos troupes sans obtenir plus de succès. Au milieu de ce déluge de feux elles conservaient toute la gaîté nationale. Un soldat que ses camarades appelaient l'empereur, s'impatiente de l'obstination des Prussiens: " A moi, grenadiers! en avant, " s'écrie-t-il; allons, suivez l'empereur!" Il se jette au plus épais de la mêlée, la troupe le suit, et les gardes sont enfoncés. Il fut fait caporal; ses amis remarquaient qu'il ne lui manquait plus que le protectorat.

A Jéna, la victoire n'avait pas été moins brillante. La déroute était entière, était générale. Tout fuyait, tout était dans la confusion.

Je fus chargé vers le soir de poursuivre avec le grand-duc les débris de l'armée prussienne. Nous prîmes quelques bataillons saxons. Nous entrâmes pêle-mêle avec eux dans Weimar. Nous plaçâmes nos postes en avant de la ville; nous envoyâmes de la cavalerie sur la route d'Erfurt, et nous nous présentâmes au château. M. de Papenheim, que je me rappelai avoir vu à Paris, vint au-devant de nous. Il était tout effrayé: nous le rassurâmes. La cour entière, à l'exception du grand-duc et de sa famille, était à Weimar. La duchesse nous reçut parfaitement. Je connaissais plusieurs dames de sa suite, dont une est devenue depuis ma belle-sœur. Je les calmai. Chacun reprit courage. Il y eut bien quelques petits désordres, mais ce fut peu de chose.

Murat s'établit au château. J'allai rejoindre Napoléon à Jéna, afin de lui rendre compte des événements de la soirée. Il ne croyait pas qu'on dépasserait Weimar. Il fut extrêmement satisfait. Le courage de la duchesse l'étonna. Il n'imaginait pas que cette cour osât l'attendre. Il ne l'aimait pas, il le répétait souvent. La nuit était fort avancée; il venait de recevoir des nouvelles du deuxième corps. " Davoust, me dit-il, a eu une affaire terri- " ble. Il avait devant lui Guillaume et le duc de Brunswick. Les Prussiens se " sont battus avec beaucoup d'acharnement: il en a fait une boucherie affreuse. " Le duc a été dangereusement blessé, et toute cette armée paraît être dans " un désordre épouvantable. Bernadotte s'est mal conduit: il aurait été " enchanté que Davoust manquât cette affaire, qui lui fait le plus grand hon-

" neur, d'autant plus que Bernadotte avait rendu sa position difficile. Ce " Gascon n'en fera jamais d'autres."

La bataille était perdue : les Prussiens n'étaient plus à la guerre ; ils demandaient, ils invoquaient la paix ; ils ne voulaient plus d'une lutte qui leur réussissait si mal. A force de désirer une suspension d'armes, ils s'étaient imaginé qu'elle avait été consentie. Kalkreuth annonçait, Blücher jurait qu'elle était conclue ; qui pouvait refuser d'y croire? Soult, cependaut, ne donna pas dans le piége. L'imprudente générosité d'Austerlitz ne l'avait pas disposé à la confiance. Il refusa de livrer passage aux troupes qu'il avait coupées. " La convention dont vous parlez, dit-il au feld-maréchal, est impossi- " ble. Posez les armes, je prendrai les ordres de l'empereur, vous vous reti- " rerez s'il le permet." Kalkreuth ne voulut pas d'un expédient de cette espèce. Il échappe toujours quelque chose d'une défaite. Il aima mieux l'essuyer. D'autres colonnes furent plus heureuses ; mais ce n'était que partie remise. Elles furent obligées de rendre les armes quelques lieues plus loin. Ce n'était pas la peine de recourir à la supercherie.

Le roi lui-même était rebuté de ses disgrâces. Nos hussards ne lui donnaient ni trève ni repos. Il se rappela tout ce que Napoléon avait fait pour éviter les hostilités ; il lui écrivit. C'était un peu tard pour répondre à des ouvertures qui avaient été si mal accueillies. " Il eût mieux valu s'expliquer " deux jours plus tôt ; mais n'importe, je veux arrêter l'effusion du sang. Je " suis disposé à me prêter à tout ce qui est compatible avec la dignité et les " intérêts de la nation. J'enverrai Duroc au roi de Prusse. Mais il y a " quelque chose d'encore plus pressé : Duroc, partez de suite ; allez à Nau- " enbourg, à Dessau, partout où il y a des blessés. Assurez-vous qu'il ne " leur manque rien, voyez-les, visitez-les de ma part, chacun en particulier. " Donnez-leur toutes les consolations dont ils peuvent avoir besoin. Dites- " leur, dites au maréchal que lui, que ses généraux, que ses troupes, ont ac- " quis pour jamais des droits à ma reconnaissance."

Il ne se contenta pas de ce message, il écrivit à Davoust combien il était charmé de sa conduite. Sa lettre fut mise à l'ordre du jour, elle enivra les soldats ; les blessés mêmes étaient dans le délire.

L'empereur porta son quartier-général à Weimar. Il eut tous les égards possibles pour la duchesse, à laquelle il trouva de l'amabilité, de l'esprit, de grandes manières.

Cependant l'ennemi se ralliait sur Magdebourg. Les débris d'Jéna, l'armée de réserve, les troupes de la vieille et de la nouvelle Prusse, accouraient sur cette place. Le du cde Wurtemberg prenait déjà position à Halle ; Bernadotte y marcha. Son corps n'avait pas combattu à Auerstaedt ; il ne demandait qu'à se dédommager de la part de gloire dont il avait été privé. Il aborda les Prussiens à la baïonnette, renversa, culbuta tout ce qui se présénta sur son passage. Le carnage fut affreux. Le lendemain Napoléon visita le champ de bataille. Il fut frappé à la vue des monceaux de cadavres qui entouraient ceux de quelques-uns de nos soldats ; il s'approcha, et reconnut les numéros du 32e. " J'en ai tant fait tuer, dit-il, de ce régiment-là en Italie, " en Egypte et partout, qu'il ne devrait plus en être question."—(Mémoires de Rapp, pp. 72—80.)

En entrant à Iéna, nous eûmes des nouvelles positives de l'armée prussienne : elle avait quitté Weimar en deux grands corps d'armée ; l'un, le plus considérable, sous les ordres immédiats du roi de Prusse et du duc de Brunswick, avait pris la route de Weimar à Naumbourg ; l'autre, sous les ordres du prince de Hohenlohe, s'était dirigé sur Iéna.

Effectivement, les premières compagnies de chasseurs qui débouchèrent au haut de la montagne qui domine Iéna, découvrirent la ligne ennemie, dont la

gauche venait s'appuyer en face du point par lequel nous débouchions. L'empereur alla la reconnaître lui-même, seul et à portée de fusil. Le soleil n'était pas couché; il mit pied à terre et s'approcha jusqu'à ce qu'on lui eût tiré quelques coups de fusil. Il revint presser la marche de ses colonnes, mena lui-même les généraux à la position qu'il voulait qu'ils occupassent pendant la nuit, et leur recommanda de ne la prendre que lorsqu'ils ne pourraient plus être aperçus de la ligne ennemie. Il coucha au bivouac au milieu de ses troupes, et il fit souper avec lui tous les généraux qui étaient là. Avant de se coucher, il descendit à pied la montagne d'Iéna, pour s'assurer qu'aucune voiture de munitions n'était restée en bas; c'est là qu'il trouva toute l'artillerie du maréchal Lannes engagée dans une ravine que l'obscurité lui avait fait prendre pour un chemin, et qui était tellement resserrée, que les fusées des essieux portaient des deux côtés sur le rocher. Dans cette position, elle ne pouvait ni avancer ni reculer, parce qu'il y avait deux cents voitures à la suite l'une de l'autre dans ce défilé. Cette artillerie était celle qui devait servir la première; celle des autres corps était derrière elle.

L'empereur entra dans une colère qui se fit remarquer par un silence froid. Il demanda beaucoup le général commandant l'artillerie de l'armée, qu'il fut fort étonné de ne pas trouver là; et, sans se répandre en reproches, il fit lui-même l'officier d'artillerie, réunit les canonniers, et après leur avoir fait prendre les outils du parc et allumer des falots, il en tint un lui-même à la main, dont il éclaira les canonniers qui travaillaient sous sa direction à élargir la ravine jusqu'à ce que les fusées des essieux ne portassent plus sur le roc. J'ai toujours présent devant les yeux ce qui se passait sur la figure de ces canonniers en voyant l'empereur éclairer lui-même, un falot à la main, les coups redoublés dont ils frappaient le rocher. Tous étaient épuisés de fatigue, et pas un ne proféra une plainte, sentant bien l'importance du service qu'ils rendaient, et ne se gênant pas pour témoigner leur surprise de ce qu'il fallait que ce fût l'empereur lui-même qui donnât ces exemple à ses officiers. L'empereur ne se retira que lorsque la première voiture fut passée, ce qui n'eut lieu que fort avant dans la nuit. Il revint ensuite à son bivouac, d'où il envoya encore quelques ordres avant de prendre du repos. C'était la nuit du 13 au 14 octobre; nous eûmes une gelée blanche, accompagnée d'un brouillard semblable à celui que nous avions eu à Austerlitz; mais il nous fut plus favorable, en ce que toute notre armée était sur un petit plateau extrêmement resserré, ce qui avait obligé de former les troupes en grosses masses qui se touchaient presque, afin d'être plus facilement déployées le lendemain matin; ce petit plateau n'était pas à plus de deux cent cinquante toises de la position qu'occupait la gauche des Prussiens. Sans ce brouillard, nos feux leur auraient servi de direction, et leur artillerie n'eût pas manqué de nous faire beaucoup de mal, en ce que tous les coups auraient porté. La fortune nous servit à merveille, car le brouillard dura jusqu'au lendemain à huit heures du matin.

Nous prîmes les armes à la pointe du jour; la brune était si épaisse, que nous ne pûmes pas nous diriger sur la ligne ennemie. Il y avait, à côté du bois où était appuyée sa gauche, un large terrain par lequel nous pouvions passer (on l'avait reconnu la veille), et en le cherchant dans le brouillard, nous donnâmes sur le bois qui était occupé par les ennemis. Le combat s'y engagea, et fournit aux Prussiens un point de direction. On reconnut alors son chemin en obliquant un peu à gauche, et on y conduisit l'infanterie serrée en colonnes. La ligne prussienne, se voyant attaquée et entendant un grand mouvement en avant d'elle, commença à manœuvrer pour prendre une position plus rapprochée de la masse de ses troupes. Il était neuf heures du matin; à peine avions-nous tiré quelques coups de canon, et hormis le 17ème régiment d'infanterie légère, qui avait attaqué le bois, aucun n'avait encore été engagé. Le

soleil avait tout-à-fait éclairci l'atmosphère; nous étions en présence des Prussiens; la canonnade commença au centre: elle était plus vive de la part des ennemis que de la nôtre.

Le maréchal Ney, qui était placé à droite du maréchal Lannes, attaqua l'extrême gauche des Prussiens. Il enleva un village auquel elle était appuyée, en fut repoussé, le reprit de nouveau et en fut encore chassé. Vraisemblablement il y aurait perdu beaucoup de monde sans une des divisions du maréchal Soult, qui arriva par notre extrême droite, et qu'on fit marcher, malgré son extrême lassitude, de manière à déborder entièrement le point que le maréchal Ney s'entêtait à garder, quoiqu'il fût hors de notre position naturelle. Le mouvement de la division du maréchal Soult fit évacuer le village, et si on avait eu une demi-heure de patience avant d'attaquer, on aurait épargné la vie à bien de braves gens. L'empereur fut très mécontent de cette opiniâtreté du maréchal Ney; il lui en dit quelques mots, mais avec ménagement. Ce mouvement d'occupation du point où était appuyée l'extrême gauche des Prussiens fut secondé d'une attaque vigoureuse, exécutée sur leur centre par le maréchal Lannes, qui cherchait à les joindre à la mousqueterie. La hardiesse de sa marche fit faire à l'armée prussienne un changement de front sur son aile droite, l'aile gauche en arrière; cela nous obligea à faire le mouvement opposé, c'est-à-dire à changer de front sur notre aile ganche, l'aile droite en avant. Le combat s'engagea de nouveau sur tout le front, lorsqu'un heureux incident vint décider de la victoire. L'empereur avait laissé à Mayence le maréchal Augereau pour qu'il se formât un corps avec les régimens qui, après la paix d'Austerlitz, avaient été renvoyés en France, et qui avaient reçu ordre de se rendre en poste à Mayence. Ce maréchal avait mis tant de diligence dans sa marche, qu'il arriva à Iéna même comme nous engagions le combat. Il ne s'y arrêta pas, et il arriva sur le champ de bataille au moment où l'on attaquait la ligne prussienne dans la position dont je viens de parler. On dirigea la colonne du maréchal Augereau à travers un jeune bois de sapins, de manière qu'il déboucha derrière la droite de l'armée prussienne. Le 14ème régiment de ligne avait la tête de la colonne; il attaqua de suite à la mousqueterie, sans donner le temps aux Prussiens de venir le reconnaître. Il fut vivement soutenu, et détermina un mouvement rétrograde à la droite des Prussiens, qui donna du flottement à toute leur ligne.

L'empereur avait avec lui très peu de cavalerie. Celle qu'il avait envoyé chercher vers Naumbourg n'était pas arrivée, de sorte que sur le champ de bataille nous n'avions qu'une brigade de cavalerie légère, commandée par le général Durosnel, une autre, commandée par le général Auguste de Colbert, plus le 1er, le 9ème et le 11ème régiment de hussards. On les réunit tous au centre, et au moment où on remarqua le mouvement d'oscillation dans la ligne prussienne, on les fit charger à outrance. La charge réussit, le désordre et la déroute commencèrent chez les Prussiens. Ils essayèrent de nous opposer leur cavalerie; elle contint bien un instant la nôtre, qui était plus faible, mais cela ne rallia pas leur armée, qui était à la débandade. La tête de la cavalerie du grand-duc de Berg arriva sur le terrain en ce moment et réunie avec celle dont je viens de parler, elle prit la route de Weimar, par laquelle se retiraient les fuyards.

L'empereur voyait, du point où il était, l'armée prussienne en fuite, et notre cavalerie la prenant par milliers. La nuit commençait à s'approcher; il fit, comme à Austerlitz, le tour de son champ de bataille. Il descendit plusieurs fois de cheval pour faire boire de l'eau-de-vie à des blessés, et je l'ai vu plusieurs fois mettre lui-même sa main dans la poitrine d'un soldat renversé, pour s'assurer si son cœur palpitait encore, lorsqu'il croyait avoir reconnu à un reste de coloris sur son visage qu'il n'était pas mort. S'il trouvait un peu

plus de morts sur un terrain que sur un autre, il mettait encore pied à terre, regardait au numéro des boutons quel était le régiment auquel ils appartenaient, et il était rare qu'à la première revue où il apercevait ce régiment, il ne fit pas quelques questions sur l'ordre dans lequel il avait attaqué, où bien l'avait été lui-même, afin de se rendre raison des pertes qu'il avait remarquées. Je l'ai vu deux ou trois fois, en cherchant ainsi sur le champ de bataille, retrouver des hommes qui vivaient encore; il en était d'une joie qu'on ne pourrait rendre, mais la tristesse venait aussitôt s'emparer de son esprit, par la pensée qu'il devait s'en trouver ainsi beaucoup qui n'avaient pas le bonheur d'être rencontrés. Ce soir-là, il fut assez content: l'administration avait fait son devoir: les blessés avaient été exactement relevés et soignés partout. Il revint coucher à Iéna, où il reçut les docteurs de l'université. Il fit un cadeau de bienveillance au curé de cette ville, qui se donnait beaucoup de peine pour le soulagement des blessés et des prisonniers. Il prit du repos à Iéna, et reçut, pendant la nuit, des nouvelles bien satisfaisantes du corps du maréchal Davoust.—(Mémoires du duc de Rovigo, Tome I., Seconde Partie, p. 177.)

Quelques momens avant l'attaque, la reine de Prusse, montée sur un cheval fier et léger, avait paru au milieu des soldats, et l'élite de la jeunesse de Berlin suivait la royale amazone qui galopait devant les premières lignes de bataille. On voyait tous les drapeaux que sa main avait brodés pour encourager ses troupes, et ceux du grand Frédéric, que la poudre du canon avait noircis, s'incliner à son approche, tandis que des cris d'enthousiasme s'élevaient dans tous les rangs de l'armée prussienne. Le ciel était si pur et les deux armées si proches l'une de l'autre, que les Français pouvaient facilement distinguer le costume de la reine.

Ce costume singulier fut, en grande partie, la cause des dangers qu'elle courut dans sa fuite. Elle était coiffée d'un casque en acier poli, qu'ombrageait un superbe panache. Elle portait une cuirasse toute brillante d'or et d'argent. Une tunique d'étoffe d'argent completait sa parure, et tombait jusqu'à ses jambes, chaussées de brodequins rouges, éperonnés en or. Ce costume rehaussait les charmes de la belle reine.

Lorsque l'armée prussienne fut mise en déroute, la reine resta seule avec trois ou quatre jeunes gens de Berlin, qui la défendirent jusqu'à ce que deux hussards, qui s'étaient couverts de gloire pendant la bataille, tombèrent au grand galop, la pointe du sabre haute, au milieu de ce petit groupe qui fut à l'instant même dispersé. Effrayé par cette brusque attaque, le cheval que montait Sa Majesté s'enfuit de toute la force de ses jambes, et bien en prit à la reine fugitive de ce qu'il était agile comme un cerf, car les deux hussards l'eussent infailliblement faite prisonnière. Plus d'une fois ils la serrèrent d'assez près pour qu'elle entendît leurs propos de soldat, et des quolibets de nature à effaroucher ses oreilles.

La reine, ainsi poursuivie, était arrivée en vue de la porte de Weimar, quand un fort détachement des dragons Klein fut apperçu accourant à toute bride. Le chef avait ordre de prendre la reine à quelque prix que ce fût. Mais à peine était-elle entrée dans la ville qu'on en ferma les portes. Les hussards et le détachement de dragons s'en retournèrent désappointés au champ de bataille.—(Mémoires de Constant, Tome II. p. 280.)

Page 104.—" Pendant la campagne de Prusse, il ne fut bruit dans toute l'Allemagne que de la généreuse conduite de Napoléon à l'égard du prince de Hatzfeld."

La scène entre Napoléon et Madame de Hatzfeld est ainsi racontée par Rapp.

Le prince Hatzfeld était venu à Postdam, comme député de la ville de Berlin, et avait été bien reçu. Il rendit compte de sa mission, autant que je puis me rappeler, au comte de Hohenlohe, et lui donna des détails sur les troupes, les pièces, les munitions qui se trouvaient dans la capitale, ou qu'il avait rencontrées sur la route; sa lettre fut interceptée. Napoléon me la remit, avec ordre de le faire arrêter sur-le-champ, et de l'envoyer au quartier-général du maréchal Davoust, qui était à deux lieues de là. Berthier, Duroc, Caulincourt et moi cherchâmes vainement à le calmer; il ne voulait rien entendre. M. de Hatzfeld transmettait des détails, des renseignements militaires, qui n'avaient rien de commun avec sa mission; c'était évidemment un délit d'espionnage. Savary, qui, en sa qualité de commandant de la gendarmerie impériale, était ordinairement chargé de ces sortes d'affaires, était en mission. Je fus obligé de suppléer à son absence. J'ordonnai l'arrestation du prince; mais au lieu de le faire conduire chez le maréchal, je le plaçai dans la chambre de l'officier de garde du palais, que je chargeai de le traiter avec les plus grands égards.

Caulincourt et Duroc quittèrent l'appartement. Napoléon, resté seul avec Berthier, lui dit de s'asseoir pour écrire l'ordre en vertu duquel M. de-Hatzfeld devait être traduit devant une commission militaire. Le major-général essaya quelques représentations. " Votre majesté ne peut pas faire fusiller un " homme qui appartient aux premières familles de Berlin, pour aussi peu de " chose; la supposition est impossible, vous ne le voulez pas." L'empereur s'emporta davantage. Neufchâtel insista; Napoléon perdit patience; Berthier sortit. Je fus appelé: j'avais entendu la scène qui venait d'avoir lieu; je me gardai bien de hasarder la moindre réflexion. J'étais au supplice: outre le désagrément d'écrire un ordre aussi sévère, il fallait aller aussi vite que la parole, et j'avoue que je n'ai jamais eu ce talent-là; il me dicta littéralement ce qui suit:

" Notre cousin le maréchal Davoust nommera une commission militaire " composée de sept colonels de son corps d'armée, dont il sera président, afin " de faire juger, comme convaincu de trahison et d'espionnage, le prince de " Hatzfeld.

" Le jugement sera rendu et exécuté avant six heures du soir."

Il était environ midi. Napoléon m'ordonna d'expédier sur-le-champ cet ordre, en y joignant la lettre du prince de Hatzfeld; je n'en fis rien. J'étais néanmoins dans une transe mortelle; je tremblais pour le prince, je tremblais pour moi, puisqu'au lieu de l'envoyer au quartier-général je l'avais laissé au palais.

Napoléon demanda ses chevaux pour aller faire visite au prince et à la princesse Ferdinand. Comme je sortais pour donner ses ordres, on m'annonça que la princesse de Hatzfeld était tombée évanouie dans l'antichambre, qu'elle désirait me parler. J'allai à elle, et ne lui dissimulai pas la colère de Napoléon. Je lui dis que nous allions monter à cheval, et lui conseillai de nous devancer chez le prince Ferdinand, pour l'intéresser au sort de son mari. J'ignore si elle eut recours à lui; mais elle se trouva dans un des corridors de son palais, et se jeta tout éplorée aux pieds de l'empereur, à qui je déclinai son nom.

Elle était enceinte. Napoléon parut touché de sa situation, et lui dit de se rendre au château; en même temps il me chargea d'écrire à Davoust de suspendre le jugement; il croyait M. de Hatzfeld parti.

Napoléon rentra au palais, où madame de Hatzfeld l'attendait; il la fit

entrer dans le salon, où je restai. « Votre mari, lui dit il avec bonté, s'est « mis dans un cas fâcheux ; d'après nos lois il a mérité la mort. Général « Rapp, donnez moi sa lettre. Voyez, lisez, madame." Elle était toute tremblante. Napoléon reprend aussitôt la lettre, la déchire, la jette au feu. « Je n'ai plus de preuve, madame ; votre mari a sa grâce." Il me donna ordre de le faire revenir sur-le-champ du quartier-général ; je lui avouai que je ne l'y avais pas envoyé ; il ne me fit pas de reproche, il parut même en être satisfait.

Berthier, Duroc, et Caulincourt, se conduisirent dans cette circonstance comme à leur ordinaire, c'est-à-dire comme de braves gens, Berthier surtout.

A peine le prince de Hatzfeld fut-il de retour dans sa famille qu'il sut tout ce qui s'était passé. Il m'écrivit une lettre qui peint sa reconnaissance et les émotions dont il était agité.—(Mémoires de Rapp, pp. 97-100.)

Page 131.—« L'empereur fit son entrée à Varsovie le premier janvier."

Nous arrivâmes enfin dans la capitale de la Pologne ; le roi de Naples nous y avait précédés et en avait chassé les Russes. Napoléon fut reçu avec enthousiasme ; la nation croyait toucher au moment où elle allait renaître ; elle était au comble de ses vœux. Il est difficile de peindre la joie des Polonais et le respect qu'ils avaient pour nous. Nos soldats étaient moins satisfaits ; ils montraient surtout une vive répugnance à passer la Vistule. La misère, l'hiver, le mauvais temps, leur avaient inspiré ponr ce pays une extrême aversion : c'étaient des plaisanteries continuelles sur la nation, les épigrammes ne tarissaient pas. Ils n'en battirent pas moins les Russes dans les boues de Nasielsk, à Golymm, à Pultusk, et plus tard à Eylau.

A une revue où les Polonais se pressaient sur nos troupes, un soldat se mit à jurer tout haut contre le pays et le mauvais temps. « Vous avez bien « tort, lui dit une demoiselle, de ne pas aimer notre pays, car nous vous « aimons beaucoup.—Vous êtes fort aimable, lui répliqua le soldat ; mais si « vous voulez que je vous croie, vous nous ferez faire un bon dîner à mon « camarade et à moi." Les parents de la jeune personne emmenèrent effectivement les deux soldats, et les traitèrent.

C'était surtout au spectacle que la troupe se donnait beau jeu. La toile tardait un soir à se lever ; un grenadier perdit patience : « Commencez donc, « messieurs les Polonais, cria-t-il du fond du parterre ; commencez donc, ou « je ne passe pas la Vistule."

Quatre mots constituaient, pour eux, tout l'idiome polonais : *Kleba ! niema ; vota ? sara :* du pain ? il n'y en a pas ; de l'eau ? on va en apporter. C'était là toute la Pologne.

Napoléon traversait un jour une colonne d'infanterie aux environs de Nasielsk, où la troupe éprouvait de grandes privations à cause des boues qui empêchaient les arrivages. « Papa, kleba ?" lui cria un soldat. « Niema," répondit l'empereur. Toute la colonne partit d'un éclat de rire ; personne ne demanda plus rien.—(Memoires de Rapp, pp. 106—108.)

Page 141.—« A Varsovie, en effet l'empereur passa en partie son temps, en plaisirs et en fêtes."

Le séjour de Varsovie eut pour nous quelque chose d'enchanteur ; au spectacle près, c'était la même vie qu'à Paris : il y avait deux fois par semaine

concert chez l'empereur, à la suite desquels il tenait un cercle de cour où se formaient beaucoup de parties de société. Un grand nombre de dames de la première qualité s'y faisaient admirer par l'éclat de leur beauté et par une amabilité remarquable. On peut dire avec raison que les dames polonaises inspireraient de la jalousie à tout ce qu'il y a de femmes gracieuses dans les autres pays les plus civilisés; elles joignent, pour la plupart, à l'usage du grand monde, un fonds d'instruction qui ne se trouve pas communément, même chez les Françaises, et qui est fort au-dessus de celui qu'on remarque dans les villes où l'habitude de se réunir est la suite d'un besoin. Il nous a paru que les Polonaises, obligées de passer la belle moitié de l'année dans leurs terres, s'y adonnaient à la lecture ainsi qu'à la culture des talens, et que c'était ainsi que, dans les capitales, où elles vont passer l'hiver, elles paraissent supérieures à toutes leurs rivales.

L'empereur, comme les officiers, paya tribut à leur beauté. Il ne put résister aux charmes de l'une d'entre elles; il l'aima tendrement, et fut payé d'un noble retour. Elle reçut l'hommage d'une conquête qui comblait tous les désirs et la fierté de son cœur, et c'est la nommer que dire qu'aucun danger n'effraya sa tendresse, lorsqu'au temps des revers, il ne lui restait plus qu'elle pour amie. - (Mémoires du Duc de Rovigo, Tome II. partie première, p. 17.)

Page 160.—" J'ai su, comme tout le monde le sait, ce qui s'est passé d'extérieur à Tilsit."

L'empereur Napoleon, qui était gracieux dans tout ce qu'il faisait, avait fait établir, au milieu de la rivière, un large radeau, sur lequel était construit un grand salon bien décoré et bien couvert, avec deux portes opposées, précédées chacune d'une petite salle d'attente; on n'aurait rien fait de mieux avec les ouvriers de Paris. La toiture était surmontée de deux girouettes, l'une à l'aigle de Russie, l'autre à l'aigle de France; les deux portes d'entrée étaient également surmontées des mêmes armes. Le radeau fut placé au plus juste milieu du fleuve, présentant les deux portes d'entrée du salon aux deux rives opposées.

Les deux empereurs arrivèrent en même temps sur les deux rives, et s'embarquèrent au même moment; mais l'empereur Napoléon ayant un canot bien armé, monté par des marins de la garde, arriva le premier dans le salon, et alla à la porte opposée, qu'il ouvrit; il se plaça sur le bord du radeau pour recevoir l'empereur Alexandre, qui avait encore un peu de trajet à faire, n'ayant pas eu d'aussi bons rameurs que l'empereur Napoléon. L'accueil qu'ils se firent fut amical, au moins il en eut l'air; ils restèrent assez long-temps ensemble, et se quittèrent avec le même extérieur que l'on avait remarqué lorsqu'ils s'étaient abordés.

Le lendemain, l'empereur de Russie vint s'établir à Tilsitt, avec un bataillon de sa garde; on avait eu soin de faire évacuer la portion de la ville où il devait loger, ainsi que le bataillon; et quoique l'on fût très à l'étroit, on ne pensa jamais à se donner du large en s'étendant dans la partie destinée aux Russes. Le jour de l'entrée de l'empereur Alexandre à Tilsitt, toute l'armée prit les armes; la garde impériale borda la haie sur trois rangs, depuis l'embarcadaire jusqu'au logement de l'empereur, et jusqu'à celui de l'empereur de Russie; l'artillerie le salua de cent un coups de canon, au moment où il mit pied à terre à l'endroit ou l'empereur Napoléon l'attendait pour le recevoir; il avait poussé la recherche jusqu'à envoyer de chez lui tout ce qui devait

meubler la chambre à coucher de l'empereur Alexandre*; le lit était un lit de campagne de l'empereur; il l'offrit à l'empereur Alexandre, qui parut accepter ce cadeau avec plaisir.

Cette réunion, la première de ce genre et de cette importance dont l'histoire nous ait transmis le souvenir, attira à Tilsitt une foule de curieux de cent lieues à la ronde; M. de Talleyrand était arrivé, et l'on commença à parler d'affaires après les complimens d'usage.—(Mémoires du Duc de Rovigo, Tome II. première partie, p. 77.)

Lors du traité de Tilsit Napoléon écrivait ainsi à Joséphine.

" La Reine de Prusse est réellement charmante; elle est pleine de coquet-
" terie pour moi; mais n'en sois point jalouse: je suis une toile cirée sur la-
" quelle tout cela ne fait que glisser. Il m'en coûterait trop cher pour faire
" le galant." A ce sujet, on racontait alors parmi nous, dans le salon de Joséphine, que la Reine de Prusse, tenant à sa main une fort belle rose, l'Empereur la lui avait demandée. La Reine avait d'abord hésité quelques instans, puis elle l'avait donnée en disant: " Pourquoi faut-il que je vous donne si fa-
" cilement, vous qui demeurez inflexible sur tout ce que je vous demande?" Elle faisait surtout allusion à la place de Magdebourg, qu'elle avait ardemment sollicitée.—(Journal de Las Cases, Tome I. partie seconde, pp. 53, 54.

Page 168.—" Les Anglais envoyèrent dans la Baltique vingt mille hommes et vingt sept bâtimens; le lord Cathcart les commandait."

" That expedition," said Napoleon at St. Helena, " shewed great energy on the part of your ministers; but setting aside the violation of the laws of nations, which you committed,—for in fact, it was nothing but a robbery,—I think that it was injurious to your interests, as it made the Danish nation irreconcileable enemies to you, and, in fact, shut you out of the north for three years. When I heard of it, I said, I am glad of it, as it will embroil England irrecoverably with the northern powers. The Danes being able to join me with sixteen sail of the line was of but little consequence. I had plenty of ships, and only wanted seamen, whom you did not take, and whom I obtained afterwards: while, by this expedition, your ministers established their characters as faithless, and as persons with whom no engagements, no laws, were binding."—(A Voice from St. Helena, Vol. I.)

Page 181.—" Le peuple se souleva, investit le palais, et le prince de la Paix fut sur le point d'être massacré dans un grenier où il s'était rêfugié."

Le prince de la Paix lui-même joua l'homme effrayé, et peut-être l'était-il réellement de la marche de nos troupes, qui étaient, d'une part, arrivées à Burgos, et, de l'autre, entrées à Barcelone. Il déclara qu'il n'y avait d'autre

* L'attention alla jusqu'à des cuisiniers, domestiques et autres détails de ce genre.

parti à prendre, pour la famille royale, que de se retirer à Séville, et d'appeler la nation espagnole aux armes. Il était convenu qu'il jouerait ce rôle pour faire partir le roi et sa famille pour l'Amérique; qu'il les quitterait clandestinement à Séville, pour venir jouir des avantages que lui assurait le traité de Fontainebleau. Telle est la version que j'ai entendu faire, mais je n'ai rien vu qui m'autorise à le penser, du moins quant au dessein de venir jouir des vastes Etats qu'il s'était assurés. Loin de là, le prince de la Paix connaissait le décret de Milan, qui nommait Junot gouverneur du Portugal, et le chargeait de l'administrer au nom de l'empereur. Il n'était donc plus question de la principauté des Algarves, et, sans doute, ce prince ne se faisait plus illusion sur sa principauté. Il fit assembler le conseil du roi au palais d'Aranjuez, et après y avoir exposé les malheurs qui menaçaient la monarchie, il fit prévaloir son avis et arrêter le départ de la famille royale pour Séville. C'est en sortant de ce conseil que le prince des Asturies dit aux gardes-du-corps, en traversant la salle dans laquelle ils se tenaient:

"Le prince de la Paix est un traître; il veut emmener mon père, empêchez-le de partir." Ce propos courut bientôt la ville, et la populace se porta au palais du prince de la Paix, y mit tout en pièces, et après les plus minutieuses recherches, elle le trouva caché dans un grenier: il serait infailliblement devenu victime de ses fureurs, si, pour le sauver, on ne se fût servi du nom même du prince des Asturies pour le mener en prison.—(Mémoires de Rovigo. Tome II. partie première, p. 159.)

Page 259.—"Cependant l'entrevue d'Erfurth ayant été arrêtée, l'empereur revenu de Bayonne à Paris, quitta la capitale vers la fin de septembre et arriva à Metz, &c."

L'entrevue d'Erfurth avait été convenue à la paix de Tilsitt, mais on n'en avait indiqué ni l'époque ni le lieu. Il fallut tout le mois de septembre pour s'entendre sur le jour des départs de Saint-Pétersbourg et de Paris, afin que chacun réglât sa marche de manière à n'arriver ni trop tôt ni trop tard. Ce fut l'empereur Napoléon qui fournit aux détails des gardes, logemens, tables et menus frais de représentation, non seulement pour l'empereur de Russie, mais encore pour les autres souverains qui vinrent à cette entrevue. De sorte qu'il partit du service du grand-maréchal une troupe de cuisiniers, de maîtres d'hôtel et de gens de livrées.

On envoya les sociétaires du Théâtre-Français pour jouer nos chefs-d'œuvre tragiques et nos meilleures comédies; enfin, on soigna, dans les plus petits détails, tout ce qui devait contribuer aux amusemens des souverains pendant leur séjour à Erfurth.

L'empereur partit de Paris dans les derniers jours de septembre, ou même dans les premiers d'octobre.* Il alla jusqu'à Metz sans s'arrêter, et passa, pendant cette course, la revue de tous les corps qui revenaient de la grande armée pour se rendre en Espagne. Il les arrêtait même sur le grand chemin, les examinait homme par homme, et leur faisait ensuite continuer leur route. Il en agit ainsi jusqu'à Francfort.

Le mouvement qu'il faisait faire sur l'Espagne était considérable, puisque de toute cette immense armée, il ne laissa en Allemagne que quatre divisions

* Il avait d'abord fait partir pour Naples le grand-duc de Berg, et à son retour d'Erfurth, il fit partir la grande-duchesse, qui était restée de quelques semaines en arrière.

d'infanterie, avec les cuirassiers et quelques régimens de troupes légères, c'est-à-dire un quart de ce qu'il y avait auparavant.

La nouvelle de l'entrevue d'Erfurth avait fait tant de bruit en Allemagne, que de tous côtés l'on y arrivait ; il y avait, chez le prince primat à Francfort, un nombre prodigieux de princes d'Allemagne, qui s'y étaient réunis pour rendre leurs hommages à l'empereur à son passage. Il coucha chez le prince primat, où étaient, entre autres, le prince et la princesse de Bade, ceux de Darmstadt, de Nassau, ainsi que beaucoup d'autres. La contenance de chacun d'eux devant l'empereur était celle qu'ils devaient avoir devant le protecteur de la confédération du Rhin, et c'était à qui lui marquerait plus de respect et de soumission.

Il partit le lendemain, et alla sans arrêter jusqu'à Erfurth ; il vit en chemin le roi de Westphalie, qui était venu à sa rencontre depuis Cassel jusqu'à la frontière de ses Etats. M. de Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, était venu à la rencontre de l'empereur, et nous rejoignit entre Erfurth et Gotha. Il nous apprit que l'empereur de Russie attendait à Weimar l'arrivée de l'empereur à Erfurth, en sorte que l'on se hâta, et nous arrivâmes à Erfurth de très grand matin. On y avait fait venir quelques troupes, et le 1er régiment de hussards, qui en faisait partie, avait été placé en plusieurs détachemens, depuis Erfurth jusque près de Weimar, pour rendre honneur à l'empereur Alexandre.

D'après des arrangemens, pris sans doute à l'avance, l'empereur monta à cheval avec tout ce qui l'accompagnait. On avait fait suivre un cheval pour l'empereur de Russie, et on avait poussé la recherche jusqu'à envoyer prendre à Weimar la selle dont il avait coutume de se servir; on l'avait apportée de Saint-Pétersbourg pour la mettre sur ce cheval.

Il alla ainsi jusqu'à trois lieues d'Erfurth, où l'on découvrit enfin le cortége de l'empereur Alexandre, qui arrivait en voiture, suivi de douze ou quinze calèches. L'empereur Napoléon arriva au galop, et mit pied à terre pour embrasser l'empereur de Russie, à la sortie de sa voiture. La rencontre fut amicale, et l'abord franc, autant que peuvent l'être les sentimens des souverains les uns envers les autres. Ils remontèrent tous deux à cheval, et revinrent en conversant jusqu'à Erfurth. Toute la population des campagnes bordait le grand chemin. Le temps était magnifique et souriait à cet événement. L'artillerie des remparts les salua, les troupes bordaient la haie, et toutes les personnes de marque qui étaient venues à Erfurth, dans cette occasion, se trouvèrent au logement qui avait été préparé pour l'empereur Alexandre, au moment où il venait y mettre pied à terre, accompagné de l'empereur Napoléon.

Ce jour-là, ils dînèrent ensemble, ainsi que le grand-duc Constantin, qui accompagnait son frère. Le grand-maréchal avait soin de faire tenir dans la rue un homme qui revenait à toutes jambes prévenir, lorsque la voiture de l'empereur Alexandre paraissait, et chaque fois qu'il est venu chez l'empereur Napoléon, celui-ci s'est toujours trouvé au bas de l'escalier pour le recevoir. La même chose avait lieu, lorsque c'était l'empereur Napoléon qui allait chez l'empereur de Russie. Pendant tout le séjour qu'ils firent à Erfurth, ils mangèrent presque tous les jours ensemble, hormis ceux où ils avaient affaire chacun chez eux. Ensuite vinrent les rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie, le prince primat, les princes d'Anhalt, de Cobourg, de Saxe, de Weimar, de Darmstadt, Baden, Nassau, et en général tout ce qui crut devoir venir rendre hommage à une réunion de tant de puissances.—(Mémoires de Rovigo. Tome II. premiere partie, p. 291—294.

Page 265.—" Le départ du général la Romana surprit tout le monde."

Whilst the naval and military commanders in the Mediterranean were exerting themselves, an effort was made in the north, and made with the most complete success, to restore to the service of his country one of the ablest officers of whom Spain could at that time boast. One of Bonaparte's first measures, when meditating the subjugation of the Peninsula, was to demand from Spain a corps of 15,000 veteran troops, whom, under the Marquis de la Romana, he employed for a time on the banks of the Vistula, and afterwards removed to the shores of the Great Belt. They were distributed at different points in that district, when the standard of independence was raised; .and one of the earliest measures of the Supreme Junta was to issue a proclamation calling upon them, in the name of their country, to come to its defence. This was necessarily consigned to the care of the British cruizers, and it was not given to them in vain. A scheme for its delivery, as well as for the removal of the soldiers, should they, as it was believed they would, desire to comply with its terms, was immediately devised at London; and the execution of it was committed to Vice-Admiral Keats, an officer well worthy of the trust. It succeeded to admiration; and 7000 men, with Romana at their head, were transferred from the ranks of the enemy, at a moment of peculiar interest, to those of the patriotic army.--(The Marquess of Londonderry's Narrative of the Peninsular War.)

Page 314.—" Un mois ne s'écoula pas entre sa proclamation (à Ratisbonne) et l'entrée des troupes françaises à Vienne."

M. de Bourrienne ne fait aucune mention de la bataille d'Esling ou Eslingen qui préçéda la seconde occupation de Vienne par les Français, et où le Maréchal Lannes reçut une blessure mortelle. Les extraits suivans supléeront à cette omission.

Nous marchâmes sur Vienne. L'empereur s'adoucit et me traitait avec plus de bienveillance. L'affaire d'Esslingen eut lieu: une foule de braves avaient perdu la vie; le maréchal Lannes était hors de combat; la cavalerie, l'artillerie, étaient détruites; et le village d'Esslingen, le point le plus important qui nous restait à défendre, inondé par vingt bataillons de grenadiers hongrois: nous ne pouvions plus nous y maintenir; déjà ils pénétraient dans la maison carrée que Napoléon avait fait fortifier la veille. Le comte Lobau s'avança à leur rencontre et les arrêta; mais ils reçurent tout de suite des renforts. L'empereur s'en aperçut: je fus chargé de prendre deux autres bataillons de la jeune garde et de voler au secours des nôtres; je devais les dégager, faire retraite avec eux, et prendre position entre le village et le reste de la garde, sur les bords du Danube, près du pont qui avait été rompu. Les colonnes autrichiennes s'avançaient de tous les côtés sur ce point; la position devenait terrible. à notre gauche, Masséna occupait encore Grosaspern; il avait perdu beaucoup de monde, mais enfin il se maintenait. Je me mis à la tête de mes deux bataillons et j'entrai dans le village: je disposai mes troupes en arrière du général Mouton, et fus lui porter les ordres de l'empereur: mais toute la réserve ennemie, conduite par l'archiduc Charles, se déployait à quelques pas. " Vous avez, dis-je au comte Lobau, étonné ces masses par

" votre résistance ; abordons-les à la baïonnette, rejetons-les sur les colonnes " qui s'avancent : si nous réussissons, l'empereur et l'armée nous sauront gré " du succès ; si nous sommes malheureux, la responsabilité pèsera sur moi.— " Sur tous les deux, reprend le général." Nos cinq bataillons s'ébranlent, culbutent, dispersent tout à coups de baïonnettes : nous sommes maîtres du village. L'archiduc cherche en vain à le reprendre : cinq fois il ramène ses troupes à la charge, cinq fois il est défait ; nous lui fîmes éprouver une perte immense. Nous en avions essuyé aussi une considérable. le général Mouton, le général Grosse, étaient blessés ; beaucoup d'autres officiers avaient perdu la vie. Napoléon fut enchanté de cette affaire ; il me dit des choses flatteuses, et ajouta : " Si jamais tu as bien fait de ne pas exécuter mes ordres, c'est " aujourd'hui ; car le salut de l'armée dépendait de la prise d'Esslingen."—(Mémoires de Rapp, p. 121.)

Le maréchal Lannes rentra dans la position de laquelle il était parti le matin pour attaquer ; il essaya de la garder, et il avait mis pied à terre, parce que le canon des ennemis s'était tellement rapproché qu'il y avait de la témérité à rester à cheval ; la cavalerie avait depuis long-temps repassé le bras du Danube, et était dans l'ile de Lobau ; l'empereur venait lui-même de quitter le champ de bataille où il avait donné ses derniers ordres sur la manière dont on devait repasser le pont, et il était occupé à faire placer de l'artillerie dans l'ile de Lobau pour protéger la retraite de nos colonnes, lorsqu'on vint lui annoncer que le maréchal Lannes venait d'avoir les jambes emportées d'un coup de canon. Il en fut vivement affecté et versa des larmes. Pendant qu'on lui racontait les détails de cet événement, il aperçut le brancard sur lequel on rapportait le maréchal Lannes du champ de bataille. Il le fit diriger à l'écart, et voulut être seul auprès de lui ; il l'embrassa en fondant en larmes ; le maréchal Lannes, épuisé par une grande perte de sang, lui dit d'une voix basse : " Adieu, sire ; vivez pour tous, et accordez quelque sou- " venir à un de vos meilleurs amis, qui dans deux heures n'existera plus." Cette scène fut touchante et causa une vive émotion à l'empereur. Peu de temps auparavant on avait rapporté le général Saint-Hilaire, blessé aussi d'un coup de canon au pied ; il en mourut quinze jours après. La perte du maréchal Lannes fut sentie de toute l'armée : elle mettait le complément aux malheurs de la journée.

Pendant le séjour que l'empereur fit à Ebersdorf, il allait tous les jours après midi voir le maréchal Lannes, qui n'avait pu être transporté plus loin que dans une maison du village. Un jour, on vint lui dire que le maréchal Lannes voulait le voir ; il y courut. Le délire commençait à prendre cet infortuné général, dont les esprits se ranimèrent en voyant l'empereur. Il avait rêvé qu'on voulait l'assassiner, et lui disait que ne pouvant pas marcher, il l'avait prié de venir pour qu'il puisse le défendre. L'empereur fut affligé de le voir en cet état ; les médecins le prièrent de sortir parce que le malade était au plus mal ; il revint chez lui tout triste. Deux heures après, on vint encore lui dire que le maréchal Lannes voulait lui dire adieu. Il y alla ; mais en arrivant, le médecin, M. Yvan, vint à sa recontre pour lui dire qu'il était mort depuis quelques minutes. Ainsi finit un des hommes les plus braves qui aient été dans nos armées. Il eut une carrière trop courte pour ses amis, mais sans égale pour l'honneur et la gloire.—(Mémoires du Duc de Rovigo, p. 79 et 92.)

Page 348.—" Ce fut pendant le sejour à Fontainebleau, qui précéda la rentrée de Napoléon à Paris, que Joséphine qui était venue l'y rejoindre entendit parler pour la première fois du divorce."

Il pensa plusieurs fois à cette communication qu'il voulait faire à l'impératrice, sans oser lui parler ; il craignait pour elle les suites de sa sensibilité, les larmes ont toujours trouvé le chemin le plus sûr de son cœur. Cependant il crut avoir rencontré une occasion favorable à son projet avant de quitter Fontainebleau ; il en dit quelques mots à l'impératrice, mais il ne s'expliqua pas avant l'arrivée du vice-roi, auquel il avait mandé de venir: ce fut lui-même qui parla à sa mère et la porta à ce grand sacrifice ; il se conduisit dans cette occasion en bon fils et en homme reconnaissant et dévoué à son bienfaiteur, en lui évitant des explications douloureuses avec une compagne dont l'éloignement était un sacrifice aussi pénible qu'il était sensible pour elle. L'empereur avant réglé tout ce qui était relatif au sort de l'impératrice, qu'il établit d'une manière grande et généreuse, pressa le moment de la dissolution du mariage, sans doute parce qu'il souffrait de l'état dans lequel était l'impératrice elle-même, qui dînait tous les jours et passait le reste de la soirée en présence de personnes qui étaient les témoins de sa descente du trône. Il n'y avait entre lui et l'impératrice Joséphine aucun autre lien qu'un acte civil tel que cela était d'usage dans le temps où il s'était marié. Or, les lois avaient prévu la dissolution de ces sortes de contrats ; en conséquence à un jour fixe, il y eut le soir chez l'empereur une réunion des personnes dont l'office était nécessaire dans cette circonstance, parmi lesquelles étaient M. l'archi-chancelier et M. Régnault de Saint Jean-d'Angely. Là, l'empereur fit à haute voix la déclaration de l'intention dans laquelle il était de rompre son mariage avec Joséphine, qui était présente, et l'impératrice, de son côté, fit en sanglotant la même déclaration. Le prince archi-chancelier ayant fait donner lecture de l'article de la loi, en fit l'application au cas présent, et déclara le mariage dissous.—(Mémoires du Duc de Rovigo, Tome II. seconde partie, p. 163.)

Page 350.—" J'eus le premier à Hambourg la nouvelle du mariage projeté de Napoléon avec l'archi-duchesse Marie-Louise."

Voici les détails du mariage impérial extraits des Mémoires du Duc de Rovigo.

Depuis fort long-temps, il aimait le général Lauriston, qui avait été son aide-de-camp. . Il lui donna la commission d'aller à Vienne, et d'accompagner l'impératrice jusqu'à Paris, comme capitaine des gardes.

Pour honorer la mémoire du maréchal Lannes (duc de Montebello), il nomma sa veuve dame d'honneur de la nouvelle impératrice ; il ne pouvait pas lui donner une plus grande marque de son estime, car elle n'avait encore alors aucun titre pour arriver à une position qui devait la mettre tout d'un coup à la tête de la haute société.

Il fit partir sa sœur, la reine de Naples, pour aller jusqu'à Braunau, à la rencontre de l'impératrice; elle était accompagnée de quatre dames d'honneur. Nous avions encore à cette époque-là, à Braunau, le corps du maréchal Davout qui achevait l'évacuation de l'Autriche. Il prit les armes à l'arrivée de l'impératrice, et lui fit une réception aussi brillante que cette petite ville pouvait le permettre. La reine de Naples reçut l'impératrice à Braunau, où se fit la cérémonie de la remise de sa personne par les officiers chargés par son père de l'accompagner, de même que la remise de ses effets, et l'impératrice, une fois habillée avec tout ce qui avait été apporté de la garde-robe qui lui était destinée à Paris, passa tout-à-fait avec le service de ses dames du palais, et donna audience de congé à tout ce qui l'avait accompagné de Vienne, et qui allait y re-

tourner. Tout cela se fit à l'instant même, c'est-à-dire qu'une heure après son arrivée à Braunau, tout était fini.

On partit de suite pour Munich, Augsbourg, Stuttgard, Carlsruhe et Strasbourg. Elle fut reçue dans les cours étrangères avec un très-grand éclat, et à Strasbourg avec enthousiasme: on attachait tant d'espérances à ce mariage, que tous les cœurs volaient à sa rencontre.

L'empereur avait été à Compiègne pour la recevoir; toute la cour y était. Il lui écrivait tous les jours par un page, qui allait à franc étrier lui porter sa lettre et en rapporter la réponse. Je me rapelle que, lorsque la première arriva, l'empereur ayant laissé tomber l'enveloppe, on s'empressa de la ramasser et de venir la montrer au salon, pour juger de l'écriture de l'impératrice: il semblait que ce fût son portrait que l'on courait voir. On interrogeait les pages qui revenaient d'auprès d'elle: en un mot, nous étions déjà devenus des courtisans aussi empressés que le furent jamais ceux de Louis XIV., et nous n'étions presque plus ces hommes qui avaient dompté tant de peuples.

L'empereur n'était pas moins impatient que nous, et était plus intéressé à connaître ce qui lui arrivait; il avait vraiment l'air amoureux. Il avait ordonné que l'impératrice vînt par Nancy, Châlons, Reims et Soissons. Il savait, pour ainsi dire, où elle se trouvait à chaque heure de la journée. Le jour de son arrivée, il partit lui-même le matin avec son grand-maréchal, et s'en alla seul avec lui dans une voiture simple, après avoir laissé ses ordres au maréchal Bessières, qui était resté à Compiègne.

L'empereur prit ainsi le chemin de Soissons et de Reims, jusqu'à ce qu'il rencontra la voiture de l'impératrice, que son courrier fit arrêter sans mot dire. L'empereur sortit de la sienne, courut à la portière de celle de l'impératrice, qu'il ouvrit lui-même, et monta dans la voiture. La reine de Naples, voyant l'étonnement de l'impératrice, qui ne comprenait pas ce que cela voulait dire, lui dit: "Madame, c'est l'empereur;" et il revint avec elle et la reine de Naples jusqu'à Compiègne.

Le maréchal Bessières avait fait monter à cheval toute la cavalerie qui était à la résidence. Cette troupe, ainsi que tous les généraux et aides-de-camp de l'empereur, se rendit sur la route de Soissons, à un pont de pierre, dont je ne me rappelle pas le nom, qui est cependant très connu; mais c'est à ce même pont que Louis XV. alla recevoir madame la dauphine, fille de Marie-Thérèse, qui fut l'infortunée reine de France.

Il était nuit lorsque l'impératrice arriva, et nous avions été mouillés en l'attendant. Bien heureusement, il était inutile de chercher à l'apercevoir, car je crois que nous nous serions mis sous les roues de sa voiture pour en découvrir quelque chose.

La population de Compiègne avait trouvé moyen de se placer dans les vestibules du château, et lorsque l'impératrice arriva, elle fut reçue au pied du grand escalier par la mère et la famille de l'empereur, toute la cour, les ministres et un grand nombre de personnes considérables. Il est inutile de dire sur qui les yeux furent fixés depuis le commencement de l'ouverture de la portière de la voiture jusqu'à la porte des appartemens; tout était dans l'ivresse et dans la joie. Il n'y eut point de cercle ce soir-là, chacun se retira de bonne heure.

Selon l'étiquette entre les cours étrangères, l'empereur était bien l'époux de l'archiduchesse Marie-Louise; mais d'après le Code civil il ne l'était pas encore: néanmoins on dit qu'il fit un peu comme Henri IV. avec Marie de Médicis. Au reste, je ne répète que les mauvais propos du lendemain, parce que j'ai fait profession d être véridique. Le monde prétendait tout voir et tout savoir; quant à moi, qui y voyais clair tout autant qu'un autre, je n'ai rien

trouvé à redire à ce que je n'ai pas vu, malgré ce qu'on en dit: mais si cela m'eût regardé, j'en eusse fait tout autant. C'était mon tour à coucher cette nuit-là dans le salon de service; l'empereur avait été s'établir hors du château, à sa maison de la chancellerie: on serait venu la nuit me dire que Paris brûlait, que je n'aurais pas été le réveiller, dans la crainte de ne trouver personne.

Le lendemain fut un jour fatigant pour la jeune souveraine, en ce que des personnes qu'elle connaissait à peine lui en présentaient une foule d'autres qu'elle ne connaissait pas du tout.

L'empereur présenta lui-même ses aides-de-camp, qui furent flattés de cette marque de bonté de sa part; la dame d'honneur présenta les dames du palais et les autres personnes du service d'honneur. Le lendemain du jour de cette présentation, l'empereur partit pour Saint-Cloud avec l'impératrice; les deux services d'honneur suivirent dans des voitures séparées; on n'entra point à Paris: on vint gagner Saint-Denis, le bois de Boulogne et Saint-Cloud; toutes les autorités de Paris s'étaient rendues à la frontière du département de la Seine, du côté de Compiègne; elles étaient suivies de la plus grande partie de la population, qui se livrait à la joie et à l'enthousiasme. Il y avait à Saint-Cloud, pour la recevoir, un monde prodigieux: les princesses de la famille impériale d'abord, parmi lesquelles on remarquait la vice-reine d'Italie, qui venait pour la première fois à Paris; la princesse de Bade, les dignitaires, les maréchaux de France, les sénateurs, les conseillers d'Etat. Il était grand jour, lorsqu'on arriva à Saint-Cloud.

Ce ne fut que le surlendemain qu'eut lieu la cérémonie du mariage civil dans la galerie de Saint-Cloud. On avait dressé une estrade à son extrémité, sur laquelle était une table avec des fauteuils pour l'empereur et l'impératrice, des chaises et des tabourets pour les princes et princesses; il n'y avait de présens que les personnes qui étaient attachées à ces différentes cours. Lorsque tout fut disposé, le cortége se mit en marche depuis les appartemens de l'impératrice, et vint, en traversant les grands appartemens, par le salon d'Hercule dans la galerie, où il se plaça, d'après l'ordre de l'étiquette, sur l'estrade qui avait été préparé. Tout le monde avait sa place désignée, de sorte que, dans un instant, il régna beaucoup d'ordre et un grand silence.

L'archi-chancelier était à côté d'une table recouverte d'un riche tapis de velours, sur laquelle était un registre que tenait M. le comte Regnault de Saint-Jean d'Angely, secrétaire de l'état civil de la famille impériale. Après avoir pris les ordres de l'empereur, le prince archi-chancelier lui demanda à haute voix: « Sire, Votre Majesté a-t-elle intention de prendre pour sa légi-« time épouse S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, ici « présente?» L'empereur répondit: « Oui, monsieur.». Alors, l'archi-chancelier, s'adressant à l'impératrice, lui dit: « Madame, est-ce la libre volonté « de V. A. I. de prendre pour son légitime époux S. M. l'empereur Napoléon, « ici présent?» Elle répondit: « Oui, monsieur.» Alors l'archi-chancelier, reprenant la parole, déclara au nom de la loi et des institutions de l'empire que S M. l'empereur Napoléon et S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche étaient unis en mariage. Le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely présenta l'acte à signer à l'empereur. puis à l'impératrice, et ensuite à tous les membres de la famille, ainsi qu'aux personnes dont l'office leur permettait d'avoir cet honneur.

Après la cérémonie, le cortége se remit dans le même ordre pour retourner aux appartemens. C'était pour le lendemain que chacun réservait sa curiosité, et effectivement personne n'était préparé à l'imposant spectacle dont un million de Français furent témoins. Pour le représenter fidèlement, il n'est pas besoin de préparer son imagination à voir tout en beau, parce que l'on ne peut

pas tomber dans l'exagération en peignant tout ce qui fut étalé en pompe, en magnificence et en luxe ce jour-là.

L'empereur et l'impératrice partirent de Saint-Cloud dans la même voiture, attelée de huit chevaux isabelles; une autre voiture vide, attelée de huit chevaux gris, la précédait; c'était celle destinée pour l'impératrice. Trente autres voitures à fond d'or, superbement attelées, composaient le cortége; elles étaient remplies des dames et officiers des services d'honneur, ainsi que ce qui devait, par ses emplois, avoir l'honneur d'y être admis. Toute la garde à cheval escortait ce convoi, qui partit de Saint-Cloud vers huit à neuf heures du matin. Il passa par le bois de Boulogne, la porte Maillot, les Champs-Elysées, la place de la Révolution, le jardin des Tuileries, où toutes les voitures passèrent pardessous le grand péristyle, en s'arrêtant pour donner aux personnes qui étaient dedans le temps de mettre pied à terre.

Depuis la grille de la cour du château de Saint-Cloud, les deux côtés du chemin étaient bordés d'une multitude qui paraissait si considérable, qu'il fallait que la population des campagnes fût accourue à Saint-Cloud et à Paris ce jour-là. Cette foule allait en augmentant à mesure que l'on approchait de Paris; à partir de la barrière jusqu'au château des Tuileries, elle était inconcevable. Le long des Champs-Elysées, il y avait, de distance en distance, des orchestres qui exécutaient des morceaux de musique. La France avait l'air d'être dans l'ivresse. Comme chacun faisait à l'empereur des sermens de fidélité, de dévoûment! Comme il eût été taxé de folie celui qui eût osé prédire alors tout ce que l'on a vu depuis! Lorsque toutes les voitures furent arrivées, le cortége se reforma en ordre dans la galerie de Diane aux Tuileries, et marcha par un couloir qui avait été pratiqué exprès pour arriver à la galerie du Museum, dans laquelle il entra par la porte qui est à son extrémité du côté du pavillon de Flore.

Ici commençait un nouveau spectacle: les deux côtés de cette immense galerie étaient garnis, d'un bout à l'autre, d'un triple rang de dames de la bourgeoisie de Paris; rien n'égalait la variété du tableau qu'offrit cette quantité de jeunes personnes de toutes conditions, parées de leur jeunesse encore plus que de leurs ajustemens.

Le long des deux côtés de la galerie régnait une balustrade, afin que personne ne dépassât l'alignement, en sorte que le milieu de ce beau vaisseau restait libre; et c'est par là que s'avançait le cortége, que tout le monde put dévorer des yeux jusqu'à l'autel. Le vaste salon qui est au bout de la galerie où se faisait ordinairement l'exposition des tableaux, avait été disposé en chapelle. On avait établi dans tout son pourtour un triple rang de loges magnifiquement ornées; elles étaient toutes remplies des dames les mieux mises, ainsi que de tout ce qu'il y avait de plus considérable à Paris à cette époque. Le grand-maitre des cérémonies plaçait les personnes du cortége à mesure qu'elles arrivaient dans la chapelle; on ne pouvait pas désirer plus d'ordre qu'on en observa dans cette cérémonie. La messe fut célébrée par S. E. monseigneur le cardinal Fesch, et le mariage la suivit.—(Mémoires du Duc de Rovigo, Tome II., seconde partie, pp. 179—187.)

Page 363.—" Je place au premier rang de ces intéressantes révélations ce qu'il (Bernadotte) me dit à l'occasion de la bataille de Wagram."

Au sujet de la bataille de Wagram, le lecteur trouvera quelques détails intéressans dans les extraits suivans.

La droite des ennemis prenait position perpendiculairement à l'extrémité de

notre gauche, ce qui nous avait obligés de faire faire un coude à celle-ci, afin d'opposer du feu à celui des ennemis. Ils avaient placé de l'artillerie qui tirait à l'angle, c'est-à-dire au coude, en même temps qu'ils nous canonnaient sur les deux côtés de l'angle.

Je ne sais pas ce qu'avait l'empereur, mais il resta une bonne heure à cet angle qui était véitablement un égout à boulets; comme il n'y avait point de mousqueterie, le soldat était immobile et se démoralisait. L'empereur sentait bien mieux que personne que cette situation ne pouvait durer long-temps, et il ne voulait pas s'éloigner afin de pouvoir remédier aux désordres; dans le moment du plus grand danger, il passa en avant de la ligne des troupes, monté sur un cheval blanc comme la neige (on appelait ce cheval l'Euphrate; il venait du sophi de Perse, qui lui en avait fait présent.) Il alla d'un bout à l'autre de la ligne, et revint sur ses pas par le même chemin; je laisse à penser combien il passa de boulets autour de lui; je le suivais, je n'avais les yeux que sur lui, et je m'attendais à chaque instant à le voir tomber.—(Mémoires du Duc de Rovigo, Tome II., partie seconde, pp. 110, 111.)

L'empereur avait ordonné qu'aussitôt que la trouée qu'il allait faire au centre serait exécutée, on fît charger toute la cavalerie, en prenant à revers tout ce qui avait pénétré à l'extrémité de notre gauche; il venait de donner des ordres en conséquence au maréchal Bessières, qui partait pour les exécuter, lorsqu'il fut abattu par le plus extraordinaire coup de canon que l'on ait vu: un boulet en plein fouet lui ouvrit sa culotte depuis le haut de la cuisse jusqu'au genou, en lui sillonnant la cuisse d'un zigzag comme si c'eût été la foudre qui l'eût frappé; il en fut jeté à bas de cheval au point que nous le crûmes tous tué roide; le même boulet emporta sa fonte de pistolet et le pistolet. L'empereur l'avait vu tomber aussi, mais ne le reconnaissant pas dans le premier moment, il avait demandé: "Qui est celui-là? (c'était son expression ordinaire) ou lui répondit: "C'est Bessières, sire;" il retourna son cheval en disant: "Allons-nous-en, car je n'ai pas le temps de pleurer; évitons encore une scène." (Il voulait parler des regrets que lui avait coûtés le maréchal Lannes.) Il m'envoya voir si Bessières vivait encore, on venait de l'emporter; la connaissance lui était revenue; il n'avait que la cuisse paralysée.

La population entière de Vienne monta sur les édifices de la ville et sur les remparts, d'où elle fut témoin de la bataille; le matin les dames y étaient dans l'espérance de notre défaite, et à deux heures après midi tout le monde à Vienne était dans la tristesse. On pouvait voir la retraite de l'armée autrichienne comme si l'on avait été sur le terrain même.

L'empereur parcourait le champ de bataille le soir lors qu'on vint lui annoncer la mort du général Lasalle, qui venait d'être tué par un des derniers coups de fusil qui avaient été tirés. Il en avait eu un singulier pressentiment le matin. Il s'était toujours plus occupé de sa gloire que de sa fortune. La nuit qui précéda la bataille il paraissait avoir pensé à ses enfans, il s'éveilla pour écrire à la hâte une pétition à l'empereur en leur faveur; il l'avait mise dans sa sabredache. Lorsque l'empereur passa le matin devant sa division, le général Lasalle ne lui parla pas; mais il arrêta M. Maret, qui passa un moment après, pour lui dire que, n'ayant jamais rien demandé à l'empereur, il le priait de se charger de cette pétition, en cas qu'il lui arrivât malheur: et quelques heures après il n'était plus.

En parcourant le champ de bataille il s'arrêta sur l'emplacement qu'avaient occupé les deux divisions de Macdonald; il présentait le tableau d'une perte qui avait égalé leur valeur. La terre était labourée de boulets. L'empereur reconnut parmi les morts un colonel dont il avait eu à se plaindre. Cet officier, qui avait fait la campagne d'Egypte, s'était mal conduit après le départ du général

Bonaparte et avait montré de l'ingratitude envers son bienfaiteur, croyant sans doute plaire au général qui lui avait succédé. Au retour de l'armée d'Egypte en France, l'empereur, qui avait eu des bontés pour lui dans la guerre d'Italie, ne lui témoigna aucun ressentiment, mais il ne lui accorda aucune des faveurs dont il comblait tous ceux qui avaient été en Egypte. En le voyant étendu sur le champ de bataille, l'empereur dit : "Je suis fâché de "n'avoir pu lui parler avant la bataille, pour lui dire que j'avais tout oublié "depuis long-temps."

A quelques pas de là, il trouva un jeune maréchal-des-logis de carabiniers qui vivait encore quoiqu'il eût la tête traversée d'un biscayen ; mais la chaleur et la poussière avaient coagulé le sang presque aussitôt, de sorte que le cerveau ne reçut aucune impression de l'air. L'empereur mit pied à terre ; lui tâta le pouls, et, avec son mouchoir, il lui débouchait les narines, qui étaient pleines de terre. Lui ayant mis un peu d'eau-de-vie sur les lèvres, le blessé ouvrit les yeux, parut d'abord insensible à l'acte d'humanité dont il était l'objet ; puis, les ayant ouverts de nouveau, il les fixa sur l'empereur, qu'il reconnut ; ils se remplirent de larmes, et il aurait sangloté s'il en avait eu la force. Le malheureux devait mourir, à ce que dirent les chirurgiens qu'on appela.

Après avoir parcouru le terrain sur lequel l'armée avait combattu, l'empereur fut au milieu des troupes, qui commençaient á se mettre en marche pour suivre l'armée ennemie. En passant près de Macdonald il s'arrêta, et lui tendit la main en lui disant : "Touchez là, Macdonald! Sans rancune : "d'aujourd'hui nous serons amis, et je vous enverrai, pour gage, votre "bâton de maréchal que vous avez si glorieusement gagné hier." Macdonald avait été dans une sorte de disgrâce depuis plusieurs années ; on aurait eu de la peine à expliquer pourquoi, autrement que par l'intrigue et la jalousie à laquelle un noble caractère est toujours en butte. La méchanceté était parvenue à le faire éloigner par l'empereur, et la fierté naturelle de son âme l'avait empêché de faire aucune démarche pour se rapprocher d'un souverain qui le traitait moins bien qu'il croyait le mériter.

Le 9, de grand matin, il expédia des ordres dans plusieurs directions, et eut une assez forte indisposition, résultat de tous ses travaux et de toutes ses veilles. Cela l'obligea à prendre un peu de repos pendant que les troupes marchaient.

Le maréchal Bernadotte vint dans ce moment-là pour voir l'empereur, qui avait défendu qu'on le dérangeât avant qu'il eût lui-même appelé ; je refusai de l'introduire. J'ignorais encore ce qui l'amenait. J'avais vu la mollesse avec laquelle ses troupes avaient combattu ; il n'avait cessé, dès le début de la campagne, de se plaindre du peu d'élan, de l'inexpérience de ses soldats, et du peu de confiance que montraient leurs chefs. J'aurais épuisé toutes suppositions avant d'imaginer que, démentant tout à coup l'opinion fâcheuse qu'il avait donnée de leur courage, il avait rêvé que c'étaient eux qui avaient décidé la victoire que nous venions de remporter. L'empereur connut bientôt cet inconcevable ordre du jour, manda le trop avantageux maréchal, et lui retira ses troupes. La leçon ne suffit pas ; Bernadotte, persistant à soutenir les ridicules félicitations qu'il avait adressées aux Saxons, les fit insérer dans les journaux. L'empereur fut outré de cette conduite ; il ne pouvait tolérer qu'on inventât à la fois une inconvenance et un mensonge, mais ne voulait pas non plus blesser des hommes qui avaient exposé leur vie pour le servir. L'incartade était néanmoins trop forte, il ne crut pas pouvoir la laisser passer. Il donna un ordre du jour qu'il chargea le major-général de ne laisser connaître ni au public ni aux Saxons, dont il avait donné le commandement au général Reynier.—(Mémoires du Duc de Rovigo, pp. 112-122.)

Un soir, après la bataille de Wagram, nous étions à jouer au vingt-et-un. Napoléon aimait beaucoup ce jeu : il s'amusait à y tromper, et riait de ses supercheries. Il avait devant lui une grande quantité d'or, qu'il étalait sur la table.—" N'est ce pas, Rapp, me dit-il, que les Allemands aiment bien ces " petits napoléons ?—Oui, Sire, bien plus que le grand.—Voilà, répliqua-t- " il, ce qu'on peut appeler de la franchise germanique."—(Mémoires de Rapp, p. 23.)

De l'Imprimerie de G. Woodfall, Angel Court, Skinner Street.



